L'Institutionnalisation des nouveaux partis contestataires d'Europe du Sud au prisme des carrières militantes : Une étude comparée de Syriza, Podemos et la France insoumise

Arthur Groz

▶ **To cite this version:**

Arthur Groz. L'Institutionnalisation des nouveaux partis contestataires d'Europe du Sud au prisme des carrières militantes : Une étude comparée de Syriza, Podemos et la France insoumise. Science politique. Université Montpellier, 2020. Français. NNT : 2020MONTD002 . tel-03136468

HAL Id: tel-03136468
https://theses.hal.science/tel-03136468

Submitted on 9 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

En Science politique

École doctorale Droit et Science politique

Centre d'Etudes Politiques de l'Europe Latine (CEPEL) - UMR 5112 - 39, rue de l'Université, Montpellier

L'INSTITUTIONNALISATION DES NOUVEAUX PARTIS CONTESTATAIRES D'EUROPE DU SUD AU PRISME DES CARRIERES MILITANTES

UNE ETUDE COMPAREE DE SYRIZA, DE PODEMOS ET DE LA FRANCE INSOUMISE

Présentée par Arthur GROZ

Le 10 juin 2020

Sous la direction de Eric SAVARESE

Devant le jury composé de

Florence HAEGEL, Professeure de science politique, Institut d'études politiques de Paris	Rapporteure
Remi LEFEBVRE, Professeur de science politique, Université de Lille	Rapporteur
Christophe ROUX, Professeur de science politique, Université de Montpellier	Président
Christine PINA, Professeure de science politique, Université Côte d'Azur	Examinatrice
Eric SAVARESE, Professeur de science politique, Université de Montpellier	Directeur de la thèse

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

L'Institutionnalisation des nouveaux partis contestataires d'Europe du Sud au prisme des carrières militantes

Une étude comparée de Syriza, Podemos et de la France insoumise

-

The institutionalization of new anti-austerity parties in southern Europe through activist careers

A comparative study of Syriza, Podemos and the France insoumise

Remerciements

Je voudrais tout d'abord exprimer ma profonde reconnaissance à mon directeur de thèse Eric Savarese. Il a encadré ce projet de sa genèse à son aboutissement. Sa disponibilité comme ses nombreux retours, critiques, encouragements et suggestions ont été vitaux pour persévérer tout au long des différentes étapes de la thèse. J'espère que le rendu final de ce travail rendra justice à cet encadrement durant les quatre longues années (et quelques mois) qu'aura duré cette thèse.

Je tiens également à remercier mon laboratoire de rattachement au cours de ma recherche, le Centre d'Etudes Politique de l'Europe Latine (CEPEL), et l'ensemble de mes collègues de travail, titulaires comme doctorantes et doctorants. Au fil des années, on prend la mesure de l'importance de bénéficier pour ses recherches d'un bon cadre de travail, ainsi que des précieux conseils apportés par ses pairs dans la réalisation d'une thèse, des plus théoriques aux plus triviaux. De ce côté je n'aurai pu avoir de meilleur cadre.

Il en va de même pour les séminaires, congrès et cours de TD auxquels j'ai eu la chance de participer, qui permettent au jeune chercheur de sortir temporairement de son objet d'étude, pour son plus grand bien. Pour l'inspiration trouvée dans leurs travaux théoriques et littéraires inscrits dans la périphérie de mon objet d'étude, je remercie les cinq professeurs qui m'ont guidé.

Le terrain international sur lequel se fonde cette thèse n'aurait pu être réalisé sans le concours précieux d'appuis locaux ou d'amitiés. Leur assistance et leurs tuyaux ont contribué à la progression de l'enquête aux travers des périphéries inhérentes aux voyages. Je pense notamment à Camille, Tomas, Fatiha, Alejandro, Lucas, Pascal et Clément pour Barcelone, et à Ellie, Giorgos, Martha, Mélanie, Stella et Modestos pour Athènes. Il en va de même pour Montpellier. Dans cette ville, ce travail de long cours doit beaucoup à des rencontres étudiantes. Pour les contributions théoriques, les entretiens et les cafés bus, je remercie en particulier Imad, Lewis, Fred, Marie, Manon, Matthijs, Jules et ceux que j'oublie.

Mes remerciements vont bien entendu à mes enquêtées et enquêtés dans ces trois villes qui ont pris le temps de me répondre et qui ont fait parfois preuve d'une infinie patience face à ma maîtrise toute relative du castillan, en particulier à Jessica pour ses encouragements. Sans oublier les moments d'évasion et de repos : merci donc aux collègues, aux *compagni*, et aux amies et amis que je n'aurai pas cités ici. Merci également à Roza pour son soutien au cours des premières années de cette thèse.

Les proches et parents ayant sacrifié de longues journées de farniente estival pour relire et corriger ces interminables chapitres peuplés de concepts obscurs aux néophytes ont également été d'une grande aide. Les heures passées à déchiffrer mes phrases parfois un peu longues au lieu de profiter de l'été m'ont rendu un immense service dans la mise en forme finale.

Enfin, merci à mes parents pour leur aide, leur soutien et leur participation active, notamment logistique. Cette thèse leur est dédiée.

Dans un souci d'homogénéité du texte, la graphie des noms castillans, catalans et grecs sera retranscrite dans la graphie française simplifiée.

Table des matières

Table des matières....7
Introduction....10
Prologue....10
Les partis contestataires anti-austérité comme partis politiques....13
Une sociologie politique des organisations partisanes appliquée aux partis anti-austérité....18
Sociologie de l'engagement et du désengagement militant dans les partis anti-austérité....21
Les partis anti-austérité : un nouvel objet d'étude pour les sciences sociales....26
Définir l'institutionnalisation....33
Contexte historique de l'apparition des partis contestataires contemporains....36
Des partis populistes ?....43
Comment aborder les nouveaux partis contestataires dans un cadre comparatif ?....47
Questions d'échelles....53
Question de recherche et hypothèses générales....58
Chapitre I - Sociogenèse des partis contestataires....64
A) Trois partis considérés dans leur contexte propre....64
1 - Spécificité des cadres nationaux, locaux et historiques....65
2 – Aux origines de la gauche radicale : regard sur l'histoire du mouvement ouvrier et sur les récents mouvements contestataires en Europe....83
3 - Histoire des partis étudiés....96
B) Les modalités d'organisation des nouveaux partis contestataires....111
1 - Sociologie électorale et structuration interne de ces partis....111
2 - Militer à l'heure d'Internet : la question de la communication politique....123
3 - Réinvention d'un répertoire d'action collective....131
4 - Attribution des ressources partisanes....138
Chapitre II – Trois terrains pour une enquête....146
A) Méthodologie de l'enquête....146
1 - Approche comparative et approche microsociologique....146

2 – Recueillir la parole des militants 165
3 - Présentation de l'enquête de terrain 176
B) Présentation du matériau recueilli 188
1 - Données sociologiques génériques 188
2 - Parcours types de militants 197
Chapitre III - Construction de carrières partisanes dans le cadre de l'institutionnalisation 206
A) Aspects sociologiques de l'institutionnalisation des partis contestataires 206
1 - Aux origines de l'engagement militant 207
2 - Les rétributions de l'engagement : entrer et rester dans un parti 242
B) Les militants des partis contestataires face aux évolutions de leur structure 264
1 - Enjeux collectifs de l'institutionnalisation 265
2 - Dimension processuelle de l'engagement militant 290
Chapitre IV - Confrontation au pouvoir et restructuration partisane 316
A) L'arrivée au pouvoir, malédiction de la politique contestataire 317
1 - « Sans le pouvoir, tout est illusion » 318
2 - Délitement de la dynamique contestataire 341
B) L'institutionnalisation comme tamis 366
1 - Progrès, stagnation et rupture dans les carrières militantes 367
2 - Les carrières partisanes, témoins des effets de l'institutionnalisation 387
Chapitre V – Vers un nouveau modèle partisan 405
A) Retour critique sur la place des partis contestataires contemporains dans les diverses typologies partisanes 406
1 - Intérêt et limites des typologies partisanes existantes 407
2 - Situer les partis contestataires anti-austérité d'Europe du Sud 413
B) Un nouveau modèle partisan ? Eléments pour une définition des partis contestataires anti-austérité en Europe du Sud 422
1 - Structuration externe et interne 423
2 - Composition sociologique, activité militante et ressources partisanes 433
3 - Evolution programmatique et conception de l'exercice du pouvoir 442
C) Le parti contestataire professionnalisé 451

1 - Caractéristiques générales 451
2 - Cas spécifiques et exemples internationaux 460
Conclusion générale 469
Bibliographie 482
Annexes 498
Annexe 1 – Documents iconographiques 498
Annexe 2 – Evolution historique de la gauche grecque 499
Annexe 3 – Ordre du jour d'une réunion ordinaire du cercle de l'Eixample 500
Annexe 4 – Affiches de Vamos ! dans le quartier de Sant Marti 500

Introduction

Prologue

« *Il y a deux façons de faire de la politique. Ou bien on vit « pour » la politique, ou bien on vit « de » la politique* » (Weber, 1919, p.137).

Dimanche 25 mai 2014. Le parti Podemos[1], présenté comme le parti des *Indignados* (les Indignés), obtient 7,9% des voix et 5 sièges lors des élections européennes en Espagne. Le nouveau venu crée la surprise en se plaçant immédiatement comme quatrième force politique du pays, derrière le Parti populaire (PP), le Parti socialiste (PSOE) et la Gauche plurielle (IP). Surprise chez les commentateurs, chez ses adversaires, mais également dans ses propres rangs : Podemos n'avait été enregistré officiellement comme parti politique que deux mois auparavant, le 11 mars.

Dimanche 25 janvier 2015. Après dix années de développement et de progression, le parti de la gauche radicale grecque, Syriza, remporte les élections en recueillant 36,34 % des suffrages, soit 149 sièges de députés. Le parti conservateur Nouvelle Démocratie est largement dépassé. Pour la première fois, un parti de la gauche radicale arrive au pouvoir dans ce pays durement touché par la crise économique et sociale.

Mercredi 10 février 2016. Lors d'un passage sur le plateau de la chaîne TF1, Jean-Luc Mélenchon propose sa candidature pour l'élection présidentielle française de 2017. Seuls quelques proches étaient au courant de son intention. Ce choix stratégique signe la fin de l'expérience du Front de gauche et l'émergence d'un nouveau mouvement, la

[1] Pour des raisons de lisibilité, nous avons choisi de conserver les noms originels des partis étudiés quand ils étaient d'un emploi courant dans la langue française, et de traduire d'autres noms moins connus tels que Cap sur la Liberté ou la Gauche Unie.

France insoumise. Le succès est immédiat, facilité par une adhésion en ligne minimaliste et gratuite. Jean-Luc Mélenchon obtient 19,58% des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle, talonnant le candidat des Républicains, et la France insoumise envoie, en juin, 17 députés au palais Bourbon.

Dans différents pays d'Europe, ces nouveaux partis porteurs de projets radicaux de transformation sociale contestent la domination des partis traditionnels à l'agenda politique libéral et rejettent plus largement les mesures d'austérité. Ils bousculent les rapports de force politiques existant jusqu'alors et se confrontent à l'exercice du pouvoir. Leur activité et les campagnes politiques qu'ils mènent permettent à de nouvelles générations de découvrir le militantisme ou de renouer avec une forme d'engagement, en suivant parfois une ascension extrêmement rapide. Alejandro est l'un d'eux. Jeune barcelonais né en 1991, il rejoint l'Association des Etudiants Progressistes (AEP) en 2010, un syndicat étudiant proche des jeunesses communistes espagnoles, puis devient coordinateur de quartier de la Plateforme des Victimes de l'Hypothèque (PAH), une structure défendant le droit au logement cofondée par Ada Colau, la future maire de Barcelone. Alejandro s'investit dans Podemos dès son lancement et suit une trajectoire d'ascension fulgurante. Il participe aux différentes campagnes du parti, se charge de la structuration à l'échelle de la Catalogne, et occupe, à l'hiver 2016, un poste rémunéré dans l'équipe de campagne de Pablo Iglesias. Pour lui, l'expérience Podemos correspond à la fois au bilan critique qu'il a pu tirer de ses expériences passées et aux enjeux de la période actuelle. Et elle permet à ce diplômé en philosophie de vivre et d'envisager plus sereinement l'avenir dans un pays au taux de chômage extrêmement élevé dans la jeunesse.

Joaquin a également participé à la structuration de Podemos à Barcelone. Cependant, son parcours antérieur est bien différent de celui d'Alejandro. Né en 1965, il grandit sous le franquisme dans une famille athée et découvre le militantisme dans le monde du travail en se syndiquant à l'UGT. Fonctionnaire de la justice, il finit par rendre sa carte, après une grève de deux mois aboutissant à un conflit avec sa branche de l'UGT, et participe à la fondation d'un nouveau syndicat. Joaquin milite en parallèle au PCE puis au PSOE pendant dix-huit ans. Sa rupture avec le militantisme s'opère sous la

présidence Zapatero. Le mouvement des *Indignados* le laisse sceptique, mais les passages à la télévision de Pablo Iglesias puis les résultats électoraux obtenus par Podemos dès 2014 le poussent à adhérer au nouveau parti, dont il devient coordinateur pour le cercle de Sant Marti. Joaquin se définit toujours comme social-démocrate et appartient à une génération politisée durant la *Movida*[2], au travers de thématiques et de pratiques liées au mouvement socialiste historique. Son réengagement dans un parti tel que Podemos est donc plus surprenant.

Ces trajectoires mouvementées peuvent pourtant servir de miroir à l'engagement d'autres personnes en Europe du Sud, d'âge, de genre et d'origine sociale variés. Leurs parcours, leurs attentes et leurs réflexions, leurs pratiques comme leurs motivations font écho aux questionnements plus larges que suscite le développement de tels partis.

Quelles sont alors les raisons poussant des personnes à s'engager dans ces structures politiques ? Des partis contestataires ayant attiré des personnes souhaitant s'inscrire dans une logique de rupture vis-à-vis d'un ordre social, politique et économique peuvent-ils, une fois institutionnalisés, produire d'autres incitatifs fidélisant leurs militants, ou doivent-ils renouveler, « écrémer » et professionnaliser ceux-ci (Agrikoliansky, 2010), au risque de produire un important *turn-over* de leur base militante ? Peut-on identifier des trajectoires similaires, des motivations comparables, poussant certaines personnes à professionnaliser leur engagement alors que d'autres finiront par bifurquer et quitter ces partis ? Et ainsi, que nous disent ces parcours individuels des transformations – profondes ou superficielles – que connaissent des partis contestataires confrontés à l'exercice du pouvoir ? Pour aborder la question, il convient d'interroger ces nouvelles structures militantes en utilisant l'énorme littérature grise disponible sur les partis politiques.

[2] Période de bouillonnement social, culturel et politique ouverte dans les années 80 à la suite de la « transition démocratique » succédant au régime de Franco, dont la fin fut précipitée par l'assassinat de son dauphin Luis Carrero Blanco en décembre 1973 lors de l'opération *Ogro*.

Les partis contestataires anti-austérité comme partis politiques

La notion de parti préexiste à la structuration du champ politique (Bourdieu, 1981) dans les démocraties représentatives, renvoyant à la partition des sociétés humaines. Le terme est ainsi antérieur à la réalité qu'il recouvre en science politique (Duhamel, 2008). Il fut employé pour désigner les factions démocratique (Populare) et aristocratique (Optimate) sous la République romaine, ou bien pour évoquer les guelfes et les gibelins s'étant affrontés dans l'Italie des XIIème et XIIIème siècles. Il faut attendre le XVIIIème siècle et l'organisation de la vie politique britannique autour de l'opposition entre parti *Whig* et parti *Tory* pour trouver un ancêtre aux partis actuels (Seiler, 1986), correspondant donc à la cristallisation d'opposition politiques recoupant divers clivages sociaux, culturels, religieux ou économiques dans des sociétés de plus en plus pacifiées[3] où émerge la démocratie représentative[4]. Cette cristallisation n'hypothèque pas la capacité d'un parti à se transformer. Ainsi le Parti républicain, fondé en 1854 aux Etats-Unis, défend initialement l'interventionnisme étatique à domicile comme à l'international et l'abolition de l'esclavage – contrairement au Parti démocrate, avant de se réorienter progressivement vers le libéralisme économique et le conservatisme sociétal. Quant à la France, le Parti Socialiste actuel, converti depuis la présidence de François Mitterrand à l'économie de marché, entretient – par ses buts, son organisation et ses méthodes – une filiation particulièrement distante avec la Section Française de l'Internationale Ouvrière fondée en 1905 (Portelli, 1984). Les exemples sont évidemment nombreux, la survivance dans le temps d'une structure partisane étant conditionnée par sa capacité d'adaptation aux transformations de la société qui l'a vu naître.

---

[3] Pour un modèle de progression historique des partis politiques, voir Giovanni Sartori, *Parties and party system. A framework for analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.

[4] Max Weber défend la thèse d'une corrélation existant entre le développement du suffrage universel et l'apparition des partis modernes. Il considère, dans une conférence donnée en 1919, que « *les partis politiques sont les enfants de la démocratie, du suffrage universel, de la nécessité de recruter et d'organiser les masses* » - texte publié dans *Le Savant et le Politique* (1917 et 1919), Paris, Plon, 1959. L'Histoire du XXème siècle prouvera cependant que l'apparition et l'existence de partis politiques ne sont pas nécessairement synonymes de régime démocratique.

De plus, la domination des partis sur le champ politique est un phénomène relativement récent, lié à l'apparition et au développement du suffrage universel et à la professionnalisation du personnel politique, remettant en cause l'hégémonie des notables au profit de nouveaux acteurs : « *Au moment de leur apparition, les partis suscitent tout d'abord nombre de critiques : parce qu'ils semblent aller à l'encontre de l'intérêt général (par définition, les partis « divisent ») ; parce qu'ils sont perçus par certains comme ayant pour finalité première de servir les intérêts de leurs leaders* » (Dézé, 2010, p.65)[5]. Allons plus loin : « *il est peu de mots aussi malfamés que celui de « parti ». […] Dès l'origine, on lui donne le sens de « faction ». Alors qu'on rêve d'une société unie, il évoque la division* » (Huard, 1997, p.174).

Comment, dès lors, définir un parti politique, alors que *« les définitions des partis politiques sont sans doutes aussi nombreuses que les auteurs qui les ont étudiés »* (Cotteret, Emeri, 2004, p.55) ? Rappelons ici la définition proposée par Max Weber, centrée sur l'obtention d'avantages individuels, et nommant parti politique « *une sociation reposant sur l'engagement (formellement) libre ayant pour but de procurer à leurs chefs le pouvoir au sein d'un groupement et à leurs militants actifs des chances – idéales ou matérielles – de poursuivre des buts objectifs, d'obtenir des avantages matériels, ou de réaliser les deux ensemble* » (Weber, 1921, p.411). Cette définition relativement large met de côté la question de la recherche et de l'exercice du pouvoir dans une société, dominante dans d'autres conceptions du parti politique, au profit des rapports sociaux intérieurs à cette « entreprise » humaine : pouvoir de la direction sur la base, incitatifs matériels ou immatériels. Mais elle présente l'avantage d'être « *suffisamment large pour autoriser le comparatisme géographique et historique et permettre l'analyse des groupements qui ne reposent ni sur une organisation véritablement structurée ni sur une activité strictement politique, c'est-à-dire ne se limitant pas aux formes partisanes que nous connaissons* » (Offerlé, 2012, p.451).

[5] Cette notion renvoie à la « loi d'airain de l'oligarchie » théorisée par Roberto Michels dans son ouvrage clé en langue allemande, originellement publié en 1911 puis traduit et édité en français (Michels, 1914).

La définition wébérienne se distingue de celle de Joseph Schumpeter considérant que « *un parti est un groupe dont les membres proposent d'agir ensemble dans le conflit concurrentiel pour le pouvoir politique* » (Schumpeter, 1942, p.333). D'autres auteurs vont plus loin et insistent sur le caractère collectif de la mobilisation tendue vers la conquête du pouvoir formel, Daniel-Louis Seiler définissant les partis comme des organisations visant à mobiliser des individus autour d'un projet afin de conquérir le pouvoir de gouvernement (Seiler, 1986), ou sur son caractère de classe, Karl Marx considérant que toute structure partisane rassemble les éléments les plus conscients d'une classe sociale.

Ce panorama peut être complété par cette description plus restrictive, fondée sur « *une combinaison de quatre critères. Pour J. La Palombara et M. Weiner, il faut ainsi : une organisation durable dont l'espérance de vie soit supérieure à celle de ses dirigeants ; une organisation locale entretenant des rapports réguliers et variés avec l'échelon national ; une volonté délibérée des dirigeants nationaux et locaux de l'organisation de prendre et d'exercer le pouvoir ; la recherche d'un soutien populaire à travers les élections ou de toute autre manière* » (Dézé, 2010, pp.64-65)[6]. Nous laisserons volontairement de côté celle-ci, tout comme les définitions trop restrictives centrées autour de la conquête du pouvoir formel, au profit de la définition wébérienne. En effet, le premier critère proposé par J. La Palombara et M. Weiner ne peut être retenu, les partis qui seront étudiés ici étant par trop récents et n'ayant pas encore fait la preuve de leur résilience face au temps. Notons également que ces nouvelles formations partisanes tentent de s'affranchir de l'étiquette même de parti[7], lui préférant par exemple celle de mouvement – ou, plus rarement, de coalition : une définition large nous paraît ainsi plus opératoire pour aborder cet objet d'étude, alors même que les acteurs impliqués essaient justement de brouiller ce cadre.

Les partis - pris comme des groupements d'individus partageant des conceptions et

[6] Cet extrait renvoie à l'ouvrage de Joseph La Palombara et Myron Weiner (La Palombara, Weiner, 1966).

[7] Et ce, pour différentes raisons, dont la première est la démonétisation de l'appellation partisane touchant jusqu'à la gauche du spectre politique européen. Cette question de l'autodéfinition (la théorie des acteurs) sera traitée plus en détail par la suite.

des intérêts communs dans le but de gouverner une société et/ou de s'arroger divers avantages – nourrissent la réflexion des politistes sur le rapport des personnes au pouvoir, sur les logiques de l'action collective, mais informent également sur l'évolution des sociétés. Car qui dit parti dit attitude partisane, celle-ci se caractérisant par l'engagement, par la défense d'une conception de l'intérêt collectif impliquant un investissement personnel ayant un coût. Les partis agissent dans nos sociétés contemporaines comme les dépositaires de ressources collectives, pour lesquelles différents individus et groupes vont entrer en concurrence à l'intérieur même de ces structures, donnant lieu à l'organisation de tendances, de fractions, et nourrissant la vie interne des partis.

A quoi alors servent les partis ? Différents travaux issus du courant fonctionnaliste ont tenté de répondre à cette question au cours des cinquante dernières années (Merton, 1965 ; Chagnollaud, 2010). Citons une fonction de *légitimation et de stabilisation du système politique*, permettant d'encadrer la contestation en lui donnant un débouché ; une fonction tribunitienne, neutralisant les forces centrifuges et prenant en charge les revendications de classes sociales exclues du champ politique traditionnel, en s'en faisant les porte-paroles ; et une fonction dite de relève, assurant une fonction contestataire en proposant une alternative. Pour Georges Lavau, cette fonction est remplie par des partis « antisystèmes » – catégorie vague, recoupant la notion de fonction tribunitienne. Ces trois fonctions éclairent sur le rôle des partis politiques (Lavau, 1969, 1981). Notre travail mettra cependant de côté la fonction sociétale des partis pour se concentrer sur leurs dynamiques internes.

Une autre branche de la science politique étudie ainsi les partis non pas sous l'angle de l'organisation traité jusqu'alors, mais sous celui des logiques d'engagement, via les acteurs militants évoqués dans la définition wébérienne du parti. Le choix consistant à rejoindre un parti n'est en effet pas résumable à un sacrifice de l'individu au profit du bien commun. La rationalité des stratégies de l'organisation collective se reflète dans la rationalité individuelle de l'engagement, motivée par différentes formes d'incitatifs matériels ou immatériels, formels comme informels : « *L'analyse des mécanismes de rétribution éclaire également la création des partis, l'instabilité de l'adhésion,*

l'inégalité du militantisme et la logique objective des scissions ou de la constitution des tendances. » De plus, « *les types de parti s'analysent ainsi comme la réponse apportée par des hommes politiques au problème de la conquête du pouvoir en fonction des ressources dont ils disposent et de la configuration du rapport des forces à l'intérieur du champ politique* » (Gaxie, 1977, p.154).

L'étude de cet acteur majeur des relations politiques qu'est le parti est indissociable du développement de la science politique. La sociologie des organisations partisanes (Bernoux, 1985) et la sociologie de l'engagement en constituent des branches importantes et bien vivantes, quoique parfois séparées. Pour Florence Haegel, le renouvellement des travaux portant sur l'engagement militant bénéficie de leur diversité : « *La diversité renvoie d'abord aux différents cadres d'analyse mobilisés puisque sont représentées des contributions relevant d'approches « sociétale », « cognitiviste », « néo-institutionnelle », etc., mais également aux différentes problématiques interrogées. Ainsi, des notions aussi centrales que celles d'idéologie ou de culture partisane, de pluralisme ou de démocratie interne sont mises à l'épreuve, et partant, des auteurs aussi canoniques que Roberto Michels, Maurice Duverger ou Giovanni Sartori sont convoqués et discutés. La diversité tient aussi aux différentes méthodes utilisées : étude localisée, enquête qualitative fondée sur des entretiens compréhensifs, enquête quantitative, etc*. » (Haegel, 2007, p.13).

De ces observations il est possible de retenir deux axes qui guideront ici l'étude des partis contestataires contemporains. Le premier correspond à l'étude de l'organisation des partis politiques, de leur histoire, de leur structuration interne, et de leurs choix stratégiques. En termes théoriques, il s'appuie sur la sociologie des structures partisanes. Le second consiste à prendre les partis « par en bas », en s'intéressant à la dimension sociologique de leur base militante, tant en termes de composition que de trajectoires, de pratiques et de conceptions du politique (Sawicki, 2000). Cette réflexion puise ses outils théoriques dans la sociologie de l'engagement militant. Ces deux axes – sociologie des organisations partisanes et sociologie de l'engagement et du désengagement (elle-même à la croisée de la littérature sur les partis et l'action

collective) sont indissociables dans le cadre de cette thèse, parce qu'ils se recoupent en de nombreux points. Il convient donc d'expliciter comment l'objet parti anti-austérité sera construit. Car ces deux champs de recherche peuvent être associés avec profit pour éclairer l'un des angles morts de la recherche sur les partis politiques contemporains - ceux-ci étant souvent abordés soit à partir de la sociologie des structures partisanes, soit à partir des outils de la sociologie de l'engagement militant.

Une sociologie politique des organisations partisanes appliquée aux partis anti-austérité

Si divers travaux publiés dans la période récente prennent comme sujet un ou plusieurs des partis contestataires s'opposant aux politiques d'austérité en Europe du Sud, l'institutionnalisation de ces derniers n'a encore été que peu traitée ou de manière indirecte. L'étude de la littérature scientifique nous a conduits à identifier plusieurs limites à ces travaux. La première est un « point aveugle » de la recherche portant sur les partis étudiés, dont la sociologie de la base militante a été jusqu'alors peu évoquée au profit d'études de sociologie électorale. De plus, la séparation formelle entre étude des partis et des mouvements sociaux réduit quant à elle le nombre de travaux replaçant l'apparition des structures partisanes dans une temporalité plus longue. Ce point reste particulièrement important au regard des trajectoires militantes étudiées et de la difficulté pour de nombreux enquêtés à établir une distinction entre parti et mouvement. La seconde réside dans le biais militant de nombreuses publications traitant de la gauche radicale européenne, conduisant à une présentation normative soit excessivement positive, soit négative des caractéristiques de ces partis. Un travail de clarification est donc nécessaire pour discerner les écarts opérés entre une analyse factuelle/contextuelle et les croyances et valeurs véhiculées par certains auteurs, notamment quand ils sont eux-mêmes engagés dans ces partis.

La sociologie des partis politiques – le premier « axe » employé – permet d'étudier l'apparition, la structuration et les restructurations de ces partis. Leur genèse a été

traitée dans différents travaux, notamment l'article *Contribution à une approche sociologique de la genèse partisane. Une analyse du front national, du movimento sociale italiano et du front islamique de salut* (Aït-Aoudia, Dézé, 2011). D'autres textes portant sur la genèse de partis récents ont été mobilisés pour alimenter notre réflexion, tels que l'article de Florence Haegel *Faire l'union. La refondation des partis de droite après les élections de 2002* (2002)[8]. Nous nous appuyons sur ces travaux pour identifier le cadre, les acteurs et les effets de la genèse partisane.

Ces analyses interrogent les différentes typologies partisanes successivement proposées dans la recherche en science politique[9] : difficile de faire l'économie d'une recension de ces typologies, de leurs apports et de leurs limites. Rappelons que le modèle du parti de masse (Duverger, 1951), symbolisé de manière idéale-typique par le parti communiste des années 1950 et sa fonction tribunitienne (Lavau, 1981), inspire largement l'imaginaire des militants de la gauche radicale européenne, orphelins des grands partis issus du monde ouvrier bénéficiant d'un « vote de classe », à même d'organiser de manière autonome la vie sociale de ces classes populaires et de former en leur sein de nouvelles élites politiques (Pudal, 1989). Pourtant, l'étude des partis contestataires apparus depuis les années 2000 nous invite à adopter une position prudente lorsqu'il s'agit de les classer au regard des typologies disponibles. La dichotomie aujourd'hui dépassée entre partis de cadres et partis de masse a donné lieu à une abondante littérature la discutant pour mieux la remettre en question ou la compléter. Parmi les tentatives de renouvellement de l'analyse, le modèle du parti cartel de Richard S. Katz et Peter Mair (1995) a fait l'objet de discussions approfondies permettant d'en définir l'intérêt comme les limites (Aucante, Dézé, 2008). Héloïse Nez, déjà mentionnée pour sa contribution à la recherche francophone portant sur Podemos, est revenue utilement sur des questions similaires dans un article du numéro 32 de la revue Savoir/agir intitulé *Podemos, un parti de « non*

[8] Bien que portant sur des courants politiques différents, ces textes proposent différents modèles analytiques permettant de mettre en relation les impératifs en termes de postes de pouvoir, de ressources et de conjoncture nationale ou locale, et les stratégies des acteurs en présence, façonnant le processus de production partisane.

[9] Science que Maurice Duverger nommait « stasiologie ».

professionnels » ? (Nez, 2015).

Deux modèles antérieurs sont cependant plus fréquemment employés pour désigner certains des partis étudiés ici. Le premier est le modèle du parti « *catch-all party* » ou parti attrape-tout, développant des objectifs d'importance nationale, dépassant les intérêts particuliers des groupes sociaux (Kirchheimer, 1966). Le parti attrape-tout adopte une stratégie consensuelle et faiblement idéologisée. Ce modèle est indissociable des conceptions pessimistes de son auteur, prédisant le déclin des démocraties occidentales. Le second est le modèle du parti professionnel-électoral (Panebianco, 1988), tendant à devenir hégémonique dans les démocraties occidentales. Des professionnels experts de certaines fonctions[10] (communication, marketing) y occupent une part prépondérante, au côté d'un petit noyau de mandataires politiques mis en avant. La direction idéologique est là encore opportuniste et le travail militant en déclin.

Nous aurons par la suite l'occasion de discuter des forces et des limites de ces différentes typologies au regard de l'objet « partis anti-austérité en Europe du Sud ». Dans la lignée de Maurice Duverger, celles-ci sont marquées par une approche structurelle se focalisant sur les modalités d'organisation des partis. D'autres catégorisations plus macrosociologiques existent pourtant, étudiant la position des partis au prisme des grands clivages structurant les sociétés européennes. Cette approche est développée dans l'ouvrage de Seymour Lipset et Stein Rokkan, *Party systems and voter alignments. Cross national perspective* (1967). Bien qu'intéressante pour comprendre les configurations partisanes, nous privilégierons ici la première approche considérant les partis comme des structures relativement autonomes (Offerlé, 2012) et les étudiant par le biais de leur organisation particulière.

Discuter les catégories fournies par la sociologie des organisations partisanes suppose également d'évoquer la question des militants, dont le rôle, le nombre et la participation ont aussi contribué à définir les types de partis politiques.

[10] Catégorie distincte de celle des « bureaucrates » évoqués par Max Weber, plus homogène.

Sociologie de l'engagement et du désengagement militant dans les partis anti-austérité

Au-delà de la littérature scientifique portant directement sur l'histoire et la sociologie politique des structures partisanes étudiées, les ressources offertes par la recherche sur l'engagement militant constituent un second « axe ». Il s'agit ici d'aborder les motivations et prédispositions poussant des individus à rejoindre une structure partisane, à y évoluer, à l'animer, à y occuper des fonctions de pouvoir, à professionnaliser leur activité ou à finalement s'en détacher[11], voire y revenir – les parcours biographiques et les trajectoires militantes pouvant s'apparenter dans une perspective interactionniste à des « carrières » (Tréanton, 1960 ; Agrikoliansky, 2017), en ce sens qu'elles constituent une « *activité sociale inscrite dans le temps et qui articule des phases d'enrôlement, de maintien de l'engagement et de défection* » (Fillieule, Blanchard, 2007, pp. 3-7). Plusieurs travaux doivent être ici mentionnés.

D'abord en revenant aux prémices de la sociologie de l'engagement, et ainsi en remontant à Howard S. Becker, figure du courant interactionniste ayant travaillé sur les logiques sous-tendant l'engagement de militants dans les partis communistes des années 1950. L'analyse formelle de l'engagement (*commitment*) par Howard Becker repose sur l'idée que les individus parient en entrant dans des structures sociales, espérant en tirer des bénéfices. Les formes et modalités de cet engagement dépendent également des systèmes de valeurs dans lesquels s'inscrit l'individu. Il est ainsi possible d'expliquer qu'il y a engagement « *lorsqu'un individu, en prenant un pari subsidiaire, associe à une ligne d'action cohérente des intérêts étrangers à celle-ci* » (Becker, 1960, p. 32). L'individu s'ajuste à la position sociale qu'il occupe, ne s'engageant pas nécessairement de manière volontaire et délibérée. Ses pratiques forment un panel original dépassant les formes conventionnelles d'engagement (Mayer, 2010). Une telle description de l'engagement, de ses incarnations variées, nous permet de saisir l'hétérogénéité des pratiques observées et constitue un socle

[11] On doit à Olivier Fillieule certains travaux pionniers sur le désengagement militant, notamment son ouvrage éponyme (2005).

propre à l'étude empirique partant de la recherche des gains.

A la même période, mais partant d'une approche sensiblement différente, Mancur Olson a quant à lui construit un modèle se proposant d'expliquer les mobilisations collectives par la rationalité des acteurs. Son modèle a permis de poser un certain nombre de questions dans la recherche en sciences sociales, en premier lieu « pourquoi plus de personnes ne se mobilisent-elles pas ? ». Si nous lui devons la théorie du passager clandestin, abondamment discutée et employée depuis sa formulation (Olson, 1966), nous avons choisi de laisser de côté son modèle des « groupes latents » tentant de déconstruire de manière peu pertinente le concept marxien de classe sociale en le réduisant à sa simple dimension économique. Les classes sociales doivent être définies non seulement par leur place objective dans les rapports de production – la classe *en soi*, mais aussi par leur niveau de conscience et d'action – la classe *pour soi* (Marx, 1847), telle que la mobilisation de secteurs particuliers lors de mouvements sociaux ou dans le cadre partisan.

Les travaux de Mancur Olson ont pu être discutés et prolongés par ceux de Daniel Gaxie, dont les textes[12] constituent également, au regard de notre objet, une ressource théorique. Cet auteur construit une typologie des entreprises politiques, produisant elles-mêmes différents types de rétributions (matérielles ou immatérielles) pour leurs membres. Ce modèle théorique peut être considéré comme complétant utilement la définition wéberienne[13] des entreprises partisanes. Allant à l'encontre du sens commun faisant de l'engagement un sacerdoce, Daniel Gaxie note que « *si l'attachement à une cause est bien un facteur de mobilisation politique, il est beaucoup plus douteux qu'il en soit un élément unique et même déterminant* » (Gaxie, 1977, p. 126). La valeur opératoire de ce modèle d'analyse des rétributions du militantisme complète alors utilement la notion de bénéfices découverte chez Howard S. Becker. Au cours des trois décennies suivantes, Daniel Gaxie perfectionne son

[12] Nous pensons ici à Économie des partis et rétributions du militantisme (op. cit.)

[13] Max Weber considère que « *les militants, et surtout les fonctionnaires et les entrepreneurs du parti, attendent naturellement du triomphe de leur chef une compensation personnelle : des postes ou d'autres avantages* » (Weber, 1919, p.172).

modèle, proposant une lecture plus interactionniste insistant notamment sur l'importance des rétributions autres que matérielles risquant d'être négligées : « *L'accent mis sur les rétributions du militantisme était le résultat d'un effort théorique de mise à distance de la vision officielle et enchantée d'un engagement militant bénévole et désintéressé en faveur d'une cause. En voulant ainsi "tordre le bâton dans l'autre sens", le risque était d'accentuer inadéquatement l'importance et de biaiser l'analyse des éléments mis au jour* » (Gaxie, 2005, p.183).

Pour approfondir la compréhension des logiques de l'engagement politique, il est également possible de s'appuyer sur d'autres formes de recherche, puisant dans les sciences cognitives et permettant de comprendre comment s'articulent les identités politiques (Duchesnes, Scherrer, 2003) et leur impact sur l'engagement individuel dans des cadres collectifs – cette dialectique entre l'individu et le groupe étant au centre de la formulation des parcours biographiques militants. L'identification à un groupe, à son projet, à ses symboles et à ses dirigeants peut permettre de saisir avec plus de finesse les ressorts expliquant la fidélité (ou l'absence de fidélité) à une structure politique.

Comme cela a été relevé plus haut, nombre des publications portant sur Podemos, Syriza ou la France insoumise se concentrent sur la fortune électorale de ces partis, tandis que d'autres travaux adoptent une perspective socio-historique. Il nous semble donc nécessaire d'élargir notre cadre théorique pour diversifier la « boîte à outil » mobilisable pour l'analyse des partis de la gauche radicale. Certaines ressources issues de la sociologie des mouvements sociaux seront ainsi employées pour comprendre comment l'engagement individuel s'insère dans un cadre collectif historiquement et socialement situé.

En effet, de nombreux travaux ont contribué à renouveler la sociologie de l'action collective et de l'action politique à la faveur de l'émergence des « Nouveaux Mouvements Sociaux » (Kriesi, 1999 ; Fillieule, Broqua, 2001 ; Mathieu, 2011…). Ils permettent d'interroger l'objet « parti anti-austérité » en ce sens que les différentes organisations partisanes ici étudiés (Podemos, Syriza, La France Insoumise) ont en

commun d'entretenir un rapport fort, mais ambigu, au « mouvement social »[14] : ils se présentent parfois eux-mêmes comme des mouvements politiques et non comme des partis. Un mouvement social, considéré comme un ensemble d'acteurs isolés, construit sur des valeurs partagées ainsi que de la solidarité et se mobilisant au sujet d'enjeux conflictuels, en ayant recours à différentes formes de protestation (Della Porta, Diani, 1998), se caractérise également par sa dimension temporaire – contrairement au parti, qui est destiné à durer et n'est pas lié à des enjeux conflictuels temporaires. L'imaginaire, la stratégie, la légitimité et le recrutement des partis étudiés sont fortement liés à ces mouvements sociaux ayant développé des pratiques de désobéissance civile de masse (Hayes, Ollitrault, 2012), dont le plus emblématique est le mouvement horizontal et non-violent du 15M[15], communément appelé mouvement des *Indignados* (Fernandez Garcia, Petithomme, 2016). On retrouve dans les deux types de structures la figure – centrale pour l'analyse des partis anti-austérité – du militant investi dans les structures partisanes émergentes comme dans les mouvements sociaux, c'est à dire dans l'action collective, au sens que lui donne Daniel Cefaï (2007) *d'action concertée impliquant une intention constante*.

Il s'agit également de questionner les modalités pratiques du militantisme collectif. Les ouvrages d'Olivier Fillieule portant sur le parcours biographique de militants – notamment des militants de la cause homosexuelle en France, replacés dans le contexte des premières manifestations spécifiques de cette cause (Fillieule, Broqua, 2001) – ont contribué à la structuration de la sociologie francophone de l'engagement militant. En étudiant comment la focalisation sur des thématiques précises se déploie en parallèle de la revendication de nouveaux droits (liée à une pratique institutionnalisée au travers de syndicats tels que la CFDT), Olivier Fillieule montre comment ce mouvement contribue à une autonomisation de ces revendications

[14] Ce terme français et singulier fait partie du vocabulaire politique de la gauche dite alternative ou radicale. Le « mouvement social » désigne l'ensemble des composantes du mouvement progressiste : mouvements sociaux, bien sûr, mais également syndicats, collectifs durables et certains partis contestataires.

[15] En référence à l'occupation de la place de la Puerta del Sol à Madrid le 15 mai 2011 à l'appel du mouvement « Jeunesse sans futur », lancé en janvier de la même année.

politiques et à leur développement. Ses travaux abordent la question des ressources nécessaires au militantisme, notamment en termes de capital et de temps disponible. C'est en saisissant ces différentes dimensions (ressources individuelles et collectives disponibles, rôle des structures préexistantes, formation permettant ou non d'élaborer une stratégie précise) qu'il a été possible d'affiner notre compréhension des mouvements sociaux et des rapports complexes, ambigus et souvent intéressés (Dechezelles, 2009) les liant aux partis étudiés. Se pose alors la question de l'appartenance exclusive des militants à l'une ou l'autre forme de structure. Différents travaux tendent au contraire à mettre en lumière l'aspect pluridimensionnel de certaines formes d'engagement représentées par des militants « multipositionnés » (Fillieule, Blanchard, 2004). Cet engagement correspond également à la superposition de différentes « strates » (syndicale, associative, affinitaire, partisane) que l'on retrouve fréquemment chez les acteurs rencontrés au sein des nouveaux partis contestataires.

Evoquer l'engagement nécessite, ensuite, de s'intéresser plus précisément aux pratiques concrètes déployées par les militants pour parvenir à leurs buts. De la sociologie des mouvements sociaux provient le concept de *répertoire d'action collective*, attribué à Charles Tilly. Largement diffusé, sa portée analytique s'est progressivement atténuée (Offerlé, 2008). Le concept de répertoire d'action collective nous permet de réfléchir aux pratiques mises en place par les militants, de définir leurs références, leur imaginaire commun, et d'éventuellement déconstruire un discours tendant à présenter toute pratique efficiente comme unique et novatrice en adoptant un point de vue comparatif. Il interroge également sur le renouvellement éventuel du militantisme[16], n'étant « *pas seulement des instruments de protestation,*

[16] Nous faisons ici référence aux travaux de Lilian Mathieu présentés dans l'ouvrage collectif *Résister au quotidien* (Frère, Jacquemain, 2013). Il s'appuie sur une analyse sociologique de trois mouvements français pour démontrer qu'il n'existe pas de réelle nouveauté par rapport à des formes de contestation plus anciennes. Pour cela, il s'intéresse à quatre éléments : le répertoire d'action collective, les choix organisationnels, les formes d'engagement et les enjeux des luttes. Un « *capital culturel communicationnel spécifique* » (p.227) détenu par les acteurs de ces mouvements constitue par contre une spécificité. Ainsi pour Lilian Mathieu, l'évocation d'un « nouveau militantisme » relèverait plus d'un effet de croyance (p.240) promu par des journalistes et des sociologues qui s'arrêteraient aux

mais reflétant aussi les valeurs des militants » (Della Porta, Diani, 1998, p. 192). La distinction entre des formes conventionnelles et non conventionnelles de participation politique correspond à une double dynamique de recherche de légitimité et de réinvention de ses pratiques – double dynamique caractérisant la gauche radicale contemporaine.

Le choix théorique de croiser sociologie des organisations et sociologie de l'engagement et du désengagement étant présenté, il convient de préciser les particularités des nouveaux partis contestataires ici abordés.

Les partis anti-austérité : un nouvel objet d'étude pour les sciences sociales

Une abondante littérature scientifique produite dans la période récente se propose d'analyser différents aspects de ces nouveaux objets politiques, principalement leurs succès électoraux. Cette recherche bénéficie d'une part de l'accessibilité relative de ces partis[17] et d'autre part de l'exceptionnel engouement médiatique et politique entourant leur développement[18]. Ces ouvrages ne sont pas réductibles à la sociologie

---

apparences, aux termes du sujet. Frédéric Sawicki et Johanna Simeant partagent cette analyse. Selon ces auteurs, le cas le plus étudié jusqu'alors étant le militantisme dans les partis ouvriers, il est naturel d'observer une rupture entre ce cas archétypal de surinvestissement militant et les formes contemporaines, plus flexibles et variées, prises par l'activité politique dans des mouvements sociaux horizontaux ou d'autres types de structures partisanes. Mais une telle comparaison aurait eu tendance à invisibiliser les effets liés aux organisations, l'importance des capitaux individuels accessibles, les dynamiques d'institutionnalisation et autres questions importantes, au profit d'une dichotomie factice entre « vieille » et « nouvelle » forme d'engagement partisan (Sawicki, Simeant, 2009). Ces travaux nous paraissent plus pertinents que ceux défendant la thèse inverse en se fondant sur une présentation succincte de nouveaux collectifs (Jeanneau, Lernould, 2008).

[17] Bénéficiant d'une couverture médiatique importante, d'un maillage local solide et de statuts favorisant la transparence maximale, ces partis sont plus accessibles aux chercheurs que la majorité de leurs concurrents : l'accès aux réunions y est facilité, l'accueil d'observateurs extérieurs étant perçu comme un gage de transparence. Les militants et responsables insistent également sur leur accessibilité.

[18] Une revue de presse partielle réalisée dans le cadre de cette thèse entre novembre 2015 et novembre 2017 a recensé plusieurs centaines d'articles, de brèves, de dossiers et d'émissions francophones consacrés à Syriza, Podemos ou au M5S.

des organisations partisanes : pour traiter des origines des partis étudiés et des processus d'engagement permettant de saisir les différents processus d'institutionnalisation, le champ de la sociologie de l'engagement militant, dans les partis comme dans les mouvements sociaux, ainsi que des travaux d'histoire politique ont également été mobilisés.

Toutefois, un constat doit être dressé : la plupart des travaux portant sur les nouveaux partis contestataires les étudient *surtout* au prisme de leur sociologie électorale[19] ; ainsi, la sociologie de leur base militante est moins bien connue que la sociologie de leurs électeurs. D'où la démarche ici proposée, visant à étudier les parcours militants, en considérant que ces parcours s'apparentent à des carrières (Fillieule, Broqua, 2001) dont la valeur heuristique ne saurait être sous-estimée : non seulement ces carrières peuvent permettre de comprendre le processus d'institutionnalisation des partis, mais, en retour, leur institutionnalisation explique certains parcours d'engagement et de désengagement militant. Particulièrement complexe, ce processus, s'articulant autour de différentes dynamiques concomitantes (adhésion à un modèle formel, évolution de la structure interne, changements programmatiques, professionnalisation de l'activité[20], etc.), mérite bel et bien d'être étudié.

Or, redisons-le, les travaux publiés jusqu'alors tendent quant à eux à se concentrer sur la sociologie électorale des partis contestataires, ou sur leur construction historique. De plus, les travaux comparatifs restent rares et l'institutionnalisation de partis tels que Podemos ou la France insoumise a peu été traitée. Le profil des électeurs de la gauche radicale est aujourd'hui documenté. Mais comment les militants

[19] C'est le cas des principaux articles scientifiques portant sur le développement de ces partis, tels que le numéro de la revue Pôle Sud 2016/2 (n° 45) intitulé Partis émergents en Europe du Sud. Cette approche « macrosociologique » est riche en informations portant sur la composition de l'électorat et sur le déploiement géographique d'un parti donné, mais gagne à être complétée par des études « microsociologiques » mettant en lumière les variables affectant par exemple l'engagement individuel.

[20] Il convient de questionner le biais téléologique poussant à considérer la professionnalisation comme horizon indépassable des partis politiques. Ainsi en Grande Bretagne, le New Labour « professionnalisé » de Tony Blair (Avril, 2007) a opéré un virage « contestataire » favorisant l'engagement de militants syndicalistes sous la direction de Jeremy Corbyn, le rapprochant du Labour des origines.

interagissent-ils, qu'est-ce qui les pousse à rejoindre ces structures partisanes et à y rester, ou à les quitter, et quelles informations en tirer pour comprendre l'institutionnalisation des nouveaux partis contestataires ? Notre travail se propose donc d'étudier ce processus, en considérant les interactions des individus actifs dans ces partis, pour analyser les dynamiques les traversant.

Ce sont les effets de l'institutionnalisation qui sont ici particulièrement visés. Nous avons ainsi choisi de croiser différentes approches pour parvenir à appréhender au mieux ceux-ci – l'interdisciplinarité pouvant à notre sens favoriser l'étude de phénomènes politiques tels que l'institutionnalisation. Le choix d'une approche sociologique interactionniste[21] étudiant les ressorts de l'engagement et de l'action des militants est justifié ici par sa capacité à décrire et analyser les évolutions des groupes sociaux. Cette approche permet une lecture dynamique de ces phénomènes, partant des acteurs singuliers jusqu'aux structures collectives : il s'agit bien de faire un « pas de côté » par rapport aux études antérieures adoptant une focale « macro » fondées sur la sociologie électorale (Peres, 2016) ou l'histoire politique (Delwit, 2016) dans les textes traitant des partis étudiés. Nous nous contenterons pour l'instant de présenter les références les plus mobilisées dans notre recherche en commençant par notre cas d'étude pour agrandir progressivement le spectre théorique.

L'étude de la littérature portant sur la sociogenèse des partis politiques européens doit également inclure des références présentant plus en détail les trois situations nationales. Diverses ressources sont disponibles, et abordent les grandes dynamiques d'ensemble ayant façonné l'apparition de nouveaux partis dans un contexte de crise, tels que l'article de Nathalie Brack et Nicholas Startin, *The Mainstreaming of Euroscepticism in Times of Crisis* (2015) ou auparavant l'ouvrage de Daniele Albertazzi et Duncan McDonnell, *Twenty-First Century Populism : The Spectre of Western European Democracy* (2008). Ceux-ci mettent en lumière un phénomène

[21] Cette approche développée dans la seconde moitié du XXème siècle à l'université de Chicago est marquée par l'interdisciplinarité, mobilisant non seulement les outils sociologiques mais également ceux de l'anthropologie ou des sciences de l'information.

transnational de recomposition du champ partisan sud-européen à la faveur de la crise économique, visible tout d'abord à travers les évolutions électorales. Nous voyons alors apparaître à grands traits le cadre de la crise économique - puis politique - touchant ces pays. Citons également le numéro 52 de la revue Pôle Sud intitulé *Partis émergents en Europe du Sud* (2016) contenant des contributions telles que celle de Jordi Muñoz *De l'hypothèse populiste à la nouvelle gauche. Origine et bases électorales de Podemos* (2016), dans sa traduction française. Là encore, l'analyse de ces « partis émergents » porte essentiellement sur leur sociologie électorale, et l'étude du vote complète les analyses des caractéristiques générales du phénomène. Des travaux portant sur d'autres espaces militants, comme la thèse de Stéphanie Dechezelles intitulée *Comment peut-on être militant ? Sociologie des cultures partisanes et des (dés)engagements. Les jeunes militants d'Alleanza Nazionale, Lega Nord et Forza Italia face au pouvoir* (Dechezelles, 2006)[22], éclairent également l'analyse, en Europe du Sud, d'arrivée de ces partis au pouvoir en partant des évolutions du militantisme (à droite) dans ce contexte.

D'autres textes traitent plus précisément de la formation historique des structures partisanes étudiées. Dans la recherche évoquant ces partis, l'ouvrage de Pascal Delwit *Les gauches radicales en Europe – XIXème-XXème siècles* (2016) dresse un panorama synthétique mais particulièrement complet jusqu'à l'année 2016, permettant d'appréhender la diversité des gauches radicales européennes dans leur progression historique.

Certains ouvrages et articles parmi lesquels des monographies ou des travaux comparatifs sont plus restreints quant à leur objet. Citons pour l'Espagne les travaux pionniers d'Héloïse Nez revenant sur la première année d'existence de Podemos dans son livre *Podemos : de l'indignation aux élections* (2015)[23] et intégrant des éléments

[22] Thèse en science politique sous la direction de Daniel-Louis Seiler, Université Montesquieu Bordeaux IV et Institut d'études politiques de Bordeaux, soutenue en 2006. Il est possible de s'inspirer de ce travail pour aborder notre objet d'étude en ce sens qu'il s'agit de partir des acteurs pour saisir l'évolution des partis politiques.

[23] Les constats découlant de notre terrain diffèrent en partie de ceux présentés dans l'ouvrage *Podemos : de l'Indignation aux élections* (2015), suggérant des transformations de la sociologie du

sociologiques issus d'entretiens qualitatifs correspondant à notre propre approche, ou l'ouvrage plus théorique de Christophe Barret *Podemos – Pour une autre Europe* (2015). Ces deux productions ont démontré la complexité du processus conduisant des *Indignados* à la formation d'un parti, ainsi que la diversité des références idéologiques que l'on y rencontre. Concernant le cas espagnol toujours, l'évolution de la sociologie de Podemos est au cœur de l'ouvrage de José Fernandez-Albertos, *Los votantes de Podemos. Del partido de los indignados al partido de los excluidos* (2015) qui complète nos connaissances du vote Podemos. Là encore, l'étude historique alterne avec le décryptage de la sociologie électorale du phénomène, au détriment de la compréhension du processus d'engagement et de désengagement. Quant aux travaux d'Irene Martin, ils portent sur la difficile catégorisation du parti, évoquée dans *Podemos y otros modelos de partido-movimiento* (2015)[24]. La place discutée de ces partis dans les typologies partisanes préexistantes nous a conduits à nous pencher plus particulièrement sur cette question. La thèse en vue de l'obtention d'une HDR de Mathieu Petithomme intitulée *Génération Podemos* : *Sociologie politique d'un parti indigné* (2018) est de ce point de vue l'un des plus utiles et récents travaux produits sur ce parti. Centrée sur une étude de l'organisation de Podemos, le septième chapitre s'en écarte en se penchant sur les carrières des cadres (les militants de base sont plus rapidement évoqués) se rapprochant de notre propre démarche. Ce travail bénéficie également d'un recul plus important, après plusieurs années de développement de Podemos.

Parmi les autres travaux mobilisés dans notre recherche et portant sur le cas grec, citons les travaux de G. N. Katsiaficas (sociologue mais également militant, dont les travaux ont principalement eu une valeur de témoignage historique des recompositions de la gauche dans les années 2000) tels que *The subversion of politics: European autonomous social movements and the decolonization of everyday life*

parti dans le temps et/ou des différences géographiques.

[24] 2015 fut une année faste en termes de publication portant sur notre objet d'étude, les succès électoraux remportés dans l'année par Podemos puis par Syriza pouvant expliquer l'engouement pour ces structures.

(2006). Celui-ci revient sur le développement des mouvements sociaux aux côtés desquels se réorganisera la gauche radicale grecque. Les transformations historiques de Syriza sont quant à elles analysées dans la revue Esprit avec *Syriza et le « destin de la Grèce moderne »* (Dimitrakopoulos, 2015). A la même période charnière pour le parti paraissent les ouvrages de Maria Pentaraki, et Janet Speake avec *Reclaiming hope within the geopolitics of economic bullying : The case of Syriza and post referendum Greece* (2015) et de Chris Ovenden, auteur du très bon *Syriza : Inside the labyrinth* (2015)[25]. Encore une fois, ces travaux adoptent une approche « macro » de leur objet permettant d'en saisir les dynamiques d'ensemble tout en laissant dans l'ombre les phénomènes d'engagement individuel des militants. Quant à l'article de Giorgos Katsambekis et de Yannis Stavrakakis, *Left-wing populism in the European periphery: the case of Syriza* (2014), il suit une méthodologie discursive (dont nous avons partiellement repris les thèses) pour déconstruire l'idée selon laquelle Syriza représenterait un danger populiste menaçant les fondements démocratiques de l'Union Européenne. Ces considérations portant sur la notion de populisme s'articulent à la synthèse historique proposée dans le numéro de Pôle Sud déjà mentionné, en particulier dans l'article *L'ambition sans remords : Syriza et l'exercice du pouvoir*. Lamprini Rori y considère que « *la crise financière qui débute en 2010 a agi comme catalyseur, comme choc extérieur au changement radical du parti pendant toute sa durée, jusqu'à aujourd'hui* » (Rori, 2016, p.88).

Plus récemment, la fondation de la France insoumise a été l'objet de certains travaux majoritairement dédiés à l'étude des restructurations de la gauche en vue de l'élection présidentielle française de 2017 (Weber, 2017) et à la sociologie électorale du vote « insoumis » (Fourquet, 2017). De tels travaux restent pourtant cantonnés à une analyse historique intégrant des éléments de sociologie électorale. La proximité temporelle avec l'objet d'étude fait de la FI un phénomène partisan encore rarement

[25] La surreprésentation de Podemos par rapport aux deux autres partis étudiés peut s'expliquer d'une part par l'intérêt des politistes francophones pour les succès et les modes d'organisation de ce jeune parti bénéficiant d'une influence réelle dans la gauche radicale européenne, surtout comparés à la lente progression et au difficile exercice du pouvoir par Syriza. D'autre part, la France insoumise est un objet encore plus récent, ce qui limite nécessairement le nombre de références la concernant.

évoqué dans la littérature scientifique. Notons de manière plus large qu'à l'exception notable des travaux d'Héloïse Nez et de passages isolés, peu ou pas de travaux sont consacrés à l'étude sociologique des parcours militants.

Un certain nombre d'ouvrages occupent enfin une position plus ambiguë dans la littérature grise tout en étant incontournables. En effet, de par leur parcours universitaire, plusieurs membres dirigeants de Podemos ont été amenés à écrire sur leur propre parti, ces textes étant rapidement traduits. Il convient donc de tenir compte de ce biais lié à une posture militante – consistant notamment à associer théorie des acteurs et théorie du chercheur - tout en considérant leur valeur historique[26].

Dans cette catégorie, outre les écrits de G. N. Katsiaficas, citons l'article de Laura Chazel et de Jorge Lago, *L'hypothèse populiste – Du Front de gauche à la France insoumise : quelles influences de Podemos ?* (2017), ou l'ouvrage collectif dirigé par Ana Domingez et Luis Gimenez, *Podemos, sûr que nous pouvons !* (2015). Un autre livre collectif produit sous la direction de Pablo Iglesias donne un aperçu des conceptions politiques et philosophiques de la direction du parti ainsi que de son rapport à la culture populaire : *Podemos – Les leçons politiques de Game of Thrones* (2015).

Enfin, la question des origines de Syriza est abondamment traitée dans *La Grèce, Syriza et l'Europe néolibérale* (2015) de Alexis Cukier et Stathis Kouvelakis. Ces références permettent de développer notre compréhension des références des militants et se prêtent particulièrement à une étude sémiologique. La gauche radicale européenne que nous appréhendons à travers ces divers travaux tend à changer profondément au contact du pouvoir, suivant en cela une tendance marquée à l'institutionnalisation dont nous pensons percevoir les effets dans l'évolution des carrières militantes.

[26] Nous pensons ici notamment à la revue Contretemps, dont le numéro 25 s'intitule Syriza, Podemos, Bloco, Rifondazione comunista – Les gauches radicales en Europe du Sud.

Définir l'institutionnalisation

La question de la construction d'un parti politique se réclamant éventuellement d'un mouvement social nous amène à penser et donc à définir le processus d'institutionnalisation que connaissent ces partis. Dans un cadre comparatif, Jean Blondel se questionne sur la nature de l'institutionnalisation des partis politiques et des soutiens nécessaires à celle-ci (2003)[27]. Ses apports se trouvent dans la mise en avant de processus récurrents liant mobilisation de clivages sociaux et rôle du leadership, processus susceptibles d'être comparés par ce prisme. Le mémoire de Stéphane de Maupeou, *Du mouvement au parti politique : le processus d'institutionnalisation et la place du « villepinisme » dans le système de partis* (2011) propose quant à elle une étude du processus d'institutionnalisation d'un courant politique particulier situé à la droite de l'échiquier politique et poussé à se structurer selon une forme partisane en bénéficiant d'une fenêtre d'opportunité favorable. Ces travaux sont cependant limités par une analyse quasi-exclusivement structurelle des phénomènes partisans.

L'institutionnalisation est en effet un processus de formalisation, d'acceptation d'un système de relations sociales ; c'est-à-dire un processus de pérennisation d'un statut institutionnel[28]. Elle pourra être ici également définie comme « *la construction dans le temps d'une définition sociale de la réalité telle que certaines façons d'agir sont considérées d'évidence comme la façon correcte, si ce n'est unique, de faire les choses* » (Scott, Meyer, 1994, p. 234). Ce processus est plus amplement étudié dans l'étude des politiques publiques que dans la sociologie partisane, ce qui invite à

[27] Selon l'auteur, « les partis sont probablement l'institution politique favorite des comparatistes » - cette thèse ne sera donc pas un contre-exemple.

[28] Le courant « métaphysique critique » de l'ultragauche française propose dans l'essai *Maintenant* cette analyse intéressante au regard de notre objet d'étude : « *Les institutions, semblables en cela à l'idéologie, sont à l'abri du démenti des faits, même permanent. Il a suffi que le Front national promette de restaurer les institutions pour, d'inquiétant, devenir rassurant. Rien d'étonnant à cela. Le réel a quelque chose d'intrinsèquement chaotique que les humains ont besoin de stabiliser en lui imposant une stabilité et, par-là, une prévisibilité. Et ce que procure toute institution, c'est justement une lisibilité* arrêtée *du réel, une stabilisation* ultime *des phénomènes* » (Comité Invisible, 2017, p.67).

diversifier les outils théoriques même si les approches des politiques publiques ne sont pas complètement transposables à celles des partis. Ainsi, dans les travaux de Peter A. Hall et de Rosemary C. R. Taylor identifiant métaphoriquement trois néo-institutionnalismes (Hall, Taylor, 1997) - néo-institutionnalismes historique, du choix rationnel, et sociologique[29] - c'est le troisième qui peut être mobilisé pour étudier le processus d'institutionnalisation des structures partisanes. En effet ce dernier insiste sur l'influence de l'environnement social et culturel sur les organisations, qui agissent plus en fonction des normes établies que par recherche d'une efficacité rationnalisée au maximum.

Ce processus ne saurait toutefois être considéré comme systématique : certains partis restent cantonnés à un rôle d'*outsiders*, sont exclus des postes de pouvoir, perdent en influence, refusent volontairement d'exercer le pouvoir institutionnel, ne bénéficient pas des ressources pour cela – bref, ne s'institutionnalisent pas[30]. D'autres réaffirment leur côté contestataire malgré un haut degré de professionnalisation (Avril, 2007). Si l'absence d'institutionnalisation est due à des causes tant endogènes qu'exogènes, il en est de même pour l'institutionnalisation, qui suppose à la fois une volonté interne et une intégration par d'autres acteurs institutionnels externes au parti sanctionnant l'aboutissement du processus. Ce processus renvoie à la question des ressources – humaines, matérielles, symboliques – dont bénéficient les acteurs politiques, et à la rationalisation progressive de leur emploi par les acteurs du champ partisan. La problématique des dirigeants appartient ainsi à cette question, comme le souligne Julien Fretel (Fretel, 2009). Selon lui, il n'existe pas de héros providentiels, les organisations politiques représentant à la fois des contraintes et des opportunités pour les dirigeants. Ceux-ci façonnent en retour l'organisation comme elle les façonne

[29] Ces auteurs identifient trois spécificités du néo-institutionnalisme sociologique : il adopte une définition plus large des institutions, il prend en compte l'interaction entre les institutions et l'action individuelle, et il explique la création et les transformations institutionnelles par des renforcements de légitimité sociale de l'institution (Hervier, 2014).

[30] Pour donner un exemple, divers partis de l'extrême-gauche extraparlementaire européenne, ou aux résultats électoraux très faibles, sont réfractaires à toute forme de compromission avec leurs principes fondateurs et avec leur nature révolutionnaire.

(Cohen, Lacroix, Riutort, 2009). De même, pour Louise Hervier, « *l'idée générale et commune aux néo-institutionnalismes est que les institutions politiques ont une influence sur les acteurs et les processus sociaux. En définissant les règles du jeu, les institutions auraient un impact sur les résultats* (outcomes). *Dans cette perspective, comprendre le développement des politiques requiert l'analyse de la structuration des institutions politiques. […] Dans l'approche du néo-institutionnalisme sociologique, les institutions constituent la variable indépendante, c'est-à-dire la variable explicative, puisqu'elles façonnent les acteurs et font naître leurs intérêts et leurs préférences* » (Hervier, 2014, pp. 374-375). Nous retrouvons ici la dialectique entre acteurs et institutions telle qu'elle est conçue dans l'étude des politiques publiques, qui doit être comprise au prisme des interactions entre les acteurs eux-mêmes.

Cependant, il s'agit ici d'ajouter une dimension processuelle à la formation des institutions elles-mêmes - et non seulement des politiques publiques. Les apports de l'approche cognitive nous amènent à appréhender le processus d'institutionnalisation des partis en termes d'acceptation et d'intériorisation de normes – dont les premières sont peut-être celles régissant le système parlementaire. Le poids des institutions sur les choix des acteurs se retrouve encore une fois dans l'étude des politiques publiques *via* le concept de *path dependence* (dépendance au sentier), « *qui synthétise l'expérience accumulée par les acteurs sous forme d'apprentissage et tend à verrouiller les possibilités de changement en rigidifiant progressivement les croyances des acteurs* » (Muller, 2018, p.63). Cette « dépendance au sentier emprunté » explique le coût augmentant avec le temps pour des acteurs engagés dans une politique et souhaitant en sortir ou s'en écarter. Valable pour l'étude des politiques publiques, ce concept peut nourrir notre réflexion portant sur les transformations ou la stagnation des pratiques partisanes routinières.

Mais il convient d'éviter de considérer l'institutionnalisation comme un creuset uniformisateur. En effet, selon le politiste italien Angelo Panebianco, « *toutes les organisations ne s'institutionnalisent pas toutes de la même manière et avec la même intensité. Des différences profondes existent d'un parti à un autre. Tous les partis*

doivent s'institutionnaliser jusqu'à un certain point pour survivre, mais si le processus d'institutionnalisation donne lieu dans certains cas à des institutions fortes, il donne naissance dans d'autres cas à des institutions faibles. » L'institutionnalisation peut alors être mesurée sur deux échelles : « *1) celle du degré d'autonomie de l'institution vis-à-vis de son environnement, et 2) son degré de* systématisation*, c'est-à-dire le degré d'interdépendance de ses différents secteurs internes.* […] *Une position d'autonomie est atteinte quand l'organisation peut directement contrôler les processus d'échange avec son environnement* » (Panebianco, 1988, pp. 54-55). Cette dialectique entre un parti et son environnement est au cœur des problématiques entourant la définition des partis contestataires parfois qualifiés « d'antisystèmes » (Lavau, 1969) ou plus récemment de « populistes » (Mudde, 2012). Ce flou sémantique mérite donc d'être éclairci.

Nous nous proposons ici d'étudier le processus d'institutionnalisation dans une perspective dynamique, puisque, de par la durée de ce travail et l'évolution de l'objet d'étude au cours du temps, notre analyse doit nécessairement être contextualisée : il n'est pas possible de prévoir les futures évolutions de ces différents partis, pas plus que l'évolution personnelle de certains de leurs acteurs dont les témoignages ont pu être recueillis[31]. Cette thèse résulte d'un terrain saisissant un ensemble de données dans un contexte particulier et défini. L'objet étudié continuera quant à lui à évoluer avec le temps.

Contexte historique de l'apparition des partis contestataires contemporains

L'apparition de nouveaux partis et l'évolution de leur fortune électorale constitue l'un des sujets les plus abondamment commentés de la vie politique européenne. Parmi eux, l'extrême droite sous ses différentes formes occupe le devant de la scène

[31] Ainsi, le processus d'institutionnalisation de Syriza peut être étudié sur un temps plus long que celui de la France insoumise, parti plus « jeune ». Si cette question de temporalité se ressent dans l'enquête de terrain, nous pouvons la considérer comme une plus-value puisqu'elle permet de mettre en parallèle des processus pris à différentes étapes.

depuis les années 1990. Une autre tendance récente a pourtant vu le jour en Europe du Sud à la faveur de la crise économique. Il s'agit de l'émergence de forces contestant les politiques d'austérité mises en place par des gouvernements de diverses obédiences, et promouvant un changement social radical. Ces nouveaux acteurs ont bouleversé l'organisation du champ politique dans ces pays en affaiblissant le bipartisme prévalant auparavant. Ils ont plus largement contribué à la restructuration de l'échiquier politique européen, jusque-là dominé par une opposition entre de grands partis libéraux, sociaux-démocrates et conservateurs.

Ce phénomène ne peut être étudié sans tenir compte des différentes dynamiques historiques l'ayant précédé. L'Histoire des gauches en Europe est dominée par les différentes scissions du mouvement ouvrier. La plus déterminante est celle opposant socialistes et communistes à partir des années 1920 : l'Europe voit alors se développer de puissants partis communistes sur le modèle bolchévique, acteurs influents de la vie politique de l'Après-guerre aux côtés des partis sociaux-démocrates[32]. Sans entrer dans le détail de leur rôle respectif ou de leur fortune électorale, rappelons que leur activité ne se limite pas aux compétitions électorales, ces partis jouant un rôle de premier plan dans la sociabilité ouvrière en France comme en Italie. La rupture entre la Chine et l'URSS et l'affaiblissement du prestige soviétique consécutif à l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces du Pacte de Varsovie en 1968 conduisent les leaders de ces partis à s'éloigner progressivement de l'orbite de Moscou pour recentrer leurs conceptions stratégiques sur l'Europe. Cette ligne, nommée « eurocommuniste », est alors adoptée par les partis communistes français, italien et espagnol et entraine en Grèce une scission eurocommuniste du Parti communiste grec (KKE) – le KKE *Esoterikou*, « de l'intérieur »[33].

[32] Déjà en 1919, Max Weber pointait la tendance à la « bureaucratisation » des partis sociaux-démocrates (Weber, 1919, p.173).

[33] Le KKE « de l'extérieur », lié à Moscou, a conservé jusqu'à aujourd'hui l'étiquette KKE. Il s'agit d'un parti électoralement stable, oscillant autour de 8% des suffrages aux diverses élections, et conservant un mode d'organisation centraliste-démocratique et une rhétorique marxiste-léniniste intransigeante. Ce parti est désormais hostile à toute coalition impliquant un compromis avec ses principes.

En termes électoraux, il s'agit d'un échec et cette réorientation stratégique ne parvient pas à freiner l'érosion du soutien populaire pour ces partis. L'effondrement des partis eurocommunistes d'Europe du Sud à partir des années 1970 a pour conséquence le renforcement d'un pôle social-démocrate issu des partis de la Seconde internationale, structuré au niveau européen et débarrassé de ses principaux concurrents à gauche. Mais l'adoption, par ces partis, de politiques d'austérité dans le cadre d'un paradigme international néolibéral, associé à l'abandon des perspectives de transformation sociale défendues à l'origine tend, à partir des années 1990, à provoquer la démonétisation de leur étiquette politique ainsi que l'érosion progressive de leur base électorale. Le poids de nouvelles revendications qualifiées de post-matérialistes doit ici être relativisé. Ces revendications hétérogènes ont un impact politique réel mais limité et souvent surestimé (Bihr, 1991 ; Fillieule, 1997)[34].

Le mouvement altermondialiste se développant à cette période (Agrikoliansky, 2008), tout comme divers mouvements sociaux plus localisés, contribuent, au début des années 2000, à un renouvellement des pratiques et des modes d'organisation de la gauche radicale tels que le recours temporaire aux contre-sommets (Sommier, 2003), sans pour autant conduire à une progression électorale durable dans l'arène parlementaire des pays d'Europe[35]. De telles secousses rappellent que la « Fin de l'Histoire » prédite par Francis Fukuyama n'a pas eu lieu et que les classes sociales existent toujours (Lojikine, Vakaloulis, Cours, 2006). La genèse des nouveaux partis contestataires construits et développés à partir des années 2000 doit ainsi nécessairement être replacée dans un cadre historique plus large.

En termes de temporalité, la genèse partisane est comprise ici dans une acception large, comme étant la période allant des prémices du parti politique aux premières étapes de son développement national en passant par sa fondation effective. Ce

[34] Ainsi, les thématiques portées par les partis étudiés correspondent à des revendications matérialistes, économiques et liées à la vie quotidienne du plus grand nombre, à la dignité des classes populaires.

[35] La gauche radicale se structure alors principalement autour de divers mouvements sociaux plutôt que de partis.

moment charnière apparait comme particulièrement intéressant à étudier, mettant en lumière les stratégies individuelles et collectives des différents acteurs impliqués dans le processus de structuration partisane. Nous avons choisi cette focale au sens large de la genèse pour éviter de borner artificiellement cette période : si un aboutissement peut lui être trouvé (l'enregistrement officiel du parti, sa première participation à un scrutin, ou encore l'obtention d'un certain nombre d'adhérents), l'origine précise est par contre beaucoup moins facile à établir faute de moment fondateur. La fondation d'un parti est l'objet d'une concurrence mémorielle et discursive entre les différents acteurs y ayant pris part comme parmi ses adversaires[36]. Le récit des origines est source de légitimité, renforçant le pouvoir de certains acteurs et en contraignant d'autres à une position d'extériorité ou d'*outsiders*.

Plusieurs scénarios peuvent conduire à la formation d'un nouveau parti[37]. Le mouvement ouvrier historique a concurrencé les partis de notables transformés en partis de cadres en mettant en place des partis dits « de masse » (Duverger, 1951). Ceux-ci ont connu leur apogée entre les années 1920 et 1980, remplacés par la suite par d'autres modèles d'entreprises politiques. L'origine de ces partis de masse remonte aux scissions successives du mouvement ouvrier, notamment liées à l'émergence successive des Seconde et Troisième internationales[38]. Dans leur ouvrage présentant le modèle du Parti-Cartel, Richard S. Katz et Peter Mair notent que *« l'émergence de ce que Kirchheimer a appelé le « parti attrape-tout » procède d'une profonde remise en question de cette conception du parti politique comme représentant des secteurs bien définis de la société. Les premiers signes d'une érosion des clivages sociaux traditionnels dans les années 1950 et 1960 préfigurent tout d'abord un processus d'affaiblissement d'identités collectives autrefois très distinctes,*

[36] La genèse théorique et organisationnelle du Front National gagne à être considérée à travers le parcours de son principal théoricien nourrissant ensuite la concurrence mémorielle entourant l'héritage du Front (Lebourg, Beauregard, 2012).

[37] Parti ici considéré selon la définition wéberienne. Il s'agit d'objectiver l'existence ou la non-existence d'un parti, en accordant une valeur très limitée à *l'autodéfinition* de la structure étudiée.

[38] Bien que fondés sur le modèle des partis communistes, l'audience des partis trotskistes issus de la Quatrième internationale est restée confidentielle en Europe du Sud.

rendant de ce fait plus complexe l'identification de groupes spécifiques au sein de l'électorat et la définition d'intérêts communs de long terme » (Katz, Mair, 1995, pp. 38-39), conduisant à de nouvelles formes d'organisation démocratique, et à un renouvellement des modèles partisans. La crise de 2008 – crise financière devenue économique, sociale et politique – a profondément déstabilisé le champ partisan des pays d'Europe du Sud durement touchés par le chômage. Cette crise a conduit à la formation de gouvernements de coalition mettant en place des politiques d'austérité promues par l'Union Européenne[39] et à l'apparition consécutive de partis contestant le consensus prévalant autour des programmes de réformes visant à limiter les dépenses publiques. Les partis contestataires rejetant les politiques d'austérité s'établissent ainsi en suivant deux modèles idéaux-typiques :

- Des coalitions électorales se cristallisant pour donner naissance à de nouveaux partis, fondés sur une fusion et non sur une scission, et satellisant petit à petit diverses structures plus petites. C'est le cas de la Gauche unie espagnole lancée en 1986, du Bloc de Gauche portugais, lancé en mars 1999, de Syriza, fondée en Grèce en 2004, de Die Linke en Allemagne, fondée en 2007, ou du Front de Gauche français, fondé en 2008. Ces partis issus de coalitions connaissent différents niveaux d'intégration mais fonctionnent généralement sur le modèle de partis de la gauche socialiste traditionnelle, dont ils contestent l'hégémonie. La socialisation militante y est définie par les normes héritées de ces partis : formation théorique, participation aux manifestations, collage d'affiches, tractages… Notons que l'intégration des différentes composantes est l'enjeu d'un processus particulièrement long, complexe et douloureux, aboutissant à de nombreux « rejets de greffe », crises et impasses tels que l'échec de la coalition Antarsya en Grèce[40] ou la décomposition du

[39] La défense de mesures d'austérité tant par le Pasok que la Nouvelle Démocratie en Grèce, par le PSOE que par le Parti Populaire en Espagne ou par le PS que par l'UMP en France a profondément ébranlé la social-démocratie européenne.

[40] Cette « Coopération anticapitaliste de gauche pour le renversement », lancée par dix organisations d'extrême gauche en 2009, ne parvint pas à concurrencer Syriza et représente aujourd'hui un poids électoral négligeable (aucun député).

Front de Gauche français.

- Des partis lancés sous une étiquette de mouvement, par de petits groupes très soudés et bénéficiant d'un fort capital politique, médiatique et symbolique. Ces partis sont organisés autour de la direction originelle avec la volonté de se démarquer des structures et des coalitions de la gauche traditionnelle, rejetant le clivage droite-gauche au profit de thèmes transversaux et assumant (du moins parmi leurs cadres) une stratégie « populiste de gauche » visant à construire une nouvelle majorité sociale (Birnbaum, 2012). L'adhésion du plus grand nombre y est facilitée au maximum. L'échelon intermédiaire entre la base et la direction est alors réduit à sa plus simple expression, voire absent. Il s'agit du Mouvement 5 étoiles (M5S), fondé en Italie en 2009[41], de Podemos, lancé en Espagne en 2014, de la France Insoumise, annoncée en 2016, ou de Cap sur la Liberté, lancé également en 2016 en Grèce[42]. La participation active de la base s'effectue via des modalités d'organisation et un répertoire d'actions (Tilly, Tarrow, 1986) novateurs, faisant la part belle aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

Tout en nous abstenant de proposer ici un découpage chronologique qui ne pourrait être qu'artificiel, notons que le premier modèle correspond aux recompositions de la gauche dite radicale (c'est-à-dire les formations situées à gauche des principaux partis sociaux-démocrates), fortement divisée en Europe au début des années 2000. Pour les différents partis et organisations eurocommunistes, trotskistes, altermondialistes ou écologistes, il s'agissait plus de répondre dans l'urgence à leur marginalisation politique et à l'anomie médiatique en découlant que de régénérer

[41] Nous reviendrons par la suite sur le M5S, cas à part, qu'il est nécessaire de citer du fait de l'influence qu'a eu ce parti dans la promotion de nouvelles formes d'organisation – avec un succès électoral inouï – mais par trop différent à bien des égards des partis contestataires listés ici, tous plus ou moins liés à la famille de la gauche radicale.

[42] Ce parti est porté sur les fonts baptismaux en avril 2016 par Zoé Konstantopolou, avocate passée par Syriza puis par Unité populaire (créé en août 2015 par le philosophe et ancien membre du comité central Stathis Kouvelakis). Il tente de renouer avec les mouvements sociaux grecs et s'inspire ouvertement de la stratégie « populiste de gauche » de la France Insoumise et de Podemos.

profondément leur conception du politique confrontée à ses limites, processus nécessairement long et complexe.

Une nouvelle séquence politique s'ouvre avec les années 2010. Celle-ci se caractérise d'une part par l'approfondissement de la crise politique, produit de la crise économique et sociale ouverte en 2007-2008 au niveau mondial. D'autre part, les partis de la gauche radicale ne prospèrent pas mécaniquement pour autant, au contraire de leurs concurrents de la droite souverainiste ou de l'extrême droite. Les résultats électoraux décevants entrainent une remise en cause des modèles d'organisation privilégiés jusque-là, et qui mettaient l'accent sur les négociations d'appareil censées aboutir à l'union de la gauche. La construction d'une nouvelle majorité sociale est désormais privilégiée. Cette réflexion s'appuie sur les travaux du théoricien argentin Ernesto Laclau et de la philosophe belge Chantal Mouffe[43]. Ces auteurs, pouvant être qualifiés de « postmarxistes » ou de « populistes de gauche », sont abondamment lus et commentés au sein de Podemos comme de la France insoumise.

Comment s'opère la construction d'une nouvelle majorité sociale ? Il s'agit pour ces partis de déterminer un certain nombre de thématiques transversales, pouvant agréger un soutien dépassant les clivages structurant jusque-là l'espace partisan. Citons dans le désordre la lutte contre la corruption et la professionnalisation de l'exercice du pouvoir, l'euroscepticisme, la souveraineté énergétique, le rejet des politiques d'austérité, la démocratie digitale ou encore la laïcité. L'accent est mis sur la modernité de la communication, en rejetant la plupart des symboles traditionnels de la gauche au profit de *signifiants vides*[44] sans portée clivante - le cercle sur fond violet de Podemos ou le Phi popularisé par la France insoumise. Le parti se propose ainsi de construire un nouveau sens commun s'adressant à toutes les catégories de la

[43] E. Laclau et C. Mouffe ont coécrit l'essai largement diffusé *Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics* (1985), réédité en français 2004 puis en 2019, que l'on peut considérer comme la principale synthèse de leurs travaux.

[44] On doit également ce concept à E. Laclau, dans son ouvrage *La raison populiste* (2005). Il y propose une réinterprétation de la notion gramscienne d'hégémonie, dans le but de constituer le « peuple » non comme objet mais comme catégorie et acteur historique de l'émancipation.

population[45], ayant pour but de « faire peuple » et d'élaborer une stratégie appropriée susceptible de rassembler une majorité sociale pour accéder au pouvoir. Les premiers succès électoraux des deux partis cités ici en exemple semblent confirmer l'efficacité de la méthode, du moins à court terme.

Des partis populistes ?

Un terme revient régulièrement pour désigner les partis contestataires d'Europe du Sud, non seulement dans leur traitement médiatique, mais également dans divers travaux scientifiques visant à classifier l'offre politique contemporaine : le terme de « populisme » (Laclau, 2005[46] ; Mudde, 2012 ; Katsambekis, Stavrakakis, 2014 ; Muñoz, 2016 ; Chazel et Lago, 2017). Et cela sans même évoquer les travaux similaires portant sur un objet singulier tel que le Mouvement Cinq Etoiles (Santoro, 2012).

Qu'est-ce que le populisme ? Le terme français apparait en 1912 dans *La Russie moderne* de Grégoire Alexinsky pour traduire l'idéologie des *narodniki*[47] russes. Le sociologue et épistémologue français Jean-Claude Passeron considère que le populisme « *réconcilie aux moindres frais le culturalisme savant de l'anthropologie et la bienveillance morale du* narodnik *russe qui « allait au peuple », en se dévouant à retrouver en toute pauvreté une richesse, quitte à ne plus peindre de la pauvreté que*

[45] Nous reviendrons plus loin sur la structuration et le discours de ces partis. Relevons seulement ici que le nous du « peuple » se construit bien dans une opposition avec des adversaires caractérisés par leur altérité, dont la définition reste volontairement floue. Il s'agit « d'eux » : du « système », des « médias *mainstream* », des « banques » ou encore de la « classe politique » - un vocabulaire plus proche des conceptions évoquant les forces obscures menaçant le corps national que d'une analyse marxiste matérialiste.

[46] Nous citons ici volontairement l'essai d'Ernesto Laclau, *La raison populiste* (op. cit.), car il constitue une borne temporelle importante dans le processus de réintroduction, d'appropriation et de légitimation de ce terme polémique par une partie substantielle de la gauche radicale.

[47] Ce courant révolutionnaire russe apparait à la fin du XIXème siècle. Il s'agit d'un socialisme agrarien luttant par tous les moyens contre le régime tsariste (notamment en théorisant l'emploi du terrorisme). Les *narodniki* influenceront profondément l'imaginaire révolutionnaire russe, et particulièrement celui des socialistes-révolutionnaires (SR).

sa couleur locale » (Passeron, 1991, p.397). De nombreuses définitions du terme ont été proposées par la suite. Selon l'ouvrage *Twenty-First Century Populism*, il s'agirait d'une idéologie opposant « *un peuple vertueux et homogène à un ensemble d'élites et autres groupes d'intérêts particuliers de la société, accusés de priver (ou tenter de priver) le peuple souverain de ses droits, de ses biens, de son identité, et de sa liberté d'expression* » (Albertazzi, McDonnell, 2008, p. 3)[48]. Cette définition récente est intéressante pour deux raisons. D'une part, assez large, elle correspond au flou sémantique entourant le concept, souvent employé de manière péjorative pour désigner un système de pensée opposé aux principes démocratiques. D'autre part, elle renvoie à la notion de souveraineté, et plus largement à la dichotomie entretenue par divers acteurs du champ politique aux intérêts parfois opposés entre le peuple souverain et les élites/le système – ou entre la démocratie et le populisme (Dézé, 2004), tout étant question de position.

Historiquement, le terme de populisme et ses traductions en anglais, italien ou espagnol correspondent à une catégorisation dépréciative de mouvements et de partis remettant en cause les rapports de force existant au sein d'un champ politique particulier, en en appelant à la légitimité populaire. On retrouve cette portée dépréciative dans le terme d'origine grecque « démagogique », dont « populiste » est souvent synonyme[49]. Il s'agit pour des acteurs occupant le centre du champ politique (en termes de légitimité) de délégitimer leurs adversaires en leur accolant l'épithète de populistes. Mis à part le bonapartisme, l'exemple le plus frappant dans l'histoire française est peut-être le mouvement poujadiste, qui représente l'archétype d'un populisme « de droite », s'adressant aux petits commerçants, agriculteurs et artisans, et tonnant contre les « gros », les « profiteurs », et le « système » (Souillac, 2007).

[48] Cas Mudde considère que le populisme est une *thin ideology* (idéologie peu épaisse) se résumant à une opposition sociale manichéenne entre une élite corrompue et un peuple pur, le populisme faisant appel à la « volonté générale » du second contre la première.

[49] Notons qu'il existe pourtant une distinction entre les deux termes, le démagogue (« celui qui conduit le peuple », en grec) disant au peuple ce qu'il souhaite entendre pour le diriger, là où le populiste exécute les souhaits supposés de « l'opinion publique » en blâmant les élites. Les deux postures sont caractérisées par leur appel à l'irrationnel et leur caractère supposément amoral au regard de l'éthique démocratique dominante.

La revendication du « populisme » par des acteurs se situant à la gauche du champ politique constitue cependant une nouveauté historique (Laclau, 2005). Une nouveauté qui n'est pas allée de soi, rencontrant une profonde réticence de la part d'acteurs de tradition marxiste, hostiles à un populisme considéré comme interclassiste, comme en témoigne Errikos, ex membre de la direction politique de Syriza :

« C'était une grande bagarre à l'intérieur de Syriza, parce qu'on avait amené Pablo Iglesias à notre festival, alors Synaspismos a demandé à Tsipras de ne pas parler à notre festival, parce que lui c'est un populiste, etc. »[50]

Mais cette étiquette correspond-elle véritablement à une catégorie analytique ? Nous répondons que non : pour nous, il s'agit d'un concept écran sans valeur explicative probante de l'offre politique contemporaine. Ernesto Laclau, Chantal Mouffe et les militants qu'ils ont pu influencer en Europe du Sud revendiquent la mise en place d'une « stratégie populiste » tenant compte de la démonétisation électorale des étiquettes liées à l'extrême gauche historique, du contexte économique, social et médiatique contemporain, et des expériences à succès de la gauche d'Amérique latine (Barret, 2015). Leur « populisme » consiste à revendiquer un terme dépréciatif, à inverser le stigmate pour le neutraliser et construire une « communauté politique », une majorité sociale et électorale (le peuple), autour de thématiques transversales et d'attributs positifs sensés constituer cette identité populaire (l'honnêteté, la modestie, le goût du travail, le courage).

Ainsi, l'étiquette de populiste « *est une qualification qui appartient exclusivement à la langue des professionnels de la politique […]. Elle y remplit très généralement une fonction d'accusation, de disqualification ou d'insulte permettant de stigmatiser une manière inacceptable de pratiquer l'activité politique. […] Bien sûr, rien d'interdit à celui qui est affublé de l'étiquette de « populiste » de retourner le stigmate à son*

[50] Athènes – Entretien n°13

avantage, en revendiquant fièrement le qualificatif dont les accusateurs pensent qu'il discrédite celui qui en est frappé » (Laugier, Ogien, 2015, p. 49). C'est précisément la stratégie défendue par Ernesto Laclau et ses émules européens.

Il serait alors vain d'essayer de distinguer artificiellement un populisme de gauche « inclusif » (Mudde, Rovira Kaltwasser, 2013) d'un populisme de droite, puisqu'il n'est pas question d'une classification opérante des idées politiques mais bien de *stratégies discursives* visant à délégitimer l'adversaire en le reléguant aux marges ou bien à occuper un espace politique en se présentant en opposition populaire à l'ordre dominant, aux élites (Birnbaum, 2012). Une telle stratégie tendant à visibiliser une position jusque-là marginale n'est d'ailleurs pas propre à un courant politique particulier[51]. Cette affirmation nous amène à questionner la scientificité du concept de populisme, comme phénomène politique objectivement observable – et cela même pour des partis tels que le Front National, dont le dirigeant historique Jean-Marie Le Pen provient en droite ligne du poujadisme (Collovald, 2004). Nous choisissons donc dans ce travail de ne l'employer que lorsqu'il est revendiqué par des acteurs comme une stratégie déployée par un *outsider* (Elias, 1965), et non comme une catégorie analytique.

L'usage même du terme de populisme apparaît comme un enjeu discursif au sein de stratégies politiques concurrentes. N'étant ni un concept opératoire, ni une catégorie partisane viable, son usage n'éclaire pas tant la réalité de ce qui est décrit que les présupposés des personnes l'employant quant aux formes légitimes que doit prendre l'expression politique dans le cadre de démocraties parlementaires. Ainsi, au lieu de faire des partis étudiés des partis populistes en transformant un concept écran en catégorie analytique, il est possible d'aborder autrement les partis anti-austérité en Europe du Sud.

[51] Comme l'exprimait la revue de philosophie politique Tiqqun, « *il n'y a, au fond, dans cette société, que deux partis: le parti de ceux qui prétendent qu'il n'y a qu'un seul parti, et le parti de ceux qui savent qu'en vérité il y en a deux* » (Tiqqun, 1999, p. 51).

Comment aborder les nouveaux partis contestataires dans un cadre comparatif ?

Nous avons choisi de comparer trois partis, tirés de trois cadres nationaux différents : Podemos en Espagne, Syriza en Grèce, et la France insoumise en France. Il s'agit de trois partis récents, ayant fait l'expérience du pouvoir en remportant différents types de scrutin[52] et pouvant être placés dans le champ « gauche radicale »[53]. Pour étudier ces trois partis, une méthode d'analyse comparative a été adoptée, informée par une riche littérature scientifique relative à la comparaison dans les sciences sociales. Conformément à une alternative classique plusieurs fois débattue dans la *Revue internationale de politique comparée*[54], nous avons fait le choix de comparer ici non des variables mais plutôt un petit nombre de cas assez proches, permettant une étude qualitative devant mener à une interprétation circonstanciée des singularités (Passeron, Revel, 2005). « Penser par cas » suppose de définir ce qu'est un cas en admettant avec Charles Ragin et Howard Becker que « *dans la plupart des sciences sociales, la notion d'analyse de cas considère implicitement que les objets d'enquête sont assez similaires et assez différents pour permettre de les traiter comme des instances comparables d'un phénomène général* » (Ragin, Becker, 1992, p. 1).

D'où l'importance de démontrer et d'expliciter la dimension comparable des objets choisis pour cette enquête[55] : il s'agit de saisir tant les aspects partagés par les trois

[52] Jusqu'à sa défaite aux législatives d'aout 2019, Syriza a gouverné la Grèce dans le cadre d'une coalition avec le parti de droite souverainiste ANEL depuis 2014, en ayant fait élire sous sa bannière 145 députés sur 300 et 4 députés européens sur 21 ; Podemos est le principal acteur partisan des coalitions dirigeant les villes de Madrid et de Barcelone, a 43 député sur 350, 16 sénateurs sur 266, et 5 députés européens sur 54; quant à la France insoumise, elle a fait élire 17 députés sur 577 et un député européen sur 74.

[53] Par « gauche radicale », nous entendons les partis et structures politiques situées entre la social-démocratie et l'extrême gauche, acceptant le jeu parlementaire tout en affirmant une hostilité vis-à-vis de la gauche de gouvernement issue de la social-démocratie. Cette définition large est bien entendu sujette à caution, et ne correspond pas nécessairement à la manière dont vont se présenter ses acteurs.

[54] Notamment dans le Volume 17, consacré aux partis politiques.

[55] Nous considérons que l'existence, à une même période, de trois partis aux objectifs, aux références politiques, aux modes de structuration, à l'imaginaire et à la stratégie communs, couplée à une

objets que les spécificités les distinguant. Dès lors, une analyse comparative de ces partis doit permettre de mettre en lumière des trajectoires d'institutionnalisation (Bayart, 2008) ainsi que leur impact sur leur composition militante. Déterminer les objectifs de la comparaison est fondamentale, car *« la réflexion préalable sur les objectifs est une condition de réussite de celle-ci »* (Vigour, 2005, p. 97). Cette analyse suppose donc aussi de tenir compte de la diversité des cadres nationaux dans lesquels ces partis inscrivent leur action militante, notamment au regard de variables telles que le système partisan (système moins « nationalisé » en Espagne (Pelletier, 2014), où les partis autonomistes dominent certaines consultations locales, qu'en France ou en Grèce où les enjeux sont particulièrement centralisés), le système électoral, ou encore les caractéristiques mises en avant par les partis étudiés eux-mêmes (développement de leurs conceptions théoriques, de leurs pratiques, structuration nationale et locale, communication, etc.). La comparaison est alors également opératrice d'individualisation, permettant de déterminer les spécificités des cas présentés.

L'exercice de la comparaison implique tout d'abord de faire le point sur les caractéristiques socio-historiques nationales façonnant la société dans laquelle se structurent ces partis (Petithomme, 2009), tout en étudiant la période qui les a vu naitre et interagir – puisque les trois partis sélectionnés ont développé au fil du temps des relations, officielles ou officieuses, et se sont inspirés d'expériences étrangères contemporaines pour alimenter leur développement et leur imaginaire collectif.

La sélection de ces trois partis s'est avérée un processus nécessairement long et soigneux (Vigour, 2003 ; Seiler, 2004). Elle n'est d'ailleurs pas allée de soi. Podemos et Syriza se sont imposés immédiatement comme des objets d'étude appropriés au vu de leurs succès électoraux récents alimentant notre curiosité (l'élaboration de cette thèse correspond à la période du référendum grec sur la restructuration de la dette nationale le 5 juillet 2015, et aux succès électoraux de Podemos l'ayant précédée). Cependant, c'est le M5S italien qui devait constituer à l'origine le troisième parti

sociologie électorale proche (Delwit, 2016) et entrainant des liens forts, justifie leur comparaison comme parties d'un phénomène politique les englobant tous trois.

étudié, mais l'étude préliminaire de cette structure fondée en octobre 2009 a fait apparaitre sa nature trop différente des autres partis pour qu'une comparaison portant sur les parcours militants reste opérante. Il s'agit d'un étonnant parti construit autour de son leader Beppe Grillo[56] et ne cessant pas de progresser sur le plan électoral durant cette période (Passarelli, Tuorto, 2014)[57]. Le M5S inclut dans son programme une opposition aux politiques d'austérité, à la corruption et des revendications de démocratie directe : « *toute tentative visant à situer le parti le long de l'axe idéologique gauche-droite, à travers l'utilisation des indices les plus connus, produit des estimations à proximité d'une position centriste qui ne fait sans aucune doute guère écho à la radicalité du ton et des contenus adoptés par le parti de Grillo. En réalité, il ne s'agit pas d'un parti centriste mais d'un parti au profil idéologique contradictoire, et par certains aspects opaque, qui échappe aux classifications usuelles le long de l'axe gauche-droite* » (Conti, Tronconi, 2016, p. 33). Ses thématiques volontairement transversales, sa structuration digitale autour d'outils numériques de débat interne, la surreprésentation jusqu'en 2017 de son fondateur charismatique, son positionnement contestataire rejetant les principaux partis dominant la vie politique transalpine depuis les années 1990[58] constituent autant d'éléments qui pourraient le rapprocher des partis étudiés. Mais ses alliances électorales répétées avec des partis de la droite souverainiste (l'UKIP britannique aux élections européennes, la Lega Nord en Italie), les discours complotistes entretenus

[56] Humoriste, blogueur, acteur et désormais homme politique, Beppe Grillo cultive une image « antisystème », critiquant inlassablement la corruption et le népotisme, et renvoyant dos à dos tous les partis politiques. Son rôle de leader charismatique est complété par Gianroberto Casaleggio, discret idéologue du M5S jusqu'à son décès en avril 2016. La posture « antisystème » résulte de l'impossibilité d'investir un parti déjà institutionnalisé ; en effet, à l'été 2009, Beppe Grillo propose sa candidature aux élections internes du Parti démocratique (PD), de centre-gauche, candidature qui sera finalement refusée en raison de critiques régulières contre les dirigeants de ce même parti.

[57] Lors des élections générales italiennes du 4 mars 2018, le M5S devient la seconde force politique du pays derrière la coalition de droite de Silvio Berlusconi et Matteo Salvini, avec 10,7 millions de voix (32,7% des suffrages exprimés).

[58] Le gigantesque scandale de corruption et de financement illicite des partis nommé *Tangentopoli* donne lieu à partir de 1992 à une réorganisation profonde du champ partisan italien.

par ses dirigeants[59] et ses positions hostiles à l'immigration et favorables au libéralisme économique diffèrent par trop du socle commun de la gauche radicale rapprochant les autres partis contestataires anti-austérité.

D'autres possibilités ont été évacuées plus rapidement. Le Bloc de Gauche portugais comme la Gauche unie espagnole (IU) correspondaient à des formes de coalition classiques incorporant les partis de la gauche historique. La seconde occupe une position marginale en Espagne depuis le développement de Podemos (une alliance proposée par ce dernier en vue des élections européennes de 2014 ayant été refusée par IU) et il ne nous semblait pas pertinent de comparer deux partis espagnols à d'autres partis existants dans d'autres pays. Le premier est une coalition issue de divers courants (marxistes-léninistes, trotskistes…) appuyant le gouvernement socialiste depuis les élections législatives de 2015 aux côtés des communistes et des écologistes. Cette position particulière conjuguée à des résultats électoraux limités[60] limite l'autonomie du Bloc de Gauche, notamment vis-à-vis des mesures d'austérité mises en place par le parti socialiste. La langue aurait, elle aussi, constitué une barrière pour la mise en place d'un terrain au Portugal. Enfin, des partis plus récents tels que Cap sur la Liberté ou Unité Populaire (deux partis grecs issus de scissions de Syriza consécutives au référendum de 2015, considéré comme une trahison) n'ont pas encore prouvé leur capacité à sortir de la marginalité politique pour se confronter au pouvoir, nous poussant à nous concentrer sur le parti dont ils sont tous deux issus.

Des raisons plus pragmatiques nous ont également conduit à changer de focus. Il s'agit tout d'abord de la difficulté de mettre en place un troisième terrain d'étude dans un pays étranger sur le laps de temps réduit de la thèse, terrain qui aurait nécessairement requis un investissement important en termes de temps compte-tenu de la difficulté de se faire accepter au sein du Mouvement[61]. Le lancement de la

[59] Notamment sur les thématiques de la santé ou des élites gouvernant le « système ».

[60] Le *Bloco* récolte lors des élections parlementaires portugaises 9,81% des suffrages exprimés en 2009, 5,17% en 2011, puis de nouveau 10,19% en 2015.

[61] Concernant le M5S, nous nous basons sur l'expérience décrite dans le mémoire de master 2 intitulé Le cas du Mouvement 5 étoiles à Cosenza, soutenu à l'université de Nancy 2 en 2013, ainsi que sur l'ouvrage Beppe Grillo's Five Star Movement (Tronconi, 2015).

France insoumise et le succès rencontré par ce nouveau parti issu des cendres du Front de Gauche dans la ville de Montpellier[62] ont aussi contribué à choisir ce jeune parti comme troisième objet d'étude. En sus de constituer un cas à mi-chemin entre Syriza et Podemos en termes de programme, de sociologie électorale et de construction, la France insoumise constitue un exemple de parti « nouveau-né » permettant d'étudier en temps réel les premiers pas de la structuration partisane dans le cadre particulier d'une campagne présidentielle puis législative[63]. Il s'agit là d'une possibilité d'observer un processus d'institutionnalisation en cours, encore peu avancé.

Le choix d'un objet tripartite réparti entre un terrain principal et deux terrains de contrôle se justifie de plusieurs manières. La première raison est d'ordre matériel, les impératifs techniques de la recherche poussant à se concentrer sur un terrain pouvant être traité de manière plus approfondie en y consacrant plus de temps. Ce terrain principal est situé à Barcelone, le choix se justifiant marginalement par l'accessibilité de la ville permettant des allers-retours sur le terrain, mais surtout par l'intérêt de la situation locale pour notre recherche. En effet, Podemos s'y développe en entretenant des liens forts avec divers mouvements sociaux dans les domaines de la lutte contre les traités internationaux, de la santé, de l'éducation ou du logement. L'élection d'Ada Colau, ancienne militante de la PAH (plateforme des victimes de l'hypothèque, mouvement social s'opposant aux expulsions économiques de familles pauvres) élue le 24 mai 2015 dans le cadre de la coalition Barcelona en Comu[64] a créé une situation comparable à l'élection de Manuela Carmena comme mairesse de Madrid le 13 juin 2015[65]. La capitale catalane bénéficie cependant d'un éloignement politique relatif

[62] Jean-Luc Mélenchon a recueilli dans cette ville 31,46% des suffrages lors des élections présidentielles de 2017, score complété par l'élection de la députée Muriel Ressiguier dans la deuxième circonscription de l'Hérault.

[63] Le lancement de la France insoumise dans le cadre du mouvement social opposé à la « Loi travail » tend à faire mentir les analyses considérant les périodes où la gauche institutionnelle est au pouvoir comme peu propices à l'activisme contestataire (Cohen, Lacroix, Riutort, 2009).

[64] Coalition élargie le 19 décembre 2016 après l'intégration de la Gauche unie et alternative (EUiA) et d'Initiative pour la Catalogne Verts (ICV), et renommée Catalunya en Comù. Cet élargissement a été l'objet de nombreux débats et de vives critiques dans le cercle de Podemos étudié.

[65] Il s'agit là encore d'une élection permise par le lancement d'une coalition idoine, Ahora Madrid, portée par Podemos.

vis-à-vis de Madrid. Il est donc possible d'y observer un parti sortant d'élections victorieuses et confronté aux réalités pragmatiques de la gestion du pouvoir municipal – sans pour autant bénéficier des ressources politiques et médiatiques de la capitale espagnole, où est né Podemos. Cette situation constitue donc un terrain propice pour une enquête sur l'institutionnalisation permettant d'étudier en profondeur le parti. Bien que dominante dans la vie politique catalane, la question autonomiste puis indépendantiste peut être perçue comme une chance d'observer la stratégie de différenciation de Podemos dans une situation hautement concurrentielle, où son positionnement « a-nationaliste[66] » constitue une particularité marquante façonnant les comportements militants et les logiques d'adhésion.

Les éléments explicatifs issus d'un terrain plus long à Barcelone ont pu être testés à la suite sur les deux autres cas, en adoptant les mêmes modalités d'entretiens, tant dans la formulation des questions que dans le contenu iconographique mobilisé. L'étude de la couverture médiatique, la compilation de la littérature grise ou les données recueillies sur les partis étudiés sont sensiblement équivalentes en termes quantitatifs pour les trois terrains. Concevoir les particularités des différents cadres nationaux en termes politiques, institutionnels et socio-économiques et leur rôle respectif dans le développement des structures partisanes (Lipset, Rokkan, 1967) conduit ainsi à des choix méthodologiques guidés par une logique « macrosociologique » mettant en perspective la démarche « microsociologique » de l'enquête. Enfin, le poids de la curiosité scientifique n'est pas négligeable. La littérature existante sur les partis contestataires ou « populistes » en Europe du Sud tend à englober Podemos, Syriza et plus récemment la France insoumise dans un même panel (souvent complété par d'autres partis – M5S italien ou Bloc de Gauche portugais). Or ces partis n'ont pas encore été comparés en détail en utilisant une approche microsociologique, ce qui constituait une piste à explorer pour déterminer leur degré de proximité ou leurs différences éventuelles.

[66] Nous entendons par là un positionnement s'écartant tant du nationalisme espagnol centralisateur que de l'autonomisme ou de l'indépendantisme catalan.

Comment, alors, étudier ces trois objets ? Employée pour traiter de l'institutionnalisation d'autres types de partis, tels que les partis écologistes européens (Petithomme, 2009 ; Van Haute, 2016), la comparaison permet d'identifier les caractéristiques communes à différents objets tout en étant opératrice d'individualisation. Un travail préliminaire de compilation des ressources disponibles et relatives à ces objets a constitué la base de cette approche : en donnant une image précise de l'histoire des partis étudiés, ainsi que de leur traitement tant médiatique que scientifique, ce travail a permis de définir en amont les contours des objets politiques étudiés. La nécessité d'une approche microsociologique commence alors à apparaître, liée à l'approche comparative choisie.

Nous faisons donc le pari de présenter et d'analyser ces dynamiques d'implantation et d'institutionnalisation au prisme des carrières militantes, en considérant que l'institutionnalisation imprime profondément sa marque sur celles-ci. Selon nous, un tel processus doit nécessairement se traduire par une transformation progressive de l'activité partisane, transformation ayant un impact sur les carrières militantes et les remodelant, les faisant bifurquer, les coupant ou les propulsant selon les nécessités de la lutte pour l'attribution des ressources politiques et les impératifs de l'agenda du parti. Ce sont ces logiques d'engagement et de désengagement que nous nous proposons de comparer. Pour ce faire, il convient de considérer les différentes échelles que nous employons.

Questions d'échelles

Evoquer le prisme « microsociologique » choisi pour effectuer cette comparaison entre trois objets politiques pris « par en bas » nous invite à préciser notre position concernant les échelles spatiales et temporelles utilisées dans le cadre de cette thèse. Comme l'expliquait H. S. Becker, « *Toute chose se déroule quelque part. Le point important de cette idée consiste à ne jamais oublier que ce que vous étudiez existe en un lieu spécifique – non pas le monde en général, ni un* contexte social*, mais ce lieu,*

précisément – et que tout ce qui est vrai de ce lieu affectera nécessairement votre objet » (Becker, 2002, p. 103).

Cette observation, valable concernant le cadre spatial de l'objet étudié, l'est également au regard de la temporalité. Une observation relative à la structuration d'un parti à l'heure H n'est pas nécessairement valable à H + un an. La prise en compte de l'aspect processuel de l'institutionnalisation et des dynamiques façonnant en retour les carrières partisanes étudiées est fondamentale pour éviter les erreurs et contresens découlant d'une perception statique de la réalité sociale. La socialisation de militants d'un cercle de Podemos dans un quartier périphérique de Barcelone n'est pas identique à celle observable dans un cercle d'universitaires et d'étudiants madrilènes (Nez, 2015) ; de même, les rapports interpersonnels qu'entretiennent les militants à la fondation d'un tel cercle en 2014 et trois ans plus tard ne sont pas semblables. Cette évolution et ces distinctions géographiques ne constituent pas un écueil pour la recherche, elles sont au contraire riches d'enseignement pour saisir le processus d'institutionnalisation étudié[67].

Comme l'indique Paolo Virno, le milieu d'existence de l'homme, *« la métropole »*, s'avère elle-même une formation linguistique, un cadre constitué avant tout par des discours objectivés, des codes préétablis, des *« grammaires matérialisées* » (Virno, 1991). C'est cette grammaire – ici, une grammaire militante – qui codifie l'expression politique des groupes et individus étudiés (Pereira, 2009). Observer cette expression politique permet également d'objectiver le discours produit par les différents acteurs impliqués dans les partis étudiés, en considérant que « *l'analyse d'un cas concret d'engagement militant permet d'analyser le politique non pas tant à partir de ses variables idéologiques que sur la base d'un ensemble de pratiques, d'obstacles et de conflits qui traversent la vie militante d'une organisation* » (Cucchetti, 2015, p. 89). Nous pouvons ainsi distinguer trois dimensions de l'analyse sociologique : le temps

[67] Les contraintes matérielles de l'enquête empêchent ici une observation participante réalisée sur le « temps long ». Cependant, les contacts maintenus avec certains groupes et individus interviewés (notamment via les conversations de groupe Telegram, espaces clés sur lesquels nous reviendrons) donnent des informations sur l'évolution ultérieure des groupes étudiés.

social, l'espace, et l'échelle d'analyse employée – le choix de cette dernière dépendant de la compréhension des deux autres.

Le temps se divise ici schématiquement en un « temps long » – celui de la mémoire, de l'histoire des partis, de leur fortune électorale, de la socialisation individuelle, de l'évolution des carrières militantes durant des vies entières (Agrikoliansky, 2017) – et un temps court, celui des derniers évènements, du présent et des perspectives stratégiques à court terme occupant l'essentiel du discours militant[68]. L'enquête de terrain vise toujours à articuler ces deux temporalités en confrontant les parcours individuels ou collectifs de long cours aux choix contemporains des acteurs, et en replaçant les évènements récents dans un contexte historique, comme le préconisait Norbert Elias. Selon le sociologue allemand, « *les problèmes du « temps » continuent, même parmi les sociologues, à être examinés dans l'optique philosophique traditionnelle* » (Elias, 1984, p. 52)[69]. C'est d'abord sur cette échelle qu'il appartient de situer la recherche microsociologique (Revel, 1996).

Il en va de même pour l'espace. Si l'intitulé de cette thèse évoque les « nouveaux partis contestataires», sous-entendant une possible rupture temporelle avec d'anciens partis, cette étude est réalisée en Europe du Sud – ensemble géographique hétérogène, dans lequel nous avons choisi d'intégrer le Midi de la France. Quels éléments rapprochent d'ailleurs des pays tels que la Grèce, l'Italie, l'Espagne et la France ? En plus d'un héritage culturel gréco-romain, nous avons évoqué l'influence historique des partis communistes dans le jeu politique, particulièrement au cours de la seconde moitié du XXème siècle ; ajoutons le rôle de l'Eglise dans l'organisation de la vie sociale – catholique ou orthodoxe[70] - et

[68] Guillaume Marrel et Renaud Payre identifient quant à eux trois temps, un « temps long du politique » (le temps des processus), un « temps politique intermédiaire (le passé, vu du présent) et un « temps court du politique » (le rapport au temps des élus). Si cette catégorisation est pertinente, elle concerne surtout la sociologie de la politique institutionnelle, perçue avec une focale « méso-sociologique » (Marrel, Payre, 2006).

[69] Le « temps social » est un sujet abondamment traité en sociologie depuis Norbert Elias, dans ses dimensions politiques, sociales, discursives ou encore économiques.

[70] Rappelons le statut privilégié dont jouit l'Eglise orthodoxe grecque, protégée par l'article 3 de la Constitution, indiquant que « la religion dominante en Grèce est celle de l'Eglise orthodoxe orientale

l'ouverture sur la Méditerranée.

Cependant, leur histoire politique diffère, tout comme leur organisation institutionnelle et leur configuration partisane. Des traits semblables peuvent être identifiés, tels que la longue expérience d'une dictature militaire nationaliste en Grèce comme en Espagne. Celle-ci a profondément divisé ces sociétés entre héritiers des vainqueurs et des vaincus. Mais ce vécu n'est pas partagé par la société française. Il en va de même pour le mode de scrutin, aux effets majeurs dans la configuration du champ partisan – scrutin proportionnel en Espagne, proportionnel avec une prime au parti majoritaire en Grèce[71], et majoritaire en France. L'organisation territoriale diffère aussi : extrêmement centralisée en France comme en Grèce, l'autonomie des communautés ainsi que les tensions centrifuges sont bien plus fortes dans l'Etat espagnol. Sans même parler du poids économique inégal de ces différents pays, se traduisant par des niveaux de vie très différents : en 2017, le Produit Intérieur Brut français s'élevait à 2575 milliards de dollars, contre 1307 milliards pour l'Espagne et 204 pour la Grèce[72].

Les points communs existant entre ces différents pays répartis entre la péninsule ibérique et les Balkans sont donc limités et peuvent conduire à un biais culturaliste minimisant l'importance des structures au profit d'un héritage commun plus ou moins reconstruit. Il nous paraît plus judicieux de considérer l'Europe du Sud comme un cadre analytique récent, appuyé par divers acteurs politiques, issus tant de la gauche radicale que du souverainisme ou du régionalisme. L'initiative d'Alexis Tsipras est ici remarquable : le premier ministre grec et leader de Syriza est à l'initiative d'un Sommet européen de l'Europe du Sud, réunissant les chefs de gouvernement et les chefs d'Etat de sept pays à partir de 2016[73]. Il s'agit de promouvoir un bloc de pays

---

du Christ » Elle échappe également à l'impôt, et ses membres sont rémunérés par l'Etat. Il s'agit après lui du deuxième propriétaire foncier de Grèce.

[71] Cette prime constitue un réel incitatif expliquant en partie la nécessité pour la gauche radicale grecque de s'unir sous une seule étiquette : « *Puisque le bonus électoral de 50 sièges conféré au parti vainqueur des élections ne pouvait être obtenu par les coalitions de partis, le cadre institutionnel a agi comme stimulus extérieur pour la mutation de SYRIZA en parti unifié* » (Rori, 2016, p. 92).

[72] Estimations du Fonds monétaire international pour l'année 2017.

[73] Il s'agit de la Grèce, de l'Italie, du Portugal, de l'Espagne, de Malte, de Chypre, mais également de

aux intérêts supposément convergents pour faire contrepoids à une Europe du Nord perçue comme plus riche[74] et dominée par l'Allemagne, dont l'influence dans les politiques européennes serait néfaste pour les pays touchés par les cures d'austérité. C'est cette acceptation politique de l'Europe du Sud qui nous semble la plus pertinente dans le cadre de notre travail.

Ces réflexions permettent de justifier le choix de l'échelle d'analyse employée pour cette recherche. Citons trois focales, de la plus large à la plus rapprochée (Cormier, 2016). La première est une focale macrosociologique, étudiant le contexte international dans lequel évoluent les pays d'Europe du Sud, ainsi que l'évolution du contexte national lui-même. La seconde est une focale méso-sociologique traitant des partis, mouvements sociaux, syndicats ou collectifs s'organisant et agissant au sein des différents pays étudiés – c'est cette focale qu'emploient la majeure partie des travaux portant sur Podemos, Syriza et la France insoumise. Une troisième focale microsociologique s'intéresse aux individus eux-mêmes, à leurs interactions, à leurs ressources et à leurs parcours. Elle est la plus propice à l'analyse comparative d'objets étudiés en profondeur. C'est donc cette dernière focale qui détermine ici les modalités de l'enquête de terrain. Cependant, les deux autres seront nécessairement employées : contextualiser un évènement influençant une carrière militante invite par exemple à « dé-zoomer » en articulant les trois focales mentionnées pour saisir la complexité des échelles superposées, en rappelant l'importance des dynamiques s'organisant sur un temps plus long. Concernant la valeur scientifique de la méthode sociologique elle-même, l'ouvrage de Jean-Claude Passeron *Le Raisonnement sociologique* (1991) permet de renouer avec le dualisme épistémologique wébérien, réaffirmant la nature historique des sciences sociales et leur régime probatoire distinct de celui des sciences

---

la France.

[74] Des différences significatives existent bien. Ainsi, un article du Figaro publié le 12 août 2016 et intitulé « Les inégalités sont massives entre les jeunes européens du Nord et du Sud » fait état d'une situation « très inégale selon les Etats », avec un taux de chômage chez les jeunes nettement plus fort au Sud. Notons que le taux de jeunes ne travaillant pas et ne suivant pas de formations (NEET) a augmenté en Italie, en Espagne ou en Grèce dans la dernière décennie, alors que des pays tels que la Bulgarie progressaient.

logico-formelles.

Enfin, il apparaît important de borner chronologiquement l'objet d'étude. Celui-ci se situe vis-à-vis de différentes temporalités, car « *l'observateur ne doit pas seulement être attentif à la délimitation territoriale de son objet. Il lui faut faire des choix relatifs au temps* » (Marrel, Payre, 2006, p. 72). Les partis politiques ont une nature changeante, dynamique. Leurs évolutions – brusques ou imperceptibles – sont particulièrement rapides lors de leur institutionnalisation. Nous avons donc fait le choix d'étudier Podemos, Syriza et la France insoumise dans une fenêtre définie, s'étendant de début 2012 à fin 2017. Ces dates correspondent à la genèse de ce projet de recherche, avec l'apparition du parti Syriza en mai 2012 puis de Podemos en janvier 2014, jusqu'à la structuration de la France insoumise marquée par la Convention tenue en novembre 2017. Entre les deux, les trois partis ont connu leurs plus importants succès électoraux. Syriza est passée de petite coalition de l'extrême gauche grecque à principal parti du pays. La France insoumise est apparue et s'est développée. Podemos est devenu un acteur de premier plan de la vie politique espagnole, faiseur de rois cogérant Madrid et Barcelone. Rien ne permet de savoir avec précision comment évolueront ces partis. Peut-être sont-ils promis à de plus grands succès. Peut-être seront-ils électoralement marginalisés, ou exploseront pour donner naissance à de nouvelles structures. Ce qui importe ici est leur importance dans trois situations nationales, au cours d'une période donnée, sans nier l'éventualité d'une relégation ou d'une disparition future.

L'articulation de ces différentes échelles permet, aussi et surtout, d'avancer vers la formulation d'une question de recherche.

Question de recherche et hypothèses générales

En choisissant de croiser l'analyse des carrières militantes pour saisir à l'échelle microsociologique les processus d'engagement et de désengagement, et la sociologie des organisations partisanes pour définir les dynamiques d'institutionnalisation des

partis anti-austérité, *il est possible de se demander ce que l'étude de l'évolution des carrières militantes au sein de Podemos, de Syriza et de la France Insoumise, saisies à travers les processus d'engagement et de désengagement, dit des dynamiques d'institutionnalisation de ces partis contestataires s'opposant aux politiques d'austérité en Europe du Sud.*

Aborder cette question de recherche doit permettre de comprendre comment l'évolution des parcours militants explique les effets de l'institutionnalisation sur les structures partisanes contestataires. Pour cela, quelques hypothèses doivent être explicitées.

Le sens commun dont nous sommes partis tend à considérer que les partis étudiés se développent sur un même modèle, en répondant à des impératifs de rationalisation de leur économie partisane et en cherchant à tirer profit de la crise du bipartisme en Europe du Sud. Le postulat de base est le suivant : une équipe dirigeante restreinte, bénéficiant d'un fort capital culturel, d'une expérience militante antérieure et de débouchés professionnels limités par la crise sociale et économique, impulse verticalement la dynamique de fondation d'une structure partisane en profitant au mieux d'une fenêtre d'opportunité politique (Kingdon, 1984), capitalisant sur l'existence de mouvements sociaux antérieurs en s'en faisant le tribun. La stratégie du parti, fondée sur ces ressources, notamment son capital de nouveauté, est tournée vers la construction d'une « machine de guerre » électorale capable de drainer des électeurs ainsi que des militants issus de divers horizons pour faire avancer son projet de société.

La nature de l'organisation partisane se rapprocherait alors d'un hybride entre le modèle du parti attrape-tout (Kirchheimer, 1966) et celui du parti professionnel-électoral (Panebianco, 1988), attirant des militants aux parcours variés, et se reconnaissant dans une direction collégiale de fondateurs charismatiques professionnalisant leur pratique. Celle-ci mobilise divers thèmes sociétaux, économiques et culturels visant à construire une identité partisane propre fondée sur de nouveaux clivages politiques structurés à son avantage. Le parti produit un

discours antisystème le présentant en champion du peuple opposé aux élites – quelles qu'elles soient. Les pratiques de la base militante, ses références, sont en effet en rupture avec celles issues de traditions politiques antérieures, bien qu'une partie des militants soient issus d'autres structures. La vie démocratique interne au parti est limitée, les thématiques de campagne infusant depuis le haut vers le bas. Les revendications motivant les militants – majoritairement des primo-arrivants dans l'univers de la politique partisane – portent sur des thématiques matérialistes simples et transversales, telles que le retour à une vie décente ou la lutte contre la corruption. Le parti est principalement porté par des personnes issues de la classe moyenne, socialement bien intégrées, bénéficiant d'un capital culturel élevé mais ayant des débouchés professionnels limités. Ces débouchés ne sont pas en adéquation avec leurs aspirations personnelles (Gurr, 1970) : cette frustration fait écho au parcours du leadership. La sociologie de l'organisation partisane est alors plutôt homogène dans son ensemble, et issue des mouvements sociaux.

Le processus d'institutionnalisation est rapide, la base militante hétérogène bénéficiant d'un capital politique et de réseaux limités ou fragmentés étant plutôt passive et enregistrant les évolutions dictées par la direction – celle-ci professionnalisant à marche forcée la structure pour s'adapter aux nécessités de la compétition électorale.

Nos hypothèses de recherche tendent à compléter et à déconstruire partiellement ce modèle explicatif pour en proposer un nouveau. Elles peuvent être formulées ainsi :

- ⇨ Les partis étudiés sont comparables, se développant sur un modèle similaire. Cependant, les trois partis étudiés correspondent à une nouvelle catégorie partisane inclassable parmi les typologies existantes. Dans cette catégorie, la sociologie de l'organisation partisane est hétérogène et diffère de sa sociologie électorale : divers professions, générations et parcours politiques cohabitent, pouvant fragiliser la dynamique d'ensemble du parti. La base active est en partie constituée de personnes issues de partis et de mouvements sociaux antérieurs, et en partie de personnes ayant été engagées dans des structures para-politiques et associatives.

L'activité militante y est avant tout considérée comme un espace de sociabilité offrant également des opportunités de carrière à certains éléments méritants. La plupart des cadres sont cependant directement intégrés selon leurs capacités développées dans la vie professionnelle, lors de formations universitaires ou dans d'autres structures politiques, le parti n'ayant pas les moyens ni la vocation de former ses propres cadres.

⇨ Se pose alors la question des rétributions motivant l'adhésion de ces cadres. Le parti tire des gains matériels importants de ses succès électoraux, tels que des opportunités de carrières professionnelles dans la politique parlementaire ou à l'intérieur de la structure. Les périodes électorales représentent les moments centraux de l'activité du parti.

Il existe ainsi une tension continue entre les défenseurs de structures conçues comme des machines de guerre électorales et la volonté d'autres militants d'en faire des promoteurs d'idéologie et de nouvelles formes d'organisation alternatives plus horizontales, ayant pour but d'être exemplaires. Cette tension traverse toute l'organisation, des éléments de la base du parti se saisissant des leviers démocratiques (tels que les outils numériques) mis à leur disposition pour contester la stratégie issue d'une partie des équipes dirigeantes, elles-mêmes régulièrement divisées sur la question. La crise interne structurelle est liée à l'instabilité entre les différentes positions plus ou moins idéologisées cohabitant dans le parti. La base y est plus formée idéologiquement que selon le sens commun, conduisant à une attitude plus active : des individus ou des groupes appuient des factions de la direction représentant leurs intérêts. La quasi-absence de cadres intermédiaires (par choix stratégique ou faute d'assise électorale durable) tend à renforcer ces tensions en séparant la base de la direction.

⇨ Le nouveau parti, en voie de transformation vers un parti électoral-professionnel, reste sujet aux aléas des partis historiques du mouvement ouvrier correspondant au modèle du parti de masse. L'expérience politique accumulée par ses membres conduit à une volonté de faire perdurer

les répertoires d'action et l'imaginaire issus de mouvements et de projets antérieurs, conduisant à une résistance au processus d'institutionnalisation du parti. Ce processus est considéré chez ces militants de manière critique, comme une trahison vis-à-vis du discours antisystème et des pratiques de démocratie directe.

Le clivage droite-gauche, loin d'être dépassé au profit de nouveaux antagonismes mobilisateurs, tend alors à réapparaître et reste déterminant dans l'identité des personnes militant dans le parti – ce qui n'est pas nécessairement le cas de l'électorat de celui-ci, qui peut être plus diversifié. L'attachement personnel au parti est plus faible que dans l'hypothèse précédente : l'engagement militant y est vécu comme une lutte large ne se résumant pas à une adhésion à une structure partisane. Fortement idéologisé, cet engagement se traduit également par un ensemble de revendications matérialistes et post-matérialistes élaborées.

Pour répondre à la question posée et tenter de vérifier les hypothèses avancées, nous procéderons selon l'articulation suivante. Un premier chapitre, intitulé *Sociogenèse des partis contestataires*, permettra de dresser un panorama historique de Podemos, de Syriza et de la France insoumise, de leurs origines à leur situation actuelle. Il apparaît en effet nécessaire de contextualiser – à une échelle macro mais de manière précise – cet objet d'étude tripartite. Une attention particulière sera portée aux rapports qu'entretiennent ces partis aux mouvements sociaux ainsi qu'à la spécificité des contextes nationaux et locaux dans lesquels ils se développent. Leurs modalités d'organisation seront également traitées en termes de sociologie partisane, de répertoires d'action collective mobilisés, et de ressources (symboliques, matérielles, électorales) dont disposent ces structures.

Le deuxième chapitre présentera la *méthodologie de l'enquête de terrain*, en commençant par l'organisation du terrain (entretiens, observation participante, documents iconographiques, collecte du matériel politique) puis en évoquant la mise en place d'une base de données biographiques, pour déboucher sur l'analyse des

données sociologiques recueillies. Les limites de la méthode choisie, tout comme les contre-exemples représentés par certains parcours atypiques, permettront de préciser la portée de la démarche choisie.

Le troisième chapitre traitera de la *construction des carrières partisanes dans le cadre de l'institutionnalisation*. Il permettra de présenter les aspects sociologiques de l'institutionnalisation des partis contestataires en revenant aux origines de l'engagement militant. Comment commence-t-on (ou recommence-t-on) à militer dans ces partis ? Répondre à cette question nécessite d'évoquer les rétributions et les motivations de l'engagement, tout comme la portée de sa perception subjective et ses aspects sociogéographiques. La question de l'accès au pouvoir collectif ou individuel ouvrira sur la problématique de l'évolution parallèle des structures et des carrières partisanes, ainsi que sur la tendance à la professionnalisation de l'action politique.

Le quatrième chapitre poursuivra cette réflexion théorique en étudiant *comment les attentes des militants des partis contestataires se confrontent à l'exercice du pouvoir, et les dynamiques de restructuration partisane en découlant*. L'institutionnalisation peut aussi se révéler comme constituant un « tamis » triant les carrières militantes. L'étude de celles-ci, des processus d'engagement et de désengagement, des variables sociologiques les influençant, contribuera à mettre en lumière les modalités de la professionnalisation de l'activité politique pour comprendre l'articulation des carrières militantes avec le processus d'institutionnalisation.

Enfin, un cinquième chapitre reviendra sur les résultats de cette recherche pour questionner la valeur explicative des théories partisanes existantes appliquées aux partis contestataires étudiés. Partant de l'étude de cas singuliers pour proposer une montée en généralité, il s'agira alors de déterminer si ces partis participent de l'émergence d'un nouveau modèle d'organisation partisane – le partis contestataire professionnalisé -, et, dans l'affirmative, d'en proposer une définition sociologique.

Chapitre I - Sociogenèse des partis contestataires

Un parti politique ne peut être considéré comme un système existant par lui-même, séparé de la réalité sociale qui l'a vu naître et évoluer (Lefebvre, Sawicki, 2006). L'analyse de toute organisation partisane se fonde ainsi sur une compréhension aussi exhaustive que possible du cadre qui l'a façonnée. Les modalités de sa structuration, la définition de sa stratégie, son audience électorale, la symbolique et les références qu'elle mobilise ne sont pas uniquement issues de la pensée d'un groupe dirigeant (ni même de l'élan collectif des militants, incarné dans quelque congrès fondateur). Les acteurs dirigeants de la construction partisane interprètent la réalité sociale et les fluctuations de celle-ci, dans le but ans le but de capter le soutien d'une part croissance de citoyens pour être mieux en mesure de diffuser leurs programmes et/ou leurs conceptions idéologiques, et éventuellement pouvoir les appliquer.

A) Trois partis considérés dans leur contexte propre

Il est possible de découper schématiquement le contexte de la construction partisane en termes géographiques et chronologiques pour mieux en saisir l'importance.

- Géographiquement, il s'agit de présenter d'une part l'importance du cadre national dans lequel un parti évolue : modes de scrutin en vigueur dans les pays étudiés, vie économique, particularités sociales, etc. Et, d'autre part, le contexte local doit aussi être pris en compte pour affiner la compréhension de l'arrière-plan, en déterminant quels sont les particularités des villes étudiées, les modes de gouvernance mis en place, les spécificités historiques ou politiques des lieux choisis comme exemples, etc.

- Chronologiquement, il apparaît nécessaire de définir le cadre temporel de la période d'étude, ce qui permettra par la suite de rendre compte de phénomènes

antérieurs à l'apparition des partis choisis, mais contribuant à façonner la vie politique au moment où ils existent. Ce cadrage temporel justifie, en outre, certains choix, puisque l'histoire de ces partis ne s'arrête pas au point final de notre étude.

1 - Spécificité des cadres nationaux, locaux et historiques

Présenter ces divers aspects contextuels nécessaires à la compréhension des phénomènes traités implique un aller-retour constant entre les trois pays pour en saisir les similitudes comme les dissimilitudes (De Waele, Magnette, 2008). Il s'agit de dégager les principales données contextuelles utiles à l'explication. L'ordre dans lequel sont présentés ces pays correspond à l'ordre chronologique du terrain.

a) Le cadre national

Si l'Espagne est aujourd'hui le quatorzième pays au monde en termes de produit intérieur brut nominal[75], il s'agit cependant d'un pays ayant connu des siècles de grande pauvreté. L'unification de l'Espagne en une seule monarchie au XVème siècle lui permet de rayonner sur le monde jusqu'au XVIIème siècle. Son empire colonial s'étend des Philippines à la côte pacifique de l'Amérique latine, rapportant à la métropole d'immenses richesses. Loin de permettre la modernisation du pays, cette manne est captée par la noblesse et le clergé, puis largement dilapidée dans les guerres ensanglantant l'Europe durant le Siècle de fer. L'Espagne du début du XIXème siècle est un pays très majoritairement agricole, dont les institutions telles que les Cortes sont dominées par l'alliance de l'Eglise et de la noblesse. Ernst Nolte (1963) considère que la centralisation du pays demeure inachevée, ce qui conduit à d'importantes tensions centrifuges aux périphéries de la péninsule, se manifestant jusqu'à nos jours, la construction étatique ne s'accompagnant pas d'une construction

[75] Données du Fonds monétaire international pour l'exercice 2017. Le PIB nominal espagnol atteint alors 1313,95 milliards de dollars.

nationale (Linz, 1997). Ces phénomènes sont renforcés par la volonté d'indépendance des colonies (création d'Etats indépendants en Amérique latine, puis guerre des Dix ans à Cuba à partir de 1878) l'industrialisation parcellaire du pays. Celle-ci se concentre en Catalogne, aux Asturies (avec l'industrie minière) et au Pays Basque, alors que des régions telles que l'Aragon et l'Andalousie restent agraires.

L'affaiblissement du pouvoir monarchique de la maison de Bourbon[76] permet l'apparition d'une première République espagnole très brève, dont l'existence ne dépassera pas les deux ans, de 1873 à 1874. La défaite de celle-ci prolonge la période de stagnation et d'émigration, entrecoupée par des conquêtes coloniales sur le continent Africain (telles les villes marocaines de Ceuta et Melilla). Une seconde expérience républicaine a lieu à partir de 1931. Les profonds antagonismes sociaux entre un jeune mouvement ouvrier influencé par les idées socialistes et anarchistes[77], temporairement allié aux revendications paysannes et aux mouvements indépendantistes, et une bourgeoisie conservatrice attachée aux pouvoirs traditionnels et à l'armée, conduisent à l'arrivée au pouvoir du Front populaire puis au coup d'Etat mené par l'extrême droite en juillet 1936. La guerre civile qui s'ensuit conduit à la victoire des nationalistes en 1939, écrasant dans le sang l'opposition de gauche (Bennassar, 2004 ; Beevor, 2006). Cette guerre constitue un « événement traumatique » au sens dérivé de l'analyse de Paul Bois (1960); un « événement traumatique » divisant encore la société espagnole. Le régime du général Franco n'est pas renversé à sa mort en 1975 mais progressivement transformé en monarchie parlementaire constitutionnelle[78], la dynastie des Bourbon étant restaurée (Hermet,

[76] Cette dynastie fondée en 1700 est aujourd'hui encore détentrice du trône d'Espagne à travers l'actuel souverain, Felipe VI.

[77] L'absence d'institutions républicaines et d'organisations légales représentant le monde du travail opposé à la toute-puissance des grands propriétaires terriens produit de violents antagonismes de classe, se traduisant par un phénomène unique en Europe : l'existence d'une centrale anarcho-syndicaliste de masse, la Confédération Nationale du Travail (CNT), forte selon l'historien Bartolomé Bennassar de plus de 1 500 000 membres à la veille de la guerre civile. Celle-ci tente diverses insurrections, notamment en 1934, puis participe au gouvernement du Front populaire, mais est progressivement marginalisée par les forces communistes et socialistes au cours de la guerre et de la dictature franquiste.

[78] Ce processus exclue les « nouveaux mouvements sociaux » au profit des partis et syndicats traditionnels. On observe pourtant durant les années 90-2000 une consolidation de ces mouvements

1992). Cette période dite de « transition démocratique » débouche sur un régime stable marqué par une forte tension entre centre et périphéries[79]. Le Président du gouvernement y partage le pouvoir exécutif avec le Roi. Le pouvoir législatif est détenu par les Cortes Generales[80].

La vie politique est alors dominée par deux grands partis : le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) à gauche, trouvant sa source dans le mouvement ouvrier réformiste et l'Union Générale du Travail (UGT), et le Parti Populaire (PP) à droite, issu des cadres du régime franquiste. Le Parti Communiste Espagnol (PCE) existe quant à lui via son front syndical, les Commissions Ouvrières (CCOO). Il adopte très tôt une ligne eurocommuniste et modérée sous la direction de Santiago Carrillo. Electoralement marginalisé, affaibli par diverses scissions de gauche, il est moteur dans le lancement de la coalition Gauche Unie - en espagnol, Izquierda Unida (IU) - en 1986[81].

Le rapide développement économique que connaît l'Espagne à partir de la fin des années 1970 subit un choc durant la crise économique mondiale de 2007-2008. Le déficit commercial, combiné à l'existence d'une bulle spéculative dans l'immobilier, produit des effets dévastateurs sur l'économie ibérique. Le pays entre en récession au premier trimestre 2009, et le taux de chômage augmente pour atteindre 24,4% durant le premier trimestre de 2012[82] - ce qui contribue à expliquer que l'Espagne

---

marqués par une forte professionnalisation de leurs militants, une faible identité collective et un « *faible potentiel protestataire* » (Agrikoliansky, Fillieule, Sommier, 2008, p.152).

[79] Notons la persistance de revendications indépendantistes radicales, particulièrement au Pays Basque où la lutte de l'organisation ETA conduit à une situation de guerre civile larvée de 1959 à 2018. L'existence d'un système proportionnel et territorialisé tend cependant à pacifier les tensions centrifuges, qui trouvent un débouché dans l'élection des députés et de représentants dans les puissantes Communautés Autonomes.

[80] Il s'agit d'un Parlement bicaméral comprenant un Congrès (350 députés élus pour quatre ans par représentation proportionnelle à scrutin de liste sur la base de circonscriptions provinciales) et un Sénat (266 sénateurs élus à la proportionnelle).

[81] Ses meilleurs résultats seront obtenus en 1996 avec 10,64% des voix aux élections générales. Depuis les années 2000, ses scores électoraux sont cependant marginaux.

[82] Chez les moins de 25 ans le chômage atteint 55% à la fin de la même année – le second plus haut taux en Europe, juste derrière la Grèce. En 2017, le taux de chômage était redescendu à 18,75% pour l'ensemble de la population. Les statistiques présentées ici proviennent de l'organisme européen

redevienne un pays d'émigration en 2011. Si les mesures d'austérité visant à réduire drastiquement le déficit public imposées tant par le PP que par le PSOE ont permis de sortir de la récession, le coup pour la société espagnole a été très dur : démantèlement de l'Etat providence, forte précarité, difficultés à accéder à la propriété, scandales de corruption à répétition tel celui des « *tarjetas black* [83]», perte d'espoir parmi la jeunesse (Nez, 2015)… Malgré l'annonce répétée d'une sortie de la crise, ces changements structurels ont eu d'importantes conséquences sur le paysage politique de la péninsule – où la nationalisation du système partisan n'existe pas comme en France, la première étant l'apparition de nouveaux partis tels que Podemos (Peres, Roux, 2016).

Si la récente crise économique a eu un impact encore plus dévastateur sur la Grèce, les origines de la situation sociale et politique du pays sont cependant différentes. La Grèce a pour particularité de ne pas avoir été une puissance coloniale et n'a connu un développement économique que tardif et limité. Le pays vit sous le joug de l'Empire ottoman après les conquêtes turques progressives s'étalant jusqu'à la Renaissance. La Grèce obtient son indépendance en 1830 mais ne reconquiert que progressivement les territoires et îles grecques, avec des revers tels la « Catastrophe d'Asie Mineure » qui voit les populations grecques d'Anatolie rapatriées ou massacrées en 1922 et 1923 suite à la guerre gréco-turque. Ces évènements conduisent à la mise en place d'une première République entre 1924 et 1935. Le pays est alors affaibli par les guerres, l'instabilité politique et les mouvements de population. Le régime fasciste de Metaxas met fin à la République en 1935, avant d'être renversé par l'invasion allemande de 1941. L'occupation est extrêmement dure pour la population de ce pays principalement agraire. La libération n'aboutit pas à une stabilisation de la situation. Le Front de Libération Nationale, dirigé par les communistes, bénéficie d'un important soutien en Grèce et envisage la mise en place

---

Eurostat.

[83] Scandale ayant éclaté en octobre 2014. Il s'agit de cartes de crédit de complaisance fournies par de grandes banques à des acteurs politiques de premier plan.

d'un gouvernement progressiste d'union nationale ; la Grande Bretagne et les Etats-Unis appuient alors l'armée régulière, les monarchistes et l'extrême droite qui triomphent en 1949 après trois ans de guerre civile[84]. Ce premier conflit de la Guerre froide cause plusieurs centaines de milliers de morts et laisse le pays exsangue, dirigé jusqu'en 1967 par la dictature des colonels. Il s'agit d'un traumatisme comparable à la guerre civile espagnole, dont les répercussions sur la société et la politique grecques actuelles sont semblables aux conséquences du rapatriement des populations helléniques d'Asie Mineure au cours des années 20 (Veremis, Dragoumis, 1995).

Plus encore qu'en Espagne, la chute de la dictature[85] correspond à un retour de la prospérité économique, avec un développement important du secteur touristique permettant une hausse générale du niveau de vie. La Grèce se dote d'une démocratie parlementaire tirant sa légitimité de la riche histoire politique du pays. Le pouvoir exécutif y revient à un président de la République élu par le Parlement aux deux tiers – il s'agit en réalité de pouvoirs symboliques - et à un Premier ministre issu des rangs de la majorité. Le Parlement est monocaméral[86]. Le bipartisme dominant la vie politique grecque depuis la chute de la dictature jusqu'au milieu des années 2000 est l'un des plus solides en Europe. Cela s'explique par sa forte « partisanisation » : « *Depuis 1974, à la suite du retour de l'armée dans les casernes et l'abolition de la royauté, marquant l'exclusion de la politique des deux institutions qui dominaient jusqu'à cette époque la vie politique grecque, les partis vont constituer le cœur du nouveau système politique* » (Kosmopoulos, 2019, p.17). Les deux principaux partis sont liés à deux grandes familles : d'un côté, le Mouvement socialiste panhellénique

[84] La rupture entre la Yougoslavie et les pays alignés sur l'Union soviétique en 1948 provoque la fermeture de la principale route d'approvisionnement des communistes grecs, restés fidèles à Moscou. L'aide occidentale dont bénéficie le camp monarchiste fait alors nettement pencher la balance en leur faveur. Aujourd'hui, les références à ce conflit sont encore nombreuses dans la gauche grecque comme dans l'extrême droite.

[85] Cette période est appelée *Metapolitefsi* (changement de régime).

[86] Il s'agit de la Vouli ton Ellinon (la Chambre des Grecs) abrégée en Vouli. Les 300 députés y sont élus pour un mandat de quatre ans au suffrage universel direct, favorisant la nationalisation des enjeux politiques. Parmi ces députés, 250 sièges sont répartis de manière proportionnelle entre chaque parti ayant atteint le seuil de 3% des voix. Les 50 sièges restants constituent une prime attribuée au parti arrivant en tête, favorisant la constitution de majorités claires.

(Pasok), dirigé par la famille Papandréou. De l'autre, les conservateurs de la Nouvelle Démocratie (ND) liés à la famille Karamanlis. En sapant successivement le crédit politique de ces deux formations, la crise économique libère un espace favorisant l'émergence de nouveaux partis – la Coalition de la gauche radicale (Syriza), puis le parti néonazi Aube Dorée (XA)[87]. Le Parti communiste grec (KKE) demeure quant à lui électoralement marginalisé alors que l'extrême droite religieuse représentée par l'Alerte populaire orthodoxe (LAOS) s'effondre suite à sa brève participation au gouvernement d'union nationale de 2011.

L'économie grecque est traditionnellement fondée sur la production agricole et le commerce maritime, lié aux grandes familles d'armateurs bénéficiant jusqu'à aujourd'hui d'un poids considérable dans la vie politique (la Grèce est la première puissance maritime mondiale en termes de tonnage). L'Eglise orthodoxe est également extrêmement puissante[88]. Le pays, faiblement industrialisé, comporte un important secteur public comptant pour près de 40% du PIB, et l'économie souterraine y est très développée. Un temps occultée par son gouvernement pour répondre aux critères d'intégration dans l'UE, la faiblesse endémique de l'Etat grec contribue à renforcer la défiance d'une partie de la population à son égard et à affaiblir l'économie du pays, la collecte de l'impôt étant affectée et une partie importante des ressources étant allouée au budget de l'armée[89]. L'économie est durement touchée par la crise mondiale dès 2007, ses fragilités structurelles étant aggravées par la spéculation massive de fonds d'investissement sur la dette nationale qui atteindra 177% du PIB fin 2014. La Grèce devient à partir de cette période le pays

[87] Aube Dorée obtient 7% des voix lors des élections législatives de 2012, provoquant un important choc politique. Le parti se maintient depuis à un niveau équivalent, malgré le procès pour constitution d'une organisation criminelle le visant actuellement.

[88] L'Eglise orthodoxe grecque reste le deuxième propriétaire foncier du pays, derrière l'Etat. Elle est exemptée des impôts – notamment fonciers – et le salaire des 8500 prêtres est pris en charge par le ministère de l'Education et des Cultes. La religion orthodoxe reste la religion officielle du pays.

[89] Une part importante du PIB grec est allouée aux politiques de défense – le pourcentage le plus bas, atteint en 2013, étant encore de 2,36% du PIB. Cette tendance durable trouve son explication dans une histoire nationale marquée par la lutte pour l'indépendance, le puissant voisin turc continuant de représenter un adversaire stratégique. La défense est fortement liée à la question de la souveraineté dans le débat public et son financement a toujours été une priorité des gouvernements contemporains.

martyr de la crise par excellence, connaissant les effets les plus dévastateurs et les plans d'austérité les plus rigoureux mis en place par la *troïka*[90]. Les conséquences sociales sont terribles : appauvrissement général de la population, difficultés d'accès aux soins conduisant à une crise humanitaire sans précédent, explosion du taux de chômage (27% au plus fort de l'été 2013, 21,2% en 2017), déstructuration du tissu social[91]… La jeunesse est particulièrement touchée[92]. Malgré une hausse du PIB[93] cette situation, combinée à la crise migratoire des années 2010, a là encore d'importantes répercussions sur l'organisation du champ politique et des mouvements sociaux en Grèce : aux grèves générales succèdent le mouvement d'occupation des places de 2011 ainsi que la progression électorale de la gauche radicale (Rori, 2015) tout comme, dans une moindre mesure, de l'extrême droite.

A la différence des deux pays évoqués, la France n'a pas connu de changements de régimes depuis 1958. La remarquable stabilité du modèle républicain – qui ne doit cependant pas faire oublier la diversité des formes prises par les républiques successives – s'explique par différents facteurs. D'une part, l'Etat se structure progressivement autour d'une administration efficace, absorbant les différentes provinces rattachées à la couronne au cours de la dynastie capétienne. D'autre part, à l'époque moderne, la France bénéficie d'une population abondante et d'une économie s'industrialisant rapidement. L'héritage de la Révolution de 1789 mettant temporairement fin à l'absolutisme monarchique est cependant plus symbolique que

[90] Ce terme désigne ici la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international, institutions identifiées aux créanciers du pays et menant l'audit de la situation économique locale débouchant sur l'accord de refinancement négocié en 2010 en échange de contreparties (en l'état, de profondes réformes structurelles affectant le service public et, plus largement, l'Etat providence).

[91] L'impact social néfaste de ces plans d'austérité a été l'objet de nombreux ouvrages depuis que les effets sociaux du paradigme néolibéral ont commencé à être visibilisés (Stiglitz, 2002).

[92] Le taux de chômage chez les moins de 25 ans dépasse les 55% en 2012. Nombre de jeunes ne peuvent plus vivre de manière autonome et sont contraints de rester dans la maison familiale – un phénomène également visible, quoi qu'à plus petite échelle, en Espagne.

[93] Le PIB nominal grec atteint 200 milliards de dollars pour l'exercice 2017.

structurel faute de stabilité politique. C'est la Troisième République[94] qui par sa longévité ancre durablement les institutions républicaines dans la société française et parachève la centralisation jacobine du territoire autour d'une langue, d'un récit national et d'une communauté citoyenne (Noiriel, 1993 ; Deloye, 1994). Durant cette période de prospérité économique due à l'industrialisation en métropole et au renforcement de l'emprise coloniale (principalement en Afrique), un régime parlementaire limitant le pouvoir exécutif au profit du Parlement se construit, à la suite de la crise du 16 mai 1877. Les chocs successifs de la Seconde guerre mondiale et de la guerre d'Algérie ont cependant raison de ce régime, et ouvrent la voie à la Cinquième République. Directement issue de la crise algérienne (Shepard, 2008), l'avènement de celle-ci permet la stabilisation politique de la société et la mise au pas des militaires autour d'un homme présenté comme providentiel, Charles De Gaulle. Le champ politique français reste marqué par ces évènements durant plusieurs décennies : résistants et collaborateurs, partisans et adversaires de l'indépendance algérienne, communistes et anticommunistes, soutiens et opposants au général De Gaulle, tels sont les principaux clivages existant à cette période durant laquelle la gauche est dominée jusqu'aux années 80 par le puissant Parti Communiste Français (PCF), alors que la droite se partage entre gaullistes et républicains indépendants et libéraux.

La démocratie parlementaire en place en France est un régime stable, appuyé sur une économie particulièrement forte[95] notamment dans les secteurs autrefois pilotés par l'Etat (nucléaire, électricité, transport, télécommunications) mais aussi dans les domaines de l'agriculture, du luxe et du tourisme, puis se diversifiant dans les services. Le pouvoir exécutif s'apparente à un régime parlementaire « orléaniste »

[94] Directement issu de la défaite de Napoléon à Sedan le 4 septembre 1970 face aux Allemands, ce régime est pourtant inauguré durant une période troublée, la défaite militaire favorisant l'émergence de communes insurrectionnelles dont la plus célèbre est celle de Paris. L'écrasement de la Commune en 1971 marque la rupture entre la légalité incarnée par la République bourgeoise et les aspirations révolutionnaires du mouvement ouvrier.

[95] En termes de PIB nominal, la France représente la septième économie mondiale avec 2583,56 milliards de dollars.

avec au sein de l'exécutif une primauté du chef de l'Etat sur le chef du gouvernement. Le pouvoir législatif y est détenu par un Parlement bicaméral[96]. Contrairement à l'Espagne et à la Grèce, l'absence de représentation des tendances minoritaires due au scrutin majoritaire favorise les grands partis se positionnant sur des enjeux nationaux et les alliances électorales avec les partis de gouvernement. L'élection « reine » reste cependant l'élection présidentielle : le scrutin uninominal majoritaire à deux tours conditionne la vie politique française, de par l'existence d'un calendrier électoral dans lequel les élections législatives suivent directement le scrutin présidentiel. Poids de l'exécutif conduisant à catégoriser la Cinquième République comme régime semi-présidentiel et absence de représentativité[97] constituent les deux particularités du système politique français, issues de la volonté d'équilibrer les pouvoirs. Dans un pays aussi centralisé que la France, la concurrence pour le pouvoir se concentre donc autour des échéances électorales nationales, les élections locales et européennes étant renvoyées à un rôle secondaire de sélection des cadres des partis et de formation de bastions électoraux locaux[98].

Le champ partisan français a connu d'importantes transformations au cours des dernières années. Sous ses différentes appellations successives (RPR, puis UMP) la droite gaulliste a semblé triompher aux dépens de ses rivaux démocrates-chrétiens en parvenant à réaliser l'union des conservateurs et des libéraux après la mort du général. Face à elle, le Parti Socialiste (PS) a peu à peu conquis l'hégémonie à gauche, satellisant progressivement le PCF à partir de la période Mitterrand (Pudal, 2009 ; Martelli, 2010). Une troisième force contestant ce bipartisme s'est développée sur les

[96] Celui-ci est constitué de l'Assemblée nationale (577 députés élus pour cinq ans au suffrage universel uninominal majoritaire) et du Sénat (348 sénateurs élus pour six ans par un corps de grands électeurs).

[97] Tout comme la décentralisation, l'ajout d'une dose de représentativité dans l'Assemblée nationale constitue un enjeu autour duquel se cristallise le débat politique de manière récurrente.

[98] Ce qui permet aussi à certains partis de se replier sur des bastions locaux en période de disette, le PS ayant longtemps été un parti municipaliste (Lefebvre, 2013). Ces deux rôles en incluent un troisième, plus « expérimental », avec l'application au niveau local d'éléments d'un programme national permettant de crédibiliser le discours d'un parti C'est le cas du Front National et de ses alliés qui, faute de pouvoir bâtir une majorité lors des élections décisives, a développé depuis les années 90 une stratégie d'implantation municipale dans des villes de taille moyenne lui conférant une médiatisation certaine.

cendres de mouvements d'extrême droite – néofascistes, royalistes et nostalgiques de la France coloniale : le Front National (FN), fondé en 1973 par les cadres de l'organisation fasciste Ordre Nouveau. Ses succès électoraux aux cours des années 90-2000 en ont fait l'une des principales forces politiques du pays[99]. La domination d'un pôle social-démocrate et d'un pôle conservateur sur la scène politique française est également mise à mal par l'émergence d'une gauche radicale autour de la France Insoumise (FI) et d'un nouveau centre libéral et pro-européen autour du mouvement En Marche fondé en avril 2016, celui-ci ayant remporté les élections présidentielles et législatives de 2017.

Si la crise économique amorcée en 2007 n'a pas touché l'économie française aussi durement que ses voisines grecque et espagnole, le ralentissement conjoncturel de la croissance, la stagnation du pouvoir d'achat et le maintien du taux de chômage autour de 10% de la population[100] poussent cependant les gouvernements successifs à mettre en place diverses mesures d'austérité impopulaires, conduisant au renforcement des mouvements et des partis politiques contestant ce consensus entre les partis de gouvernement.

[99] Avec 7,7 millions d'électeurs au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 et 10,6 millions au second, le FN a réussi le pari d'unir les « nationaux » aux « nationalistes », pour reprendre la dichotomie militante théorisée notamment par Dominique Venner après l'échec de l'Organisation Armée Secrète.

[100] Les données publiées par la Dares indiquent un taux de chômage se situant à 9,1% fin juillet 2018. Ces données ne tenant pas compte de la désinscription des chômeurs en fin de droit, du travail non déclaré et des situations où périodes de chômage et contrats courts s'alternent, ce taux est susceptible d'être sous-évalué.

Il est ainsi possible de présenter synthétiquement certaines des caractéristiques façonnant le champ politique de ces trois pays :

Caractéristiques comparées de l'Espagne, de la France et de la Grèce			
	Espagne	France	Grèce
Forme de l'Etat	Monarchie constitutionnelle parlementaire unitaire	République constitutionnelle unitaire semi-présidentielle	République parlementaire
Régime en place depuis	1978	1958	1974
Pouvoir législatif	Parlement bicaméral (*Cortes Generales* : Sénat et Congrés des députés)	Parlement bicaméral (Parlement : Sénat et Assemblée nationale)	Parlement monocaméral (*Vouli*)
Mode de scrutin	Scrutin proportionnel plurinominal	Scrutin uninominal majoritaire à deux tours	Scrutin proportionnel avec bonus majoritaire
Nationalisation du champ politique	Faible	Forte	Forte
Tendance au bipartisme	Forte	Forte	Forte

Ces trois pays sont également membres de l'OTAN et de l'Union Européenne[101], et leur champ politique a été longtemps structuré par une domination de deux partis, récemment remise en cause[102]. Ainsi, en dépit des différences qui tiennent principalement aux modes de scrutin et à la plus ou moins forte nationalisation des enjeux politiques et des systèmes partisans, mais également à leur poids économique respectif[103] et à l'impact de la crise subie, dans les trois pays concernés l'émergence des partis anti-austérité vient remettre en cause la structuration du système partisan,. D'où l'intérêt de la comparaison entre les trois « *case studies* » évoqués : au-delà de la maxime selon laquelle *les mêmes causes produisent les mêmes effets*, des situations très diversifiées peuvent se traduire par des effets semblables.

En outre, dans chacun des pays concernés – l'Espagne, la Grèce et la France, il apparaît nécessaire de prendre en compte la diversité des réalités sociales locales, elles-mêmes susceptibles de conditionner l'organisation et les transformations de la vie politique.

b – Le cadre local

Dans l'Etat espagnol, c'est la ville de Barcelone qui accueille l'enquête menée à la fin de l'année 2016. La capitale de la Catalogne constitue un terrain bien particulier dont il s'agit de préciser la spécificité. Il s'agit en effet d'une région historiquement

[101] Adhésion à l'OTAN : 1949 pour la France, 1952 pour la Grèce, et 1982 pour l'Espagne, malgré d'importantes protestations. Adhésion à l'UE : 1958 pour la France, 1981 pour la Grèce et 1986 pour l'Espagne.

[102] Nous préférons éviter le terme de bipartisme car si celui-ci existe bien, il est relatif, ses acteurs changent au fil du temps (songeons à la domination à gauche du PCF remplacé par le PS/SFIO), et donc imparfait (Grunberg, Haegel, 2007).

[103] A titre de comparaison, pour l'année 2017 le salaire minimum français s'élève à 1445 euros, pour 753 en Espagne et 684 en Grèce. Ces normes officielles doivent être là encore relativisées, les salaires pouvant être beaucoup plus bas pour du travail non déclaré ou à temps partiel.

prospère, fortement industrialisée[104], commerçante, ouverte sur la Méditerranée et sur l'Europe via la France. C'est aussi une capitale du mouvement ouvrier qui connaît durant la période républicaine divers épisodes insurrectionnels : la CNT y est particulièrement forte jusqu'à la guerre civile. Le rétablissement de la Generalitat, le gouvernement catalan remontant à la structuration médiévale de la région, a lieu dès 1977, débouchant sur un statut d'autonomie voté en 1979. Le début des années 2000 constitue une période de forte intégration européenne de la Catalogne[105]. Barcelone représente alors la ville européenne par excellence en termes d'attractivité économique, culturelle, et universitaire[106]. Elle compte 1,6 million d'habitants en 2017 (4,8 dans son agglomération). Son secteur touristique est extrêmement développé[107], ce qui est à la fois source de prospérité et de tensions sociales dues au sentiment de dépossession et à l'augmentation du prix des loyers pour les locaux.

Un nouveau statut d'autonomie est voté en 2006, mais vidé de sa substance quatre ans plus tard par le Tribunal constitutionnel espagnol qui annule 14 articles suite à une requête des conservateurs, provoquant un regain de tension indépendantiste débouchant sur le référendum du premier octobre 2017 organisé de manière unilatérale par le gouvernement catalan et rejeté par l'Etat espagnol[108]. La vie politique catalane a donc pour particularité d'être fortement polarisée autour de la « question nationale ». La population de ce grand centre urbain y est plus riche que dans l'arrière-pays catalan, contribuant à l'implantation d'une immigration principalement issue des pays d'Amérique latine, du Pakistan et d'Italie, moins concernée par les thématiques indépendantistes. Si ce mouvement y trouve un espace

[104] L'industrie représente encore aujourd'hui 36% de l'activité économique catalane.

[105] L'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée est créée avec l'Aragon, les îles Baléares et les régions françaises de Midi-Pyrénées et du Languedoc-Roussillon en 2004. De plus, Josep Borrell, homme politique catalan, occupe la présidence du Parlement européen de 2004 à 2007, favorisant le rayonnement de la région.

[106] Barcelone est classée dans la catégorie des villes mondiales « alpha » par le think tank GaWC.

[107] Avec plus de 8 millions de touristes pour l'année 2015 selon le site Barcelona Turisme et une augmentation constante de ce nombre.

[108] Celui-ci débouche sur une victoire symbolique des indépendantistes avec 43% de participation, et une victoire du « oui » à 92% (certains bureaux de vote ont néanmoins été fermés par la police espagnole).

d'expression efficace, la population de l'arrière-pays est donc paradoxalement plus favorable aux partis indépendantistes que celle de la capitale catalane. Barcelone est une ville commerçante concurrençant Madrid dans les domaines de la culture et de la formation universitaire, en développant un pôle d'attractivité unique en Europe pour s'autonomiser du giron madrilène. La crise économique l'a cependant durement touchée : les *desahucios* (expulsions de locataires) se multiplient, alors que de nombreux appartements appartenant à des banques sont laissés vides[109]. La crise sociale qui en découle tend donc à se superposer aux tensions nationales, provoquant une situation de défiance de plus en plus forte envers les institutions espagnoles, se cristallisant avec l'occupation de la Place de Catalogne en mai 2011 qui donne une soudaine visibilité aux nombreux mouvements sociaux préexistants[110]. C'est dans ce contexte marqué par les questions sociales et la défiance vis-à-vis des représentants politiques traditionnels qu'est élue Ada Colau le 24 mai 2015, sa liste Barcelone en commun (BComu) étant soutenue par le jeune parti Podemos[111].

Athènes est également une ville en crise. Malgré son riche passé – les traces d'occupation humaine remonte au néolithique, en faisant l'une des plus anciennes villes au monde – il s'agit essentiellement d'une ville moderne, rebâtie à la fin du XIXème siècle suite à l'indépendance et étendue au cours des années 20 pour accueillir les centaines de milliers de réfugiés en provenance d'Asie Mineure. Les dernières transformations importantes de la ville ont eu lieu dans les années 70, marquant l'architecture de la ville. Giorgos Kaminis (candidat indépendant de centre-gauche soutenu par le Pasok) en est maire depuis décembre 2010. Un tiers de la population grecque et la moitié de l'activité économique du pays est concentrée

[109] En avril 2017 45 000 appartements vides appartiennent à des banques dans la région, selon l'Agence pour le logement de Catalogne.

[110] La Plateforme des victimes de l'hypothèque (PAH) dont est issue Ada Colau est ainsi créée dès 2009, mais se massifie après 2011.

[111] Lors des élections générales espagnoles de 2016, la liste Unidos Podemos regroupant Podemos et IU obtient certains de ses meilleurs résultats en Catalogne, arrivant en tête.

dans la région d'Athènes[112], l'Attique étant le principal centre commercial de la Grèce. La prospérité d'Athènes est principalement due à la proximité de l'immense port du Pirée, poumon économique de la capitale par lequel transitent marchandises, populations et capitaux.

Hormis le quartier de Kolonaki jouxtant le Parlement, la majeure partie de cette ville tentaculaire est plus modeste que les capitales méditerranéennes de taille équivalente. Le coût de la vie y est élevé et les salaires restent bas dans le cadre d'une économie tertiarisée et très peu industrialisée. La récente crise migratoire a entraîné une situation humanitaire précaire, les réfugiés syriens, afghans ou somaliens s'entassant sur les places publiques ou dans des immeubles abandonnés. Les ravages provoqués par la crise économique sont eux aussi visibles : les immeubles vétustes prêts à s'effondrer occupés par des groupes d'héroïnomanes sont fréquents aux abords de la place centrale Omonia. Notons enfin l'existence d'un quartier considéré comme un bastion de l'anarchisme et de la gauche grecque, Exarcheia, situé en plein cœur de la ville et concentrant les lieux militants[113].

Au premier abord, la ville de Montpellier ne semble pas partager plus que son climat méditerranéen avec Athènes et Barcelone. Il s'agit d'une ville de province moyenne jusqu'au milieu du XXème siècle : fondée au Moyen-Âge, Montpellier se développe autour du commerce et de l'enseignement, sa faculté de médecine étant la seconde plus ancienne en Europe. Sa conquête par les forces catholiques de Louis XII rattache définitivement cette ville bourgeoise au Royaume de France. L'économie

[112] Athènes comptait selon le recensement de 2011 environ 664 000 habitants – 3,7 millions dans l'agglomération athénienne.

[113] De par sa réputation « alternative », le quartier a progressivement attiré une population d'étudiants et de jeunes diplômés transformant la socio-géographie du quartier suivant un processus de gentrification. Les squats y côtoient aujourd'hui les bars branchés. Le quartier général de Syriza a longtemps été situé dans ce quartier avant de devoir déménager suite à l'accession au pouvoir du parti : il s'agissait d'une cible trop exposée. L''existence d'Exarcheia est à replacer dans la géographie politique d'Athènes, les quartiers étant « marqués » par les activistes du bord politique dominant localement – mouvements anarchistes, communistes, ou néonazis.

locale reste longtemps dépendante de l'activité viticole[114] et la crise du vin débutant au XIXème siècle touche durement le Midi. Avec la décolonisation, l'afflux de populations originaires du Maghreb (pieds noirs et immigrants), puis l'explosion du nombre d'étudiants, permettent d'enclencher une phase de développement rapide et soutenu de Montpellier, qui est aujourd'hui la troisième ville française de l'axe méditerranéen après Marseille et Nice.

La diversification de l'économie locale (agriculture, commerce, nouvelles technologies, construction) a contribué à sa prospérité, mais les débouchés sont limités pour la population jeune et très diplômée formée dans les universités locales[115]. En 2015 le taux de chômage y est de 21,5%, soit le double de la moyenne urbaine nationale, et le taux de pauvreté s'élève à 26,5%[116]. L'attractivité économique de Montpellier principalement due au secteur des services bénéficiant du tourisme[117] tend à masquer la précarisation croissante de la population.

En termes politiques, le « Clapas[118] » est un bastion socialiste marqué par la personnalité de Georges Frêche, maire de 1977 à 2004. Ce « notable » local ayant peu à peu pris son autonomie vis-à-vis du parti a réussi à asseoir son pouvoir et à développer une politique de grands travaux en s'appuyant sur les entrepreneurs locaux ainsi que sur des relais dans les quartiers populaires et parmi les pieds noirs. Malgré la domination municipale de ce courant de centre-gauche, Jean-Luc Mélenchon arrive en tête lors du premier tour des Présidentielles de 2017 avec 31,5% des suffrages exprimés, faisant de Montpellier la ville la plus « insoumise » de France et démontrant l'existence d'un terrain favorable au développement de la gauche radicale.

[114] Les crises que connaît ce secteur, engendrées par diverses maladies de la vigne, par la surproduction puis par le développement de la concurrence, produisent d'importants mouvements sociaux en 1907 et en 1976.

[115] Selon les chiffres du ministère de l'Education nationale, la ville accueille environ 60 000 étudiants et étudiantes, soit un cinquième de la population montpelliéraine.

[116] Chiffres de l'Insee – le taux de chômage est indiqué pour les 15 à 64 ans.

[117] Plus de 5 millions de touristes ont visité la ville en 2017 selon le rapport annuel de Montpellier Méditerranée Tourisme et Congrès.

[118] Ce nom occitan désigne un tas de pierres.

Ainsi l'implantation des partis anti – austérité en Europe du Sud sera abordée à partir d'une enquête dans trois métropoles qui, au-delà de la diversité des trajectoires de développement empruntées, combinent le fait d'être à la fois relativement développées et sujettes à de récurrents problèmes sociaux. Reste donc à préciser le cadre chronologique de l'enquête qui s'est déroulée dans les trois métropoles des trois pays évoqués.

c – Le cadre historique

Le bornage de la période choisie implique de tenir compte des spécificités des trois cadres nationaux et municipaux. Si ces partis sont contemporains, leur développement ne suit pas un parcours semblable et aucune date ne correspond à une origine commune : alors que l'expérience Syriza remonte aux recompositions de la gauche grecque au début du nouveau millénaire, la FI est une structure encore très jeune. Le choix retenu consiste à délimiter une période assez vaste pour englober les principaux moments évoqués en introduction. Cette thèse portera donc sur les années 2012 à 2017, une période de cinq ans assez étendue pour mesurer l'évolution de parcours personnels – et, à travers eux, l'évolution de structures politiques. Si l'année 2017 correspond à la fois à la fin des enquêtes de terrain et à un moment charnière pour chacun des partis étudiés, le choix de l'année 2012 comme point d'impulsion s'explique par différentes raisons contextuelles.

L'année 2012 représente un tournant pour Syriza. La mise en place d'un gouvernement d'unité nationale en Grèce en novembre 2011 validant une série de mesures d'austérité provoque des élections législatives anticipées prévues pour juin 2012. La coalition Syriza fait alors une percée dans les sondages, gagnant 12 points grâce à une posture ferme face au compromis libéral incarné par le Pasok et la ND. Cette coalition de petites organisations de gauche et d'extrême gauche se structure en un nouveau parti autour de la personne d'Alexis Tsipras pour profiter de la prime majoritaire revenant à la formation partisane arrivant en tête des élections. Le 22 mai

2012, Syriza – Front Unioniste Social devient officiellement un parti[119].

En Espagne, le 12 mai 2012 a lieu l'anniversaire de la première occupation de la Puerta del Sol par les *Indignados*. L'heure de faire le bilan du mouvement semble venue. Aucun parti politique n'a réussi à le coopter ; mais pour un certain nombre de militants et de militantes s'étant investis dans les occupations, le mouvementisme touche à ses limites. La nécessité d'un débouché électoral se fait ressentir[120]. C'est à cette période que s'engagent les réflexions qui donneront lieu deux ans plus tard au lancement formel de Podemos (Nez, 2015).

Il s'agit également d'une année d'élection présidentielle en France, durant laquelle se déploie la campagne de Jean-Luc Mélenchon, alors candidat du Front de Gauche (FdG). Cette structure choisit cependant de mener une campagne « front contre front » d'opposition directe et systématique au FN. Des sondages encourageants (14-15% d'intentions de vote) poussent le FdG à continuer dans cette voie, mais le résultat final est décevant pour ses soutiens : 11,10% des suffrages exprimés, loin derrière les 17,90% recueillis par la candidate du FN. La crise qui en découle aura pour conséquence une remise en cause profonde de la stratégie de coalition, débouchant finalement sur le lancement de la France insoumise.

La structuration de celle-ci semble s'achever avec la tenue d'une Convention nationale en novembre 2017 définissant les grandes orientations du mouvement-parti[121]. Active au sein des mouvements sociaux, la FI peut alors se présenter comme la principale force d'opposition dans la rue au gouvernement d'Emmanuel Macron. Podemos n'est pas parvenu à atteindre son objectif de

[119] Avec 26,89% des scrutins, le résultat de Syriza dépasse les prévisions les plus enthousiastes de ses partisans et marque un tournant dans l'histoire de la gauche grecque.

[120] Le mouvement des *Indignados* a en effet bénéficié d'un vaste soutien dans la société civile. Ainsi, 76% des personnes interrogées considèrent-elles comme raisonnables les revendications du mouvement (enquête Ipsos Public Affairs réalisée en juin-juillet 2011). Ce soutien dépassant les clivages politiques divisant la société espagnole est interprété par les futurs fondateurs de Podemos comme la possibilité de construire une solide majorité sociale, rôle historique que l'extrême gauche incarnée par IU s'est trouvée incapable d'assumer.

[121] Le nom de ce rassemblement tenant plus du congrès fait référence à la Convention nationale – les trois assemblées élues girondine, montagnarde puis thermidorienne animant la Révolution française jusqu'en 1799.

sorpasso[122] durant les élections générales de juin 2016, malgré une alliance tactique avec Izquierda Unida (IU) renvoyant le parti dans le champ de l'extrême gauche duquel il essaie pourtant de se démarquer. Cette stagnation marque la fin d'une période de progrès foudroyants, et la nécessaire redéfinition d'une stratégie tournée vers la conquête méthodique du pouvoir. Enfin, en Grèce, Alexis Tsipras, au plus bas dans les sondages, mise sur une sortie officielle du dernier plan de renflouement financier lui permettant de regagner des soutiens en vue des élections de 2019[123] : Syriza, après avoir subi plusieurs scissions, semble être un parti transfiguré par l'exercice du pouvoir.

La fin de l'année 2017 correspond donc à la fin d'une époque pour les trois partis, situés à différents moments de leur progression – la structuration en vue du futur, la stagnation après des résultats importants mais insuffisants pour s'imposer, et la perte de vitesse rapide due à des choix gouvernementaux particulièrement impopulaires. C'est donc dans cette période – de 2012 à 2017 - que nous avons choisi d'étudier les carrières militantes de personnes engagées dans ces trois formations pour comprendre comment ces partis de la gauche radicale européenne se confrontent à la question du pouvoir et au processus d'institutionnalisation des structures partisanes.

2 – Aux origines de la gauche radicale : regard sur l'histoire du mouvement ouvrier et sur les récents mouvements contestataires en Europe

Un retour sur quelques aspects de l'histoire du mouvement ouvrier permet de mieux définir l'originalité des partis anti- austérité actuels, inscrits dans la mouvance

[122] Le « dépassement » - c'est ainsi que Podemos qualifie son objectif de dépasser le PSOE pour devenir la première force de la gauche ibérique.

[123] Cette sortie a finalement lieu le 27 août 2018. La plupart des mesures d'austérité restent cependant en place, certaines s'étendant sur plusieurs décennies. Lors du scrutin du 7 juillet 2019, Alexis Tsipras (31,53% des suffrages exprimés) est battu par le candidat de droite Kyriakos Mitsotakis (39,85%). Malgré cette défaite, Syriza reste le second parti du pays, s'installant dans la position qu'occupait le Pasok au milieu des années 2000.

de la gauche radicale européenne.

a) Le mouvement ouvrier européen

Les origines du mouvement ouvrier remontent à la révolution industrielle qui remodèle les sociétés européennes à partir du XIXème siècle (Abendroth, 1967). A partir des mouvements revendicatifs de la classe ouvrière émergente, et des écrits des théoriciens soutenant ces mouvements, un courant politique va se structurer : le socialisme. Différentes formes de proto-socialisme ont bien sûr existé avant cette période, mais elles s'apparentent à des épiphénomènes dont le poids politique reste limité à une période et un lieu spécifique[124]. Les premiers penseurs de ce courant sont des lettrés marqués par l'humanisme et le positivisme, considérant que le progrès de la technique engendrera des transformations sociales radicales permettant à l'égalité de triompher et à l'humanité de se débarrasser de toute forme de tyrannie, de pauvreté et d'aliénation. Ces théoriciens du « socialisme utopique » proviennent des pays les plus fortement industrialisés, tels l'anglais Robert Owen ou les français Charles Fourier et Saint-Simon. La première Association Internationale des Travailleurs (AIT) est également fondée à Londres en 1864 par des militants d'horizon divers désirant coordonner leur action au-delà des frontières. Les progrès du mouvement ouvrier dans la seconde moitié du XIXème siècle sont toutefois marqués par la répression sanglante des manifestations telles que les émeutes, grèves et tentatives insurrectionnelles, dont la plus marquante en Europe reste la Commune de Paris en 1871. Le mouvement se diffuse vers l'Europe centrale et l'arc méditerranéen, et les évolutions de la lutte des classes discréditent peu à peu les théoriciens du socialisme utopique au profit d'une seconde vague de penseurs, résolument dialectiques et matérialistes, parmi lesquels Karl Marx et Friedrich Engels. Ceux-ci posent la

[124] Nous pensons par exemple à la Conjuration des Egaux de 1796, réseau mené par Gracchus Babeuf et envisageant de renverser le Directoire pour instaurer la mise en commun des terres et des moyens de production. La conjuration est rapidement écrasée après l'échec d'une tentative d'insurrection et ses leaders sont exécutés ; elle restera cependant une référence importante du mouvement socialiste.

question de l'organisation en vue de la prise du pouvoir. Les débats de cette fin de siècle divisent l'Internationale en plusieurs courants qui marqueront durablement l'histoire du mouvement socialiste[125]. Le premier est un courant anarchiste, regroupant des sensibilités allant du syndicalisme révolutionnaire à l'individualisme en passant par la libre association et l'illégalisme. Ce courant est puissant en France et dans le sud de l'Europe. Le second est un courant socialiste soulignant la nécessité d'une organisation structurée comme préalable à la conquête du pouvoir, pouvant éventuellement aboutir à l'abolition de celui-ci. Il regroupe des syndicalistes, des socialistes choisissant la voie parlementaire et des partisans d'un socialisme insurrectionnel mais organisé.

Après la disparition de l'AIT en 1876, une Internationale ouvrière est fondée à Paris en 1889 – elle sera par la suite nommée Seconde internationale. Cette structure adopte le marxisme comme grille de lecture à l'initiative d'Engels tout en étant parcourue par une lutte de ligne entre réformistes et révolutionnaires. Si elle parvient à amplifier considérablement l'écho politique du socialisme et à impulser le développement d'organisations dans divers pays d'Europe[126], son échec à empêcher la Première guerre mondiale sonne son glas[127]. Elle ne se reconstruira qu'en 1923 comme une union de partis socialistes réformistes (Kergoat, 1997).

---

[125] Si la division remonte à 1869, c'est l'interprétation de l'échec de la Commune de Paris qui provoquera la rupture définitive entre les deux tendances, consommée en 1872 avec l'exclusion de Bakounine, chef de file du courant « antiautoritaire ».

[126] La plus puissante de ses organisations étant la social-démocratie allemande, nommée Parti Social-démocrate Ouvrier (SAP) à sa fondation en 1875 puis renommé Parti Social-démocrate d'Allemagne (SPD) en 1890. Dès 1912, il s'agit du premier parti du pays en termes de voix, malgré des lois répressives très dures. En 1919, il obtient 37,86% des voix avant de reculer face à la concurrence des scissions maximaliste et communiste.

[127] La question du soutien ou de l'opposition à la guerre divise profondément les jeunes partis socialistes. En principe, l'opposition à toute guerre impérialiste conduisant des prolétaires à s'entre-tuer était une base fondamentale de l'Internationale. Mais l'ambiance d'union nationale et l'exacerbation des tensions internationales poussent les socialistes à voter les crédits de guerre et à soutenir la mobilisation – à l'exception des socialistes russes, serbes, et de fractions minoritaires réunies en 1915 à la conférence de Zimmerwald. En Italie, Benito Mussolini, alors journaliste socialiste, est un ardent partisan de la mobilisation guerrière. Ce basculement dépasse le camp socialiste, puisque des anarchistes regroupés dans le Manifeste des seize soutiennent la guerre contre « l'agression allemande », en défense de la France « patrie de la révolution ».

La révolution russe de 1917 bouleverse les rapports de force internes au camp socialiste. Bénéficiant d'un immense prestige dépassant les frontières européennes en refusant la poursuite de la guerre, quoi qu'inattendue (la Russie est alors un pays très faiblement industrialisé, contrairement à la France et surtout à l'Allemagne), elle impulse le lancement de la Troisième internationale en mars 1919. Celle-ci se dote immédiatement d'un centre – Moscou, d'un modèle – le parti communiste bolchévique de Russie, et d'une plateforme exigeante – les « 21 conditions », conduisant de fait à bolchéviser les partis souhaitant la rejoindre. Dans chaque pays des organisations et des militants s'affilient à cette Troisième internationale communiste, appelée Komintern (puis rebaptisée Kominform après-guerre). Ce puissant mouvement discipliné et centralisé concurrence le socialisme réformiste en proposant une voie militarisée pour la prise du pouvoir par le prolétariat dans tous les pays du monde. Quoi que sous des formes différentes selon les pays et les époques, le mouvement communiste placé sous influence soviétique incarne un pôle d'attraction et un réseau de partis politiques marquant l'histoire de la gauche européenne jusqu'à la fin du XXème siècle. Ses membres les plus puissants hors des pays socialistes se trouvent en Allemagne, en Italie et en France, prospérant dans la période troublée de l'entre-deux guerres.

La montée du fascisme et les risques de guerre conduisent le Komintern à abandonner la stratégie « classe contre classe » d'opposition directe à la social-démocratie au profit d'une stratégie d'union, dite de « front populaire », dans les années 30 (Franck, 1979). Il s'agit d'une stratégie de crise face au triomphe du nazisme suivant le renforcement du fascisme en Italie. Si les fronts populaires permettent un développement conséquent des communistes espagnols[128] et français, la fin de la Seconde guerre mondiale renforce nettement le camp communiste. Les troupes soviétiques occupent l'est de l'Europe alors qu'à l'ouest les communistes français et

[128] Bartolomé Bennassar et Antony Beevor considèrent ainsi que le minuscule Parti communiste d'Espagne (PCE) reposant sur quelques dizaines de milliers de membres au début du conflit organise en 1939 plusieurs centaines de milliers de personnes et contrôle de facto les institutions républicaines, en premier lieu l'armée populaire qu'il a façonnée.

italiens sont au plus haut de leur popularité, bénéficiant du prestige de la résistance au fascisme (Lazar, 1992). L'URSS de Staline décide cependant de négocier un partage de l'Europe avec les puissances alliées : les perspectives révolutionnaires à l'ouest sont abandonnées, les communistes grecs et espagnols, vaincus militairement, sont sacrifiés, mais l'URSS conserve son glacis de pays satellites s'étendant jusqu'à Berlin. « *En l'espace de quelques années, voire de quelques mois, le crédit que [les partis communistes occidentaux] avaient retiré de leur participation à la résistance s'effondre* » (Delwit, 2016, p.289).

La seconde moitié du XXème siècle voit donc se développer un communisme pacifié en Europe de l'ouest : la conquête du pouvoir doit se faire au niveau parlementaire et strictement légal, les partis communistes organisant une sociabilité ouvrière à travers les loisirs, les syndicats, l'éducation et la culture pour tisser un solide réseau de soutien dans le prolétariat (Bellanger, Mischi, 2013). La situation est favorable pour les partis français et italien qui représentent les principales forces de gauche dans ces pays et sont hégémoniques dans le monde ouvrier. En Grèce comme en Espagne, malgré la clandestinité et l'exil, les communistes acceptent également d'adopter une voie pacifique[129]. Le processus de déstalinisation entamé à partir du « discours secret » prononcé par Khrouchtchev en 1956 marque le début de la fin pour la grande lueur à l'est qu'évoquait Jules Romains : le pouvoir d'attraction de la révolution russe s'étiole alors que l'insurrection de Budapest est écrasée dans le sang, et les voix concurrençant à gauche l'hégémonie du parti communiste deviennent plus audibles (Martelli, 2006).

Les grands mouvements étudiants et ouvriers qui agitent le monde à partir du printemps 1968 mettent en lumière la diversité des courants politiques contestataires[130] et servent de tremplin à de nouvelles revendications marquées par la

[129] En novembre 1954, le cinquième congrès du PCE adopte par exemple une voie pacifique vers la réconciliation nationale (Hermet, 1971).

[130] Citons le bref mouvement maoïste issu de la rupture sino-soviétique et le renouveau des groupes trotskistes, anarchistes et d'ultragauche dans le sillage des assemblées générales et des grèves. Ces mouvements quoi qu'hétérogènes en termes de composition et de revendications partagent un rejet du communisme prosoviétique institutionnalisé (Hamon, 1987). Le PCF se présente d'ailleurs en 1968

grille de lecture marxiste : tiers-mondisme et luttes de libération nationale ou régionale[131], nouvelle vague féministe, écologie politique, droits des minorités sexuelles, rejet de la société de consommation, antiracisme, antipsychiatrie... Celles-ci sont dans un premier temps rejetées par les communistes les considérant comme gauchistes[132] et s'incarnent dans différents mouvements sociaux et partis de gauche et d'extrême gauche (Le Goff, 2011 ; Bartolini, 2012). L'héritage de ces mouvements est porté à partir de la fin des années 70 aux Etats-Unis et en Europe par la Nouvelle gauche puis, depuis les années 80 et jusqu'aux années 2000, par l'altermondialisme (Agrikoliansky, Fillieule, Sommier, 2008). Ce courant idéologiquement très hétérogène conteste l'organisation des institutions internationales et s'axe autour de revendications de justice sociale, de protection de l'environnement et des droits humains, et de démocratisation. Comme les mouvements l'ayant précédé, il réunit radicaux et réformistes.

Au regard de ces éléments historiques, il convient de définir ce que nous entendons, dans le lexique moderne, par gauche, gauche radicale, extrême gauche et ultragauche. Ces différents courants étant souvent confondus (March, 2008), il apparaît en effet important de préciser leur nature et leurs différences.

- Par **gauche de gouvernement** ou **centre-gauche**, nous entendons l'ensemble des forces politiques se revendiquant d'un idéal progressiste de transformation sociale par la mise en place de réformes successives. Dans le champ parlementaire, la gauche de gouvernement est représentée à partir de la seconde moitié du XXème siècle par des partis issus des courants libéral, socialiste, écologiste, ex-communiste, suivant une voie réformiste s'adaptant aux évolutions actuelles du

---

comme le premier parti à avoir dénoncé et combattu le gauchisme.

[131] Il convient de rappeler que l'étincelle mettant le feu à la prairie en 1968 n'est pas due à une simple frustration sociétale des étudiants, mais au durcissement de la lutte contre la guerre du Vietnam. La révolution cubaine et les mouvements de décolonisation ont également joué un rôle important dans la politisation de cette génération militante issue du *baby boom*.

[132] Dans le sens léniniste du terme, c'est-à-dire sapant par leur nature excessive le processus révolutionnaire guidé par le parti communiste.

capitalisme (Lazar, 1996). Les forces dominantes actuelles peuvent être définies comme sociales-démocrates ou sociales-libérales (De Waele, Seiler, 2012). *Exemples :* les partis membres de l'Internationale socialiste en Europe.

- Par **gauche radicale**, nous désignons les courants aux origines diverses (issus du communisme, de la gauche réformiste, de la nouvelle gauche…) conservant une perspective de transformation sociale radicale mais passant par la voie parlementaire. Ces courants se revendiquent généralement de diverses influences, notamment un marxisme hétérodoxe considéré plus comme une boîte à outils que comme une conception du monde totalisante. Ils rejettent le libéralisme, contestent la domination de la gauche réformiste et s'appuient pour se développer sur des mouvements sociaux. *Exemples :* Die Linke en Allemagne, mais également les trois partis ici envisagés : Syriza, Podemos et la France Insoumise.
- Par **extrême gauche**, nous entendons les forces se revendiquant de différents courants communistes et anarchistes organisés, pouvant éventuellement participer aux élections parlementaires mais dans le but de s'en servir comme tribune. Les luttes de classe extérieures aux institutions sont considérées comme prioritaires et la perspective révolutionnaire menant au renversement du capitalisme reste à l'ordre du jour, bien que les stratégies divergent. *Exemple :* le Nouveau Parti Anticapitaliste en France.
- Par **ultragauche**, nous appelons les courants minoritaires opposés au marxisme-léninisme issus de la gauche conseilliste germano-hollandaise et italienne des années 20, du situationnisme, de l'autonomie ouvrière des années 70 puis de certaines franges de l'anarchisme ainsi que de la métaphysique critique à partir de la fin

des années 90[133]. Ces courants eux aussi très variés sur le plan idéologique ont pour point commun de rejeter radicalement toute participation aux institutions. *Exemple :* la revue Théorie Communiste en France.

Ces quatre « étiquettes » ont une valeur idéale-typique : nombre d'organisations ne se reconnaissent pas dans ces appellations, certaines structures regroupent sociaux-démocrates et gauche radicale[134], d'autres évoluent d'une position à l'autre, allant vers plus de modération ou au contraire se radicalisant en fonction des périodes, des alliances électorales[135], des dynamiques internes et de la conjoncture politique (March, 2008).

b) Influences théoriques et évolution des pratiques dans la gauche radicale européenne

Syriza, Podemos et la France insoumise sont trois partis de premier plan appartenant à la gauche radicale européenne. S'agissant des fondements théoriques et idéologiques de la gauche radicale contemporaine, il s'agit essentiellement d'une tentative d'adaptation d'une pensée marxiste hétérodoxe teintée de réformisme aux défis du siècle – crise environnementale et économique entraînant la déstructuration de l'Etat providence et l'approfondissement des inégalités sociales (Hudson, 2012), pour élaborer de nouvelles solutions politiques.

La gauche radicale peut d'abord se définir par ce qu'elle choisit de ne pas être. Historiquement, le développement du communisme est passé par le rejet de la

[133] Voir par exemple l'expérience de la revue Tiqqun et des courants postérieurs s'en étant inspiré dans plusieurs pays européens, se revendiquant du texte de l'Appel.

[134] C'est le cas du Labour britannique, dans lequel s'expriment différentes sensibilités et hors duquel la viabilité de la gauche radicale semble faible (Avril, 2007).

[135] La formation de listes communes aux élections européennes conduit à d'incessantes restructurations. Ainsi, le Front de gauche français marqué par l'héritage communiste avait comme partenaire le KKE grec, avant d'établir des liens avec Syriza au moment de la percée de ce parti, puis de s'en éloigner lors des crises du gouvernement Tsipras.

social-démocratie, considérée comme cogestionnaire du capital. Ce nouveau courant n'a pas pour autant rejeté les formes de lutte parlementaire, comme l'explique Lénine : « *Les formes parlementaires « historiquement ont fait leur temps ». C'est vrai au sens de la propagande. Mais chacun sait que de là à leur disparition* dans la pratique*, il y a encore très loin. Depuis des dizaines d'années, on pouvait dire à bon droit que le capitalisme « historiquement avait fait son temps » ; mais cela ne nous dispense nullement de la nécessité de soutenir une lutte très longue et très opiniâtre* sur le terrain *du capitalisme* » (Lénine, 1920, p.46). Les partis marxistes forgés sur le modèle communiste ont été relégués au second plan durant les dernières décennies au profit de nouveaux acteurs s'attribuant leur rôle historique de transformation sociale. Ainsi les différents partis composant la gauche radicale peuvent revendiquer un socle commun. Concurrençant ouvertement la gauche de gouvernement qu'elle considère comme ayant trahi sa mission de transformation sociale, la gauche radicale envisage d'être une alternative capable de poursuivre cette mission par la mobilisation citoyenne (Pereira, 2010). Il ne s'agit plus de renverser le capitalisme comme le propose l'extrême gauche, ni d'abattre le cadre national et les institutions existantes, mais de les faire évoluer dans un sens conforme au bien commun. Le paradigme néolibéral, triomphant avec la fin du compromis fordien et l'abandon progressif des politiques keynésiennes dans les années 1980, est considéré comme responsable du passage du « welfare » au « workfare » et de la croissance des revenus du capital au détriment de ceux du travail (Dixon, 2008). D'où le fait qu'il soit particulièrement combattu : la gauche radicale souhaite un retour à un Etat providence capable d'assurer les besoins du plus grand nombre de manière pérenne et de protéger l'environnement et la culture dans le cadre d'une Europe sociale.

Le rejet de l'extrême gauche est aussi une constante. Celle-ci est considérée comme utopiste, vieillotte et coupée du peuple[136]. La stratégie des partis de la gauche radicale s'axe sur la possibilité d'un changement concret à moyen terme, et non sur la

[136] Le renouvellement des symboles, références et stratégies n'empêche pas les militants de cultiver un attachement individuel aux figures et mythes des mouvements révolutionnaires passés. Nous verrons par la suite quelle est la place de cet héritage, entre intérêt romantique et référence mobilisable.

perspective lointaine d'un grand soir (Botella, Ramiro, 2003). Celui-ci est principalement fondé sur la mise en place d'une démocratie participative et le développement des services publics. Son discours comme sa présentation se veulent résolument modernes, en phase avec les codes et besoins de la population. L'existence de classes sociales est acceptée, mais leur complémentarité est mise en avant au détriment de leur opposition : les termes de « classes populaires » et de « classe moyenne » sont récurrents, alors que ceux de « prolétariat », « bourgeoisie » et « petite bourgeoisie » sont absents du discours officiel de ces partis, et rares dans le langage militant[137]. Le sujet du politique n'est donc plus le prolétaire mais le citoyen, dont les intérêts s'opposeraient frontalement à ceux d'un ennemi aux contours flous. Ces partis suivent et enregistrent en cela une évolution de la structure sociale marquée par l'affaiblissement de la conscience ouvrière (Beaud, Pialoux, 2012) et le renforcement de la notion de classes populaires. L'étude du discours des représentants de ces partis renvoie à l'idée d'une « caste » politique (Iglesias, 2015) servie par les « médias *mainstream* » et leurs « éditocrates », d'un « système », au service d'une « hyperclasse », de « banksters » ou plus couramment d'une « oligarchie » (Iglesias, 2015). L'idée d'un quatuor néfaste représenté par l'alliance du monde politique, des grands patrons, des banques et des médias est récurrente.

Cette grille de lecture du monde puise dans de multiples sources. Une filiation indirecte peut être tracée depuis les travaux de la Seconde internationale ouvrière[138] jusqu'à la stratégie de transformation sociale réformiste des partis de la gauche radicale, dont une partie du personnel politique est issue de la gauche gouvernementale[139]. La majeure partie du bagage politique mobilisé est cependant

[137] Une exception notable est l'emploi de l'épithète "petit bourgeois" pour désigner de manière dépréciative des adversaires politiques. Cette pratique que l'on rencontre chez des militants insoumis semble être un héritage de la culture partisane du PCF.

[138] Tout comme Eduard Bernstein Karl Kautsky, dirigeant réformiste du SPD critiqué par Lénine, défendait une approche semblable issue de son interprétation réformiste du marxisme.

[139] En France, le plus connu de ces transfuges est sans doute Jean-Luc Mélenchon. Après un bref engagement trotskiste dans les rangs de l'Organisation communiste internationaliste, il s'engage au PS dont il contribue à animer l'aile gauche à partir de 1976 jusqu'à sa rupture en 2008. D'autres déçus de la social-démocratie l'accompagnent et forment avec des militants venus d'autres horizons le Parti de

issue de l'action et de la décomposition électorale progressive des partis communistes[140], dont la période d'hégémonie à gauche est parfois considérée comme un âge d'or. La gauche radicale se veut une synthèse critique de ces expériences passées, étant parvenues temporairement à organiser de vastes pans de la société et à porter leurs revendications (Lavau, 1981) avant d'être supplantées par divers mouvements sociaux portés par d'autres thématiques que l'émancipation du prolétariat (Gorz, 1983 ; Della Porta, Diani, 1998). Une autre source d'inspiration provient d'expériences internationales contemporaines, parmi lesquelles les contre-sommets altermondialistes des années 90 et la gauche latino-américaine dont les stratégies de prise du pouvoir continuent d'influencer les militants européens[141].

L'articulation de ces diverses « traditions » en une stratégie cohérente demande alors une vision d'ensemble : l'addition de références ne constitue pas en politique un gage de progression qualitative et tend même au contraire à fragiliser l'ouvrage partisan. Un travail de fond s'amorce donc à partir des années 80 pour tenter de reconstituer, sur les cendres des partis communistes, une gauche radicale capable de conquérir des secteurs de la société tout en adaptant son discours aux nouvelles revendications issues des mouvements sociaux. Ce travail s'appuie sur des réseaux issus de l'altermondialisme, provenant eux-mêmes des réseaux communistes. Ces tâtonnements organisationnels profitent des travaux de théoriciens tels qu'Ernesto Laclau, Chantal Mouffe (Laclau, Mouffe, 1985).ou Alain Bihr (Bihr, 1991). Il serait cependant faux de considérer que le développement de la gauche radicale contemporaine procède d'une stratégie établie en amont et suivie dans plusieurs pays. Il s'agit d'un processus expérimental, dans lequel différents acteurs politiques

---

gauche (PG) le premier février 2009.

[140] Leurs réseaux se recyclent cependant dans l'altermondialisme (Fillieule, Blanchard, Agrikoliansky, Bandler, Passy, Sommier, 2004).

[141] Les mérites et échecs de ces mouvements étant sujets à d'âpres controverses, la revendication de cette filiation ne va pas sans susciter divers remous médiatiques – Héloïse Nez évoque ainsi le « *procès en « chavisme » des médias espagnols* » (Nez, 2015, p.50) visant Podemos, à mettre en parallèle avec les débats autour du programme L'Avenir en Commun édité par la FI pour les élections de 2017, proposant un rapprochement avec les régimes « bolivariens ».

s'efforcent d'apprendre des expériences passées pour progresser par sauts qualitatifs. Ainsi les influences réciproques entre les différentes formations se retrouvant dans cette catégorie se traduisent par des transferts d'expériences et des importations de savoir-faire, les recettes gagnantes d'une structure partisane ou d'un mouvement étant réaménagées et réutilisées par d'autres[142].

Un point historique reste à préciser : les mouvements sociaux se déployant à partir des revendications portées au cours des années 70 et dont il a été question sont souvent qualifiés de « nouveaux mouvements sociaux » (NMS), dont l'existence constituerait une rupture vis-à-vis des revendications portées par les gauches et jusque-là liées à des thématiques matérielles (le refus de l'exploitation salariale et les questions s'y rattachant – transports, logement, coût de la vie, soins, etc.). Contrairement au courant considérant que ces nouveaux mouvements apparus dans les années 60-70 représentent un dépassement des revendications strictement matérielles au profit de revendications post-matérialistes, des chercheurs tels qu'Olivier Fillieule puis Lilian Mathieu établissent au contraire une continuité dans les formes prises historiquement par la contestation sociale, avec notamment la persistance de revendications liées au travail, à la protection sociale et au revenu disponible (Fillieule, 2008 ; Mathieu, 2011). Suite à la disparition du paradigme keynésien laissant une marge d'action aux représentants du salariat pour proposer des transformations économiques leur étant favorables dans le cadre institutionnel, ces mouvements récents adoptent une posture plus défensive visant à préserver des acquis. Les formes prises par les mouvements sociaux ont su néanmoins se renouveler, avec le développement de négociations et de formes de désobéissance économique « citoyenne ».

Pour d'autres auteurs, il s'agit d'un processus lent de transformation des valeurs, de désenchantement et de changements matériels plutôt que d'une rupture brutale, produisant finalement des mouvements décentralisés s'adaptant à la fois à la variété

[142] Podemos réutilise ainsi des stratégies communicationnelles tirées tant des classiques du « populisme de gauche » que des cyber-activistes participant aux *Indignados* ou à la contestation de la corruption en Italie. Comme nous le verrons, ces stratégies comme les modes de structuration podémistes sont plus tard largement imités par les Insoumis français.

des enjeux et aux transformations des démocraties occidentales. L'instabilité des NMS est contrebalancée par une organisation novatrice, plus proche du réseau que de la structure hiérarchique souvent adoptée par le passé : développement des revendications des « sans[143] », effet d'Internet et des réseaux transnationaux sur les mobilisations, recherche de répertoires d'action originaux… La question du débouché politique est alors comprise comme une désescalade consécutive aux errements stratégiques tels que l'arrêt des contre-sommets - que nous pourrions interpréter comme une cause du « repli » ayant conduit à la formation de partis politiques porteurs de ces revendications. L'opposition entre radicaux et réformistes et le flou entourant dans le discours des concepts positifs tels que la démocratie participative ou négatifs tels que le néolibéralisme sont également des éléments notables (Sommier, 2003).

Nous nous plaçons dans la continuité de ces analyses : l'existence de NMS rompant avec les mouvements antérieurs doit être relativisée. L'accès à une certaine aisance économique est remise en cause par les récentes crises[144]. Ainsi, les revendications les plus consensuelles portées par le mouvement des *Indignados* et reprises par ses ersatz européens[145] concernent la lutte contre la précarité et les expulsions, la corruption du personnel politique, ainsi que la nécessité de démocratiser les institutions comme les médias. La crise de 2007-2008 semble donc avoir eu pour effet de remettre en lumière la prégnance des questions politico-économiques au sein des mobilisations sociales, les problématiques

[143] Sans-papiers, sans-abri, sans-travail : les années 80-90 voient se développer un ensemble de mobilisations sociales centrées sur l'absence de droits, témoignant du dépassement de la figure du prolétaire comme sujet politique dominant à gauche.

[144] Rappelons cependant que, même avant la crise, la pauvreté et la précarité économique n'ont jamais été éradiquées dans les pays occidentaux, où la plupart des revendications des mouvements sociaux concernent l'emploi, le pouvoir d'achat, ou la protection sociale (Fillieule, 1997).

[145] Mouvement des Places en Grèce, avec l'occupation de la place Syntagma à Athènes à partir du 25 mai 2011, Occupy Wall Street, ou encore rassemblements « d'indignés » français et belges : les imitations du « 15M » ne manquent pas. Le mouvement ne parvient pas alors à décoller en France, bien que le succès rencontré plus tard par Nuit Debout montre l'existence d'un public politisé et réceptif à l'occupation de places.

« post-matérialistes » apparaissant dans ces mouvements de manière secondaire et moins consensuelle. Tout en prenant leurs distances avec toute grille de lecture existante, même marxiste, les mouvements d'occupation des places tendent à lier inégalités économiques et fonctionnement oligarchique du système politique en représentant les « 90% » de la société opposés aux « 10% » détenant le pouvoir politico-médiatique et les richesses matérielles. La démocratisation des institutions et des médias est perçue comme la condition nécessaire à la résolution des inégalités, et ces mouvements entreprennent de donner l'exemple en adoptant des modes de prise de décision horizontaux voire autogestionnaires qui marqueront les militants en étant issus. En Espagne, nombre d'entre eux, qu'ils soient néo-militants ou vétérans de la politique, choisiront de poursuivre leur engagement dans Podemos.

3 - Histoire des partis étudiés

a) Podemos, le « parti des indignés » ?

Comme nous l'avons vu, il n'est pas possible d'évoquer Podemos sans parler du mouvement du 15M, tant est grand le poids de l'héritage « indigné » sur ce parti. L'apparition de Podemos relève d'un pari stratégique remarquable : conquérir en quelques années le pouvoir en Espagne en incarnant aux élections les espoirs d'une majorité sociale qui se serait exprimée dans son soutien à l'occupation des places répercuté par les instituts de sondage (Nez, 2015). Les fondations sont posées dans le manifeste *Mover ficha : convertir la indignacion en cambio politico* (Avancer ses pions : transformer l'indignation en changement politique), publié le 14 janvier 2014 et présenté publiquement trois jours plus tard. L'objectif de cette conférence de presse est de lancer une candidature novatrice pour les élections européennes de mai 2014. L'initiative rencontre un grand succès. Elle obtient les 50 000 soutiens citoyens dans la journée suivante, et dès le lancement des inscriptions en ligne, 100 000 personnes

font la démarche de soutenir la nouvelle formation nommée Podemos[146]. Celle-ci obtient 7,98% des suffrages, la plaçant en quatrième position à l'échelle nationale – loin devant IU, qui avait refusé une alliance électorale avec Podemos. La surprise est totale et semble confirmer le pari de ses fondateurs : le jeu politique espagnol s'en trouve immédiatement bouleversé (Petithomme, 2018).

Le petit groupe à l'origine de cette initiative est en fait constitué de deux groupes, « *de jeunes professeurs et étudiants en sciences politiques à l'université Complutense de Madrid*[147] *et des militants d'Izquierda anticapitalista*[148] » (Nez, 2015, p.26). Ces fondateurs considèrent que « *l'époque de la protestation et de l'indignation est terminée, c'est le moment de se retrousser les manches pour gouverner* »[149]. Ils ambitionnent de faire de Podemos un « *parti transversal* », le « *parti du sens commun* »[150]. Le régime en place depuis 1978 traverserait une crise qui « *s'exprime de manière accélérée avec un déclin politique et moral des élites traditionnelles* »[151]. Les militants devraient se saisir de ce moment de *stasis* pour renverser le rapport de force au sein de la société par la voie électorale.

Cette stratégie visant à bousculer le jeu politique établi obtient des succès électoraux immédiats qui confortent l'équipe dirigeante issue du monde universitaire au détriment des militants de l'extrême gauche « traditionnelle » ayant adhéré au processus (Barret, 2015). Le jeune parti se construit donc dans un rapport de force

---

[146] En référence au slogan de *Yes, we can* popularisé par les Démocrates américains en 2008.

[147] Parmi lesquels on retrouve la future équipe dirigeante du parti : Juan Carlos Monedero, Iñigo Errejon, Bibiana Medialdea, Ariel Jerez et bien sûr Pablo Iglesias, jeune professeur s'étant fait connaitre par ses analyses politiques sur la chaîne La Tuerka. Cette équipe d'universitaires venus de familles marquées à gauche est soudée par la participation commune à différentes structures (notamment IU mais aussi *Juventud sin futuro* (Jeunesse sans futur), qui précède les *Indignados,* fondée en 2011), et par un constat partagé concernant la nécessité d'un renouvellement de la critique du néolibéralisme.

[148] Petite organisation trotskiste fondée en 2008 à la suite d'une scission d'IU, IA participe un temps à Izquierda Unida avant de se lancer dans l'aventure Podemos, dont elle constitue aujourd'hui un courant à l'audience limitée. La militante d'IA Teresa Rodriguez est élue députée européenne en mai 2014, donnant une visibilité temporaire à la formation d'extrême gauche.

[149] Discours de Pablo Iglesias, le 30 avril 2015.

[150] Discours de Pablo Iglesias, le 11 mai 2015.

[151] Principes Politiques de Podemos, 2014, p.5.

permanent avec l'extrême gauche, rejetant les références et symboles républicains, marxistes ou anarchistes ; le terme même de « gauche » est abandonné pour se démarquer tant des partis minoritaires que du PSOE[152]. Pour Pablo Iglesias, dont le visage devenu célèbre grâce à la télévision marque les premiers bulletins de vote podémistes, « *si tu veux réussir, ne fais pas ce que la gauche ferait à ta place* » (Iglesias, 2015, p.19). La nécessité d'une structure pérenne se fait cependant sentir et conduit les fondateurs de Podemos à opérer un processus de rationalisation de l'héritage « indigné » pour parvenir à une structure à la fois transparente, démocratique et efficiente – les difficultés rencontrées par le mouvement des *Indignados* pour adopter des positionnements clairs, dues à la recherche du consensus et de l'horizontalité, étant prises en compte dans ce processus (Domingez, Jimenez, 2015).

Le succès de mai 2014 alimente les réflexions durant l'été, débouchant le 15 septembre 2014 sur un processus d'assemblée constituante (nommée Assemblée citoyenne) aboutissant deux mois plus tard[153]. Ainsi, le congrès fondateur dit « congrès de Vistalegre » se tient du 18 au 19 octobre de la même année, les textes fondateurs du parti étant votés la semaine suivante, suivis de l'élection de la direction du parti[154]. Le 31 janvier 2015 est organisée une « marche pour le changement » à la Puerta del Sol madrilène : Podemos continue ainsi de se placer symboliquement dans la droite ligne du 15M. C'est dans ce contexte favorable que se renforcent les « cercles » formant la base militante podémiste, notamment à Madrid, épicentre et cœur symbolique des *Indignados*.

Les élections municipales de mai 2015 représentent le second jalon de la progression du parti. Il s'agit alors pour Podemos de consolider son assise en partant à la conquête

[152] Podemos emploie l'acronyme « PPSOE » popularisé par le 15M pour renvoyer dos à dos les deux principaux partis de gouvernement, accusés de mettre en place les mêmes politiques d'austérité. Il s'agit d'une « stratégie populiste » assumée comme telle.

[153] A propos de ces élections, Pablo Iglesias déclare pourtant au journal El Pais le 26 mai 2014 *« nous avons perdu ces élections* », l'objectif étant désormais « *d'avancer jusqu'à ce que nous ayons chassé le PP et le PSOE du pouvoir* ».

[154] Les membres du parti votent sur Internet ; il suffit cependant de s'inscrire pour être considéré comme membre, aucune cotisation n'étant requise.

des grandes villes. Le parti choisit cependant de ne pas présenter directement de candidats, mais de soutenir des « candidatures citoyennes » issues des mouvements sociaux. Cette stratégie de coalition est un succès, débouchant sur la victoire de ces listes à Barcelone (Barcelona en Comu), Madrid (Ahora Madrid)[155], Valence, Saragosse… Quant aux élections régionales, elles permettent une implantation podémiste dans le cadre de coalitions de gauche, notamment en Aragon.

Les sondages les plus prometteurs placent alors Podemos en tête des élections générales de décembre 2015, prévoyant un *sorpasso* podémiste[156]. Les résultats finaux (20,65% des scrutins exprimés) en font finalement la troisième force politique du pays, ébranlant le bipartisme jusqu'alors dominant sans le faire disparaitre[157]. La campagne électorale se caractérise par la mise en avant des difficultés de la gauche radicale grecque par les adversaires du parti (Pablo Iglesias est à cette période très proche d'Alexis Tsipras) et la focalisation sur la question nationale en Catalogne[158], mettant Podemos en difficulté. Cette situation paradoxale d'instabilité politique[159] est confirmée par les résultats des élections générales anticipées de juin 2016 (21,2% des voix, soit 71 sièges) : Unidos Podemos[160] confirme son assise électorale sans parvenir à avancer suffisamment pour atteindre son objectif – devenir le centre de la vie politique espagnole, autour duquel s'organiseraient les coalitions gouvernementales.

---

[155] Si ces élections confirment la progression de Podemos, elles ne sont pas sans conséquences critiques : des tensions entre les élus et le parti les ayant soutenus de manière décisive se développent durant les années suivantes, alors que Podemos commence à être jugé sur « son » bilan municipal.

[156] Sondage du 2 novembre 2014 pour le journal El Pais attribuant 27,7% des intentions de vote à Podemos.

[157] Comme nous l'avons observé, la tendance au bipartisme liée à l'existence d'un scrutin majoritaire uninominal à un tour (Duverger, 1951) est à relativiser, car la domination de deux partis dans le cadre d'un « bipartisme élargi » se retrouve dans d'autres systèmes politiques. Ce terme ne doit pas non plus masquer les négociations constantes impliquant des acteurs partisans de moindre importance, dus à la nécessité de former des coalitions temporaires ou durables.

[158] Le parti est favorable à un référendum mais hostile à l'indépendantisme, présenté comme une impasse reléguant les questions sociales au second plan.

[159] Podemos ne parvenant pas à trouver un terrain d'entente avec le PSOE pour appliquer son programme, aucune majorité gouvernementale claire ne se dessine.

[160] Coalition formée de Podemos, IU, le parti écologiste Equo et des partis de gauche régionaux le 13 mai 2016 en vue des élections générales.

Une crise de direction se développe alors : le choix de former une coalition avec Izquierda Unida est contesté par une partie de la base militante, considérant que Podemos risque de renouer avec l'extrême gauche minoritaire[161]. Le parti conforte durant l'année 2017 son rôle de force d'opposition au niveau national et de gestion alternative au niveau régional et municipal[162], tout en stagnant en termes d'intention de vote maintenant que s'estompe l'attrait de la nouveauté : machine de guerre électorale profitant d'une actualité chargée lors de ses premières années d'existence, Podemos cherche depuis à s'ancrer dans le paysage politique espagnol.

b) Syriza, de la marginalité à l'exercice du pouvoir

L'histoire de Syriza s'inscrit dans une temporalité plus ancienne que celle de Podemos. Son origine est à chercher dans la division du Parti communiste grec (KKE) opérée en 1968 sous le régime des colonels. Ce parti est le principal animateur de la résistance de gauche à la dictature militaire et bénéficie de relais importants dans les syndicats et la société civile. Alors que la direction du KKE continue d'opérer en exil depuis les pays socialistes, une partie du KKE clandestin critique la répression du Printemps de Prague et se rapproche des thèses eurocommunistes. Cette ligne aboutit à une scission qui prend le nom de KKE *Esoterikou* (KKE de l'intérieur). Malgré une audience limitée[163], le parti attire de nombreux étudiants et intellectuels, et fonctionne comme un pôle de débat et de rénovation de la gauche grecque[164] jusqu'à sa

[161] Cette stratégie se décline localement avec la mise en place de diverses coalitions régionales. En Catalogne est lancé en avril 2017 le parti Catalunya En Comu agrandissant à diverses formations de gauche la liste municipale BComu, et permettant d'intégrer l'équipe dirigeante de la mairie de Barcelone à une formation dirigée *de facto* par Podemos.

[162] Le site du parti revendique plus de 400 000 inscrits en 2017 (le nombre de militants effectifs se situant plutôt autour de quelques dizaines de milliers). 43 députés, 16 sénateurs, 5 députés européens et 139 représentants aux parlements régionaux sont liés au parti à cette période.

[163] Le KKE « Eso » obtient son meilleur score en 1981 avec 5,15% des voix.

[164] Une précision s'impose ici : en Grèce le terme *aristeras* (gauche) s'emploie de manière plus restrictive qu'en France et en Espagne. Il désigne les mouvements situés à gauche du Pasok, allant des diverses scissions du mouvement communiste aux antiautoritaires (terme désignant la partie du mouvement libertaire travaillant avec la gauche électoraliste, par opposition aux anarchistes). Syriza est

dissolution lors du IV° congrès de 1986.

Deux organisations en émergent : l'EAR (la Gauche grecque), et l'AKOA (la Gauche écologique, communiste et rénovée). L'EAR forme alors une coalition électorale avec les prosoviétiques du KKE et d'autres formations de gauche. L'effondrement de l'URSS pousse cependant le KKE à se replier sur une ligne marxiste-léniniste intransigeante et à exclure les « rénovateurs » partisans de la coalition (dont 45% du Comité Central de l'époque). L'alliance électorale existant jusqu'alors se transforme en 1991 en un parti politique à part entière, Synaspismos ou SYN (Coalition de la gauche, des mouvements et de l'écologie) qui rompt avec l'orthodoxie marxiste-léniniste. Au cours des années 90-2000, Synaspismos est le principal promoteur en Grèce des luttes environnementales, écologistes, féministes, pacifistes, et étudiantes. Le parti voit ses positions eurocommunistes évoluer vers une ouverture importante aux mouvements sociaux, notamment aux réseaux issus de l'altermondialisme (Kouvélakis, 2012). Affaiblis par l'absence du KKE, ses résultats électoraux restent cependant confidentiels[165] : Synaspismos entend promouvoir un fonctionnement démocratique animé par divers courants et tendances internes. Ce mode de fonctionnement a pour conséquence de cristalliser les oppositions et de brouiller le message « postcommuniste » du parti[166].

La période des années 2000 voit ainsi divers groupes ou militants quitter la coalition pour rejoindre le Pasok, au pouvoir de 1993 à 2004 puis de 2009 à 2012. Pour pallier à ce délitement vers la droite, Synaspismos impulse le lancement d'une coalition plus large permettant d'élargir sa base et d'officialiser le rapprochement avec diverses formations d'extrême gauche, eurocommunistes, écologistes ou souverainistes de gauche en vue des élections législatives de 2004. Les travaux commencent en 2001

---

parfois désigné comme le premier gouvernement de gauche depuis la chute de la dictature.

[165] SYN obtient aux élections pour le Parlement hellénique 2,9% des voix en 1993 (aucun député), 5,1% en 1996 (10 députés) puis 3,2% en 2000 (6 députés). Son meilleur résultat reste celui des élections européennes de 1994 avec 6,26% des voix.

[166] Fondé sur un modèle semblable censé permettre la meilleure intégration des diverses composantes de la gauche grecque malgré la surreprésentation de Synaspismos, Syriza connaît tout au long de son histoire les mêmes problématiques engendrant des crises à répétition suivant les évolutions de la lutte de ligne à l'intérieur du parti.

avec la mise en place d'un « espace de dialogue pour l'unité et l'action commune à gauche », formalisant un réseau de structures ayant commencé à travailler ensemble durant divers mouvements sociaux des années 1990[167]. Cette initiative se concrétise en 2004 par le lancement de la Coalition de la gauche radicale, plus connue par son acronyme de Syriza[168], qui obtient 3,3% des voix. La même année, l'économiste Alékos Alavanos remplace l'ancien dirigeant Nikos Konstantopoulos affaibli par les mauvais résultats électoraux à la tête de Synaspismos puis de Syriza (De Waele, Seiler, 2012). Les six députés élus durant les élections législatives sont tous membres de Synaspismos, ce qui ne va pas sans générer des tensions entre les différentes forces de la coalition[169]. La direction « Syn » constitue effectivement une force motrice, mais aussi un tremplin pour accéder aux plus hautes fonctions au sein de Syriza, phénomène qui se vérifie au cours de la décennie suivante (Ovenden, 2015 ; Douzinas, 2017).

En mai 2006 a lieu le 4° Forum social européen à Athènes qui permet à la gauche radicale de se renforcer localement ; les élections municipales voient aussi des progrès de Syriza. En novembre 2007, Alavanos est remplacé par Alexis Tsipras[170] à la tête de

[167] Notamment contre la guerre au Kosovo, pour les droits sociaux, contre la privatisation de services publics, etc. Cette période reste marquée par l'altermondialisme, avec par exemple la participation de ces structures à la manifestation internationale de Gênes en 2001 marquée par la mort d'un jeune manifestant. Comme en France, Synaspismos s'appuie sur des réseaux préexistant (Agrikoliansky, Fillieule, Sommier, 2008).

[168] Acronyme signifiant lui-même « radicalement » ou « par en bas » en grec moderne. Syriza regroupe à ses débuts 13 structures, dont Synaspismos (la plus importante), l'AKOA, la Gauche ouvrière internationaliste (DEA, trotskiste), le Mouvement pour l'unité d'action à gauche (KEDA, scission du KKE), les Citoyens Actifs de Manolis Glezos (ancien résistant et figure charismatique de la gauche grecque), ainsi que d'autres groupes de moindre importance. Ces formations citoyennes crédibilisent le projet politique de la coalition.

[169] Tensions se manifestant sur le plan idéologique entre tenants d'une ouverture vers la gauche de gouvernements et partisans de l'unité des forces révolutionnaires sur le rejet de la social-démocratie, et aboutissant à la scission de la DEA nommée *Kokkino* (Rouge), les deux restant membres de Syriza.

[170] Celui-ci commence sa carrière dans la Jeunesse communiste liée au KKE durant les années 1980, avant de diriger l'aile jeune de Synaspismos de 1999 à 2003. Il intègre le comité central en 2004 puis le bureau politique. Alexis Tsipras gagne en popularité durant les élections municipales de 2006 avec 10,5% des voix à Athènes. Il est élu député en 2009 puis en 2012, devenant alors leader de l'opposition.

Synaspismos, la coalition atteignant la barre des 5% aux élections générales. Syriza se renforce encore avec l'arrivée de l'Organisation communiste de Grèce (KOE, post-maoïste). Cette période constitue un tournant important pour la gauche radicale grecque : le 6 décembre 2008 meurt Alexandros Grigoropoulos, tué par un agent de police à Exarcheia. Les émeutes qui s'ensuivent sont particulièrement massives et violentes et témoignent d'une radicalisation des mouvements sociaux dans un contexte marqué par l'essoufflement du système politique et l'arrivée de la crise économique. Suivant une stratégie mouvementiste solidaire vis-à-vis de ces mobilisations, Syriza est la seule force parlementaire à se prononcer en faveur des manifestations agitées de cette période. Une telle position lui vaut des critiques unanimes du personnel politique allant jusqu'au KKE, mais lui permet de gagner en popularité dans la jeunesse et de confirmer son rôle d'*outsider* radical. A partir de cette période Syriza bénéficie d'une position hégémonique dans la gauche radicale grecque et peut se présenter comme le représentant électoral des mouvements sociaux. La frange la plus mobilisée de la population grecque – jeunes urbains et syndicalistes, notamment - constitue le noyau dur sur lequel la coalition s'appuie pour étendre son audience. Les élections de 2009 sont pourtant décevantes, avec 4,6% des voix.

Le début de la récession qui frappe la Grèce à partir de 2009 et la massification des mouvements sociaux permettent pourtant à Syriza de progresser rapidement alors que le Pasok[171] s'effondre. Ce dernier « *se trouve dans l'impossibilité de maintenir sa position dominante d'offreur de biens politiques* » (Kosmopoulos, 2019, p.29). La coalition de la gauche radicale se transforme quant à elle en parti le 22 mai 2012, ses différentes composantes se dissolvant en autant de courants internes[172]. Les résultats obtenus légitiment ce choix : 16,78% des voix en mai 2012, puis, suite à

[171] Le phénomène de discrédit touchant un parti social-démocrate adoptant des mesures d'austérité soutenues par la droite est depuis qualifié de « pasokisation » du dit parti, faisant référence à l'effondrement brutale de cette force historique de la politique grecque. Durant les élections législatives de 2015, il obtient seulement 4,7% des voix, à comparer avec les 43,92% de scrutins recueillis en 2009.

[172] Ce processus dure en réalité jusqu'à la fin de l'année 2013. Un congrès de fondation a lieu en juillet 2013, confirmant la direction et l'orientation du parti, et en octobre les diverses structures membres de la coalition finissent d'acter leur dissolution formelle. Le 13 septembre 2014 est présenté le « programme de Thessalonique » constituant la feuille de route de Syriza pour le pays.

l'impossibilité de former une coalition gouvernementale, 27,43% en juin de la même année (Delwit, 2016). Cette percée correspond au développement de thématiques souverainistes mobilisatrices complétant les thématiques sociales jusqu'alors dominantes. Syriza s'appuie sur les mouvements sociaux tels que le Mouvement des places de 2011 pour recruter et incarner un débouché électoral à des mobilisations massives mais aux résultats difficilement quantifiables. Ce processus d'encadrement et de construction de réseaux s'avère payant, et lui permet de remplacer le rôle social du Pasok, qui subit alors une hémorragie militante au profit de son rival de gauche. C'est dans ce rôle de principale force d'opposition que le nouveau parti atteint les sommets de sa popularité, incarnant aux yeux d'une part croissante de l'électorat grec l'alternative, la possibilité d'un changement radical et l'opposition aux politiques d'austérité dictée par la Troïka.

Les élections anticipées de janvier 2015 voient la victoire attendue de Syriza (36,3% des scrutins exprimés, soit 149 sièges) et l'accession de son président Alexis Tsipras au poste de Premier ministre. Une coalition gouvernementale dictée par les circonstances se forme avec le parti conservateur des Grecs indépendants (ANEL). Cette année constitue un autre tournant : écartelé entre ses promesses électorales et les pressions des créanciers, le nouveau gouvernement ne parvient pas à obtenir suffisamment de concessions et convoque un référendum pour le 5 juillet 2015[173]. La victoire écrasante du *Oxi* (Non) provoque un immense espoir dans l'électorat grec et la gauche radicale européenne, suivi d'une déception de la même ampleur lorsque le gouvernement négocie finalement avec les créanciers du pays. La participation massive au référendum est cependant interprétée comme un plébiscite par le gouvernement Tsipras qui remporte les élections de septembre 2015 (35,46% des voix) convoquées suite au départ de députés contestant la voie prise après le référendum[174].

[173] La question posée est la suivante : « Acceptez-vous le projet d'accord soumis par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international […] ? » Le Non l'emporte avec 61,31% des voix (Oui : 38,69%, taux de participation : 62,5%).

[174] Un groupe de 25 députés frondeurs opposés aux mesures d'austérité fondent le 21 août le parti Unité populaire (LAE), qui perd tous ses sièges aux élections suivantes avec seulement 2,87% des voix. Zoé Konstantopolou participe à ce nouveau parti avant de fonder en avril 2016 Cap sur la Liberté.

S'ouvre alors une période de difficile exercice du pouvoir pour Syriza. Le parti fait face à une véritable hémorragie de cadres alors que son soutien électoral s'effrite rapidement, cette tendance se poursuivant fin 2017.

c) La France insoumise, un anti-Front de gauche

Ce troisième parti est la plus jeune des formations étudiées. La France insoumise (FI) constitue un objet politique que l'on pourrait définir comme se trouvant idéologiquement et historiquement à mi-chemin des deux partis précédemment évoqués. Comme eux, il récuse le terme de parti pour se définir, préférant se présenter comme un mouvement citoyen antilibéral représenté par un leader charismatique (Birnbaum, 2012). Issue des précédentes tentatives d'unir la gauche de la gauche comme a pu le faire Syriza, la FI adopte cependant un modèle organisationnel la rapprochant plus de Podemos.

Le lancement de la FI est annoncé publiquement le 10 février 2016 lors d'un passage de Jean-Luc Mélenchon au journal télévisé de la chaîne TF1. Son fondateur indique le même jour sur son blog qu'il s'agit d'un « *mouvement citoyen pour nous permettre d'agir collectivement, sans affiliation obligée à un parti politique* ». Ce mouvement se propose de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2017 dans le but d'appliquer un programme « écosocialiste » (De Rosnay, 1975, p.277), intitulé l'Avenir en commun et adopté lors de la convention de Lille ayant lieu à la mi-octobre 2016[175]. Tout en refusant de se définir comme tel, la FI est formellement inscrite comme parti politique le 23 janvier 2017 et, le 13 mai, la convention de Villejuif réunit 500 candidats aux élections législatives. Entre ces deux dates, Jean-Luc Mélenchon obtient plus de sept millions de voix (soit 19,6% des scrutins exprimés) lors du premier tour de l'élection présidentielle du 23 avril, le

[175] Cette convention fait suite à deux rassemblements constituant les premières apparitions publiques de la FI, le 5 juin 2016 à Paris et le 28 août 2016 à Toulouse. Un millier de participants y assistent, dont plusieurs personnalités (incluant Zoé Konstantopolou) et deux tiers de personnes tirées au sort parmi celles inscrites sur le site du mouvement. Dans le même temps, un important matériel politique (autocollant, brochure, sites internet) permet de diffuser la nouvelle.

plaçant en quatrième position. Comprendre l'apparition et les succès de cette nouvelle force politique implique cependant de revenir sur l'échec d'une expérience antérieure, le Front de Gauche (FdG).

Cette coalition est fondée le 18 novembre 2008 en vue des élections européennes de 2009, initialement sous le nom « Front de gauche pour changer d'Europe ». Elle acte le rapprochement entre le PCF échaudé par les alliances gouvernementales avec le PS (Ferrette, 2011), et les dissidents de ce dernier, organisés dans le Parti de gauche (PG) fondé la même année[176]. Diverses petites structures communistes, socialistes, citoyennes et écologistes rejoignent alors le FdG[177]. Les principaux partis français se réclamant du trotskisme (Lutte ouvrière, Parti ouvrier indépendant et Ligue communiste révolutionnaire) boudent cependant l'initiative. Et cela alors même que le projet avait pour but d'éviter l'éparpillement des candidatures ayant pu disperser la gauche en 2002, et de profiter des rapprochements opérés durant la campagne référendaire de 2005 contre le traité constitutionnel européen, marqué par une victoire du « non ». Le test des élections européennes de 2009 est jugé concluant, avec près de 6,5% des suffrages exprimés, plaçant le FdG devant le Nouveau parti anticapitaliste (NPA, fondé le 5 février 2009). Ce dernier suit une dynamique parallèle au FdG mais plus tournée vers l'extrême gauche et les mouvements sociaux, là où le Front tente de rassembler les militants socialistes et écologistes déçus. Les deux processus de rassemblement ne se rejoignent donc pas.

La candidature de Jean-Luc Mélenchon en vue des élections présidentielles de 2012 donne l'image d'un Front uni sur la base d'un programme social, écologiste,

[176] Le PG est fondé par Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez, animateurs de deux courants de la gauche du PS (Trait d'union et Forces militantes) mis en minorité lors du congrès de Reims s'étant tenu début novembre 2008 : la motion C dont la tête de proue est Benoît Hamon récolte alors 18,52% des voix. Le PG est officiellement fondé lors d'un congrès se tenant du 30 janvier au premier février 2009. Un second congrès de structuration a lieu en juin 2010. Le parti se dote de deux coprésidents (Jean-Luc Mélenchon et Martine Billard).

[177] Citons la Gauche unitaire, la Fédération pour une alternative sociale et écologique, République et socialisme, le Parti communiste des ouvriers de France, Convergences et alternative, les Alternatifs et la Gauche anticapitaliste. Plusieurs de ces structures fusionnent en novembre 2013 dans Ensemble !, membre du FdG puis soutien de la FI.

anti-libéral et sceptique quant aux politiques de l'UE (Brack, Startin, 2015). Cette campagne conduit à un résultat de 11,11% des voix plaçant la gauche radicale en quatrième position sans parvenir à dépasser le FN, ce qui est alors l'objectif affiché du FdG. L'appel à voter pour le candidat socialiste au second tour ne se concrétise pas dans la formation d'un gouvernement intégrant la gauche radicale, qui reste dans l'opposition. En interne, l'addition des réseaux militants communistes et de la capacité d'attraction de Jean-Luc Mélenchon et de ses soutiens fonctionne jusqu'alors, mais donne lieu à de vives tensions après les élections législatives de 2012 : Jean-Luc Mélenchon est battu par Marine Le Pen dans la 11° circonscription du Pas-de-Calais et le Front n'obtient que 6,91% des voix au niveau national (soit 19 députés – dix pour le PCF, sa plus faible représentation à l'Assemblée depuis 1945). Les communistes considèrent que leur apport militant indispensable à une campagne électorale n'est pas justement représenté par la sur-médiatisation de Jean-Luc Mélenchon alors que le PG dénonce l'absence de campagne nationale. Les résultats locaux décevants confirment la faible implantation de la dynamique unitaire.

Le FdG se trouve alors divisé entre deux visions diamétralement opposées. Le PCF insiste sur la nécessité de remporter un maximum de sièges aux élections locales et parlementaires, ce qui nécessite des alliances à gauche : la survie du parti et le maintien de son audience, aussi limitée soit-elle, en dépendent. Le PG suit quant à lui une ligne stratégique beaucoup plus ambitieuse, permise par un ancrage institutionnel bien plus modeste : conquérir l'hégémonie politique à gauche, tant dans les mobilisations sociales qu'électorales, pour dépasser et marginaliser le PS (Coquerel, 2012), très affaibli à la fin du quinquennat Hollande. Les élections municipales de 2014 constituent un premier revers pour la dynamique unitaire du Front : les adhérents parisiens du PCF se prononcent pour une liste commune avec la candidate socialiste Anne Hidalgo, et ce choix se répète dans d'autres grandes villes[178]. Une querelle a lieu autour de l'emploi du logo du FdG, cristallisant les tensions[179]. Les

[178] Dans la moitié des villes de plus de 20 000 habitants, le PCF fait liste commune avec le PS.

[179] Celle-ci se poursuit par la suite. En 2017, les militants insoumis raillent l'usage de la « marque » Front de gauche par le PCF alors que ce front ne regroupe plus autour des communistes que quelques

élections européennes sont tout aussi décevantes (6,61% des voix) alors même qu'elles voient le Front partir uni dans une élection favorisant les petites formations. Le processus s'aggrave durant les élections régionales de 2015 : divisé, ses résultats sont médiocres (moins de 3% en moyenne).

Cet échec est considéré par la direction du PG comme le dernier soubresaut du Front[180]. Si la « marque » continue d'exister par la suite, celle-ci est vidée de son sens politique. Les déclarations critiques ou déçues des différents acteurs se succèdent durant cette période de tension. Cet échec affaiblit le PCF, plus isolé que jamais, mais redynamise le PG. Ses réseaux militants constituent la base de la France insoumise durant l'année 2016. Ce nouveau parti présenté comme un mouvement politique adopte une stratégie radicalement différente de celle du FdG : l'adhésion des membres est facilitée au maximum, et ne doit plus passer par l'adhésion à un parti politique, les références à la gauche historique sont abandonnées au profit d'une ligne souverainiste et républicaine portée par une nouvelle esthétique, et la dynamique d'adhésion à une candidature de rupture prend le pas sur la recherche d'une coalition de partis de gauche. La campagne présidentielle donne à la formation insoumise une couverture médiatique exceptionnelle lui permettant d'engranger de nombreux soutiens individuels et de mobiliser largement durant divers évènements tels que la « marche pour la VIème République » du 18 mars 2017[181].

La FI se structure ainsi dans la suite de l'élection présidentielle durant sa Convention, s'inspirant des succès et des échecs de la gauche radicale européenne et reprenant les recettes du succès d'un parti tel que Podemos (Chazel, Lago, 2017) : présence d'un leader « charismatique » appuyé par une direction réduite, revendication de la transparence, horizontalité et facilité d'accès au militantisme dans une démarche

---

structures anecdotiques. Une telle querelle met en lumière l'attachement de divers acteurs de la gauche antilibérale à une perspective d'union, ainsi que la concurrence existant entre ces acteurs pour la détention légitime d'une telle marque politique.

[180] Le 3 juillet 2016, Jean-Luc Mélenchon annonce publiquement la disparition du FdG. Les communistes défendent la poursuite de son existence, votée en congrès par le PCF.

[181] Avec plus de 100 000 participants revendiqués, cette marche est un succès en terme de mobilisation militante, tout comme les autres évènements organisés durant la campagne par la FI.

citoyenne minimisant le coût d'entrée dans le parti, revendication du terme de mouvement[182], emploi d'une communication modernisée passant par une présence massive sur les réseaux sociaux et par le lancement d'un média[183], tirage au sort des représentants présents à la Convention de 2017 constituent autant d'héritages. Plus encore que Podemos, cette structure construite en vue d'une élection de premier plan s'affranchit de l'héritage partisan en tentant d'inventer un nouveau mode de fonctionnement démocratique[184] suscitant tant la critique que la curiosité. Les insoumis cherchent durant la première année du quinquennat d'Emmanuel Macron à se positionner comme le principal adversaire du gouvernement, capables de transformer le score des élections présidentielles en mobilisation de masse dans la rue – une stratégie de mobilisation permanente peinant durant l'année 2017 à conserver le rythme des débuts.

Dans un champ politique marqué par l'effondrement des partis communistes, ces formations de la gauche radicale ambitionnent donc de reconstruire un pôle d'opposition aux politiques libérales capable de représenter au niveau parlementaire les mouvements sociaux sur lesquels ils s'appuient, tout en occupant l'arène électorale (Escalona, Vieira, 2013). L'extrême fragmentation de la « gauche de la gauche » conduit ces acteurs à une nécessaire redéfinition de leur stratégie d'implantation et à une évolution de leurs pratiques : là où des partis centralisés pouvaient déployer leur

[182] Celle-ci correspondant à la récusation du terme « parti », porteur d'une signification jugée sectaire et archaïque. Ainsi, le site jlm2017.fr indique que la FI « *n'est pas un parti politique* » mais « *un mouvement de citoyens individuels qui se reconnaissent dans la démarche de Jean-Luc Mélenchon* ».

[183] Le site d'information gratuit nommé Le Média est lancé le 15 janvier 2018 par Henri Poulain, Gérard Miller et Sophia Chikirou (directrice de la publication remplacée en août 2018 par Aude Lancelin). Bien que revendiquant son indépendance, ce média est proche de la France insoumise. Gérard Miller comme Sophia Chikirou ont ainsi soutenu la candidature de Jean-Luc Mélenchon durant l'élection présidentielle de 2017.

[184] Fondée sur des « Groupes d'appui » locaux, désignant ses candidats lors de votes à main levée durant des « assemblées citoyennes » avant que ceux-ci ne soient confirmés par un comité national dont la moitié des représentants sont tirés au sort, la FI bouscule le fonctionnement traditionnel des partis politiques en écartant sa direction originelle des conflits internes tout en neutralisant autant que possible les différents attachements partisans. Le poids des militants membres du PG reste cependant important parmi les cadres insoumis.

action à travers diverses structures écran idoines appliquant leurs directives[185], les partis de la gauche radicale contemporaine doivent composer avec une multitude d'acteurs sociaux aux intérêts parfois contradictoires. Cette problématique trouve trois réponses dans les cas que nous avons présentés, témoignant d'une part de cheminements historiques différents, et d'autre part d'une expérimentation commune dont l'objectif est de reconstruire une gauche radicale capable non seulement de contester le pouvoir en place, mais également de poser la question de la prise du pouvoir.

[185] Associations culturelles ou sportives, syndicats, groupes d'intellectuels organisant les compagnons de route, structures anti-répressives telles que le Secours Rouge : le mouvement communiste s'est spécialisé dans la mise en place de fronts constitués d'organisations couvrant tous les secteurs de la société et relayant la ligne de l'Internationale dans chaque aspect de la vie courante.

B) Les modalités d'organisation des nouveaux partis contestataires

1 - Sociologie électorale et structuration interne de ces partis

a) Données existantes sur la sociologie électorale des partis traités

Si le fonctionnement de la base militante des partis de la gauche radicale d'Europe du sud a rarement été traité dans la recherche[186], de nombreux travaux jettent un éclairage utile sur leur participation à divers scrutins (De Waele, Seiler, 2012 ; Fernandez-Albertos, 2015 ; Fourquet, 2017 ; March, 2008 ; Muñoz, 2016 ; Nez, 2015 ; Petithomme, 2018…). Ces données nous permettent d'étudier la sociologie électorale de ces partis, de confronter le profil des électeurs à celui des militants pour définir le degré de représentativité ou d'éloignement de ces deux groupes sociaux, et enfin comparer cette sociologie électorale à celle d'autres structures politiques – soit contemporaines, soit ayant eu une signification historique justifiant la comparaison. Il s'agit, ainsi, d'observer dans quelle mesure ces récents mouvements anti-austérité se distinguent des autres partis politiques.

Qu'en est-il alors de la base électorale[187] de Podemos ? Nous l'avons vu, ce parti revendique une position transversale, rejetant le clivage gauche-droite au profit de questions dont peuvent se saisir les « 90% » de la population partageant un intérêt commun à la transformation du système en place (Petithomme, 2018). L'électorat podémiste est pourtant largement ancré à gauche et la percée du parti se fait au détriment de ses concurrents sociaux-libéraux ou d'extrême gauche, plus de la moitié

[186] Quelques données existent cependant au sujet de Syriza, le parti ayant réalisé une enquête durant son congrès de 2013, recueillant 1794 questionnaires sur les 3754 délégués présents. Notons que 18% des délégués ont adhéré à Syriza après les élections de 2012 ; 18% n'avaient pas été auparavant membres d'une de ses composantes ; et 61 % ont été membres d'une de ses organisations. Quant à l'âge des membres, seul 11% a entre 35-44 ans et 9% entre 24-34 ans. Enfin 67% des membres sont de genre masculin et 73% ont achevé des études supérieures.

[187] La notion d'électorat désigne une réalité fluctuante saisie à un moment précis et composée d'une diversité de profils, d'un « conglomérat » (Lehingue, 2011) rassemblé et mû par des intérêts divers.

de ses électeurs en étant issus et se revendiquant de la gauche espagnole[188] : « *interrogé sur le qualificatif qui les caractérise le mieux, un quart des électeurs citent l'adjectif « progressiste », près de 16% celui de « socialiste », et 5% choisissent « communiste », « écologiste » ou « féministe ». Soulignons néanmoins que 15% des électeurs de Podemos se disent « libéraux », un score bien plus élevé que dans l'électorat du PSOE* » (Delwit, 2016, p.600). Une certaine différence existe donc entre le discours diffusé et la composition réelle de l'électorat.

Mais Podemos parvient également à ramener vers lui des personnes ne votant plus pour diverses raisons[189], remobilisant les citoyens abstentionnistes et classés comme « déçus » de la politique par les sondeurs. Ce phénomène s'explique en partie par la nature « caméléonesque » (Muñoz, 2016, p.48) du parti : qu'ils soient modérés ou radicaux, ses électeurs considèrent le parti comme proche de leurs positions personnelles, projetant sur lui leurs propres identités politiques pourtant hétérogènes. Il apparait difficile et peu pertinent de dresser un portrait-robot de l'électeur type de Podemos, tant le parti trouve un écho dans divers classes d'âge, groupes sociaux et milieux politiques. L'électorat podémiste – ou plutôt, l'ensemble des électeurs tel qu'il apparaît alors (Lehingue, 2011) est cependant plutôt masculin et composé de jeunes adultes inquiets d'un possible déclassement, plutôt urbains, diplômés et marqués à gauche[190]. Au regard de ces statistiques, il apparaît même que cet électorat est « *plus diversifié du point de vue de la classe sociale que de l'idéologie politique* », alors que « *l'association de Podemos à la gauche tend toutefois à se renforcer après les élections municipales et régionales de mai 2015* » (Nez, 2015, p.134) : le succès

[188] L'électorat de Podemos se définit ainsi majoritairement comme appartenant à la gauche (Fernandez-Albertos, 2015).

[189] Ces données proviennent des enquêtes du CIS, notamment l'enquête suivant les élections européennes de 2014, lors de la première percée électorale de Podemos. Elles témoignent de la grande volatilité de l'électorat espagnol, confirmée par l'évolution rapide des intentions de vote avant les principaux scrutins. Une volatilité qui fragilise le bipartisme jusqu'alors dominant.

[190] Les catégories sociales dans lesquelles Podemos domine en octobre 2017 en termes de popularité étant les ouvriers qualifiés suivis des employés de l'administration et des services puis des étudiants (Llaneros, 2014). Pourtant, lors des élections européennes de la même année, seuls 7,2% des ouvriers (qualifiés et non qualifiés) ont voté pour ce parti.

de la formation emmenée par Pablo Iglesias correspond donc bien plus à une remobilisation de l'électorat au profil sociologique de gauche, sensible aux questions sociales soulevées par la crise, qu'à une vague touchant uniformément les classes populaires au-delà de leurs attachements idéologiques antérieurs.

Qu'en est-il des deux autres partis étudiés ? Dans la première moitié des années 2010, la Grèce passe « *d'une configuration bipolaire stabilisée dans le temps à une disposition multipartite des forces politiques* » (Kosmopoulos, 2019, p.422). Le triomphe de Syriza du 25 janvier 2015 est le résultat d'une longue marche électorale : longtemps cantonné aux marges du spectre politique comme son prédécesseur Synaspismos, Syriza est parvenu à rassembler l'électorat déçu du Pasok et d'autres formations de gauche. Pour arriver à ce but, Syriza a élaboré un discours et une stratégie visant à toucher et mobiliser la base des centrales syndicales tout en professionnalisant son organisation (Rori, 2015). La mise en avant de la personne d'Alexis Tsipras comme jeune *outsider* opposé aux vieux partis de gouvernement s'appuie pour sa part sur les relations privilégiées entre cet homme politique et divers dirigeants de la gauche radicale européenne (parmi lesquels Pablo Iglesias et Jean-Luc Mélenchon), mais également sur des liens plus discrets, tissés avec divers acteurs déterminants de la vie diplomatique, des militaires ou des politiciens conservateurs (Cukier, Kouvelakis, 2015)[191]. Alexis Tsipras cultive ainsi une figure publique de héraut de la résistance populaire aux instances internationales, tout en courtisant des éléments des classes dirigeantes grecques sensibles à l'idée d'un renouvellement du personnel politique.

Dans les urnes, cette stratégie se traduit par une prédominance de l'électorat de gauche et par une forte mobilisation autour de la question du mémorandum (Kotronaki, 2013), devenue centrale dans la vie politique grecque : « *Au-delà de ses électeurs traditionnels (23%), les voix de Syriza proviennent à hauteur de 39% des*

[191] Notamment certains proches de l'ancien premier ministre conservateur Kostas Karamanlis, tels que le juriste Prokopis Pavlopoulos qui devient président de la Grèce sur proposition de Syriza. Cette concession symbolique importante s'inscrit dans une stratégie plus large de conciliation d'une partie du personnel politique issu de la ND. Syriza constitue en 2012 un « cabinet fantôme » sur le modèle britannique pour affirmer sa position de premier opposant au gouvernement en place.

électeurs du Pasok, de 12% de ceux de la ND et 26% d'autres partis, Syriza est arrivé en première position chez les moins de 50 ans (19%), les salariés des secteurs public (22%) et privé (19%), les professions libérales (18%), les étudiants (19%) et les chômeurs (22%). Syriza a également devancé ses concurrents chez les électeurs qui faisaient du mémorandum un critère essentiel dans leur choix aux deux élections[192]» (Rori, 2015, pp.97-98). Syriza progresse encore pour atteindre son plus haut niveau d'attractivité durant les deux scrutins de 2015. Une partie des électeurs des autres partis est alors capté par Syriza, ainsi que « *37,6% de ceux qui avaient voté nul, blanc ou s'étaient abstenus et enfin 24,9% de ceux qui avaient voté pour d'autres partis* » alors que Syriza « *homogénéise dorénavant sa force en termes de classe d'âge, de répartition géographique et socioprofessionnelle* » (Rori, 2015, p.99). Le parti convainc particulièrement l'électorat féminin ainsi que les employés (du public comme du privé). Si les mesures d'austérité mises en place après 2015 conduisent à un rapide effritement de la popularité du gouvernement Tsipras, l'acmé électorale de Syriza représente une percée sans précédent dans toutes les strates de la société grecque, rompant avec l'isolement des formations antérieures qui ne pouvaient s'appuyer que sur des franges minoritaires du fonctionnariat ou des jeunes diplômés précaires.

Quant à la France insoumise, l'évaluation de sa base électorale ne peut pour l'instant se référer qu'aux scrutins de l'année 2017[193]. L'élection présidentielle donne ainsi à voir un électorat insoumis plutôt jeune (29% des électeurs de la classe d'âge des 18-24 ans ayant plébiscité Jean-Luc Mélenchon, ce taux déclinant progressivement dans les classes d'âge plus élevées), masculin, diplômé, avec cependant un bon score réalisé chez les ouvriers (24%)[194]. Le candidat de la France insoumise perce chez les chômeurs (31%) et obtient ses meilleurs résultats dans les foyers aux revenus

[192] Données issues du sondage Metron Analysis du 6 mai 2012.

[193] Ces données proviennent de l'enquête réalisée par Ipsos/Sopra Steria pour France Télévisions, Radio France LCP/Public Sénat, RFI France 24, Le Point et Le Monde à la suite du premier tour de l'élection présidentielle de 2017.

[194] A noter que 31% des salariés proches d'une centrale syndicale ont voté pour ce candidat, ce chiffre grimpant à 48% parmi les sympathisants de la CGT.

inférieurs à 2000€ mensuels. Quant à la provenance de son électorat, tout en fidélisant les soutiens du Front de Gauche de 2012, Jean-Luc Mélenchon rassemble également des anciens électeurs de François Hollande (24%) de François Bayrou (10%). Notons enfin la grande fragilité de l'électorat insoumis, dont une partie conséquente (42%) indique avoir fait son choix dans les jours précédant le scrutin – cela s'expliquant par le contexte très particulier de cette élection durant laquelle le champ partisan français se restructure en profondeur[195].

Cette sociologie du vote insoumis invalide d'une part la stratégie « front contre front » développée en 2012[196], tout en prouvant d'autre part la capacité de la FI à dépasser un PS discrédité à gauche par le dernier quinquennat, attirant ainsi pour la première fois un « vote utile » vers la gauche radicale. Ces scores confirment « *la capacité qu'a eu Jean-Luc Mélenchon d'agréger dans cette campagne des groupes sociologiques et idéologiques différents [qui] l'a mené aux portes du second tour dans un contexte de dislocation électorale du PS* » (Fourquet, 2017, p.542). Une fois encore, l'hétérogénéité du vote insoumis ne doit pas faire oublier la surreprésentation d'un déterminant lié au capital culturel. Jean-Luc Mélenchon remobilise un électorat de gauche disparate sans pour autant convaincre à droite, malgré un travail de fond dans le but de présenter la FI comme une force républicaine transversale[197].

Ces réflexions invitent à questionner le discours triomphaliste produit par ces

[195] L'hypothèse d'une fragilité de l'électorat insoumis constitué d'un agrégat d'électeurs « flottants » (Lehingue, 2011) semble validée par les faibles résultats de cette formation lors des élections européennes de 2019 (6,31% des voix).

[196] Le FN de Marine Le Pen dépasse largement la FI parmi les ouvriers, les employés, et les personnes ayant un diplôme inférieur au baccalauréat ; la FI est donc loin de remplacer le PCF comme réceptacle du vote ouvrier. Seul une partie infime des électeurs de Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen se sont reportés vers la FI (3% chacun). Par ailleurs, 37% des personnes se déclarant musulmanes ont voté pour Jean-Luc Mélenchon selon un sondage Ifop-Fiducial pour Le Pèlerin, réalisé par Internet le 23 avril 2017.

[197] Remobilisation fragile, puisque la déception causée par l'absence de ce candidat au second tour de l'élection présidentielle conduit à une forte « décrue » du vote insoumis durant les élections législatives de la même année , avec 11,03% des scrutins exprimés au premier tour et 4,86% au second (soit 17 députés élus). Le jeu d'alliance prévalant pour ce scrutin affaiblit les candidatures de « rupture ».

différents partis, présentant les succès électoraux des dernières années comme le résultat d'un engouement populaire du « bas » de la société ignorant les déterminants idéologiques antérieurs au profit de l'appartenance à une communauté citoyenne. De l'altermondialisme, ces partis ont hérité le fonctionnement en réseau et la représentation des « sans », plutôt que d'une classe sociale particulière, Podemos ambitionnant ainsi de devenir le parti des exclus et plus seulement des *Indignados* (Fernandez-Albertos, 2015). Mais malgré une capacité certaine à remobiliser un électorat déçu par les précédents gouvernements et opposé aux politiques libérales mises en place, leur écho dans l'électorat traditionnellement acquis à la droite reste marginal. Il est intéressant de noter à ce sujet qu'un parti se revendiquant ouvertement de la gauche radicale tel que Syriza a eu plus de succès dans cette entreprise que la France insoumise, qui a pourtant gommé autant que faire se peut ses références symboliques et discursives à la gauche[198]. La sociologie électorale des trois partis étudiés présente ainsi des caractéristiques communes : ancrage à gauche, donc, mais aussi hétérogénéité des classes sociales représentées, fort capital culturel, présence urbaine et âge plutôt jeune.

b) Organisation de ces partis de la gauche radicale

Une rupture avec la gauche traditionnelle semble difficilement imaginable si celle-ci ne s'accompagne pas d'une rupture avec des formes d'organisation partisane antérieures. Comment les partis contestataires d'Europe du Sud répondent-ils alors à la question de l'organisation interne, déterminante dans le processus de genèse partisane (Aït-Aoudia, Dézé, 2011) ? Comme nous l'avons remarqué, leur structuration est largement dépendante des modalités de leur formation. Syriza diffère à ce titre des deux autres structures évoquées : le poids de l'héritage communiste est ici plus structurel qu'idéologique. Syriza est organisé autour d'un Comité central de 201 membres élus par le Congrès du parti, lui-même dominé par un Bureau politique

[198] L'impact bien plus marquant de la crise économique sur la société grecque entrant bien sûr en ligne de compte pour expliquer ce phénomène.

plus réduit fixant les grandes orientations de manière collégiale. La domination de Synaspismos donne une certaine stabilité au comité central dans lequel sont représentées les différentes tendances du parti[199]. Nous l'avons vu, ce modèle à mi-chemin entre un parti communiste traditionnel et une coalition d'organisations est affaibli par les tensions constantes existant entre ses différentes composantes et amenant à diverses scissions et agrandissements. La figure du leader capable de rassembler un soutien électoral (à défaut des militants) et la situation conjoncturelle favorable d'effondrement du bipartisme tendent à expliquer la survie d'un tel hybride politique.

Podemos se construit d'une manière tout à fait différente, voire opposée : l'équipe à l'origine de ce projet entend capitaliser sur un mouvement social d'ampleur pour lancer une structure partisane, et non coopter divers mouvements apparaissant par la suite. L'objectif étant alors de proposer un modèle de référence pouvant intégrer un maximum d'individus plutôt que d'additionner diverses structures concurrentes étiquetées à l'extrême gauche. La trajectoire de Podemos n'est pas seulement due aux choix de ses fondateurs, mais également à divers paramètres extérieurs tels que le refus d'Izquierda Unida de participer à une candidature commune en mai 2014, poussant le nouveau parti à compter sur ses propres forces pour devenir un partenaire politique crédible. Podemos entend également promouvoir un mode d'organisation novateur, répondant à deux logiques concomitantes : rationnaliser le processus à l'œuvre durant le 15M pour lui donner un débouché électoral, et rompre avec une gauche contestataire que Pablo Iglesias considère comme embourbée dans la « *culture de la défaite* »[200]. Produire un « sens commun » susceptible de toucher largement les citoyens espagnols implique de se détacher des références anticapitalistes sur le plan symbolique comme sur le plan organisationnel (Barret, 2015). Ainsi, Podemos

[199] Cette représentation n'est pas proportionnelle au nombre de membres des différents courants. Ainsi, le KOE a 19 membres au comité central, ce qui de l'aveu même de l'un de ses dirigeants ne correspond en rien au poids de cette petite structure. Une telle surreprésentation peut être considérée comme un gage d'équilibre donné par l'ex-Synaspismos à ses partenaires de coalition, représentant leur investissement militant plus que leur nombre effectif.

[200] Entretien de Pablo Iglesias pour Publico, paru le 24 juin 2015.

organise ses militants dans des « cercles » constituant la base du parti et mettant en place les commissions et groupes de travail ad hoc puis se réunissant en assemblées générales[201]. Mais ceux-ci ne font qu'interagir avec l'Assemblée citoyenne, nom donné à l'intégralité des inscrits[202]. Cette assemblée élit le Conseil citoyen (62 membres dont 17 secrétaires régionaux) et le Conseil de coordination (10 membres) et son secrétaire général, ainsi que le Comité des garanties démocratiques. Si tout membre peut se proposer pour une fonction ou pour une liste électorale, la mise en place de ces dernières est tout de même gérée par la direction, puis validée ou modifiée par l'Assemblée[203].

L'influence de ce modèle sur la France insoumise est très importante. A son lancement le nouveau parti français se structure à partir de « groupes d'appui »[204] organisant comme les cercles podémistes les citoyens intéressés par la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle, diffusant le programme l'Avenir en commun, impulsant les actions militantes et animant la vie locale de la formation. A l'instar de Podemos, la FI se présente comme une structure transparente et démocratique où l'adhésion et la participation sont facilitées au maximum par l'emploi de l'outil numérique. L'initiative de la base est favorisée pour la constitution des listes électorales et le parti se veut également un mouvement populaire sans cadres ni barons locaux. L'expérimentation de la période d'élection donne cependant lieu à une Convention permettant de rationnaliser la vie de la FI à partir de l'automne 2017.

---

[201] Ces cercles représentent la transmission de l'héritage du 15M en termes d'accessibilité, de transparence, de mixité, de prise de parole et de structuration des groupes de travail. Les votes à main levée y remplacent cependant le consensus et le temps de parole y est limité pour en renforcer l'efficacité.

[202] Il s'agit des personnes de plus de 14 ans inscrites sur le site du parti ; aucune différence en termes de droits n'existe entre « adhérents » et « inscrits ». Une telle structure favorise naturellement la masse des inscrits au détriment des militants des cercles, qui forment la minorité activiste.

[203] Ce processus génère des tensions, la direction étant accusée de détenir trop de pouvoir. Juan Carlos Monedero déclare en juin 2015 que « *nous avons donné trop d'importance à la facette électorale et nous avons négligé les cercles* » (Nez, 2015, p.209).

[204] Comme dans Podemos, ceux-ci sont principalement structurés sur une base locale (quartier, ville…), mais peuvent également s'organiser autour d'une thématique (cercle de la Santé ou de retraités pour Podemos, groupe des jeunes insoumis pour la FI…). Les « groupes d'appui » restent marqués par leur composition originelle, notamment lorsqu'ils sont impulsés par les militants locaux du PG.

Un phénomène remarquable est cependant à l'œuvre dans ces « *mouvements-partis* » (Della Porta, Fernandez, Kouki, Mosca, 2017) : de manière contre-intuitive, la participation du plus grand nombre n'est pas génératrice d'instabilité mais tend à renforcer la direction au détriment de groupes minoritaires. Ces derniers peuvent bénéficier de soutiens dans la base militante, mais leur popularité parmi les personnes inscrites est éclipsée en dernière instance par la couverture médiatique dont bénéficie l'équipe dirigeante. Cette dernière peut sembler proche de la base de par l'absence de cadres intermédiaires ; cependant, cette absence de cadres neutralise également la base en la cantonnant à un rôle de main d'œuvre électorale et de socialisation des sympathisants. Les dissensions au sein de l'équipe dirigeante se traduisent par des crises publiques plutôt que par des désaveux électoraux internes. La direction de ces deux partis semble ainsi paradoxalement moins susceptible d'être remise en cause que celle de partis de gauche ou d'extrême gauche plus classiques – Syriza constituant un cas à part, tant sa stabilité semble liée à l'évolution de la crise politique grecque.

c) Composition sociale et expérience politique des équipes dirigeantes

Les modalités d'organisation des partis étudiés sont partiellement liées à la composition de leur direction, ces « entrepreneurs » (Wagner, 1966) à l'origine de leur lancement. Ces équipes réduites et fortement médiatisées constituent une vitrine pour les nouvelles formations de la gauche radicale, qui choisissent délibérément de mettre en avant des personnes dont les caractéristiques biographiques, voire le « charisme », sont susceptibles de susciter l'adhésion et d'opérer comme marqueurs d'une rupture avec la classe politique traditionnelle.

L'étude du parcours des principales figures de ces partis évacue d'emblée l'idée d'une politisation récente et spontanée. S'il était prévisible de retrouver des vétérans de la politique contestataire à Syriza, leur présence à la tête de Podemos et de la FI pourrait surprendre. La formation de ces partis profitant tous trois de fenêtres d'opportunité

politique (Kingdon, 1984) pour se lancer[205] correspond pourtant à une logique comparable : la mise en place d'une stratégie cohérente, dans un contexte précis, pour sortir de la marginalité politique et pour exercer le pouvoir à moyen terme. Cette stratégie est présentée comme provenant de la base, telle une réponse de la rue prenant d'assaut les institutions. Il s'agit en réalité d'un processus inverse, dans lequel l'équipe dirigeante construit par en haut une structure idoine. Le déploiement d'une telle stratégie s'inspirant du « populisme de gauche » explique l'existence d'une certaine dichotomie entre deux parcours politiques idéaux-typiques. D'un côté, l'engagement des personnes issues de partis politiques traditionnels – formations de gouvernement ou petites structures d'extrême gauche – est peu évoqué, renvoyant à la marginalité politique ou à la compromission avec le pouvoir, démons de la gauche que les nouveaux partis contestataires tentent désespérément de conjurer. D'un autre côté, la figure du citoyen révolté prenant en main ses responsabilités, entrant dans l'arène électorale porteur de valeurs telles que la franchise, l'honnêteté, la candeur et la droiture, est systématiquement mise en avant comme un gage de renouvellement. Quelques exemples de figures publiques suivant effectivement ce parcours-type sont les députés de Podemos au Parlement Ana Marcella Santos ou au Parlement catalan Jessica Albiach et Albano Dante, la députée insoumise Mathilde Panot, partagent une expérience antérieure dans divers mouvements sociaux (défense de la santé publique, lutte contre des réformes libérales), un engagement associatif ou humanitaire ou une participation à la presse alternative. Une logique similaire se retrouve chez Syriza, avec la mise en avant de figures citoyennes telles que l'ancien résistant et député de la gauche radicale Manolis Glézos.

Le ralliement formel au parti n'est cependant pas nécessaire, l'existence de compagnons de route permettant de crédibiliser un projet rassembleur et transversal. Il est parfois tactiquement pertinent d'obtenir le soutien de groupes sociaux et d'acteurs politiques sans les intégrer dans le parti, ce qui permet à ce dernier de mettre en avant

[205] En l'espèce, le discrédit de la classe politique et la profonde crise sociale touchant la Grèce et l'Espagne et s'incarnant dans divers mouvements sociaux, l'espace ouvert à gauche par le déclin du PS sous la présidence Hollande en France, et la perspective de scrutins majeurs à court terme.

sa défense de la pluralité démocratique. Ainsi en est-il du soutien accordé par Podemos à des candidatures municipales issues de mouvements sociaux, de la participation au gouvernement Syriza d'anciens humanitaires (tels Kostis Papaioannou, secrétaire aux Droits de l'Homme jusqu'à son départ en 2016) ou du journaliste et réalisateur François Ruffin élu député de Picardie avec le soutien de la FI. Cette tactique permet de mettre en scène le soutien éclectique dont bénéficie l'initiative partisane, et n'est pas propre en soi à la gauche radicale[206].

La majorité des cadres dirigeants et des élus provient pourtant de ce vivier de vétérans des organisations de gauche dont il était question plus haut. De telles organisations constituent ainsi des lieux d'apprentissage irremplaçable de la vie politique et du militantisme (Salles, 2005). Alexis Tsipras tout comme Pablo Iglesias ont tous deux fait leurs armes dans la jeunesse communiste, le second évoluant ensuite vers l'altermondialisme et le post-opéraïsme[207]. La direction originelle de Podemos est majoritairement composée de « *déçus d'Izquierda Unida* » (Nez, 2015, p.28), ses membres présentant « *des trajectoires engagées d'« observateurs participants » au sein de nombreuses organisations en mouvements sociaux dans le sillage de la gauche alternative et altermondialiste* » (Petithomme, 2018, p.94). En France on retrouve un engagement antérieur dans le PG mais aussi dans divers groupes trotskistes chez les députés insoumis Jean-Luc Mélenchon et Danièle Obono ou communiste pour Clémentine Autain voire libertaire pour Muriel Ressiguier. Le rapport des cadres à cet héritage est complexe, fluctuant entre la fierté de se placer dans une filiation historique liée au mouvement ouvrier et rejet des échecs et du folklore de l'extrême gauche. La nature « multipositionnée » de ces dirigeants (Fillieule, Blanchard, 2004) leur permet cependant de mettre en avant un bagage plus idéologisé ou une identité militante associative en fonction des circonstances tout en mobilisant différents réseaux.

---

[206] Le lancement du Front National est ainsi l'occasion d'un ralliement spectaculaire de divers groupes et publications nationalistes, en vérité planifié en amont par François Duprat (Lebourg, Beauregard, 2012).

[207] Courant théorique italien faisant le bilan des apports théoriques et pratiques de l'autonomie ouvrière des années 70-80, dont le principal penseur est Toni Negri.

Une autre caractéristique de la direction de ces partis réside dans leur hétérogénéité en termes d'âge et d'origines sociales, des origines modestes étant valorisées mais ne constituant pas une tendance majoritaire. La majeure partie de ce personnel est cependant plutôt jeune, issu de cercles universitaires ou du moins bénéficiant d'un fort capital culturel, et politiquement socialisé dans les mouvements contestataires étudiants des années 2000[208]. Malgré le déploiement d'efforts importants pour mettre en avant des figures féminines, le leadership reste de même majoritairement masculin comme en témoignent les dirigeants de ces partis – dont les profils sociologiques sont analogues à ceux des dirigeants des mouvements et partis d'extrême gauche.

d) Stratégie d'accession au pouvoir et présentation programmatique

Nous avons noté que le discrédit frappant la gauche de gouvernement libère un espace politique que les partis évoqués ici comptent bien occuper, en capitalisant sur la déception de l'électorat de gauche pour tenter d'élargir leur audience. Il convient d'évoquer la manière dont s'articulent l'existence objective de cette fenêtre d'opportunité et la mobilisation politique d'une portion conséquente de l'électorat.

La stratégie choisie correspond aux grands axes du « populisme de gauche » (Laclau, Mouffe, 1985) : mise en avant d'un leader charismatique capable d'incarner le changement et de rallier divers publics, communication repensée, diffusion d'un programme de transformation sociale accessible centré autour de notions positives renouvelant les clivages[209]. A ce titre, les programmes de ces partis correspondent à une double dynamique de rejet (des politiques issues du paradigme néolibéral, de la classe politique, des partis et modes d'expression politique traditionnels…) et d'adhésion (aux concepts et modes d'organisation issus des mouvements sociaux, de

[208] Notamment les mouvements contre la guerre en Irak en 2003, ou contre le processus de Bologne de 2005 à 2010. A ce titre, la direction de Podemos semble plus marquée par une expérience internationale, issue de la participation aux luttes italiennes (Pablo Iglesias) ou à un rôle de conseiller de la gauche d'Amérique latine (Juan Carlos Monedero).

[209] Ainsi, au clivage entre droite et gauche est préféré un clivage entre le « peuple » et la « caste », ou entre les « 99% » et les « 1% ».

la société civile…). Cette double dynamique est au centre du « populisme de gauche » revendiqué par des acteurs ayant participé à la construction de Podemos ou à celle de la FI (Castaño, 2018). Ils s'incarnent dans des objets dont la présentation vise à renouveler les codes de la communication politique, tels la bande dessinée « l'Avenir en commun » édité par les insoumis en vue des élections de 2017, ou le programme de Podemos imitant un catalogue Ikea et largement diffusé. En complément de ces objets, les possibilités nouvelles offertes par Internet sont largement exploitées.

2 - Militer à l'heure d'Internet : la question de la communication politique

La rupture amorcée avec les formes d'engagement traditionnelles correspond en premier lieu à une rupture communicationnelle, passant par la production d'une nouvelle esthétique et par les usages d'outils et de pratiques existant dans les mouvements sociaux récents.

a) Réseaux sociaux et sociabilité militante

Dans la pratique quotidienne des cercles de Podemos, l'un des éléments immédiatement frappants est l'omniprésence du *smartphone*. Considéré comme un outil politique de premier ordre, le *smartphone* se rend indispensable dans ses multiples usages. Il sert ainsi de caisse de résonnance à toute action du parti, immédiatement filmée et prise en photo, puis partagée sur les réseaux sociaux (Casero-Ripollés, Sintes-Olivella, Franch, 2017). Les militants viennent également en réunion pour consulter à tout moment les dernières informations publiées sur les sites de la presse quotidienne régionale et nationale, pour commenter articles et vidéos, ou pour suivre l'actualité du parti sur les différents réseaux sociaux. Enfin, son principal usage reste la communication interpersonnelle, non seulement bilatérale mais

désormais collective[210].

L'accès aux groupes de discussion collective des différents cercles de Podemos est rendu possible par la diffusion massive du *smartphone* en Espagne, pays détenant le record européen du ratio de *smartphone* par habitant[211]. Le parti s'est donc appuyé sur une tendance sociétale de fond. Néanmoins, il ne faudrait pas sous-estimer pour autant les dynamiques d'exclusion qu'engendrent un tel impératif technologique : de par leur absence même, il est extrêmement difficile d'évaluer le nombre de personnes ayant pu être rebutées par un militantisme aussi « connecté », en particulier dans les classes d'âge les plus élevées.

Ajoutons que pour les personnes ayant passé la barrière technologique et se retrouvant dans les enjeux sur lesquels se focalisent les discussions, il reste encore à intérioriser les codes régissant les échanges, mélangeant des références à l'actualité et à l'histoire du parti et de ses divisions internes, des éléments générationnels tirés de l'histoire des gauches et des mouvements sociaux[212], et plus simplement des traits d'humour référencés et des piques interpersonnelles. Ces codes tendent à produire pour les « vétérans[213] » un entre soi confortable s'autoalimentant en décourageant les velléités d'intégration de potentielles recrues d'une part, et en renforçant l'unité du groupe autour d'une sociabilité partagée d'autre part.

Un constat similaire peut être fait pour la France insoumise, où les groupes d'appui tendent à s'organiser sur des plateformes numériques pour gagner en réactivité et gérer les modalités de la vie quotidienne de leur structure – la prise de décision formelle restant le « domaine régalien » des réunions physiques hebdomadaires ou

---

[210] Celle-ci passe principalement par l'application de messagerie cryptée Telegram, lancée en 2013 par le millionnaire libertarien russe Pavel Dourov. Il s'agit de *chats* (salons de discussion virtuels) accessibles depuis un ordinateur ou un *smartphone*. Chaque cercle, local ou thématique, a son propre *chat*, la plupart des membres en suivant d'ailleurs plusieurs.

[211] 63,2% de la population ibérique en est équipé dès 2012.

[212] Il est d'ailleurs commun de s'appeler *compañero/compañera* (camarade) au sein de Podemos, *sinaselfos* (camarade) chez Syriza, et camarade parmi les insoumis.

[213] Nous entendons par « vétérans » des personnes partageant une socialisation politique commune, pouvant être bien antérieure au lancement du parti, telle que la participation à la vie politique durant les années 70.

bihebdomadaires. Quant à Syriza, les données disponibles, bien que parcellaires, tendent à indiquer que la socialisation politique au sein de ce parti se fait selon des modalités plus classiques – participation à des évènements, réunions, occupations et mobilisations, mais également à des évènements informels et festifs tels les festivals de la jeunesse du parti ou les soirées du syndicat étudiant lié à Syriza[214].

L'espace de discussion ouvert que constituent les réunions ne représente dans ces trois cas qu'une fraction des informations échangées entre les militants. Ces espaces de rencontre opèrent comme un pendant physique à l'échange continu permis par le recours aux différents chats hébergés par Telegram, Facebook ou Whatsapp. Les deux volets de l'activité politique déployée, présentiel et digital, entretiennent un lien dialectique complexe au centre de la socialisation politique des militants. Plus encore que lors des meetings, les discussions virtuelles étudiées sont émaillées de blagues, d'émoticônes, de liens vers des articles d'actualité ou de vidéos enrichissant le débat. Si une minorité des membres d'une structure y est très active, le fil de discussion sert également de revue de presse synthétique à nombre d'autres militants, qui se contentent de suivre passivement les échanges pour accéder aux informations triées en amont par leurs camarades.

Les applications de discussion sont également employées par les militants pour suivre l'activité des dirigeants nationaux et bénéficier de leurs analyses, constituant ainsi un argumentaire à portée de main lors de discussions publiques, rôle occupé auparavant par les journaux des différentes organisations. Cet usage à destination de l'extérieur s'appuie sur d'autres réseaux sociaux ouverts tels que YouTube et Facebook, participant à la construction d'une communication politique employée par la base.

b) Production empirique d'une communication moderne

Chaque réseau social est considéré au sein de Podemos non seulement comme un outil, mais également comme un terrain de lutte politique, régi par ses propres règles.

[214] Concernant la collecte des données, les modalités de celle-ci sont détaillées plus loin.

Cette stratégie a porté ses fruits : les comptes du parti, de ses déclinaisons locales et de ses figures dirigeantes ont rencontré un succès sans précédent sur les différents réseaux sociaux. La réflexion approfondie ayant servi de socle à la production d'une communication partisane permet de mesurer le chemin parcouru depuis le rapport intuitif de primo-militants découvrant l'engagement à travers l'écran de leur téléphone ou de leur ordinateur. Si le discours élaboré par la direction prétend porter la voix des exclus en évitant la langue de bois, il est cependant transmis de manière tout à fait maîtrisée, voire cadré. Cette stratégie pensée en amont constitue un élément explicatif important pour comprendre comment la génération de la Movida a pu se saisir de certains outils proposés : loin d'être laissée à elle-même et dépassée par une jeune génération monopolisant la communication du parti, elle se forme en permanence et s'appuie sur une expérience partisane partagée, notamment sous la forme de présentations internes.

Toutefois, la base militante relaie surtout les productions des spécialistes de la communication soutenant le parti, ainsi que les initiatives locales, la parole de la direction, ou des commentaires portant sur l'actualité : cette activité est bien moins exigeante en termes de savoir-faire que ne serait l'élaboration d'une charte graphique ou la réalisation de vidéoclips soignés. Il en va de même dans les deux autres partis étudiés. Malgré tous les mécanismes mis en place pour entretenir un dialogue permanent entre base et sommet, la communication se fait principalement de manière top down. Les cercles et les groupes d'appui produisent des documents destinés à être débattus et à faire vivre les structures locales du parti[215] ; mais concernant les réseaux sociaux, principalement le trio Twitter, Facebook et YouTube, les militants les emploient surtout pour connaitre les dernières nouvelles venues des instances dirigeantes et des responsables. Podemos a « *tablé sur une complémentarité entre la télévision et les réseaux sociaux, alors que la FI a esquivé les problèmes de son candidat avec les médias conventionnels à travers l'usage intensif des réseaux*

[215] De par sa structure plus proche d'un parti de gauche classique, Syriza donne à ses sections de base un rôle de formation des cadres et d'animation de la vie démocratique du parti parfois plus important que dans la FI ou à Podemos.

sociaux, notamment YouTube. Cette différence suggère que le discours populiste de gauche est compatible avec la priorisation de plusieurs outils de communication, dépendant du contexte spécifique de chaque parti » (Castaño, 2018, p.179).

L'usage collectif des réseaux sociaux au sein de la base des partis contestataires est alors principalement un usage interne. Quant aux stratégies communicationnelles fondées sur l'emploi de Twitter et du format vidéo, des partis politiques concurrents, tel En Marche en France, ont su tout aussi bien capitaliser sur les outils issus des nouvelles technologies de l'information et de la communication. De plus, les « vieux partis » ont également amorcé un processus de rationalisation et de professionnalisation de leurs techniques de communication, en imitant les atouts des partis étudiés dans ce domaine, et en normalisant les stratégies misant sur l'emploi des réseaux sociaux, qui ne sont plus aujourd'hui l'apanage de partis contestataires.

Dans ces trois cas, la nouveauté des formes de communication n'est donc plus un élément déterminant de l'identité partisane. Ce phénomène couplé à la surreprésentation d'une génération plus formée au militantisme de terrain se traduit par une désaffection notable d'une partie des membres vis-à-vis de la communication du parti, au profit de celle du cercle. Ainsi, les moyens de communication internes sont investis dans une perspective horizontale, comme autant d'outils de socialisation, conséquence de l'affaiblissement du poids de la base sur l'orientation de la direction dans les instances de prise de décision.

c) Des tentatives de renouvellement de l'engagement politique

Reste la question, importante quant à l'élaboration d'une identité militante renouvelée, du dépassement des clivages générationnels, perceptibles dans le rapport aux modes d'expression politique ou dans les références mobilisées pour interpréter la réalité sociale. Pour la direction comme pour la base, les différents partis, mouvements, collectifs et syndicats de gauche et d'extrême gauche ont constitué une école de formation pour les partis contestataires contemporains. On retrouve ainsi

parmi les militants podémistes barcelonais des vétérans de la CNT ou du PSUC[216], d'anciens maoïstes, d'ex militants du PSOE ou du PCE, et parmi les plus jeunes, d'ex membres de la jeunesse communiste et de l'Association des Etudiants Progressistes[217]. Les insoumis montpelliérains sont aussi parvenus à recruter des personnes ayant fait leurs armes au PS, au PCF, au NPA ou dans les syndicats étudiants marqués à l'extrême gauche tels Solidaires Etudiant.e.s. Quant à Syriza, la majeure partie de ses membres provient des diverses structures d'extrême gauche l'ayant composé avant leur dissolution progressive[218]. Si ces militants ont superficiellement intériorisé les éléments de langage communicationnels produits par leurs partis, le socle idéologique de leur engagement originel est toujours présent, et l'engagement dans un nouveau parti n'est pas vécu comme une rupture mais comme une continuité de celui-ci.

Ce fond idéologique hétérogène mais lié à une tradition d'extrême gauche a plusieurs conséquences. D'une part, il contribue à la socialisation intergénérationnelle de la base militante autour d'un héritage commun : les militants plus âgés, vétérans de mouvements passés aux parcours non linéaires, font bénéficier les générations plus jeunes de leur expérience et évoquent entre eux leur engagement antérieur, non sans nostalgie. Ce socle de références communes à des évènements vécus permet de renforcer la cohésion du groupe, tout en tendant à marginaliser les personnes aux parcours radicalement différents.

D'autre part, le rapport au politique d'une génération qui a découvert la politique sous Franco ou sous la dictature des colonels est très différent de la génération née après la « transition ». Parmi les personnes nées dans l'Espagne et la Grèce des années 80 ou 90 et s'engageant aujourd'hui en politique, les phénomènes de réappropriation et de réinvestissement de l'identité militante sont fréquents, en particulier dans les

[216] Parti Socialiste Unifié de Catalogne, structure marxiste-léniniste fondée en 1936 et liée au PCE, dissoute en 1987.

[217] Formé en 1991, l'AEP est un syndicat étudiant catalan marqué à gauche, aujourd'hui proche de Podemos.

[218] Cette dissolution n'est que formelle : ainsi le KOE continue de maintenir une existence autonome, quoi que très faible (par exemple, en conservant son propre journal), puis reprend son indépendance suite à sa rupture avec Syriza consécutive au référendum de 2015.

mouvements de jeunesse libertaires et indépendantistes. Ces phénomènes se manifestent par l'emploi omniprésent de symboles politiques, dans l'apparence vestimentaire, la musique écoutée, les lieux de loisirs fréquentés, jusqu'au remodelage de l'environnement urbain à l'image d'un passé mythifié par le biais de graffitis et d'affiches. Dans une moindre mesure, l'héritage de la gauche révolutionnaire française ou des autres mouvements européens constituent des sources d'inspiration et de légitimation pour certains jeunes insoumis.

Le folklore associé à la résistance antifasciste, au communisme et à l'anarchisme est présent de manière bien plus visible chez ces personnes que dans la partie plus âgée de la base arborant plus volontiers des signes d'appartenance au parti. Cette tentative de combler le fossé existant entre deux rapports très différenciés à l'engagement politique par le biais de postures démonstratives aboutit, paradoxalement, au renforcement des différences intergénérationnelles visibles. Le recours aux espaces de discussion s'appuyant sur les outils numériques favorise cependant les échanges intergénérationnels sur les thèmes d'actualité et la formation aux nouvelles technologies. Les consultations internes, notamment lors des congrès, renforcent cette dynamique en remodelant les fractures internes à ces organisations partisanes sur des bases politiques et non générationnelles.

d) Elaboration progressive d'une citoyenneté militante

Le succès des partis étudiés correspond à un phénomène dépassant la simple promotion d'une nouvelle marque par des entrepreneurs de cause tentant de se faire une place dans une classe politique leur étant jusque-là fermée. Leur succès suppose que de larges segments de la population adhèrent non seulement à la contestation des institutions, des élites dirigeantes et des politiques qu'elles produisent, mais également à l'offre politique des nouveaux partis contestataires occupant le champ de l'engagement citoyen.

Malgré l'enthousiasme qu'il a pu déclencher chez les commentateurs, ce projet ambitieux ne va pas de soi : la pratique réelle de la base militante, rythmée par les

campagnes nationales et les périodes électorales, s'opère suivant des modalités classiques de participation politique et s'inscrit en décalage avec les velléités de renouveau ayant motivé le projet initial. L'objectif organisationnel de ces partis – construire des structures partisanes dans lesquelles l'engagement partisan soit transfiguré, alliant un minimum de contrainte et un maximum de transparence – n'a été que partiellement réalisé. Des partis tels que Podemos et la FI sont encore trop jeunes pour avoir pu produire des formes d'engagement rigoureusement nouvelles, et peinent à définir les attributions précises de leurs différentes structures, avançant à tâtons. La construction empirique d'une stratégie de prise du pouvoir puis d'un rapport à l'exercice du pouvoir ne va pas sans causer de nombreuses déceptions parmi leurs membres.

Cependant, la cohabitation de personnes venant de traditions politiques diverses et parfois antagoniques – ou marquées au contraire par une absence d'engagements antérieurs – est une réussite. Celle-ci a été rendue possible par l'imposition d'éléments de langage martelés dans les discours des leaders et les productions de ces partis, agrégeant les différentes sensibilités idéologiques autour de thématiques consensuelles : la moralisation de la vie publique, la démocratisation, la lutte contre les inégalités et pour la justice sociale, toutes liées au rejet des élites implantées. Le succès de ce « populisme de gauche » revendiqué est difficilement imaginable sans le recours aux outils de l'ère numérique. En privilégiant un panel restreint d'outils ergonomiques largement partagés par la population, ces partis ont fait le choix de maximiser l'efficacité de leur communication tout en s'efforçant de s'appuyer sur les grandes tendances sociétales de leur époque.

La principale conséquence de ce choix est la réactivité de la base de ces partis, capable de s'informer sur la situation locale, de partager des informations et de produire des documents d'analyse ou des mobilisations en un temps record, à contrario des pratiques militantes traditionnelles. Ces deux visages, l'un réactif et numérique, l'autre somme toute très classique, sont-ils pour autant opposés ? L'expérience tendrait à démontrer qu'ils seraient au contraire complémentaires, favorisant un engagement adaptable individuellement en fonction du temps

disponible[219]. Le pari réussi de l'acclimatation d'une génération militante âgée à la pratique des réseaux sociaux a ainsi permis à Podemos comme à la FI de bénéficier d'une solide fondation militante pour partir à la conquête du pouvoir municipal et local, puis pour appuyer les initiatives des élus et garder la base en état de mobilisation constante. Ce phénomène se retrouve également dans l'emploi massif des réseaux sociaux par les militants de Syriza.

Ce constat invite ainsi à relativiser les critiques faisant des structures de base de simples commentateurs de l'activité partisane. Ces critiques évacuent leur rôle clé dans la socialisation et la fidélisation d'une génération *a priori* étrangère au militantisme passant par Internet. Cependant, la surreprésentation de cette génération formée au travail politique et se réengageant avec Podemos conduit aujourd'hui à la formation d'un entre soi rendant difficile l'intégration de primo-militants.

3 - Réinvention d'un répertoire d'action collective

L'étude des moyens de communication amène à élargir notre perspective en abordant la question des sources du répertoire d'action de ces partis (Tilly, Tarrow, 1986)[220] : au-delà de la communication, comment se traduit leur pratique politique ? Le militantisme numérique a-t-il pris le pas sur le travail de terrain, visant non

[219] Cet engagement « à la carte » ou « post-it » (Ion, 1997), adaptable, est typique des logiques d'engagement s'étant développées dans les mouvements sociaux depuis les années 90, en rupture avec les modalités plus formelles héritées de la tradition ouvrière et prévalant jusqu'alors (Fillieule, 2009).

[220] Charles Tilly décrit le répertoire d'action comme étant « *l'ensemble des moyens que [un groupe] possède pour procéder à diverses demandes envers différents groupes ou individus* » (Tilly, Tarrow, 1986, p.4). Il décrit deux principaux répertoires d'action politique, un répertoire « communal-patronné » dominant aux XVIIème et Xème siècles, remplacé à partir de 1848 en France par un répertoire « national-autonome ». A partir des années 1980 se pose la question de l'apparition d'un troisième et nouveau répertoire « transnational-solidariste » notamment représenté par l'altermondialisme. Celui-ci se concentre sur des enjeux internationaux en attribuant une place centrale à l'expertise, aux aspects légaux et médiatiques, tout en employant des moyens d'action innovants. Notons également que l'évolution des répertoires d'action est liée à l'évolution de la conjoncture politique : des mobilisations protestataires adaptent leurs modes d'action aux réponses des autorités, aux alliances qu'elles créent, et à leur audience. Les mobilisations tendent à se renforcer par exemple quand l'opinion parlementaire dominante est opposée aux propositions qu'elles portent.

seulement à fidéliser un électorat, mais également à participer aux mouvements sociaux ? Il est possible de répondre par la négative à cette interrogation, ces partis ayant tous trois une présence de terrain constante et inscrite dans la durée.

a) Hétérogénéité des sources du répertoire d'action collective employé

Pour appréhender au mieux les origines et les influences ayant façonné le répertoire d'action collective de Podemos, Syriza et de la France insoumise, il est nécessaire de prendre en compte les références à l'altermondialisme et aux nouveaux mouvements sociaux, mais également les liens pouvant exister avec le mouvement ouvrier historique. Il est ainsi frappant de constater que ces jeunes partis ont su s'approprier un grand nombre de pratiques politiques permettant d'occuper l'espace de la rue en parallèle du travail principal entrepris dans les institutions.

Le travail des élus de ces partis s'oriente autour de trois axes. Premièrement, servir de relais aux luttes sociales au sein des institutions, pour porter la parole des « sans voix » à tous les niveaux de la vie démocratique du pays en rendant audibles des contestations inaudibles ou disparates. Cette volonté de remplir une fonction tribunitienne caractéristique des partis de la gauche radicale européenne (Lavau, 1981) se retrouve dans le travail des élus insoumis, dont les interventions les plus suivies visent à publiciser des questions de sociétés ou à mettre en difficulté le gouvernement plutôt qu'à convaincre d'autres députés, court-circuitant ainsi le jeu parlementaire en s'adressant directement au « peuple »[221].

Ensuite, constituer une force de proposition à gauche, un pôle citoyen travaillant à bâtir des alliances avec d'autres forces partageant des objectifs similaires[222]. Ainsi, les

[221] C'est notamment la stratégie de François Ruffin dont certains discours (tel celui du 7 décembre 2017 portant sur le financement du sport amateur) ont eu un écho considérable sur les réseaux sociaux, totalisant plusieurs millions de vue, tout en étant prononcés devant un hémicycle quasiment désert.

[222] En l'occurrence en Catalogne, la plateforme indépendantiste d'extrême gauche CUP ainsi que d'autres petits partis alternatifs et citoyens. Malgré des désaccords profonds sur la question de l'indépendantisme, un rapport fraternel entre les élus des deux formations a été constaté. En France, il s'agit du soutien à des listes locales telles Picardie debout évoquée plus haut, et en Grèce d'alliances

élus de Podemos dans les conseils de district (équivalents des conseils municipaux d'arrondissement), dans les communautés autonomes ou au Parlement travaillent à des projets de loi portant sur les thématiques de la jeunesse, de l'écologie, de la redistribution des richesses et de la moralisation de la vie politique, chères à ces partis.

Troisièmement, la stratégie de rupture avec la classe politique s'appuie sur le parcours des élus, issus de la société civile, de préférence jeunes, provenant des classes populaires, et refusant les codes culturels du monde politique : port d'un maillot de foot lors d'une intervention de François Ruffin devant l'assemblée, ou t-shirts à slogans et dreadlocks pour des élus podémistes au Parlement espagnol[223]. Plus expérimentés et investis dans le jeu politique grec sur une temporalité plus longue, les élus de Syriza suivent eux un processus inverse, se présentant en chemise ou en costume pour établir une distance symbolique avec les codes de la gauche radicale.

Les rapports qu'entretiennent les militants de base aux structures du parti et aux visages de celui-ci – élus locaux et nationaux et autres figures médiatiques – a logiquement été pour nous un objet d'attention. En effet, ces partis constituent plus qu'une entreprise de conquête du pouvoir politique. Ils entendent représenter une nouvelle manière de pratiquer la politique, en construisant à l'échelle partisane une démocratie réelle, directe et participative (Nez 2015). Ce projet se traduit notamment par la promotion d'un rapport d'égal à égal entre les responsables, les élus et les militants, source de fierté pour ces derniers bien que la réalité des rapports sociaux internes au parti soit bien souvent éloignée de cet idéal d'horizontalité.

Malgré ses limites structurelles, cette flexibilité revendiquée, tout comme la présence de thématiques post-matérialistes[224], rappelle le courant altermondialiste. Cette

précaires et circonstancielles avec diverses formations externes à Syriza.

[223] Cette pratique consistant à gagner une posture contestataire en enfreignant des normes visibles avec un faible coût politique a été employée plus tôt par les députés verts au Parlement européen (Abélès, 1992).

[224] Telles que l'accès à la culture, la défense des droits LGBTQI, ou la nécessité d'une transition écologique et de la moralisation de la classe politique. Cette dernière, unanimement perçue comme corrompue par les militants de Podemos et durement critiquée par les militants des deux autres partis, et une thématique récurrente dans les raisons données à l'engagement.

influence historique se fait aussi sentir dans les thèmes et modes d'organisation de ces partis hors des institutions. Si un long chemin a été parcouru depuis les *tute bianche*[225] et les contre-sommets massifs jusqu'aux manifestations actuelles contre le TTIP et le CETA, le projet de structurer une opposition sociale protéiforme pour peser jusqu'au niveau international et construire une Europe « sociale et solidaire » demeure d'actualité.

Dans les faits, cette influence altermondialiste se traduit par l'organisation de mobilisations communes avec d'autres acteurs du mouvement social. Lors de la manifestation du 15 octobre 2016 contre le traité transatlantique CETA, Podemos a par exemple participé à l'organisation d'une chaîne humaine aux côtés de Greenpeace et d'ATTAC mais aussi de syndicats de chauffeurs de taxi et d'indépendantistes catalans. Au risque de diluer son message, la base de Podemos privilégie systématiquement les alliances larges avec les acteurs syndicaux et associatifs pour participer à la construction de cette « majorité sociale » et « construire le peuple », pour reprendre la terminologie de la direction du parti (Mouffe, Errejon, 2015). La FI tout comme Syriza tentent eux aussi d'élargir leurs alliances à divers acteurs de la société civile extérieurs au champ des organisations politiques : associations, syndicats, collectifs et ONG sont courtisés et présentés comme acteurs légitimes de la structuration partisane puis de la mobilisation sociale.

Grâce au travail de militants multi positionnés, ces partis peuvent jouer sur différents tableaux sans tenter de satelliser d'autres groupes ou lancer ses initiatives : Podemos tente désormais d'impulser ses propres structures d'auto-organisation citoyenne, telles que Vamos. Les résultats qui ont pu être observés semblent mitigés, ces initiatives peinant à dépasser le milieu restreint des sympathisants du parti. Nous retrouvons cette limite dans les autres partis étudiés. Si leurs militants sont présents et actifs au sein de syndicats, conseils de quartier et associations diverses, leur manque de coordination limite l'impact de cette activité. Quant aux initiatives satellites, elles éprouvent des difficultés à élargir l'audience au-delà des militants – tels les groupes

[225] Nom désignant à la fois un mouvement de désobéissance civile italien et sa pratique militante consistant à tenter de traverser les lignes policières habillés en blanc lors des contre-sommets.

féministes « femmes insoumises »[226]. Ces partis rencontrent plus de succès en s'inspirant directement des stratégies altermondialistes : « coups » médiatiques, pétitions et démarchage de personnes et d'associations.

> A 18h, participation à une réunion sur la participation citoyenne aux politiques de la ville, au Nau Bostik, série d'anciens bâtiments industriels occupés où se réunissent habituellement diverses organisations d'extrême gauche. Une quinzaine de personnes sont présentes, surtout membres de Podemos (rattachées à différents cercles), plutôt âgées. La présentation proposée est soignée, s'appuyant sur un powerpoint et mettant en scène plusieurs intervenants. Elle est complétée par des ateliers participatifs par petits groupes sur le thème de l'investissement des citoyens dans la prise de décision locale. Le format est assez scolaire, et rappelle directement des méthodes et des rapports sociaux observés dans des formations issues des organisations altermondialistes ou des gauches postmarxistes.
>
> Une réunion du projet Vamos suit de 19h à 20h, dans une autre salle du Nau Bostik. Trois militants présentent le projet puis animent le débat qui peine à décoller. Même nombre de participants, exclusivement de Podemos, dont un gros tiers de Sant Marti, déjà rencontrés. Les échanges sont dans la continuité directe des réunions du cercle, témoignant d'un entre soi très marqué.
>
> *- Journal de terrain, 4 novembre 2016*

En termes de formation, les cercles locaux de Podemos organisent des diffusions de brochures et des formations sur des thématiques telles que les problèmes d'accès à l'électricité, la répartition des logements touristiques ou les dangers des traités internationaux. Des happenings sont organisés au coup par coup, avec des moyens limités : suite à la mort très médiatisée de Rosa, une femme âgée étouffée dans sa

[226] Un contre-exemple est le front syndical étudiant de Syriza. Chaque parti étant représenté par une organisation dans les universités grecques, Syriza a pleinement investi cet espace en s'appuyant sur l'expérience accumulée par Synaspismos pour en faire un vivier de recrutement et de mobilisation en milieu étudiant.

maison suite à un incendie déclenché par des bougies d'éclairage, les militants barcelonais se rassemblent le 21 novembre 2016 devant la compagnie de gaz Fenosa. L'action en elle-même est limitée dans son impact et sans grandes conséquences, mais les photos et vidéos massivement relayées sur les réseaux sociaux mettent en avant la capacité de réaction du parti. Cette réactivité permet à Podemos d'occuper l'espace médiatique sur des thématiques consensuelles, appuyées sur un discours moral censé représenter la soif de justice sociale des citoyens. La FI adopte une stratégie similaire en multipliant les mobilisations locales sur des sujets tels que la distribution de l'eau ou la sélection à l'université, produisant un matériel de communication adapté et lançant des campagnes ciblées limitées en termes d'investissement nécessaire.

La stratégie politique de ces partis constitue donc un processus de rationalisation du répertoire d'action collective des mouvements sociaux – en premier lieu celui des *Indignados,* développé lors du 15M, qui avait saisi dans son développement empirique l'importance des médias et des « coups » médiatiques possibles. Le mouvement d'occupation des places en Grèce a aussi profondément marqué le répertoire d'action de Syriza, les militants y ayant participé le considérant comme un tournant – tout comme le mouvement contre la loi de réforme du code du travail en France, tremplin de lancement pour la FI. La dénonciation de la corruption de la classe politique[227] est un thème récurrent, principalement chez les personnes ayant été actives durant ces mouvements[228].

b) Articulation entre stratégie politique et répertoire d'action collective

Le décalage entre un répertoire d'action directement inspiré des mouvements sociaux les plus récents (activisme numérique, happenings, recherche de

[227] En Catalogne, l'affaire des *tarjetas black* (cartes noires), rétributions opaques offertes par des banques à 86 personnalités, a souvent été évoquée par les militants comme un cas d'école. En Grèce, le slogan *kleftes* (voleurs) scandé à destination du Parlement reste l'un des plus communs.

[228] Notons cependant que seule une minorité des militants podémistes a été active durant le 15m, la majorité ayant rejoint Podemos par la suite. Le mouvement d'occupation des places semble avoir eu un impact plus large sur la base de Syriza, malgré une portée internationale moindre.

l'horizontalité à la base, auto-médiatisation) et un répertoire d'action hérité en droite ligne des partis historiques de la gauche (collage d'affiche, tractages, manifestations, pétitions, débats publics) peut surprendre. Ce décalage correspond pourtant à la nécessité d'occuper l'espace politique actuel de manière optimale tout en construisant des forces capables de concurrencer leurs rivales durant les périodes de scrutin – le répertoire d'action issu des mouvements sociaux permettant d'occuper le temps entre les différences échéances électorales. Il s'explique aussi par l'implication à la base des partis d'une génération de militants issus de l'extrême gauche des années 60 à 80, dont il a été question auparavant. La socialisation politique primaire de ces personnes reste présente et se transmet aux nouvelles générations, créant une identité commune nourrie de pratiques hétérogènes, et complétant l'identité commune minimaliste promue par le discours officiel du parti[229].

Indubitablement, l'histoire du mouvement ouvrier a profondément marqué Podemos et la FI, comme il a façonné Syriza. La survivance de références communes explique la facilité qu'ont ces partis à travailler localement avec d'autres forces de l'extrême gauche, telles que la CUP[230] en Catalogne. C'est avec ces groupes que les cercles barcelonais organisent par exemple des manifestations de rue contre les expulsions, en mémoire des Brigades Internationales, contre l'extrême droite franquiste ou pour les droits des salariés. Les références communes et l'existence de militants multi-positionnés dans le champ politique et associatif donnent à ces partis une crédibilité, renforçant leur capacité à recruter voire à peser dans les mobilisations sociales se construisant hors des institutions. L'organisation même de la majeure partie de l'activité des cercles, des sections locales et des groupes d'appui en périodes électorales – manifestations, tractages, rassemblements et collage d'affiches – ne diffère pas des pratiques d'un parti de gauche traditionnel.

[229] Nous retrouvons ce phénomène dans d'autres forces politiques. Un exemple extrême restant la socialisation interne au Front National où les militants de diverses chapelles néofascistes doivent se plier à une ligne politique tout en exprimant leur identité et en se socialisant en parallèle dans différentes scènes musicales, publications et réseaux (Lebourg, Beauregard, 2012).

[230] Dans ce district du Clot tout comme nationalement, ces alliances tactiques ne se traduisent cependant pas par des coalitions électorales.

Un travail de déconstruction des coutumes militantes est donc nécessaire, permettant de voir progressivement apparaître différentes couches superposées de répertoires d'action et d'éléments de langage issus de pratiques antérieures à la construction des partis de la gauche radicale contemporaine. Ces éléments permettent de relativiser leur prétention à incarner la nouveauté, et de questionner le récit faisant de ces partis des enfants des nouvelles technologies. Si certaines techniques de communication et d'organisation interne sont en effet novatrices, ce n'est que partiellement vrai pour le répertoire d'action collective déployé. L'étude des tensions existant au sein de ces structures partisanes, notamment dues à l'hétérogénéité de leur base militante, peut fournir des éléments pour analyser les stratégies concurrentielles existant au sein de ces partis.

4 - Attribution des ressources partisanes

La gestion des ressources et les rapports de force entre acteurs politiques en concurrence pour se les approprier se trouvent au cœur de l'économie partisane. Daniel Gaxie a souligné au sujet des partis issus du mouvement ouvrier que « *en offrant de puissants mobiles et stimulants symboliques, les partis de masse donnent un sens à la vie et à l'activité de leurs membres et s'analysent dès lors comme la réponse à la nécessité de recruter des partisans devant laquelle un personnel politique dépourvu d'autres ressources se trouve placé* » (Gaxie, 1977, p.126). Ces ressources peuvent prendre plusieurs formes.

a) Ressources détenues par le leadership ou par des individus

Le rôle de leader charismatique incarné par Pablo Iglesias, Alexis Tsipras et Jean-Luc Mélenchon est indissociable des ressources que peuvent mobiliser ces personnages clés. Acteurs prééminents du développement des partis contestataires étudiés, leur position n'a pourtant rien d'innée : les mouvements d'occupation des

places tout comme les structures de la gauche radicale contemporaine présentent *a priori* une certaine réticence vis-à-vis des figures charismatiques, pour des raisons diverses[231].

La mise en avant de ces personnages répond à un faisceau de nécessités convergentes. Tout d'abord, une nouvelle structure politique doit pouvoir s'appuyer sur des réseaux se structurant autour de personnes non-clivantes et mobilisatrices. La rationalité de ces choix ne s'exprime pas de la même manière qu'à droite de l'échiquier politique, où la sélection élitaire et la domination de leaders charismatiques est promue (Dechezelles, 2006). Choisir une personnalité dans laquelle peuvent se reconnaître des courants divergents unis autour d'un même intérêt constitue un exercice délicat. Alexis Tsipras n'est que le dernier président en date d'une formation ayant vu se succéder à sa tête plusieurs dirigeants charismatiques finalement évincés suite à une mise en minorité ou à des résultats décevants[232]. Si le choix de Jean-Luc Mélenchon identifié à l'étiquette politique France insoumise correspond à une stratégie électorale en vue de la présidentielle de 2017, la poursuite de cette stratégie d'hyperpersonnalisation dans le temps – avec tous les risques qu'elle implique – reste difficile à prévoir. Quant à Podemos, la personnalité de Pablo Iglesias correspond à un compromis datant de la fondation du parti entre les secteurs anticapitalistes tels IA et l'équipe de penseurs universitaires revendiquant une stratégie « populiste de gauche ». La seconde nécessité se reflète de manière particulièrement vive dans ce choix : il s'agit du besoin de donner un visage, et ainsi une présence médiatique, au nouveau parti. Les directions collégiales doivent garantir un équilibre démocratique, tout comme la masse des inscrits soutenant l'initiative mais ne pouvant ni intervenir sur les plateaux de télévision, ni répondre à des interviews, ni s'incarner sur des affiches électorales. Ces partis choisissent donc de se plier aux règles de la représentation

[231] Rejet des modalités de représentation promues par la classe politique et le jeu médiatique pour le 15M ou le mouvement grec d'occupation des places, alliance précaires entre différents appareils et héritage anti-stalinien produisant une méfiance quant à la figure de l'homme providentiel dans les rangs de la gauche radicale : si les raisons diffèrent, la réticence est partagée.

[232] Tels que Nikos Konstantopoulos ou Alékos Alavanos.

dominante du politique pour les subvertir[233]. A ce titre, Pablo Iglesias bénéficie avant même la fondation de Podemos d'un capital de sympathie, d'une notoriété, dépassant largement celle de la nouvelle structure : « *Les fondateurs de Podemos se sont inspirés des expériences bolivariennes en Amérique latine pour construire la figure d'un leader, incarné en Espagne par Pablo Iglesias, qui était déjà connu médiatiquement pour ses interventions à la télévision* » (Nez, 2015, p.151). En effet, l'expérience de La Tuerka, chaîne d'information alternative du quartier ouvrier madrilène de Vallecas animée par Pablo Iglesias et Juan Carlos Monedero et ayant atteint une audience nationale, est un succès. Elle donne une visibilité médiatique de premier plan à celui que les espagnols commencent à appeler « la queue-de-cheval » en raison de sa coiffure atypique, et dont le visage marque les premiers bulletins de vote de Podemos (Petithomme, 2015). Jean-Luc Mélenchon tout comme Alexis Tsipras se font également remarquer pour leurs prestations télévisuelles percutantes. Le leader de la France insoumise va jusqu'à présenter des chroniques diffusées sur YouTube et abordant divers sujets d'actualité en reprenant les codes des influenceurs de ce réseau social dans le but de court-circuiter la télévision en développant d'autres canaux de diffusion de son image au public[234].

Notons que militants et électeurs entretiennent pourtant un rapport différencié à ces figures charismatiques, dont la mise en avant correspond plus à une stratégie de conquête et de fidélisation électorale qu'à une incarnation des membres actifs du parti. C'est dans les rangs de ces derniers que les critiques d'une telle personnalisation sont les plus vives. Enfin, d'autres personnalités de ces partis sont aussi dépositaires d'un

[233] Les tensions constantes entre ligne « pabliste » (du nom de Pablo Iglesias, jugé plus radical) et ligne « errejoniste » (du nom d'Iñigo Errejon, jugé plus modéré car s'adressant à l'électorat du PSOE) dans Podemos, la question naissante de la formation parmi les députés de cadres susceptibles de remplacer Jean-Luc Mélenchon à la tête de la FI, ou les violentes critiques visant Tsipras à l'issu du référendum de 2015 sont trois exemples de crises plus ou moins ouvertes découlant de cette tension entre idéal démocratique et pragmatisme stratégique.

[234] Il s'agit cependant de renforcer l'influence de la FI sur la partie la plus jeune de la population, suivant une logique inverse de celle de Podemos, partant des médias alternatifs pour conquérir les médias « *mainstream* » en faisant de l'entreprise communicationnelle un champ de bataille politique central.

capital symbolique personnel (tel Manolis Glezos, figure de la résistance grecque ayant détaché le drapeau nazi de l'Acropole, ou François Ruffin, figure du journaliste contestataire proche du peuple, connu à travers son film *Merci Patron*, sorti en salle en 2016).

b) Ressources collectives disponibles

Le rapport complexe que ces partis entretiennent avec la personnalisation de la politique a également des conséquences dans leur manière d'appréhender les questions matérielles. Historiquement, le financement des partis ouvriers se fait au travers des cotisations de leurs membres, bénéficiant d'un apport massif de capitaux modestes plutôt que sur les subventions accordées par quelques mécènes (Duverger, 1951). Dans les partis communistes, le fait de cotiser constitue un acte militant fort, synonyme d'indépendance de classe (Perrin, 2010). Syriza suit ce modèle et dépasse sa nature de coalition disparate en permettant les cotisations directes à la structure partisane. Il n'en est cependant pas de même pour Podemos puis pour la France insoumise, où l'inscription permettant la participation à la vie organisationnelle n'est pas conditionnée par une participation financière. Les souscriptions occasionnelles sont favorisées – *crowdfunding*[235] en ligne, dons, vente d'objets militants[236] ou collecte lors de meetings et d'évènements publics. Si cette démarche tend à réduire au minimum le coût d'entrée dans la sphère militante, la stabilité financière de ces organisations s'en trouve affectée faute de prévisibilité.

Pour se prémunir de ce facteur aléatoire et mettre en pratique leur critique du train de vie de la classe politique, ces partis mettent en place un mécanisme de redistribution du salaire de leurs élus[237], ces derniers s'engageant à reverser une partie de leurs

[235] Nous désignons par ce terme les différents sites et applications facilitant la collecte de dons en ligne pour diverses causes.

[236] Les militants insoumis achètent ainsi eux-mêmes leurs stocks d'autocollants, une pratique correspondant à une démarche de souscription volontaire.

[237] Un tel mécanisme n'a rien d'innovant, et se retrouve dans diverses formations d'extrême gauche telles que le Nouveau Parti Anticapitaliste en France.

indemnités à leur organisation. Selon le code éthique de Podemos, les élus podémistes acceptent de « renoncer à tout privilège juridique ou matériel », le cumul des fonctions et leur renouvellement sont limités, et les indemnités sont plafonnées à trois salaires minimum espagnols (Nez, 2015, p.195). Une mesure de plafonnement est également discutée par les élus de la France Insoumise, ce qui ne va pas sans générer certaines tensions parmi ces députés[238]. Tout comme le remboursement de certains frais de campagne, les indemnités perçues par les élus de ces partis constituent une manne permettant le financement d'activités et de campagnes hors des périodes électorales, tout en crédibilisant leur discours les présentant comme des forces susceptibles de moraliser la vie politique en évitant sa professionnalisation par la mise en avant de personnes « normales », au sens de représentatives de leur électorat – y compris sur le plan salarial. Les succès électoraux immédiatement rencontrés par Podemos comme par la FI ont rendu immédiatement viable cette stratégie risquée.

La structuration matérielle de la gauche radicale contemporaine s'élabore également au niveau immobilier. Reconquérir l'espace perdu par les mouvements ouvriers et dépasser le marasme de l'extrême gauche implique de s'implanter localement. Comment procéder alors ? Pour ces partis, établir des permanences temporaires seulement actives en période d'élections n'est pas suffisant. Le processus d'implantation est alors marqué par l'expérimentation : ainsi dans le contexte barcelonais, les cercles locaux de Podemos se réunissent dans divers espaces temporairement occupés tout en maintenant un quartier général central[239]. Leur perspective sur le long terme est alors d'ouvrir un local pouvant servir de centre social sans être directement relié au parti. Cette tactique jouant sur l'ambivalence entre engagement partisan et engagement localisé et associatif se retrouve en France. Les insoumis montpelliérains participent aux côtés d'autres personnes à l'ouverture et à

[238] Durant la campagne des législatives de 2017, François Ruffin promet de ne pas toucher plus que le salaire minimum français (SMIC), ce qui provoque des critiques des députés insoumis Alexis Corbière et Danièle Obono jugeant qu'il est difficile de se loger à Paris avec une telle somme et rappelant les profits engendrés par la diffusion du documentaire Merci Patron ayant fait le succès du député picard.

[239] Tels que le Centre Civic Sant Marti privilégié par le cercle du Clot dès sa formation, ou l'espace culturel Nau Bostik pour le cercle de Sant Andreu.

l'animation d'un espace associatif, la Carmagnole, situé dans le quartier populaire de Figuerolles. Cet espace permet d'élargir l'audience et les réseaux du parti tout en complétant les locaux déjà existants, soit hérités des partis participant à la FI (PG, mais également Ensemble), soit ouverts durant la campagne électorale. A Athènes, Syriza avait ses quartiers historiques dans le quartier rebelle d'Exarcheia comme la plupart des structures de l'extrême gauche grecque. L'accession au pouvoir a cependant conduit le parti à déménager son siège. Le parti peut s'appuyer sur un réseau de locaux appartenant originellement à Synaspismos ou à des organisations plus petites telles que le KOE, mais ces lieux perdent en attractivité suite à la crise touchant le parti après le référendum de 2015 et ne constituent plus que des permanences sous-utilisées par la suite. Leur dimension de lieu de sociabilité perd en importance à mesure que le capital symbolique de Syriza s'effrite. Un exemple d'implantation locale rappelant celle des deux autres partis évoqués se trouve dans le local Sputnik animé par la jeunesse de Syriza au sud-est du quartier d'Omonia. Ce local constitue un point d'appui matériel aux campagnes de la branche jeune, sans pour autant être immédiatement lié à la marque Syriza fortement démonétisée durant l'exercice du pouvoir.

Enfin, notons l'existence d'importantes ressources symboliques mobilisées par ces partis. Celles-ci peuvent être catégorisées de la même manière que les sources d'inspiration idéologique, entre d'une part un ensemble disparate de références à l'histoire de la gauche et du mouvement ouvrier[240], et d'autre part la mise en avant d'expérimentations politiques contemporaines dont les plus récurrentes sont celles issues des mouvements sociaux et des partis de la gauche radicale, en Europe et dans une moindre mesure en Amérique latine. Comme pour les ressources matérielles, ces ressources sont l'objet d'une concurrence pour leur appropriation, leur détention et

[240] Nous avons vu que ces partis entretiennent un rapport complexe à cette histoire, refoulant l'héritage pesant des défaites passées tout en activant un certain nombre de références politiques susceptibles de mobiliser leurs militants. Citons le discours du 2 mars 2016 de Pablo Iglesias devant le parlement espagnol faisant référence à la mémoire de la résistance antifranquiste et aux anarchistes exécutés par le régime, aux t-shirts siglés des députés du parti, ou au triangle rouge porté par Mélenchon en référence aux déportés socialistes et communistes.

leur usage, tant en dehors du parti qu'en interne, entre acteurs opposés[241]. Les modalités de cette lutte se trouvent cependant transfigurées par la structure particulière des formations étudiées, pour lesquelles les succès électoraux récents provoquent un afflux de postes et de capitaux aussi soudain que massif alors que leur structuration (notamment en termes de contrôle sur et de la direction) reste récente et fragile. L'économie partisane de la gauche radicale s'est constituée historiquement comme une économie du manque : l'abondance nouvelle constitue un facteur de déstabilisation de cette économie.

Après avoir précisé les conditions sociales et historiques d'émergence et de structuration des partis contestataires d'Europe du Sud, ainsi que les processus de socialisation militante au sein de ces structures, il s'agit, par l'enquête de terrain, de comprendre leur évolution lorsqu'ils se retrouvent confrontés à l'institutionnalisation et la pratique du pouvoir.

[241] La lutte interne à Podemos entre pablistes et errejonistes se traduit ainsi par une lutte autour du sens à donner à Podemos, se présentant sous la forme d'une concurrence pour l'appropriation de l'héritage du 15M et une mise en avant d'une stratégie victorieuse : les partisans de Pablo Iglesias accusent leurs adversaires de vouloir rallier la « caste » en s'alliant avec le PSOE, alors que ces derniers considèrent que l'option pabliste ramènerait le parti vers l'extrême gauche marginale. La crise frappant Syriza depuis 2015 constitue un exemple plus médiatisé, les adversaires d'Alexis Tsipras dénonçant la « pasokisation » du parti et tentant de se présenter comme les héritiers de la lutte pour l'indépendance nationale et le refus des plans d'austérité – jusqu'alors sans succès sur le plan électoral.

Caractéristiques comparées des trois partis étudiés			
	Syriza	Podemos	France insoumise
Moment fondateur dans le discours du parti	Altermondialisme puis séquence de contestation sociale et d'occupation des places	Mouvement d'occupation des places du 15M	Opposition à la « Loi travail » puis élections présidentielles
Lancement officiel	2004 (coalition) 2012 (parti)	2014	2016
Origine	Coalition d'organisations de gauche en vue des élections législatives	Lancement *ex nihilo* d'un parti en vue des élections européennes	Lancement *ex nihilo* d'un parti en vue des élections présidentielles
Répertoire d'action	Principalement issu de l'extrême gauche, du syndicalisme et de l'altermondialisme (expertise)	Partiellement issu de l'altermondialisme et de la gauche traditionnelle, influencé par le militantisme digital	Partiellement issu de l'altermondialisme et de la gauche traditionnelle, influencé par le militantisme digital
Lien avec les mouvements sociaux	Très important	Très important	Important
Principale figure charismatique	Alexis Tsipras	Pablo Iglesias	Jean-Luc Mélenchon
Direction	Collégiale et élue, puis plus fortement personnalisée	Collégiale et cooptée, puis élue. Fortement personnalisée dès l'origine	Collégiale et cooptée, puis élue. Fortement personnalisée dès l'origine

Chapitre II – Trois terrains pour une enquête

A) Méthodologie de l'enquête

Il convient ici de présenter la méthodologie choisie pour étudier l'institutionnalisation de ces partis de la gauche radicale en Europe du Sud, pour saisir la nature de ce processus au regard des carrières militantes à partir du matériau collecté sur le terrain.

1 - Approche comparative et approche microsociologique

La méthode retenue est tout d'abord comparative : il s'agit de juxtaposer trois cas exemplaires pour déterminer à travers leur analyse comparée la nature du phénomène touchant les structures partisanes, phénomène qui se déploie en Europe du Sud durant la période étudiée. Evoquer dans le même temps ces trois cas n'est cependant pas suffisant. La comparaison n'a de sens en effet que dans une perspective interprétative (Seiler, 2004) : il s'agit de mettre en lumière les ressorts d'un processus d'institutionnalisation de partis politiques à partir de carrières militantes, donc à partir d'études de cas singuliers.

a) Précisions concernant la démarche comparative

Procéder à la définition des cas constitue un moment crucial de la recherche, mais celle-ci ne peut se réaliser uniquement en amont, au moment de la délimitation du cadre théorique. Comme l'explique Charles C. Ragin, « *la recherche empirique se développe souvent sans guide théorique clair. Il n'est pas possible de construire des formulations verbales pouvant appréhender ou contenir la complexité et la diversité du monde empirique. […] Dans certains domaines de la recherche, délimiter le cas peut constituer l'une des dernières étapes du processus de recherche. Et quand les cas*

ont été trouvés, ils peuvent être employés pour préciser ou même réfuter la théorie ayant fourni le guide initial » (Ragin, Becker, 1992, p.220).

Si « *un parti est le lieu d'une division et d'une spécialisation du travail* » (Offerlé, 2012, p.456), celles-ci se réalisent à tous les niveaux. Les militants constituent l'échelon indispensable à toute entreprise politique, entre l'électorat et la direction de ces partis. Le groupe social des militants est pourtant moins connu, sa composition tout comme son activité n'étant pas aisément quantifiables. Les travaux de recherche en science sociale se proposant d'étudier l'engagement militant offrent toutefois une porte d'entrée vers une compréhension du rôle joué par ce groupe (Fillieule, 2001 ; Dechezelles, 2006 ; Cormier, 2016), non seulement en les observant pendant les campagnes électorales, mais également en considérant l'institution partisane comme un lieu de socialisation et comme un révélateur de dynamiques le dépassant.

Cet angle d'attaque n'est pas en soi novateur, surtout quand il s'agit de travailler sur et avec la gauche radicale. Jean-François Bayart, évoquant sa propre formation théorique au cours des années 70, indique que « *l'exercice de la politique comparée pouvait également reposer sur la redécouverte de l'œuvre d'Antonio Gramsci – dans le contexte il est vrai ambigu et politiquement orienté de l'« eurocommunisme* »» (Bayart, 2008, p.209). Les travaux portant sur la sociohistoire du politique ont contribué à actualiser cette démarche que l'on retrouve depuis les auteurs étudiant la Rome antique (Veyne, 1976) jusque chez Max Weber et Emile Durkheim, et qui a progressivement acquis à l'époque contemporaine sa propre rationalité ainsi qu'une forte légitimité internationale (Lichbach, Zuckerman, 1997).

Le choix opéré doit également permettre de définir certains aspects transversaux aux cas étudiés localement : seule la méthode comparative permet de saisir à la fois l'aspect contextuel d'un phénomène et sa part « *d'invariant* » (Seiler, 1986, p.8). De même, « *la méthode comparative met en garde contre un certain nombre d'écueils à éviter et de précautions à prendre* » (Dechezelles, 2006, p.44). Construire un modèle comparatif implique nécessairement de construire des catégories et de voir, au-delà des termes employés par les acteurs, les réalités sociales transférables dans une même

catégorie : appelée cercle, section ou groupe d'appui, l'unité de base d'un parti obéit pourtant à des lois similaires – sinon comparables. Ainsi l'autodéfinition des acteurs doit sans cesse être questionnée et contextualisée, ce que rend possible une enquête portant sur une courte période : il ne s'agit pas, ici, de « comparer l'incomparable » (Détienne, 2018) en procédant à une analyse transhistorique pouvant conduire à la production d'ensemble artefactuels et sans valeur analytique[242], car relevant d'une mauvaise comparaison (Sartori, 1994). Le choix du terrain a alors évolué en termes de partis sélectionnés, avec l'évacuation de l'idée d'un terrain italien motivée par l'incompatibilité du M5S vis-à-vis de l'objet d'étude, qui aurait fragilisé la démarche comparative. La comparaison de Podemos, Syriza et la France Insoumise prend place dans l'espace et non dans le temps.

De plus, les nouveaux phénomènes partisans tendent à souffrir d'une perception exceptionnalisante[243]. A sa création, Podemos est souvent présenté dans le champ médiatique comme un « ovni », un parti inclassable, un mouvement renversant l'ensemble du champ politique espagnol. Il en va de même pour la FI dont le rôle dans la restructuration de l'échiquier politique français reste à déterminer. Il convient donc de contextualiser l'émergence de tels phénomènes pour en déterminer la part de nouveauté, tout en cherchant au-delà des discours politiques et médiatiques les mécanismes récurrents dans la genèse et la structuration partisane de la gauche radicale. La déconstruction de ce sens commun intervient non seulement vis-à-vis de l'image produite dans les médias, mais aussi du récit diffusé par les entrepreneurs politiques à l'origine de ces structures partisanes et par leurs opposants. Ainsi, dès lors que la présentation de ces partis fait l'objet d'âpres luttes entre acteurs concurrents,

[242] Ces catégories non scientifiques sont appelées « chats-chiens » par les chercheurs comparatistes : il s'agit de catégories produites par un excès de localisme, par une trop grande souplesse conceptuelle ou encore par une classification déficiente, aboutissant à la création d'ensembles vagues débouchant sur des conclusions erronées. Dans le cadre de notre recherche, adjoindre le M5S italien aux partis choisis aurait pu produire un tel « chat-chien ».

[243] Que faire cependant des exceptions n'entrant pas dans les hypothèses formulées ? Il est possible que l'interprétation première soit erronée, ou bien que des erreurs aient été commises dans la mise en équivalence entre les différents systèmes. Ou bien les systèmes diffèrent réellement, et il nous faut alors revoir les facteurs pouvant expliquer ce phénomène (Przeworski, Teune, 1970).

« *l'analyse comparative permet, lorsqu'elle est menée avec rigueur, au politiste de se déprendre de bien des illusions, des mythes et de déjouer les stratégies langagières des partis* » (Seiler, 2001).

Une fois précisées les modalités nationales et locales de structuration du champ politique (De Waele, Magnette, 2008), l'aspect processuel et dynamique de l'institutionnalisation de ces partis doit donc être au cœur de la démarche visant à comparer ces phénomènes : plus qu'une réalité saisie à un moment précis, il s'agit d'étudier des trajectoires, rythmées par différentes étapes (Bayart, 2008) : genèse partisane impliquant la définition des orientations et de l'identité collective, structuration de l'appareil, réaction et ajustements suite aux réussites et échecs rencontrés, puis déclin ou développement et institutionnalisation éventuelle, conduisant à de nouvelles redéfinitions et arrangements. Comme nous l'avons vu, ce processus correspondant à la « vie » d'un parti obéit à un mouvement dialectique entre des stimuli externes et une activité (que l'on peut définir comme une lutte) interne entre divers acteurs.

La richesse de la littérature scientifique portant sur la démarche comparative dans les sciences sociales nous permet de préciser notre démarche. Il apparaît nécessaire de définir les enjeux de la comparaison (ici, l'émergence d'un processus d'institutionnalisation commun à différents partis) et le choix des unités (trois partis de gauche radicale étudiés à travers les parcours de leurs militants) pour préciser le cadre d'une analyse (Vigour, 2005)[244] pouvant être qualifiée de contrôlée - le nombre de cas et leurs modalités d'analyse étant limités. Le choix de se concentrer sur les cas (pris dans leur dimension historique, sociale, politique…) plutôt que sur des variables implique une approche qualitative dans laquelle l'élaboration d'un modèle théorique est fondée sur l'exemplarité des cas étudiés. Une approche qualitative également associée à une perspective interactionniste : ce sont les relations et les interactions entre les acteurs concernés qui sont prises en compte, même si les profils

[244] Cécile Vigour rappelle que cette démarche implique de définir à la fois les cas et les concepts pour tous les types de comparaison opérées.

sociologiques des acteurs ne disparaissent pas de l'explication[245].

Cécile Vigour propose trois grandes étapes constitutives d'une démarche comparative solide[246]. Celles-ci correspondent tout d'abord à la sélection des cas qui seront étudiés et qui implique de définir une liste de variables (micro et macro) pouvant influencer le phénomène étudié – ce qui a été ici amorcé dans la présentation du cadre contextuel dans lequel se situent les partis anti-austérité étudiés. Dans un second temps, il s'agit « *d'expliquer la variable dépendante étudiée en la mettant en relation avec divers facteurs micro* » (ici, il s'agit du degré d'institutionnalisation des structures partisanes), avant d'envisager les variables macro, jusqu'à déterminer quels peuvent être les effets spécifiques propres à chaque cas. Enfin, une dernière étape consiste à « *étudier l'influence des facteurs macro sur les phénomènes micro* » (Vigour, 2005, p.273).

Considéré dans sa diversité linguistique, sociale, culturelle, l'objet tripartite - ici étudié en comparant un cas abordé au titre d'objet d'étude principal (Podemos) à deux autres qui servent de « terrains de contrôle » (Syriza et la France Insoumise) - nécessite d'appliquer la même méthode, et donc d'utiliser les mêmes outils analytiques, pour les trois partis.

Le premier enjeu porte sur la composition de l'échantillon des militants interrogés, plus nombreux s'agissant du terrain principal que des terrains de contrôle. Les partis étudiés sont porteurs de similarités : certaines sont revendiquées ouvertement et mises en avant dans la perspective de bâtir un front anti-austérité en Europe du Sud (Pentaraki, Speake, 2015), d'autres sont moins évidentes et n'apparaissant qu'au fur et à mesure de la recherche[247]. L'existence de similarités n'empêche pas les effets

---

[245] Cela relève de ce que Stéphane Beaud et Florence Weber appellent « l'explication compréhensive » du social (Beaud, Weber, 2010).

[246] Il s'agit ici d'une synthèse de son propos. Cécile Vigour décrit plus précisément sept étapes déterminantes pour « *la fabrication d'une recherche comparative* » (Vigour, 2005, pp.296-297) . Première étape : définir l'intérêt de la comparaison, ses objectifs, sa pertinence, ses enjeux. Deuxième étape : construire l'objet provisoire de recherche. Troisième étape : choisir quelles unités comparer. Quatrième étape : sélectionner une méthodologie. Cinquième étape : organiser le travail de terrain. Sixième étape : analyser les données. Septième étape : restituer les connaissances issues de l'analyse.

[247] Parmi ces similarités nous avons relevé la composition et le rôle des équipes dirigeantes ainsi que

propres aux contextes locaux qui doivent être identifiés[248]. Ainsi les questions suivantes découlent de l'observation des différentes réalités locales. Quelles sont les pratiques déployées par les militants, quelles ressources sont disponibles, quel est le rôle de la structure partisane dans la socialisation interindividuelle et la formation ? Les carrières militantes sont-elles semblables ? Répondre à cette dernière question par l'affirmative permettra de définir l'existence de carrières-types permettant de comprendre le phénomène d'institutionnalisation.

b) Démarche microsociologique et ethnographique

Historiquement, le développement de la sociologie a été marqué par une opposition entre une approche holiste défendue par Emile Durkheim, étudiant les effets des facteurs sociaux sur les individus, et une approche partant des individus pour comprendre les phénomènes sociaux, théorisée à partir des travaux de Max Weber. Cette seconde école ouvre la voie, à partir des années 1950, à une sociologie portée notamment par Erwing Goffman et Howard Becker et qualifiée d'interactionniste. Il s'agit pour ces chercheurs de partir des interactions entre les individus pour comprendre la manière dont se construisent les identités, les normes, les rôles sociaux, à rebours de démarches plus « déterministes ». C'est essentiellement dans ce cadre théorique que s'inscrit notre travail.

De par la manière d'appréhender les partis étudiés, l'approche choisie relève également d'une démarche microsociologique, ou « micro[249] », par opposition à une démarche « macro » : « *les perspectives microscopiques induisent le général à partir du particulier, les perspectives macroscopiques déduisent le particulier du général*

---

des stratégies de mobilisation électorale similaires.

[248] L'importance de la question nationale en Catalogne et des forces politiques se l'appropriant conduit par exemple Podemos à adopter une posture défensive visant à ne pas froisser les partisans de l'indépendance tout en tentant d'amener dans le débat public des thématiques sociales marginalisées. Le discours des militants barcelonais tout comme le jeu des alliances dans lequel ils se positionnent s'en trouvent affectés.

[249] Démarche micrologique, et ici microsociologique.

(Desrosières, 1989). La pertinence de chaque méthode doit en fait être appréciée par rapport à l'objet et à l'objectif concrets de la recherche». Parmi les cinq « *objets politologiques que les approches microscopiques invitent à réinterroger sinon à construire* », Frédéric Sawicki (2000, pp.153-157) identifie notamment la production des institutions et des règles institutionnelles, les effets structurants des conjonctures et des événements politiques, et l'imbrication des espaces politiques : autant d'objets en résonnance avec notre propre objet d'étude.

Faire le choix d'une telle approche « microsociologique » implique de prendre en compte les différentes limites intrinsèques à la méthode suivie ; des limites conditionnant la production de « données » comme leur exploitation. La première de ces limites se trouve dans le choix du terrain, la procédure d'échantillonnage ayant son importance. Une enquête qualitative rigoureuse peut se suffire à elle-même dans le cadre d'une monographie (Alami, Desjeux, 2013) : nous avons cependant choisi d'appuyer la nôtre sur des ressources permettant de replacer le terrain choisi dans son contexte d'ensemble, tant national que chronologique, en prenant en compte « l'histoire longue » dans laquelle s'inscrivent les partis étudiés. Comme le rappelle Florence Haegel dans son étude de la LCR française, « *En saisissant les trajectoires de manière à la fois quantitative et qualitative, on est à même d'en repérer des types dominants dans l'organisation et de les confronter aux témoignages individuels recueillis par entretiens. Trajectoire historique de l'organisation et trajectoires individuelles sont donc pensées en relation* » (Haegel, 2007, p. 15). Le choix de trois terrains situés dans trois villes (et particulièrement dans un quartier pour le terrain principal[250]) doit être assumé comme non-représentatif de réalités nationales plus vastes, en leur reconnaissant un caractère localisé. Toutefois, sans avoir étudié l'institutionnalisation de tout Podemos – ou de Syriza, ou de la France insoumise[251] –

[250] Le quartier du Clot, à Barcelone, dans lequel se déroulent la majorité des entretiens réalisés en Catalogne, mais également l'observation participante.

[251] Une analyse quantitative est rendue impossible par la difficulté d'accès aux réseaux et bases de données permettant d'organiser un tel exercice. Un exemple : les difficultés rencontrées lors de tentatives d'entretien avec des militants de Podemos rattachés à des cercles où l'observation participante n'a pas ou peu eu lieu. De plus, à notre connaissance, seule Syriza possède des bases de

l'analyse localisée des formes prises par cette institutionnalisation doit permettre d'identifier des processus sociaux et politiques dont l'existence puisse être validée au-delà des terrains étudiés. A la question : « *qui contacter lors de la première phase d'une enquête sur un parti politique ? Faut-il frapper à la porte principale ou est-il plus judicieux de s'introduire par une porte dérobée* ? » (Aït-Aoudia et al., 2010, p. 17), nous avons choisi de nous introduire par la « porte dérobée », d'une part via des contacts pris individuellement, et d'autre part en assistant à des réunions ouvertes.

Reste que certains biais risquent de fausser les résultats obtenus. Ces biais sociologiques peuvent avoir différentes causes, telles que la subjectivité de l'enquêteur ou bien l'influence exercée sur les individus et groupes observés : il ne s'agit pas de prétendre à la neutralité axiologique qui ne peut se décréter mais vers laquelle il s'agit de tendre. Il nous faut donc identifier et neutraliser autant que faire se peut ces biais pour parvenir à objectiver les résultats de l'enquête de terrain. Comme le rappelle non sans humour Stéphane Beaud dans son « Plaidoyer pour l'entretien ethnographique », « *L'art du sociologue réside dans sa capacité à s'adapter à la situation, à la personne, et à susciter sa sympathie. La «neutralité» de l'enquêteur est donc un leurre méthodologique qui a partie liée avec une certaine forme d'idéologie professionnelle (de sociologues) car elle permet d'exhiber le principe de «neutralité axiologique», totem protecteur et emblème d'identification de la discipline, brandie à l'occasion contre les sociologues qui ne la respecteraient pas* ». Il nous faut ainsi « *assumer le caractère non-représentatif de l'entretien* » (Beaud, 1996, pp. 233 et 245), en évitant d'extrapoler un ensemble de conclusions universelles à partir des réponses fournies par une personne. Le capital culturel, l'imaginaire, les croyances, le langage corporel et les positions d'une personne interviewée peuvent susciter l'incompréhension de l'enquêteur, menant à une mauvaise interprétation du propos. Dans d'autres cas, le discours de la personne interviewée entre en résonnance avec les

---

données internes issues de questionnaires réalisés lors des congrès du parti auprès des délégués (questionnaires en langue grecque et non publiés une fois récoltés). L'adhésion à Podemos et à la France insoumise étant bien plus informelle, les informations relatives au nombre de militants ou à leur profil sociologique sont soit absentes, soit grandement sujettes à caution.

références de l'enquêteur, conduisant à une surinterprétation du propos due à l'acquiescement ou à l'opposition (signifiés ouvertement ou non).

De tels biais cognitifs doivent être pris en compte avant, pendant et après les entretiens pour tenter d'en minimiser l'impact. Et lorsqu'ils conduisent à une erreur d'interprétation, celle-ci doit être corrigée pour améliorer la suite de l'enquête[252]. Notons que la composition sociologique des partis étudiés a ici eu un effet positif : la base militante de Syriza et de la France insoumise étant largement composée d'étudiants et de jeunes diplômés[253], les références culturelles, symboliques ou historiques des enquêtés n'ont pas constitué un obstacle significatif. Ce « prosaïsme de terrain » (Beaud, Weber, 2010) se retrouve d'ailleurs dans l'effet dit « boule de neige », consistant à organiser les entretiens en fonction des contacts donnés au fur et à mesure de la recherche par les interviewés eux-mêmes. Les limites de cette méthode (fort risque d'une surreprésentation d'un groupe d'une même origine, tranche d'âge, genre, ou partageant des activités communes) ont été contournées par l'ajout dans le panel de personnes n'entretenant aucun lien avec le corpus d'interviewés.

La sélection d'un échantillon suivant les critères d'exemplarité déterminés en amont est nécessairement marquée par les présupposés du chercheur, qui tente de reproduire un panel correspondant à ce qu'il *considère* lui-même comme étant la norme – ou du moins, comme pouvant éclairer sur ce qu'est la norme. Ces présupposés normatifs peuvent orienter la recherche dans une direction spécifique, au risque de négliger des phénomènes importants. De ce point de vue, la méthode « boule de neige » recèle ici un avantage : construire l'échantillon de manière capillaire, en réseau, permet de rééquilibrer le panel au fur et à mesure de sa construction en se confrontant à la complexité de la réalité sociale. La surreprésentation de militants d'une certaine sensibilité politique interne à un parti peut ainsi être contrebalancée par l'éviction de personnes de cette tendance dans la sélection des entretiens suivants[254] – bien que

[252] Ainsi, le premier entretien organisé a montré une sous-estimation de l'importance des questions cadres et du biais linguistique, qui ont été prises en compte par la suite.

[253] Dans les villes choisies pour mener l'enquête, s'entend.

[254] Dans le cas de Syriza, parti issu d'une coalition et comprenant de multiples tendances très structurées, nous avons fait le choix d'essayer de retranscrire au mieux cette diversité en interrogeant

l'homogénéisation générationnelle soit plus difficile à limiter de cette façon, les liens interpersonnels étant fortement déterminés par l'appartenance à une même classe d'âge[255].

D'autres biais et limites techniques doivent être mentionnés, tels ceux liés à la question de la langue, les interactions entre enquêteur et enquêté variant selon le degré de maîtrise de la langue choisie[256]. Les travaux proposant de saisir la politique par l'image (Pina, Savarese, 2017) ont contribué à la mise en place de la méthode d'enquête pour permettre aux enquêtés d'exprimer leur ressenti sur un corpus de documents iconographiques contemporains et anciens mêlant affiches des partis contestataires et références à l'histoire des gauches. Quant au choix du terrain, une première démarche, que l'on pourrait qualifier d'instinctive, visait à organiser un terrain dans la capitale de l'Etat espagnol, pour bénéficier de contacts privilégiés avec la direction de Podemos, le « premier cercle » (Barret, 2015). La réflexion entamée au cours de la première année de thèse a conduit à une réorientation de l'enquête. En effet, les travaux déjà produits sur Podemos se concentrent sur la composante madrilène du parti, plus jeune et universitaire (Nez, 2015). Il semblait donc pertinent de choisir une ville où le parti est développé, ayant accédé au pouvoir municipal dans le cadre d'une coalition, tout en étant éloigné du centre décisionnel.

De plus, l'importance des entretiens avec des figures du parti – dirigeants locaux ou élus – a été minimisée au profit du travail avec la base militante. La production

---

des militants des courants majoritaires comme d'autres de tendances minoritaires (notamment deux militants et un responsable du KOE).

[255] Quant au genre, la surreprésentation masculine est un phénomène marquant dans chaque structure politique étudiée, et se reflète dans la répartition des entretiens. Notons que dans l'échantillon catalan, les femmes sont mieux représentées à mesure que l'enquête avance. Cette observation peut être mise en parallèle avec les difficultés de plus en plus importantes rencontrées dans la prise de contact, dues à l'épuisement du panel de militants actifs amenant à rencontrer des personnes en voie de désengagement ou désengagées. Parmi ces dernières, on retrouve une proportion plus importante de femmes. Les profils trouvant leur place dans l'évolution du parti sont quant à eux très majoritairement masculins.

[256] Concernant la langue de l'entretien, se référer à la partie traitant de la méthodologie de l'enquête. Parmi les entretiens réalisés à l'étranger, ceux conduits en anglais sont les plus neutres de ce point de vue-là, puisqu'il s'agit d'une langue de communication internationale délibérément choisie par les deux personnes.

discursive des dirigeants politiques est quasi-systématiquement lissée, cadrée, répondant à des impératifs d'ordre communicationnels[257]. Il apparait plus difficile et moins utile de travailler sur ce matériau. Cette piste n'a cependant pas été exclue, mais cantonnée aux cadres intermédiaires et aux élus locaux. Elle a d'ailleurs donné lieu à différentes stratégies de contournement des obstacles séparant le chercheur des échelons supérieurs du parti. Ces entretiens occupent un rôle de contrôle, permettant de comparer les références, le parcours et le discours de « simples militants » avec celui des élus, dans des partis insistant sur leur dimension non-professionnelle, sur leur capacité à représenter le « peuple » sans filtres ni compromissions.

Un autre choix concerne l'organisation de l'observation participante, deux positions définies au sens idéales-typiques étant potentiellement porteuses de biais. La première est la position de « l'intrus » : le chercheur n'arrive pas à intégrer le groupe étudié, et sans en être formellement exclu, il est confronté à des refus implicites, des non-dits, des oublis, et à des attitudes allant de la suspicion à l'hostilité. Cette trop grande distance avec les enquêtés devient un obstacle car elle rend difficile de construire des interactions avec les enquêtés. La seconde est la position de la « mascotte » : bien intégré, le chercheur gagne la confiance du groupe, en intériorise les normes et les références, au point de réduire la distance entre son objet et sa propre position. L'enchevêtrement de liens affinitaires conduit à une surestimation de la confiance dont il dispose et à un fort biais subjectif. Dans un schéma triangulaire, il est préférable de rechercher un « pragmatisme de terrain » (Paille, 2010). L'usage de la réflexivité doit permettre de trouver une position équidistante pour observer la réalité sociale au plus près des acteurs tout en s'efforçant de garder la distance nécessaire à l'objectivation des résultats.

Les partis de la gauche radicale constituent un terrain social plutôt ouvert à l'enquête

[257] Un contre-exemple peut être noté : l'entretien avec Alejandro (un cadre intermédiaire de Podemos) a donné lieu à de vives critiques de la base militante et de la stratégie du parti, possibles grâce au rapport de confiance obtenu via des amitiés communes. Interrogé sur l'apparente accessibilité des dirigeants du parti, Alejandro répond ainsi que « *c'est un problème aussi au niveau politique. Parce que la conséquence, c'est que le militant de base, par exemple, pense que y a rien entre lui et Pablo. Mais en vérité y a toute une structure au milieu* » (Barcelone - Entretien n°1).

si on les compare à leurs adversaires d'extrême droite (Dechezelles, 2006), permettant une grande honnêteté du chercheur quant aux raisons de sa présence et à son travail. L'adhésion à un récit collectif situant les origines de ces partis dans les mouvements sociaux ayant traversé les sociétés d'Europe du Sud au cours des deux dernières décennies peut faciliter l'approche. Leurs membres ne se perçoivent que rarement comme stigmatisés et sont enclins à exposer leurs idées, voire à parler de leur environnement social, même quand celui-ci est source de problèmes personnels[258]. L'adhésion au groupe étant facilitée par des structures souples et peu formelles, la présence d'éléments extérieurs gravitant autour de la sphère militante – journalistes, curieux ou autres chercheurs - n'est pas inhabituelle. L'expérience de la prise de parole publique et de la mise en scène de son parcours individuel est favorisée par la participation d'une majorité de militants à divers mouvements sociaux. La confiance accordée au chercheur est bien entendue variable, sujette à des changements selon les thèmes abordés, la compréhension de la démarche d'enquête ou encore le contexte de l'entretien. D'où les différents degrés d'ouverture des personnes interviewées (Noiriel, Weber, 1990).

Le travail de terrain étant exposé plus loin, il apparaît nécessaire de réaliser ce retour réflexif sur les divers présupposés normatifs pouvant biaiser l'enquête. La recherche d'une parole légitime et l'attractivité des profils charismatiques peut par exemple favoriser l'écoute d'individus aux parcours exemplaires, représentant les militants les mieux intégrés, souvent d'ailleurs les plus diplômés, conscients de leur position de force. Une attention particulière a donc été portée à la voix des personnes en rupture de ban, dont les positions varient du simple malaise vis-à-vis des choix stratégiques récents de leur organisation jusqu'à la rupture avec perte et fracas, en passant par le militantisme oppositionnel. Ces critiques n'étant pas nécessairement verbalisées, il convient donc d'être attentif non seulement à la parole de l'interviewé, mais

[258] Plus que les difficultés familiales, des difficultés financières ou scolaires témoignant d'un milieu d'extraction modeste peuvent être mises en avant de manière surprenante. Cette ouverture sur des sujets relevant habituellement du non-dit s'explique en partie par une recherche de légitimité pour représenter les classes populaires.

également aux non-dits, aux silences et aux omissions. Les désaccords silencieux sont particulièrement importants dans le cadre de personnes toujours militantes, dont la socialisation ou les ressources dépendent du parti. Il en va de même des militants surinvestis et attachés sentimentalement à leur organisation (Kirouac, 2007)[259]. Les critiques de l'appareil doivent être déchiffrées parce que leur expression n'est pas verbale. De ce point de vue, les repères chronologiques constituent un outil précieux : en reconstruisant le parcours d'une personne à travers les informations biographiques éparses récoltées au cours d'un entretien, il est possible d'observer à travers le processus mémoriel comment s'articulent différentes phases d'une carrière militante, et, partant, quelles sont les dynamiques qui modèlent l'engagement : les différentes étapes antérieures à l'engagement dans le parti qui nous intéresse, plus ou moins enfouies, façonnent les choix récents comme les logiques d'adhésion et de rejet.

Enfin, d'autres présupposés normatifs peuvent biaiser l'interprétation des données : négligence vis-à-vis de facteurs économiques ou de dates importantes, sympathie ou antipathie vis-à-vis des valeurs et de l'habitus de personnes interviewées, approches culturalistes poussant à surestimer l'originalité de certaines pratiques politiques (Bayart, 1996) ou encore ethnocentrisme poussant à rester dans sa « zone de confort » s'ajoutent aux limites techniques déjà mentionnées. Pour mieux tendre vers la neutralité axiologique (Weber, 1959), il faut mentionner que l'absence d'engagement dans un parti politique tels que ceux étudiés couplée à l'existence de liens de confiance antérieurs (collègues de travail, camarades de promotion à l'université, amis d'enfance ou familiaux) a facilité la prise de contact initiale avec différentes personnes tout en s'efforçant de garder une certaine distance vis-à-vis de l'objet d'étude. Les liens d'interconnaissance constituent un « passeport » facilitant grandement le travail par l'effet « boule de neige » déjà évoqué. Ce constat est particulièrement vrai pour la société grecque, où l'accès au personnel politique

[259] Plus l'investissement est intense, plus la rupture politique est difficile, voire explosive : repoussant sans cesse le moment fatidique pour éviter la confrontation avec un milieu social autour duquel tournent la majeure partie de leurs activités, ou accumulant les responsabilités faute de savoir déléguer, certains militants en arrivent à des situations de *burnout*.

haut-placé est conditionné aux contacts pouvant exister au préalable via des personnes tierces[260].

L'âge et le genre pouvaient également charrier certains biais lors de l'enquête. La dominante masculine de la base des partis étudiés, en termes de pourcentages comme en termes d'attribution des responsabilités ou de prise de paroles, est prise en compte par ces partis eux-mêmes sans pour autant être dépassée. Des entretiens réalisés avec différentes militantes ou cadres locales ont permis d'étudier l'importance de la variable de genre dans la construction des carrières partisanes ; pour permettre une parole la plus libérée possible, les entretiens ont été réalisés dans des lieux neutres de préférence, tels que des terrasses de café, choisis en accord avec les personnes interviewées, et la plupart du temps en fin d'après-midi[261]. En effet, « *l'expérience de l'enquête prouve qu'un entretien approfondi ne prend sens véritablement que dans un «contexte», en fonction du lieu et du moment de l'entretien. La situation d'entretien est, à elle seule, une scène d'observation, plus exactement seule l'observation de la scène sociale (lieux et personnes) que constitue l'entretien donne des éléments d'interprétation de l'entretien* » (Beaud, 1996, p. 236).

En termes d'âge et de situations sociales, leur grande diversité a conduit à différents degrés de fluidité dans les entretiens, ainsi qu'à différents niveaux de langage[262]. Le choix d'une grille d'entretien suffisamment souple favorise l'expression de l'enquêté et doit permettre d'éviter les risques d'imposition de problématique ; mais il s'agit également de pouvoir interroger sur les *même thèmes* des militants situés dans trois

[260] Voir par exemple l'entretien réalisé avec Kostis Papaioannou, secrétaire aux Droits de l'Homme dans le gouvernement Syriza de mars 2015 à novembre 2016 – entretien permis par des connaissances communes.

[261] Les élus ainsi que les responsables (hommes ou femmes) affirment cependant une préférence pour des cadres formels symbolisant leur légitimité, tels que leurs bureaux – souvent présenté sous prétexte de commodité, le choix de ce cadre conditionne la possibilité de l'entretien.

[262] La socialisation militante tend à produire une homogénéisation du vocabulaire. L'étude du vocabulaire employé lors des entretiens (particulièrement en français) permet ainsi d'appréhender la grammaire militante. Des différences de niveau social sont cependant perceptibles dans l'habitus corporel tout comme dans la façon de s'exprimer, en termes de choix des mots, de construction des phrases, de lexique et de rapport à l'autre : la maîtrise quasi-parfaite de la langue française par des militants étrangers est en soi un marqueur social à prendre en compte.

pays, donc dans trois contextes, et cela quels que soient leur nationalité ou leurs caractéristiques sociales. Ainsi, il s'agissait de rechercher des entretiens denses et de permettre aux enquêtés de longuement s'exprimer, pour rendre compte, au-delà des mots, de dynamiques plus profondes qui ne peuvent trouver leur expression que dans un rapport de confiance. Le choix d'un guide d'entretien à la fois souple et relativement structuré répond bien à l'objectif de pouvoir procéder à la comparaison en produisant, sur les trois terrains d'enquête, des données sur les mêmes thèmes, et en s'efforçant de saisir, au-delà des discussions philosophiques ou idéologiques[263], les « *récits de pratiques* » (Beaud, 1996, p.241) indispensables pour identifier les carrières militantes.

De la sorte, une attention particulière a été portée à associer des données « objectives »[264] (dates, adhésion à une organisation, évènement) et « subjectives » (jugements de valeur, enthousiasme, critiques). A ce titre, notons l'importance quantitative des discours tendant à justifier des choix politiques, liés à des tentatives plus ou moins conscientes de convaincre son auditeur. Ce prosélytisme est caractéristique des entretiens réalisés avec des membres d'organisations politiques, syndicales ou religieuses et correspond à un habitus militant. Plus le militant maîtrise les références historiques et programmatiques de son organisation, plus le discours est idéologisé et cadré par des éléments de langage récurrents, et plus cette tendance se trouve renforcée. Il convient alors de plonger inlassablement sous les couches de démonstrations et de justifications partisanes pour aller chercher les éléments biographiques permettant de reconstruire un parcours et d'expliquer la logique des choix successifs à travers ces « récits de pratiques » (Beaud, 1996). Aucun discours n'est totalement dénué d'intérêt : la formulation des arguments eux-mêmes, la capacité à mobiliser des concepts politiques ou des éléments issus de la vie courante, la mise en scène de l'activité sont toutes riches d'enseignements sur la formation et

[263] Ce choix méthodologique correspondant à une habitude prise dès le mémoire de Master 2 se trouve renforcé par l'utilisation de langues étrangères (l'anglais et surtout le castillan) nécessitant l'emploi de diverses astuces pour rebondir sur le propos de l'interlocuteur et cadrer l'échange.

[264] Ces données étant également reconstruites par les acteurs interrogés, elles doivent être considérées tout au plus comme des éléments factuels vérifiables quand cela est possible.

l'imaginaire des militants.

Nombre d'observations formulées ici s'appliquent aussi à l'observation participante. Anne-Marie Arborio identifie deux risques liés à cette pratique : le premier consiste à penser « *que le réel se «donne» à voir. Obligatoirement immergé dans l'objet de son étude, le chercheur en sociologie est tenté de penser le réel à portée de regard, alors qu'il a affaire à des sujets qui parlent, si bien qu'il écoute souvent plus qu'il ne regarde. Il ne voit souvent que ce qu'on le laisse regarder, voire ce qu'on lui montre. Il est prisonnier de lunettes délimitant une netteté sur une profondeur de champ limitée, prisonnier de catégories de perception qui lui sont propres, qui renvoient à son rapport profane à l'objet.* » De plus, *« il faut aussi se défier d'un empirisme feint qui afficherait des observations diffuses pour servir de façade à un essayisme subjectiviste […]. L'observation directe inscrite dans un programme d'enquête sociologique est* a contrario *une technique contraignante de recueil de matériau et une pratique réflexive conduisant à sa mise en ordre analytique : ce n'est pas une simple pratique sociale pouvant d'évidence être annexée par la science* » (Arborio, 2007, pp. 8-9). Bien que l'enquête qualitative soit moins normée que son alter-égo quantitative, il est nécessaire d'expliciter les choix faits pour « armer » son observation.

L'approche qualitative se concentre sur un panel réduit d'interviewés dont les parcours sont étudiés en profondeur et n'a pas vocation à s'opposer à une démarche quantitative. L'intérêt des données quantitatives peut sembler évident[265] et complète souvent les données recueillies en suivant une méthode qualitative, permettant de les contextualiser et de faire discuter les échelons locaux et nationaux. Néanmoins, saisir les carrières militantes ne peut selon nous se faire de manière superficielle, en se limitant à des statistiques d'ensemble brossant un panorama de la composition sociologique de ces partis – celles-ci étant de toute manière rarement disponibles ou

[265] Par exemple, lorsqu'il s'agit de sociologie électorale. De telles données ont été présentées plus haut pour illustrer la progression et la composition électorale des partis de la gauche radicale. Il convient alors de garder à l'esprit les présupposés holistes marquant nombre d'enquêtes quantitatives.

extrêmement parcellaires[266]. La recherche en science sociale – notamment française – a vu se développer l'usage de cette méthode, souffrant historiquement d'un manque de légitimité au regard de la domination de la méthode quantitative (Fillieule, Broqua, 2001 ; Haegel, 2007 ; Paille, 2010 ; Alami, Desjeux, 2013…). Ces travaux ont permis de relancer l'intérêt des chercheurs pour les enquêtes de terrain fondées sur l'étude d'un échantillon réduit.

En quoi consiste ainsi la démarche qualitative basée sur une enquête microsociologique ? Celle-ci bénéficie d'une certaine flexibilité : « *Aucune hypothèse ne doit donc être rejetée dès le départ : la mise au point des hypothèses et des catégories d'analyse, ainsi que la sélection des épisodes et des acteurs pertinents s'effectuent au cours de la recherche. Là où les études quantitatives ou certaines enquêtes fondées sur des entretiens abordent le terrain avec une grille prédéfinie, objectivée dans le questionnaire puis le codage, l'enquête de terrain élabore et modifie progressivement ses hypothèses en fonction des données engrangées* » (Sawicki, 2000). Si ces hypothèses évoluent en se confrontant à la réalité sociale observée, un cadrage préalable doit permettre d'éviter la dispersion et d'envisager une certaine progression analytique. La démarche qualitative contient nécessairement une part d'intuition, puisqu'elle vise à traiter des objets n'ayant pas été jusque-là étudiés, ou pas suivant cette méthode. Ici, une de ces intuitions était que malgré leurs discours transversal et leur communication novatrice, les partis étudiés constituent un nouveau visage de la gauche radicale européenne, elle-même issue du socialisme historique et occupant le même rôle social, à défaut de s'en revendiquer. Une autre intuition pourrait s'exprimer ainsi : les militants s'investissant dans les partis de la gauche radicale contemporaine ne sont pas les personnes directement touchées par la crise, mais des personnes plutôt jeunes, diplômées et précarisés, inquiètes à l'idée du déclassement, mêlées à des personnes plus âgées, à la situation professionnelle stable et s'engageant par procuration (pour leurs enfants, leurs proches, par humanisme). La

[266] Même les données produites par Syriza ne concernent que les délégués présents à un congrès. Il est extrêmement douteux que des personnes élues pour porter la voix de leur section durant de tels évènements soient représentatives de l'ensemble du parti.

méthode choisie doit permettre d'infirmer ou de confirmer une telle intuition traduite en hypothèse de recherche dans le but d'affiner notre compréhension en profondeur d'un phénomène politique.

Cette démarche est centrée sur la pratique de l'entretien sociologique. Celui-ci forme, avec les séquences d'observation, le noyau dur d'une démarche ethnographique – pour reprendre le terme cher à Stéphane Beaud[267]. Il s'agit de construire une relation de confiance pour permettre à l'enquêté, malgré les contraintes diverses (temps, âge, langue, lieu, genre), de se livrer à un travail d'autoanalyse (Bourdieu, 1993). Le récit de vie (Ferrarotti, 1983) de l'enquêté, nécessairement porteur d'une part de subjectivité, peut -être confronté à d'autres données pour contrôler l'interprétation : « *Pour mener un entretien ethnographique, il faut pouvoir recueillir des données objectives pour contrôler les données subjectives et obtenir de nombreuses anecdotes. Un entretien ethnographique doit donc se donner des moyens d'objectivation. On a déjà vu que le cadre de l'entretien est en lui-même un moyen d'objectivation, mais l'entretien est à même, à lui seul, de produire un ensemble de données à la fois objectives et subjectives* » (Beaud, 1996, p.241).

La compréhension de la parole de l'enquêté et sa juste retranscription impliquent tout d'abord de connaître aussi précisément que possible le contexte du récit produit[268]. Des propos apparemment anodins peuvent être lourds de sens une fois le contexte compris – et inversement, un discours militant très idéologisé et précis peut constituer un vrai défi lors de son interprétation. Les éléments non-verbaux constituent eux aussi une source d'informations : choix du lieu de l'entretien, débit de la voix, gestes, et autres décisions et attitudes corporelles doivent être pris en compte.

Réaliser, dans le cadre d'une démarche ethnographique, des entretiens auprès de militants par ailleurs suivis lors de séquences d'observation directe, renforce la possibilité de produire des interactions avec les personnes interrogées. Dès lors que

[267] Les nombreuses références au texte de Stéphane Beaud (1996) sur *l'entretien ethnographique* s'expliquent par la place centrale de cet article pour élaborer notre propre dispositif d'enquête.

[268] Par exemple, si l'enquêté fait référence à des évènements historiques précis, blague à propos d'un fait divers ou évoque à demi-mot un phénomène douloureux.

les militants des partis anti-austérité constituent un public certes accessible mais au langage souvent normé, habitué à communiquer un message idéologique, nous avons choisi d'associer les entretiens à une étude de l'écosystème militant réalisée durant divers moments politiques. L'étude des interactions interpersonnelles saisies hors du cadre politique formel constitue, ainsi, un outil d'analyse des propos collectés au cours des entretiens et une ressource pour analyser les parcours militants.

En effet, au-delà de la comparaison entre les propos recueillis et des faits vérifiables par observation, nous avons ainsi souhaité approfondir l'analyse des dynamiques collectives. Les parcours militants prennent leur sens dans le cadre d'organisations (partisanes et pérennes, ou capillaires et temporaires). L'entretien ethnographique prend ici une valeur heuristique particulière en permettant un dialogue permanent entre individuel et collectif, entre « moi » et « nous » : « *La force heuristique de l'entretien sociologique tient […] à sa singularité que le sociologue peut faire fonctionner comme cas limite d'analyse, qui lui confère un pouvoir de généralité.* »

En effet, « *Restreindre le travail intensif sur un nombre somme toute limité d'entretiens, c'est d'une certaine manière faire confiance aux possibilités de cet instrument d'enquête, notamment celle de faire apparaître la cohérence d'attitudes et de conduites sociales, en inscrivant celles-ci dans une histoire ou une trajectoire à la fois personnelle et collective* » (Beaud, 1996, p.252).

Ces attitudes sociales se construisent donc dans le rapport aux autres – militants, non-militants, dirigeants, dirigés, camarades et adversaires – et donnent à voir un panel de présentations et de représentations diverses[269]. Les interactions entre acteurs sont ici au cœur de l'approche retenue. La focale microsociologique donne une profondeur à la compréhension de ces phénomènes en permettant une connaissance du terrain qui touche à l'intime : gagner la confiance, quoique limitée, de l'enquêté, permet de recueillir témoignages et confidences et de concevoir comment les militants

[269] Par exemple, le discours produit par un parti se présentant comme l'héritier d'une tradition de lutte ou au contraire comme un nouveau-venu peut être intériorisé par des militants qui y trouveront une cohérence d'ensemble, une justification à des parcours pourtant marqués par divers tournants suscitant autant d'ajustements et de redéfinitions.

interagissent. Cette démarche est à mettre en relation avec l'activité politique elle-même. Nous considérons que l'on peut ici identifier une autre singularité du militantisme comme terrain d'investigation sociologique : de par leur formation et leur activité, les militants sont habitués à la fois à la prise de parole argumentative (privée comme publique, particulièrement en réunion) mais expérimentent également une série de frustrations liées à la dissonance entre idéaux et réalité matérielle, ou entre diverses options stratégiques.

A ce titre, les espaces de discussion publique partagent avec la situation d'entretien une même dimension « thérapeutique ». Les militants tendent parfois à reproduire face au chercheur un comportement qu'ils relèvent pourtant dans les assemblées et réunions publiques, lorsque des personnes prennent la parole pour « vider leur sac », pousser un « coup de gueule » et exprimer une série de sujets d'inquiétude personnelle que les militants relieront à des problématiques sociales plus larges. De même, les militants – notamment les plus expérimentés – peuvent profiter du moment de l'entretien pour s'épancher sur un passé glorieux, vocaliser des critiques indicibles dans d'autres cadres, fanfaronner, faire un bilan critique d'échecs passés ou simplement identifier diverses frustrations et limites. Ces attitudes doivent être anticipées car bien qu'elles soient porteuses d'informations extrêmement utiles, leur potentiel à faire dérailler un entretien n'est pas négligeable – le degré d'ouverture possible dans la forme de l'entretien dépendant alors de choix réalisés en amont.

Sans valeur statistique en soi, l'entretien qualitatif donne par contre à voir les dynamiques sociales façonnant la vie d'un individu, et s'exprimant dans son parcours singulier. Il apparait ainsi comme porteur d'exemplarité, sa validation se faisant par l'étude du contexte et par la comparaison et non par l'étude des récurrences statistiques.

2 – Recueillir la parole des militants

Evoquer l'entretien comme outil mobilisé dans le cadre de la méthode qualitative

ne dit rien des conditions de son déroulement. Organisées autour d'une série de thèmes, et ainsi de discussions orales, les paroles des militants ont été enregistrées puis retranscrites par la suite. Des notes écrites sont également prises durant l'entretien, tant pour garder une trace d'informations non-verbalisées que – selon les cas - pour donner une image « sérieuse » lorsque le cadre de l'entretien est par trop informel.

a) Une collecte de données par entretien

Une première expérience pratique de l'entretien « semi-directif » a été acquise à l'occasion de précédents travaux[270]. Il s'agissait, ici, de rechercher un moyen terme entre un entretien non-directif, difficile à maîtriser dans le cadre d'un terrain transnational, et un entretien par trop directif laissant peu de place aux informations sortant des questions préconçues. Tout type d'entretien présente bien sûr des limites à prendre en compte, et le fait de suivre un guide d'entretien prédéfini comporte des risques identifiables : « *Si la consigne de « préparer » la conduite d'un entretien n'est pas en soi discutable, si la présence d'un guide peut rassurer l'enquêteur (avec sa liste de questions sur la table), il reste que le guide d'entretien peut changer la relation d'enquête. Il confère notamment un caractère officiel et presque scolaire à la situation d'entretien qui la fait ainsi se rapprocher de la passation d'un examen.* » (Beaud, 1996, p. 239) Si ce caractère formel peut créer une distance dommageable auprès de certains publics, l'expérience tend à montrer qu'elle a aussi un effet rassurant, donnant des gages de sérieux aux personnes interviewées.

La rédaction d'un guide d'entretien relativement dense répond au besoin de recueillir des informations portant sur les mêmes thématiques dans les trois pays choisis. Un tel guide traduit en castillan (pour l'enquête réalisée à Barcelone auprès des militants de Podemos) et en anglais (pour interroger les militants de Syriza) donne la possibilité de tester différentes hypothèses en minimisant le risque de « nationaliser » de manière

[270] Howard S. Becker défend l'idée selon laquelle les choix du chercheur découlent plus des ressources disponibles pour l'enquête que d'une démarche épistémologique antérieure.

trop importante les questions posées et l'approche de l'objet d'étude. Néanmoins, la conduite des entretiens demeure flexible. L'ordre des questions est modifiable en fonction de la dynamique propre à chaque entretien[271]. De même les digressions résultant de questions ouvertes[272] ont encouragées pour approfondir un thème évoqué superficiellement, pour prendre en compte les silences ou les changements brusques, pour rebondir et relancer le fil de l'entretien, et pour faire émerger des questions qui rendent compte de la problématique des enquêtés. Dans la pratique de l'enquête, la durée, le lieu et la fluidité des entretiens s'avèrent variables : elles peuvent rendre compte des relations qui se tissent plus ou moins facilement entre l'enquêteur et les enquêtés.

Les entretiens oraux et individuels ont été privilégiés. Les exceptions à cette règle (trois entretiens de deux personnes et deux entretiens réalisés à l'écrit) sont dues à des contraintes circonstancielles qui n'auraient pas permis de réaliser ces entretiens suivant la norme fixée. Nous avons préféré adjoindre au corpus ces entretiens hors-normes plutôt que de laisser de côté ce matériau. De plus, leur existence permet de contrôler de manière secondaire la validité de la démarche suivie avec les entretiens directs et individuels.

L'efficacité de cette collecte de données « passive » dépend grandement du lien s'établissant entre enquêteur et enquêté, en principe facilité par les liens crées au cours des séquences d'observation. De plus, le fait de présenter son projet de recherche en amont, et/ou d'obtenir des recommandations (existences d'un ami commun, contact établi par un autre militant, discussion antérieure dans un cadre informel), facilitent la construction d'un cadre propre à permettre la libre expression de l'enquêté. Ce qui ne dispense pas d'être parfois confronté à des refus (refus d'entretien ou refus de réponse à certaines questions), à des réticences, à des falsifications, à des oublis volontaires qu'il convient, aussi, d'analyser.

[271] Ceci implique donc de connaître son guide (ou grille) d'entretien pour pouvoir intervertir des questions et éviter les redites. De ce point de vue, malgré des tests préalables, les premiers entretiens ont été bien plus laborieux que les suivants.

[272] Au contraire, les questions fermées, se répondant à elles-mêmes, laissant transparaitre la question de recherche, tout comme les jugements de valeur, ont été exclus.

En outre, des processus tels que la genèse et l'institutionnalisation d'un parti ne peuvent être saisis que dans le « temps long ». Il en va de même pour les parcours biographiques des militants, dont la période d'activité politique peut être qualifiée de carrière militante – pour reprendre le concept popularisé par Olivier Fillieule[273] : « *Appliquée à l'engagement politique, la notion de carrière permet de comprendre comment, à chaque étape de la biographie, les attitudes et comportements sont déterminés par les attitudes et comportements passés et conditionnent à leur tour le champ des possibles à venir, resituant ainsi les périodes d'engagement dans l'ensemble du cycle de vie. La notion de carrière permet donc, au-delà de la pétition de principe, de mettre en œuvre une conception du militantisme comme processus. Autrement dit, de travailler ensemble les questions des prédispositions au militantisme, du passage à l'acte, des formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement, de la multiplicité des engagements le long du cycle de vie […] et de la rétraction ou extension des engagements* » (Fillieule, 2001).

Etudiées dans leur dimension subjective comme objective, ainsi que dans les interactions existant entre elles, ces carrières font ainsi émerger un panorama multidimensionnel, un écosystème où le militant existe à la fois par rapport à son parti, par rapport aux autres, et par rapport à son propre passé. Il est donc absolument nécessaire de replacer les choix des différents acteurs dans l'écheveau des logiques et relations sociales que l'enquête ethnographique est précisément destinée à saisir. L'équilibre entre la présentation de la diversité des cas individuels et la prise en compte des logiques surplombantes (historiques, sociales, organisationnelles) est toujours recherché. Une erreur commune consiste à attribuer une valeur heuristique à l'étude de parcours biographiques considérés comme porteurs de sens en eux-mêmes,

[273] Jean-Claude Passeron définit la carrière comme *« le concept [qui] permet ainsi, lorsque son utilisation tient ce que promet son contenu théorique, de saisir, par une description à la fois interprétative et explicative, le sens indissociablement subjectif et objectif que prend après coup comme carrière (pour le sociologue mais aussi sous le regard rétroactif du sujet) une succession d'actions, réactives, défensives, tactiques, anticipatrices, etc., que celui-ci a choisies en son nom personnel pour gérer ses rapports avec le pouvoir contraignant d'un appareil qui lui a imposé anonymement la gradation prédéterminée des sanctions ou des récompenses correspondant à ses réponses (ou à ses abstentions) choisies* » (Passeron, 1990, p.20).

artificiellement séparés de leur environnement social : « *le récit biographique fasciné par ses propres pouvoirs de suggestion, c'est une visée utopique d'exhaustivité qui fonde son impression de compréhension dans l'illusion d'immédiateté* » (Passeron, 1990, p.5).

Travailler à partir d'entretiens implique donc de reconstruire ces carrières militantes pour comprendre comment s'opère la socialisation d'un individu à travers l'engagement politique, pour en définir les portes d'entrée – environnement familial[274], études, rencontres fortuites, démarche volontariste, évolution graduelle depuis un engagement autre – pour en comprendre les évolutions, les rétributions, les particularités et pour, éventuellement, expliciter les causes d'une rupture ou d'une professionnalisation de cette activité[275]. La reconstitution d'une de ces carrières a commencé, en pratique, par l'établissement de fiches récapitulant les principales données sociologiques concernant un individu[276]. Une fois défini ce profil, la seconde étape consiste à produire une chronologie socio-professionnelle et politique de la vie de l'enquêté, permettant de donner une première lecture des grandes étapes de son parcours biographique (étapes parfois entrecoupées par des « vides » qu'il convient d'interpréter) jusqu'au moment de l'enquête. De premières récurrences apparaissent à cette étape et permettent d'affiner l'analyse. La tranche d'âge opère alors un certain tri : les profils de « vétérans » nécessitent un travail bien plus important pour être reconstitués, tant pour mettre bout à bout les informations parcellaires données par l'entretien que pour rappeler le contexte historique dans lequel s'inscrivent les

[274] La prise en compte du contexte social et de son aspect déterminant dans les carrières politiques ne doit pas être sous-estimé, alors que *« rares sont les travaux qui entendent véritablement restituer à la fois les possibles et les contraintes (professionnels mais aussi en termes de vie de couple par exemple) qui affectent les militants* » (Sawicki, Siméant, 2001, p.111) .

[275] Max Weber proposait une dichotomie entre individus vivant *pour* la politique et individus vivant *de* (ou *par*) celle-ci, et s'étant donc professionnalisés. Il ne s'agit pas d'opposer artificiellement deux idéaux types caricaturaux, d'un côté le militant désintéressé, de l'autre le politicien professionnel ; mais plutôt de mettre en lumière les différents types de rétribution de l'engagement, tout comme les normes imposées à l'activité politique conduisant à une adaptation de celle-ci au modèle professionnel de l'activité salariale.

[276] Définition de la catégorie socioprofessionnelle (CSP), date et lieu de naissance, genre, informations concernant les études et les croyances…

premières phases d'un engagement[277].

Identifier les moments nodaux de l'engagement est ensuite l'objet d'un travail d'interprétation qui se fonde sur la dimension rétrodictive de l'entretien : la personne enquêtée produit à posteriori un récit de sa vie qui livre une série d'indications d'ordre chronologique, tout en étant porteur de sens – le sens qu'un acteur donne à son action, en fonction de sa socialisation, de son intériorisation de diverses normes collectives. Le processus de comparaison qui anime le travail d'enquête présenté ici se réalise donc à plusieurs niveaux. La comparaison s'opère entre divers parcours biographiques au sein d'un même groupe politique puis entre différentes structures à une échelle transnationale, selon une optique de plus en plus large. Saisir les représentations du monde social que portent les enquêtés et établir leur part de singularité ou leur dimension transversale implique selon nous de dépasser le cadre des mots, parfois impropres à présenter toute la palette de valeurs et de références façonnant une vision du politique.

b) Des usage de l'iconographie dans le cadre des entretiens

La méthode d'entretien choisie inclue une dimension iconographique. Ce choix « expérimental »[278] se justifie par la volonté de diversifier les supports de l'entretien et de renforcer la dimension transnationale de l'enquête. Enregistrer les réactions face à une image tantôt familière, tantôt étrangère, est riche en enseignements. Contrairement à une question ouverte formulée à l'oral, le document iconographique peut être facilement étudié, commenté, comparé. Il est propice à la réflexion

[277] Ce tri s'opère au vu du de la surreprésentation dans la base militante de la gauche radicale des classes d'âge les plus jeunes et les plus âgées, le temps disponible pour de jeunes chômeurs ou étudiants d'un côté, et après l'âge de la retraite d'un autre, constituant la principale explication de ce phénomène.

[278] Il s'agissait de mettre en place une procédure test, dont les résultats seraient exploités si ce procédé permettait de recueillir des réactions supplémentaires, de débloquer une situation d'entretien ou d'ouvrir sur un sujet jusque-là laissé de côté. A ce titre, les résultats ont été jugés satisfaisant, tout en gardant à l'esprit qu'il ne s'agit ici que d'un complément à une grille d'entretien semi-directive tout à fait classique.

interprétative comme à l'expression d'un ressenti enfoui, et constitue le support de réactions d'ordre plus émotionnel. Il s'agit bien d'un « déclencheur » pour des jugements de valeur marqués : un symbole ou un portrait peut susciter l'adhésion ou la colère et le rejet, parfois la nostalgie, et cela de manière visible si ce n'est dicible.

La dimension transnationale de ce support est liée aux documents choisis. Ceux-ci proviennent de différentes époques, pays et courants politiques pour permettre aux enquêtés de se positionner à la fois sur des supports leur étant connus et sur d'autres plus surprenants ou liés à une histoire dépassant le cadre de leur engagement actuel. Concrètement, il s'agit de « faire parler » les enquêtés en les encourageant à commenter selon la méthode de leur choix une série de huit images présentées en fin d'entretien sur une même planche, ainsi composée :

- Deux affiches de Podemos ;

  La première destinée aux élections européennes du 25 mai 2014 et représentant un bulletin tombant dans une urne, avec le slogan « Quand est-ce que tu as voté avec espoir pour la dernière fois ? » ;

  La seconde destinée aux réseaux sociaux, représentant une dame âgée fouillant dans les poubelles, et frappée du slogan « Plus jamais cette image. Revenu basique universel - Oui c'est possible » ;
- Une affiche de Syriza appelant à un meeting électoral de soutien à la candidature d'Alexis Tsipras, le mardi 11 janvier 2015, présentant le slogan « L'espoir arrive » et le portrait du candidat ;
- Une affiche du M5S annonçant un meeting politique à Parme, représentant Beppe Grillo et le slogan « Faisons-leur voir les étoiles »[279] ;
- Une affiche écologiste des années 2000 utilisant la symbolique altermondialiste illustrée par un arbre formant le globe terrestre, et le

[279] L'inclusion d'une affiche de Beppe Grillo plutôt qu'une de la France insoumise est due à l'évolution de notre objet d'étude au cours du temps. En sus de ces problèmes d'ordre chronologique, le choix délibéré de conserver une illustration de cette organisation suite à l'apparition de la FI s'explique par l'utilité d'un document iconographique représentant un parti difficile à classer, pour interpréter l'adhésion ou le rejet manifestés par les militants : le M5S constitue-t-il pour eux un contre-exemple ou une source d'inspiration ?

slogan « *Think green* » (pensez vert) ;

- Une affiche réalisée en sérigraphie par « l'atelier populaire des Beaux-Arts » représentant une usine sur laquelle flotte le drapeau rouge, accompagnée du slogan « Mai 68 : début d'une lutte prolongée » ;
- Une affiche irlandaise du Connolly Forum appelant à la manifestation du premier mai 2006, illustrée par un poing levant le drapeau rouge ;
- Une affiche datée de la Guerre d'Espagne, produite par la Fédération Anarchiste Ibérique (FAI) et représentant un paysan libertaire devant un drapeau rouge et noir, sous le slogan « Liberté ».

Un numéro est attribué à chaque image pour faciliter la retranscription des commentaires enregistrés. Les affiches des partis contemporains doivent permettre aux enquêtés de s'exprimer tant sur la production graphique de leur propre parti que sur celle de leurs homologues, et notamment sur des choix forts tels que la mise en avant d'une figure de dirigeant (ici, Alexis Tsipras ou Beppe Brillo).

L'image issue du mouvement écologiste interroge sur l'incorporation de ce mouvement et de ses valeurs et symboles dans l'imaginaire des partis étudiés. Le choix d'un message minimaliste, sans mention de parti, vise à aborder la thématique écologiste sous ses différentes incarnations – altermondialisme, partis « verts » ou campagnes institutionnelles.

Quant aux trois affiches historiques, leur forte charge symbolique (le mouvement de Mai 68 ; le drapeau rouge ; l'anarchisme espagnol) a vocation à susciter des réactions contribuant à situer l'enquêté dans son rapport à l'iconographie traditionnelle de la gauche, du mouvement ouvrier, et à déterminer l'influence de ces derniers sur les constructions politiques contemporaines. Il s'agit également de prendre en compte les éventuelles différences générationnelles (les militants originellement socialisés dans des organisations marxistes sont-ils plus réceptifs à cette symbolique ? S'inscrivent-ils au contraire en rupture vis-à-vis d'un héritage considéré comme handicapant ? Leurs jeunes camarades reprennent-ils ou délaissent-ils cette imagerie ?).

c) L'iconographie, révélatrice d'un imaginaire partagé

Cette méthode permet de déterminer le degré de connaissance de l'environnement idéologique de la gauche radicale par l'interviewé, et son adhésion ou son rejet d'images liées tant à son histoire politique nationale qu'à celle d'autres pays. Considérant que « *dans des contextes différents, des images identiques peuvent faire l'objet d'interprétations variables* » (Pina, Savarese, 2017, p.31), l'usage d'un tel support iconographique doit permettre de préciser comment les militants insoumis ou podémistes perçoivent par exemple la figure d'Alexis Tsipras. Leur interprétation de cette image au moment des entretiens fait-elle écho à celle des enquêtés grecs, et chez ces derniers, la distinction entre militants et ex-militants de Syriza s'opère-t-elle également vis-à-vis de tels symboles ?

Recueillir les réactions des militants à ces images permet aussi de comprendre les logiques de continuité et de rupture existant avec des mouvements antérieurs porteurs d'une symbolique révolutionnaire forte, remontant jusqu'à la Guerre d'Espagne. Ce choix correspond à la nécessité de replacer l'existence des partis étudiés dans le « temps long » du mouvement ouvrier, pour tenter de déceler l'attachement éventuel des militants à cette histoire. La perception de ce matériau, l'intérêt ou le désintérêt montré pour différents contenus s'ajoutent aux informations issues de l'entretien semi-directif, complétant ou venant questionner celles-ci. Cet ajout à l'entretien contribue à minimiser le risque de production d'une « illusion biographique » (Bourdieu, 1986), lorsque les acteurs d'un phénomène social (et ici, politique) sont considérés comme capables de produire un récit purement historique, débarrassé de toute subjectivité (Becker, 2002).

d) Observation participante et compilation de matériaux

Recueillir des informations hors des périodes d'entretien permet de contextualiser ceux-ci, contribuant à objectiver les propos retranscrits. Cette démarche constitue le prolongement de la collecte d'informations issues du champ médiatique, commencée

avec la constitution d'une revue de presse compilant les articles traitant des partis étudiés avant de mettre en place le travail de terrain proprement dit.

Les outils de l'observation participante permettent de se plonger dans l'univers des interactions entre acteurs du monde militant (Cefaï, 2003). Cette méthode nécessite d'être pensée comme une technique contraignante de recueil de matériau pour devenir véritablement une « observation armée » (Arborio, Fournier, 2015). Plusieurs types de participation sont possibles, allant d'une observation distante présentée comme telle à un investissement militant, en immersion[280]. La nature de l'objet d'étude tend à influencer l'approche choisie. Ici, les partis contestataires étudiés se présentent comme des structures ouvertes valorisant la transparence : Podemos a inauguré les réunions d'accès libre, définissant le militantisme comme une participation « à la carte » à la vie partisane et non comme une adhésion procédurale sanctionnée par la validation collective (et conditionnée par le paiement d'une cotisation). Le principal travail d'observation participante a été mené dans les cercles barcelonais de ce parti. Après comparaison des différentes possibilités d'approche existantes, le choix retenu a été celui de la transparence dans la démarche, sans devenir toutefois militants. Obtenir des entretiens implique de donner un minimum d'informations sur la position que l'on occupe et sur le travail de recherche que l'on entreprend. Se présenter en tant que chercheur travaillant sur un parti politique conduit nécessairement à occuper d'emblée une position particulière et surplombante, possiblement semblable à celle d'un journaliste.

Les militants de partis habitués à recevoir une attention soutenue de la part des médias et peuplés d'étudiants et d'universitaires envisagent les chercheurs s'intéressant à leur pratique sous un jour positif. Cependant, le fait de se savoir observé produit des postures, justifications et discours artificiels, les militants tentant de donner la meilleure image possible de leur organisation et de leur propre pratique[281]. Participer

[280] Les enquêtes situées sur des terrains réfractaires à l'investigation en science sociale, tels que les organisations d'extrême droite, tendent à mobiliser plus facilement ce genre d'approche pour contourner les refus et la méfiance des militants.

[281] Il s'agit de donner une image correspondant à ce que l'on suppose être attendu par l'observateur, pour se conformer autant que possible à un *a priori* positif. Cette posture se retrouve de manière plus

à divers moments de sociabilité extérieurs aux espaces formels de l'engagement politique permet alors de compenser ce biais en rétablissant des relations plus horizontales dans laquelle l'étiquette « chercheur » tant à s'estomper – bien qu'elle ne disparaisse jamais entièrement sur des périodes d'observation si courtes. En cela, l'observation participante « *constitue une façon de résister aux constructions discursives des interviewés en permettant de s'assurer de la réalité des pratiques évoquées en entretien. Elle est aussi un moyen d'échapper au sentiment de dépossession face aux outils sophistiqués de traitement de données, souvent perçus comme des « boîtes noires »* » (Arborio, Fournier, 2015, p.8). La participation à divers manifestations, actions, happenings, meetings, réunions d'information, tractages et collages donne à voir d'autres facettes de l'activité militante prise comme activité sociale à part entière, certains profils se révélant plus à l'aise avec l'expression orale en public quand d'autres s'expriment mieux dans l'action de terrain. Ici, participer ne signifie pas devenir le réceptacle et le diffuseur d'un message partisan, mais prendre part à divers moments représentatifs des interactions sociales entre militants, ceux-ci incluant les espaces de discussion dématérialisés où se poursuivent et se complètent les relations établies *in real world* (IRL)[282].

Cette observation participante est également réalisée en collectant le matériel politique produit par les partis étudiés et leurs différents avatars. Tout support de l'expression politique collective est pris en compte, car représentant un fragment de l'identité collective du parti. La plupart des documents collectés sont à usage externe : autocollants, affiches, brochures, programmes et tracts constituent la base de toute activité partisane et notre objet d'étude tripartie se positionne ici dans la droite ligne

---

forte encore durant la situation d'entretien. Dans ce cadre, le risque existe de reconstruire une interaction scolaire, dans laquelle l'enquêté a le sentiment d'être jugé sur ses résultats et tente donc de donner les « bonnes » réponses. En effet, « *une des principales difficultés pratiques que rencontre tout «intervieweur» est la tendance des enquêtes à vouloir prendre de la hauteur, à livrer un «témoignage» à portée générale, d'un «bon niveau», en s'ajustant ainsi à ce qu'ils perçoivent être les attentes de l'enquêteur* » (Beaud, 1996, p.242). L'emploi de questions ouvertes, la progression dans celles-ci et les relances diverses doivent permettre de neutraliser autant que possible ce phénomène.

[282] Cette expression désigne la vie matérielle, par opposition aux interactions numériques permises par le développement d'Internet.

de ses prédécesseurs. D'autres documents plus rares sont voués à alimenter la vie collective de l'organisation : distribués lors de réunions, diffusés via internet ou passés de main en main, ceux-ci représentent l'expression de positions exprimées par des groupes ou des individus confrontés à diverses situations politiques. Il s'agit par exemple de textes de motions ou d'amendements destinés aux réunions délibératives. D'autres documents portent des orientations stratégiques répondant tant aux problématiques locales (comment ouvrir un local, quelles alliances opérer pour un scrutin municipal) que nationales. En plus de renseigner sur la vie formelle d'une organisation, de tels documents indiquent les enjeux de son économie interne. Leur forme correspond quant à elle à un vocabulaire particulier, reflet d'une « culture partisane » partagée et d'orientations idéologiques parfois plus clivantes.

La collecte de matériel ne se limite pas au support papier. Le numérique y occupe aussi une place importante, bien que les informations y soient dématérialisées. La communication des partis politiques s'opère aujourd'hui en grande partie sur Internet, en investissant de plus en plus intensément les réseaux sociaux pour répondre à l'évolution du rapport au numérique de la population européenne. Produire et diffuser du contenu permet non seulement d'occuper l'espace, mais également de court-circuiter les médias classiques (journaux, radios et chaînes de télévision) en minimisant le rôle des intermédiaires entre le diffuseur et le récepteur du message. Cette stratégie communicationnelle, si elle n'est pas propre en soi aux partis contestataires comme nous l'avons noté, rencontre chez eux un écho particulier en participant à une critique du rôle social des médias *mainstream* (dominants).

3 - Présentation de l'enquête de terrain

Pour préciser, enfin, les modalités pratiques de l'enquête de terrain : celle-ci s'inscrit dans un contexte local, national et chronologique particulier, et renvoie à des choix méthodologiques dont dépend la production des matériaux d'enquête - comme leur exploitation.

a) La grille d'entretien

Construire une grille d'entretien « semi-directive » revient à définir une série d'axes permettant de générer et d'alimenter une discussion, dont doivent ressortir des informations exploitables pour expliquer le phénomène étudié. Aborder un processus d'institutionnalisation à travers l'évolution des carrières militantes implique donc de formuler des questions susceptibles de mettre en lumière ces effets sur le temps court, tout en resituant les parcours politiques dans le temps biographique.

Un premier volet de l'entretien porte sur l'origine de l'enquêté, sur sa famille et le temps passé dans la ville où se déroule l'enquête. Ces questions permettent de commencer à le situer sociologiquement tout en l'amenant à évoquer des souvenirs. Elles sont petit à petit complétées par d'autres abordant la socialisation primaire : niveau d'étude, éducation religieuse éventuelle, culture politique familiale… Ce premier volet a aussi pour objectif de « briser la glace » et de favoriser l'installation progressive d'un rythme d'entretien plus fluide (en tentant d'éviter certaines questions pouvant conduire à des blocages, telles celles portant sur la foi ou le niveau de revenus), ouvrant la voie à des échanges plus approfondis sur les thématiques relevant de l'objet de l'enquête. Contrairement à d'autres terrains pour lesquels une telle approche ne serait pas souhaitable, de telles questions personnelles pouvant provoquer des résistances, l'accès facilité aux militants ainsi que les interactions créées avec eux en amont ont permis d'éviter cet écueil.

Le second volet de questions vise à comprendre la socialisation professionnelle de l'enquêté en interrogeant son statut et son expérience professionnels, mais également ses engagements associatifs ou syndicaux entrant dans ce cadre. A ce moment de l'entretien est évoquée la vie sociale liée au monde du travail, via la nature des discussions pouvant exister durant l'activité professionnelle, le travail effectué – ou au contraire la manière de gérer une situation économique précaire. Cette partie s'ouvre ensuite sur le rapport aux médias, à l'information, et ainsi d'une certaine façon à la « culture politique» de l'enquêté pour envisager, au sens large, son environnement

socio-culturel.

Le volet suivant touche à l'engagement politique à proprement parlé, qui a pu être déjà abordé au détour d'une question précédente. Il s'agit désormais de partir de considérations larges (sur la situation politique du pays) touchant aux raisons de l'engagement pour définir, au fil des échanges, les modalités de celui-ci. Premiers contacts avec la politique, premières expériences, passage éventuel par diverses structures, pratiques, temps consacré à l'activité, prise de responsabilités, participation à divers mouvements sociaux, moments marquants en positif comme en négatif, raisons données à son engagement, création de liens interpersonnels[283], vision de l'équipe dirigeante : toutes ces thématiques indiquent le rapport entretenu par une personne au politique, le sens donné à une activité comme les rétributions qu'elle peut apporter. L'évocation des modalités de l'engagement partisan constitue une source d'informations objectivables complétant la relation subjective des moments vécus, dont la description doit être réinterprétée : les souvenirs correspondant à des expériences personnelles *du* politique et de *la* politique renseignent sur les savoirs comme sur les savoir-faire acquis et mobilisés au fil de l'engagement[284].

L'entretien tend ensuite à s'orienter vers des considérations d'ordre idéologique, progressivement amenées à partir de l'expérience décrite. L'accent est alors mis sur l'autodéfinition politique en termes d'étiquette théorique donnée à son engagement et de références mobilisées – rapport aux autres structures politiques, personnages ou œuvres marquants. Enfin, la partie iconographique vient clore l'échange, ou le relancer si le besoin s'en fait sentir.

La prise en compte de la parole de l'enquêté ne se limite pas à son expression orale[285], mais intègre une observation continue de sa manière d'être : « *La possession d'un*

[283] Le rapport aux autres, les complicités bâties dans le cadre d'engagements partagés, d'alliances ou, au contraire, de situations conflictuelles (exclusions, mise en minorité) donnent un aperçu des interactions pouvant exister au sein du monde militant, et la place occupée par une sociabilité politique dans la vie de l'enquêté.

[284] L'enquêté est ainsi invité à décrire les moments de son engagement source de fierté, de satisfaction, d'enthousiasme, considérés comme des réussites - et, à rebours, ceux considérés comme des échecs, sources de frustration et de tension.

[285] Celle-ci est enregistrée au moyen d'un dictaphone, puis retranscrite à l'écrit.

certain nombre de données objectives est indispensable si l'on veut mettre ensuite en rapport ces dernières (collectées de manière éparse tout au long de l'entretien) et les points de vue subjectifs exprimés par l'enquêté. Cette démarche n'est-elle pas le seul moyen dont dispose le sociologue pour interpréter un entretien ? […] Si on se situe au niveau de l'entretien en lui-même, il s'agit d'objectiver l'enquêté comme personne sociale dans le cours même de l'entretien, en saisissant toutes les indications corporelles, langagières, scéniques qui signalent certains traits de leur identité sociale. » (Beaud, 1996, p.241). L'entretien ne se limite donc pas à sa dimension rétrodictive, mais renseigne également sur la situation sociale présente de l'enquêté.

b) Organisation de l'enquête de terrain

Une fois achevée la conception du guide d'entretien, s'est posée la question de l'échantillonnage. Celui-ci doit répondre à un double impératif : constituer un échantillon exemplaire, à même de fournir des informations susceptibles d'être analysées pour confirmer ou infirmer nos hypothèses de recherche, et être accessible au vu des moyens modestes de l'enquête de terrain. Comme indiqué auparavant, plusieurs stratégies existent pour constituer un échantillon de militants politiques. L'une consiste à demander l'accès aux listes de membres d'une structure pour contacter les militants. Cette méthode suppose cependant l'existence de telles listes, ainsi qu'un degré de confiance ou d'habilitation suffisant pour y avoir accès. Une autre méthode part de l'observation participante pour déboucher sur la constitution par le chercheur d'une liste de personnes susceptibles d'être interrogées. Une des limites de cette seconde méthode est le temps nécessaire à cette approche par phase, temps forcément limité dans le cadre d'enquêtes dans des pays étrangers. Cette méthode est cependant pertinente au regard des partis choisis, car elle tend à recentrer l'enquête sur les militants effectivement actifs dans une structure plutôt que sur ceux formellement inscrits[286].

[286] Les deux catégories ne se recoupent en effet pas systématiquement.

Nous avons donc choisi de compléter cette approche par une troisième méthode nommée *snowball sampling* (« boule de neige ») : une fois les premiers contacts établis en usant de différentes méthodes d'approches[287], les enquêtés étaient invités à donner d'autres contacts susceptibles de répondre à des demandes d'entretien. Cette approche a le double avantage de renforcer la confiance des enquêtés se retrouvant face à un chercheur bénéficiant de recommandations, et de mettre en lumière les relations capillaires existant entre différents acteurs – notamment des personnes ordinairement difficiles d'accès, soit de par leurs responsabilités politiques, soit pour cause de désengagement partisan. Une surveillance particulière de la composition de l'échantillon est alors nécessaire, avec, si besoin, le recours à d'autres méthodes de mises en relation entre le chercheur et des enquêtés potentiels. En effet, la méthode « boule de neige » tend à homogénéiser le groupe constitué au travers de telles relations interpersonnelles, et à limiter la représentation d'éléments pouvant porter un regard critique : « *les dirigeants vont par exemple être tentés d'indiquer les individus les plus méritants, ou ceux qu'ils connaissent le mieux ou ceux dont ils estiment qu'ils ne donneront pas une image négative de l'organisation* » (Dechezelles, 2006, p.52).

Le terrain principal de l'enquête se situe à Barcelone, plus précisément dans la partie est de la ville, autour du quartier de Sant Marti – notamment El Camp de l'Arpa del Clot. Ce quartier ouvrier historique est marqué par une vie locale très active, autour de manifestations culturelles, de locaux associatifs et politiques, et de différents festivals et marchés. Sa proximité avec le centre-ville, couplée à des loyers abordables, renforce son attractivité et le processus de gentrification tend à s'intensifier. La présence indépendantiste est moins marquée à mesure que l'on s'éloigne des rues du centre-ville[288] : les quartiers de l'est abritent de nombreuses familles de travailleurs

[287] En l'occurrence, des demandes formelles transmises via les adresses e-mail et les comptes utilisés sur les réseaux sociaux, la mobilisation de contacts affinitaires susceptibles de connaître des militants, et des demandes directes durant des évènements politiques ouverts.

[288] L'implantation du mouvement indépendantiste catalan s'exprime de manière visible dans le paysage urbain : nombre de balcons sont décorés de messages politiques, de drapeaux catalans, de *l'estelada* (le drapeau symbole de l'indépendance), parfois de sa version socialiste, *l'estelada roja*. Ce phénomène récent tend à se développer depuis une décennie : auparavant, les drapeaux indépendantistes étaient affichés publiquement à l'occasion de la fête nationale catalane, la Diada,

pauvres venus d'autres régions d'Espagne, installées ici pour des raisons économiques et peu sensibles à la cause catalane. Ces populations sont donc considérées comme le cœur de l'électorat de Podemos et l'implantation du parti dans un tel quartier revêt une dimension symbolique autant que stratégique.

La prise de contact s'est faite d'une part au travers de réseaux sociaux, en contactant les groupes locaux de Podemos, et d'autre part via un jeune militant local rencontré à la faveur de connaissances communes. Une fois le contact pris avec le cercle du Clot et la démarche universitaire sommairement présentée, il a été possible d'assister aux réunions du cercle Podemos du district de Sant Marti[289] se tenant au Centre Civic Sant Marti, chaque mercredi soir de 19h35 à 21h25. Ces moments ont constitué le cœur de l'observation participante et permis de recueillir une série de contacts susceptibles de faire suite à une demande d'entretien. L'inscription aux salons de discussions numériques thématiques hébergés par Telegram et la participation à des moments de sociabilité périphériques aux réunions (tels que le passage de groupes de militants au bar proche du centre social, avant et après les réunions hebdomadaires) a parachevé cette première phase d'approche[290]. Le travail de terrain s'est déroulé du 28

célébrée le 11 septembre. Cette omniprésence de la symbolique indépendantiste a entrainé en retour l'affichage de drapeaux nationaux espagnols aux fenêtres. Quoique moins nombreux à Barcelone que leurs concurrents, ils témoignent de la crispation identitaire marquant la vie politique locale.

[289] Il apparait que le foisonnement de cercles ultra-localisés visible sur les réseaux sociaux ne correspond pas à l'organisation réelle du parti, dont les cercles actifs, moins nombreux, regroupent des militants vivants sur une aire bien plus vaste.

[290] Le choix retenu a été celui d'une liberté maximale laissée aux interviewés pour définir les modalités de l'entretien (lieu, horaire, prise de photo de groupe…). Une moitié des entretiens se sont déroulés au bar L'Estrella, derrière le Centre Civic Sant Marti. Ce lieu neutre s'est imposé par sa proximité avec le lieu habituel de réunion du cercle, sa fréquentation occasionnelle par les militants locaux et ses prix bas. D'autres lieux de réunion incluent le parc du Clot, un banc près du métro Sant Marti, d'autres bars, la salle Conservas et la salle Nau Bostik. Les conditions sonores ont donc été variables, dépendant de l'affluence dans ces lieux publics, du passage de voitures ou de la présence d'une télévision. Beaucoup d'entretiens se sont déroulés autour d'une bière ou d'un jus de fruit, l'interviewé commandant parfois à manger. Le contact a été relativement facile, les personnes étant à l'aise avec le sujet, peu nerveuses et acceptants de répondre à toutes les questions. L'échange a été parfois plus chaleureux et ouvert avec des personnes au capital politique réduit, et plus formel avec les militants et responsables, mais l'humour et le langage corporel général des interviewés laissaient penser que l'expérience était un moment plutôt agréable pour eux. Pour certains militants au passé politique riche, ces entretiens ont été l'occasion de revenir sur des points d'histoire parfois chargés

septembre – date de la première réunion - au 20 décembre 2016.

Les militants de base actifs dans le cercle étudié ont été privilégiés dans la construction de l'échantillon. Dans le but d'objectiver les parcours, les interactions et la sociologie des profils étudiés au sein du cercle de Sant Marti, nous avons cependant choisi de compléter ce panel en réalisant deux entretiens avec des députés de Podemos au parlement catalan[291], ainsi que plusieurs entretiens avec des membres d'autres cercles – en l'occurrence, le cercle de Sant Andreu, proche de Sant Marti, et le cercle de l'Eixample, en centre-ville. Des entretiens avec trente militants[292] et deux députés ont ainsi été réalisés. Ceux-ci ont été complétés par la participation à des manifestations publiques telles que la mobilisation contre le traité transatlantique CETA en Europe (15 octobre 2016), à des tractages, formations militantes et réunions publiques.

Un second terrain se déployant du 6 au 29 juin 2016 en Grèce constitue un terrain de contrôle. Celui-ci s'est déroulé principalement dans le quartier d'Exarcheia[293], choisi pour sa densité militante et sa proximité avec le parlement. Le modèle de l'échantillonnage suit une méthode semblable à celle développée à Barcelone, mêlant prise de contact formelle et prise de contact affinitaire par les réseaux d'interconnaissances débouchant sur d'autres mises en relation. Seize entretiens ont été réalisés, dont deux membres de Syriza expatriés et rencontrés à Barcelone. Les entretiens réalisés à Athènes incluent plusieurs témoignages d'élus et de responsables (ou ex-responsables) faisant écho à l'échantillonnage réalisé pour le terrain principal catalan[294]. D'autres recherches telles que la participation à une manifestation unitaire

---

d'émotion, sur des moments marquants vécus de manière très personnelle. Aucun interviewé n'a cependant demandé que son nom n'apparaisse pas, bien que certains n'aient fourni qu'un prénom.

[291] Il s'agit d'Albano Dante et de Jessica Albiach.

[292] Ce panel inclue un fondateur du Partido X issu du 15M, proche de Podemos et témoin privilégié de l'émergence de ces deux partis.

[293] D'autres entretiens avec des militants ont eu lieu dans des quartiers proches, tels Monasthiraki. Les personnalités publiques – responsables et élus – ont choisi un cadre plus formel, en l'occurrence leurs bureaux, et un format plus court, leur permettant de signifier leur position sociale en contrôlant les modalités de l'entretien.

[294] En l'occurrence, il s'agit de l'ex-secrétaire aux droits de l'Homme du gouvernement Syriza Kostis Papaioannou, d'Antonis Georgantas, responsable de la jeunesse du parti, de Giorgos Kiritsis,

devant le parlement ou la visite de locaux du parti sont venues compléter les entretiens.

Une troisième et dernière enquête de terrain, servant également de contrôle à la suite de la première enquête, plus longue, réalisée à Barcelone, a enfin été réalisée entre le 11 octobre et le 7 décembre 2017 à Montpellier, auprès de quatorze militants de la France insoumise – dont un assistant parlementaire[295] – membres de divers « groupes d'appui » locaux. La ville a été choisie suite au nombre record de votes enregistré par la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2017, laissant présager une implantation municipale importante de la FI. Sa taille, plus modeste que les deux autres capitales européennes sélectionnées, renforce l'homogénéisation locale du personnel militant, tout en favorisant la construction d'un échantillon par la méthode « boule de neige ». Encore une fois, les premiers contacts ont été effectués autant via des liens interpersonnels qu'au moyen d'une demande formelle transmise par les réseaux sociaux, et la réalisation des entretiens est complétée par une observation participante durant diverses réunions publiques, manifestations et moments de sociabilité extra-militante. Notons toutefois que ce terrain montpelliérain inclut également une prise de contact avec l'association Podemos Montpellier. De par l'éloignement de ces militants vis-à-vis du parti espagnol dont ils se réclament et leur proximité effective avec les insoumis locaux, l'activité de cette structure renseigne cependant d'avantage sur les ponts pouvant exister entre les deux partis que sur l'activité interne de Podemos comme structure partisane.

Le panel d'entretiens constituant le cœur de cette enquête de terrain d'une durée d'une année est donc constitué de 62 entretiens, réalisés dans trois villes d'Espagne, de Grèce et de France, en castillan, en anglais et en français. Ce matériau est complété par une collecte de matériel politique auprès des acteurs partisans rencontrés, ainsi que d'une observation participante. La dimension transnationale de l'enquête due à la

---

porte-parole du gouvernement durant la crise migratoire et spécialiste de la question des réfugiés, et d'Errikos Finalis, ex membre de la direction de Syriza et du KOE.

[295] Il s'agit d'Imad Attamimi, assistant parlementaire de la députée de la 2° circonscription de l'Hérault Muriel Ressiguier au moment de l'enquête.

nature de l'objet d'étude tripartite a également diverses conséquences.

c) Quelques limites et difficultés rencontrées

Une première conséquence d'une telle approche des nouveaux partis contestataires s'opposant aux politiques d'austérité en Europe du Sud est d'ordre matériel. Le cadrage de l'objet d'étude dépend d'un équilibre précaire entre les possibilités d'enquête réelles et les besoins de la recherche. Car, comme nous l'avons vu, les contraintes matérielles façonnent la procédure d'enquête, souvent plus encore que les positions épistémologiques adoptées. Ces contraintes touchent en premier lieu à la temporalité de l'enquête, nécessairement limitée dans sa durée. La pression de la « rentabilité » de l'investissement dans le travail de terrain en termes de finance et de temps peut conduire à des raccourcis méthodologiques comme à un aveuglement par rapport à des dynamiques sociales qui nécessiteraient une étude plus approfondie pour être mieux appréhendées[296]. Juguler cette pression présuppose ainsi de bien identifier objectifs prioritaires de la recherche, comme l'a souligné Luc Boltanski (1982) à propos de son enquête sur les cadres. Les contraintes matérielles apparaissent également au regard du défi d'accéder, dans un laps de temps court, aux strates les plus profondes de l'organisation partisane - telles que les questions de financement, les enjeux de pouvoir et les jeux d'alliance liant un parti à d'autres forces politiques. Ces questions sont donc ici principalement abordées au travers des témoignages collectés, eux-mêmes soumis à une réinterprétation postérieure permettant de les faire dialoguer pour construire un sens collectif à partir de témoignages individuels divers et parfois contradictoires. Malgré la facilité d'accès au monde militant des trois partis étudiés, certaines portes sont restées fermées. Ainsi, après la formulation de plusieurs demandes, répercutées par des militants interviewés, il n'a pas été possible d'assister à d'autres réunions de cercles de Podemos que celles de Sant Marti. Plusieurs membres

[296] Le processus de retranscription manuelle des entretiens est particulièrement chronophage, mais permet de connaitre de manière approfondie le matériau disponible, et de procéder ainsi à une première lecture analytique au fil de la transcription.

actifs ont également refusé l'entretien, tout comme des militants de Syriza sollicités. Les raisons possibles en sont multiples : manque de temps, organisation déficiente, formalités internes, méfiance vis-à-vis des buts de l'enquête, rejet de l'entretien comme espace d'expression, incompréhension de la demande due à une mauvaise communication… Si le refus de certains militants grecs a été explicitement motivé par la crise que traversait leur parti au moment de l'enquête, les autres échecs peuvent donner lieu à diverses suppositions ne pouvant être définitivement validées. Nous avons donc choisi de ne pas surinterpréter ces réactions négatives ou ces impossibilités, et de les contourner quand cela était possible.

La seconde conséquence de la dimension transnationale de l'enquête est d'ordre linguistique. Un entretien mené dans sa langue natale n'est pas sans embûche, tant l'expression orale est sujette à des interprétations divergentes. La réalisation d'entretiens dans d'autres langues représente donc un degré de complexité supplémentaire avec lequel il a fallu composer. De manière contre-intuitive, le terrain barcelonais aura été l'objet de plus de difficultés de ce point de vue que le terrain athénien. Une maîtrise limitée du castillan[297] additionnée à un manque de pratique de la grille d'entretien a rendu les premiers entretiens laborieux, limitant les possibilités de relance et la fluidité des échanges[298]. Malgré une absence quasi-totale de connaissances regardant la langue grecque, l'enquête réalisée à Athènes s'est trouvée facilitée par la bonne maîtrise de l'anglais (et, dans quatre cas, du français) par les interlocuteurs. La retranscription des échanges et leur interprétation à posteriori doivent cependant prendre en compte cette dimension : l'expression d'un ressenti personnel ou d'une analyse politique peuvent perdre en subtilité lorsque la discussion est marquée par l'usage d'une langue autre que la langue natale. Mais l'utilisation d'une grille d'entretien similaire pour chaque terrain, complétée par un matériel iconographique, permet au moins partiellement de pallier les risques les plus

[297] Cette langue a été apprise à partir du début de la thèse, soit un an avant l'enquête de terrain, pour les besoins de la recherche.

[298] Deux entretiens barcelonais ont été réalisés en français, et quatre en anglais. Tous les entretiens du terrain montpelliérain ont été faits en français.

importants dus à l'écueil de la langue.

La situation d'entretien est également l'objet d'enjeux de pouvoir pour façonner les modalités de l'échange lorsque l'enquêté bénéficie d'une position sociale dominante (Chamboredon, Pavis, Surdez, Willemez, 1994). C'est le cas des responsables politiques, cadres ou élus, ainsi que de personnes expertes bénéficiant d'un important capital symbolique dû à leurs connaissances historiques ou académiques. A l'inverse, la présentation maladroite d'un capital culturel personnel de la part du chercheur peut être vecteur de violence symbolique à l'encontre de militants se considérant comme peu légitimes pour évoquer leur parcours – et, à plus forte raison, pour aborder des questions idéologiques considérées comme relevant du domaine des théoriciens, des « sachants ». De ce point de vue, permettre à l'enquêté de choisir le moment et le lieu de l'entretien et favoriser les relances régulières touchant à des expériences concrètes tend à désidéologiser les réponses formulées[299] - les entretiens avec des militants étant habituellement marqués par un discours prosélyte visant à convaincre l'auditeur de la justesse de la cause défendue et des moyens mobilisés au nom de celle-ci.

Un autre problème s'étant manifesté au fil du temps. Il touche aux témoignages de militants s'étant désengagés, ou étant alors dans un processus de désengagement. Pour des personnes extrêmement impliquées dans une structure partisane, l'expression de critiques peut relever de l'indicible, à plus forte raison devant un chercheur extérieur à cette structure, dépositaire d'une confiance limitée. Des individus ayant rompu avec un engagement passé seront plus aptes à exprimer leurs griefs ou leurs désillusions, mais découvrir leur existence et les contacter constituait un défi supplémentaire[300]. De

[299] Les lieux « neutres » choisis dans la majorité des cas – espaces de sociabilité n'étant ni des espaces ouvertement politiques, ni le domicile familial – rendent cependant plus difficile l'expression de considérations relevant de l'intime.

[300] Nous avons relevé ce problème pour Podemos, lorsque, l'enquête progressant, il devenait plus difficile d'établir des contacts avec des militants actifs, mais des militants se désengageant pouvaient être contactés – parfois grâce à leurs comptes encore actifs sur des listes de discussion ou des *chats* Telegram. Le phénomène s'est manifesté de la même manière mais plus subtilement à la France insoumise, l'exaltation des campagnes de 2017 laissant peu de place au doute et à la rupture tranchée. Concernant Syriza enfin, plusieurs refus d'entretiens de la part de membres actifs furent motivés par la difficulté à exprimer des critiques. Les témoignages des ex membres, très nombreux, pallient cependant cela.

plus, leur témoignage de militants en rupture de ban n'est pas un gage d'objectivité – au contraire, ces témoignages doivent faire l'objet d'une attention particulière tant des remarques acrimonieuses provenant de relations affinitaires dégradées peuvent se déguiser en critiques politiques lucides.

L'identification des moments nodaux de l'engagement découle, comme nous l'avons vu, d'une des problématiques découlant d'une reconstitution des trajectoires personnelles et collectives à partir d'entretiens ayant une dimension biographique. Ici le risque de surinterprétation subjective est patent. En effet, « *les entretiens laissent parfois le chercheur devant un problème qui touche aux choix et aux enchaînements de séquences biographiques présentés selon une logique tantôt rationnelle, tantôt contingente. […] Une fois encore, la contextualisation de la trajectoire et la comparaison avec les données objectives obtenues par ailleurs doivent permettre de démêler ou de nuancer (sans prétention à l'omniscience) les défauts de la mémoire et « l'illusion téléologique » à l'œuvre. Ensuite, la volonté exprimée par l'enquêté de développer un moment particulier de sa trajectoire, peut donner lieu à des précisions qui rendent faisable ce découpage et cette analyse minutieuse de séquences clés* » (Cormier, 2016, p.32).

Ces différentes observations nous amènent à la principale difficulté, intrinsèque à la méthodologie choisie. En effet, l'exemplarité de l'objet d'étude est cruciale : elle ne peut être contrebalancée par la comparaison opérée, celle-ci étant disqualifiée si un ou plusieurs objets comparés n'ont pas de valeur représentative. Or, la sélection méthodique du panel d'entretiens et du cadre de l'observation participante renforce l'exemplarité de l'objet d'étude. Dans le cadre d'une enquête mêlant des entretiens individuels à une observation participante, « *à l'opposé des traitements quantitatifs sur des données standardisées, on s'intéresse à des situations sociales circonscrites, examinées de façon intensive avec l'intention d'établir des faits de pratique, de saisir le contexte contraignant dans lequel ils se développent […]. Cela conduit à restituer les logiques d'acteurs, à rendre à leurs comportements leur cohérence, à révéler le rapport au monde que chacun manifeste à travers les pratiques observables* » (Arborio, Fournier, 2015, pp.9-10). La démarche comparative s'appuie donc, dans le

cadre de cette enquête, sur le processus d'institutionnalisation des partis contestataires anti-austérité d'Europe du Sud.

B) Présentation du matériau recueilli

Il convient de distinguer divers types de matériaux correspondant aux différents outils mobilisés pour collecter les données – entretiens, observation participante et collecte de documents de divers types.

1 - Données sociologiques génériques

a) Présentation des enquêtés

Une présentation succincte des enquêtés donne tout d'abord à voir la composition du panel d'individus auprès desquels ont pu être réalisé des entretiens. Seules les principales caractéristiques sont ici données pour favoriser la lisibilité des données d'enquête.

Terrain 1 - Enquête portant sur Podemos à Barcelone						
N°	Date	Lieu	Genre	Année de naissance	Nom	Activité/Profession
1	16/10/16	Bar - Sants	M	1991	Alejandro	Cadre du parti
2	17/10/16	Rambla	M	1970	Dario	Enseignant
3	18/10/16	Bar - Sant Marti	M	1947	Juan	Technicien retraité
4	18/10/16	Bar - Sant Marti	F	1958	Trini	Administrative retraitée
5	19/10/16	Bar – Sant Marti	M	1971	Jordi	Brancardier/Employé d'hôpital
6	21/10/16	Bar – Sant Marti	M	1954	Luis	Administrateur - banque
7[301]	25/10/16	Local Conservas	M	1979	Sergio	Ecrivain/Entrepreneur

[301] Membre du Partido X.

8	26/10/16	Siège de Podem	M	1977	Albano Dante	Député régional
9	26/10/16	Bar – Sant Marti	F	1946	Josefina	DRH retraitée
10	27/10/16	Siège du district	F	1971	Eva Campos	Elue au conseil de district
11	31/10/16	Bar – Sant Marti	M	1965	Joaquin	Fonctionnaire de la justice
12	31/10/16	Bar – Sant Marti	M	1963	Marino	Journaliste indépendant
13	01/11/16	Bar – Sant Marti	M	1968	José Antonio	Assistant – service à la personne
14	03/11/16	Café - Tetuan	M	1985	Paolo	Professeur de musique
15	05/11/16	Bar – Rambla Clot	M	1956	José Manuel	Salarié de banque retraité
16	06/11/16	Bar – Sant Marti	M	1959	Fredy	Informaticien
17	17/11/16	Parlement catalan	F	1979	Jessica Albiach	Députée régionale
18	17/11/16	Bar – Sant Marti	M	1979	Luis Romance	Professeur d'informatique
19	20 /11/16	Parc du Clot	M	1954	José Luis	Chauffeur de taxi/Acteur
20	21/11/16	Nau Bostik	M	1957	Jordi Gimeno	Employé d'un cabinet d'avocat
21	25/11/16	Bar – Rambla Clot	F	1988	Aline	Développeuse en entreprise
22	26/11/16	Bar – Bon Pastor	F	1984	Conchi	Chômage (Coiffeuse)
23	27/11/16	Bar – La Sagrera	F	1976	Ana	Chômage (Vendeuse remplaçante)
24	28/11/16	Bar – Sant Marti	F	1965	Conchi	Employée municipale
25	01/12/16	Bar - Catalunya	M	1998	Yosef	Lycéen
26	06/12/16	Bar – Fabra i Puig	F	1961	Margarita	Salariée en marketing
27	08/12/16	Bar – Bac de Roda	F	1964	Esther	Professeure de langue
28	10/12/16	Bar – Sant Marti	M	1949	Albert	Technicien retraité
29	14/12/16	Café - Congrés	M	1960	Fran	Chauffeur retraité
30	18/12/16	Café – Sant Marti	M	1998	Javi	Etudiant
31	19/12/16	Réalisé par mails	F	1961	Inma Morales	Inspectrice socioprofessionnelle
32	20/12/16	Réalisé par mails	M	1989	Mario Fernandez	Employé du secteur social

Terrain 2 - Enquête portant sur Syriza à Athène						
N°	Date	Lieu	Genre	Année de naissance	Nom	Activité/Profession

1	23/10/16[302]	Bar – Sant Antoni	M	1990	Yannis	Profeseur d'anglais/Guide
2	23/10/16	Bar – Sant Antoni	F	1991	Amalia	Doctorante à l'UAB
3	08/06/17	Café - Exarcheia	F	1990	Mélanie	Salariée en communication
4	09/06/17	Parlement grec	M	1965	Giorgos Kiritsis	Journaliste/Membre du Parlement
5	09/06/17	Bar – Exarcheia	M	1977	Panagiotis	Salarié pour une radio
6	11/06/17	Bar – Exarcheia	F	1991	Stella	Salariée dans une imprimerie
7	13/06/17	Local Sputnik	M	1990	Antonis Georgantas	Membre du CC de Syriza
8	14/06/17	Café - Exarcheia	M	1984	Sotiris Koskoletos	Economiste
9	15/06/17	Bureau	M	1989	Alex	Ingénieur technique
10	16/06/17	Bureau	M	1966	Kostis Papaioannou	Journaliste et auteur
11	16/06/17	Café - Exarcheia	M	1990	Antonis Mavromatos	Docteur dans la santé publique
12	19/06/17	Bar – Monastiraki	F	1989	Katerina Kar	Journaliste radio pour Left.gr
13	20/06/17	Locaux du KOE	M	1964	Errikos Finalis	Militant permanent
14	21/06/17	Café - Exarcheia	F	1990	Danai Peperan	Avocate spécialisée dans les ONG
15	22/06/17	Café - Exarcheia	M	1975	Prodromos	Tuteur à temps partiel/Ex facteur
16	28/06/17	Bar – Exarcheia	M	1986	Yiannos Giannopoulos	Développeur de logiciels

Terrain 3 - Enquête portant sur la France Insoumise à Montpellier						
N°	Date	Lieu	Genre	Année de naissance	Nom	Activité/Profession
1	11/10/17	Bar – Saint Eloi	M	1984	Farid Boutin	Intérimaire
2	12/10/17	Café – Louis Blanc	F	1988	Marie	Doctorante
3	18/10/17	Café - Gare	M	1989	Lewis	Serveur
4	19/10/17	Café – Henri IV	F	1989	Elsa	Pharmacienne
5	19/10/17	Café – Henri IV	M	1984	Franck	Conseiller en insertion
6	20/10/17	Bar – Saint Eloi	M	1991	Clément Chateau	Etudiant/Bibliothécaire

[302] Ces deux premiers entretiens ont été réalisés à Barcelone durant la période d'enquête portant sur Podemos.

7	24/10/17	Café – Louis Blanc	F	1992	Amélie	Vendeuse
8	25/10/17	Local de la FI	M	1990	Imad Attamimi	Assistant parlementaire
9	29/10/17	Café – Henri IV	M	1993	Valentin	Etudiant
10	08/11/17	Bar – Louis Blanc	M	1967	Jean-Luc Moulette	Entrepreneur dans le BTP
11	09/11/17	Bar – Louis Blanc	M	1985	Eric	Chercheur
12	16/11/17	Café – Louis Blanc	M	1999	Maël	Etudiant
13	24/11/17	Café – Louis Blanc	F	1995	Manon	Etudiante
14	07/12/17	Café – Louis Blanc	M	1997	Tristan	Etudiant

b) Autres données collectées au cours de l'enquête

La première démarche entreprise, avant même le début du travail de terrain, a été la constitution d'une revue de presse compilant les principaux articles traitant des partis étudiés. Celle-ci donne une idée du traitement médiatique dont bénéficie le développement de ces partis, éclairant sur la construction d'un sens commun tant journalistique que politique en faisant les acteurs d'un rajeunissement et d'une reconstruction du champ partisan européen. Ces articles ont également une valeur de source en présentant les données factuelles relatives aux échéances électorales notamment, les analysant au gré de l'actualité et relayant occasionnellement les témoignages des acteurs concernés sous la forme de citations ou d'interviews. Dans les colonnes des principaux journaux comme sur les plateaux de télévision et de radio se donne à voir un discours politique très travaillé, porté par les têtes de file des nouveaux partis contestataires anti-austérité. Celui-ci répond ou alimente le discours de leurs opposants, contribuant en retour à construire dans l'adversité une image critique de ces partis parfois inquiétante – nous pensons ici à l'épithète populiste souvent accolée à ce phénomène politique – mais contribuant *in fine* à leur exceptionnelle médiatisation.

Durant l'enquête de terrain, un journal de bord (ou journal d'enquête, comme présenté dans l'approche de Florence Weber (1991)) a permis de collecter les données issues

de l'observation participante suivant la méthode présentée plus haut. Celui-ci relate les démarches entreprises dans trois villes européennes pour entrer en contact avec différents partis et rencontrer des individus impliqués dans ceux-ci. Il compile également les observations faites hors des périodes d'entretien, indiquant les difficultés rencontrées, les phénomènes récurrents ou permettant de rappeler des informations concernant des enquêtés qui n'apparaissent pas dans l'entretien. Des pistes de réflexion constituant un premier niveau d'analyse y sont notées, celles-ci s'articulant à partir d'intuitions ou d'une première lecture de données collectées.

La restitution de l'observation participante sous format écrit donne à voir une diversité des terrains menant à des choix tactiques particuliers visant à saisir au mieux la réalité locale. Ainsi, l'échelle réduite des mobilisations et la facilité à rencontrer les acteurs de la genèse partisane (phénomène renforcé par la langue parlée et la connaissance des personnes et des lieux) a façonné le terrain d'enquête montpelliérain : l'approche des enquêtés et leur suivi est facilitée par ces éléments contextuels, eux-mêmes amplifiés dans le cadre d'une séquence post-électorale où l'exaltation de la campagne retombe au profit de questionnements liés à la structuration du parti. Le journal de terrain décrivant l'observation réalisée en Grèce montre une situation très différente dans laquelle la base militante de Syriza traverse une crise profonde. Sa fragmentation en une multitude de partis, de collectifs ou d'individualités n'a pas cessé avec le lancement de formations concurrentes telles qu'Unité populaire. Sans prétendre établir une cartographie exhaustive des infinies divisions qu'a connue la gauche radicale grecque et des départs tant vers l'extrême gauche que vers la social-démocratie, il apparait important de donner une place dans l'observation à ces groupes et individus dont les trajectoires nous renseignent sur les dynamiques de désengagement militant ainsi que sur la nature de la crise qu'a connu Syriza[303].

[303] Cette démarche inclut par exemple une présence lors de diverses manifestations publiques comme dans les échanges informels entre militants durant ces occasions. La faible participation aux mobilisations collectives témoigne des difficultés que rencontrent les structures étudiées pour conserver une audience dans un contexte de démobilisation militante et de reflux électoral à gauche.

Réunion en début de soirée du « mouvement de la gauche radicale », formé par des membres de Syriza en rupture de ban. Malgré la communication publique autour de cette réunion se tenant dans un environnement favorable (le quartier d'Exarcheia), l'audience reste limitée (une vingtaine de personnes). Quatre intervenants se relaient à la tribune, dont une syndicaliste et un professeur spécialiste du droit du travail. Les interventions sont d'un niveau assez élevé et le public, réceptif, est studieux. Ils listent les réformes, les problèmes de la situation socio-économique grecque (dont l'absence quasi-totale d'accords collectifs, concernant seulement 15% des salariés grecs), puis donnent la parole à la salle pour débattre. Diverses tables diffusent des publications de collectifs militants parfois opposés. L'ambiance est conviviale, la majeure partie des participants se connaissant et sociabilisant autour d'un verre avant et après le moment de présentation formel.

Ces ex-membres de Syriza peinent à donner un sens et des perspectives à un engagement militant s'effilochant pour se limiter à des réunions « d'anciens combattants » informatives, possédant également une dimension de thérapie de groupe.

- Journal de terrain, 15 juin 2017

Si l'activité de ce parti peut sembler à première vue le seul objet d'observation légitime, nos recherches tendent à montrer que la crise a conduit les militants et responsables toujours fidèles à Syriza à adopter une posture défensive, lissant leur message ou refusant la démarche de l'enquête. L'expérience de la gauche radicale au gouvernement semble avoir conduit à un véritable traumatisme collectif dont les militants peinent encore à émerger après un an. Cette situation conduit à la nécessité de trouver d'autres terrains d'observation et d'autres interlocuteurs, notamment parmi les ex membres du parti. Podemos présente un visage à mi-chemin entre ces deux moments de la vie d'un parti. Une expérience plus heureuse du pouvoir (quoique limitée à l'échelon municipal) transparait dans la volonté de s'exprimer publiquement, rencontrée chez une majorité de militants comme chez les responsables locaux, alors

que l'activité des cercles et les diverses initiatives annexes lancées par le parti[304] témoignent d'une routinisation du militantisme bien éloignée des récits épiques entourant la première année d'existence de Podemos.

Enfin, une troisième catégorie de documents vient compléter le matériau extérieur aux entretiens : il s'agit des documents produits dans le cadre des partis étudiés. Le terme de document doit ici être pris dans une acception large tant ce corpus est hétérogène. Une partie importante de ce matériau est en effet composé d'images, de vidéos et bien sûr de textes issus de conversations dématérialisées, particulièrement des salons de discussion hébergés par des applications telles que Telegram, mais aussi Whatsapp ou divers réseaux sociaux. L'étude de telles conversations relève en partie de l'observation participante et en partie de la collecte de données, les conversations pouvant être archivées et étudiées. Nous avons choisi de ne pas citer directement d'extraits issus de celles-ci dans la mesure où l'accès à de tels espaces découlait d'un lien de confiance établi au cours de l'enquête. Les interactions sociales qui s'y donnent à voir permettent cependant de compléter et parfois d'objectiver les notes prises dans et hors des entretiens. La fluidité des conversations numériques et leur nature paradoxalement durable (chaque intervention y laissant une trace) permet au chercheur de s'effacer au maximum, sa présence n'étant rappelée aux militants qu'en cas d'intervention directe.

Les autres documents collectés répondent à des formes tout à fait classiques d'expression politique. Il s'agit de productions à vocation tant interne qu'externe, composées de plusieurs catégories de documents :

- Un matériel de propagande, support de la communication partisane à destination du public[305], incluant affiches, autocollants, brochures, pins,

[304] Il s'agit d'initiatives visant à mobiliser des personnes gravitant autour du parti sans s'engager dans les cercles, tel que le projet Vamos visant à encadrer des campagnes portant sur des thématiques ayant trait à la vie courante (prix de l'électricité et du gaz dans l'agglomération barcelonaise, urbanisme, impôts locaux…). Ce choix stratégique indique un effort constant du parti pour parvenir à développer sa base militante restreinte en remobilisant des personnes démobilisées comme en attirant d'autres profils individuels pouvant se retrouver dans l'offre électorale podémiste sans passer jusque-là le cap de l'adhésion partisane.

[305] C'est, du moins, l'usage prévu pour ce matériel. Nos observations tendent à montrer qu'il s'agit

t-shirts, calendriers et drapeaux. La composition de ce matériel en termes de symbolique mobilisée et de contenu diffusé est révélatrice d'une culture partisane particulière, parfois marquée par divers courants et influences. Le matériel produit par Syriza reprend par exemple tous les codes de l'extrême gauche issue de la tradition communiste : t-shirt portant une citation de Marx floquée, pins et calendriers imprimés à l'occasion du centenaire de la révolution d'Octobre ou autocollant à l'effigie de Fidel Castro constituent autant de références à une culture commune centrée autour de thématiques consensuelles dans ce courant politique. L'existence de courants internes possédant leur propre matériel politique, et parfois mêmes leurs propres journaux, complète le matériel propre à Syriza[306].

A rebours de cette démarche, le matériel produit par les deux autres partis est marqué par une volonté de se détacher de toute symbolique marxiste, de tout symbole renvoyant à un discours d'extrême gauche. Ce processus de renouvellement n'est pourtant pas totalement abouti. Si l'imaginaire issu des mouvements sociaux tend à s'imposer dans leur matériel par le biais d'images de manifestations, de foules revendicatives, la représentation de l'adversité est conforme aux canons de l'extrême gauche. Podemos dépeint les traités transnationaux tels le CETA sous l'apparence de monstres tentaculaires portant les symboles des Etats-Unis et de l'Union Européenne. La version illustrée du programme l'Avenir en commun s'approprie pour sa part l'image de l'actionnaire ou du banquier en costume portant un attaché-case ou un énorme sac de billets comme

---

également de relais d'une sociabilité militante, passant par le port de signes d'appartenance à une culture politique commune, ainsi que par des pratiques à l'utilité politique difficilement quantifiable mais forgeant les liens, notamment avec de nouveaux membres. Un exemple de ces pratiques est le collage d'affiches et d'autocollants, donnant une satisfaction immédiate en marquant l'environnement urbain des militants dans une perspective de contrôle d'un territoire ou d'affrontement symbolique avec l'adversaire par le biais de messages superposés. Ces pratiques sont autant collectives qu'individuelles.

[306] Ainsi, le KOE dispose de son propre journal paraissant deux fois par mois et diffusé en kiosques : *Dromos thi aristeras*, La route de la gauche, plus communément appelé « Dromos ».

figure de la finance dérégulée menaçant les peuples[307].

L'humour et le second degré sont quant à eux omniprésents dans le matériel produit par les trois partis : bandes dessinées humoristiques présentant diverses revendications et détournements d'images issues de la culture populaire[308] constituent autant de tentatives de séduire par l'ironie mordante ou l'autodérision, en renvoyant une image légère et accessible du politique – parfois d'ailleurs au détriment du sérieux du message.

- Divers documents internes, supports des échanges entre membres au sein d'un même groupe local ou d'une même instance du parti, ou d'échanges entre groupes participant à la prise de décision et à l'affinement de propositions pouvant être amendées et validées par les instances décisionnelles. Cette catégorie inclut par exemple les documents d'orientation stratégique, tels la « feuille de route de Podem Barcelona sur le nouvel espace politique » discutée par les cercles barcelonais de Podemos à l'automne 2016. Ce document semi-public (il est distribué lors de réunions, en théorie accessible à toute personne en faisant la demande) présente trois axes de débat : l'organisation (le parti et ses alliés demeureront-ils une coalition électorale, ou formeront-ils une unique organisation ?), participation (définition des modalités de prise de décision collective au sein de la coalition) et programme politique (le volet le plus élaboré, touchant notamment à la délicate question indépendantiste). En huit pages, les principales questions agitant la coalition Barcelona en Comu sont ainsi décrites pour permettre aux

[307] Ces deux représentations symboliques prises parmi d'autres témoignent de la permanence d'une symbolique issue du mouvement communiste. Il est cependant difficile d'en mesurer les effets : si un public socialisé politiquement dans ce mouvement en percevra immédiatement la signification, il est possible que de telles images d'Epinal aient une résonnance plus large dans diverses couches de la population.

[308] Ces détournements fraient parfois avec l'absurde, tel le t-shirt édité par Syriza montrant le personnage de Maître Yoda lisant un livre intitulé *Marxism for dummies* (le marxisme pour les nuls), ou la représentation artistique de Jean-Luc Mélenchon combattant un dragon et intitulé « terrasser l'évasion fiscale » présent dans le programme illustré de la FI.

militants de se positionner collectivement, puis de faire remonter leurs positions pour les partager.

Nous incluons d'autres types de documents dans cette catégorie, tels les cahiers de formation théorique élaborés par des commissions mandatées au sein de Syriza pour traiter de sujets particuliers et homogénéiser les positions des militants, ou encore les cartes de visite d'individus ou de groupes donnant à voir une professionnalisation de l'activité politique[309].

2 - Parcours types de militants

Dresser le profil-type de militants permet de donner une idée de la composition sociologique dominante d'un groupe, mais ces profils doivent être considérés pour ce qu'ils sont : des idéaux-types dont la réalité matérielle ne peut que s'approcher. Il nous paraît donc intéressant de présenter trois profils réels qui nous semblent exemplaires tant dans leur nature sociologique que dans les phénomènes socio-politiques que l'on peut déceler à travers eux. Ces profils sont issus du panel d'enquêtés ayant accepté de répondre à une demande d'entretien[310].

- Podemos, un terrain propice au réengagement politique

José Luis, 62 ans, acteur de formation et chauffeur de taxi par nécessité[311], témoigne d'une génération ayant découvert le militantisme politique durant les années 1970, période marquée par la chute du régime franquiste. Sa famille est de Barcelone, où il poursuit des études de théâtre dans sa jeunesse sans pour autant fréquenter

[309] Si il n'est pas surprenant de récolter des cartes de visite d'élus ou de journalistes souvent sollicités, il est intéressant de relever l'habitude prise par des cercles de Podemos de produire des cartes de visite collectives, portant les références d'un cercle local. Celles-ci agissent comme un symbole d'une professionnalisation que les militants assument tout en tentant de la garder sous un contrôle collectif.

[310] Les numéros donnés par la suite font référence au tableau de présentation des enquêtés, récapitulant les principales informations concernant chacun d'entre eux.

[311] Barcelone - Entretien n° 19.

l'université. José Luis s'engage tout d'abord à l'extrême gauche, dans une petite organisation maoïste typique de cette époque, tout en étant actif sur le terrain syndical :

« *Quand j'étais jeune en 70, j'étais dans une organisation, l'ORT, qui se disait marxiste-léniniste, bon, ils disaient marxiste-léniniste pensée Mao Tsé-toung. C'était pro-Chine on va dire. Et j'ai milité plusieurs années, dans les syndicats de travailleurs aussi. À Madrid.* »

Son investissement dans cette structure ne dure pas, mais le syndicalisme lui permet de maintenir un lien fort avec les mobilisations sociales tout en le formant aux méthodes de lutte collectives[312]. Il hésite aujourd'hui entre les qualificatifs de gauche ou d'extrême gauche pour se définir sur le plan idéologique. Comme beaucoup de ses camarades son opposition à l'indépendantisme est marquée :

« Moi je suis totalement contre l'indépendantisme, parce que franchement c'est diviser la classe ouvrière… »

Très informé, José Luis lit des journaux de différentes tendances, appréciant de se renseigner sur la vision du monde défendue par ses adversaires. Il utilise également les différents réseaux sociaux ou applications à sa disposition tels Facebook et Telegram, et se connecte quotidiennement pour se renseigner sur les dernières nouvelles. C'est sur la chaîne de télévision La Sexta qu'il découvre comme beaucoup d'Espagnols la personne et le programme de Pablo Iglesias, puis de Podemos, dont il devient membre dès la création :

« Au niveau intellectuel, j'ai 62 ans, et j'ai lu la presse durant des années, et des éditoriaux j'en ai lus, j'ai suivi la politique même si j'ai pas milité, même si j'ai pas

[312] José Luis déclare être actuellement membre de l'Union des Acteurs de Madrid ainsi que de l'Association des Acteurs de Catalogne.

toujours milité, mais j'ai suivi la politique et [les dirigeants de Podemos] sont vraiment bons. »

Malgré une situation économique ne lui permettant pas d'exercer son métier d'acteur comme il le souhaiterait, il a conscience de bénéficier d'une situation plus stable que nombre de ses contemporains, et ses motivations politiques sont marquées par des préoccupations liées à l'éthique ou touchant à sa famille :

« *Basiquement, je veux que la corruption disparaisse. Et que les gens aient du travail, ça, ça me préoccupe. Bien sûr, l'éducation et la culture aussi, je crois qu'il faut faire des choses dans ce domaine, au niveau local. Mais basiquement, avec l'âge qu'a ma fille, son futur m'inquiète beaucoup.* »

José Luis participe aux mobilisations dans le domaine de la culture se développant en parallèle à l'activité partisane, telle la *Marea Roja* luttant contre la marchandisation de la production culturelle. Il met à profit son expérience syndicale et y consacre ainsi toute l'année 2014. Son militantisme dans le cadre de Podemos est centré sur l'activité du cercle local de Sant Marti :

« Avant on parlait de mouvements sociaux, avant d'être à Podemos j'étais dans le quartier à afficher et on disait : « on va lutter contre l'augmentation du métro » et on y allait avec des mégaphones, et on parlait, on expliquait. Quand on a eu besoin de moi [à Podemos] j'ai fait ça, pour les tables au début j'étais celui qui venait, parlait avec tous les gens et la communication extérieure, je sais pas comment dire, c'était très théâtral on va dire. […] Le district de San Marti, je crois que c'est celui qui a voté le plus dans tout Barcelone et ça c'est génial, c'est grâce à tous ceux qui ont affiché, qui ont fait des tables, mis des pancartes, voilà le résultat. »

Bien qu'il soit satisfait de l'équipe dirigeante du parti, de sa structuration et des progrès importants réalisés à Barcelone, José Luis ne tait pas ses critiques par rapport

à la personnalisation des leaders ou aux divergences stratégiques agitant son camp politique ayant un rôle démobilisateur :

« Le thème de la lutte idéologique au sein de la gauche, ça c'est déprimant. Les gens ça les intéresse pas si untel lutte dans la rue, si untel lutte dans les institutions, si untel a telle ligne de parti… Je crois que les deux choses sont nécessaires et complémentaires, mais débattre tout ça ça me fatigue. Je pense que c'est négatif. Et les gens ne continuent pas dans les cercles parce qu'ils ne sont pas actifs, les gens viennent quand il y a des tables ou des activités. »

Nous retrouvons dans ce parcours différents éléments récurrents parmi les militants rencontrés : l'appartenance à une génération ayant connu la dictature et bénéficiant aujourd'hui d'une position sociale stabilisée ; une découverte du militantisme politique précédant la formation de Podemos, et prenant pour cadre l'extrême gauche espagnole ; un immense espoir placé dans le jeune parti et dans sa direction, à la hauteur des angoisses concernant l'avenir du pays ; une méfiance critique vis-à-vis des querelles théoriques et un enthousiasme, voire une nostalgie pour le militantisme de terrain, considéré comme plus noble et constructif. Ce dernier point témoigne de dissonances cognitives entre une perception subjective de l'engagement et la réalité pragmatique et routinière d'une structure participant au pouvoir municipal.

- Syriza, de l'espoir à la désillusion

Stella, 25 ans, salariée d'une imprimerie, native d'Athènes[313], fait partie de cette génération de jeunes Grecs ayant découvert l'engagement militant aux côtés de la gauche radicale avant de subir de plein fouet la désillusion de l'exercice du pouvoir. Stella vit avec ses parents malgré son diplôme de licence et son emploi actuel, n'ayant pas les moyens de louer un appartement individuel dans un contexte économique

[313] Athènes – Entretien n°6

fortement dégradé. En parallèle d'une éducation scolaire incluant l'enseignement religieux orthodoxe, la socialisation familiale constitue un lieu d'apprentissage du politique à travers l'Histoire :

« Tu sais, ma mère avait l'habitude de me raconter beaucoup d'histoires à propos de son engagement politique, et elle me racontait des histoires de manifs auxquelles elle avait participé. Donc ça m'a pas mal formé, parce que je n'étais pas très politisée au lycée, ok, mais je pouvais comprendre des trucs et faire des connexions historiques, pour comprendre des choses. Donc ça m'a aidé d'avoir quelqu'un qui partageait ses expériences des années 70. »

Ses sources d'information sont politisées et liées à son engagement, incluant divers médias marqués à gauche, notamment ceux lancés par Syriza :

« J'écoute aussi la radio assez souvent, surtout pour la musique pour être honnête, mais parfois j'écoute 805.5, c'est la radio appelée Kokino, « rouge », et c'est la radio de Syriza en théorie. C'est comme Avghi, c'est leur journal, et Kokino c'est leur radio. »

Sans surprise, la crise économique, sociale et politique que traverse la Grèce constitue le principal mobile exprimé pour justifier les raisons de l'engagement. La démarche d'adhésion à une structure partisane alors en plein essor coïncide avec le développement de mouvements sociaux localisés dont Stella est partie prenante :

« C'était très actif, c'était de 2010 à 2011, parce que je ne sais pas si tu connais, mais c'était une période où sur la place Syntagma il y avait cette grande quantité de gens, comme Podemos […], donc j'étais membre des Places, on se réunissait sur les places de Maroussi par exemple. Je descendais voir les assemblées à Syntagma aussi. […] J'étais à l'université pendant la période du mouvement des places, en 2010-2011. Et l'année suivante quand je me suis engagée dans la jeunesse de Syriza, je suis devenue

membre du groupe de l'université de la jeunesse de Syriza.»

L'engagement partisan est perçu comme un moment d'intense activité, permettant de multiplier les rencontres et les formations, offrant un espace de sociabilité exaltant. Le rythme rapide dû à l'enchainement des périodes électorales et au développement des mouvements de protestation agitant le pays convient à ces jeunes étudiants bénéficiant de temps libre et recherchant un engagement total :

« Ce que je préfère, c'est la préparation pour les périodes d'élections, organiser la stratégie pour le référendum, pour les élections. C'était très intense, parce que tu dois y passer beaucoup d'heures et créer des liens solides avec tes camarades. C'est important. Et j'aimais aussi beaucoup les évènements organisés par la jeunesse de Syriza. […] Et c'était une période, on a l'habitude de dire que c'était la période politique la plus intense depuis de nombreuses années. Et tout se passait très vite en politique. C'était incroyable en fait. Tu allumais la télé le matin par exemple, et tu pouvais entendre tant de mensonges, tant de mensonges évidents. Et tu voulais étrangler tout le monde (rire). »

Le référendum de 2015 est perçu comme l'acmé de cette période de mobilisation, où Syriza atteint des pics de popularité dans la région d'Athènes, dépassant même l'enthousiasme entourant les élections l'ayant porté au pouvoir. Il est pourtant immédiatement suivi d'un choc violent perçu comme une trahison irréparable, psychodrame collectif faisant de cette séquence politique une victoire trahie :

« C'est vraiment mon pire moment, la période où [Alexis Tsipras] a trahi toute la gauche. Et tout le monde qui croyait en lui, pas seulement Syriza avec le référendum. »

Ce choc conduit par la suite à une rupture quasi-totale avec Syriza, hormis, comme nous l'avons vu, sur le plan de l'information et de sympathies individuelles ayant

résisté au désengagement militant. Les caractéristiques du parcours de Stella, militante étudiante à la situation précaire passée par les mouvements sociaux du début des années 2010 puis membre active de la jeunesse de Syriza et finalement déçue du référendum de 2015, se retrouvent également chez d'autres enquêtés grecs aux trajectoires d'engagement puis de désengagement similaires.

- La France insoumise, genèse d'un parti synthèse

Valentin, 24 ans, en recherche d'emploi au moment de l'entretien, vient de terminer ses études de science politique dans la ville de Montpellier où il a grandi. Ses premiers pas en politique remontent au quinquennat de François Hollande, pour qui il vote par stratégie, considérant qu'il s'agit d'un « vote utile ». C'est par l'adhésion progressive aux positions défendues par Jean-Luc Mélenchon que Valentin se rapproche de la gauche radicale :

« Il avait fait un genre de manif un an après l'élection de Hollande il me semble, donc c'était vers mai 2013, il avait fait une marche avec un discours. Et là j'avais une espèce de déclic où je me suis dit « putain mais en fait c'est lui qui avait raison, il nous avait prévenu sur tout […]. Enfin bref, du coup, j'ai basculé et puis après je me suis intéressé de plus en plus à ce qu'il disait sur le fond. »

Son entrée dans le militantisme trouve ainsi son origine à la fois dans un engagement électoral en faveur des positions du Front de gauche et dans une participation à divers mouvements sociaux nationaux ou localisés rythmant son implication politique durant sa scolarité. Valentin se définit aujourd'hui comme républicain et écosocialiste. Il reconnait également l'importance des opinions politiques de ses parents dans ce processus de formation de sa propre pensée :

« *Ils se sont toujours intéressés à la politique, je les ai toujours vu intéressés à la politique, même si ils ont pu voter pour des trucs très différents. Un peu pour tout sauf*

le Front National, en gros, pour la faire courte. […] [La loi Fioraso] j'avais bien suivi, j'avais commencé à aller dans les AGs. Et voilà, j'avais fait 2-3 tractages, donc j'avais une expérience. Je suis quand même issu du mouvement social, on peut dire. Et au lycée j'avais fait la loi Darcos en seconde, et les retraites en Terminale, en 2010. Et la première fois où j'étais allé militer de ma vie, c'était contre le CPE. C'était au collège, j'y étais allé avec mes parents. L'air de rien ça m'a marqué je pense aussi, parce qu'en plus on a gagné. »

Le Front de gauche est considéré comme un échec, dont l'expérience est assimilée et dépassée par la France insoumise. Le lancement du mouvement-parti promu par la candidature de Jean-Luc Mélenchon agit comme un détonateur sanctionnant la fin d'une période et ouvrant la voie à un possible sursaut :

« Je m'étais quand même beaucoup plus rapproché du PG, et j'avais même milité pas mal avec les jeunes du PG notamment. […] Pour moi, la France insoumise c'est arrivé pile au bon moment. Parce que le Front de gauche je voyais pas… Tout le monde voyait bien que ça n'avançait pas. Et là on s'est émancipé des partis, et après c'est parti tout seul. Pour moi, ça a été une espèce de libération, j'ai foncé direct. »

Cette proximité avec le Parti de gauche se retrouve dans d'autres parcours de jeunes militants insoumis montpelliérains. Soit par rejet des méthodes et de l'organisation du PCF dans le cadre du Front de gauche, soit par nécessité de rejoindre une formation structurée interne à la FI, le rapprochement avec ce parti dont sont issus les principaux cadres insoumis est une étape importante observable dans plusieurs carrières partisanes. La recherche d'une structure partisane classique s'explique également par les difficultés organisationnelles que connaît la FI à son lancement :

« Y a pas de chefs, y a pas tout ça, du coup on fait des réunions et des machins. Mais oui, effectivement, y a de fait des espèces de cadres qui émergent on va dire. Des gens qui sont plus force de proposition, etc. D'ailleurs c'est un peu un problème qu'on a,

c'est de dire aux nouveaux, ou à ceux qui sont pas là depuis longtemps quoi, de dire « allez-y, n'hésitez pas à proposer » quoi. Alors du coup moi je fais partie forcément de ceux-là. Parce que j'y suis depuis le début, je suis assez politisé, enfin je suis bien formé quoi. […] Alors là des boucles Messenger ou des boucles Telegram, il en existe beaucoup, peut-être un peu trop même (rire). Ça part un peu dans tous les sens. »

La présence de tels militants jeunes, diplômés et bénéficiant d'une formation politique issue d'expériences à la fois électorales et extraparlementaires[314] dote la FI d'une ressource dont l'importance est cruciale durant la structuration du jeune parti. La formation et l'intégration sur le long terme de la masse de nouvelles personnes sans expérience politique préalable ayant pris part à la campagne de 2017 semble cependant être un enjeu auquel les cadres du parti peinent à apporter une réponse.

La présentation de l'approche choisie et des questionnements autour du cadre théorique de cette enquête permet de passer à l'analyse des matériaux collectés. Des matériaux qui donnent à voir à la fois une certaine diversité dans les profils rencontrés, tout comme des tendances récurrentes dans la construction des carrières militantes. Précisément, l'analyse de ce matériau permet de percevoir les variations des carrières militantes confrontées à l'institutionnalisation de trois structures partisanes présentant des similarités.

[314] Nous entendons par extraparlementaires l'ensemble des formes de participation politique sortant du cadre électoral.

Chapitre III - Construction de carrières partisanes dans le cadre de l'institutionnalisation

Militer : le mot provient directement du latin *militare*, désignant le fait d'être soldat. Si la politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens, pour inverser la célèbre formule clausewitzienne, militer correspond également à une démarche combattante, mais dans laquelle la lutte pour le pouvoir politique prend d'autres formes que l'art de la guerre. L'engagement militant est un phénomène complexe, regroupant sous une même appellation plusieurs dimensions – notamment un ensemble de pratiques et de conceptions diverses, répondant à un panel de contraintes et de rétributions tout aussi variées.

Étudier les formes prises par l'engagement dans les partis contestataires s'opposant aux politiques d'austérité en Europe du Sud nécessite de construire, ou plutôt de reconstruire, des carrières partisanes (Fillieule, 2001). Le processus d'institutionnalisation que connaissent les partis contestataires produit des effets – dont nous cherchons ici à déterminer la nature – sur ce groupe sociologique particulier que sont les militants. Appréhender la réalité de ce groupe implique d'étudier les origines et les motivations de cet engagement, pour aborder leurs effets sur les évolutions de la structure partisane elle-même.

A) Aspects sociologiques de l'institutionnalisation des partis contestataires

La notion de carrière militante implique une progression, généralement irrégulière, ponctuée d'évènements marquants et se concluant éventuellement par une fin, un désengagement militant pouvant être temporaire ou durable à l'échelle d'une vie. Cette progression a nécessairement un point de départ. L'origine de l'engagement constitue à première vue une énigme sociologique en cela que les explications données par les acteurs interrogés sont extrêmement réductrices : on entrerait dans un

parti pour changer le monde, par tradition familiale, parce qu'on y a des amis. L'enquête de terrain tend à complexifier ces récits marqués par un biais téléologique en montrant la diversité des facteurs poussant à s'engager, ainsi que la réécriture postérieure des motivations gommant les doutes et les ratés de démarrage – processus que Pierre Bourdieu nomme *l'illusion biographique* (Bourdieu, 1986).

Une fois entré, il s'agit cependant de rester. Mais si les enquêtés peuvent fournir une explication à leurs premiers pas dans un parti (aussi subjective soit-elle), le fait de rester dans une structure et d'y évoluer n'est souvent pas pensé en soi. La force de l'habitude n'explique alors que très partiellement les longues carrières militantes au cours desquelles les motivations initiales sont réécrites par les acteurs pour se conformer à la loyauté vécue envers l'organisation (Hirschman, 1970). Comprendre ces carrières dans leur durée revient à comprendre les rétributions de l'engagement militant liées à l'économie collective des structures partisanes, fournissant divers incitatifs permettant de mobiliser des individus sur le long terme.

1 - Aux origines de l'engagement militant

Divers facteurs conditionnent la genèse de l'engagement partisan initial, qui doit être distinguée du réengagement faisant suite à un désengagement (Juhem, 2009). La socialisation primaire, notamment dans le cadre familial (mais aussi via l'enseignement scolaire et les médias) tend à avoir une influence déterminante sur les phénomènes d'engagement partisan. L'arrivée en politique correspond dans un second temps à des motivations diverses, l'adhésion à une structure partisane constituant elle-même une forme d'engagement politique répondant à des critères particuliers.

a) Importance de la socialisation primaire

La famille constitue une instance de socialisation dont l'importance est majeure dans le cadre de la formation d'une identité politique individuelle (Tournier, 2010). Ce postulat se vérifie dans la plupart des récits collectés. Une palette de situations allant

d'un fort engagement militant des deux parents (voire d'autres membres de la famille) à une sensibilité progressiste exprimée par un proche apparaît alors. Il faut ici distinguer d'une part la transmission d'un ensemble de valeurs, d'une grille de lecture de la réalité sociale correspondant à une idéologie politique, par le cercle familial ; et, d'autre part, l'intégration *via* des proches dans des sphères militantes, par exemple lors de la participation d'un enfant à des manifestations ou des meetings pouvant constituer de premiers souvenirs d'une expérience politique. De telles expériences vécues participent de la constitution d'une mémoire (Halbwachs, 1925) tout en étant moins dicibles que la transmission de valeurs, les premières correspondant à des évènements localisés dont la situation chronologique peut être défectueuse, quand la transmission se déroule sur le « temps long ». La simple pratique politique des parents est parfois déterminante comme le raconte Franck, issu d'une famille communiste cévenole :

« *Alors mes parents étaient au Parti communiste. Ma mère a été conseillère municipale d'une immense commune de 80 électeurs (rire). Et du coup ils ont été au Parti communiste, mais ils ont dû rendre leur carte vers la chute du mur de Berlin, vers là (rire). Je m'en rappelle pas en fait. Je sais qu'il y a eu quelques reliques dans leur chambre, un vieux drapeau du PC qui trainait, des années 60*. »[315]

Amalia, baignant dès son enfance dans un environnement militant, complète :

« *Je ne me rappelle pas exactement la date, dans les années 90, c'était genre un rassemblement de Synaspismos dans une grande place en Grèce avec Nikos Konstantopoulos, un des premiers présidents (rire), et mon père m'avait sur mes épaules, et je criais : « synos, synos, Synaspismos », ce qui veut dire « séisme, séisme, Synaspismos ». Et c'était mon premier contact. (rire) Je me suis fait un peu laver le cerveau par ma famille.* »[316]

[315] Montpellier – Entretien n°5

[316] Athènes – Entretien n°2

Dans d'autres cas, la transmission se fait par l'apprentissage d'une culture, par l'assimilation et l'appropriation d'une histoire collective parfois douloureuse dans le cas de réfugiés politiques ou de victimes des dictatures. C'est le cas d'Ana, podémiste d'origine argentine :

« *Avec mes parents, nous sommes venus d'Argentine, en fuyant la dictature militaire en Argentine. Ma maman militait à Gauche et étudiait Philosophie et Lettres. Ce n'est pas qu'ils m'ont inculqué beaucoup d'idéologie mais oui j'ai l'idéologie de gauche comme eux. […] C'était comme si ils voulaient me préserver, mais j'étais très curieuse. Et si je demandais, on me répondait.* »[317]

Cette transmission ne joue pas simplement le rôle d'une impulsion de départ produisant une curiosité pour la politique. Elle se réalise parfois de manière refoulée avant d'être acceptée. C'est le cas de Trini, évoquant les valeurs de gauche héritées de sa mère :

« *- Pour ma mère, la gauche représente le bien-être social. Les droits sociaux, les droits de la personne, les droits individuels. Alors c'est important, on m'a éduqué ainsi, dans ces croyances.*
- Et vous vous sentez proche de l'opinion de votre mère ?
- Beaucoup oui. Et de plus en plus au fil du temps. Je n'avais jamais pris part à la politique. Mais quand j'ai grandi et acquis de la maturité et que j'ai vu comment fonctionnait la société, je m'en suis rapproché. »[318]

Alex décrit ainsi l'arrière-fond politique légué par sa famille :

« *Mes parents ne m'ont jamais, jamais poussé dans une direction particulière, « tu*

[317] Barcelone – Entretien n°23
[318] Barcelone – Entretien n°4

dois t'engager », « tu dois être de gauche ou communiste », rien de ça. Ils ne m'ont jamais dit que faire. Mais ils m'ont donné un background, on va dire, pour que je choisisse par moi-même. Ok, l'éducation générale que j'ai reçue de ma famille était […] plutôt progressiste. Ils ont toujours essayé de m'apprendre que le plus important, c'est d'être un membre utile à la société. »[319]

Certains militants sont ainsi fiers de voir leurs parents suivre la même évolution politique qu'eux, ou de se rapprocher de leurs positions au fil du temps, comme pour Antonis, cadre athénien de Syriza :

« *J'étais différent, mais maintenant ils aident Syriza. Ils ne sont pas membre bien sûr, mais ils aident, et ils croient dans Syriza.* »[320]

Ces parcours croisés sont parfois particulièrement complexes, par exemple lorsque d'ex-militants d'un parti voient leurs parents commencer à le soutenir, ou se diviser sur ces questions. Le contenu même des étiquettes transmises est extrêmement hétérogène : si l'opinion politique d'un ou des parents est souvent résumée à une étiquette telle que « la gauche », le détail du contenu transmis montre une grande variété de croyances, de schémas idéologiques, ou de valeurs parfois transversales mais fortement liées à une position politique dans l'imaginaire familial.

Plus rarement, cette découverte familiale de la politique est liée à des expériences vécues, constituant autant de souvenirs chargés positivement[321]. Ceux-ci participent à constituer une mémoire individuelle composée de références symboliques et de préférences en matière de pratiques. A ce titre, Eric, chercheur insoumis, a été marqué par les premières manifestations et réunions vécues dans un cadre familial :

---

[319] Athènes – Entretien n°9

[320] Athènes – Entretien n°7

[321] Nous pouvons supposer que la simple participation ultérieure à des structures politiques explique le ressenti globalement positif lié à ces souvenirs. Les personnes ayant eu des expériences négatives de l'engagement politique dans un cadre familial pouvant au contraire concevoir une réticence à s'engager.

« *Mon père a été syndiqué assez longtemps, à la fin il n'y accordait plus vraiment d'intérêt, parce qu'il a vu des dérives syndicales, etc. […] Il a fait pas mal de manifs, et comme ma mère travaillait dans le privé, lui il pouvait me garder les mercredis après-midi, étant enseignant. Et quand il y avait manif, ben souvent on s'est retrouvés à aller en manif avec lui. Et moi j'ai pris un certain goût à être en manif, et donc j'ai presque un aspect nostalgique à être en manif.* »[322]

Mélanie a grandi dans un tel univers militant avant d'intégrer formellement la gauche radicale grecque :

« *J'étais assez petite, et mon papa me prenait avec lui aux discussions, aux réunions de Synaspismos, quand j'étais toute petite. Et puis en fait, je crois que j'ai une photo à mes 4 ans, avec le président de Synaspismos à l'époque. Toute ma famille était militante ! Mes grands-parents, mes oncles, mes tantes, tous étaient militants et plus ou moins à Synaspismos. Toujours, dans ma tête c'était « Synaspismos c'est les gentils. Donc c'est eux qui gagnent ».*[323]

C'est également le cas d'Alex, qui découvre les manifestations à l'adolescence dans le cadre familial :

« *Moi et mon frère, on a demandé à mon père de nous amener à la manif. On était jeunes, j'avais 14 ans, mon frère 16, on ne pouvait pas y aller seuls. Avec mon frère on est allés dans le bloc de Synaspismos. C'est typique dans les manifs, si tu es dans le bloc d'un parti politique, les membres plus anciens qui ne te connaissent pas viennent vers toi, te parlent, « quel est ton nom, d'où tu viens » et tout ça. C'était mon premier contact avec Synaspismos.* »[324]

[322] Montpellier – Entretien n°11

[323] Athènes – Entretien n°3

[324] Athènes – Entretien n°9

Enfin, d'autres parcours minoritaires laissent à voir divers degrés de rupture avec l'opinion politique parentale. Ces contre-exemples apparents valident en creux l'importance de la socialisation familiale en matière de choix politiques individuels, ne serait-ce que comme contre-exemple, comme modèle négatif contre lequel se forment des opinions. Le rejet des valeurs transmises par les parents n'est pas nécessairement gage d'opposition ouverte ni d'appartenance à une génération particulière. Katerina, journaliste salariée par la radio de la gauche radicale grecque, s'inscrit en faux par rapport à une tradition familiale conservatrice :

« *Mon père a toujours été un membre typique de Nea Demokratia*[325]*, parce qu'il est influencé par la guerre civile. Tu sais, jusqu'à maintenant la guerre civile construit la société en Grèce, à gauche comme à droite. […] Son père était prêtre, et donc les communistes l'ont tué. […] Donc il a toujours été à droite, il y croyait, mais je pense qu'il n'avait pas vraiment d'autre choix, il ne pouvait pas aller à gauche parce qu'ils avaient tué son père, donc il ne serait jamais allé vers eux.* »[326]

Chez nombre de militants, l'engagement dans la gauche radicale est ainsi une affaire familiale. Leur politisation ne doit rien au hasard, ni même à la découverte soudaine d'une nouvelle structure politique. Tout au plus cette découverte vient-elle parachever un processus de mobilisation engagé dès la socialisation primaire, processus dans lequel le rapport familial à la politique semble jouer un rôle majeur[327].

Un autre aspect pris en compte dans les entretiens est lié à l'éducation religieuse. Le rapport individuel à la religion peut compléter la socialisation politique familiale ou au contraire provoquer des contradictions face auxquelles les individus déploient des stratégies de contournement. L'existence en Espagne et en Grèce de dictatures

[325] Nouvelle Démocratie (ND), principal parti conservateur grec.

[326] Athènes – Entretien n°12

[327] En cela le processus semble assez comparable à celui des militants d'autres organisations pour lesquels la socialisation familiale joue également un rôle central (Dechezelles, 2006).

conservatrices s'appuyant sur l'Eglise (catholique ou orthodoxe) nous a poussés à interroger cet aspect de la socialisation primaire.

La question de l'éducation religieuse semble assez fortement nationalisée car elle est dépendante des trajectoires historiques des trois pays où les partis anti-austérité sont ici abordés. Alors qu'elle est quasiment absente des récits de militants français, découlant dans ce pays à la société fortement laïcisée de choix familiaux, elle est très présente dans la vie des militants grecs sans constituer pour autant un marqueur idéologique déterminant. On la retrouve au second plan, tel un arrière-fond culturel partagé par la grande majorité de la population[328]. C'est à Barcelone que les rapports les plus clivants à l'éducation religieuse se rencontrent. Ceux-ci sont cependant limités à la génération ayant connu le franquisme, le rejet de l'éducation catholique étant lié à la contestation de la culture systématiquement promue par la dictature à travers l'éducation religieuse obligatoire, comme en témoigne Jordi, podémiste ayant vécu cette période :

« *J'ai été très pratiquant, parce que depuis ma naissance jusqu'à 1965, je vivais dans le Franquisme et j'étais pratiquant, j'assistais aux messes. Mais tout ce que j'avais de religieux avant, je ne l'ai plus maintenant, je suis complètement athée, je ne crois ni en Dieu ni en l'Eglise ni en rien…* »[329]

Sa camarade Josefina abonde dans le même sens, ayant subi en tant que femme une assignation à un rôle genré conservateur :

« *Mes amis venaient de différentes parties de l'université, on demandait une société plus ouverte, l'égalité entre les hommes et les femmes, beaucoup de choses qui étaient terribles sous Franco surtout à cause du poids de la religion catholique. Donc c'était*

[328] Rappelons que 98% de la population grecque se déclare de religion orthodoxe ; l'adhésion à cette foi ne constitue donc pas un marqueur politique déterminant (données issues du site internet de la CIA, The World Factbook, mis à jour le 31 octobre 2018 et consulté le 5 novembre 2018).

[329] Barcelone – Entretien n°5

impossible. Donc durant cette période, nous étions nées, nous avions un rôle particulier et c'est tout. Être une gentille fille, bien se comporter, trouver un homme, et un seul, le marier, avoir des enfants, et voilà. Tu étais comme tu devais être. »[330]

Ces réactions cohabitent avec d'autres récits, dans lesquels l'éducation religieuse occupe une place secondaire, soit du fait de sa quasi-absence, soit dans le cadre de parcours atypiques. Ainsi Marino a été placé dans une institution gérée par des prêtres adhérant à la Théologie de la libération, son éducation religieuse n'entrant pas alors en contradiction avec son identité politique :

« *Je savais que c'était une idéologie religieuse, parce qu'on me l'a expliqué après, mais je ne le percevais pas. Il y avait bien des crucifix, des trucs comme ça, mais c'était pas religion à fond toute la journée. L'enseignement était normal, il y avait des cours de religion, et tu devais les faire mais ils n'essayaient pas toute la journée de te marteler avec Dieu, et de te faire suivre Dieu, ou sinon tu étais puni. […] J'ai compris avec le temps que c'était la théologie de la libération parce qu'on me l'a dit et parce que j'ai vu les domaines professionnels vers lesquels on s'est dirigés, je me suis rendu compte qu'il n'y avait rien d'obscur, que ce courant était normal.* »[331]

Le passage de la thématique de l'éducation religieuse à celle de l'éducation sécularisée au cours des entretiens nous amène à nous interroger sur le niveau d'instruction des militants, ainsi que sur leur rapport à la scolarité. Si certains militants plus âgés des trois partis étudiés ont travaillé de leurs mains dès un jeune âge et n'ont pas suivi d'études dans l'enseignement supérieur, il s'agit d'une petite minorité : non seulement les enquêtés appartenant à la gauche radicale d'Europe du Sud ont pour la plupart suivi des études poussées (ou continuent d'étudier), mais le milieu étudiant lui-même constitue un espace de socialisation puis de sociabilité militante incontournable dans l'organisation de réseaux d'acteurs formant la base

[330] Barcelone – Entretien n°9

[331] Barcelone – Entretien n°12

locale de structures partisanes. L'espace universitaire représente plus largement pour les « partis *outsiders* » (Juhem, 2009)[332] un vivier de recrutement de premier plan. De même nous avons vu l'importance dans la genèse de Podemos des relations tissées dans les universités madrilènes. Sans avoir une origine aussi localisée, les deux autres partis étudiés tendent à être fortement investis par des militants issus de la sphère étudiante – qu'ils participent aux mobilisations sociales touchant les universités, aux associations et syndicats étudiants pour la France insoumise, ou à la branche universitaire du parti pour Syriza.

Le poids des élites académiques dans la direction et la composition du gouvernement d'Alexis Tsipras est connu (Mudde, 2017). Cette centralité du monde universitaire se retrouve dans une certaine proportion parmi les jeunes militants du parti dont l'engagement commence dans l'organisation étudiante *Aristera Notita* plus communément appelée Aren (Unité de gauche)[333] ou dans la Jeunesse de Syriza[334]. Ces organisations constituent des espaces liés à la vie étudiante et aux cultures

[332] Ceux-ci se caractérisent par un faible nombre d'élus entraînant une faiblesse des rétributions matérielles distribuables, dont la conséquence est un important *turn-over* militant (par exemple, le NPA français). Les partis étudiés se distinguent cependant de ce modèle en étant plutôt marqués par une évolution rapide du nombre d'élus.

[333] Dans les universités grecques, chaque parti politique bénéficie d'une représentation étudiante. Aren (fondée en 2007 suite à un mouvement étudiant d'ampleur) constitue donc une organisation à mi-chemin entre un syndicat étudiant et une organisation de jeunesse, participant aux mobilisations sociales tout en assurant le recrutement et l'encadrement des membres étudiants du parti de manière plus sectorielle que la Jeunesse. Le rôle de l'Aren est comparable en termes sociologiques avec celui de l'Association des Etudiants Progressistes (AEP) espagnole, proche de Podemos ; cette dernière est cependant un syndicat étudiant à part entière, indépendant des « cercles jeunes » du parti.

[334] Fondée en décembre 2013 par 522 délégués représentant 128 groupes locaux, la Jeunesse de Syriza trouve son origine dans la fusion de la Jeunesse de Synaspismos et de la structure Syriza Jeune apparue depuis l'évolution de la coalition en parti. La plateforme publique de l'organisation se revendique clairement de la gauche radicale (anticapitalisme, point de vue de classe, antifascisme, féminisme, transformation du système politique et économique). L'adhésion à la Jeunesse n'est pas cumulable avec l'adhésion au parti, mais s'y substitue. La Jeunesse ne regroupe pas l'intégralité des jeunes militants des partis à l'origine de Syriza. Le KOE reste par exemple à l'écart : « *La jeunesse de Syriza a été formée après le parti, et à ce moment on avait déjà compris qu'il y avait de gros problèmes dans la manière dont c'était organisé – Syriza, pas que la jeunesse. Donc on a décidé que notre jeunesse serait vulnérable, et qu'il y aurait plus de négatif que de positif. Parce que la jeunesse de Synaspismos essayait de prendre des positions dans la machine d'état, et donc on a décidé de rester à l'extérieur et de participer plutôt aux assemblées du parti.* » Athènes – Entretien n°11

alternatives, visant à recruter en promouvant un mode de vie considéré comme contestataire. La formation idéologique cède le pas à la formation de liens interpersonnels renforcés par le sentiment d'appartenance à un cadre collectif marginal[335]. Le témoignage de militantes comme Amalia est encore une fois exemplaire pour saisir cette réalité :

« *On a Synaspismos, tous les gens ont entre 20 et 30 ans, la plupart sont des étudiants. On a très peu de gens qui travaillent vraiment. Donc la culture de Synaspismos était surtout tournée vers les universités, les étudiants, car c'était les personnes qu'on essayait d'attirer. C'était plus une culture style jeunesse alternative, jeunes anticonformistes, écoutant du post-rock et de l'électro, et aussi un peu de rap parce que c'est cool, et aussi on fume de la weed, on veut se défoncer, c'était genre… Tu sais, on a une fête cool, pourquoi ne pas venir et parler de la gauche, parce que c'est cool de faire ça ? […] Donc on était juste en train d'attirer des gens, sans vraiment les convaincre d'être à gauche, en entrant au parti, on les attirait, on disait ok, maintenant tu es prêt, tu peux nous rejoindre.* »[336]

En évoquant ces prémices, nous pouvons constater la construction sur le long terme des trajectoires d'engagement partisan. Sa camarade Mélanie rappelle des souvenirs similaires :

« *J'étais à la jeunesse de Synaspismos, après ça s'est passé, c'est devenu la jeunesse de Syriza. […] Alors on est passé à la jeunesse de Syriza, en même temps j'étais dans une association. Nous à la faculté, on a encore des associations d'étudiants, on fait du syndicalisme et tout, et j'étais aussi là-bas dans un petit parti qui représentait si tu veux la jeunesse de Syriza dans les facs. Mais c'était assez autonome alors j'étais là*

[335] La politique reprend cependant le pas sur l'affinitaire dès qu'il s'agit de questions d'importance nationale : suite au référendum de 2015, la Jeunesse de Syriza traverse une crise profonde au cours de laquelle 38 membres du conseil central sur 71 démissionnent, entraînant avec eux jusqu'à 90% des membres selon certains témoignages.

[336] Athènes – Entretien n°2

aussi. J'ai fait partie aussi de plusieurs collectifs de jeunes, des militants qui travaillent plus spécifiquement sur l'immigration, les homos, le gender, et voilà. »[337]

Leur camarade Katerina suit un parcours semblable marqué par le passage à l'Aren. Ici, le jour de l'adhésion ne fait que concrétiser un parcours qui tend à faire de l'adhésion quelque chose de banal, alors qu'elle s'inscrit dans une trajectoire de vie qui la rend intelligible (Becker, 2002) :

« *Ma première expérience avec le parti, c'était en 2012, dans un camping (rire). Tu vois, vers 2009-2010 j'ai été à l'Aren pendant deux ans, qui est liée à la jeunesse de Syriza. Donc je participais beaucoup, tous mes amis y étaient. […] Donc quand je suis devenu membre de la jeunesse de Syriza, j'étais déjà un peu dedans. C'est comme si en fait j'étais déjà membre, mais pas officiellement. Parce que je participais aux discussions, aux festivals, aux campings de la jeunesse de Syriza, je connaissais les types, j'étais très proche d'eux.* »[338]

La flexibilité offerte par ce mode de structuration apparaît dans ces récits mettant en avant la superposition d'engagements thématiques de militantes « multipositionnées » et la diversité des activités proposées. Les succès électoraux du parti n'ont pas fait disparaître ce rôle d'espace de sociabilité et d'apprentissage du politique qu'occupe la branche jeune de Syriza. Antonis Georgantas, membre du bureau politique de la Jeunesse de Syriza résume ainsi les changements structurels ayant affecté cette organisation une fois le parti arrivé au pouvoir, montrant les contradictions existant entre le rôle joué par la branche jeune d'un parti de gouvernement et la volonté contestataire de transformation sociale radicale exprimée à l'origine :

« *Quand on était dans l'opposition, on ne faisait que manifester. C'est bien plus facile, beaucoup plus facile. Quand tu manifestes, tu n'as pas à dire des choses exactement*

[337] Athènes – Entretien n°3

[338] Athènes – Entretien n°12

vraies. Maintenant c'est bien plus difficile, parce qu'on essaie non seulement de manifester, on manifeste quand on peut, mais on essaie aussi de créer des choses. Donc c'est bien plus difficile. Voilà notre rôle. Il y a deux parties : manifester, créer de nouvelles personnes de gauche, je veux créer de nouvelles personnes de gauche qui seront communistes un jour. Et l'autre partie qu'on a, c'est de garder le gouvernement dans la bonne direction, le pousser à faire ce qu'on veut, surtout dans les universités, avec les personnes sans emploi, et c'est difficile. Parce que la Troïka à chaque fois… »[339]

La composition de l'échantillon de militants insoumis montpelliérains est dominée par les étudiants et les jeunes diplômés, faisant part de réflexions comparables quant à leurs premiers pas en politique. La formation tardive de la FI nécessite cependant de s'intéresser à d'autres structures servant de sas d'entrée vers le militantisme partisan : contrairement à Syriza, la FI ne peut s'appuyer sur un réseau d'associations et de syndicats étudiants dominés par des membres du parti ou lui étant directement liés. La présence de militants insoumis dans les universités trouve donc un espace d'expression soit dans des mobilisations étudiantes temporaires ou des syndicats durables dans lesquels ils interviennent, soit dans la structuration de groupes d'appui regroupant localement les « jeunes insoumis »[340] sur le modèle des Cercles jeunes de Podemos – ces différents espaces politiques étant complémentaires. Clément rappelle les contraintes et facilités façonnant l'intervention politique dans l'espace universitaire montpelliérain :

« Alors en fait je fais partie des personnes qui ont initié le groupe d'appui des Jeunes

[339] Athènes – Entretien n°7

[340] Le système des groupes d'appui étant cependant territorialisé car lié aux besoins locaux des campagnes électorales ayant vu naître le parti, l'existence de groupes organisés par classe d'âge n'est pas conforme aux statuts de la FI. La tolérance dont de tels groupes ont bénéficié, notamment dans le contexte montpelliérain, tend cependant à démontrer que leur fondation répondait à une nécessité organisationnelle particulière en donnant un débouché activiste et un cadre à de nombreux jeunes primo-militants tout en rentabilisant au maximum leur investissement dans les campagnes.

insoumis de Montpellier. […] Parce que j'avais fait la campagne des élections régionales avec le Parti de Gauche, on était dans une grande liste d'union de la gauche hors-PS. […] Ça a été un échec pour plusieurs raisons - ça a été difficile quoi. Mais pendant cette campagne j'avais été pas mal actif, j'avais pris des contacts avec d'autres jeunes, afin de faire une sorte de comité de campagne sur Montpellier. […] On a commencé à rentrer en campagne à partir du mois de mars 2016. Plus d'un an avant. Donc la campagne au début on initiait les gens au collage, on faisait quelques tractages, on faisait les choses de base, et on faisait aussi pas mal de formations militantes au début, parce qu'il y avait beaucoup de gens qui venaient et qui n'étaient pas militants avant ou qui venaient d'autres horizons politiques. »[341]

Tristan complète ce témoignage en expliquant les difficiles choix organisationnels permettant de faire face à l'arrivée massive de primo-militants :

« *Y a eu une dynamique monstrueuse. Les réseaux sociaux on n'en parle même pas. On avait un groupe Facebook, on a fini à quatre cents demandes, que des jeunes ! Et là on a dit « c'est pas possible, on arrête là, c'est pas possible, c'est même plus un courant politique ». Et on voulait pas se scinder. Le national nous mettait la pression, parce qu'il voulait qu'on se divise en quartiers, tu sais, le but en fait des groupes d'appui c'était d'être à vingt maximum. Mais nous on a toujours été opposés à ça, parce que on pensait que auprès des jeunes, notamment des moins formés – parce qu'ils étaient tous novices hein, ils ont moins de deux ans de politique dans les pattes pour le coup – on s'était dit « ça va les dégoûter, si y a pas un minimum de cadres pour essayer de les poser ». Et en plus on ne pouvait pas se diviser à l'infini, on était que cinq-six à vraiment tenir le truc au final.* »[342]

Il semble délicat de déceler si l'engagement prenant pour cadre un mouvement social

[341] Montpellier – Entretien n°6

[342] Montpellier – Entretien n°14. La structuration *top-down* (du bas vers le haut) du parti est ici nettement apparente.

ou un syndicat précède ou procède d'un engagement partisan, tant les récits recueillis parmi les jeunes insoumis laissent apparaître une forte intériorisation des besoins et de la stratégie de leur parti produisant un biais téléologique : le militant se considère comme ayant toujours suivi une ligne cohérente, conforme à son engagement actuel, qu'il ait défendu des positions contradictoires auparavant ou non. Le témoignage de Maël peut ainsi être lu comme une illustration de l'illusion biographique développée par Pierre Bourdieu (1986) :

« *Alors en septembre 2016, je suis rentré à Greenpeace, parce que je me cherchais un peu quoi. […] Mais après je suis rentré à la France insoumise en janvier, et j'ai un peu délaissé Greenpeace, parce que ce qui me manquait là-dedans, c'était la politique quoi. […] J'en avais marre de rester chez moi, tourner en rond. […] Contre la loi El Khomri, en 2016, là j'étais en première donc c'était les débuts quoi. Et après, c'était l'année dernière en terminale, pendant la campagne présidentielle et législative, où au bout d'un moment j'étais calqué « France insoumise » sur mon front (rire). J'étais un peu des seuls politisés dans ma classe, surtout qu'on avait pas mal de débats et que je prenais la parole et tout. […] Et puis maintenant, je suis toujours à la France insoumise, et puis j'ai aussi pris ma carte à Solidaires étudiants.* »[343]

Porteur de codes particuliers, le « milieu étudiant » constitue cependant un repoussoir pour des personnes lui étant extérieures, même quand celles-ci bénéficient d'un capital culturel suffisant pour en comprendre les références et en partager les conceptions politiques, comme Clément, diplômé de master, qui précise son ressenti négatif quant à cet espace de sociabilité particulier aux codes et aux pratiques souvent étrangères :

« J'assistais aux AG et je participais aux manifestations, mais je faisais pas plus. L'université ça n'a pas été pour moi un lieu de politisation. […] Y avait les soirées

[343] Montpellier – Entretien n°12

militantes, j'aime pas. C'est bête mais je ne me sens pas… Enfin les personnes avec qui je milite c'est pas des personnes avec qui je me sentirais d'être plus ami que ça. […] C'est pas mes références culturelles, c'est pas les gens que je connais, je me sentais un peu étranger au milieu militant. Au bout d'un moment, comme j'y ai participé, forcément je me suis senti davantage intégré. Mais c'étaient pas forcément mes codes sociaux quoi. »[344]

Ces observations illustrent l'importance de la période estudiantine dans nombre de carrières militantes, complétant la socialisation familiale. L'institution scolaire constitue une instance de socialisation primaire à mi-chemin entre le cercle familial et le monde universitaire ; si de premières expériences politiques peuvent avoir lieu au lycée voire au collège, l'université est cependant le lieu d'apprentissage du politique par excellence. Plusieurs raisons peuvent être trouvées à ce phénomène, telles que la valorisation des codes académiques dans le discours de la gauche radicale due à une surreprésentation de personnes diplômées, l'accession à la majorité et à l'indépendance vis-à-vis du noyau familial couplée à un emploi du temps offrant de larges possibilités en termes d'activités périscolaires, et la préexistence d'un réseau dense d'organisations politiques ou para-politiques (collectifs, partis, syndicats, commissions et associations) trouvant un terrain d'implantation favorable dans les universités, véritables viviers militants.

b) Les premiers pas en politique : motivations de l'engagement

Les témoignages retranscrits donnent à voir une grande diversité dans les premières expériences militantes des enquêtés. Un constat peut être dressé : l'absence d'un modèle typique de découverte de l'engagement politique. Là où certaines personnes sont familiarisées avec des pratiques militantes dès leur plus jeune âge par le biais de leur entourage proche, d'autres personnes transforment petit à petit un

[344] Montpellier – Entretien n°6

engagement associatif en cherchant à y intégrer une dimension politique[345]. D'autres encore participent à diverses mobilisations nationales temporaires avant de formaliser un engagement plus durable, selon des circonstances dépendant de l'âge et de l'actualité des mouvements sociaux. Quelle que soit sa forme et sa matrice originelle, cette découverte n'est que rarement linéaire. Nombre d'expériences ne donnent pas suite, conduisant à des impasses, des déceptions, ou à des réorientations au gré des circonstances objectives issues de la socialisation primaire.

Nous pouvons alors nous demander si cette diversité de parcours fait écho à des motivations hétérogènes. Celles-ci transparaissent dans le choix des mots qu'emploient les enquêtés pour décrire les raisons les ayant poussés à s'engager. Les motivations exprimées témoignent de différents degrés de lecture du champ politique, plus ou moins idéologisés. Là où certains enquêtés décrivent leur propre parcours en utilisant des concepts marxistes, d'autres mobilisent le champ lexical des valeurs positives – solidarité, espoir, dignité, justice, liberté. La nature des réponses moins fortement idéologisées illustre également des inquiétudes touchant au futur dont la principale est la peur du déclassement de soi-même ou de son cercle de proches, secondée par un certain pessimisme quant à la corruption du système en place[346]. Face à un système perçu comme perpétuant des injustices, un parti tel que Podemos constituerait une voie permettant de faire de la politique autrement, et méritant un investissement individuel. La volonté de servir le bien commun, d'être utile aux autres, est une thématique récurrente chez ces militants séduits par un réenchantement des pratiques. C'est le cas de militants podémistes entrés depuis longtemps dans la vie active, tels que Jordi :

« *Je ne lutte pas pour moi mais pour ce qui compte, plusieurs fois j'ai eu envie de*

[345] Alors que des militants d'anciens partis de gouvernement ont pu investir le monde associatif (Agrikoliansky, 2001), nous observons ici une dynamique inverse mais complémentaire. Ces va-et-vient témoignent de l'importance de l'engagement associatif comme structure de rémanence ou comme espace façonnant l'engagement (Barthélemy, 200).

[346] Ces inquiétudes ne sont bien entendu pas propres à la gauche radicale et motivent dans d'autres catégories sociales des engagements à l'extrême droite (Ait-Aoudia, Dézé, 2011).

laisser tomber parce que c'était beaucoup de temps, plus que le travail. Mais tous les jours quand je descends dans la rue, je vis à côté d'un supermarché, Mercadona, et à chaque fois que je descends il y a un mendiant à la porte, depuis des années, et au distributeur automatique en face il y a une personne qui dort là. Je viens pour que ces personnes n'aient plus besoin de dormir là, pour que les personnes qui mendient puissent manger dignement. […] *Moi j'ai vécu, toi tu es jeune, bien plus jeune que moi, moi j'ai eu une bonne vie, j'ai bien vécu. Je suis allé skier quand je voulais, j'ai voyagé quand je voulais, je veux que mes enfants aient la même vie et les mêmes opportunités que celles que j'ai eues moi.* »[347]

Le sentiment de dépossession que subit le citoyen vis-à-vis des décisions politiques est directement relié à la perte de souveraineté des Etats, bridés par les traités internationaux qu'évoque Luis :

« *La politique je la fais avec le cœur, la politique doit être faite avec la tête donc ma principale motivation d'être à Podemos c'est le thème social, je sais pas, je vois les luttes qu'ils font contre des choses comme, je ne sais pas, des thèmes énergétiques, le TTIP etc… […] Comment une personne va vivre, s'habiller, manger, les frais, payer un loyer avec 600 euros ? Ce sont des choses qui sont dans la Constitution Espagnole et je suppose dans la Constitution Française. Tout espagnol a le droit au travail, à un toit, à de la nourriture etc.* »[348]

Eva revient aussi sur ce traité commercial jugé très négativement :

« *Il faut changer la politique, j'ai deux enfants et je leur laisse un monde de honte. Si on ne lutte pas maintenant, on voit clairement le TTIP, avec la perte de souveraineté des Etats, la souveraineté qui passe aux grandes entreprises qui regardent*

[347] Barcelone – Entretien n°5

[348] Barcelone – Entretien n°6

uniquement leurs petites poches et non pas le citoyen, qui s'en foutent. »[349]

Au contraire, des militants passés par les organisations marxistes (ici, la Jeunesse communiste espagnole et la Tendance marxiste internationale, une organisation trotskiste) décrivent leurs motivations en employant une grille de lecture issue de cette tradition politique mobilisée pour défendre une stratégie politique supposant une forte cohérence idéologique au service d'un projet d'ensemble. Ces récits sont bien éloignés de ceux moins idéologisés, plus « réformistes », qui pourraient s'appliquer à un engagement associatif ou humanitaire. Les militants marxistes de Podemos tels que Alejandro défendent la centralité des intérêts d'une classe sociale, le prolétariat, une lecture entrant parfois en concurrence avec la nouvelle figure du citoyen promue par le discours officiel du parti :

« *Pour moi la principale raison pour laquelle je suis en politique c'est pour une victoire des classes populaires, pour l'amélioration des conditions de vie des personnes, des gens.*[350] »

Alejandro lie ainsi lecture de classe et évocation plus vague des « gens ». Paolo va plus loin en donnant un contenu marxiste au travail qu'il effectue avec Podemos. L'exposé de ses motivations s'apparente à une rationalisation :

« Je pense que le problème principal c'est le régime de 78. Et l'analyse finale c'est que le capitalisme est le problème. […] Je veux être là où est la classe ouvrière, je veux être là où sont dirigés les yeux de la classe ouvrière. Je ne veux pas de secte, je pense que c'est la chose la plus importante. […] Les buts de mon engagement, c'est la révolution socialiste. Je crois vraiment en ça. Je ne suis pas sûr de la voir, mais bon. »[351]

[349] Barcelone – Entretien n°10

[350] Barcelone – Entretien n°1

[351] Barcelone – Entretien n°14

Ces réponses nous renseignent en creux sur l'existence de perceptions différenciées d'un même parti politique (Podemos vise-t-il à produire une transformation socialiste du mode de production ou à rendre leur dignité aux Espagnols ? S'agit-il de renverser une classe sociale ou de palier aux manquements de l'Etat-providence ?). Celle-ci s'expliquant par un rapport plus ou moins idéologisé à la politique, et donc à son engagement propre. L'absence d'un parti communiste puissant conduit également ces « marxistes orphelins » à se tourner vers les structures contemporaines capables d'occuper un rôle social similaire. Les mots des enquêtés leur appartiennent et sont porteurs d'une subjectivité certaine. Ils ne constituent pas en soi une description scientifique de la réalité matérielle, mais donnent un ensemble de repères permettant au chercheur d'interpréter la position d'individus lorsque ces repères sont saisis au cours d'interactions sociales, elles-mêmes comprises à partir de la diversité des parcours.

Les militants français et grecs interviewés identifient eux aussi des raisons plus ou moins marquées idéologiquement expliquant leur engagement individuel. Notons que malgré les liens historiques de Syriza avec l'extrême gauche marxiste, les motivations exprimées par les militants de ce parti ne se démarquent pas par un plus haut degré d'expression idéologique. La volonté de se rendre utile, de servir, reste une thématique récurrente donnant un sens à la vie. Celle thématique trouve sa justification dans une situation présentée comme propice au changement, avec d'un côté une crise profonde du système politique, et d'un autre l'espoir d'un changement rapide. Antonis en parle ainsi :

« *Ce que j'aime, ce sont les bonnes conversations politiques avec d'autres membres ou avec les gens qui voulaient en savoir plus sur Syriza, sur la situation politique, qui posaient des questions et voulaient parler. Donc j'aimais bien ces contacts directs. J'appréciais aussi le sentiment d'être utile dans un projet politique aussi important.*

D'essayer de trouver une autre option, une alternative pour la Grèce. »[352]

Danai évoque aussi ce besoin de se rendre utile (elle est par ailleurs avocate spécialisée dans le droit des réfugiés, et son camarade docteur) :

« *C'était d'abord le sentiment d'être utile socialement. Mais après c'était pour donner des réponses aux questions quotidiennes. A l'université, mais aussi dans la vie comme travailleur. C'est plutôt ça. Essayer de donner des réponses à notre vie, pour les salaires, les emplois, tout ça. Pour changer la vie quotidienne, la vie que nous vivons tous les jours.* »[353]

Cette dimension militante, alliant don de soi valorisant et sensibilisation des masses dans une optique de transformation sociale, s'explique par le rapport particulier des militants à l'information. L'enquête de terrain révèle une véritable boulimie en termes d'informations. Si les médias de référence changent en fonction des contextes nationaux tout comme le rapport à la presse papier évolue en fonction des générations, les enquêtés font part de leur consommation quotidienne d'informations à travers la lecture de brèves et d'analyses, l'écoute de la radio, ainsi que par l'emploi réfléchi des réseaux sociaux. Aux questions concernant les médias choisis, les militants répondent en mettant en avant la diversité des sources, n'hésitant pas à lire la presse qualifiée de libérale ou de conservatrice. Ces personnes surinformées, dont le monde est structuré par un flux continu d'informations interprétées de manière à justifier leur propre engagement, accordent naturellement une importance cruciale au partage de l'information. Le militantisme est alors vu comme le partage d'un savoir, parfois confondu avec la révélation d'une vérité dissimulée par la classe politique et les principaux médias, dont la réception suffirait à convaincre de la nécessité d'un engagement en faveur de la gauche radicale. Il s'agit aussi de déconstruire une certaine information dominante nourrie de cadres de pensée libéraux. Cette attitude ne

[352] Athènes – Entretien n°11

[353] Athènes – Entretien n°14

manque pas de produire des déceptions récurrentes face à l'inertie du public ciblé, à la mesure des espoirs suscités, comme le note non sans amertume plusieurs insoumis tels que Manon :

« *Je me pose la question [des raisons de mon engagement] tous les jours, parce que des fois j'ai un peu l'impression de me battre dans le vent (rire), parce que pour moi c'est informer les gens. Parce que je sais pas, la dernière fois on allait tracter à Joffre contre la sélection à l'université, mais j'ai été surprise à quel point les lycéens s'en foutaient quoi. […] Mais pour moi c'est vraiment informer les gens et les sensibiliser à la question que au final, on peut faire quelque chose, mais faut que les gens se bougent quoi !* »[354]

Farid comme Elsa font au contraire part d'une conception plus optimiste d'un engagement nourrissant le désir de se rendre individuellement utile à la société. Le militantisme produit de l'estime de soi, si ce n'est une identité valorisante, à travers le sentiment de faire quelque chose d'utile. Cette capacité à donner un sens à la vie sociale constitue une dimension non négligeable de l'engagement. :

« *Moi, le but de mon engagement, c'est rendre le monde meilleur [rire]. C'est un peu prétentieux, mais je me dis que le monde sera un peu meilleur si j'arrive déjà à convaincre une personne. Et donc après, même si je n'y arrive pas, au moins j'aurais essayé. Donc c'est un truc un peu égoïste de me dire que je veux pouvoir me retourner sur ma vie et me dire que même si le monde n'a pas changé, j'ai au moins essayé quoi.* »[355]

Elsa tient un discours très similaire brouillant la frontière entre engagement humanitaire et partisan :

[354] Montpellier – Entretien n°13

[355] Montpellier – Entretien n°1

« *J'ai toujours été politisée je pense dans mon discours et sur les réseaux sociaux, l'information que je partageais elle était politisée, mais je ne me suis jamais engagée. […] Changer le monde, au final ce serait un peu l'idée. Les buts ? Plus d'égalité entre les gens, une meilleure répartition des richesses, de façon à ce que tout le monde puisse avoir des conditions de vie qui soient satisfaisantes*. »[356]

Une identité commune à la militance des trois partis étudiés se dessine autour de la question des raisons données à l'engagement. Nous retrouvons là une différence significative entre la gauche radicale et l'extrême gauche : aucun de ces militants n'estime que l'arrivée au pouvoir de son parti conduira immédiatement à une révolution, aucun ne dit attendre le « grand soir ». Bien que parfois vagues, les réponses données montrent un ensemble de thématiques sociales, économiques et politiques préoccupant et motivant des personnes qui en viennent à considérer leur participation à un parti comme un premier pas vers des changements concrets et cohérents de leur réalité matérielle[357].

La position minoritaire et fortement idéologisée dans laquelle végètent les structures de l'extrême gauche est rejetée comme contre-productive ou insignifiante. L'affirmation d'un engagement ayant vocation à toucher le plus grand nombre se manifeste dans les justifications répétées par les militants : leurs partis n'auraient pas vocation à s'enfermer dans la marginalité, mais au contraire à rassembler pour gouverner. La relative unicité prévalant dans ce domaine, malgré la grande diversité des raisons données constatée plus tôt, tend à indiquer une intériorisation de la stratégie des partis de la gauche radicale. Si les mots employés pour désigner cette stratégie varient d'une personne à l'autre, dépendant d'une formation idéologique antérieure que ces partis ne cherchent pas à gommer ni à remplacer, l'orientation politique décrite se retrouve parmi les enquêtés. A partir du kaléidoscope d'étiquettes et de références politiques perceptibles à première vue apparaît donc une perception

[356] Montpellier – Entretien n°4

[357] Cette théorie des acteurs présentant sous un jour philanthropique leur pratique tend cependant à masquer les diverses rétributions du militantisme.

commune des buts donnés à l'engagement.

Au-delà de cet aspect de l'engagement se pose la question des premiers pas concrets effectués. Nous avons pu voir le rôle qu'occupe la sphère étudiante dans la découverte du militantisme chez plusieurs enquêtés. D'autres portes d'entrée existent en parallèle à celle-ci, tels que les mouvements sociaux. Ceux-ci sont mis en avant dans le discours produit par la gauche radicale comme une expression légitime de parties de la population exerçant leur citoyenneté en se mobilisant en dehors des structures politiques. Les mouvements sociaux constitueraient alors des espaces et surtout des moments politiques favorables au développement de la gauche radicale, qui pourrait y étendre son audience et y recruter. Les partis étudiés ne constituent pourtant pas un débouché obligatoire pour des personnes actives au cours d'un mouvement social (Mathieu, 2011). Il faut sans doute aller plus loin : les parcours militants dans lesquels un engagement au cours d'un mouvement se traduit mécaniquement par un engagement partisan ne constituent pas la norme mais une exception. Militer dans un mouvement ou dans un parti correspond à des réalités distinctes en termes de motivations, de durabilité, d'interactions entre acteurs politiques, de rétributions comme de pratiques développées (Petithomme, 2009 ; Sawicki, Siméant, 2009).

Les militants de la gauche radicale s'investissent pourtant bien dans divers mouvements sociaux[358], tels celui contre la réforme du code du travail s'étant développé en France au cours de l'année 2016 ou les mouvements agitant la Grèce à partir de 2008 et culminant avec l'occupation des places de 2011. Mais ils y portent alors la parole de leur parti, formellement ou non, comme tant d'autres structures plus radicales. L'efficacité de cette stratégie est difficilement quantifiable : de manière contre-intuitive, les mouvements sociaux d'ampleur semblent moins propices au recrutement partisan que l'activité plus modeste mais plus durable de structures locales telles que les groupes étudiants.

Le mythe fondateur du parti issu d'un mouvement social bouleversant le champ

[358] Si la réciproque est parfois vraie, les parcours des acteurs de mouvements sociaux progressistes rejoignant ces partis étant d'ailleurs valorisés, ces cas restent rares par rapport à l'ensemble des personnes s'impliquant à des degrés divers dans de tels mouvements.

politique existant s'incarne dans Podemos, présenté comme le parti des *Indignados*. Parmi les militants rencontrés, l'influence de ce mouvement relève plus du repère historique gage de légitimité que d'une première expérience du politique. Tout au plus ce mouvement constitue-t-il un palier de réengagement pour des personnes comme l'élue municipale Eva ayant connu une rupture dans la carrière militante antérieure :

« *J'y ai peu participé, j'aurais voulu plus mais j'étais à l'étranger […]. Mais je n'étais pas à l'écart non plus. Quand j'ai pu aller à une manifestation j'y suis allée, quand il y avait un mouvement ou un atelier j'y suis allée aussi, mais on ne peut pas dire que j'étais comme un référent ni rien.* »[359]

Relevons cependant les limites à l'engagement dues au temps consacré à la vie familiale ou au travail. Sans être déterminant, l'appartenance à certains secteurs du paysage social a son importance : les retraités, étudiants et personnes bénéficiant d'une situation stable (tant économiquement que familialement) bénéficient de plus de temps libre à consacrer à l'engagement comme le rappellent Ana et Margarita, militantes du cercle de Sant Andreu :

« *Maintenant je commence un travail, j'étais sans travail et maintenant je vais avoir des horaires fixes donc c'est fini. […] A Séville, je suis restée aussi longtemps que possible, presque un an, totalement dévouée; et ici ponctuellement et pendant le temps libre que j'ai. Si j'avais plus de temps, je me consacrerais entièrement, je ne ferais rien d'autre.* »[360]

Margarita justifie ainsi la faible participation militante dans sa structure :

« *La vérité c'est qu'il y a beaucoup plus de gens, ce n'est pas qu'ils ne sont pas là, c'est qu'ils n'ont pas le temps, ils doivent étudier, certains ont des enfants, ils doivent*

[359] Barcelone – Entretien n°10

[360] Barcelone – Entretien n°23

se battre constamment, la vie est très dure, pour tout avoir ils ne peuvent pas faire plus. C'est pas qu'ils ne veulent pas, c'est qu'ils ne peuvent pas. »[361]

Un autre phénomène est ici observable. Les militants déjà actifs dans des structures de gauche au printemps 2011 et bénéficiant d'un capital politique plus élevé s'investissent peu dans le 15M, exprimant une réticence à participer à un mouvement dont la nature politique, la composition et les revendications leur échappent, n'entrant pas dans leur grille de lecture. Des personnes ne s'étant jusque-là pas investies dans des structures partisanes ou s'en étant désengagées manifestent quant à elles beaucoup plus d'enthousiasme par rapport au nouveau mouvement. Esther convoque ces souvenirs chargés d'intensité émotionnelle :

« *Je passais un jour par-là, c'était comme s'il y avait quelque chose dans l'air, que tout le monde demandait un changement mais ils n'osaient pas... Puis un jour j'y suis allée seule et ça m'a plu que les gens parlent la rue. […] J'ai senti que c'était quelque chose de nouveau à applaudir, c'est humain, je ne sais pas, c'est comme, woah, quelque chose de nouveau est né ! Et puis ils dénotaient non ? Quand le 15M s'est terminé, j'étais comme orpheline, comme woah, c'est fini, où sont toutes ces personnes, où est toute cette énergie ? Disparus, n'est-ce pas ? Ils m'ont dit "oui, il y a des groupes dans les quartiers", mais je ne sais pas, je ne les trouvais pas... Puis après un an, ou quelque chose comme ça, j'ai trouvé un ami qui était à Podemos, il y a eu les élections, il y avait aussi un moment de vibration avant les élections pendant lequel je voulais dire "okay, on y va !"* »[362]

Conchi fait également part des difficultés ressenties face au reflux du 15M :

« *Quand le 15M a été fini, putain… On a perdu toutes les opportunités qu'on avait. […] Le 15M s'est fini et c'est là que Pablo a commencé à apparaitre à la télé et tout,*

[361] Barcelone – Entretien n°26

[362] Barcelone – Entretien n°27

et bon, à Madrid je suppose que c'est différent. Ça a dû être plus continu à Madrid. […] Mais ici en Espagne, comme je le vois, il y a eu comme une pause, le 15M a été dissout et jusqu'à ce que Pablo apparaisse ici il n'y avait plus le même espoir et la même envie de changement. »[363]

Le témoignage de la députée podemiste au parlement catalan Jessica Albiach éclaire sur cette référence ambivalente, dont Podemos cherche à se revendiquer pour affirmer sa légitimité tout en évitant toute récupération susceptible de nuire à son image. L'apparition d'un parti contestataire de gauche radicale bouleversant le jeu politique espagnol, à une époque de progression de l'extrême droite dans des pays européens voisins, est attribuée à la chance plus qu'à une stratégie consciente ou à une configuration partisane singulière :

« *Ce qui se passe c'est que j'ai été prise dans un temps où je venais d'arriver à Barcelone et j'étais à moitié à Barcelone, l'autre moitié à Valence. Alors du coup on peut dire que je ne l'ai vécu ni ici ni là-bas. […] Je crois que nous on est les enfants du 15M. Je crois que nous attribuer plus que ça, serait nous approprier ce qui en réalité appartient à d'autres. Je crois que dans le 15M beaucoup de collectifs ont participé, beaucoup de ceux qui continuent à participer actuellement, ou qui ont formé des personnes qui maintenant sont à Podemos mais aussi dans d'autres mouvements […]. Je crois que nous sommes les héritiers de toutes ces articulations, on a bien fait d'articuler, si je puis dire, un mouvement de rue. Je crois que c'est ce qu'on disait au début, c'est ce qui a permis de récupérer toute l'indignation. […] Et qu'il n'y ait pas de mouvements d'extrême droite attaquant directement l'équité sociale comme cela se passe dans le reste de l'Europe c'est de la chance, je crois qu'on a su le faire plus ou moins bien et je crois qu'au-delà de tout ça s'approprier le 15M serait injuste (rires).* »[364]

[363] Barcelone – Entretien n°24

[364] Barcelone – Entretien n°17

La juxtaposition des récits laisse apparaître une filiation entre le mouvement et le parti bien plus complexe que l'histoire promue par les acteurs de ces phénomènes ne le laisse imaginer. La genèse d'un parti est le cadre dans lequel se développent des rapports de force entre divers acteurs engagés dans cette construction partisane, cherchant à occuper les positions de pouvoir pour s'approprier les ressources dont dispose ou disposera éventuellement le parti nouveau-né. Etudier les parcours des militants apparaissant au fil des entretiens permet alors de se pencher sur les carrières partisanes au sein des partis contestataires, pour déterminer si celles-ci répondent à des dynamiques aussi homogènes que les motivations données à l'engagement initial. Ces dernières sont d'une remarquable diversité : la volonté de servir, la transmission d'un héritage familial, la mise en œuvre d'un projet révolutionnaire ou la peur du déclassement amènent des individus à rejoindre ces partis.

c) L'entrée dans un parti contestataire : la démarche partisane

Les trois partis étudiés laissent en effet voir des moments différents de la vie d'un parti, soit trois étapes que nous pensons pouvoir analyser au travers des carrières partisanes réalisées en leur sein. Ces carrières doivent être replacées dans le « temps long » des trajectoires d'engagement, incluant d'autres périodes et pratiques dépassant l'engagement dans les partis étudiés. S'engager dans un parti politique ne constitue pas une démarche allant de soi dans des contextes sociaux où les mutations de l'engagement politique se sont traduites par le déclin des effectifs militants, l'engagement partisan tendant à souffrir de la démonétisation symbolique des structures partisanes (Ion, Franguiadakis, Viot, 2005 ; De Castro Rocha, 2009).

Au vu des observations présentées précédemment, deux profils idéaux-typiques semblent cohabiter au sein de ces partis. Le premier profil est marqué par une socialisation familiale dans laquelle des proches partagent leur propre expérience militante. Comme dans les familles communistes (Ferrette, 2011), le virus du militantisme se transmet d'une génération à l'autre : le militant n'est pas marqué négativement du sceau de l'altérité, il est un proche auquel on peut s'identifier pour

ensuite l'imiter[365]. Un second profil est plus distant – voire méfiant – vis-à-vis des structures partisanes, l'individu ne connaissant pas lui-même de militants ou ayant eu des expériences négatives. C'est le cas de Conchi, militante podémiste au chômage :

« *J'ai commencé, bon je m'intéressais un peu à ce que c'était, de quoi il retournait, à lire des choses (rires) parce que t'as pas confiance, dans ce genre de choses, ça a attiré mon attention et je leur ai donné une opportunité comme parti politique, c'était pas vraiment clair car j'avais jamais été dans un parti. C'était la première fois, pour moi c'était le démon et le mal (rires).* »[366]

La logique présidant à un investissement dans une telle structure n'est donc pas immédiatement apparente. Elle peut être appréhendée en se penchant sur la vision qu'ont ces enquêtés de leur propre parti. Pour contourner le rejet des formes partisanes classiques, ces personnes vont décrire leur structure comme étant différente des autres partis politiques, sa nature étant assimilée à un mouvement flexible faisant de la politique autrement, en permettant une plus grande horizontalité ainsi qu'un engagement « à la carte » moins contraignant qu'évoque Lewis :

« *J'ai toujours un pied dehors, un pied dedans. C'est pour ça qu'au Parti de Gauche ça marchait pas, j'avais la carte et ça fonctionnait vraiment à l'ancienne. Là ce qui est bien c'est que tu viens quand tu veux, et tu viens pas quand tu veux.* »[367]

Sa camarade Amélie développe cette idée :

---

[365] Cette observation se vérifie particulièrement dans le cas de Syriza : plusieurs enquêtés indiquent que des membres de leurs familles militaient dans ce parti ou dans les structures l'ayant composé. Au vu de la transmission d'un héritage militant suivant des modalités différentes dans les deux autres terrains réalisés (désengagement vis-à-vis de partis communiste ou socialiste notamment), il est possible de considérer que ce phénomène n'est pas lié à la nature de Syriza mais simplement à son existence plus longue ayant permis la socialisation de différentes générations militantes en son sein.

[366] Barcelone – Entretien n°22

[367] Montpellier – Entretien n°3

« Comme la majorité des gens qui sont insoumis, si on est venu militer c'est qu'il y a pas besoin de carte, y a pas besoin de… D'adhérence, ou peu importe. Tu viens, tu donnes ce que tu as envie de donner, tu repars et voilà. […] Et tu donnes le temps que t'as envie. Contrairement à d'autres partis où ils te demandent d'adhérer, ils te demandent de venir à des réunions, et voilà, tu sais pas vraiment quel est ton rôle. Alors que là tu choisis le rôle que t'as envie de choisir à la France insoumise. »[368]

Eric compare spontanément ces caractéristiques de la FI à celles du voisin espagnol :

« *J'aimerais presque qu'on fasse le mouvement inverse de Podemos, parce que Podemos c'était un mouvement de rue qui s'est ensuite transformé en parti politique, alors que nous c'est un parti politique qui essaie de devenir un mouvement.* »[369]

Comme d'autres militantes, Katerina justifie également son engagement à Syriza par un cadre plus lâche que celui proposé par d'autres organisations d'extrême gauche :

« Ici le Parti communiste a une ligne très stricte suivie par l'organisation du parti à l'université. Mais à Syriza, l'organisation à l'université a plus de liberté, ce n'est pas un genre d'armée. Tu peux y aller et faire plein de trucs, à l'université, au lycée, on a différents champs d'action. […] Je crois dans les droits de l'homme, je pense… J'ai ces idées, je crois à l'esprit libre, à la liberté, je pense être de gauche. »[370]

Le besoin de se justifier, de vaincre les réticences pouvant exister dans la société vis-à-vis de l'engagement partisan, relève d'une nécessité de se convaincre en combattant ses propres réticences. Cette stratégie passe entre autres par l'affirmation d'une pluralité d'opinions visant à valider l'idée d'un mouvement transversal s'éloignant des formes partisanes traditionnelles, que l'insoumis Farid considère en

[368] Montpellier – Entretien n°7

[369] Montpellier – Entretien n°11

[370] Athènes – Entretien n°12

creux comme étant périmées :

« Je me rapproche des causes auxquelles je suis sensible, et j'essaie déjà de garder mon indépendance intellectuelle […]. Et c'est ça qui m'a intéressé aussi dans la FI, c'est que il y a… C'est pas un parti politique, pour le coup c'est réellement un mouvement. Y a des gens qui n'ont jamais été étiquetés, y a des gens qui font partie de l'ancien front de gauche, donc Parti de Gauche, Parti Communiste, etc. »[371]

Cette négation du caractère partisan de la structure dans laquelle les militants évoluent ne relève pas d'une méconnaissance des critères caractérisant un parti, mais d'une stratégie discursive finalement intériorisée au cours de l'engagement[372]. Une telle négation produit cependant un certain nombre de dissonances cognitives. Les militants confrontés au besoin de structuration de leur « mouvement » élaborent des solutions permettant de concilier la dynamique initiale avec les besoins d'un engagement durable. L'une d'elles consiste à identifier des formes partisanes jouant le rôle de repoussoirs, de contre-modèles. C'est le cas des partis sociaux-démocrates, unanimement rejetés par des militants n'ayant connu ces structures que de l'extérieur. PSOE, Pasok et PS incarnent à leurs yeux l'échec d'une gauche économiquement libérale, prête à toutes les compromissions, et préférant s'allier à des forces conservatrices qu'opérer une rupture en se tournant vers la gauche radicale. Les conceptions de vétérans de la politique issus de ces partis sont plus nuancées que celles des primo-militants, certains exprimant des regrets, d'autres comme Yosef opérant un retour critique sur un engagement antérieur tout en justifiant leurs choix passés par une lecture téléologique de l'engagement :

« *J'étais un militant des Jeunesses Socialistes, eh bien, ils sont liés au PSOE. Je*

[371] Montpellier – Entretien n°1

[372] Dans le cas de Syriza, la transformation d'une coalition de partis en une structure unique animée par différentes composantes est admise par les militants interviewés. Le rapport des militants à la forme partisane se distingue donc des deux autres partis présentés.

regrette beaucoup de cela. […] Ce fut un début, ça m'a fait découvrir beaucoup de choses, ça m'a montré que la politique ce n'est pas ce qu'ils prédisent à la télévision par exemple. Je me suis rendu compte qu'il n'y avait pas non plus de perspectives de changement comme le défend aujourd'hui Podemos. »[373]

Le récit de Franck fait écho dans le cadre français au témoignage précédent :

« J'ai eu une première carte en fait après 2002, après ce gros choc qui a été l'arrivée de Le Pen au second tour. J'ai eu une première carte au Parti socialiste. Enfin du coup aux MJS. […] Donc ouais, j'ai eu un engagement qui a duré jusqu'en 2004, jusqu'au référendum interne sur le oui ou non au référendum européen, pour prendre position en interne du parti. […] Le PS, je pense qu'il ne reste plus rien. Je suis désolé pour eux, mais ouah, ça fait du bien (rire). »[374]

La divergence de vues que nous constatons quant à la définition de leur structure politique débouche-t-elle pour autant sur une véritable distinction pratique ? Nous considérons que non. Cette divergence est porteuse d'une valeur explicative qui nous éclaire quant aux présupposés négatifs attachés aux structures partisanes – présupposés intériorisés, et se retrouvant donc jusque chez des militants de ces structures.

Pour autant, au-delà de l'appréhension individuelle de la question partisane, des logiques d'engagement semblables peuvent être identifiées. La différence d'appréhension du parti ne reflète d'ailleurs nullement la distinction entre primo-militants et militants plus expérimentés. L'existence d'expériences collectives antérieures, qu'elles aient eues lieu dans un cadre associatif, syndical ou partisan, semble conditionner les débuts de l'engagement dans les partis étudiés de manière plus déterminante. La dichotomie entre des personnes issues ou non d'un autre parti est superficielle tant les logiques d'apprentissage du politique se retrouvent dans des

[373] Barcelone – Entretien n°25

[374] Montpellier – Entretien n°5

structures n'ayant pas nécessairement de caractère partisan revendiqué. Ainsi Prodromos, membre fondateur de Syriza, résume un parcours l'amenant des mouvements sociaux à un média politisé, puis à l'engagement partisan en tant que tel :

« *J'ai commencé à aller dans les premières manifs antiracistes à la fin des années 90. J'étais proche des organisations de migrants et antiracistes, sans en être membre. Puis j'ai commencé à lire le journal Epochi, et ils lançaient une invitation publique pour de nouveaux partenaires, j'y suis allé, je me suis porté volontaire, et j'ai commencé à participer à l'édition du journal et parfois à écrire quelques articles. Donc après ça, vers 2001 ou 2002, je suis entré dans l'organisation AKOA. Et après en 2004 a commencé le premier Syriza, et j'en étais membre dès le début, dès 2004.* »[375]

L'accumulation d'une expérience organisationnelle constitue un réservoir de savoirs et de savoir-faire mobilisables, eux-mêmes vitaux durant les premiers balbutiements d'un nouveau parti. Organiser et tenir des réunions, des listes de contact, produire du matériel, définir des stratégies et des mots d'ordre, assurer le suivi et la formation des personnes intéressées, ou encore animer une section locale constituent autant de tâches relevant du réflexe pour les plus expérimentés, et de l'inconnu pour les primo-militants. La diversité des origines politiques constatée auparavant nécessite cependant un travail d'homogénéisation lent et difficile des pratiques militantes au sein des partis contestataires dont témoigne Elsa:

« *Y a des gens qui militent depuis 20 ans et qui ont leur vision du militantisme, et puis il y a les jeunes militants où c'est leur première campagne, leur premier engagement militant, et ils ont leur vision des choses qui a priori ne va pas dans le sens des vieux militants. Et j'ai l'impression d'observer un vrai fossé entre ces deux visions.* »[376]

[375] Athènes – Entretien n°15

[376] Montpellier – Entretien n°4

L'expérience de la militante podémiste Esther tend à confirmer cette réflexion :

« *Bien que je n'aie pas tout compris (rires), je suppose qu'il faut beaucoup plus de temps pour comprendre comment fonctionne un parti. Mais j'ai compris plus tard.* »[377]

Les contraintes des périodes de campagne électorale permettent également d'évacuer les questions de fond au profit de considérations matérielles plus terre-à-terre. Cette « technicisation » est particulièrement visible lors des prises de décision interne ou dans les pratiques quotidiennes des groupes locaux que décrit Eric :

« *On avait un groupe qui était structuré par des anciens du PG, donc on est parti assez vite sur de l'efficace, le tractage, le machin. Donc on avait des réunions qui étaient très professionnelles. Très professionnelles, techniques, combien de matos, on fait des groupes d'action, etc. Donc toute personne qui débarquait et qui était confrontée à ça était un peu perdue, voire même un peu démotivée. Alors que voilà, ils avaient des questions : « c'est quoi ? C'est un mouvement, c'est un parti ? C'est quoi un groupe d'appui ? » Y avait tout ça qui était une inconnue, et là ils arrivent et ils entendent « bon ben il reste 3000 tracts, on va aller sur tel marché et il faudra les distribuer ».* »[378]

En se mettant au service d'un parti, les militants amorcent ainsi un processus d'apprentissage et d'intériorisation des normes portées par la structure qu'ils rejoignent, tout en essayant de la façonner à leur image. Les portes d'entrée sont multiples et se complètent parfois. Trois origines idéales-typiques de l'engagement dans les partis anti-austérité peuvent ainsi être décrites, de la plus étirée dans le temps à la plus resserrée[379] :

[377] Barcelone – Entretien n°27

[378] Montpellier – Entretien n°11

[379] Celles-ci ne permettent pas de singulariser les partis étudiés vis-à-vis d'autres structures partisanes,

- Dans le cadre de la socialisation primaire, les normes et les valeurs correspondant à l'engagement partisan sont transmises tôt dans la vie d'un individu, le conduisant à rechercher un tel engagement. Avant de rejoindre l'un des partis étudiés, l'apprentissage du politique a pu se réaliser dans d'autres structures.
- La socialisation secondaire joue un rôle majeur, complétant ou transformant la socialisation primaire par le biais des rencontres et des interactions avec des militants. L'apprentissage du politique se fait dans le cadre universitaire, dans un engagement para-politique ou associatif, et plus rarement dans le cadre professionnel[380].
- La découverte du parti se fait via les médias, les réseaux sociaux ou par l'intermédiaire d'un tiers déjà membre ou sympathisant. L'engagement découle alors d'une démarche volontariste, mobilisant cette connaissance pour rejoindre un parti avec lequel l'individu n'a pas ou peu de liens.

Il est d'ailleurs possible de combiner deux de ces facteurs, voire les trois, comme dans le cas du parcours politique de Fredy. Ce militant barcelonais du cercle de Sant Marti grandit dans un environnement marqué à gauche et fait ses premiers pas en politique dans différentes organisations découvertes à l'université durant la période suivant la transition démocratique :

« *J'ai été membre d'organisations politiques, mais il y a très longtemps, quand la dictature s'est terminée, j'ai commencé à militer dans des organisations politiques de gauche à Murcia où je vivais, et durant mes études à Madrid. A l'université. Et j'ai*

dans lesquelles des « portes d'entrée » semblables peuvent bien sûr exister.

[380] De manière surprenante, le cadre professionnel semble avoir une incidence quasi-nulle sur l'engagement actuel de la plupart des enquêtés. Leur pratique du politique et ses motivations ne sont pas consciemment liées à une réalité vécue au quotidien mais plutôt à des considérations d'ordre général touchant à l'état de la société. L'environnement professionnel est parfois même considéré comme un frein à l'engagement, à l'expression ouverte d'une sensibilité politique. Les rares exceptions à ce constat sont d'ordre syndical ou para-syndical. Nous pensons par exemple à l'engagement dans les mouvements sociaux touchant le secteur de la santé (Barcelone – Entretien n°5).

été membre de partis de gauche marxistes, il y a longtemps, mais j'ai été déçu et j'ai arrêté de militer. »[381]

Il se désengage suite à des déceptions qu'il n'explicite pas avant de découvrir l'existence de Podemos dans le cadre familial, lors de discussions portant sur les choix électoraux de sa mère. L'entrée dans le parti s'effectue au cours d'une démarche volontariste. Fredy participe à des manifestations madrilènes en compagnie d'autres sympathisants (il n'est cependant pas précisé s'il a rencontré ces personnes à travers Podemos, ou s'il a participé aux évènements publics en compagnie de connaissances ayant pu l'inviter) avant de chercher à rejoindre formellement le cercle de Sant Marti :

« *Je continuais à avoir cette opinion politique mais j'ai arrêté de militer, et depuis que la crise a démarré, il y a eu le 15M, j'y étais aussi. Je me suis incorporé au niveau individuel, la crise a eu lieu, le 15M s'est mis en place, Podemos a surgi, mais mon travail, ma dynamique familiale et professionnelle ne m'ont pas permis de m'incorporer jusqu'à il y a un an et demi. Avant d'être à Podemos, d'être au cercle de San Marti j'étais déjà allé aux convocations de Podemos du 31 janvier à Madrid en 2015, j'y étais allé, à plusieurs, mais je ne m'étais pas intégré au cercle avant septembre. […] Je ne savais pas pour qui voter, je ne savais pas que Podemos existait et ma mère m'a répondu « Pour moi c'est clair mon fils, je voterai pour la queue de cheval*[382] *». « La queue de cheval ? » « Oui, celui qui passe à la télé, il va aux élections européennes. » […] J'ai commencé à regarder sur Internet et je l'ai vu, je me suis documenté et informé, et comme ma mère, j'ai dit que j'allais voter Podemos, c'est là que ça a commencé.* »

Pousser la porte d'un parti politique n'a rien d'un choix évident. Cette décision

[381] Barcelone – Entretien n°16

[382] Ce surnom de Pablo Iglesias s'intègre dans une identité visuelle de la direction et des élus podémistes symbolisant la rupture avec la « caste », avec les codes de la classe politique en place, rupture passant par les coupes de cheveux et les choix vestimentaires affichés.

n'obéit pas à un déterminisme mécanique, mais résulte plutôt d'un faisceau de facteurs et d'un kaléidoscope de motifs et de valeurs favorisant le choix de l'engagement dans une telle structure. Les facteurs structurels tels que la socialisation familiale se conjuguent aux facteurs plus conjoncturels tels que l'émergence d'un mouvement social pour faire ce choix (Becker, 2002). Entrer n'est cependant que le début d'une carrière partisane qui peut s'avérer par la suite aussi bien durable que brève à l'échelle d'une vie politique individuelle.

Il convient enfin d'aborder les raisons poussant des individus à rester et s'investir différemment dans les partis contestataires. Ces incitatifs, qualifiés par Daniel Gaxie de rétributions du militantisme (Gaxie, 1977), participent d'une économie partisane bâtie autour de ressources de nature tant matérielle qu'immatérielle.

2 - Les rétributions de l'engagement : entrer et rester dans un parti

Nous identifions trois types de rétributions ayant cours dans le cadre des partis contestataires étudiés. Premièrement, des rétributions d'ordre matériel, apparaissant comme les plus facilement identifiables. Deuxièmement, des rétributions d'ordre immatérielles dont il convient de discerner les ressorts au travers des témoignages et observations recueillis. Troisièmement, des rétributions d'ordre symbolique venant compléter cette catégorie.

a) Diversité des rétributions matérielles

Les partis contestataires tendent à présenter une stratégie de rupture articulée autour d'une thématique : changer la manière de faire de la politique, en refusant notamment la professionnalisation de cette activité qui nuirait à la prise en compte du bien commun (Delwit, 2016). La question des rétributions matérielles de l'engagement militant est donc particulièrement épineuse quand elle n'est pas tout simplement « taboue ». La gauche radicale en particulier tente de bâtir un capital

sympathie en mettant en avant un modèle d'engagement divergent d'une classe politique présentée comme corrompue, en refusant toute gratification matérielle exagérée[383]. Olivier Fillieule rappelle que *« Quatre caractéristiques principales des rétributions doivent être soulignées afin d'éviter toute confusion. Premièrement, celles-ci comportent à la fois une dimension objective et subjective, ce qui veut dire que les rétributions effectivement retirées du militantisme ne sont pas forcément perçues par les acteurs. Deuxièmement, elles peuvent être à la fois espérées avant l'engagement et poursuivies ensuite, mais aussi, et peut-être surtout pour les militants « de base », qui n'ont pas toujours grand-chose de bien tangible à attendre d'un engagement, découvertes dans le cours de l'action, produites en quelque sorte par l'expérience militante. Troisièmement, les coûts se confondent parfois avec les bénéfices. […] Quatrièmement, les rétributions varient au gré de l'évolution des contextes et des expériences individuelles »* (Fillieule, 2003, p.27). La troisième caractéristique est particulièrement importante car elle souligne l'ambiguïté des rétributions du militantisme : l'efficacité de l'investissement individuel étant extrêmement difficile à quantifier, une corvée constituant objectivement un coût (participer à un collage d'affiches sur son temps libre) peut être considéré comme une gratification alors que l'acquisition de bénéfices concrets peut paradoxalement être perçue comme un échec collectif (dans le cas de l'obtention d'un poste rémunéré éloignant le militant du terrain par exemple). Les dimensions tant subjectives qu'objectives de l'engagement doivent donc être prises en compte pour en déterminer les coûts et les bénéfices.

Ainsi la nature complexe des gratifications fait écho tant au discours produit par les partis étudiés, qu'aux témoignages recueillis, très pudiques lorsqu'ils abordent cette question. Le témoignage de Fredy se poursuit pourtant en évoquant spontanément la question des rétributions du militantisme, et en liant celle-ci à la nature supposée

[383] La stratégie consistant pour des leaders politiques à se représenter comme proches du peuple par divers artifices n'est pas restreinte aux régimes parlementaires, à l'Europe du Sud, à la gauche radicale ni même à l'époque contemporaine. Le révolutionnaire et président burkinabé Thomas Sankara est ainsi passé maître dans l'art de mettre en scène un dirigeant humain, accessible et modeste.

unique et novatrice de la structure de Podemos :

« *Les partis politiques en Espagne offrent peu de privilèges ou d'avantages aux militants, et demandent beaucoup d'obligations. La première c'est la discipline du parti, c'est très difficile de porter une opinion dans un parti, et encore plus de la faire entendre, même si elle est bonne. Alors je me suis dit pendant des années que jamais je ne militerais dans un parti politique. Et quand Podemos est apparu, ce qui m'a donné de l'espoir c'est que c'était un concept qui se manifestait de deux façons : d'une c'était un mouvement social, et de deux c'était un parti politique.* »

Eva, conseillère municipale podémiste, résume ainsi la particularité revendiquée de son parti :

« *Je suis fière de la majorité des membres de Podemos, parce qu'ils sont… Personne n'y va par intérêt économique.* »[384]

Il a été établi et constaté que le coût d'entrée dans les partis contestataires étudiés était particulièrement faible (particulièrement dans Podemos et la FI, partis ne récoltant pas de cotisation, ne demandant pas d'adhésion formelle et n'imposant pas de cadre théorique précis à leurs militants). Conjugué aux succès électoraux rencontrés ayant permis l'obtention de postes d'élus à divers niveaux de pouvoir, de tels partis semblent un terrain propice aux carrières politiques les plus fulgurantes. Une tension existe bel et bien entre cette situation objectivement favorable à la course aux postes d'élus et des objectifs politiques pourtant marqués par le refus de gratifications ostentatoires.

Les mécanismes de limitation des salaires des élus présentés auparavant constituent un frein formel à cette tendance. Dans des contextes économiques plus ou moins dégradés, marqués par un fort taux de chômage, notamment parmi les jeunes, la

[384] Barcelone – Entretien n°10

possibilité de monétiser son activité militante en y trouvant son principal revenu – même modeste – reste cependant une option viable. La concurrence pour l'appropriation de ces postes semble moins codifiée dans les partis les plus récemment apparus, aux modes de fonctionnement interne les moins rodés. Cette concurrence prend donc des formes plus directes et ouvertes à la France insoumise. Investir les candidats pour les élections législatives ou désigner les attachés parlementaires des nouveaux députés deviennent des enjeux de pouvoir générant frustration et conflictualité comme en témoignent Farid et Tristan, jeunes insoumis montpelliérains illustrant les logiques contradictoires à l'œuvre :

« *Il y a eu une soirée où chaque personne qui s'était portée candidate [à l'investiture aux élections législatives] a été conviée. […] Ils se sont mis d'accord comme ça, de manière plutôt horizontale. […] Des gens étaient un peu fâchés parce qu'ils n'avaient pas été choisis évidemment.* »[385]

Tristan donne une illustration de ces séquences conflictuelles dues à une expérimentation procédurale dans la sélection des candidats :

« *J'ai été directeur de campagne d'une candidate absolument tarée. […] Elle s'est imposée en fait. Par le merveilleux système de désignation des candidats pour les législatives de la France insoumise. C'était un bordel ce truc ! Sans nom. Le comité électoral, c'était un bordel sans nom. Ils ont voulu limiter les apparatchiks du PG, les vieilles personnes, et aussi le fait qu'il y ait des intrusions du PC et du PS, mais au final on s'est retrouvés avec des candidats folklores quoi. Elle ça en était une.* »[386]

[385] Montpellier – Entretien n°1

[386] Montpellier – Entretien n°14. Ce témoignage illustre les tensions engendrées par la mise en place des listes insoumises, devant répondre à une double nécessité : minimiser le rôle des militants des partis politiques susceptibles de faire de l'entrisme en plaçant leurs membres, et éviter les candidatures de personnes inaptes à s'intégrer dans une structure collective et à porter un mandat. Trouver des militants formés n'étant pas pour autant issus de partis préexistants relève alors du défi.

Leur camarade Valentin tente, quant à lui, de décrocher le poste convoité d'assistant parlementaire :

« *J'ai fait un master à Versailles-St Quentin, ça ouvre à pas mal de trucs. Alors le premier truc que j'ai tenté, vu qu'on a eu un groupe parlementaire, c'est de faire assistant parlementaire, tout ça. J'ai pas été pris.* »

L'obtention d'un stage prestigieux dans le service de presse de la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon quelques mois auparavant est paradoxalement vécu par le même militant comme un éloignement douloureux d'avec ses camarades restés sur le terrain, perçus comme plus à même de profiter de l'exaltation de la campagne :

« *Comment dire, y avait l'attaché de presse de Mélenchon qui était mon supérieur quoi. Puis on était 2-3 stagiaires. […] La présidentielle, c'était vraiment un truc de malade. Après, moi j'ai eu la frustration de pas l'avoir vécue sur le terrain. Parce que l'air de rien, t'es dans ton bureau… […] Les camarades, sur les marchés, c'étaient les rois du monde, ils tenaient tous les murs en collage, c'était la folie.* »[387]

Le refus de professionnaliser l'activité des cadres et élus du parti est pourtant réaffirmé avec force par Imad, devenu assistant parlementaire suite à une proposition de la députée héraultaise Muriel Ressiguier :

« C'est très intéressant, vraiment, quand on a milité et qu'on est touché par ces questions-là et que ça nous intéresse, on peut pas avoir mieux comme approche. Et puis on est vraiment sur le terrain. Comment ça se passe, Muriel Ressiguier c'est un employeur. On est trois, donc elle souhaite aussi qu'on touche un peu à tout. […] Quelqu'un qui fait de la politique, d'une part, ce n'est pas un métier. Je pense

[387] Montpellier – Entretien n°9

qu'aujourd'hui il faut se le dire, il faut se le répéter, parce que la plupart des hommes politiques pensent que c'est un métier, et ils sont là pour en vivre vraiment jusqu'à la fin. Et deuxièmement, la politique ce n'est pas être expert dans tout. »[388]

L'absence de cadres intermédiaires assurant le lien entre direction et base militante, échelon pouvant constituer dans d'autres modèles partisans une école de formation susceptible de trier et promouvoir les futurs élus, est relié par Clément à la structuration encore superficielle du parti et à une économie interne précaire :

« *Y a très peu de monde au niveau national, y a pas de direction, y a pas de permanents, l'argent des législatives est pas encore retombée, ce sera en 2018.* »[389]

La situation particulière de la France insoumise doit être comparée avec les deux autres partis contestataires étudiés, moins récents et bénéficiant ainsi d'une meilleure implantation ainsi que d'un degré de structuration interne plus élevé. Syriza est un parti s'étant bâti progressivement par la formalisation d'une coalition de partis, ayant eux-mêmes fait l'expérience d'autres coalitions au cours de leur histoire – telle Synaspismos. La structure du parti héritée d'un modèle communiste fait la part belle à la formation interne de cadres susceptibles de remplir ses listes électorales, tout en ayant progressivement dilué ses références idéologiques au profit d'une approche plus mouvementiste de la vie politique. Dans le difficile contexte grec, adhérer à Syriza au moment du développement de ce parti et en gravir les échelons constitue une possibilité d'échapper à la misère. Le député Giorgos symbolise cette ascension sociale militante :

« *Nous avons de bons salaires, parce que nous nous sommes développés durant la crise. Sans nous adapter aux normes des salaires classiques. Donc pour un journal en Grèce, en 2017, Avghi est un bon lieu de travail. Les salaires bas d'hier sont de très*

[388] Montpellier – Entretien n°8

[389] Montpellier – Entretien n°6

hauts salaires aujourd'hui. »[390]

Katerina décrit de l'intérieur une réalité similaire dans la radio de Syriza :

« *Je travaille pour Left, qui est le site d'information de Syriza. […] Donc on y travaillait depuis quelques années, et quand Syriza est arrivé au pouvoir, certains, la plupart ont continué d'y travailler, même si on a des désaccords. Mais on y travaille toujours.* »[391]

Errikos développe de manière critique ce point de vue axé sur une « politique du ventre » couplée à la recherche du pouvoir :

« *Dans mon quartier, il y a quelques unités – 3, 4 personnes – qui sont restées à Syriza et qui sont honnêtes. […] Mais j'ai l'impression que la majorité sont des gens qui ont des intérêts personnels, financiers, etc. (rire) Je veux dire des gens qui sont dépendants, parce qu'ils travaillent pour le gouvernement, pour le parti ou les médias du parti. Ou c'est ça, ou c'est des gens qui sont charmés par le pouvoir.* »[392]

Antonis, ex-militant de Syriza, lie l'obtention de postes de pouvoir au maintien de liens forts avec l'organisation, la dépendance aux rétributions conférées par ces postes dépassant et gommant les éventuels désaccords idéologiques. Si cet avis émane d'une personne ayant rompu avec le parti suite à la crise du référendum de 2015, son analyse est confirmée par les témoignages recueillis parmi des responsables du parti. Il la résume ainsi :

« *La plupart des gens qui avaient du pouvoir sont restés. Plus haut ils se situaient,*

[390] Athènes – Entretien n°4

[391] Athènes – Entretien n°12

[392] Athènes – Entretien n°13

plus grandes étaient leurs chances de rester après le référendum. »[393]

D'autres militants identifient cette possibilité de toucher un salaire, de stabiliser sa situation économique personnelle, à un cap déterminant dans les orientations politiques suivies par la suite, notamment l'adhésion ou le rejet des choix du gouvernement Tsipras après le référendum, tel Yiannos, ancien candidat malheureux aux élections municipales investi par la Jeunesse de Syriza et ex membre du bureau politique des étudiants du parti :

« *J'étais candidat dans la seconde circonscription d'Athènes, appelée Gitefinas, qui regroupe la plupart des banlieues à part le Pirée. […] Les 3 derniers jours, on a compris que j'avais une chance d'être élu. En fait non, mais maintenant je ne sais pas si j'aurais aimé être élu, parce que beaucoup de gens ont… Je ne dirais pas qu'ils ont trahi, mais ils sont restés à Syriza après, et ils ont de très hauts salaires, etc., et peut être que je n'aurais pas été protégé de la tentation, peut être que je ne serais pas là en train de te parler (rire). […] Les gens qui sont à Syriza ? Il y a des gens plus âgés, et il y a des gens qui sont venus à Syriza en voyant qu'il était au gouvernement, et qui voulaient des contacts. Surtout après la scission [de 2015], il y a surtout eu ce genre de personnes.* »[394]

L'obtention de rétributions matérielles significatives, affectant directement le niveau de vie des individus concernés, semble constituer une ligne de démarcation majeure dans le cas de Syriza, contribuant à départager les militants restés fidèles au parti et ceux adoptant une posture critique ou ayant consommé leur rupture avec Syriza. Dans le cadre particulier de structures dont l'identité est marquée par le rejet de la politique professionnalisée et de l'enrichissement individuel, l'attachement à des postes

[393] Athènes – Entretien n°11

[394] Athènes – Entretien n°16. Nous manquons malheureusement de données chiffrées fiables permettant d'étudier l'évolution quantitative et qualitative de la base de Syriza une fois le parti arrivé au pouvoir.

rémunérés est considéré comme une trahison aussi grave que l'acceptation des politiques d'austérité (Mudde, 2017). La notion de tentation mobilisée par Yiannos évoque en creux la recherche de pureté des militants pratiquant le don de soi au service de la société, et risquant d'être conduits par la tentation à adopter le mode de vie de l'adversaire, sinon son système de valeurs. La rationalité de leur action en termes de valeurs (au sens wébérien) se heurte alors à la réalité des carrières personnelles[395].

Quant à Podemos, le parti n'a pas traversé fin 2016 de crise aussi violente que celle ayant suivi le référendum grec de 2015. Les quelques années d'existence du parti ont été mises à profit pour aplanir les divergences originelles touchant au mode de désignation des candidats. La concurrence pour l'appropriation des rétributions matérielles n'a pas cependant disparu. Elle adopte des formes soumises aux normes austères promues par le parti – tant dans le cadre d'un usage interne visant à pacifier les oppositions que dans le cadre d'un usage externe permettant de crédibiliser le discours anti-corruption du parti. L'intérêt de ces normes est explicité par Albano Dante, député de Podemos au Parlement catalan illustrant son propos à travers un exemple personnel :

« *Je crois que la clé c'est, par exemple, la limitation des mandats, la limitation des salaires, la limitation de tout cela, non ? Par exemple, je travaillais dans un magazine et on me payait 1000 euros. C'était mon salaire, 1000 euros, toute la journée de travail et 1000 euros. Eh bien, maintenant, je suis un député. De 1000 euros je passe à 1600/1700, c'est mieux, non ? Bien. Mais je travaille comme journaliste, le jour où je ne serai plus député, eh bien, je vais y retourner pour trouver un travail de journaliste. Oui, je vais gagner à nouveau mille, eh bien, ça change! Si je gagne mille ou mille cinq cents, je deviens député et je vais gagner 6500, que se passe-t-il ? […] Il peut arriver qu'à un moment ton organisation doive choisir de dire ou non que le*

[395] Max Weber oppose ainsi l'éthique de la responsabilité (*verantwortungsethisch*) à l'éthique de la conviction (*gesinnungsethisch*), distinguant la recherche d'une efficacité des actes conformément à un but souhaité, de l'entretien d'une conviction (Weber, 1959).

pays est acheté par le capital des entreprises. […] Quand il faut prendre la décision, tu te dis : si je le dis, je vais gagner 1500, si je ne le dis pas, je continue à gagner 6500. »[396]

Fredy, autre militant barcelonais, complète ce témoignage :

« *Ce qui nous sépare de Iniciativa per Catalunya, c'est qu'ils portent des vices du passé, contrairement à nous qui sommes nouveaux. Les vices sont les mêmes que ceux de Izquierda Unida, c'est qu'ils ont créé un corps dirigeant très dépendant de ses salaires institutionnels. Alors évidemment beaucoup de leurs politiques sont protectrices de ces salaires et ce ne sont pas forcément les meilleures politiques à mettre en place. […] Hacemos c'est un projet, une initiative qui va faire qu'on utilise l'argent excédentaire des salaires de nos parlementaires. Notre code éthique fait que nos parlementaires, de tout ce qu'ils touchent ils gardent seulement 3 fois le salaire minimum et le reste ils le donnent au fond Impulsa.* »[397]

La limitation du salaire des députés (l'excédent étant reversé au parti) serait ainsi gage d'indépendance et de fidélité du personnel politique à une éthique partisane opposée aux tentations et aux vices des formations traditionnelles. Cette haute estime portée au projet de Podemos par ses militants conduit à minimiser voire à nier l'existence de luttes internes liées à l'économie du parti, les militants préférant y voir des querelles purement idéologiques. Certains évoquent des luttes pour le pouvoir laissant apparaitre les enjeux du contrôle des ressources. Alejandro, militant barcelonais aujourd'hui membre de l'équipe de campagne de Pablo Iglesias et bénéficiant d'un salaire, évoque ainsi ces affrontements interpersonnels :

« *Les luttes pour le pouvoir, ça a été les choses les plus chiantes. Parce que j'ai vu les choses les plus chiennes du monde pour prendre le pouvoir. […] Elles sont très*

[396] Barcelone – Entretien n°8

[397] Barcelone – Entretien n°16

habituelles et la solution ce serait d'institutionnaliser un peu plus les luttes pour le pouvoir. Qu'elles soient plus réglées. Parce que là, comme elles ne sont pas très réglées c'est un peu sauvage. »[398]

Ce témoignage est corroboré par les faits rappelés par Yosef, militant à l'origine du Cercle Jeune de Podemos dans l'agglomération barcelonaise :

« *De mon point de vue, le plus grand personnalisme que j'ai vécu est celui du secrétariat général de Podemos Montcada, Madame Ana Ballesta. C'est une femme qui s'était présentée comme secrétaire générale à l'époque. Elle a été élue, tout à fait normalement, mais au fil du temps le travail avec la municipalité de Montcada nous a montré qu'elle n'était pas productive et n'était pas là pour le bien commun mais pour son bien à elle et celui de sa famille, pour le bien individuel plutôt. Évidemment, nous essayons de résoudre ce problème.* »[399]

Un autre militant, Luis, va plus loin dans ses critiques, révélant des pratiques d'attribution des postes au niveau régional qu'il considère comme contradictoires avec le code éthique de Podemos :

« *Les gens qui dirigent le parti ne devraient pas vivre du parti, parce qu'ils dirigent donc pour perpétuer leur mode de vie. Il y a des choses qui ne se font pas à Podemos et qui me paraissent basiques. Si tu es au conseil citoyen et que tu diriges Podemos, tu ne peux pas être payé par Podemos, il faut embaucher plus. C'est une critique que je leur fais, tous les amateurs, qui n'ont aucune connaissance de la politique, de la méthodologie, de faire les choses, se sont mis à travailler à Podemos. […] C'est une chose qui s'est passée par exemple en Catalogne, les listes électorales étaient constituées par les mêmes personnes qui étaient au conseil citoyen. Et ceux qui ne sont pas rentrés dans les listes électorales et qui n'ont pas été embauchés par*

[398] Barcelone – Entretien n°1

[399] Barcelone – Entretien n°25

Podemos, ont été embauchés par le Parlement. C'est ce qu'ils font, et c'est pour ça que la gauche ne fonctionne pas, c'est pas correct. »[400]

Les rétributions matérielles ne se limitent pas à l'attribution de postes rémunérés par le parti et ses organismes, ou de mandats électifs ouvrant l'accès à une indemnité dispensée par l'Etat. Ces situations donnant lieu à une rémunération en constituent seulement la face la plus évidente. Les rétributions matérielles doivent cependant inclure l'accès à des biens ou à des services, accès conditionné par l'adoption de certaines pratiques dans le cadre partisan. L'existence de telles rétributions est bien plus difficilement observable : l'emploi de lieux, d'objets ou d'un moyen de transport à des fins personnels, par exemple, est très rarement évoqué. Cet angle mort peut s'expliquer par le caractère indicible de telles entorses à l'éthique collective, mais il est plus probable que les usages individuels de biens collectifs relèvent plutôt d'habitudes intériorisées au point de voir s'estomper quelque peu la distinction entre sphère privée et sphère politique. L'accès à divers espaces de sociabilité, parmi lesquels les locaux politiques aménagés de manière confortable ou les soirées organisées pour permettre aux militants de renforcer leur cohésion, constituent des facilités accordées par l'investissement dont profitent de jeunes militants de Syriza tels que Stella :

« *Donc dans mon département et dans tout Athènes, les universités ont été occupées, il n'y avait plus de cours, on a fermé tous les secrétariats, tous les bâtiments administratifs. Ici aussi dans la rue Akademia, les vieux bâtiments où ont lieu les remises de diplôme, presque tout était occupé. Bien sûr, pas les universités privées. Et on dormait dans le département, on organisait des projections, des fêtes (rire).* »[401]

Nous retrouvons cette dimension structurante dans le récit d'Amélie et d'autres

[400] Barcelone – Entretien n°18

[401] Athènes – Entretien n°6. Voir également le témoignage d'Amalia (Athènes - Entretien n°2) pour le rôle des soirées étudiantes dans la sociabilité organisée par les jeunes militants de Syriza.

insoumis :

« *Les apéros des Insoumis, ça c'est des choses qu'il y avait pas avant. Et je trouve que c'est un cadre un peu plus convivial. Alors ou pour attirer des gens qu'on ne connaît pas forcément, ou pour nous connaitre nous-mêmes. Et je trouve que c'est plus sympathique d'être dans une salle qui a été louée, où tu manges, tu bois et tu fais pas vraiment de militantisme quoi.* »[402]

L'accès à des moments de sociabilité partagés tels que ceux entourant les réunions du cercle de Podemos de Sant Marti, ou la possibilité d'être formé gratuitement et de développer ses compétences, nous amènent à formuler l'hypothèse de l'existence de fortes rétributions immatérielles ou symboliques à l'engagement dans les partis contestataires étudiés.

b) Invisibilisation des rétributions immatérielles et symboliques

Comme nous l'avons observé, les militants tendent à donner à leur propre parcours une signification idéologique plus ou moins complexe : l'on s'engage au service d'une cause et non pour faire carrière – cette dichotomie s'appuyant sur le rejet de la professionnalisation de l'activité politique, considérée comme mère de tous les vices. Dans son étude des rétributions du militantisme fondée sur une analyse des partis de masse, Daniel Gaxie indiquait déjà que l'existence d'avantages réels expliquait l'engagement de manière bien plus satisfaisante que les motifs purement idéologiques : « *Si l'attachement à une cause est bien un facteur de mobilisation politique, il est beaucoup plus douteux qu'il en soit un élément unique et même déterminant. […] C'est en fournissant à certains de ses membres des avantages personnels qu'un groupe pourra en fait créer ses propres organisations, l'obtention de bénéfices collectifs pour l'ensemble des membres devenant ainsi une sorte de*

[402] Montpellier – Entretien n°7

sous-produit de leur action. Contrairement à la façon dont les partis présentent leur action, il est donc douteux que l'activité partisane s'explique uniquement par la volonté de défendre une cause ou, plus exactement, que cette volonté suffise à la soutenir sans que le militantisme ne fournisse en même temps des gratifications à ceux qui s'y adonnent » (Gaxie, 1977, pp.126-128).

De telles rétributions ne peuvent cependant être uniquement d'ordre matériel, ne serait-ce que parce que les partis étudiés ne peuvent prétendre qu'à un nombre limité de mandats et de postes salariés.

Les avantages matériels plus dissimulés, évoqués plus tôt, tendent quant à eux à devenir l'apanage des militants les plus investis. Notre observation participante montre que l'occupation de locaux et, de manière plus large, l'appropriation des ressources collectives va de pair avec l'intériorisation des normes diffusées par la structure partisane.

Un exemple : les militants considérés comme les plus dynamiques sont également ceux qui se sentent légitimes pour fréquenter et interpeler les responsables, pour passer du temps à tisser des liens sociaux dans les locaux, ou pour profiter des commodités mises à disposition par la structure – de la machine à café au défraiement lors de déplacements militants.

Les individus commençant leur carrière partisane ou se trouvant dans une logique de désengagement sont donc limités dans leur légitimité militante et se retrouvent ainsi exclus de tels avantages, là où d'autres présentent leur usage comme naturel.

Ces différences sont visibles dans l'aisance de ces derniers lors des rencontres avec les responsables médiatiques du parti, comme dans l'espace occupé lors des moments de sociabilité informels au bar après une réunion, ou encore dans la capacité à utiliser les conversations de groupe pour diffuser analyses et demandes personnelles.

- Journal de terrain, 30 juin 2017

Les propos recueillis lors des entretiens font apparaître un certain nombre de

rétributions que nous qualifions d'immatérielles et dont la prise en compte est susceptible de compléter l'étude des rétributions matérielles de l'engagement. La première de ces rétributions immatérielles est l'accès facilité à un espace de sociabilité. La quasi-totalité des témoignages retranscrits met l'accent sur les nombreuses rencontres permises par l'engagement dans un parti contestataire, rencontres perçues sous un jour positif, comme une possibilité d'agrandir un réseau individuel d'interconnaissances et de bénéficier en sus de moments agréables en compagnie de personnes partageant des valeurs et une vision du monde semblables. Des réponses recueillies suite aux questions portant sur les rencontres effectuées dans le cadre du parti illustrent cet engouement. Luis, fondateur du cercle Sant Marti, évoque les liens d'amitié noués à cette occasion :

« *Dans le cercle, nous avons même établi un bon réseau, des amis, les uns plus que d'autres. Je suis l'un des fondateurs du cercle et il y a des gens pour lesquels j'ai de l'amitié.* »[403]

La militante grecque Danai a, quant à elle, bâti son cercle proche autour d'amitiés militantes :

« *J'ai rencontré beaucoup de gens ! Mais pas seulement de l'école de droit, aussi des autres écoles. […] Mes meilleurs amis c'est des gens de ces années-là.* »[404]

Quant aux insoumis montpelliérains, leurs réponses vont dans le même sens tout en se situant à des degrés d'intensité divers (nombreuses rencontres ou constitution d'une véritable famille politique), comme en témoigne Lewis :

« *A Montpellier j'en ai rencontré pas mal, durant les réunions, les tractages et tout. J'ai fait la convention, les universités d'été à Marseille où il y avait plein de monde.*

[403] Barcelone – Entretien n°6

[404] Athènes – Entretien n°14

Après j'ai fait pas mal de manifs à Paris, donc ouais, j'ai croisé pas mal de gens. »[405]

Tristan évoque une fraternité militante plus intense encore :

« *J'ai passé des moments merveilleux, j'ai rencontré des gens merveilleux, et d'ailleurs ce qui est aussi propre aux mouvements de gauche, c'est que ce n'est pas simplement de la camaraderie ou du militantisme, ça devient aussi une sorte de famille.* »[406]

Si les espaces et moments purement dédiés à la sociabilité politique tels que les conventions, festivals et soirées informelles sont un cadre évidemment propice à ces rencontres, des activités considérées comme plus ingrates sont également citées comme des moments de camaraderie ou des aventures susceptibles de justifier l'engagement en procurant un sentiment gratifiant d'appartenance à un collectif ou d'action concrète. De manière plus générale, les bénéfices retirés de la participation à un évènement sont intimement liés au sentiment de réussite (ou du moins d'utilité) de celui-ci. Les périodes d'élection sont particulièrement propices au développement d'un tel enthousiasme, car « *dans un contexte d'effervescence, par exemple les années 60, les bénéfices de l'engagement ont toutes les chances en effet d'être supérieurs à ceux offerts dans un moment de perte de confiance en l'efficacité de l'action politique* » (Fillieule, 2003, p.28). José Manuel se remémore ces moments intenses :

« *Quand on a gagné les élections du conseil municipal de Barcelone. C'était le moment le plus extatique que je n'aie jamais vécu dans ma vie politique. Tu sais, faire partie de… […] Beaucoup de gens qui n'avaient jamais été impliqués en politique se sont impliqués pour la première fois. Et la vieille garde du mouvement anti-Franco, ou de la transition, a recommencé à être active. Des gens de 70 ans, redevenant des jeunes, rajeunissant, c'était vraiment exubérant. […] Mais oui, c'était ce moment qui*

[405] Montpellier – Entretien n°3

[406] Montpellier – Entretien n°14

était vraiment fantastique. La campagne était ancrée à la base, vraiment militante, incroyable. »[407]

Alex mobilise un souvenir d'action directe pour décrire les aspects positifs de son parcours :

« *Il y a eu un mouvement à Elleniko, c'est au sud d'Athènes, et les plages étaient fermées par les boîtes de nuit. […] J'étais là quand on a coupé les barres avec les disqueuses, on a coupé les barres pour entrer sur la plage. Je pense que c'est l'une des meilleures choses que j'aie faites. On s'est battus pour ça, on l'a gagné, et on l'a donné au peuple.* »[408]

La perception subjective des collages d'affiches comme d'autres pratiques illustrent par exemple l'observation d'Olivier Fillieule rappelant la fusion pouvant s'opérer entre coûts et bénéfices retirés de l'activité. C'est le cas des jeunes insoumis comme Maël :

« *Du coup le plus motivant parfois c'est les collages. Des fois moi ça me défoule, et puis c'était surtout pendant les campagnes, y avait de l'adrénaline quoi. Parce que t'avais les gens des partis adverses qui collaient, donc forcément fallait regarder si ils recollaient pas derrière toi, ou si ils étaient pas aux alentours pour… Ou alors il fallait regarder s'il y avait pas les flics qui tournaient. Mais après, parfois je vais coller avec des potes maintenant, parce que ça fait de la décoration puis ça permet de passer un bon moment.* »[409]

Manon exprime un ressenti similaire :

[407] Barcelone – Entretien n°15

[408] Athènes – Entretien n°9

[409] Montpellier – Entretien n°12

« *Moi ce que j'aimais bien, c'était les collages, j'aimais bien, je trouvais ça marrant. En plus on passait de bons moments.* »[410]

Notons que des rétributions peuvent devenir à terme des corvées, selon la division du travail politique au sein de l'organisation. Fredy, militant du cercle de Sant Marti, va lui jusqu'à évacuer l'existence de corvées, chaque tâche étant « payée » par sa motivation – une réaction à la notion de corvées que l'on retrouve chez d'autres militants développant un rapport économique à leur engagement dont les coûts ne doivent cependant pas dépasser les gains :

« *Rien de ce que j'ai fait jusqu'à maintenant n'a été considéré comme une corvée, mais au contraire comme un plaisir. Parce que la motivation est grande, et que je sais que ça demande des efforts etc. Rappelle-toi que c'est un travail non rémunéré, si tu bosses et qu'on te paye oui, mais là c'est volontaire, et tu touches rien. La récompense vient de la motivation, je me considère bien payé en fait ! Je me sens super motivé, c'est la base, rien ne m'a coûté jusqu'à maintenant. Rien ne m'a demandé un effort exagéré, jamais.* »[411]

Amalia parle elle d'obligation tout en récusant également l'idée d'un militantisme sacrificiel :

« *Quand j'étais un membre de Synaspismos et de Syriza, je pensais que c'était un sacrifice de ma vie personnelle, ou que je ne pourrais pas faire les choses que je voulais, parce que je devrais aller à une réunion ou à une manifestation, c'était plutôt un sentiment d'obligation, mais maintenant, je ne vois plus ce coût. Au contraire je le vois comme une expérience très enrichissante et je ne regrette pas mon engagement, parce que ça donnait un but, ça donnait une signification à ce que je faisais. […] Je n'ai jamais eu l'impression de sacrifier quelque chose pour Syriza ou pour*

[410] Montpellier – Entretien n°13

[411] Barcelone – Entretien n°16

Synaspismos, pas parce que je le faisais comme un passe-temps, mais parce que je connaissais mes limites, je n'étais pas consumée par ça. »[412]

Tout en exprimant un même plaisir à partager des moments de camaraderie et à se sentir utile à son mouvement comme à la société, d'autres personnes pointent du doigt les limites objectives de leurs pratiques – une lucidité certainement liée pour Antonis aux crises récemment traversées par Syriza, ayant produit une remise en cause profonde et perceptible dans les témoignages recueillis :

« *Ce que j'aime, ce sont les bonnes conversations politiques avec d'autres membres ou avec les gens qui voulaient en savoir plus sur Syriza, sur la situation politique, qui posaient des questions et voulaient parler. Donc j'aimais bien ces contacts directs. J'appréciais aussi le sentiment d'être utile dans un projet politique aussi important. […] Maintenant je pense que la plupart des gens s'informent sur internet et tout, donc ce n'est pas si utile que ça. L'effort que tu y consacres est peut-être plus important que nécessaire.* »[413]

Des personnes ayant transité d'un engagement associatif (notamment humanitaire) à un engagement politique peuvent comparer les gratifications issues des deux, opération menant à une lecture critique de l'engagement militant en tant que tel tout en allant à l'encontre de témoignages plus enchantés cités précédemment. Marie suit un tel parcours :

« *Je me sentais plus utile quand j'étais dans l'associatif que quand je suis en campagne politique. Parce que c'est hyper abstrait, tu fais évoluer des mentalités certes, mais tu mets pas un SDF dans un local, ou tu donnes pas des papiers à un étranger, ou tu vas pas faucher des OGM. Donc le côté gratifiant je l'ai jamais vraiment ressenti quoi. J'ai ressenti le côté ludique, fun, c'est marrant, mais c'est pas*

[412] Athènes – Entretien n°2

[413] Athènes – Entretien n°11

du tout gratifiant humainement. Je pense que mes années dans l'associatif m'ont plus formée que des films politiques. »[414]

Les bénéfices liés à une lecture subjective des pratiques politiques développées par les militants complètent l'accès à des formations. Celles-ci se situent à la frontière entre rétributions matérielles et immatérielles : néanmoins, leur caractère intangible nous pousse à les placer dans la seconde catégorie. Ces formations vont de l'acquisition de savoir-faire pratiques tels que la conception d'une affiche ou la tenue d'une comptabilité à l'apprentissage plus ou moins formalisé d'une culture politique centrée sur l'histoire des luttes passées. Socialisation secondaire et sociabilité militante tendent alors à se confondre. De plus, la transmission de savoirs ne sépare pas le formateur du formé, les gratifications en termes d'expérience pédagogique n'étant pas négligeables et les rôles pouvant être intervertis suivant les sujets traités. Le rôle de cet apprentissage dans la fidélisation d'une base militante est considérable et transparaît dans les nombreux témoignages de personnes engagées dans les trois partis étudiés exprimant le sentiment d'avoir été formées – voire transformées - par leur expérience. José Manuel pense ainsi avoir changé sa manière de voir le monde :

« *Je suis entré à Podemos et je ne savais rien de plus que ce que j'avais lu, j'avais pas de connaissance politique approfondie, et maintenant je connais des gens qui sont depuis longtemps en politique et c'est enrichissant, tu apprends beaucoup, tu prends conscience des choses que tu savais pas. […] Ta perspective change. Ta manière de penser et de voir les choses aussi*. »[415]

Luis bénéficie d'une formation complétant sa culture générale :

« *Ce que je trouve très enrichissant c'est que je connais et que j'ai appris beaucoup de chose sur la politique, l'Histoire, on se réfère toujours sur ce qu'il s'est passé je ne*

[414] Montpellier – Entretien n°2

[415] Barcelone – Entretien n°15

sais où et j'ai donc appris beaucoup. J'ai sans nul doute reçu une grande formation. »[416]

Josefina met en avant un échange de savoirs réciproque :

« *Ces gens dont je te parle m'ont beaucoup appris dans la vie. J'ai peut-être plus appris d'eux que le contraire.* »[417]

Mélanie témoigne d'une évolution positive permise par son engagement à Syriza :

« *J'ai appris à vivre dans une communauté, à comprendre ce que c'est, avec quelqu'un qui n'est pas ton ami, d'avoir un autre contact, de donner et partager des choses. Ça m'a rendue beaucoup plus forte, et ça m'a aidée à ouvrir mes horizons. Parce que comme je t'ai dit ça fait rencontrer plein de gens, c'est enrichissant. Même en termes d'organisation et de connaissance théorique, je suis assez aidée. Parce qu'ils m'ont dit « lis ça, découvre ça* ». »[418]

Quant à Imad, il rappelle également la formation due aux rencontres personnelles :

« *C'est un espace de formation aussi qu'il ne faut pas négliger, qui est très très intéressant. On rencontre des gens qui sont de valeur. Et c'est là où on arrive à se retrouver, parce qu'on ne se forme pas tout seul quoi.* »[419]

Enfin, les rétributions immatérielles de l'engagement incluent divers bénéfices symboliques. Ceux-ci apparaissent particulièrement lors de la confrontation des enquêtés au matériel iconographique, faisant ressortir la compréhension et

[416] Barcelone – Entretien n°6

[417] Barcelone – Entretien n°9

[418] Athènes – Entretien n°3

[419] Montpellier – Entretien n°8

l'attachement à des symboles eux-mêmes liés à une mémoire commune, ainsi que dans les parties les plus idéologisées du discours produit par les militants. La filiation entre l'activité actuelle des partis contestataires et un mouvement plus large – tant au niveau international qu'historique – est un sujet complexe qui pourrait apparaître à première vue comme propice aux dissensions entre défenseurs d'un héritage révolutionnaire historique et partisans d'un renouveau politique faisant table rase du passé. L'emploi d'images d'affiches tend pourtant à mettre en valeur une palette d'émotions positives chez les enquêtés, allant de la fascination pour les symboles issus des luttes d'hier à la simple acceptation de l'appartenance à une communauté politique.

Nous pouvons considérer que la revendication d'un héritage présenté comme glorieux constitue une rétribution valable de l'engagement, la participation aux combats politiques d'aujourd'hui légitimant cette revendication aux yeux des militants. Les rétributions symboliques incluent également l'appartenance à un parti placé sous les projecteurs médiatiques, dont les succès ruissellent sur les militants portant ses couleurs dans leur travail quotidien : en se présentant comme appartenant à une force politique de premier plan, les opinions et les actes individuels sont replacés dans une geste collective, dans un récit plus large à même de décupler leur force et leur signification. A certains égards, l'économie mémorielle des partis étudiés s'organise autour d'une rationalité différente de modes d'engagements antérieurs plus exigeants incarnés par le militantisme communiste. Dans une période de déclin de celui-ci, « *la vocation communiste s'édifie sur un renoncement d'autant plus difficile à percevoir qu'il s'imbrique au bonheur militant. Tel est son impensé propre. Dans cette période de déclin, ce qui avait été ainsi refoulé fait souvent retour et ça n'est parfois qu'au prix d'un long travail sur soi que certains militants réapprennent à vivre autrement* » (Pudal, 2002, p.559). Nous retrouvons bien cette difficulté de perception des rétributions et coûts de l'engagement. Le problème de la « disqualification symbolique du communisme » (et d'autres courants révolutionnaires dans une moindre mesure) est cependant résolu par la mise en avant d'une identification mémorielle « à la carte », chaque militant pouvant déterminer sous quelle forme il

décide d'investir le champ symbolique de son organisation. Dans Podemos, les deux pôles idéaux-typiques apparaissant au fil des entretiens correspondent à une filiation revendiquée entre le parti et les mouvements ouvriers révolutionnaires du passé, ou à une revendication d'une nouveauté pure s'ancrant dans l'imaginaire assembléiste du 15M. Cette fluidité des repères symboliques se retrouve dans une moindre mesure à Syriza (où l'héritage marxiste est plus consensuel tout en étant investi de significations très différentes en fonction des courants internes) et à la FI.

La prise en compte de la diversité des modes de rétribution d'un engagement dans des partis contestataires tels que Podemos, Syriza et la FI éclaire sur les mécanismes permettant d'attirer, d'intégrer puis de fidéliser une base militante. A ce propos Daniel Gaxie notait que « *la sociologie du militantisme doit sans cesse se défendre contre une interprétation cynique des intérêts au militantisme* » (Gaxie, 2005, p.174). L'étude des carrières partisanes doit ainsi prendre en compte la dimension dynamique des structures partisanes : la transformation dans le temps de ces nouveaux partis est particulièrement marquée, du fait des rapides progrès électoraux les caractérisant. Les militants rejoignent ainsi des structures en mouvement dans lesquelles eux-mêmes évoluent, structures dont les mutations sont susceptibles d'être perçues au travers de leurs témoignages.

B) Les militants des partis contestataires face aux évolutions de leur structure

Le développement des structures partisanes ayant pour objectif la conquête et l'exercice du pouvoir à différents niveaux de la société pousse ces partis à s'institutionnaliser progressivement, suivant un processus maintes fois observé (Blondel, 2003 ; De Maupeou, 2011 ; De Waele, Seiler, 2012). Le processus d'institutionnalisation correspond à une stabilisation d'agrégats d'acteurs (ici, les acteurs de la construction partisane : militants, cadres, élus) comme champ institutionnel. La nature particulière des partis étudiés, dont l'objectif revendiqué

réside dans une profonde transformation sociale, nous pousse à considérer les enjeux collectifs liés au processus d'institutionnalisation que connaissent ces structures. Nous considérons en effet que la nature de ces partis suppose de prendre en compte les enjeux de l'institutionnalisation diffèrent de ceux des partis traditionnels. Du collectif, nous pourrons dans un second temps aller vers le singulier, en observant la dimension processuelle de l'engagement militant dans le cadre large d'une telle transformation structurelle.

1 - Enjeux collectifs de l'institutionnalisation

Le premier de ces enjeux se trouve dans l'existence d'une tension entre l'engagement nécessairement localisé des enquêtés et les réalités nationales de l'évolution partisane, chaque structure déployant une stratégie de rapport au pouvoir dépassant le cadre local tout en l'influençant. Cette tension se retrouve dans toute organisation dont la structure est nationalisée – bien que la nationalisation des arènes politiques soit plus forte en France et en Grèce qu'en Espagne. Ses évolutions correspondent cependant à celles d'un parti, dont les orientations de la direction se répercutent à l'échelon local en étant prises en compte, appliquées, critiquées, ignorées ou interprétées de diverses manières.

Le second enjeu réside dans la distinction que l'on voit apparaître au cours des entretiens entre la revendication d'un accès au pouvoir collectif promu par la stratégie contestataire de la gauche radicale comme rupture avec les modalités traditionnelles de l'exercice du pouvoir politique, et l'expérience concrète d'un accès individuel au pouvoir. Celui-ci étant dû au mode de fonctionnement des démocraties parlementaires occidentales, dans lesquelles l'accès au pouvoir est conditionné par l'individualisation, si ce n'est la personnalisation, du mandat. Relevons ici l'existence d'un hiatus entre le fonctionnement de ces organisations partisanes et le régime parlementaire représentatif en vigueur.

Il a été possible d'observer l'importance de la transmission de savoirs dans l'imaginaire comme dans les pratiques des militants, ainsi que la place de la

communication dans la stratégie développée par les partis étudiés. Il apparaît donc indispensable d'illustrer les enjeux collectifs posés par l'institutionnalisation en évoquant la production médiatique de ces partis, les différentes stratégies mises en place dans ce domaine éclairant en retour sur l'évolution des structures les promouvant.

a) Engagement local et réalités nationales : aspects sociogéographiques

La dimension localisée à l'extrême de certaines carrières militantes peut facilement être sous-estimée dans des études appréhendant les structures partisanes comme autant d'organisations nationalisées, au degré d'homogénéité géographique souvent surestimé. Chaque structure – particulièrement les plus récentes, forgées sur un modèle extrêmement souple – correspond à un agrégat de réalités locales parfois extrêmement diverses dans leurs motivations, leur organisation ou même leurs conceptions politiques. La cohérence d'ensemble n'en est pas nécessairement affaiblie : chaque force politique se définissant entre autre en opposition à un adversaire (ici, les « élites » aux contours changeants évoquées plus tôt), la gauche radicale est passée maître dans la production d'un sujet commun (le peuple composé des citoyens), sujet à même de rassembler ce kaléidoscope d'agents[420].

Quelles que soient ses conceptions idéologiques, un individu faisant le choix de militer à la base d'un parti s'engage dans une branche locale – cercle, groupe d'appui, section – et entre ainsi en interaction avec un certain nombre de militants. Ses liens avec d'autres branches comme avec la direction sont conditionnés par son investissement ainsi que par les aléas de sa carrière partisane, par exemple la participation à des instances décisionnelles collectives telles que les congrès (ou la Convention dans le cadre de la FI). Les conditions matérielles de son engagement

[420] Nous pensons par exemple à l'usage de signifiants vides (concepts et symboles supposés neutres, et investis d'une charge politique par les acteurs les mobilisant, tels que le « peuple » ou le symbole du Phi popularisé par la FI) et à la personnalisation de la direction politique du parti susceptible de produire une identification positive (Laclau, 2005).

délimitent donc son champ de vision, restreignant sa perception et sa compréhension de sa propre organisation. L'attachement à des personnes ou à des lieux d'activité plutôt qu'à une organisation est perceptible dans les témoignages faisant état d'une carrière partisane rompue lors d'un déménagement, certains militants comme Ana ne souhaitant pas poursuivre l'expérience dans un même parti mais dans un cadre local différent ou diminuant leur degré d'investissement :

« *Ils te reçoivent d'une façon plus ouverte mais c'est une question de caractère. Moi, depuis mon cercle de Séville je n'ai jamais revu un cercle pareil, ils ont la sensation de ne pas avoir besoin de Vamos, parce qu'ils intègrent tout, ils sont tout.* »[421]

A l'inverse, d'autres personnes découvriront la politique à l'occasion d'un changement personnel de cadre social favorisant l'investissement, comme Amalia, militante athénienne de Syriza :

« *Je me rappelle quand j'étais étudiante, j'étais vraiment contre l'idée de rejoindre une organisation. J'étais genre, je ne ferai jamais ça, je veux juste vivre ma vie et faire la fête toute la journée. Mais c'est arrivé. (rire) Cependant, dans ma ville, à Agrinio, nous avons beaucoup d'organisations… […] Il y avait aussi beaucoup de gens du KOE. Mais je n'étais pas organisée.* »[422]

Les divers visages d'un parti contribuent à localiser l'engagement partisan. D'autre part, la promotion d'un mode d'organisation radicalement neuf fondé sur l'horizontalité provoque son lot de désillusions et de critiques. Ces dernières apparaissent avec force durant la genèse partisane : l'organisation n'étant pas encore stabilisée, elle constitue un espace où les rapports de force s'expriment de manière plus ouverte que par la suite, lorsque le parti se structure autour de normes acceptées tacitement ou formellement par ses membres. La genèse partisane est liée à un

[421] Barcelone – Entretien n°23

[422] Athènes – Entretien n°2

processus d'autodéfinition dont l'enjeu est de déterminer des modalités d'organisation (l'organigramme) et une stratégie (représentée par son programme), ou « mise en forme » du parti suivant la sociogenèse partisane (Aït-Aoudia, Dézé, 2011). Les dissonances entre des nécessités pragmatiques imposées par le calendrier électoral et des objectifs organisationnels audacieux sont fréquentes. En témoigne l'expérience de ces militants insoumis durant la campagne présidentielle exprimant avant la Convention leurs critiques et leur frustration envers la place qu'occupe le « national » - la direction nationale de la FI – dans un processus décisionnel qualifié de problématique par Maël :

« *Le problème c'est que – on va voir comment ça passe à la Convention – mais jusqu'à maintenant t'as le national qui décide tout quoi. Par exemple le discours de Mélenchon le soir du premier tour, quand il avait dit « on va attendre les résultats finaux », ça avait fait une polémique, c'était décidé en off. Parce que j'ai un pote qui était au national, il était stupéfait, ça a été décidé sur un coup de tête, en off, entre les grands. Mélenchon, Bompard, entre les grandes têtes quoi.* »[423]

Manon relève une opposition entre horizontalité et verticalité :

« *Moi ce qui me plaît, c'est son horizontalité, parce qu'on peut faire vraiment tout ce qu'on veut quoi. […] Des fois on nous dit « le national dit ça », ben ça par exemple ça m'empêche, ça m'embête quoi. Parce que pour moi pendant les campagnes justement on a fait tout ce qu'on voulait et on l'a fait de la façon dont on voulait. Et c'est ce qui a marché à Montpellier, on a fait tout et n'importe quoi, mais sans avoir de directives du national.* »[424]

Amélie insiste sur la flexibilité de son engagement opposée aux fonctions d'autorité :

[423] Montpellier – Entretien n°12

[424] Montpellier – Entretien n°13

« *Moi je suis indépendante. Que je sois militante à la France insoumise ou dans d'autres, je suis indépendante dans mes choix et mes actions. Si je suis pas d'accord avec ce qu'ils veulent faire, je le fais pas. Alors que là dans le cadre un peu plus national, on va dire qu'ils ont un patron.* »[425]

Cet engagement « à la carte » promu par un parti tel que la FI, que l'on retrouve sous d'autres formes dans les témoignages de militants grecs et espagnols, constitue non seulement une réponse aux évolutions des pratiques politiques mais également une stratégie collective de désamorçage ou de pacification des critiques émanant des militants.

Dans les partis communistes historiques fonctionnant sur un modèle centraliste-démocratique[426], la minorité est soumise à la majorité : l'individu se trouvant en désaccord avec l'opinion majoritaire doit choisir entre taire ses critiques ou partir (ou les verbaliser et risquer l'exclusion). Le modèle d'organisation très différent des partis contestataires étudiés évacue ce choix en donnant aux individus la possibilité de choisir librement les domaines dans lesquels ils souhaitent ou non s'investir.

Cette observation invite à relativiser les discours militants présentant l'engagement personnel comme un don de soi dans le but de servir un parti. A mesure que progresse l'analyse des rouages de l'engagement apparaît un échange donnant-donnant entre l'individu et la structure collective, échange conditionné chez l'individu par son appréciation subjective des coûts et des gains dépendant de sa carrière militante. Sans évacuer pour autant l'existence de réels sacrifices individuels motivés par des considérations idéologiques, nous pouvons également en déduire que le rappel de ces

[425] Montpellier – Entretien n°7

[426] Popularisé par la révolution bolchévique, imposé par le Komintern à ses adhérents, le centralisme-démocratique est un mode d'organisation dans lequel les décisions prises à la majorité à l'issue des débats internes doivent être appliquées par l'intégralité des participants. Le trotskisme a cherché par la suite à contrebalancer le pouvoir de la majorité par l'exercice du droit de tendance, qui a abouti dans les faits à la cristallisation d'oppositions politiques au sein de ces partis (Franck, 1979 ; Salles, 2005).

sacrifices lors des entretiens découle dans certains cas d'une mauvaise appréciation des gains qu'une action est censée produire, comme en témoigne Clément :

« *Déjà oui, tout mon engagement est bénévole, y a pas de… Là-dessus j'ai pas gagné un centime, j'ai même plus perdu d'argent qu'autre chose. Mais même au-delà du financier, je suis pas porte-parole de quoi que ce soit.* »[427]

Le militant interprète alors rétrospectivement un échec (individuel et collectif) comme un sacrifice pur, désintéressé et volontaire. Dario en parle en termes matériels :

« *J'ai choisi de ne prendre que la moitié des heures de cours que je prends d'habitude. Et donc j'ai ce temps supplémentaire pour cet engagement politique. Au lieu de prendre vingt heures par semaine, je n'en prends que douze. Donc ça va. Et j'ai moins d'argent. La moitié*. »[428]

Plus rarement, un enquêté évoque la rationalité de sa pratique politique, comme Farid, insoumis montpelliérain :

« *Je pourrais faire 30 heures de militantisme par semaine sans aucun problème, en plus de mes 35-40 heures de boulot, à condition que ce soit pour des actions utiles. Et par exemple les casserolades*[429]*, j'y suis pas allé parce que je ne trouve pas ça nécessaire. Comme mode d'action ça ne me parle pas.* »[430]

Un engagement localisé et formellement peu contraignant[431], « à la carte », est-il pour

[427] Montpellier – Entretien n°6

[428] Barcelone – Entretien n°2

[429] Rassemblement de type « happening » lors duquel des militants frappent des casseroles sur une place publique pour attirer l'attention sur leurs revendications.

[430] Montpellier – Entretien n°1

[431] Formellement seulement, car la pression collective poussant des individus à s'occuper de tâches précises, quoi que souvent indicible, n'est pas négligeable comme tend à le montrer l'observation participante : les remontrances lors d'une absence durant des réunions ou des actions peuvent prendre

autant compatible avec la structure d'un parti tel que Syriza, structure héritée en droite ligne du mouvement communiste historique ? L'enquête de terrain permet de répondre par l'affirmative à cette question.

Il faut cependant tenir compte de l'extrême complexité du fonctionnement interne de Syriza, parti issu d'une coalition de structures comprenant elles-mêmes une myriade de modes d'organisation, de courants et de tendances internes. Cette complexité tend à brouiller les pistes entre les luttes de pouvoir formelles entre tendances, conduisant à des choix individuels différant de l'orientation nationale, et un engagement « à la carte » pourtant discernable au fil des témoignages. Les récits de pratiques mettent en valeur des schémas convergents où l'investissement dans divers collectifs, campagnes et mouvements est bien plus déterminant que les enjeux « bureaucratiques ». L'incidence d'un tel engagement « à la carte » sur les carrières militantes grecques, espagnoles et françaises est donc effectivement proche, malgré des structures formelles singulières.

Prodromos, élu local de la banlieue d'Athènes actif douze ans dans Syriza, issu de l'AKOA, nous rappelle le processus de formalisation du parti renforcé par l'accès au pouvoir national tout en évoquant les difficultés locales de fonctionnement. Celles-ci sont dues non seulement aux tensions avec la direction nationale mais également à la cohabitation avec des militants porteurs d'un autre bagage politique. Son témoignage donne une idée de la réalité locale très hétérogène du parti selon l'investissement des militants et leur composition :

« *Jusqu'en 2015, le parti n'avait pas d'organisation rigide à la base, comme le KKE. C'était une structure assez souple. Donc c'était facile d'entrer et de sortir, etc. L'activisme se concentrait trop sur les questions centrales, sociales et politiques. Localement, c'était géré par les types qui s'impliquaient au niveau local. S'il y avait un bon pourcentage d'activistes, cet échelon local était très fort. Mais par exemple à*

plusieurs formes, mais le simple fait de ne pas avoir accès aux dernières informations internes et le risque de perdre sa place dans un cercle de sociabilité aussi fort qu'un groupe politique constituent en eux-mêmes de puissants incitatifs à la constance dans l'engagement.

Nea Ionia, là où je vivais, on avait de vieux membres de Synaspismos, très conservateurs sur les questions sociales, culturelles. On ne pouvait rien faire ! »[432]

Les rapports entre échelons locaux et avec l'échelon national ne peuvent être résumés à ces tensions. Si la remontée d'expériences de terrain, de critiques, de fonds et de propositions est nécessaire au travail de synthèse d'une direction efficace, la transmission de savoirs, de savoir-faire et de matériel militant est également du ressort du « national ». Cette dynamique permet de renforcer l'homogénéité du parti, atout considérable dans le cadre d'un accès futur au pouvoir. Une formation perçue très positivement par Tristan :

« *Au début, on a été formés [à la méthode Alinsky] par le national, ils nous avaient envoyé quelqu'un pour pouvoir le faire, parce que c'était une demande. On s'est dit « il faut qu'on teste ce truc, ça a l'air révolutionnaire ». […] C'est de la formation, on a été formés plusieurs heures.* »[433]

La participation à la vie démocratique de la structure est valorisée par Danai :

« *Toute l'organisation était vraiment démocratique, et aussi c'était une leçon, une expérience pour nous, dans le parti politique, pour apprendre de cette organisation-là, qui n'était pas verticale.* »[434]

En sus de cette distinction entre « centres » et « périphéries » d'un parti, la question plus profonde de la place de l'individu par rapport au collectif apparaît à travers les témoignages recueillis. Ceux-ci illustrent les problématiques nouvelles auxquelles doit faire face un parti accédant à divers échelons du pouvoir.

[432] Athènes – Entretien n°15

[433] Montpellier – Entretien n°14

[434] Athènes – Entretien n°14

b) L'accès au pouvoir collectif et l'accès au pouvoir individuel. Déconstruction du discours contestataire

Nous avons vu que le mode d'organisation politique des pays étudiés pousse à la personnification de la compétition électorale – phénomène assimilé par les nouveaux partis contestataires représentés par des leaders charismatiques. Cette contradiction apparente entre la recherche d'horizontalité et l'existence d'une direction elle-même subsumée dans la figure du dirigeant conduit à la production d'un discours « schizophrénique » dans lequel le dirigeant est à la fois une pièce maîtresse de la stratégie du parti tout en n'étant qu'un militant remplaçable parmi d'autres, placé théoriquement au même niveau. Alejandro, jeune permanent de Podemos et membre de l'équipe de Pablo Iglesias, rappelle ainsi cette problématique complexe :

« *Le militant de base, par exemple, pense que y a rien entre lui et Pablo [Iglesias]. Mais en vérité y a toute une structure au milieu. Et pour que le parti fonctionne, qu'il soit opérationnel, il faut qu'il y ait une structure, une organisation, qui fait que toi, en vérité, dans le réel, dans le concret, y a beaucoup de choses entre toi et Pablo. Y a toute une structure de parti au milieu. […] Quand y a pas Pablo là, les personnes qui sont là se sentent un peu illégitimes. Il peut y avoir cette conséquence qui n'est pas bonne.* »[435]

Ressentie par certains militants de base comme Albert, cette distinction partiellement due à l'important capital symbolique dont bénéficient les leaders prestigieux de ces partis se retrouve également dans leurs critiques quant au mode de sélection de cette élite dirigeante existant *de facto* – critiques faisant écho à celles formulées plus haut au sujet de la répartition des rétributions matérielles formelles :

« *Je trouve que par exemple, je ne le dis pas pour moi mais pour d'autres collègues,*

[435] Barcelone – Entretien n°1

j'ai vu des personnes qui valent beaucoup, qui ont été seules, indépendantes, et ont disparu du combat. J'ai vu aussi des personnes formées mais pas autant que les autres, qui ont été promues. Pour moi c'est la partie négative. » [436]

L'expression d'une frustration due à l'injustice supposée des mécanismes de sélection internes reste pourtant limitée à une expérience vécue concernant des responsables locaux. Une profonde fierté est couramment exprimée vis-à-vis de la direction nationale du parti dont le style incarne aux yeux des militants un ensemble de valeurs positives : proximité avec les citoyens, incorruptibilité, simplicité, intransigeance, modestie… Ce ressenti positif n'est pas incompatible avec des critiques stratégiques ou organisationnelles. Vanter les qualités humaines de leurs dirigeants permet aux militants de se placer dans une situation de confiance, considérant que leurs critiques seront toujours entendues – tout en exprimant haut et fort leur loyauté envers le parti. L'illusion d'une direction militante, ne faisant qu'un avec la base, critiquée dans le témoignage d'Alejandro retranscrit plus haut, est commune parmi les militants podémistes et se trouve renforcée par la transparence apparente de son activité :

« *Une personne comme Pablo, qui a étudié et est humaniste, ou Ada, qui peut-être n'a pas terminé ses études bien qu'elle ait eu des notes très bonnes et qui est humaniste aussi et activiste… Ce sont des activistes de la rue et ça n'a pas de prix.* »[437]

Comme Eva, José Antonio conserve une vision enchantée de ses dirigeants :

« *Quand je vois Errejon, que je l'entends, j'adore. Errejon je le vois proche de moi.* »[438]

Fredy participe d'une même conception idéale en minimisant les conflits minant la

[436] Barcelone – Entretien n°28

[437] Barcelone – Entretien n°10

[438] Barcelone – Entretien n°13

direction :

« *Parfois ce que les médias présentent comme un conflit entre deux leaders est simplement un débat ouvert, ce qui me parait bien à moi, que ce soit au vu et au su de tous. Dans les partis traditionnalistes il y a les mêmes débats mais t'en sais rien ! Ici c'est ouvert, et pas seulement entre Iglesias et Errejon, mais avec d'autres, et nous on peut donner notre opinion et dire si on est en faveur ou pas, alors leur leadership me parait bon.* »[439]

L'observation participante permet de confronter les faits se déroulant et la manière dont les acteurs disent que ces faits se déroulent. Les militants podémistes tendent à développer une vision particulièrement enchantée de leur propre organisation qui transparait dans leur conception de l'accession au pouvoir – rendant les déceptions d'autant plus importantes.

Aujourd'hui, grande journée de mobilisation contre le CETA en Europe. Premier rendez-vous : à 12h au parc de Poblenou. […] Une vingtaine de personnes présentes préparent à la main des pancartes, dont des enfants et plusieurs jeunes. Surtout des hommes. […]

Second rendez-vous : à 17h au 90 Passeig de Gràcia. « Chaîne humaine » sur la chaussée, totalement occupée. Ambiance assez conviviale et détendue là aussi, malgré les pétards des chauffeurs de taxis. […] Podemos a un cortège d'environ 300 personnes qui se dispersera par la suite dans la manifestation. Ces effectifs observés contredisent les prétentions des militants quant au nombre élevé de personnes mobilisables par leurs réseaux, qui semblent fortement affaiblis au regard des dizaines de milliers de personnes ayant répondu aux appels des « marches du changement » dans un passé récent.

On me présente à plusieurs élus de district et du parlement catalan, l'un d'eux,

[439] Barcelone – Entretien n°16

Albano Dante, me propose de venir au parlement assister à des sessions. Josefina, Jordi, Dario et d'autres me montrent les parlementaires présents dans la foule, et notamment ceux du PSOE ayant désobéi aux consignes du parti et rejetant le CETA. Durant la manifestation, la présence de parlementaires tels qu'Albano Dante (élu de Podemos au parlement catalan) est une source de fierté pour les militants qui mettent en scène cette proximité avec l'élu – proximité pourtant permise par la situation particulière de la manifestation publique et par la faiblesse numérique du cortège de Podemos ce jour-là. La présence de ces élus permet également aux militants ressentant un déficit de légitimité de se retrancher derrière eux pour refuser des demandes d'entretien en me renvoyant vers les élus, en proposant de faciliter le contact par exemple.

- Journal de terrain, 15 octobre 2016

Cette impression de proximité partiellement démentie par l'observation participante ne se limite pas à Podemos mais se retrouve fréquemment exprimée sous des formes très semblables dans les autres partis étudiés. Kostis, journaliste et auteur « débauché » par le gouvernement Syriza, la relaie :

« *Il y a deux jours, j'intervenais lors d'un évènement public organisé par Syriza avec Fillis. Fillis était ministre de l'éducation, et il est maintenant considéré comme un opposant interne à Tsipras parce qu'on lui a retiré le ministère de l'éducation car il voulait clarifier les rôles, entre l'Eglise et l'Etat. […] Les gens disaient qu'on avait toujours des choses à faire, donc c'était rafraichissant.* »[440]

Yiannos se remémore sa proximité dans l'action avec un futur ministre :

« *Je me rappelle par exemple d'une grosse lutte pour la municipalité d'Elleniko, qui avait à ce moment un maire de gauche. Et on luttait contre les intérêts des*

[440] Athènes – Entretien n°10

propriétaires de boîtes de nuits et tout ça. Et le samedi soir, au lieu d'aller au bar on allait manifester et fermer une de ces boîtes. […] Et une fois je me rappelle courir sur la plage avec Dritsas, qui est ministre maintenant, enfin dans le dernier gouvernement, mais qui est toujours à Syriza. »[441]

Marie relate l'évolution et la professionnalisation d'une députée insoumise locale :

« *Evolution de nos propres militants aussi. Je pense à Muriel [Ressiguier], notre députée, qui est à la commission des finances et qui a du coup pris en expertise grâce à cette commission des finances. Et du coup quand elle te parle maintenant, c'est plus la Muriel qui était en campagne quoi. C'est une Muriel qui est vachement plus experte, et qui est vachement plus impliquée, vachement plus bosseuse aussi.* »[442]

Evoquer les limites démocratiques des processus décisionnels internes conduit certains militants à adopter des attitudes défensives évacuant ces questions. Celles-ci indiquent un haut degré de confusion dans l'attribution initiale des fonctions dirigeantes au sein des partis contestataires les plus récemment créés. La nécessité de structurer rapidement des organisations partisanes pour répondre à un calendrier électoral serré conduit à privilégier une autocratie tirant sa légitimité de son seul capital politique et médiatique, au détriment de méthodes de sélection démocratiques plus complexes. Les justifications formulées par certains militants insoumis rappellent les critiques exprimées au lancement de Podemos, particulièrement parmi les militants issus de l'extrême gauche espagnole[443] (Nez, 2015). Le vétéran du Front de gauche

[441] Athènes – Entretien n°16. Ce témoignage donne un exemple de processus de distinction, le militant cité insistant à plusieurs reprises sur son activisme au moment même où ses amis de son âge faisaient la fête.

[442] Montpellier – Entretien n°2

[443] L'observation participante ainsi que les entretiens coïncident ici avec les travaux publiés au sujet de Podemos (Galindo, 2014 ; Martin, 2015 ; Petithomme, 2018…). Les militants issus d'autres structures partisanes de gauche, familiarisés aux rouages internes des partis politiques, expriment plus de réticences quant aux méthodes de sélection et de légitimation de la direction que les primo-militants ou que les personnes issues de mobilisations collectives telles que les mouvements sociaux. Durant

Franck légitime ainsi la composition initiale de la direction :

« *A la direction, bon ok c'est Jean-Luc et ses copains, okay. Moi je voyais pas de… Ça me dérangeait pas, parce que de toute façon il faut arrêter de se cacher derrière le petit bout de la lorgnette en disant « ouin, c'est pas démocratique ! » Mais on s'en fout, à la fin tu sais très bien que c'est Jean-Luc qui aurait été élu quoi, donc c'est bon, arrêtons ça.* »[444]

Son camarade Jean-Luc complète cette explication par une vision volontariste de la direction :

« *Si quelqu'un veut prendre le lead et veut impulser, il faut qu'il anime le groupe. Il prend le lead, y a pas de soucis. Pour moi y a pas de… Et y a même pas de décision démocratique à prendre. Parce que le principe de l'insoumis, il est là. C'est-à-dire que l'insoumission, c'est qui m'aime me suive. Et si à un moment donné je m'entends pas avec les gars du groupe, c'est pas grave, je monte un groupe à côté, parce que c'est ma ligne de conduite.* »[445]

Concernant la problématique de l'accès individuel au pouvoir au nom d'une structure collective, les témoignages de militants arrivés à des postes de responsabilité, notamment ceux exerçant des mandats électifs, permettent de confronter leur expérience au point de vue des militants de base. Nous avons décrit plus tôt notre approche focalisée sur la base militante au détriment de la parole des dirigeants. Nous

---

l'observation participante, un cadre catalan de Podemos va jusqu'à déclarer que le parti s'est construit « contre les militants », en mobilisant une masse d'inscrits peu investis dans la structure et peu critiques vis-à-vis de la direction pour mettre en minorité la base active, majoritairement issue de structures de gauche et d'extrême gauche, lors des consultations internes.

[444] Montpellier – Entretien n°5. Les témoignages d'insoumis sont ici favorisés car ils sont chronologiquement les plus proches de la genèse partisane. Nous considérons les dimensions nationale et chronologique de chaque témoignage faisant état d'expériences concrètes, ces dimensions déterminant les souvenirs mobilisés et la distance pouvant exister entre des faits et le récit de ces faits.

[445] Montpellier – Entretien n°10

avons justifié cette approche par l'intérêt d'une enquête scrutant les carrières militantes, quand le recueil de la parole des dirigeants donne à voir un ensemble de discours travaillés, lissés et souvent déjà connus et analysés. Cependant, les élus et permanents ayant accumulé une expérience militante avant de progresser dans leur carrière partisane constituent un groupe particulier issu de la base et tendant à s'en détacher – tout en légitimant leur position par la mise en avant de cette expérience « de terrain » antérieure. L'étude de ces parcours particuliers est donc particulièrement riche en informations permettant de mettre en perspective les stratégies et perceptions du pouvoir des militants avec les faits.

Une première observation concerne en particulier l'accession à des postes de pouvoir. Il s'agit d'un non-dit fréquent. Les élus et responsables des partis étudiés reviennent abondamment sur leur pratique de l'exercice du pouvoir, présentée systématiquement sous un jour positif, comme située en opposition aux professionnels de la politique (hormis dans le cas d'ex-élus et d'ex-cadres qui effectuent un retour critique sur cette expérience une fois leur mandat achevé). Les modalités de sélection des candidatures et d'accession à ces postes sont pourtant à peine abordées. S'agit-il d'un tabou ? Nous considérons plutôt que nous retrouvons ici le biais téléologique observé auparavant : les dirigeants perçoivent leur carrière comme rectiligne et leur position de pouvoir comme le produit d'un enchaînement logique d'évènements dont ils seraient plus témoins qu'acteurs.

Ainsi, lorsque les modalités de sélection sont questionnées, plusieurs stratégies discursives se révèlent. L'une d'entre elles consiste à mettre en scène un parcours personnel aboutissant à une cooptation apparaissant alors comme naturelle au regard de la légitimité accumulée auparavant. Ainsi Kostis Papaioannou, ex-secrétaire aux droits de l'Homme du gouvernement d'Alexis Tsipras, revient de manière détaillée sur sa carrière universitaire et humanitaire :

« *J'ai été l'un des membres fondateurs de la commission nationale des droits de l'Homme, qui est une institution des Nations Unies conseillant le gouvernement grec concernant les questions relatives aux droits de l'Homme. […] Et au début de 2015,*

après l'arrivée de Syriza au gouvernement, bien que je n'aie jamais été engagé dans les affaires internes du parti, j'ai reçu une proposition du nouveau ministre de la justice, Nikos Palagiekopoulos, me proposant de le rejoindre au ministère comme secrétaire général aux droits de l'Homme. Ce que j'ai fait, en mars 2015. Et ça a duré jusqu'en novembre 2016, 20 mois plus tard, quand j'ai démissionné. » [446]

Giorgos Kiritsis, député athénien de Syriza, évoque quant à lui son engagement journalistique dans le journal Avghi et son parcours politique exemplaire – il rejoint en 1981 l'organisation de jeunesse du KKE Esoterikou, alors qu'il n'a que seize ans – tout en évacuant totalement le passage d'un engagement militant à un poste d'élu. Ce voile jeté sur son propre parcours ne l'empêche pas pour autant de verbaliser sa déception quant à l'aboutissement du projet collectif qu'il a porté pendant trois décennies :

« *Je n'attendais pas plus de Tsipras, mais j'en attendais bien plus de la chose collective.* »[447]

Cette stratégie se retrouve dans le récit d'Imad, assistant parlementaire d'une députée de la France insoumise dont la vision très positive du processus de sélection des candidats contraste avec les témoignages critiques présentés auparavant :

« *Dans un processus de désignation quand même y a eu des assemblées de circonscriptions, ça s'est quand même fait dans un processus de transparence, d'être présent, et de se proposer comme candidats. Et puis les gens décident qui va les représenter. Et il faut l'accepter ça, ce processus démocratique.* »[448]

Jean-Luc, militant insoumis ayant initié le groupe d'appui de son quartier et candidat

[446] Athènes – Entretien n°10

[447] Athènes – Entretien n°4

[448] Montpellier – Entretien n°8

malheureux aux élections législatives, porte également un regard positif sur les mécanismes internes dont il a bénéficié. Sa conception extrêmement élevée du mandat de député évacue tout à fait les questions électives et les rétributions attendues au profit d'une approche sacrificielle :

« *Quand on est en députation, on est représentant du peuple français, on se met au service du peuple français pendant cinq ans. Et moi j'ai été clair pour mettre entre parenthèses ma vie personnelle et professionnelle pendant cinq ans pour me mettre au service du peuple, qui en avait et qui en a encore plus besoin aujourd'hui, et qui pouvait impacter l'avenir des peuples d'Europe. Donc la mission elle n'est pas juste personnelle et égocentrique. C'est une mission, c'est presque un sacerdoce.* »[449]

Nous retrouvons ici des logiques discursives semblables dans deux partis situés à des phases pourtant bien distinctes de leur « vie organisationnelle ». Pour les détenteurs de positions de pouvoir, même limitées, les processus de désignation des responsables politiques apparaissent plus lisses, transparents et équitables que pour les personnes n'en bénéficiant pas. Ainsi leurs critiques portent sur la désignation ou l'action des échelons supérieurs plutôt que sur des mécanismes les ayant avantagés. La dichotomie entre un modèle partisan fondé sur le pouvoir du collectif et sur la construction de carrières individuelles est dépassée par la production d'un discours présentant l'accession au pouvoir (du moins, sa propre accession) comme le résultat d'une victoire collective bénéficiant à l'ensemble des militants et électeurs du parti. Cette construction d'un sujet collectif, d'un « nous » gommant toute différence de traitement, est particulièrement récurrente parmi les témoignages de responsables et d'élus podemistes tel celui d'Albano Dante, député au parlement catalan ayant rejoint le parti dès ses débuts :

[449] Montpellier – Entretien n°10. La référence au sacerdoce nous renvoie directement à la vocation accompagnant le métier d'homme politique évoquée par Max Weber dans *Le Savant et le Politique* (Weber, 1959).

« *Podemos est apparu. […] Je pensais que oui, ça pouvait le faire et nous nous sommes présentés le 27 septembre, j'ai eu le poste de député. Ensuite, dans les processus internes de Podemos, au cours de cet été, pour choisir l'équipe de gestion, je me suis présenté au secrétariat général, nous avons gagné.* »[450]

Elle aussi députée et également passée par le journalisme, Jessica Albiach représente une autre *success story* mettant en scène le destin extraordinaire de « gens ordinaires » :

« *Aujourd'hui je suis députée, ça veut dire que bon, comme on dit toujours, au final à Podemos nous sommes des gens ordinaires faisant des choses extraordinaires, pour le dire d'une certaine manière, non ? Mais en ayant accès à ces opportunités, ce qui, si tu ne viens pas de la classe politique traditionnelle, n'aurait pas été possible dans un autre parti.* »

Ce témoignage n'est pas sans rappeler l'activité de formation d'une élite issue des classes populaires dévolue aux partis communistes historiques. Interrogée plus précisément sur les conditions exactes de son investiture puis de son élection, elle complète cette présentation en évoquant un parcours fulgurant et réussi – tout en faisant état du manque de cadres déjà noté auparavant qui nous renseigne sur les difficultés de la construction du parti. Ce récit permet de relever l'impensé ou le non-dit entourant les choix opérés par les instances du parti et les rapports de force les entourant :

« *Alors, vraiment à Podemos Catalogne il y avait un manque de cadres, j'étais dans l'organe de l'exécutif, j'étais une personne de confiance du secrétariat général. […] Et du coup je me suis proposée pour aller aux primaires, parce que nous on fait*

[450] Barcelone – Entretien n°8

toujours avant des primaires, j'étais dans la liste des primaires et les gens ont voté pour moi, mais je ne l'aurais jamais imaginé avant… »[451]

Comparer les témoignages d'acteurs de la construction partisane accédant à des positions de pouvoir aux témoignages de ceux bénéficiant de rétributions bien inférieures permet de comprendre certains des enjeux posés par l'institutionnalisation de telles structures partisanes. Il est ici intéressant de relever que les critiques des militants de base investis dans l'activité locale se concentrent sur les responsables locaux qu'ils connaissent directement. Les dirigeants nationaux bénéficient d'une bienveillance générale due à leur double statut de leaders éclairés et de camarades apparemment accessibles. Alexis Tsipras constitue ici un exemple négatif, la détestation qu'il provoque chez ses ex-soutiens et les critiques voilées des militants de Syriza témoignant d'une profonde déception corrélée aux hauts espoirs placés en ce dirigeant politique. La capacité individuelle d'acteurs à représenter dans les instances du parti comme dans l'arène électorale un sujet politique collectif constitue l'une des clés du succès d'un tel parti. Ce phénomène se vérifie avec une acuité particulière dans ces structures partisanes contestataires où la quasi-absence de cadres intermédiaires permet l'émergence d'un fort lien direct entre la base et ses dirigeants charismatiques auxquels s'identifient les militants.

Cette quasi-absence de cadres intermédiaires s'explique d'une part par une « stratégie populiste » assumée privilégiant la mise en place d'une direction charismatique et personnifiée court-circuitant les échelons intermédiaires typiques de structures partisanes plus classiques, et d'autre part par le développement inégal de ces partis. Il s'agit de gérer une contradiction entre les effectifs modestes de structures occupant un rôle d'*outsiders* dans le jeu politique et les besoins de l'accession au pouvoir. Ces partis récents ou historiquement marginaux se confrontent ainsi à un déficit de cadres compétents exprimé dans plusieurs témoignages retranscrits ici. Un tel déficit se traduit par l'ouverture de nombreux postes pour compléter des listes électorales et

[451] Barcelone – Entretien n°17

coordonner des activités régionalement ou nationalement (sans nécessairement devenir permanent du parti) : remplir ce vide est nécessaire au parti pour progresser. Mais il s'agit alors de choisir entre le recyclage de cadres issus d'autres structures, amenant avec eux leurs propres conceptions et pratiques, ou la formation accélérée de nouveaux cadres. En la matière, notre enquête fait apparaître, dans le panel choisi, une prise en compte de ces deux possibilités.[452]

L'accès au pouvoir des partis contestataires confronte le discours qu'ils véhiculent à des problématiques stratégiques complexes, entraînant une dissonance cognitive chez des militants susceptibles de provoquer désillusion et désenchantement. L'importance communicationnelle de la présentation et de la représentation du projet politique que ces partis véhiculent, ainsi que les enjeux posés par leur institutionnalisation, sont ainsi illustrés par les choix opérés dans le champ médiatique.

c) L'exemple de la production médiatique

L'entreprise contestataire s'appuyant sur une stratégie « populiste de gauche » étant également une entreprise communicationnelle, les partis étudiés ont développé une réflexion approfondie sur la question des canaux de diffusion de leur message. Nous avons constaté durant l'enquête de terrain que les militants et responsables de ces partis sont à la fois extrêmement informés et très critiques vis-à-vis des médias considérés comme dominants. Dispositifs digitaux tels que les *smartphones*, journaux papiers, télévision et radio sont mobilisés pour accéder aux informations diffusées par différents médias. Les journaux de référence sont particulièrement scrutés – soit pour se tenir au courant des dernières informations factuelles, soit pour étudier la manière

[452] Dans le panel d'enquêtés correspondant au terrain barcelonais, la moitié des individus occupant une position de responsabilité (secrétaire d'un cercle, membre de la direction, élu…) bénéficie d'une expérience partisane directement reconvertie dans Podemos. Nous retrouvons également cette division équilibrée dans les deux autres terrains.

dont ces partis sont présentés par les journaux de référence. Des médias alternatifs ayant une audience inférieure sont utilisés à des fins différentes, pour éclairer des thématiques évacuées dans les principaux médias ou partager des analyses concernant la situation politique. Cette prise en compte de la diversité du champ médiatique et ces stratégies différenciées selon les sources d'information disponibles témoignent d'un investissement important de ce champ par les militants, consécutif d'une compréhension fine des distinctions et des usages le définissant. Les témoignages de ces jeunes militants représentatifs du panel choisi dans chaque parti laissent apparaitre ce rapport complexe à l'information, oscillant selon le capital culturel des enquêtés, leur expérience professionnelle[453] et leurs attentes. Paolo, militant du cercle de l'Eixample à Barcelone, liste ses sources :

« *J'aime bien lire les journaux de la classe dominante. Je veux savoir ce que pense le pouvoir, et je lis entre les lignes, donc je lis El Païs, La Vanguardia… Surtout les sites web, j'achète rarement la version papier. Mais chaque jour, je regarde ces sites. Et ouais, Telegram, quelques chaînes, et Facebook, Twitter, tout ça…* »[454]

Mélanie, militante salariée dans la communication, a également un usage intensif d'Internet :

« *Quotidiennement dès que j'arrive au travail j'ouvre cinq sites internet, ceux des journaux, des grands journaux grecs, de tous les bords politiques de Grèce. Je commence du plus à droite au plus à gauche pour voir l'actualité, pas seulement sur les réfugiés mais pour voir ce qui se passe. Après j'écoute pas trop la radio. Aussi si je peux voir des articles, j'ouvre les journaux. Et avant je regardais aussi les infos du soir sur la télé. Ça j'ai arrêté.* »[455]

[453] Les professions liées au champ médiatique sont surreprésentées tant dans le panel de militants rencontrés que parmi les responsables et élus des partis étudiés.

[454] Barcelone – Entretien n°14

[455] Athènes – Entretien n°3

L'insoumis Farid témoigne lui aussi de cette évolution du rapport à l'information :

« *J'ai pas la télé, mais je m'informe quand même via la télé, parce que je regarde des morceaux choisis sur Youtube ou je regarde des replays sur les sites des chaînes. Donc je regarde un peu la télé. Après je m'informe principalement avec des sites d'info style Médiapart, Révolution permanente, des articles que je trouve sur Facebook… Après j'essaie de croiser avec minimum trois sources d'information différentes, de trois obédiences différentes. […] J'essaie de le faire, et de voir quelles peuvent être les principales objections des opposants, et quelles peuvent être aussi les manipulations de la part de mon camp.* »[456]

La stratégie « populiste de gauche » faisant des médias un groupe homogène au service de l'élite se retrouve parfois. Margarita, salariée en marketing n'ayant pas suivi d'études supérieures, exprime ainsi sa perception des chaînes de télévision :

« *Les chaînes de télévision, bof, elles sont vendues ! Totalement vendues. […] Tu sais que c'est un massacre ce qui est fait contre Podemos, c'est horrible. Il n'y a pas un jour où l'on ne parle pas de nous en mal, où l'on ne nous critique pas, que ce soit la presse, à la télévision…* »[457]

Le rapport individuel à l'information dans les trois panels de militants apparaît contradictoire, entre rejet des médias jugés dominants et « addiction » à l'information en continu. L'emploi massif des réseaux sociaux dans la structuration d'un militantisme tant collectif (via les groupes de discussion notamment) qu'individuel, « à la carte », permet de résoudre cette contradiction. Les algorithmes des réseaux sociaux s'additionnent au travail de compilation des militants pour former un filtre aboutissant à la production de revues de presse triant l'information et permettant un

[456] Montpellier – Entretien n°1

[457] Barcelone – Entretien n°26

partage simplifié des faits et analyses entrant en résonnance avec le discours du parti. Notons que ce phénomène se retrouve dans les trois panels d'enquêtés et est confirmé par l'observation participante[458].

> Lors d'une réunion hebdomadaire du cercle barcelonais du Clot, la gestion de Facebook, de Twitter et de Telegram constitue un point à l'ordre du jour – une habitude récurrente dans le cercle. Un militant m'indique que le groupe Telegram du cercle est surnommé « *Telecinco, comme la chaine, parce que ça touche plein de gens* ». L'emploi des *smartphones* est systématique (chacun les consulte sans cesse, même durant les discussions animées), et permet de vérifier des informations lors de la réunion comme d'appeler à une mobilisation ou de prendre en photo les activités publiques pour documenter la vie de l'organisation. Lors des réunions, les militants fixent comme objectif la « reprise en main » de la politique par le peuple (*la gente*) via les réseaux sociaux, dans le but de la « dynamiser ». La professionnalisation de l'emploi des médias, des réseaux comme des supports digitaux est observable non seulement parmi les responsables, mais jusqu'aux militants de base.
>
> *- Journal de terrain, 28 septembre 2016*

Au-delà du rapport des militants à l'information, les partis étudiés se distinguent cependant par des stratégies médiatiques singulières. Par exemple, « *l'analyse des stratégies communicationnelles montre que Podemos a donné plus d'importance à la télévision que la FI, qui a eu davantage recours aux réseaux sociaux, notamment YouTube* » (Castaño, 2018, p.180). La chronologie de la structuration de ces partis doit être prise en compte pour mesurer et comparer l'évolution des stratégies.

- Parmi les trois structures considérées, Syriza représente à la fois le parti dont les fondements remontent le plus loin et dont l'organisation est la plus marquée par l'héritage de l'extrême gauche communiste. Suivant en cela un

[458] Les témoignages de militants de Podemos intégrés aux travaux d'Héloïse Nez (2015) et de Mathieu Petithomme (2018) vont également ce même sens.

modèle léniniste[459], Syriza s'exprime donc par le biais d'organes générés par le parti - tel que la radio Kokino (Rouge) ou le site Left.gr – ou de médias progressivement satellisés. Le plus notable est Avghi (L'Aube), quotidien historique de la gauche grecque fondé en 1952 et relayant les analyses et positions de la coalition puis du parti Syriza. Le degré de contrôle élevé sur ces médias permet au parti de calibrer son discours à destination de ses sympathisants. Ces médias entrent alors ouvertement en concurrence avec les médias dits dominants.

- Apparu plus récemment, Podemos développe une stratégie tout à fait différente en ne générant pas directement de média propre. Le mouvement du 15M avait pourtant accouché de plusieurs projets ambitionnant de lancer un grand média contestataire. Les dirigeants de Podemos ne suivent pas cette option et font le choix d'une stratégie médiatique fondée sur deux piliers.

  Le premier est lié au capital symbolique accumulé avant même le lancement du parti par des figures centrales – en premier lieu Pablo Iglesias, devenu célèbre suite à ses interventions sur la Tuerka[460]. Cela amène à « *l'émergence d'un leadership médiatique* » (Petithomme, 2018, p.129) susceptible d'agglomérer un capital de sympathie au travers d'interventions transmises sur les canaux audiovisuels. Cette ressource peut ensuite être convertie en capital électoral, les personnalités médiatiques permettant d'identifier Podemos servant de vecteur à cette transmission. Partant de là, les dirigeants podémistes envisagent la conquête progressive du champ médiatique, de l'intérieur.

[459] Lénine préconisait le développement d'organes de presse visant à être largement diffusés pour porter la voix du parti. Ceux-ci sont complétés par des revues théoriques à vocation interne. L'exemple le plus parlant d'un journal répondant aux critères léninistes est la Pravda (la Vérité). En France, ce rôle est occupé par l'Humanité, journal socialiste passé sous contrôle communiste à partir de 1920.

[460] Emission de télévision espagnole diffusée par Publico TV à partir de 2010, centrée sur les interviews, et assumant dès l'origine un rôle de porte-parole de voix contestataires. La Tuerka permet également la médiatisation de rappeurs proches de la gauche radicale tels que Los Chikos del Maiz.

Le second pilier de la stratégie médiatique du parti repose sur l'investissement sans précédent des réseaux sociaux permettant de court-circuiter les médias traditionnels et d'agréger un ensemble d'individus rétifs aux formes d'engagement partisan classiques, notamment dans les jeunes générations.

- Enfin, la France insoumise peut s'appuyer sur différentes expériences passées pour définir une stratégie propre au champ médiatique français. Le choix retenu est à mi-chemin entre ceux opérés par les deux autres partis. Bien qu'il ne soit pas possible de quantifier un tel phénomène, la FI développe un discours plus hostile aux médias traditionnels que ses pairs d'Europe du Sud et ne tente donc pas de conquérir l'hégémonie dans un espace médiatique considéré comme irrémédiablement rongé par la corruption[461]. Un projet de média indépendant, répondant aux exigences démocratiques promues par le parti, est donc initié par des militants et des sympathisants insoumis et se traduit par le lancement du *pure player* Le Média le 15 janvier 2018. Ce projet se différencie de la Tuerka en étant postérieur et non antérieur à la fondation de la FI et est donc directement lié au projet partisan. L'expérience de ce média dépasse cependant la période sur laquelle porte notre étude et ne sera donc pas traité en détail ici.

  Durant sa période de lancement, la FI investit massivement les réseaux sociaux tout comme Podemos et génère ainsi un important soutien. Les témoignages recueillis démontrent que les réseaux antérieurs du PG et de structures plus petites telles que Ensemble s'affiliant à la FI sont mobilisés pour donner corps à une structure capable de se déployer sur le territoire et d'encadrer l'afflux de nouveaux militants.

Ainsi, les enjeux collectifs de l'institutionnalisation se définissent dans divers domaines de la structuration partisane. Les contradictions tendant à s'approfondir

[461] Il s'agit du discours développé par le parti. Nous l'avons vu, le lancement même de la FI est annoncé au cours d'une intervention de Jean-Luc Mélenchon sur la chaîne TF1 le 10 février 2016, témoignant de la dimension incontournable du canal de diffusion audiovisuel.

entre engagement local et réalités nationales font écho aux problématiques posées par l'accès au pouvoir d'individus se distinguant alors de leurs pairs, en concentrant les rétributions de l'engagement. Ce qui conduit à l'apparition d'une autre contradiction entre la stratégie contestataire et les nécessités de l'adaptation aux normes de la compétition électorale. Ces phénomènes décrits ici nous amènent à considérer la dynamique de l'engagement militant saisie dans le « temps long » de la construction partisane pour approfondir notre compréhension du processus d'institutionnalisation des structures singulières représentées par les partis étudiés.

2 - Dimension processuelle de l'engagement militant

Etudier la dynamique de l'engagement partisan dans les partis contestataires nous conduit à le fractionner en trois volets présentant différents aspects du phénomène. Le premier vise à comparer l'évolution des structures aux trajectoires individuelles des militants y évoluant pour déterminer dans quelle mesure ces processus suivent une dynamique convergente. Pour aller plus loin, nous considérons important d'appréhender la transition opérée entre deux formes d'engagement, d'un investissement dans un mouvement social à l'adhésion à un parti politique. L'analyse des manières dont s'opère la formalisation d'un engagement jusqu'alors pensé et présenté comme spontané complète ce panorama.

a) Evolution des structures et des carrières partisanes : deux dynamiques parallèles ?

La question des effets de l'institutionnalisation sur les carrières partisanes demeure centrale au regard de la problématique de ce travail. D'où l'intérêt d'aborder ces effets au sein des différentes organisations partisanes. L'évolution inégale des carrières partisanes tend à apparaître dès l'évocation des origines de l'engagement pour prendre forme quand est évoquée la question des rétributions de l'engagement,

captées par certains acteurs au détriment d'autres. Il serait vraisemblablement erroné de considérer que cette captation inégale des rétributions du militantisme conduit à des conflits systématiques. La mise en place de stratégies individuelles d'appropriation des ressources se manifeste ainsi dans les discours faisant de la détention de ces ressources un coût. Prenons l'exemple de la conception des mandats électifs défendue par le militant insoumis Jean-Luc[462] et retranscrite plus haut : si occuper un poste de député tient du sacrifice individuel, il s'agit d'une charge et non plus d'un bénéfice ouvrant la porte à de nombreux avantages matériels et immatériels. Nous avons également vu au fil des récits présentés la grande diversité des conceptions militantes entourant ces postes. Le discours les présentant comme des charges nécessitant un sacrifice n'est que partiellement intériorisé par les militants.

Pour autant, il apparaît utile de mentionner le mal-être réel transparaissant dans certains propos recueillis parmi des élus – particulièrement hors des entretiens. Ceux-ci laissent apparaître les difficultés multiples auxquelles se retrouvent confrontées ces personnes. Complexité et technicité des tâches assignées, charge de travail importante, pression due aux hautes exigences éthiques du parti comme de leur base électorale et détachement par rapport à leur milieu de sociabilité (tant familial que politique) concourent à produire souffrance, autodépréciation et finalement *burn-out* (Kirouac, 2007) parmi des militants propulsés à des postes pour lesquels ils n'étaient pas ou peu préparés. Il est cependant intéressant de noter que la présentation de ces postes comme des charges précède cette expérience réelle plutôt qu'elle n'en découle.

La confrontation au pouvoir transforme en profondeur les partis contestataires (Rori, 2016). Avant même l'accès à des positions importantes lié à des succès électoraux, la possibilité d'y avoir accès dans un futur proche conduit ces partis à transformer leur structure. Observer de telles organisations durant leur phase de développement donne ainsi à voir un spectacle étrange dominé par une tension entre la vocation et les pratiques originelles du parti, et les impératifs nouveaux de sa stratégie du moment.

[462] Montpellier – Entretien n°10

Nous pouvons identifier plusieurs phénomènes récurrents dans Podemos, Syriza et la FI témoignant de l'évolution des partis contestataires. Ceux-ci sont abondamment illustrés par certains des témoignages retranscrits ici :

- Personnalisation accrue de la direction politique. Les nécessités de la compétition électorale et de l'occupation du champ médiatique se conjuguent pour concentrer les leviers décisionnels et la représentation symbolique du parti dans un petit nombre de personnes, dominées par un leader charismatique.
- De même, concentration des ressources électives dans le parti, accentuant les rapports de force entre acteurs et factions pour l'appropriation de ces ressources – en premier lieu, l'obtention de positions électives, mais également l'accès à des postes de permanents rétribués par les subventions.
- Formalisation et rationalisation des instances internes du parti. L'organigramme complexe ou peu lisible issu de la genèse partisane tend à gagner en clarté à mesure que les instances partisanes se confrontent à l'expérience pratique et la répartition des compétences tend à se décanter. Cela ne va pas sans résistances de la part d'une direction charismatique bénéficiant jusqu'alors du flou entourant ses attributions précises : ce dernier point est illustré par l'évolution de la direction des Insoumis, allant d'un cercle restreint de proches de Jean-Luc Mélenchon ne tirant leur légitimité que d'une cooptation, à une direction collégiale aux mandats plus clairement définis.
- Cristallisation de rapports de force internes entre une majorité concentrant les ressources et un ou plusieurs courants minoritaires luttant pour s'imposer ou survivre. La structuration de ces courants minoritaires est facilitée par un degré supérieur d'organisation interne – comme celui de la coalition-parti Syriza, et rendu plus difficile par des modes d'organisation plus fluides tels ceux inaugurés par Podemos. La dynamique d'ensemble est cependant similaire.

- Rationalisation de l'économie interne du parti, passant d'une économie précaire fondée sur des dons, cotisations ou ventes ponctuelles à la gestion de capitaux importants issus tant de l'afflux de nouveaux membres que des subventions engrangées suite à des succès électoraux croissants. Nous l'avons noté, ces développements rapides entraînent diverses crises structurelles dans des appareils partisans originellement plus modestes. Notamment : manque de cadres compétents, principalement au niveau local, compétence accrue pour le contrôle des ressources économiques et électives, fragilité des rétributions disponibles face aux aléas des progrès et reculs électoraux.
- Homogénéisation superficielle des symboles, valeurs, pratiques et repères théoriques du parti visant à « mettre en ordre de bataille » la base militante. Là encore, ce processus se confronte aux diverses réalités locales. L'acceptation commune de logos et d'éléments discursifs ne conduit pas à une parfaite homogénéité dans l'intériorisation des normes par l'ensemble des militants, tendant plutôt à masquer la diversité des situations locales. La présence de cadres marqués par une expérience militante dans les rangs de l'extrême gauche et mobilisant des références issues de ce même courant peut ainsi avoir un impact sur la représentation que les nouveaux venus se font du projet partisan, en décalage avec la culture organisationnelle centralisée promue par la direction.
- Enfin, évolution du discours contestataire fortement idéologisé vers des positions plus transversales susceptibles de regrouper une majorité sociale. Parmi des militants rompus à l'activité théorique des organisations d'extrême gauche, cette évolution est le signe le plus visible de l'institutionnalisation d'un parti : divers témoignages s'y réfèrent comme à une trahison de principes idéologiques fondateurs ou comme un coup de maître en termes de stratégie, selon les positions des militants dans le parti.

Ces sept indicateurs que nous avons construits à partir des entretiens comme de l'observation participante permettent de mieux définir la direction que prennent les

partis contestataires anti-austérité en voie d'institutionnalisation – processus nécessairement *complexe, conflictuel* et *durable*.

Complexe, de par ses multiples dimensions imbriquées. Conflictuel, du fait des rapports de force entre différents acteurs. Et durable, car si il apparaît difficile de borner l'origine et l'aboutissement de l'institutionnalisation d'une structure partisane, ce processus s'effectue nécessairement sur le « temps long ». Même « brusquée » pour tirer profit d'une fenêtre d'opportunité politique identifiée par la direction du parti, l'institutionnalisation correspond à une mue s'opérant à tous les niveaux du parti en rencontrant diverses résistances et freins (Van Haute, 2016). La période sur laquelle porte notre étude permet ainsi d'observer ce que nous considérons être la première phase du processus d'institutionnalisation de la France insoumise – mais celui-ci se poursuit par la suite.

Au regard du questionnement ici choisi, c'est l'analyse comparée des carrières partisanes qui doit permettre de cerner la dimension processuelle de l'engagement. Provenant d'une intuition apparue lors des prémices de l'enquête de terrain, notre hypothèse peut être résumée ainsi : loin d'être un processus mécanique dans lequel une direction homogène imposerait l'usage de normes nouvelles à sa base (Scott, Meyer, 1994), par « ruissellement », suivant une dynamique descendante *top-down*, l'institutionnalisation d'un parti contestataire est l'objet d'une intense concurrence interne entre acteurs aux intérêts opposés cherchant à en définir le contenu. Ces luttes de labellisation concernent la captation des ressources de l'organisation comme la capacité de s'exprimer en son nom. La forme finalement prise par le processus d'institutionnalisation correspond *in fine* aux intérêts d'une partie des acteurs concernés à différents niveaux du parti – au détriment de leurs concurrents.

Vérifier cette hypothèse implique donc d'évaluer le travail de définition et de transformation (ou d'appropriation) des pratiques politiques par les militants apparaissant au fil des témoignages recueillis ainsi qu'au cours de l'observation participante. Ainsi, les données issues du terrain permettent de comparer la ou les manières dont la « démocratie directe » est appliquée en pratique, tant entre différents partis qu'au sein d'une même structure partisane. Cette comparaison conduit à

infirmer ou à confirmer l'intuition précisée plus haut en appréhendant le degré d'homogénéité des pratiques observées. La question de la « démocratie directe » est intéressante à plusieurs égards. Elle concerne l'un des fondements idéologiques de la stratégie « populiste de gauche » des partis étudiés. Elément discursif récurrent, elle renvoie à une revendication électorale tout comme à un imaginaire collectif. Mais il s'agit également d'un mode d'organisation pensé comme exemplaire : l'application de mécanismes de démocratie directe à l'intérieur d'une structure partisane a alors valeur d'exemple, en prouvant aux observateurs extérieurs sa viabilité à l'échelle d'une petite société. Les contours de la « démocratie directe » sont pourtant flous : s'agit-il simplement d'introduire des mécanismes tels que la révocabilité des mandats, leur non-cumul, la prise en compte des votes blancs et nuls, ou encore la définition d'un quorum élevé pour la prise de certaines décisions ? Ou bien s'agit-il d'une organisation sociale radicalement différente, organisée autour d'une fédération d'assemblées plénières souveraines pratiquant le vote public ? Nous considérons la diversité des définitions possibles et l'importance de cet enjeu comme propices à l'observation de prises de positions individuelles éventuellement divergentes. Les témoignages récoltés font état de l'importance de cette thématique tout en laissant immédiatement apercevoir une grande hétérogénéité d'ordre cognitif. Ainsi Jordi, élu au conseil de district de Sant Andreu et militant du cercle du même nom, propose une description de la « démocratie participative » résumant l'idéal assembléiste de Podemos en appuyant sur la consultation vitale du plus grand nombre durant le processus décisionnel :

« *A moi ça me va, pour moi ça serait pas facile de faire de la politique en prenant seul les décisions. […] Quand on doit prendre une décision, ce qui est bien dans nos groupes, de Podemos comme de Barcelona en Comu, c'est qu'il y a consultation des gens, ce serait encore mieux si on pouvait demander à plus de gens encore, mais au moins… […] Notre différence entre la démocratie représentative et la participative*

vient de là, sinon on serait déjà hors-jeu. »[463]

Aline, sympathisante du cercle du Clot, lie l'expérience de la démocratie directe à une prise en compte valorisante de l'opinion des militants :

« *C'est intéressant, parce que justement la réunion qu'on a eue cette semaine, le vote qu'on a eu sur le fait de est ce qu'on soutient que Clot – Camp de l'Arpa soit en zone 2 ou 3 et machin*[464]*, c'était marrant parce que c'était vraiment un moment où on demande ton avis à toi qui n'es rien, enfin je veux dire qui es là juste pour voir, et on demande vraiment ton avis. Et c'est intéressant. Enfin je sais pas si ça se fait autre part, parce que c'est la première expérience que j'ai de ce que peut être une organisation politique. Enfin je veux dire c'est vraiment intéressant, parce que tu te sens impliquée du coup, tu te sens obligée de t'intéresser.* »[465]

Yosef, militant du cercle Podemos de l'Eixample, décrit la démocratie interne au parti de manière positive tout en laissant transparaitre l'importance du volontarisme dans l'organisation ainsi que le décalage entre les statuts formels et la réalité matérielle. L'absence de mandats (existant pourtant *de facto*) et de pressions sur les candidats sont ainsi perçus comme des traits distinctifs du parti :

« *Les cercles ne sont pas apparus parce qu'une directive a dit qu'ils devaient exister, mais parce que quelqu'un a pris l'initiative de faire un cercle et ils se sont construits. Au début, avec les gens qui y étaient, il n'était pas possible d'ouvrir beaucoup le débat, évidemment, cela s'est graduellement ouvert à tel point qu'en Catalogne, nous avons eu cinq candidatures. Regarde jusqu'où la démocratie est arrivée, les*

[463] Barcelone – Entretien n°20

[464] Ce système de zones correspond à un découpage géographique effectué par la mairie de Barcelone pour déterminer quelles parties de la ville pourraient accueillir ou non plus de logements touristiques. Il s'agit pour l'équipe d'Ada Colau de répondre à la crise du logement provoquée par l'afflux massif de touristes dans la capitale catalane.

[465] Barcelone – Entretien n°21

candidatures qui ont lutté pour être là dans la direction et ont pu se présenter librement, elles n'ont eu aucune pression de qui que ce soit et je pense qu'elles ont pu toutes travailler. […] Dans le cercle, par exemple, il n'y a pas de mandat. Bien qu'il y ait une figure de secrétaire général ou de porte-parole, ils sont très ouverts. »[466]

Sont ici volontairement choisis des témoignages de militants partageant une vision assez similaire de leur propre parti, en mettant de côté ceux présentant Podemos comme une transposition directe de l'assembléisme du 15M ou ceux, plus désabusés, insistant sur les contradictions et échecs du projet de démocratie directe[467].

L'observation participante dans plusieurs des cercles les plus actifs de la capitale catalane nous permet de constater un décalage entre les prétentions du parti et les pratiques de ses militants. Les effets des retours issus de la consultation de la base sont difficiles à quantifier, les militants eux-mêmes peinant à décrire leur impact réel : le simple processus de discussion entourant des propositions et contributions issues d'autres cercles comme de la direction paraît représenter aux yeux des militants un gage d'écoute suffisant en lui-même. Quant aux mandats, ceux-ci semblent attribués pour de longues périodes aux mêmes responsables monopolisant la parole, dont l'autorité au sein des cercles est perceptible[468]. Ceci constitue une rupture pratique avec la revendication d'horizontalité radicale constitutive de l'identité podémiste des débuts. Un exemple : lors d'une réunion, hier 14 décembre,

[466] Barcelone – Entretien n°25

[467] Nous nous référons notamment au témoignage d'Alejandro (Barcelone – Entretien n°1) cité plus haut, considérant que le parti avait été construit « *contre les militants* ». Frédéric Sawicki estime ainsi que « *le choix d'ouvrir les scrutins portant sur les statuts, le programme, l'élection des dirigeants aux sympathisants, voire à toute la population pour les candidats aux élections sous la forme de primaires ouvertes, a ainsi institué de fait une logique plébiscitaire et donné une grande latitude d'action à la direction* » (Sawicki, 2018, p.297).

[468] Autorité perceptible à plusieurs niveaux : dans la manière respectueuse dont les autres militants évoquent ou s'adressent à ces cadres, dans la place qu'ils occupent (tant dans l'espace que dans les discussions), dans l'accumulation des responsabilités formelles comme informelles (telle que l'animation des réunions et le choix des sujets) ou encore dans leur statut de référents en ce qui concerne les règes de l'organisation.

Joaquin, animateur habituel du cercle, est absent. On se demande sur le ton de la blague qui pourra le remplacer ; naturellement, c'est son second, Marino, qui prend naturellement le relais avec l'appui de l'un des « vétérans » du cercle. Personne ne conteste : ces routines organisationnelles sont fortement ancrées dans le quotidien du groupe.

- Journal de terrain, 15 décembre 2016

Nous observons également un décalage significatif entre les conceptions théoriques exprimées par les militants actifs et leur considération enchantée du mode d'organisation interne réel. L'estime portée à des mécanismes de prise de décision considérés comme distinctifs se retrouve couramment dans divers niveaux et branches du parti. Cependant, comparer les carrières de militants à leurs discours donne à voir une connaissance plus fine des mécanismes du parti et de leurs enjeux parmi les militants en ayant bénéficié – notamment ceux cités ici, l'un étant élu au conseil de district, l'autre animateur du cercle jeune barcelonais. Ces militants favorisés ont le double avantage d'avoir suivi un parcours commençant à la base pour rapidement s'élever tout en occupant maintenant une position surplombante, bien qu'à un niveau modeste. Ils sont donc capables d'identifier les exemples mobilisables pour défendre leur conception propre du parti comme d'avancer des définitions conformes à leurs intérêts.

Nous avons relevé la pénurie de cadres compétents frappant les partis contestataires étudiés remportant des succès électoraux. Conjugué à la quasi-absence de cadres intermédiaires, ce phénomène conduit logiquement à la promotion rapide de personnes issues de la base, tels que les deux militants cités. Un passage même bref dans l'univers militant constitue un capital extrêmement important pour les nouveaux responsables politiques, semblable au rappel d'origines modestes. Il leur permet de légitimer leur position par une trajectoire ascendante et une proximité avec la base, à la manière des responsables communistes et syndicaux revendiquant leur filiation avec le monde ouvrier (Lavau, 1981). Cette expérience militante constitue également

une ressource mobilisable en termes de réseaux fidélisés par une pratique commune. A ce sujet, les dirigeants politiques de Podemos comme de la France insoumise ayant occupé une fonction élevée, dès la fondation du parti, grâce à leur proximité avec l'équipe dirigeante, jouent sur deux tableaux. Ils mobilisent, en interne, un registre activiste en mettant en avant leur expérience dans des structures politiques antérieures (avec un certain succès au regard des témoignages considérant les dirigeants comme accessibles), dans le but d'obtenir l'adhésion de leur base militante ; et ils se présentent, hors du parti, comme des citoyens engagés, issus de la société civile, capables de transcender les clivages partisans en injectant un sang neuf dans le jeu politique. Les élus de Podemos rencontrés au cours de l'enquête manient avec une dextérité particulière ces deux registres selon leurs interlocuteurs, évoquant un passé activiste partagé avec les vétérans de la gauche espagnole lors des activités des cercles, et désidéologisant au maximum leur carrière et leur discours lors de rencontres avec des représentants de la presse ou du monde associatif.

La première stratégie permet également de gommer la distinction existant entre ces dirigeants originels et ceux promus à partir de la base. Ces derniers suivent deux parcours possibles. Le premier peut être qualifié d'électif. Lors des consultations internes, leur candidature est portée par leurs pairs et leur permet d'accéder à des responsabilités électives (comme dans le cas de Jordi). Le second, plus original, est fondé sur le volontarisme. Des militants « charismatiques » et/ou bénéficiant de réseaux constitués parviennent à mettre en place une branche, à impulser une initiative susceptible de leur conférer la légitimité requise pour s'affirmer (c'est le cas de Yosef).

Les deux parcours – électif et volontariste – sont bien sûr empreints d'une dimension idéale-typique : les témoignages recueillis tendent à faire apparaître des carrières partisanes où l'élection vient sanctionner une prise de responsabilité antérieure, les deux parcours se complétant alors. De par la structure souple des premiers temps de Podemos et les quelques années d'expérience du parti, ces carrières y apparaissent avec une intensité particulière. Elles se retrouvent cependant parmi les cadres de Syriza, tels qu'Antonis Georgantas, responsable de la jeunesse du parti justifiant

implicitement sa position par son parcours biographique :

« *En ce moment je travaille pour Syriza. Enfin ce n'est pas un travail, mais je suis membre du conseil central de la jeunesse de Syriza, et j'ai pour rôle d'organiser la jeunesse de Syriza, donc je suis payé pour ça. […] En grandissant et en commençant à lire des choses, en 2008 je suis devenu membre de Syriza, et le premier jour où je suis entré à l'université, j'ai commencé avec le syndicat étudiant, pour être membre. […] On a organisé la solidarité dans tout Athènes et dans toute la Grèce, on a aussi créé des endroits pour permettre aux gens de manger, et aussi quelques hôpitaux dans chaque région.* »[469]

Le récit d'Errikos Finalis, militant puis dirigeant du KOE ayant immédiatement occupé un poste de responsabilité au moment de la fondation de Syriza en tant que coalition puis sous la forme d'un parti, éclaire sur d'autres aspects de cette réalité. Nous percevons dans son témoignage la confrontation de rapports différents au politique dus à des modes d'organisation et à des stratégies divergentes, issus de traditions concurrentes. Mais nous voyons surtout apparaitre la question de la professionnalisation d'une équipe dirigeante, des concessions et des frustrations entrainées par ce processus. L'institutionnalisation conduit à une évolution rapide des pratiques sur laquelle ce vétéran de l'extrême gauche grecque effectue un retour critique n'épargnant pas ses propres choix :

« *Il y a eu l'ascension d'Alavanos, et du courant de gauche à l'époque à Synaspismos. En 2007 on a décidé de rentrer dans Syriza. Alors c'est le moment où je suis rentré à Syriza, au niveau local, dans mon quartier, et au niveau central, j'ai participé à la… Disons, à l'époque il n'y avait pas de comité central, mais il y avait des organes sans élection démocratique, répartis entre les différentes composantes. Alors moi comme membre du KOE je faisais partie de cette direction. […] Les gens de Synaspismos*

[469] Athènes – Entretien n°7

dans mon quartier ils étaient très contents, parce qu'on était très militants, et eux très institutionnels. […] C'était pas facile la coopération, mais c'était fluide. Au niveau de la direction, c'était autre chose, c'était très rigide, pas sincère, et très difficile avec beaucoup d'astuce, de manœuvres, etc. Nous on n'était pas habitués, on avait l'habitude d'être beaucoup plus directs, alors on n'était pas adaptés à… C'était comme une autre civilisation, comment faire de la politique à haut niveau (rire). C'était pas… Ça nous a pris du temps pour nous adapter, et c'était pas bon à mon avis, cette adaptation. On a commencé nous aussi à jouer. A mon avis, ça a causé beaucoup de problèmes à notre sincérité, notre philosophie, notre manière de penser la vie, la politique, l'action, la lutte, etc. C'était une déviation. »[470]

Les carrières décrites peuvent aussi être identifiées, quoi que de manière chronologiquement plus condensée, parmi des cadres insoumis. Le témoignage d'Imad, assistant parlementaire, rappelle les contradictions existant entre la revendication d'horizontalité niant le caractère hiérarchique de l'organisation et la distribution asymétrique des ressources, et l'exercice nécessaire de ces mêmes responsabilités hiérarchiques :

« *On est en structuration, donc y avait pas de responsabilités par-ci ou par-là. Si ce n'est prendre des initiatives et mener les initiatives que t'as proposées toi-même. Y a pas de responsabilités, non, j'ai pas pris de responsabilités dans quoi que ce soit. […] J'ai été dans le groupe des Jeunes insoumis, beaucoup. J'ai fait campagne dans la troisième circonscription de l'Hérault avec Stéphane Vidal et Marie Moncada, où j'étais mandataire foncier. Et j'ai découvert aussi ce que c'était (rire), c'est très bien, faut le faire ! C'est pas évident, c'est beaucoup de stress. Et ouais, c'est vrai que c'est une des responsabilités que j'ai eues.* »[471]

Sa description de la sélection des candidats pour les élections législatives complète le

[470] Athènes – Entretien n°13

[471] Montpellier – Entretien n°8

rappel de son propre parcours tout en indiquant la nature formelle du vote par rapport au processus de désignation lui-même :

« *Je sais pas si tu as suivi comment ça s'est passé aux législatives, là il y avait aucun souci quoi. On n'a pas à discuter avec tel ou tel parti selon tel ou tel truc. C'étaient les groupes d'appui qui étaient là, tous les partis politiques qui soutenaient la France insoumise étaient informés de ce qui se passait. Donc quand il y a eu une réunion de sortie de session, les groupes d'appui de la circonscription se sont retrouvés un soir avec tout le monde, et chacun pouvait dire « moi je veux être candidat, moi je veux être suppléant, etc. ». Et il y a eu un certain nombre de candidats, que les gens ont soutenu ou pas, il y a eu parfois des votes. […] Et ensuite il y a eu un comité électoral qui se réunissait pendant des mois, et qui étudiait circonscription par circonscription la liste des candidats, etc. Et dans ce comité électoral il y avait des gens tirés au sort, et il y a avait aussi des gens représentatifs de l'espace politique.* »

Au regard de ces carrières pouvant être considérées comme autant de succès au vu des positions valorisantes occupées et de l'expérience militante antérieure des personnes les occupants, le processus d'institutionnalisation semble produire un effet comparable sur les structures partisanes et sur les militants cités ici. Les carrières de ces derniers sont ainsi marquées par une rationalisation de leur activité et une évolution des pratiques et du discours témoignant d'une rapide professionnalisation leur permettant de s'adapter aux nouveaux enjeux stratégiques auxquels se confrontent leurs partis.

b) De la démarche mouvementiste à la démarche partisane

Les structures partisanes ne se définissent pas nécessairement comme telles. Ce constat est illustré par de multiples exemples qui ne peuvent être restreints ni à la période contemporaine, ni à la gauche radicale. Songeons par exemple aux sociaux-démocrates du Mouvement socialiste panhellénique, aux néofascistes du

Mouvement social italien, ou encore à l'alliance des nationalistes et des « nationaux » dans le cadre du Front national en France (Aït-Aoudia, Dézé, 2011). Ces trois forces, et bien d'autres, correspondent à la définition d'un parti politique tout en en récusant le nom dans leur appellation courante. Cette tendance s'est accentuée durant les dernières décennies, prospérant sur la démonétisation du terme même de parti. Les partis continuent pourtant de structurer le champ politique des démocraties représentatives. La confusion entretenue dans le domaine des appellations ne doit pas masquer cette réalité ni pousser à annoncer la disparition des partis politiques[472].

Le diagnostic est rendu d'autant plus complexe par l'incroyable diversité des structures partisanes. L'organigramme de la France insoumise diverge fortement de celui des partis ouvriers historiques, légitimant la revendication d'incarner un « mouvement ». Si ce terme porteur d'une charge symbolique dynamique et fluide bénéficie des faveurs de forces politiques de différentes obédiences, il résonne de manière particulière dans la gauche radicale européenne (Katsiaficas, 2006). Celle-ci est fortement imprégnée de l'imaginaire des mouvements sociaux. Ces mouvements sont perçus comme terrain d'action privilégié, structures de rémanence permettant de survivre entre deux échéances électorales ou suite à des défaites, et comme source de légitimité portant les aspirations contestataires de parties de la population dans l'arène publique.

Nous avons relevé plus haut les différentes interprétations militantes quant à la nature de leur propre structure. Il s'agit désormais de nous pencher sur les formes prises par l'engagement dans les partis. Si la recherche en science politique opère une distinction parfois artificielle entre la sociologie des mouvements sociaux et celle des partis politiques, les deux modes d'organisation représentent bien deux rapports à la politique portant des caractéristiques singulières à la sociologie des carrières

[472] Si le terme de « parti-mouvement » (Irene, 2015 ; Lefebvre, 2018) est enthousiasmant, nous avons choisi de délaisser son usage comme catégorie analytique, car sa portée explicative nous semble limitée : les prétentions d'un parti à incarner une autre forme de mobilisation politique ne doivent pas être sur-interprétées comme déterminantes. Il s'agit tout au plus d'une stratégie de distinction, n'étant pas elle-même propre aux partis contestataires de la gauche radicale.

militantes. Nous devons donc être attentifs aux surprises, déceptions, incompréhensions et autres adaptations de militants considérant qu'ils participent à un mouvement et non à un parti. Cette question est bien entendu liée à celle des rapports entre partis contestataires et mouvements sociaux, non pas en termes de directives émises par la direction, mais en termes de carrières militantes – la « multipositionnalité » d'individus s'investissant en même temps dans un parti et dans des mouvements sociaux étant ici particulièrement riche en renseignements empiriques (Fillieule, 2009).

Aborder la question des formes « mouvementistes » recherchées dans l'engagement peut se faire à travers le prisme du cas grec. La Grèce a en effet connu de nombreux mouvements sociaux au cours de la dernière décennie. La période ouverte par l'assassinat policier d'Alexandros Grigoropoulos le 6 décembre 2008 ouvre un cycle de contestation des politiques d'austérité et du système politique touchant profondément la société grecque avant de se clore avec le référendum de 2015. Les mouvements sociaux se développant dans la région d'Athènes constituent une école de formation pour les jeunes militants de la gauche radicale tout comme un terrain d'intervention et de recrutement pour leurs aînés. A bien des égards, Syriza parvient à réaliser ce que le Nouveau parti anticapitaliste français n'arrivera pas à faire : incarner un « parti des luttes » capitalisant sur le soutien actif de la frange la plus mobilisée de la population – syndicalistes et jeunes en tête. Yannis et Stella, actifs dans la jeunesse de Syriza durant ce cycle de luttes sociales, ont graduellement évolué depuis un engagement dans des mouvements sociaux vers un engagement partisan. Cette transition s'est faite en douceur par le biais des nombreuses organisations sectorielles générées par Syriza – en premier lieu les structures étudiantes, véritables sas d'entrée dans le parti dont nous avons déjà relevé l'importance dans la sociabilité militante des enquêtés :

« *Les émeutes de décembre 2008, ça a vraiment été un moment décisif pour moi. Ça a été ma première exposition à une violence policière inutile, et c'est la première fois que j'ai compris la nécessité d'une lutte qui ne serait pas individuelle. C'est là que*

j'ai commencé à militer dans une organisation qui était dans Syriza. »[473]

Stella complète le récit de Yannis en évoquant les mouvements sociaux locaux ou nationaux :

« *Avant je n'étais pas membre d'un parti. J'étais membre, mais pas formellement, c'était plus libre, d'un mouvement à Maroussi – Maroussi est un endroit à Athènes, relativement proche de ma maison, et on avait des réunions chaque semaine et on décidait des actions par rapport aux patrons de la zone, quand ils ne payaient pas leurs employés, tout ça. […] j'étais à l'université pendant la période du mouvement des places, en 2010-1011. Et l'année suivante quand je me suis engagée dans la jeunesse de Syriza, je suis devenue membre du groupe de l'université de la jeunesse de Syriza.* »[474]

Errikos, vétéran de l'extrême gauche grecque, actif dans le mouvement altermondialiste, estime au regard de son expérience dans diverses organisations communistes que la structuration minimale de Syriza lui confère une souplesse utile. Ce témoignage rappelant les origines du parti permet de comprendre comment Syriza a développé un lien organique fort avec les mouvements sociaux grecs en capitalisant sur son expérience de coalition large :

« *Le début des contacts, puis d'une action commune, ça a été le mouvement anti-globalisation. Le forum social. On s'est retrouvés, on a commencé à se dire bonjour. Et graduellement ce contact a permis de commencer à penser à faire quelque chose de politique ensemble aussi. Parce que là c'était un mouvement, mais au niveau politique, si on pouvait travailler ensemble. […] Il y avait ce que j'appelle un bordel créatif, ça veut dire que moi je travaillais à mon organisation de base dans mon quartier, je travaillais au mécanisme central, aux relations internationales, et*

[473] Athènes – Entretien n°1

[474] Athènes – Entretien n°6

puis j'allais aussi dans la campagne, dans une région très réactionnaire pour essayer de former Syriza. […] Comme Syriza n'était pas une structure très stricte, il y avait beaucoup d'espace pour les initiatives. »[475]

Organisations sectorielles et expérience portée par la « vieille garde » du parti concourent ainsi à favoriser la stratégie de Syriza vis-à-vis des mouvements sociaux. Apparu par la suite, Podemos représente l'émergence d'une nouvelle génération de forces politiques rompant avec les codes historiques de la gauche radicale et accentuant la confusion entre parti et mouvement. La souplesse des modes d'organisation se précisant au fur et çà mesure que les militants mettent en place des structures locales et nationales, la diversité des profils rencontrés et la « multipositionnalité » des adhérents sont des critères mobilisés par les enquêtés pour définir Podemos comme un mouvement. Jordi Gimeno, employé désormais élu au conseil de district de Sant Andreu, insiste sur ce qu'il considère comme autant de points forts :

« *Le début de Podemos je l'ai vécu, je n'avais jamais participé à un mouvement politique, je venais à des réunions, des groupes de travail étaient formés, je me mettais dans un groupe de travail et j'ai la chance de travailler avec des gens qui se consacrent à la politique, des anarchistes, des gens qui avaient été au PSUC, des socialistes, il y avait aussi un peu de syndicalistes. C'était devenu très grand, alors ce qui les surprenait c'était que je pouvais participer au même niveau qu'eux et dire mon opinion comme eux. […] Je crois que l'une des bonnes choses à propos de notre mouvement, c'est que ça doit être un peu ... Que ce ne soit pas une professionnalisation de la politique. Tout le monde peut participer à tous les niveaux.* »[476]

La possibilité d'un engagement « à la carte » sans hiérarchie stricte est

[475] Athènes – Entretien n°13

[476] Barcelone – Entretien n°20

particulièrement apprécié. Les militants ayant découvert l'action politique dans des organisations politiques, des syndicats, des associations ou des mouvements sociaux sectoriels tels que les *mareas* décrivent Podemos comme un compromis nécessaire entre les exigences stratégiques d'un parti et la souplesse offerte par les mouvements sociaux. Cet équilibre est cependant précaire. Jordi, salarié s'occupant de diverses tâches dans un hôpital barcelonais et ayant rejoint Podemos dès son lancement, propose une analyse intéressante des enjeux juridiques ayant conduit à la fondation du parti :

« *Podemos est, pour moi, un mouvement social converti par impératif juridique en un parti politique, il doit être utile, répondre à un but, à des valeurs, à la transversalité, où personne n'est mieux que quiconque, à la transparence, où tout est transparent, légal, où tout le monde peut voir si vous faites un don, où va l'argent, où il n'y a pas tous ces cas de corruption comme dans d'autres partis.* »[477]

La stratégie de Podemos visant à s'appuyer sur les mouvements sociaux jusqu'à se confondre avec eux connaît cependant deux limites : la « décrue » de tels mouvements sur le territoire espagnol depuis le 15M, et le développement de thématiques locales sur lesquelles le parti peine à se positionner, particulièrement la question indépendantiste. Podemos a donc contribué à impulser diverses initiatives dont le mouvement Vamos. Les militants y participant peinent à en définir les contours et la fonction[478]. Le contenu minimal de ce mouvement fourre-tout s'additionne aux multiples étiquettes que portent déjà des personnes investies dans plusieurs formes de mobilisation, renforçant la confusion. Margarita, salariée dans le domaine du marketing, définit ainsi Vamos :

[477] Barcelone – Entretien n°4

[478] Nous avons noté durant l'observation participante que le public des réunions de Vamos dans les quartiers de Barcelone où la structure avait été lancée correspondait largement à celui des réunions de cercles de Podemos. L'intérêt d'un investissement dans une structure étroitement liée à Podemos et présentant des caractéristiques très similaires ne semble pas évident.

« *Vamos est né pour lutter pour les gens qui travaillent, pour tous les problèmes qui peuvent exister sur n'importe quel thème, que ce soit sur le thème des transports, d'éviction, n'importe quoi, nous serons là. […] Vamos c'est Podemos. Nous serons là. Tout le monde peut intégrer Vamos, nous ne sommes pas exclusifs. Nous avons besoin que las gens se mobilisent, prennent conscience, et ça c'est notre intention, que ce soit avec chaque fois plus d'envie de faire, de travailler, de lutter pour ça. Nous sommes nés pour ça, Podemos est né pour et par le peuple.* »[479]

A première vue, la transition d'un militantisme mouvementiste à un engagement partisan semble donc plutôt fluide parmi les enquêtés. L'origine mixte des militants issus tant de partis antérieurs que de mouvements sociaux pourrait expliquer ce succès apparent. La diversité des expériences antérieures est comparable aux profils étudiés dans le cas de Syriza. Mais là où Syriza s'est construit comme une coalition puis un parti capable de patronner les mouvements sociaux, Podemos tend à les supplanter en incarnant une structure capable de répondre aux demandes pratiques et revendicatives usuellement associées à ces mouvements. Le succès de cette stratégie est questionnable : à lui seul, le faible nombre de militants et de cercles actifs dans la région barcelonaise, pourtant favorable électoralement à Podemos, interroge sur la capacité d'attraction et de fidélisation du parti sur le « temps long ».

Si la nature partisane d'une structure tend à s'affirmer et se préciser au fil du temps, la naissance récente de la France insoumise conduit à une revendication particulièrement forte de la forme mouvement par ses militants. Deux carrières-types peuvent être identifiées selon l'engagement militant intérieur des enquêtés. Lorsque ceux-ci ont été actifs dans d'autres structures partisanes, particulièrement au PG, la nature mouvementiste de la FI est assimilée à une rupture constructive avec l'expérience Front de gauche et ses échecs. Les primo-militants mobilisent d'autres comparaisons pour décrire la structure qu'ils ont rejointe, la comparant aux partis traditionnels pour mettre en avant sa nature flexible, horizontale, et la diversité d'opinions cohabitant en

[479] Barcelone – Entretien n°26

son sein que nous avons évoquée plus tôt. Ces deux carrières-types correspondent à deux degrés de maîtrise de la nature de l'organisation de la FI. Les carrières militantes les plus fulgurantes au niveau local sont liées à des profils militants ayant cumulé les expériences politiques susceptibles de donner une meilleure compréhension des leviers organisationnels et donc décisionnels de la nouvelle structure, voire de les façonner par la prise d'initiative due à l'accumulation d'un capital politique. Le témoignage de Lewis, jeune militant passé par le PG, témoigne d'une attitude paradoxale mêlant rejet de la forme partisane traditionnelle (motivé par une déception antérieure dans les rangs du PG) et volonté de renforcer une structure capable d'occuper le champ politique en concurrençant les autres partis :

« *J'ai rejoint vraiment la FI au moment où elle a perdu la présidentielle parce que j'ai l'impression qu'on a là un espace à conquérir. Et donc pour l'instant on ne sait pas exactement quelle forme va prendre le mouvement. Mais si on en croit les bonnes paroles de Mélenchon, ça va être un mouvement ouvert, horizontal. Donc ça va dire que nous on peut faire quelque chose pendant cinq ans, sans avoir à subir Macron pendant cinq ans. Ça veut dire qu'on peut nous-mêmes avec la force du mouvement derrière faire quelque chose. Donc tant que c'est comme ça, ça me donne envie d'être lié à ça. Mais au moment où ça redeviendra une espèce de… Si ça devient vraiment un truc fermé comme un parti, ou un truc uniquement axé sur la prochaine présidentielle, je pense que ça me fera partir. Là en ce moment on attend tous la convention de fin novembre, moi je saurai à ce moment selon la tronche que ça a, si je suis toujours en phase ou pas.* »[480]

Cette conception lui permet de se positionner en opposition à un courant assumant la nature partisane de l'organisation et souhaitant la renforcer. L'existence de ces deux courants, corroborée par d'autres entretiens et perceptible durant l'observation participante effectuée, est ainsi décrite :

[480] Montpellier – Entretien n°3

« *Je suis pour qu'on ait des gens qui soient élus au niveau local, régional et tout ça – enfin qui soient tirés au sort pendant un temps, qui remplissent une mission et qui soient remplaçables. Le truc que je voudrais surtout pas, c'est qu'on recrée des baronnies locales. Donc ça c'est l'objectif de militants comme moi à la Convention. Mais je sais qu'il y a des militants, notamment PG, qui veulent un peu l'inverse. Les militants PG c'est un peu comme les militants PCF, eux il y a des vieux de la vieille qui ont fait plein de campagnes, et ils entendent rester candidats, têtes d'affiches et tout. Donc je sais qu'il y a deux courants assez distincts, au moins deux.* »

Parmi les primo-militants, les termes du débat apparaissent parfois peu clairs, voire dépassés. Amélie rappelle ce qu'elle perçoit comme les spécificités positives de la FI tout en évacuant le débat sur la forme qu'elle prend au profit d'une description mixte, empruntant aux deux modes d'organisation [481]:

« *Tu peux pas faire une carrière parce que je pense pas qu'il y ait autant de personnes qui travaillent financièrement, on va dire ça. C'est beaucoup du bénévolat, contrairement à d'autres partis où il y en a plein qui sont payés. […] C'est la nouveauté de la France insoumise quoi. C'est un peu la nouveauté du parti. On dit qu'il faut faire la différence entre un parti et un mouvement, donc je te laisserai réfléchir sur la cause parce que moi je me prends pas la tête à réfléchir vraiment, mais apparemment un mouvement c'est pas la même gestion qu'un parti. Donc voilà, on va dire qu'il fonctionne à moitié comme un parti, et en action ou en implication comme un mouvement.* »

La diversité des points de vue exprimés par les militants éclaire sur la difficulté d'appréhender et de définir la nature des organisations pour des personnes en faisant partie. Les enjeux symboliques du débat prennent le pas sur la description du mode

[481] Montpellier – Entretien n°7

d'organisation choisi. Il s'agit de se démarquer des formes traditionnelles de l'action politique pour incarner une rupture. Nous retrouvons cette diversité de points de vue dans les trois partis étudiés (avec moins de force dans le cas de Syriza cependant). Adhérer à une démarche partisane induit pour les enquêtés de légitimer un ensemble de choix tant personnels que collectifs pour prouver à l'auditeur la nature résolument nouvelle des formes de militantisme adoptées. Mais au-delà de la production discursive justifiant un engagement partisan souvent décrié auparavant, nous assistons à une formalisation de l'engagement dans les structures étudiées.

c) De la spontanéité à la formalisation de l'engagement

La généralisation d'un engagement « à la carte » s'adaptant aux contraintes horaires individuelles (adaptation nécessaire au regard de la diversité sociologique et de la « multipositionnalité » militante du panel étudié) conduit à masquer une évolution subtile mais consistante des formes prises par l'engagement dans un parti s'institutionnalisant. C'est du moins ce que tend à montrer l'étude comparée des témoignages recueillis et des résultats de l'observation participante. La structuration d'un parti implique un processus de rationalisation générale de l'activité perceptible dans les descriptions faites des modes d'engagement.

Syriza est chronologiquement le premier parti à connaître ce processus. Bien que portant sur une période désormais révolue, les témoignages des militants évoquant la formalisation de leur engagement au cours de la structuration du parti tendent à opposer l'intégration dans les mouvements sociaux à l'électoralisme. La primauté des périodes électorales dans l'activité des militants (et des enjeux de pouvoir y étant liés) est présentée comme une conséquence néfaste mais nécessaire de l'évolution du parti. Le jugement critique de militants historiques tels que Prodromos s'appuie sur la connaissance des échecs postérieurs de Syriza une fois arrivé au gouvernement :

« *Ce que j'aimais, à Syriza […] c'était les grandes manifestations contre les problèmes environnementaux, comme à Akelos et ailleurs. Les manifestations en*

défense des espaces libres et des acquis communs à Athènes. J'aimais bien ce genre d'activités avec le « centre » de Syriza. Mais pas le travail fait au niveau local, à Nea Ionia, qui était concentré sur les élections. […] Faire campagne et tout. Je n'aimais vraiment pas ça, parce que j'y participais, mais j'avais une mauvaise impression concernant notre engagement, quand on passait tant d'heures sur ce genre de chose, alors qu'à d'autres périodes, hors des élections, on ne faisait rien par rapport à la société. »[482]

L'impossibilité pour Podemos d'arriver au pouvoir ou de remplacer le PSOE durant sa première année d'existence conduit le parti espagnol à adopter une stratégie d'implantation de long terme. Si les objectifs du parti apparaissent flous pour certains militants, ce processus de formalisation d'un engagement partisan est cependant assimilé. Il est ainsi décrit par Conchi, militante du cercle de Sant Andreu engagée auparavant dans divers mouvements sociaux (15M, PAH) et dans l'humanitaire (via la Banque alimentaire), et critique des partis traditionnels :

« *Dans le parti c'est un peu au jour le jour qu'on construit. Oh oui, nous avons réalisé beaucoup de choses, mais on n'a que deux ans et demi, pas plus. Eh bien, je n'ai pas fixé d'objectifs. Autrement dit, je fais le travail, si quelque chose ne me plait pas je le dis, si ça me plait aussi, et voilà. Je travaille à la volée, avant j'aurais pu dire mon objectif est de gagner, mais nous n'avons pas gagné. Donc, pour l'instant l'objectif est de continuer à se battre et bon de toute façon je vois une différence pour moi parce que j'avais l'habitude d'être dans la rue. Au sens de revendiquer, je veux dire. Maintenant, je ne le fais pas comme un mouvement, mais comme une personne qui est dans un parti politique, mon implication dans Podemos va être plus grande, pour pouvoir réclamer des droits d'une manière ou d'une autre, mais je n'ai pas d'objectif, l'objectif on peut l'avoir quand on y voit clair.* »[483]

[482] Athènes – Entretien n°15

[483] Barcelone – Entretien n°22

Le manque d'expérience partisane d'une partie de la base militante de Podemos en Catalogne constitue un défi conséquent pour ses responsables locaux. Il s'agit à la fois d'une force encourageante prouvant la capacité d'attraction du parti dans des catégories de la population jusque-là rétives à l'engagement partisan, parfois issues du 15M, et d'un poids ralentissant l'évolution du parti, sa direction devant composer avec le niveau de connaissances politiques très hétéroclite de la base. La formalisation de l'engagement de personnes issues des mouvements sociaux conduit alors à une désidéologisation des débats internes au profit d'un apprentissage des modes de fonctionnement eux-mêmes.

La production d'une identité partisane nouvelle capable d'être intégrée symboliquement par l'ensemble des membres est ici cruciale. En effet, « *noms et symboles partisans sont tout d'abord producteurs d'identité pour les collectifs nouvellement constitués. […] La clôture de cette frontière identitaire s'opère sur la base d'une mobilisation de référents (symboliques, axiologiques, historiques) qui doivent faire sens pour la communauté partisane, et notamment pour les membres issus des groupes préconstitués, qui restent les plus exposés à d'éventuelles perturbations identitaires dans la transition partisane* » (Aït-Aoudia, Dézé, 2011, pp.643-644). Le témoignage d'Alejandro, responsable local du parti, est confirmé par l'observation participante du fonctionnement des réunions du cercle du Clot où militent pourtant de nombreux vétérans de la politique espagnole :

« *Le côté positif c'est que c'est des citoyens normaux, qui se sont engagés, qui ont pris beaucoup de temps, qui pour la première fois se sont engagés politiquement, ils se sont vus appelés pour participer à une chose politique. Mais le mauvais c'est que pour la même raison ce sont des personnes très dépolitisées, qui n'ont pas de formation politique, donc tous les débats vont être très focalisés sur comment on fait, comment on prend les prochaines décisions, et pas sur la décision en soit. […] Les personnes qui sont militantes dans Podemos, ce sont des personnes qui n'ont pas d'organicité. En réalité ils ne savent pas comment faire pour que leur voix soit écoutée. Ils ne savent pas. Y a pas une connaissance de savoir comment ta voix, à*

travers les dispositifs qui existent, puisse arriver. »[484]

Lors des réunions hebdomadaires du cercle du Clot, la vocation de Podemos à régénérer la démocratie par en bas se traduit principalement par une attention particulière portée sur les procédures décisionnelles. Celles-ci, particulièrement longues, tendent à occuper un espace considérable dans les réunions, augmentant le coût de l'engagement pour des personnes bénéficiant de peu de temps libre tout en complexifiant le fonctionnement routinier de l'organisation. Ce travail sur les modes de prise de décision s'opère également au détriment des formations collectives comme de la prise en main des réunions par des primo-militants, rebutés par la complexité du processus dont ils témoignent à la sortie des réunions – leur silence durant celles-ci confirmant leur position relativement marginale.

- Journal de terrain, 12 décembre 2016

Les exigences résultant de la formalisation de l'engagement dans une structure espérant se maintenir sur la durée produisent perplexité ou déception chez certains militants attirés par la dynamique d'une campagne électorale. Perçues dans le témoignage des militants grecs et espagnols, nous retrouvons ces préoccupations parmi leurs homologues français. L'évolution que connaît la FI ne va ainsi pas de soi selon Eric :

« *J'attends de voir ce que va donner la Convention. Et voir quelle forme ils vont trouver en termes de mouvement, parce qu'on a rencontré beaucoup de gens qui étaient intéressés par le fait que ce soit justement plutôt un mouvement. Ils étaient en recherche de plus de démocratie au niveau des partis. Là, on ne sait pas trop ce que ça va donner, donc on va voir.* »[485]

Ces témoignages illustrent une tendance identifiée dans le panel d'entretiens et

[484] Barcelone – Entretien n°1

[485] Montpellier – Entretien n°11

corroborée au cours de l'observation participante, où se dévoilent les difficultés que connaissent des partis contestataires à transformer les pratiques de leur base (que ces pratiques soient issues de mouvements sociaux au cadre plus lâche ou de séquences politiques exceptionnelles telles que les campagnes électorales et référendaires). Cette transformation a pour but de mettre en ordre de bataille les partis en routinisant et rationnalisant l'activité quotidienne au nom de la poursuite d'objectifs atteignables à long terme. Cette formalisation de l'engagement produit des effets différenciés chez les militants, non pas en fonction de leur situation nationale, mais plus certainement au regard de leur carrière partisane personnelle.

Reconstruire les carrières partisanes des militants de partis contestataires s'institutionnalisant nous permet de constater leur diversité. Des origines de l'engagement militant à la découverte de la politique, de l'apprentissage des modalités de l'action collective aux évolutions parfois contraintes des pratiques dans le cadre d'un parti, apparaissent divers rapports aux politiques témoignant des effets apparemment contradictoires de l'institutionnalisation de ces partis. Scruter les trajectoires individuelles et plus particulièrement la construction des carrières partisanes autour du partage des rétributions nous invite à identifier les enjeux de ce processus collectif complexe pour comprendre les directions divergentes prises par des militants pouvant à l'origine provenir de milieux sociaux semblables, et décrire des motivations comparables à leur engagement.

« *Le mouvement des indignés promettait de changer la politique, Podemos, comme son nom l'indique, se contente de promettre le pouvoir* » (Branco, 2014, p.122).

Chapitre IV - Confrontation au pouvoir et restructuration partisane

Réduite à son expression la plus synthétique, la caractéristique unissant Podemos, Syriza et la France insoumise est la volonté de transformer en profondeur la société par l'accession au pouvoir local, municipal, européen, voire international via le développement de liens de solidarité entre partis partageant une commune stratégie politique.

Accéder au pouvoir par les élections n'est pourtant pas l'aboutissement de cette stratégie de transformation sociale. Il ne s'agit que d'un commencement, confrontant les partis étudiés à de nouveaux défis. Toutefois, gouverner n'est pas une mince affaire pour des partis contestataires : ceux-ci brillent particulièrement dans l'opposition, lors des mobilisations sociales d'ampleur. Les modalités de l'exercice du pouvoir remettent profondément en question la nature contestataire de telles forces politiques en les obligeant à se réinventer – au risque de perdre leur identité originelle, comme en témoignent les militants désemparés par ces changements[486].

Le processus d'institutionnalisation provoque ainsi d'importantes transformations parmi les membres de ces partis dont les effets différenciés peuvent être constatés par le biais de l'analyse des carrières partisanes. L'accession au pouvoir correspond alors à un « tamis » opérant un tri parmi les militants en fonction des nouvelles opportunités et des nouveaux besoins des structures partisanes. Ce tri devient visible par les mouvements qu'il imprime aux carrières partisanes, produisant des effets aussi différents que l'accession à des fonctions électives de premier plan, ou de brusques ruptures parfois traumatiques.

[486] Ce processus rappelle l'institutionnalisation des partis socialistes historiques (Portelli, 1984).

Parcours et attentes

Couplée aux résultats des entretiens menés, l'observation participante révèle une corrélation attendue entre les attentes exprimées par les militants et leur propre parcours politique. Les primo-militants adhérant au cours de moments de réenchantement collectif tels que les campagnes électorales majeures ou les mouvements sociaux d'ampleur tendent à donner à leur engagement des objectifs bien plus ambitieux que les vétérans passés par diverses structures. Des valeurs morales exigeantes (la transparence, la probité, l'humilité) sont mobilisées par les deux catégories d'enquêtés pour exprimer leur souhait de transformer la société pour la rendre plus juste, conformément à ces valeurs élevées ; mais cette transformation est perçue différemment en fonction des références propres à chaque acteur. Les vétérans se satisfont d'évolutions limitées telles qu'une légère progression électorale ou la mise en place d'une nouvelle structure locale, considérées comme des victoires significatives au regard de leur expérience passée. Les primo-militants, quant à eux, interprètent plus volontiers les mêmes avancées comme des détails insignifiants, voire comme une dangereuse stagnation sur la voie d'une révolution citoyenne imminente. La cohabitation de mémoires militantes différentes nourrit une divergence de regards portés sur les phénomènes politiques auxquels se confrontent ces partis.

A) L'arrivée au pouvoir, malédiction de la politique contestataire

Comment transformer en profondeur une société et ses institutions sans être soi-même transformé par ces institutions ? Tel est l'enjeu de l'arrivée au pouvoir des partis contestataires. Par arrivée au pouvoir, nous entendons l'accession à des postes électifs allant de mandats locaux et municipaux à la formation d'un gouvernement national, en passant par la conquête de postes parlementaires. L'exercice du pouvoir s'observe en effet à toutes les échelles de la société, produisant des résultats certes

moins spectaculaires quand ces responsabilités sont moindres, mais conduisant toujours à une évolution de la situation (situation sociale individuelle des élus, situation politique de la structure dont ils se réclament) produisant des effets observables. Ceux-ci nous conduisent à évoquer le délitement de la dynamique contestataire ayant animé jusque-là ces partis au profit de nouvelles pratiques politiques.

1 - « Sans le pouvoir, tout est illusion »

Le combat électoral est le principal terrain d'investissement des partis contestataires étudiés qui y consacrent la grande majorité de leurs ressources. Leurs succès comme leurs échecs produisent des effets de « crue et décrue » marquant profondément les militants dont les témoignages illustrent l'importance des séquences électorales. En rythmant intensément la vie et la progression de ces structures partisanes, l'enchainement des différents scrutins produit un ensemble de périodes renouvelant les conditions de l'engagement, la stratégie populiste des partis contestataires devant s'adapter aux aléas électoraux.

Confronter les attentes très diverses exprimées par des militants – changer la vie dans son ensemble, obtenir des réformes limitées ou encore ouvrir la voie à une séquence révolutionnaire – aux réalités de l'accession au pouvoir permet d'identifier les décalages parfois attendus, parfois surprenants entre les objectifs d'un engagement politique et les résultats réellement obtenus (ou du moins, perçus comme tels).

a) Les dynamiques électorales dans l'engagement militant : « crue et décrue » en termes de soutien électoral

La focalisation stratégique des partis contestataires de gauche radicale sur le champ électoral produit des effets observables à une échelle macrosociologique, notamment du point de vue de la sociologie électorale (Fernandez-Albertos, 2015 ;

Delwit, 2016 ; Fourquet, 2017). Ce trait tend à les rapprocher structurellement des forces occupant déjà le champ parlementaire et dont ces partis se proposent justement de contester la domination. Les succès électoraux rencontrés ont permis de propulser des partis tels que Syriza, Podemos puis la France insoumise au centre de la vie politique de leurs pays respectifs en des temps record. Les effets contrastés d'une progression aussi rapide sur les appareils partisans sont cependant souvent laissés de côté. Là où un parti tel que Syriza s'est doté de structures de rémanence héritées de l'extrême gauche, capables d'assurer sa survie sinon sa pérennité lors de « traversées du désert », les succès rencontrés à partir de 2012 provoquent la croissance de cette structure jusque-là habituée à un rôle de second plan dans l'opposition grecque. La construction de Podemos puis de la FI comme machines de guerre électorales fondées sur des comités locaux entretenant, comme nous l'avons vu, des liens distants avec une direction très centralisée constituent un modèle plus adapté aux succès électoraux, mais fragile lors des périodes de « décrue », comme l'a montré l'échec du *sorpasso* pour Podemos. La députée au parlement catalan Jessica Albiach défend ainsi des choix organisationnels se faisant au détriment de la démocratie interne – une justification rappelant la « centralisation démocratique » des partis communistes traditionnels :

« *D'un côté il y a cette voie lente de créer de l'hégémonie, un travail de plusieurs années, d'intégrer de la pédagogie dans la citoyenneté, et c'est un processus long… Et de l'autre côté il y a une machine de guerre électorale. Je crois que pour cela il fallait ne pas toujours être démocratiques, et dans ce sens on a un avantage sur les autres partis par rapport à la démocratie interne, mais c'est sûr que les premiers statuts qui sont sortis du premier Vistalegre, eh bien le modèle n'était pas hyper démocratique… Au niveau interne après ces deux ans on peut tendre vers une décentralisation et vers une plus grande démocratie interne.* »[487]

[487] Barcelone – Entretien n°17

Nul mieux que les militants de ces partis n'expriment les immenses espoirs suscités par les premiers signes d'une possible accession au pouvoir, tout comme les profondes déceptions lorsque celui-ci ne se produit pas, ou sous des formes inattendues. Les périodes électorales sont très souvent vécues comme les moments les plus marquants de l'engagement, en positif comme en négatif. Il ne s'agit pas là d'une spécificité de la gauche radicale : les scrutins correspondent, dans l'engagement, à des moments marquants pour les militants de partis parlementaires (Portelli, 1984 ; De Maupeou, 2011). Mais cette dimension est particulièrement marquée parmi les personnes issues de l'extrême gauche, ayant intériorisé une « culture de la défaite » les reléguant au rang d'éternels opposants condamnés à la marginalité. La possibilité d'une victoire significative est alors perçue comme irréelle, brisant en quelque sorte la malédiction de l'impuissance à transformer la société, comme l'exprime Paolo :

« *Quand j'ai commencé à être actif politiquement, avant la crise, avant le début de la crise, on subissait le contrecoup, « le capitalisme est le seul système, il n'y aura plus de crise, c'est la fin de l'Histoire, blabla ». Donc c'était vraiment dur d'être un marxiste, tu devais aller contre le courant et la gauche était toujours, tu sais… Mais maintenant c'est différent, c'est plus ou moins évident pour tout le monde que le capitalisme ne fonctionne pas et de plus en plus de jeunes cherchent des réponses. Donc je pense que la gauche doit comprendre qu'on peut gagner !* »[488]

Pablo Iglesias explique dans un article écrit pour la New Left Review au printemps 2015 que "*face à la situation politique sans précèdent créée par la crise de la zone Euro, notre point de départ a été de reconnaître la défaite de la gauche du vingtième siècle* » (Iglesias, 2015, p.1). Podemos se construit autour d'un postulat : les formes prises par la gauche révolutionnaire sont dépassées, celles prises par la gauche réformiste ont abouti à un abandon du projet de transformation sociale, et se revendiquer ouvertement de la gauche radicale consiste à se restreindre tout en se

[488] Barcelone – Entretien n°14

plaçant sur un champ discursif favorable à l'adversaire. Il importe donc d'adopter une stratégie de gauche radicale refusant cette catégorisation et renouvelant sa présentation en promouvant des étiquettes plus neutres, liées à la citoyenneté et aux mouvements sociaux.

Les victoires électorales, remportées dès la première année d'existence du parti, semblent confirmer cette orientation initiale. La conjoncture européenne est également favorable, ces succès faisant écho aux progrès de Syriza qui obtient ses meilleurs résultats dans les sondages au printemps 2014. Les victoires électorales de cette période – et, plus tard, la percée de la France insoumise – alimentent les souvenirs positifs des militants en forgeant leur croyance dans une victoire prochaine. De tels souvenirs sont mobilisés pour répondre aux questions demandant aux enquêtés d'identifier les moments de leur engagement les ayant marqués en positif, considérés comme des victoires et des sources de fierté par Dario :

« *La première élection, c'était en décembre de l'an passé. La première fois. Avec un peu de chance on aura le même nombre de sièges la prochaine fois. Ce qui est incroyable, en seulement deux ans ! […] C'est une nouvelle façon de faire de la politique. Et j'aime ça. C'est la raison pour laquelle je pense que c'est historique. Je ne sais pas ce qui se passera dans le futur, mais maintenant, c'est okay.* »[489]

Son camarade José Manuel abonde dans ce sens :

« *Depuis que je suis à Podemos et à Barcelona en Comu, le succès c'était quand on a réussi à donner la mairie à Ada Colau. Ça c'est le moment le plus important, sans aucun doute, rien ne laissait présager qu'elle allait gagner, je veux dire les statistiques dans les journaux, les télés, tout le monde pensait qu'elle allait perdre avec perte et fracas. C'est pour moi le plus important moment dans ce mouvement social pour changer le pays.* »[490]

[489] Barcelone – Entretien n°2

[490] Barcelone – Entretien n°15

Ces périodes marquantes, incluant une campagne menée tambour battant, culminant dans un moment paroxystique le soir de l'annonce des résultats, restent gravées dans les mémoires, témoignant de l'importance de ces repères, confirmant un engagement quotidien de longue durée souvent ingrat – ou, du moins, moins exaltant. Ainsi, les militants grecs tels que Stella rappellent quasi-systématiquement les circonstances ayant entouré la période de l'accession au pouvoir de Syriza puis du référendum :

« *La nuit du référendum, sur la place Syntagma, c'était quelque chose d'incroyable. Je pourrais te dire que c'était aussi le cas quand Syriza est arrivé au pouvoir, pendant les élections de 2015, mais ce n'est pas vrai, parce que j'étais heureuse à ce moment, je les soutenais, j'étais déjà membre de Syriza, mais non. C'était le référendum. Parce que comme je t'ai dit il y avait un gros enjeu, c'était une guerre de classe, c'était épique.* »[491]

Prodromos convoque des souvenirs personnels précis de ce moment marquant :

« *On faisait une fête, vers Kyfissia, dans un endroit très beau. Il y avait des membres de l'AKOA, de Syriza et tout ça, mais je ne me rappelle plus qui organisait cette fête. Tout d'un coup, la musique s'est arrêtée et on a entendu Tsipras annoncer le Référendum à la télé. Et bon, c'était un des moments très importants durant ces onze années, l'annonce du Référendum c'était l'un des plus importants.* »[492]

Notons à ce sujet qu'il n'est pas possible d'établir une corrélation entre la structuration idéologique des militants et leur capacité à minimiser l'impact personnel d'une défaite politique. Les militants bénéficiant d'une riche expérience personnelle ou transmise au sein de structures d'extrême gauche par les générations les ayant précédés ont intériorisés la « culture de la défaite » dont il était question auparavant.

[491] Athènes – Entretien n°6

[492] Athènes – Entretien n°15

Ils tendent ainsi à porter sur leur propre action un regard désabusé refusant toute illusion quant aux perspectives de victoire. Cependant, leur grammaire politique se retrouve bouleversée par une arrivée au pouvoir brouillant leurs repères : le contrecoup de défaites telles que l'abdication du gouvernement Tsipras suite au référendum de 2015 marque ces militants au même titre que leurs camarades plus récemment intégrés. Antonis Mavromatos, membre du KOE et de Syriza, exprime ainsi cette déception :

« *Une semaine avant l'annonce du Référendum, dans le KOE on était plutôt préparés à l'idée qu'Alexis Tsipras irait vers un compromis. Mais après ça, avec l'annonce du Référendum, ça a ouvert une petite fenêtre d'espoir. On s'est dit que peut être, avec de bons résultats, même lui changerait de positon, s'opposerait à l'UE, et que quelque chose de nouveau commencerait.* »[493]

L'ambivalence des regards portés sur un même évènement par différents militants nous éclaire sur les attentes et conceptions divergentes cohabitant au sein d'une même structure locale. Ainsi, Manon, jeune militante insoumise, décrit l'ambiance de la soirée de clôture du premier tour de l'élection présidentielle et les lectures différenciées du score de Jean-Luc Mélenchon selon l'expérience antérieure des personnes présentes :

« *Le jour des résultats, le 23 avril là, on avait organisé un repas pour attendre les résultats tous ensemble et tout ça. Et en fait ils avaient mis en place un peu une cellule psychologique avec les vieux militants pour consoler les jeunes, parce qu'on était tous effondrés quoi. Et eux ils étaient là depuis quarante ans, ils disaient « mais 19% c'est génial ! » et tout. Et nous on était là « c'est horrible, on n'est pas au deuxième tour ». […] Ils avaient jamais vécu ça, avec le PG ou avec le PC avant, ils avaient jamais vécu un tel score.* »[494]

[493] Athènes – Entretien n°11

[494] Montpellier – Entretien n°13

Les « vieux militants » évoqués gardent en mémoire les déceptions électorales passées leur servant de baromètre et se situent dans le « temps long » (Coquerel, 2012), là où les primo-militants espèrent une victoire à plus court terme. Le résultat du candidat insoumis à l'élection présidentielle, et particulièrement la percée électorale réalisée à Montpellier, sont cependant interprétés comme un signal positif par la majorité des militants, qui y voient la validation du travail épuisant fait en amont :

« *Comme j'étais absente de mars à avril, j'ai raté l'effervescence du premier tour, et du coup je me souviens avoir vu les résultats du premier tour à Tunis à l'époque, avec d'autres français. Et c'était émouvant quoi. J'ai quand même chialé suite au résultat, j'avoue.* »[495]

Présent sur place, Tristan complète le témoignage de Marie :

« *Les moments dont je suis le plus fier c'est l'élection présidentielle. On ne peut même pas imaginer, c'était fou. C'était fou parce que ça nous dépassait. On avait le sentiment d'avoir instauré quelque chose qui nous absorbait et nous surclassait. On s'est dit à partir de ce moment-là il y a un sentiment de jouissance intérieur qui est monstrueux. Au-delà du résultat dans les urnes.* »[496]

La progression des carrières militantes est ainsi déterminée par le calendrier électoral en vigueur. A tel point que les militants s'en retrouvent parfois prisonniers, tournant l'intégralité de leur temps, de leur énergie et de leurs moyens matériels vers ce but au détriment d'autres campagnes. Cette tension entre la volonté d'incarner un mouvement protéiforme collant au plus près aux mobilisations sociales locales et les impératifs des campagnes électorales tend à constituer un autre point de rupture avec les partis de l'extrême gauche européenne dont nous avons décrit l'importance dans la

[495] Montpellier – Entretien n°2

[496] Montpellier – Entretien n°14

socialisation politique de nombre de militants. Dans ces partis d'extrême gauche, les scrutins ne représentent qu'un terrain d'expression politique secondaire donnant une visibilité à ce qui constitue le cœur de l'action politique de ces partis : investissement dans les syndicats et les mouvements sociaux, formation idéologique des militants, campagnes d'agitation (Haegel, 2007)… Participer ou non aux élections, et, si oui, selon quelles modalités, constitue l'objet d'un débat permanent dont le résultat dépend de la stratégie d'un parti à un moment donné et des bénéfices objectifs qu'il espère retirer de ses choix. Au contraire, les partis contestataires que nous considérons comme appartenant au champ de la gauche radicale inscrivent dans leur stratégie la centralité du champ électoral – non seulement dans la perspective de la conquête au pouvoir, mais jusque dans leur structuration. Le débat animant ces partis n'est plus alors de savoir s'il est pertinent ou non de participer à un scrutin[497] mais sous quelles modalités.

Les jeux d'alliance visant à élargir leur assise électorale sont l'objet de luttes particulièrement intenses. La stratégie discursive de ces partis repose en effet sur l'idée de rupture avec les formations partisanes traditionnelles. Une alliance maladroite avec une formation issue du « vieux monde politique » saperait alors les fondements mêmes de leur raison d'être. Nous avons vu que Podemos a pourtant fait le choix à deux reprises de rechercher une alliance avec le parti d'extrême gauche IU, et que s'est posé pour ce parti la question d'une alliance temporaire avec le PSOE, faute de pouvoir dépasser dans les urnes le représentant historique de la gauche espagnole. Ce débat entre « pablistes » partisans de la stratégie du cavalier seul et « errejonistes » défendant une alliance limitée et temporaire est le résultat de l'incapacité de Podemos à porter un coup décisif au PSOE[498]. Cette impuissance

[497] Débat récurrent tant à l'extrême gauche (s'abstenir, participer pour profiter d'une tribune, boycotter, soutenir… ?) que dans les mouvements sociaux dont se réclament ces partis. Le réinvestissement du champ électoral fut ainsi une thématique récurrente des débats menés par les *Indignados* (Nez, 2015).

[498] Notons qu'au moment où ces entretiens sont menés, ces luttes internes restent limitées, certains militants les percevant comme une simple construction médiatique visant à nuire à l'intégrité du parti en profitant de sa transparence. L'opposition entre le secrétaire général et le porte-parole du groupe au Congrès s'intensifieront jusqu'au congrès de Vistalegre II se tenant en février 2017, qui voit la défaite des « errejonistes » : leur texte remporte 33% des voix, tandis que celui des *Anticapitalistas* (une

oblige alors les militants et dirigeants podémistes à se confronter à des choix imprévus et douloureux, les renvoyant aux luttes internes dont ils cherchaient justement à se détacher. Les situations d'entretien laissent transparaitre un réel malaise quant à l'évocation spontanée de ce clivage :

« *Je suis comme ça, je finis toujours par me rappeler cela pendant les débats, j'essaie de les faire redescendre du sujet politique, celui de « Tu es pabliste, moi errejoniste », dont on parle le plus. […] Je trouve que les deux sont très complémentaires, je ne leur pardonnerais pas si un jour ils nous mettaient dans la position de choisir entre les deux.* »[499]

Comme sa camarade Ana, Javi refuse de se positionner, tout en étudiant ce clivage :

« *Si tu me demandes « pabliste » ou « errejoniste », je te dis « podemiste ». Il est évident que nous sommes ici grâce à Pablo, Pablo Iglesias, lui il était l'image de Podemos au commencement, il a été le leader, c'est sûr. Quelle approche peut me plaire le plus ? Celle d'Iñigo ou celle de Pablo ? Je n'ose pas te le dire. Si nous l'analysons, peut-être que Pablo suit la ligne du début de Podemos et Errejon est plus expansionniste, plus pour capter plus de gens et plus pour être un parti qui puisse gouverner en Espagne. Bien sûr, moi avec ma façon de voir, je dois rester avec celle de Pablo parce que c'est ce que je pense. Mais en ce qui concerne l'utilité pour le pays, celle d'Iñigo serait probablement plus utile, plus en accord avec ce que demande le pays maintenant.* »[500]

Pour sortir de cette impasse politique, Podemos a rapidement déployé une stratégie inaugurée durant les élections municipales de mai 2015. La mise en place de listes

---

tendance radicale animée par les trotskistes de IA) en recueille 13%, et celui de Pablo Iglesias plus de 50,7%. Les cadres favorables à Iñigo Errejon dans la direction du parti sont alors marginalisés.

[499] Barcelone – Entretien n°23

[500] Barcelone – Entretien n°30

citoyennes soutenues par Podemos permet de générer une dynamique positive à plusieurs niveaux. Le parti élargit son audience en intégrant dans la gestion municipale diverses composantes issues des mouvements sociaux et de la société civile, légitimant ses prétentions à représenter un mouvement dépassant la forme partisane. Ces listes permettent de diluer les rares aspects clivant du programme de Podemos tout en attirant vers le parti de nouvelles recrues potentielles[501]. La mise en retrait du parti est cependant source de frustrations chez certains militants comme Fredy, exprimant le sentiment de réaliser le gros de l'effort pour que des figures médiatiques extérieures à Podemos en retirent les fruits :

« *Le message de Podemos est un message qui a une couverture nationale, qui est parvenu à l'Etat entier et aussi en Catalogne, et il y a une statistique qui dit que 70% des votes pour la candidature de En Comu ne sont ni pour Ada Colau ni pour Xavi Domènech, mais pour Podemos. Et c'est très important pour Podemos, et pour des questions stratégiques on veut le cacher, parce que Ada Colau, Xavi Domènech et tous ces gens ne veulent pas être à Podemos. Ils veulent juste lui donner moins de visibilité pour pouvoir contrôler et tout avoir en main.* »[502]

Jordi emploie des catégories marxistes pour appuyer une critique similaire :

« *Je vois qu'il y a peu de transversalité dans Barcelona en Comu, peu d'engagement pour le citoyen, ça me rappelle Machiavel : tout pour le peuple sans le peuple. Et je n'aime pas trop ça, je ne veux pas d'aristocratie d'aucun type, ni bourgeoise ni prolétaire.* »[503]

[501] Il s'agit du moins de la stratégie ayant conduit à ce choix. L'enquête de terrain n'a pas permis de démontrer un recrutement favorisé par la mise en place de ces listes citoyennes. Les militants ayant rejoint Podemos après l'élection d'Ada Colau à la mairie de Barcelone expliquaient leur engagement par des raisons propres au parti et indépendantes du contexte électoral local.

[502] Barcelone – Entretien n°16

[503] Barcelone – Entretien n°5

De telles critiques sont récurrentes et ont eu tendance à s'accentuer au fil de notre enquête de terrain, alors que les cercles locaux débattaient de la possible fusion locale de Podemos avec les autres forces constituant la coalition majoritaire ayant remporté la mairie de Barcelone (fusion devenue effective le 19 décembre 2016 avec le lancement d'une nouvelle formation, Catalunya en Comu). José Antonio va plus loin et affine son analyse pour évoquer la désertion des moyens humains dont souffrent les cadres locaux de Podemos « vampirisés » par la politique locale :

« *Barcelona en Comu, le problème qu'on a eu, c'est que c'est une organisation qui a réussi à atteindre le pouvoir, mais ça l'a décapitalisée, les gens efficaces qui y étaient sont maintenant à la Mairie. Ce qui s'est aussi passé pendant la transition. Alors on n'avait pas assez de force et on a vu… Ici dans le district, il y a des zones qui ont des associations très fortes, comme le Clot ou Poblenou, mais cette zone est ouvrière, donc associativement parlant c'est la plus désarticulée, comme Verneda, la Pau, el Besos… Et tous ces gens qu'on avait, travaillent pour le district. Maintenant on est un peu perdus.* »[504]

La formation de cadres compétents capables d'animer des groupes locaux, d'opérer le lien entre le parti et les associations ou mouvements revendicatifs, et de régénérer la direction politique constitue donc un enjeu crucial et un défi pour Podemos. La structure originelle du parti était prévue pour sélectionner et promouvoir des candidats susceptibles d'occuper les postes de responsabilité au niveau national dans le cadre d'une conquête du pouvoir parlementaire sérieusement envisagée. Cependant, le recentrage du parti au niveau des communautés autonomes et des villes pour s'ancrer dans la durée a eu pour effet de dilater les besoins en cadres. Les militants de base sont ainsi placés dans une situation ambivalente. La possibilité qui leur est donnée d'occuper des postes de responsabilité correspond au discours promu par leur parti mettant en avant la participation de citoyens « normaux » (le passif activiste de

[504] Barcelone – Entretien n°13

certains militants étant minimisé). Mais cet appel d'air génère des tensions dues aux différences de traitement, à la concurrence pour les postes et aux accidents dans la sélection des candidats. Ces tensions provoquent en retour un début de sentiment d'éloignement entre militants et responsables, qu'il appartient à ces derniers de combler : ainsi, l'observation des réunions du cercle du Clot donne à voir la participation d'une conseillère municipale de Podemos venant symboliquement reprendre sa place de simple militante durant ces moments clés de l'imaginaire podémiste.

Les interactions entre ces acteurs de la construction partisane et la place prépondérante de l'agenda électoral dans la dynamique de leur trajectoire politique propre nous poussent à considérer les effets de l'accès au pouvoir formel sur les structures de base de ces partis. Les militants ne bénéficiant pas de positions de pouvoir sont alors confrontés à une transfiguration de leur place dans la société : d'une position d'*outsiders* dans le champ politique, ils sont progressivement propulsés à une place de gestionnaires les amenant à reconsidérer leur rôle comme leurs activités.

b) Les partis contestataires face au pouvoir formel : attentes et réalités

Qu'il soit question de financement du parti, de poids des membres sur les décisions collectives ou de place dans la société, le rôle d'un militant d'une structure occupant le pouvoir diffère profondément de celui de ses semblables actifs dans des partis tentant de conquérir ce pouvoir. Les aléas des partis de gouvernement relégués à un rôle d'opposition sont bien documentés, notamment en ce qui concerne le Parti socialiste dans le cas français (Kergoat, 1997 ; Mabille, 2005)[505]. Ces partis

[505] L'observation participante a également permis de confirmer un phénomène déjà observé à plusieurs reprises : la pression exercée sur les militants d'un parti au pouvoir est particulièrement forte, ceux-ci se retrouvant tenus pour responsables des décisions de leur parti. C'est notamment le cas des militants socialistes durant le quinquennat Hollande.

connaissent un important renouvellement de leurs adhérents selon la position qu'ils occupent, recrutant massivement dans les phases ascendantes pour perdre des militants lors du reflux électoral. Les dirigeants eux-mêmes tendent à promouvoir un engagement distancié sensé répondre à la crise du militantisme (Lefebvre, 2013).

Les partis s'inscrivant dans la tradition de la gauche radicale diffèrent cependant de ce modèle et se retrouvent confrontées à d'autres défis. Leur prétention à incarner une fonction tribunitienne à travers leurs élus[506], leur mise en avant de la figure du citoyen opposée au politicien professionnel, enfin leur stratégie visant à peser au-delà de leur poids électoral réel à travers une mobilisation permanente de leurs soutiens, offrent une place prépondérante aux militants de base ne pouvant être cantonnés au rôle de simples porteurs de tracts électoraux.

Les effets de l'accession au pouvoir des trois partis concernés par notre enquête ne peuvent cependant être comparés qu'en tenant compte des circonstances particulières les façonnant. La conquête de postes de députés par la France insoumise semble ainsi bien éloignée du choc produit par la première année Syriza au gouvernement grec. Nous ne considérons pas cependant que ces expériences doivent être mises en oppositions. Au contraire, elles représentent différentes graduations d'un phénomène orienté par une semblable stratégie. Pour filer l'exemple cité, rien n'indique que l'hypothétique accession au pouvoir de la France insoumise entrainerait les mêmes conséquences que pour son homologue grec. Le poids du PIB français dans l'économie européenne (et dans une moindre mesure, du PIB espagnol) est utilisé par les partisans de la FI comme argument permettant d'écarter un scénario catastrophe « à la grec », la Grèce bénéficiant d'une capacité de négociation bien plus limitée de par sa position périphérique dans l'économie européenne. Mais si la FI n'est pas assurée de connaître un destin semblable à celui de Podemos, et que ce dernier ne marche pas dans les pas de Syriza – chaque parti réinventant et redéployant sa stratégie en fonction des expériences contemporaines positives comme négatives vécues par ses partenaires – nous pouvons inverser la réflexion. Syriza a subi des

[506] La stratégie de ces partis étant fondée sur une conception de l'élection comme continuité institutionnelle logique d'autres mobilisations, en particulier des mouvements sociaux progressistes.

évolutions structurelles lors de ses premières percées électorales rappelant les transformations touchant par la suite les deux autres partis (Ovenden, 2015) ; de même, les mécanismes de démocratie interne et de sélection des candidats mis en place par Podemos ont inspiré ceux de la FI[507]. Les problématiques rencontrées par l'un de ces partis à une étape de son développement sont ensuite abordées et résolues à leur tour par d'autres partis se développant à la même période.

L'exemple le plus marquant et le plus décisif des difficultés auxquelles se confrontent des partis contestataires atteignant le pouvoir d'Etat en Europe du Sud reste le référendum grec de 2015. Ce moment charnière constitue à bien des égards l'acmé de la popularité de Syriza et de la capacité du parti à mobiliser pour transformer la société grecque, précédant immédiatement le début d'une chute vertigineuse – tant en termes d'effectifs que de soutien électoral et de capital symbolique international. Ce moment paroxystique agit comme un puissant révélateur des contradictions programmatiques limitant la stratégie « populiste de gauche » déployée. Si il a fait l'objet d'une abondante littérature scientifique (Pentaraki, Speake, 2015 ; Mudde, 2017) et d'un traitement politique et médiatique encore plus important, nous considérons que les militants ayant vécu cette séquence historique de l'intérieur nous donnent un ensemble de témoignages vivants extrêmement utiles pour comprendre la nature des évènements ayant précipité la transfiguration de Syriza. Ces nombreux militants ayant quitté Syriza ou étant dans un processus de désengagement décrivent un immense espoir suivi d'une vive désillusion provoquant un choc traumatique entrainant des départs massifs, notamment dans la jeunesse du parti :

« *Pour quitter un parti politique, c'est quand tu vois que sa raison, son but initial ont tellement changé, et que les moyens politiques qu'utilise ce parti sont très mauvais et oppriment le peuple. Le peuple qui les soutenait deux ans avant. Donc voilà aussi*

[507] La FI développe une plateforme dématérialisée permettant d'organiser localement la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon (les sympathisants étant mis en relation via cette plateforme, les personnes proposant le plus d'actions étant rétribuées par des bons d'achat de matériel de campagne), puis met en place des « primaires citoyennes » ouvertes lors des élections législatives de 2017.

pourquoi je l'ai quitté ; je faisais partie du départ de masse. Genre, à un certain point après le référendum, en juillet 2015, la plupart de la jeunesse de Syriza l'a quitté, en écrivant un texte expliquant pourquoi on partait. Et on est parti. »[508]

Yannis résume par une formule choc le constat amère de sa camarade Stella :

« *Ne pas être fou et déprimé maintenant est quelque chose dont je suis fier.* »[509]

Sotiris identifie à posteriori le résultat du référendum de 2015 comme étant l'aspect visible d'un processus de fond ayant touché le parti dès 2012 :

« *Le plus grand changement je pense que c'est pendant 2012 et 2015 en fait. […] Si on peut trouver un moment de transition, un tournant, c'est plutôt en 2013 dans les congrès de cette période. C'est la décision du bureau politique, ou du cercle près du Premier ministre [Alexis Tsipras], de vraiment prendre le pouvoir, prendre le gouvernement. C'était le moment de rupture je pense. A ce moment, ceux étant le plus à gauche dans le parti restaient pour sauver quelque chose, si c'était possible. C'était fatiguant, tu trouves que ça change, ce n'est pas la même chose vraiment, et tu sais que ça va s'arrêter pour toi. Tu le sais, mais tu restes jusqu'au moment où tu ne… Où tu ne peux pas rester plus.* »[510]

Lamprini Rori décrit cette fuite en avant du gouvernement Tsipras, insistant sur la discipline partisane ayant permis la réalisation de ce tournant inattendu : « *L'impressionnante discipline parlementaire des cadres de Syriza lors du vote des rudes mesures d'austérité, sans qu'ils défendent pour autant ces politiques dans la sphère publique – ce qui signifierait le glissement idéologique du parti – marque l'entrée de Syriza dans une phase où le maintien au pouvoir semble être un objectif en*

[508] Athènes – Entretien n°6

[509] Athènes – Entretien n°1

[510] Athènes – Entretien n°8

soi. Même s'il est encore prématuré de présumer avec certitude de la stabilisation de la physionomie politique du parti, le passage rapide d'un discours radicalement anti-mémorandum à l'application de politiques d'austérité radicale constitue une transformation marquante d'un parti par le pouvoir. » Ici apparaît l'aspect le plus marquant de l'institutionnalisation du parti. Comment réorganise-t-il alors son économie interne pour survivre à court terme ? Il poursuit : *« Afin de compenser le coût politique de cette impressionnante dé-radicalisation, Syriza consume les possibilités de redistribution de l'État qui lui sont encore offertes et attise le favoritisme envers ses réseaux clientélistes tandis qu'il tient un discours accusateur vis-à-vis de ses adversaires politiques et des médias, encadré d'une rhétorique anti-corruption.* » (Rori, 2016, pp.107-108)

Syriza ayant constitué le premier exemple de percée réussie d'un parti de gauche radicale dans l'Union européenne, son succès est applaudi et instrumentalisé par des forces politiques s'inspirant de cette expérience dans d'autres pays. Cette stratégie de promotion répond à la fois aux valeurs de solidarité transfrontalière héritées d'une tradition internationaliste, et aux besoins de prouver la validité de la stratégie de la gauche radicale par des exemples concrets. Conséquence de cette stratégie, les réorientations du gouvernement grec suite au référendum ont donc non seulement des effets profonds sur la gauche grecque, mais également sur ses soutiens internationaux. Clément, alors militant du PG à Montpellier, rappelle l'investissement des partisans de Mélenchon dans la solidarité avec « le peuple grec » :

« *Je m'étais investi dans un collectif de soutien au peuple grec en 2014-2015 sur Montpellier. Où j'ai rencontré d'autres personnes qui ont milité à la France insoumise, avec lesquelles j'ai milité par la suite. […] C'était en deux phases, il y a d'abord eu la phase de soutien à Syriza, ensuite il y a eu la phase de débats « que fait Syriza ? On soutient, on soutient pas ? » où on essayait de comprendre. Ensuite il y a eu la phase de deuil suite à l'échec, à la capitulation de Tsipras en juillet 2015. On a appris ça, on était tous au fond du trou. Moi en particulier, c'était juste après le congrès du Parti de gauche. Après le congrès, c'était le jour du référendum où le*

peuple a voté non, et on avait fait une sorte de manif improvisée place de la République je crois, avec Mélenchon qui avait pris la parole sans micro, enfin c'était n'importe quoi. »[511]

Les militants français proposent une double lecture de l'expérience gouvernementale de Syriza. Il s'agit dans un premier temps d'un exemple universalisable – au moins à l'échelle européenne -, et dans un second temps post-référendaire d'un cas à part, dont la portée est minimisée, les échecs du gouvernement Tsipras étant expliqués par le faible poids de l'économie grecque dans la zone euro. Cette double lecture faisant de l'expérience grecque une expérience politique généralisable puis singulière correspond naturellement aux impératifs politiques de la construction d'une gauche radicale en France capable d'intégrer la stratégie gagnante de Syriza tout en se donnant les moyens de dépasser ses limites. Parmi les militants, les témoignages recueillis indiquent la profondeur de la déception provoquée par la séquence politique post-référendaire. Mais le discours attribuant la soumission du gouvernement Tsipras aux politiques d'austérité à un particularisme grec semble bien intériorisé par les militants. L'incapacité de ce parti-frère à appliquer son programme n'a pas constitué un tournant dans les carrières militantes que nous avons pu reconstruire. Les campagnes de solidarité menées plus tôt ont correspondu chronologiquement aux prémices de la genèse de la FI (Gales, 2015) et ont, dans ce cadre, permis le rapprochement de militants qui ont ensuite poursuivi leur engagement dans le nouveau parti, comme en témoigne Clément.

De manière contre-intuitive, la perception de l'expérience grecque par les militants de Podemos diffère nettement de la vision de leurs camarades français[512]. Les militants

[511] Montpellier – Entretien n°6

[512] En retour, les militants grecs comme Prodoromos expriment des doutes quant à la capacité de Podemos à appliquer son programme, doutes nourris de leur propre expérience : « *Je pense qu'il y a deux forces en lutte à l'intérieur de Podemos : l'une autour de la direction de Pablo Iglesias, et l'autre, plus à gauche selon moi. Peut-être qu'après le mauvais exemple qu'a été Syriza, s'ils affrontent les mêmes problèmes et repensent leur stratégie, peut-être qu'aujourd'hui ils sont plus sages.* » - Athènes – Entretien n°15

barcelonais interrogés expriment un panel de positions allant des critiques amicales à l'admiration, la réaction la plus fréquente étant un intérêt désabusé pouvant être résumé par la formule « ils ont fait de leur mieux ». Ainsi Javi, jeune militant podémiste, considère la politique du gouvernement Tsipras sous un jour désabusé mais compatissant :

« *Je crois que Syriza a fait les choses très bien. Au début avec toute l'histoire de la Troïka qui imposait de payer toute la dette, je crois que Syriza a bien fait les choses. Comme quand il a proposé le référendum pour demander... L'Europe nous impose ça. On l'accepte ou on l'accepte pas ? […] Je crois que Zapatero a fait une erreur. Il aurait dû convoquer un référendum pour demander au peuple si nous acceptions ce que l'Europe nous imposait. Je crois que Syriza a bien fait, en ce qui concerne être en accord avec tes idées, avec ce que tu dis, de demander au peuple. Après, évidemment, la réalité est ce qu'elle est. Ceux qui gouvernent, gouvernent.* »[513]

Comment expliquer ce pragmatisme contrastant avec la vision plus idéaliste des militants insoumis ? La confrontation à l'exercice du pouvoir constitue une expérience marquante dans l'engagement des militants de Podemos rencontrés. Cette expérience tend à modifier leurs attentes vis-à-vis de la politique, influençant en retour les modalités de leur propre engagement pour les réadapter à ces nouvelles attentes.

Il ne s'agit pas simplement d'un processus de désenchantement conduisant au cynisme, à la perte des illusions : l'expérience du pouvoir conduit à une appréhension plus précise des enjeux politiques (notamment au niveau du quartier, du district, de la ville et de la Communauté autonome dans le cas des militants barcelonais), à une compréhension plus fine de la complexité des rouages du pouvoir, des mécanismes de rétribution, des nécessités de professionnalisation pour faire face aux défis techniques du gouvernement… Cet apprentissage ne peut donc se résumer à un réajustement

[513] Barcelone – Entretien n°30

« par le bas » des attentes de militants souhaitant transformer la société.

Eva Campos, élue au conseil de district de Sant Marti, illustre ces transformations en confrontant les impératifs de son travail aux attentes des militants espérant des changements rapides. Si son récit insiste sur la prise en compte de la parole des citoyens, la mise en place de projets d'aménagement urbain écologiques ou la transparence renforcée dans l'action publique, certains éléments permettent de saisir le décalage existant (et croissant) entre son point de vue interne à l'institution, petit à petit intériorisé de par sa position, et le point de vue plus ambivalent de militants à mi-chemin entre la persistance d'une mobilisation contestataire et la participation aux institutions :

« *Il est vrai que les institutions ont un mot qui est vrai et que je déteste, c'est la garantie, mais sans cette garantie les choses se feraient de la même manière. C'est nécessaire qu'il y a ait des délais, pour mener à bien un projet d'affichage public par exemple, nous avons besoin de gens pour créer les arguments et ces arguments sont étudiés, réfutés ou acceptés, et ça prend du temps et ça fait que ton projet traine un peu, mais ça en vaut la peine parce que ça garantit au citoyen que le processus est correct bien que ça nous coûte d'admettre qu'on aimerait accélérer. Alors le citoyen a la perception que tout est lent, et nous les êtres humains on a cette manie de tout vouloir de manière immédiate. Si on n'a pas tout immédiatement, que notre projet ne se réalise pas, ben c'est je suis déçu, déprimé, j'ai une baisse de moral, et voilà, les gens s'écartent du militantisme ou de l'activisme.* »[514]

Pour résoudre cette contradiction entre les attentes élevées des militants avec qui elle partage durant les réunions hebdomadaires du cercle du Clot, et la lenteur de la politique institutionnelle, Eva Campos mobilise la notion peu marquée idéologiquement de pédagogie. Derrière cette notion apparaît une critique des médias conforme à la stratégie populiste de gauche de son parti permettant de transférer la

[514] Barcelone – Entretien n°10

responsabilité des frustrations collectives sur un acteur tierce :

« *Et du coup il y a un travail pédagogique aussi, de notre part, de montrer tout ce qu'on fait et quels sont les processus pour que les gens sachent et ne se rendent pas, qu'ils comprennent qu'il ne manque qu'un tout petit pas et qu'après le chemin est plus large, et l'objectif bien droit devant. Tout est question de pédagogie. Et de moyens de communication. Par malchance les moyens de communication sont achetés et monopolisés aussi…* »

A l'échelon supérieur du pouvoir, le personnage d'Ada Colau est l'objet de perceptions extrêmement contrastées représentant les attentes différentes des militants locaux. Pour certains, la mairesse de Barcelone incarne l'aboutissement de leurs espoirs, symbolisant l'accession au pouvoir d'une femme venue d'un milieu populaire et ayant longtemps milité parmi eux. La députée Jessica Albiach exprime ainsi un sentiment partagé par une partie des militants les mieux intégrés dans la structure partisane et les institutions :

« *Je crois que Podemos est super fier d'avoir une mairesse comme Ada, surtout parce qu'elle se charge des choses parfaitement, c'est une personne normale faisant des choses extraordinaires. Déjà c'est important que Barcelone ait une maire femme. C'était jamais arrivé encore, et en plus c'en est une qui vient de mouvements sociaux qui ont été dans la lutte sociale dans la PAH, contre les expulsions, menant la lutte de manière impressionnante. Et les politiques sociales qu'ils font au niveau du bouclier social, au niveau du transport public, des bourses de cantine pour les enfants… c'est merveilleux. Et c'est dommage que les partis traditionnels soient si irascibles et que leur objectif soit de nous détruire. Je crois qu'Ada est la maire de tous les barcelonais.* »[515]

[515] Terrain - Entretien n°17

Certains militants de base adoptent un point de vue contraire. Les critiques qu'ils formulent renvoient à celles notées plus tôt concernant la place de leur parti dans la coalition ayant accédé au pouvoir au niveau municipal. Elles témoignent d'une frustration profonde de militants de base ne percevant pas les résultats attendus de cette alliance. Luis exprime son dépit en des termes durs :

« *Je suis content que la droite ne gouverne pas, les gouvernements socialistes dont je me souviens, les derniers ont été assez de droite. Celui de Convergencia aussi plus, mais les socialistes non. Ils ont généré une ville très néolibérale, ils n'ont pas vraiment pris soin des gens, je suis content que ça ait changé. Mais je n'aime pas la façon dont cela a été fait, les valeurs qu'il y a ne me semblent pas correctes. […] Tout a été décidé dans les bureaux, il n'y a pas eu de véritables primaires. À Madrid, ils ont fait des primaires et les personnes se sont mises en compétition et il y avait une méthode démocratique et beaucoup de personnes représentées. Tout est là. Il s'est formé une élite qui a profité de l'impulsion de Podemos. Mais bien sûr, Podemos doit être démocratique, mais il s'avère qu'ils profitent du peuple, du travail des militants, de l'impulsion, du nom, et après ils ont généré une élite composée de Ada et de ses gens, des cadres intermédiaires qui, en fait, sont associatifs et ne comprennent pas comment Podemos veut être, ils continuent avec le mécanisme de toujours, ne comprennent pas notre participation. C'est un parti qui ne tient pas ses promesses, c'est le minimum que je demanderais à un parti intéressant, je ne suis pas intéressé.* »[516]

Ce long extrait permet d'identifier ce que de tels militants souhaitent récolter d'une participation institutionnelle poussée. Notons à ce sujet que l'expression de critiques permet de retranscrire plus fidèlement les attentes que les questions portant directement sur ces dernières : nous avons constaté que les échanges touchant aux raisons de l'engagement donnent à voir des réponses fortement idéologisées mettant

[516] Barcelone – Entretien n°18

en avant des justifications d'ordre global et de nature morale (changer la société, lutter pour la justice et contre la corruption, laisser un monde meilleur à ses enfants…). Au contraire, évoquer les résultats concrets de l'action du parti au sein des institutions barcelonaises permet aux militants de verbaliser des attentes plus précises telles que la mise en place de mécanismes de participation citoyenne aux décisions ou la prise en compte à sa juste valeur du travail militant. Alejandro, responsable local ayant accédé à des fonctions nationales dans l'équipe de campagne de Pablo Iglesias, décrit ainsi cette problématique avec beaucoup de finesse :

« *Moi ce que je n'aime pas chez Barcelona en Comu, c'est que c'est un projet qui devait être… Le monde de la politique municipale, c'est que ça te permet de faire une politique beaucoup plus de base, d'assemblées, tout ça, horizontale. C'est quelque chose qui est bien. Dans le sens que l'Etat c'est l'assaut du pouvoir par le haut, et le municipalisme c'est prendre le pouvoir par le bas. De créer des petites assemblées dans tous les quartiers, avec un soutien beaucoup plus fort des politiques de la mairie, et je pense que Barcelona en Comu c'était beaucoup plus un projet pour l'assaut du pouvoir en général qui devait passer par la mairie qu'un projet municipaliste total.* »[517]

Les critiques formulées représentent en creux les faiblesses de Podemos, bien que le parti dans son acceptation nationale soit singulièrement épargné par celles-ci, démontrant un fort attachement partisan. Podemos se retrouve ainsi pris à son propre piège. En promouvant des acteurs issus des mouvements sociaux censés représenter l'irruption de la citoyenneté dans le champ institutionnel, acteurs derrière lesquels la structure partisane devrait progressivement s'effacer, le parti semble abdiquer sa capacité à contrôler directement les institutions. Cela entraîne la frustration des militants de base les plus investis dont la principale gratification (après la sociabilité et l'apprentissage permis par l'engagement) repose sur l'espoir de pouvoir

[517] Barcelone – Entretien n°1

directement prendre part aux décisions publiques, telle une avant-garde citoyenne impliquée dans la vie de la cité.

La capacité des militants à réajuster leurs attentes dépend du capital politique dont ils disposent (et donc incidemment, de leur capacité à convertir leur capital social en capital politique). Les militants les mieux dotés s'insèrent dans l'évolution des structures et du discours partisan là où d'autres moins dotés rencontrent des difficultés dont témoignent leur incompréhension, voire leur frustration, premier pas vers la dénonciation d'une trahison des idéaux – épée de Damoclès de la stratégie « populiste de gauche » pour laquelle le cas Syriza constitue un prototype.

Ce réajustement des attentes se dévoile selon des récits tenant de stratégies discursives complémentaires. La première est l'interprétation avantageuse des faits matériels selon des conceptions idéologiques individuelles, complétée par la surinterprétation de l'action des élus (par exemple, l'inauguration d'un programme de santé, l'élection d'une personnalité issue des mouvements sociaux ou le lancement d'une initiative culturelle en mémoire des républicains assassinés par le régime franquiste deviennent autant de mesures révolutionnaires considérés à tort comme preuves de la rupture avec la politique traditionnelle). La seconde consiste à promouvoir une identité de forteresse assiégée en rupture avec le champ politique traditionnel, trouvant dans chaque aspect de l'action du parti une preuve de sa spécificité justifiant rétrospectivement sa défense acharnée. Bien sûr, cette logique s'autoalimentant n'est pas sans faille. Le désarroi provoqué par des déceptions de diverses origines venant rompre ce récit est d'autant plus important pour les militants dont les rétributions sont les plus idéologisées.

Aujourd'hui, visite au conseil du district (équivalent d'une mairie d'arrondissement) avec Eva Campos, conseillère du district membre de Podemos et de Barcelona en Comu. L'élue met en avant certains projets sociaux relatifs au droit au logement, où la collectivité paye une partie du logement pour les plus démunis ; des projets culturels destinés à la jeunesse, et divers projets écologiques. Eva Campos évoque

particulièrement ces derniers (elle admet être très intéressée par ce type de projet). On trouve aussi bien la « Fabrica del Sol », bâtiment autosuffisant en énergie, que des programmes contre les produits de Monsanto et pour des espaces verts, ou encore une initiative organisant des plongeurs bénévoles pour nettoyer le littoral (nous avons rencontré une personne participant à ce programme).

Cette présentation neutre et enchantée de la politique municipale est fondée sur une effervescence de projets liés aux grandes thématiques portées par Podemos. Eva Campos se concentre sur le positif et le novateur sans évoquer les projets concurrents ni les adversaires politiques. Une telle présentation faiblement partisane, destinée au grand public, contraste fortement avec le discours porté dans les réunions des cercles, plus agonistique, dominé par les critiques des initiatives passées et des autres forces politiques.

- Journal de terrain, 24 octobre 2016

L'impact de l'expérience institutionnelle sur la capacité d'un parti contestataire à transformer la société n'est pas pour autant nié dans le discours produit par les partis étudiés. Il est vrai que ces derniers ne peuvent se permettre l'économie d'une telle critique, tant l'expérience négative de la gauche de gouvernement en Europe du Sud constitue un repère fondamental dans la gestation des nouvelles formations de la gauche radicale. Pour parvenir à conjurer la malédiction du pouvoir en préservant leur identité, les partis contestataires mettent l'accent sur leurs liens profonds avec les mouvements sociaux. Ce lien est décrit comme le meilleur garant de leur volonté de transformer la société au profit des citoyens.

2 - Délitement de la dynamique contestataire

Les liens entre les partis de gauche considérés dans leur diversité et les mobilisations prenant la forme de mouvements sociaux ont fait l'objet d'une abondante production scientifique (Kriesi, 1989 ; Katsiaficas, 2006 ; Fillieule,

2009…). Dans le cadre de cette étude, considérer l'évolution des rapports entre mouvements et partis dans le cadre de l'accession au pouvoir de ces derniers permet d'éclairer en retour l'évolution des carrières partisanes au cours de cette séquence politique particulière. L'analyse des transformations du discours produit par les partis contestataires et réinterprété ou transmis par leurs militants correspond à une autre facette du délitement dont souffre la dynamique contestataire définissant originellement ces partis.

a) Prise du pouvoir et mouvements sociaux

La prétention répétée des partis contestataires étudiés à représenter des mouvements sociaux dans l'arène électorale suggère un intérêt partagé entre ces deux formes de mobilisation politique. Le développement de l'une renforcerait mécaniquement l'autre, l'accession au pouvoir d'un tel parti produisant un scénario de basculement tout droit sorti de l'imaginaire militant de la gauche radicale. Ce scénario idéal s'inspire des grandes grèves ayant suivi l'arrivée au pouvoir du Front populaire dans la France de 1936 : la mobilisation massive du mouvement ouvrier légitime l'application du programme du Front dans une atmosphère d'euphorie générale de ses partisans (Franck, 1979). Interrogés sur une hypothétique victoire de leur parti, les militants contemporains ne manquent pas d'évoquer le renforcement des mouvements sociaux qu'entrainerait cette victoire.

L'observation des faits empiriques nous conduit pourtant à une conclusion tout à fait inverse aux analyses optimistes des militants espérant l'accession au pouvoir. Les témoignages postérieurs à cette accession (locale ou nationale), l'observation participante durant les manifestations publiques tout comme le suivi des mobilisations dans les villes étudiées nous permettent de constater un phénomène pouvant ainsi être résumé : les mouvements sociaux sont tendanciellement affaiblis par l'accession au pouvoir de la gauche radicale.

L'observation participante lors de différentes manifestations à Barcelone (de septembre à décembre 2016) et à Athènes (en juin 2017) et les discussions avec divers acteurs des mobilisations collectives – proches ou non des partis étudiés – dans ces deux villes ont mis en lumière la « décrue » que connaissaient ces mobilisations en termes de participation. Celle-ci était interprétée différemment par des acteurs proposant des explications concurrentes, telles que la déception dans des secteurs sociaux particulièrement mobilisés suite à l'absence de transformation sociale, ou au contraire la satisfaction de revendications immédiates.

- Journal de terrain, 30 juin 2017

Ce constat est particulièrement bien illustré par l'exemple grec. L'ensemble des militants interrogés, qu'ils soient ou non membres de Syriza au moment de l'enquête, considèrent que la séquence politique ouverte en décembre 2008 et ayant culminé avec le mouvement d'occupation des places de 2011 s'est brutalement refermée en 2015. Cette « décrue » est observable à plusieurs niveaux : fragmentation et perte d'audience des structures de l'extrême gauche grecque, jusque-là très actives, baisse massive de la fréquentation des manifestations, qu'elles soient liées à l'actualité ou commémoratives[518], et démobilisation des mouvements sociaux. Panagiotis compare la réalité de l'exercice du pouvoir aux souvenirs enchantés des mouvements passés :

« *Je pense que depuis que Syriza a été élu au gouvernement, la place du mouvement social a été réduite. […] Ce que j'ai vu, c'est que ça ne peut pas changer. En 2008, j'étais enthousiaste, « les zapatistes nous ont envoyé un texte », je le lisais dans l'école Polytechnique, « le commandant Marcos nous dit bonjour, on va changer le monde »… Mais après… C'était vraiment un conte de fée. Et on y croyait. Et c'est un*

[518] La gauche grecque se retrouve en effet autour d'une série de dates lui permettant chaque année d'occuper la rue dans un cadre mémoriel, propice à l'expression de la radicalité politique : assassinat du rappeur militant Pavlos Fyssas par des membres d'Aube Dorée le 18 septembre, révolte de l'Ecole polytechnique d'Athènes contre la dictature des colonels en novembre, assassinat d'Alexandros Grigoropoulos le 6 décembre… Ces commémorations donnent lieu à des émeutes rituelles.

autre mythe qui est tombé. »[519]

Il est intéressant de relever que si l'échec politique du référendum parachève cette décomposition, la dynamique du déclin commence dès l'arrivée de Syriza au pouvoir. La popularité historique de la gauche radicale et les mesures prises par le gouvernement d'Alexis Tsipras (notamment la désescalade opérée en termes de maintien de l'ordre avec le retrait de certaines unités anti-émeutes, les MAT) semblait constituer un contexte propice au développement des mobilisations. Mais la formation de ce gouvernement représente pour la gauche grecque l'aboutissement d'un épuisant cycle de luttes et de défaites, faisant de Syriza le réceptacle de ses derniers espoirs. Le mouvement syndical largement acquis à la gauche radicale tend en particulier à se démobiliser pour laisser le champ libre à l'action du gouvernement. Une partie de l'extrême gauche extérieure à Syriza mais ayant voté pour ce parti reste également dans l'expectative – la question du vote divisant en 2015 jusqu'à la nébuleuse libertaire, puissante en Grèce. Les reculs du gouvernement Tsipras sur la question clé des mesures d'austérité est donc vécue comme un coup de boutoir extrêmement dur par les diverses composantes de l'électorat Syriza. Les conséquences sur les mouvements sociaux sont donc marquantes :

« *C'était une période très intéressante en 2008-2009. Et d'une certaine façon ça a été l'introduction de ce qui allait se passer à Syntagma. C'était un prélude de la suite. Je pense qu'il y a des connections fortes entre la révolte de 2008 et la place Syntagma. Et aussi les grandes manifs de 2012 auxquelles j'ai participé. C'était un miracle de voir plus de 500 000 personnes dans les rues. C'était énorme. En 2012, à ce moment, le pouvoir d'état était remis en question. […] Et le pire, ça a été les deux jours après les résultats du Référendum.* »[520]

Yiannos développe le récit de Prodromos en abordant la question des responsables :

[519] Athènes – Entretien n°5

[520] Athènes – Entretien n°15

« *De nos jours, le comité central n'est plus la direction, et certains de nos anciens camarades dans les ministères, qui sont partis par la suite, disaient que ce n'était même pas le gouvernement. Seulement l'entourage du premier ministre. Des têtes dirigeantes du gouvernement. […] Je les déteste plus que les anciens bourgeois, parce qu'ils ont aussi détruit le discours de gauche disant « nous sommes différents », c'est la pire chose qui pouvait se passer. Mais c'est aussi pour ça que le mouvement anarchiste s'est effondré après le référendum de Syriza. Parce que les gens disent « peu importe, vous êtes tous les mêmes, peu importe qui arrive au pouvoir…* » »[521]

L'arrivée au pouvoir de la gauche radicale au niveau municipal fait également sentir ses effets sur les mouvements sociaux locaux. Le cas barcelonais constitue un exemple de ce phénomène. Le nombre, la fréquence et l'audience des mouvements sociaux ont considérablement baissé depuis l'élection de la coalition Barcelona en Comu en 2015[522]. Pablo, militant issu de l'extrême gauche trotskiste et particulièrement impliqué dans cette campagne électorale, porte un regard critique sur les accomplissements de la coalition au pouvoir, un an après l'élection :

« *Tu dois comprendre que Barcelona en Comu, au tout début – et ça l'est encore d'une certaine façon – au début c'était un authentique mouvement de base. Beaucoup de gens qui n'avaient jamais été impliqués en politique se sont impliqués pour la première fois. Et la vieille garde du mouvement anti-Franco, ou de la transition, a recommencé à être active. Des gens de 70 ans, redevenant des jeunes, rajeunissant, c'était vraiment exubérant. C'est la différence entre Podemos et Barcelona en Comu, il y a une assemblée dans chaque quartier de Barcelone. Je veux dire, pour différentes raisons maintenant elles sont moins actives. […] La campagne était centrée sur « oui,*

[521] Athènes – Entretien n°16

[522] A l'exception notable, bien sûr, du mouvement indépendantiste catalan. Ses modes d'action et les thématiques qu'il mobilise diffèrent cependant des préoccupations animant les militants podémistes, investis pour leur part dans des mobilisations écologiques et sociales (éducation libre et gratuite, accès aux soins, transport, gentrification ou encore accès au logement).

si on gagne, ce ne sera pas assez, il nous faudra continuer à organiser les quartiers et gagner la bataille dans la société, utiliser la mobilisation pour gagner des soutiens, blablabla », et c'est exactement ce que Barcelona en Comu ne fait pas. »[523]

Cette insistance de la coalition soutenue par Podemos sur la participation citoyenne rend particulièrement visible son échec à entretenir et développer une mobilisation post-électorale dans l'agglomération barcelonaise. La dynamique contestataire ayant porté Podemos en Catalogne parait ainsi singulièrement affaiblie par la démobilisation de groupes insérés dans les mobilisations sociales tels que la PAH, dont les cadres les plus en vue ont rejoint l'équipe municipale, et par la recomposition des clivages politiques locaux autour de la question indépendantiste dont la prégnance handicape sévèrement le parti de la gauche radicale[524]. Paolo donne également des informations sur la remobilisation d'une génération démobilisée depuis la période de la Transition, phénomène effectivement observé à plusieurs reprises dans les cercles barcelonais déjà évoqué dans notre présentation de la sociologie des militants podémistes.

Podemos prétendait occuper tant la rue que les institutions en participant à la coalition Barcelona en Comu. Force est de constater que le parti a pourtant opéré une réorientation au profit du second terrain d'action. La faible participation podémiste dans les mobilisations collectives barcelonaises ne correspond pas pour autant à un retrait complet de la rue. L'activité publique des militants inclut la participation à diverses campagnes culminant lors de manifestations et de happenings, les plus notables durant notre période d'observation étant ceux liés au refus des traités transatlantiques CETA et TTIP.

Maintenir une présence militante même minime dans l'espace public répond à plusieurs objectifs. Il s'agit d'illustrer les positions défendues par le parti dans les

[523] Barcelone – Entretien n°14

[524] Rappelons que si les positions individuelles ou de cercles diffèrent légèrement (le cercle du Clot est ainsi très hostile à l'indépendantisme et critique vis-à-vis de Barcelona en Comu, quand celui de l'Eixample y est plus ouvert), la position nationale de Podemos pourrait être résumée par l'acceptation d'un référendum mais le rejet de la thématique indépendantiste. Une position d'équilibriste particulièrement critiquée.

institutions en montrant la capacité du parti à occuper la rue, produisant artificiellement une « mobilisation citoyenne » dont les élus peuvent ensuite se faire les porte-paroles. D'autre part, ces mobilisations constituent une gratification pour les militants de Podemos qui y trouvent l'occasion de bâtir et d'entretenir des liens de sociabilité politique extérieurs aux cercles du parti. Les manifestations publiques sont des espaces d'échange et de rencontre propices à l'expression de ses positions dans un cadre réceptif permettant aux militants de sentir leurs choix légitimés et satisfaisant leurs demandes de maintenir une présence activiste conforme à leurs attentes. Ces mobilisations s'accompagnent d'une participation aux institutions municipales de Podemos fonctionnant en parallèle des structures représentatives officielles[525] : l'existence de ces espaces démocratiques aux pouvoirs limités contribue à neutraliser tant les critiques des adversaires du parti que la frustration de ses propres militants. Pour Marion Lang, à Barcelone « *l'exercice pratique de la conflictualité participe à la construction d'espaces démocratiques qui témoignent peut-être d'un changement dans la conduite de l'action publique municipale* » (Lang, 2018, p.34). Sans préjuger des transformations de l'action publique municipale, la construction de ces espaces est en effet particulièrement importante dans le processus d'intégration des militants podémistes de la coalition Barcelona en Comu aux institutions.

Un exemple permet d'illustrer la manière dont les militants de Podemos se mobilisent hors des échéances électorales pour remplir des objectifs en maximisant l'efficacité de leur action. Lors d'une réunion hebdomadaire du cercle du Clot se tenant le 16 novembre 2016, Fredy, militant du cercle, commence par évoquer un fait divers tragique venant d'être médiatisé : une dame âgée est décédée dans l'incendie de son appartement provoqué par des bougies – l'électricité avait été coupée car elle n'avait plus les moyens financiers de régler ses factures. Ce drame est interprété comme une illustration de la « pauvreté énergétique » (concept forgé par les militants podémistes

[525] Il s'agit du Conseil Citoyen Autonome (CCA) et du Conseil Citoyen Municipal (CCM). Leur composition, leurs décisions et les débats les animant sont l'objet d'importantes discussions durant les réunions hebdomadaires des cercles observés. Leurs attributions respectives encore mal définies sont l'objet de tensions entre ces deux Conseils selon le témoignage de militants obtenus hors des entretiens. De telles institutions propres à Podemos existent également à Madrid.

désignant les difficultés économiques empêchant d'obtenir un accès optimal à l'énergie). Un rassemblement de protestation mobilisant les militants barcelonais de Podemos est appelé le samedi suivant en début d'après-midi devant la compagnie qui gère l'approvisionnement en énergie, métro Barceloneta. Le rassemblement s'organisant dans un délai assez bref, des militants expriment leurs réserves quant à la faisabilité de l'action. Celle-ci est néanmoins validée. Il s'agit d'une initiative propre à Podemos mais appelée publiquement par sa structure Vamos, déjà impliquée dans une campagne pour le droit social aux énergies. Mais l'objectif des militants est de rassembler plus largement sur cette thématique, en invitant les acteurs associatifs et les personnes sympathisant avec cette cause. « *C'est la raison pour laquelle on est à Podemos* », rappelle un militant. L'action prend finalement la forme d'un happening ne regroupant que des militants et sympathisants podémistes. Les photos et vidéos immédiatement retransmises sur les réseaux sociaux font de ceux-ci une caisse de résonnance démultipliant la portée d'une action organisée à minima avec de très faibles moyens. Une autre journée d'action impulsée au nom de Vamos est prévue pour le 21 décembre avec une ambition nationale que décrit Margarita :

« *Nous sommes tous sortis très excités avec l'envie de travailler pour réussir la grande mobilisation qui aura lieu le 21 décembre pour le droit à l'énergie, pour une loi qui entre dans les droits de l'homme, c'est-à-dire qu'aucune famille ne soit pas en mesure de réchauffer sa nourriture et d'avoir chaud pendant l'hiver parce qu'ils n'ont pas d'argent pour garder la lumière allumée, le chauffage quand il fait froid. Ceci ne doit plus arriver. […] Déjà ils font des banderoles, ils font déjà des choses ici et dans de nombreuses régions d'Espagne, et nous sommes très heureux, très motivés de retrouver de nouveau cet air frais qui nous a fait bouger avec le 15M.* »[526]

Nous assistons ainsi à la construction d'un problème public (Muller, 1990) à partir d'une thématique politique : la mobilisation militante dans la rue (prenant comme

[526] Barcelone – Entretien n°26

prétexte un drame médiatisé ouvrant une fenêtre d'opportunité) entraine une mobilisation des élus de Podemos. Les députés peuvent alors faire pression pour changer la législation en déclarant répondre aux demandes formulées par les citoyens selon un processus particulier de politisation - dans le sens de processus de requalification d'activités sociales diverses (Lagroye, 2003). L'axe politique choisi est celui d'une violation des droits humains fondamentaux et la méthode correspond à une stratégie éprouvée : une mobilisation minimale permet de donner une visibilité maximale aux propositions du parti. Malgré la thématique consensuelle de cette mobilisation, l'appel aux acteurs associatifs est un échec. Les militants podémistes privilégient ici leur initiative propre au détriment d'un travail d'alliance et d'intégration dans des mouvements sociaux préexistants. Ce choix témoigne de leur capacité de mobilisation autonome mais également de leur extériorité vis-à-vis des mouvements sociaux préexistants.

A Barcelone, la participation podémiste à des évènements plus larges correspond à une stratégie duale visant à occuper tant la rue que les institutions. Ainsi le 15 octobre 2016 avait lieu une journée d'action européenne contre le traité transatlantique CETA. Avant un happening prenant la forme d'une chaîne humaine, les militants des cercles de Podemos de l'est barcelonais se rassemblent à l'heure du déjeuner dans un parc autour d'un barnum aux couleurs du parti. Le matériel politique alors distribué est secondaire : le parc étant peu fréquenté, cette initiative témoigne de l'attachement des militants à ces moments de sociabilité partagée où l'on se retrouve et échange dans une ambiance sécurisante et familiale. Le choix du parc est symbolique puisque ce lieu accueillait les premières réunions du cercle barcelonais de Podemos.

La manifestation de l'après-midi est massive, mais la présence de militants de Podemos y est marginale. Elle constitue surtout un espace de mise en scène pour des élus du parti qui apparaissent publiquement comme de simples militants. […]

En ce 12 décembre a lieu une manifestation de faible ampleur dans le quartier du

Clot pour s'opposer à des expulsions de familles pauvres. Cette thématique centrale dans la construction de la coalition Barcelona en Comu permet aux militants de Podemos de défiler aux côtés d'anarchistes, d'indépendantistes et d'acteurs associatifs – aucune couleur partisane n'étant affichée hors des tracts distribués. Une fois de plus, il s'agit d'une initiative habile : la manifestation permet de donner un espace d'expression à des forces politiques concurrentes tout en désarmant les critiques à la gauche de Barcelona en Comu. La manifestation elle-même est médiatisée et employée comme levier par la coalition pour légitimer son action municipale. Malgré la centralité du terrain institutionnel dans la stratégie actuelle de Podemos, l'usage par le parti des mobilisations collectives témoigne d'une expérience enregistrée et rationalisée lui permettant de tirer le meilleur profit de ses capacités de mobilisation limitées.

- Journal de terrain, 12 décembre 2016

Le cas de la France insoumise diffère des exemples observés jusque-là : l'accès au pouvoir encore très limité de la formation française ne nous permet pas d'évaluer l'impact qu'aurait ce parti sur les mobilisations collectives. Les témoignages des militants nous renseignent par contre sur la manière dont celles-ci sont prises en compte par des militants les intégrant dans une logique d'engagement partisan plus spécifique. Le mouvement contre la « loi travail » ayant agité la France durant l'année 2016 constitue un tremplin important pour le lancement de la FI. Jean-Luc Mélenchon et son équipe ont cependant adopté une stratégie privilégiant des initiatives propres, leur permettant de compter leurs forces tout en imposant dans le débat public leurs propres mots d'ordre – en particulier la revendication d'une sixième République[527]. La participation aux manifestations parisiennes des insoumis et, de manière décentralisée, à des mouvements sociaux constituent deux moments importants de la

[527] Ce type de marche appelée dans la capitale sur un thème générique susceptible de mobiliser largement la base militante s'inspire de la Marche pour le Changement organisée par Podemos le 31 janvier 2015 à Madrid et permettant d'inscrire la proposition partisane dans la continuité des Indignés (Nez, 2015).

socialisation politiques des militants, l'un fonctionnant comme une communion renforçant l'attachement émotionnel et symbolique au parti (Traïni, 2009), le second comme un espace d'apprentissage d'un répertoire d'action (organisation de réunions, tractage, collage, communication) remobilisé par la suite dans les campagnes électorales de la FI. Manon, jeune militante montpelliéraine, raconte ainsi la Marche pour la sixième République organisée le 18 mars 2017 dans le cadre de la campagne présidentielle :

« *On était deux bus entiers. Ce qui était drôle, c'est avec les jeunes, on était une vingtaine de jeunes, c'était un délire. Franchement ça restera un de mes plus beaux souvenirs de campagne, parce que… Bon, on a passé un week-end horrible parce qu'on n'a pas pu dormir de deux nuits, et en plus on s'est tapé la marche. […] Quand je suis arrivée à la place de la République, je me suis mise à pleurer tellement que j'étais émue, enfin le discours il était hyper émouvant. Et puis ce qui est super émouvant, c'est de se rendre compte qu'il y a plein de gens qui sont comme toi, que t'es pas en train de te battre toute seule pour tes idées. En fait il y a tellement de monde… Ouais puis je me suis mise à pleurer, enfin j'étais avec deux amis, et ils se foutaient trop de ma gueule, mais c'était tellement émouvant de voir tout ça… Après on est allé aussi au meeting à Marseille, moi j'étais à la manif le 23 septembre aussi.* »[528]

Les mouvements sociaux entourant la période de l'élection présidentielle de 2017 constituent également des séquences politiques propices à un engagement juvénile, complétant et développant les mobilisations lycéennes ou étudiantes antérieures et ouvrant la porte à l'investissement dans une structure partisane pour poursuivre la lutte dans l'arène électorale. Lewis, autre jeune insoumis montpelliérain, rappelle comme ses camarades l'importance du mouvement social contre la « loi travail » - aussi appelée « loi El Khomri » :

[528] Montpellier – Entretien n°13

« *J'ai fait de petites manifs sous Hollande mais ça prenait pas. A partir de [la loi] El Khomri, ça et le CPE ça a été les plus grands mouvements sociaux. J'ai fait pas mal de Nuits debout à Montpellier. Bon là y a le mouvement contre les ordonnances [d'Emmanuel Macron], mais c'est pas comparable à 2016 quoi. […] Le mouvement contre la loi El Khomri est un souvenir positif. La première réunion qu'on a faite, là j'avais rien à voir avec la France insoumise, même si je pense que Mélenchon avait déjà déclaré sa candidature, mais moi je m'étais pas rapproché d'eux à Montpellier. Et ce qui s'appelle maintenant le Front social, à l'époque on avait fait une réunion un peu informelle dans un bar associatif, et sur Facebook on était 10-15 à participer. Et on s'est retrouvés à peut-être une centaine dans le bar, personne n'avait vu ça venir. […] Et ça pour moi ça a été vraiment un succès dans l'investissement des gens. Après on n'a pas réussi à faire bouger la loi, mais vu la violence qui s'est déchainée en face, on a quand même réussi à affaiblir durablement Hollande, Valls et tout.* »[529]

La confrontation des témoignages individuels et de l'observation participante avec les données tirées de la littérature portant sur ces partis permet d'appréhender un phénomène propre à l'institutionnalisation des structures contestataires. Alors que les mouvements sociaux constituent un terrain privilégié pour l'émergence et le recrutement de telles structures, leur développement puis leur accession au pouvoir tend à se réaliser au détriment de ces mouvements : la concurrence pour la représentation légitime de la « société civile » mobilisée favorise les formes de participation politique s'inscrivant dans le cadre institutionnel préexistant.

La faible ampleur des mobilisations collectives impulsées par les partis de la gauche radicale ou les incluant, leur difficulté à s'inscrire dans la durée et à opérer un rôle de contre-pouvoir dialoguant avec la politique institutionnelle, constitue une critique récurrente dans le bilan critique effectué lors des réunions barcelonaises de Podemos

[529] Montpellier – Entretien n°3

comme parmi les militants de Syriza. Effectivement, les manifestations et réunions publiques observées ne bénéficiaient pas d'un engouement massif et semblaient mobiliser principalement des réseaux préconstitués. La plupart des participants des réunions publiques semblent par exemple se connaître, se saluent, se retrouvent, ce qui tend à isoler d'autant plus les rares curieux dont l'extériorité est évidente. Quoi que moins marqué, nous retrouvons ce phénomène dans les évènements organisés par les groupes d'appui de la France insoumise, signe d'une difficulté du jeune parti qui ne parvient pas à « transformer l'essai » pour devenir le centre de gravité local d'une opposition large à la politique du gouvernement dans l'après présidentielles.

- Journal de terrain, 5 décembre 2017

Cette captation du capital humain, symbolique et politique des mouvements sociaux ne semble pas être le résultat d'une stratégie planifiée mais plutôt un effet inattendu et non-souhaité de l'institutionnalisation des partis contestataires, tendant à faire mentir les prévisions de leurs militants. Une telle captation s'accompagne d'un désinvestissement de modes d'action propres à des groupes sociaux extérieurs aux lieux de pouvoir : manifestation unitaire, grève et occupation quittent peu à peu le répertoire d'action des militants s'engageant dans les partis contestataires. L'accès aux institutions leur permet de faire entendre leurs revendications par des canaux plus directs.

b) De la transformation à la gestion : évolution du discours et évacuation des thématiques contestataires

Les revendications des partis contestataires restent-elles semblables au fil de leur institutionnalisation, ou se réorientent-elles en fonction de l'évolution de la situation politique ? L'analyse de la communication des partis étudiés, notamment à travers l'étude de documents iconographiques commentés par les enquêtés, nous éclaire sur cet aspect du processus.

Podemos comme la France insoumise sont autant des entreprises politiques que des entreprises de communication (Iglesias, 2015). Leur stratégie repose sur la recherche de la centralité dans le champ politique en luttant pour l'hégémonie culturelle dans une société perçue comme façonnée par les représentations médiatiques (Laclau, Mouffe, 1985). Syriza représente, comme nous l'avons observé, une structure plus profondément ancrée dans la tradition marxiste. Le parti phare de la gauche radicale grecque a longtemps été réticent à moderniser sa communication et à promouvoir un leader charismatique, de telles pratiques étant associées à l'étiquette infamante de « populisme » traditionnellement accolée à la droite. Errikos Finalis, ex membre de la direction politique de Syriza et partisan de l'ouverture du parti vers Podemos, témoigne des luttes intestines autour de la compréhension de la gauche radicale espagnole :

« *Podemos, au niveau idéologique, c'est rien, mais au niveau politique, ça peut changer des choses. C'est l'expression authentique de l'indignation populaire. Ça nous intéresse. […] On a laissé Beppe Grillo se perdre, la gauche l'a laissé se perdre, parce que la gauche européenne est très profondément systémique. Elle est pour la globalisation, pour l'Européanisation, etc. Alors lui c'est un ennemi, comme Pablo Iglesias était un ennemi. Je te dis, ça a été une grande bagarre dans la direction de Syriza, parce que nous amenions ici Pablo Iglesias, le populiste !* »[530]

L'inflexion de la trajectoire prise par Syriza à partir de l'année 2012 tend en effet à rapprocher progressivement ce parti des positions et du style que nous qualifions de stratégie « populiste de gauche » (Katsambekis, Stavrakakis, 2014). L'évolution marquante du parti précédant et succédant directement à son arrivée au pouvoir est l'exemple le plus significatif de réorientation du discours d'une force de gauche radicale s'institutionnalisant. Il faut insister ici sur la dimension processuelle de cette réorientation. Celle-ci n'est pas simplement due aux concessions faites par l'équipe

[530] Athènes – Entretien n°13

d'Alexis Tsipras pour obtenir une coalition gouvernementale avec les souverainistes conservateurs de l'ANEL : elle les précède et leur prépare le terrain. Les critiques des militants tels que Stella se concentrent logiquement sur la personne d'Alexis Tsipras, particulièrement exposé et jugé principal responsable de la nouvelle stratégie du parti optant pour une personnalisation à outrance de la direction au détriment de l'aspect collectif et pour un recentrage discursif autour de thématiques souverainistes :

« *Aujourd'hui j'ai l'impression que sa rhétorique, la manière dont Syriza agit et s'adresse aux gens, n'a aucune différence avec le gouvernement de droite d'avant Syriza. […] Je n'ai pas aimé quand Syriza a commencé à avoir des affiches avec sa tête. Je n'ai vraiment pas aimé. […] Une des critiques que Syriza avait, quand on était membres, c'est au sujet de La Rivière, To Potami*[531]*, un parti politique très problématique dont je t'ai parlé. C'était que ce parti mettait trop l'accent sur une personne, une seule personne. Donc ça renvoie à l'image du leader, en général un homme, donc c'est assez problématique. Parce que si tu as un programme qui concerne les masses, le peuple, le peuple grec, c'est plutôt problématique. […] J'aimais la plupart des affiches pour être honnête, celles qui avaient toute la foule des manifestations, quand il y avait une vue panoramique de la foule, avec un slogan au-dessus. C'était sympa, parce que ça te rappelait que « oh putain, j'étais dans cette manifestation. » Ou « ah tiens, cette photo doit dater de ce moment ». Et tu avais l'impression d'une continuité historique.* »[532]

Prodromos compare cette inflexion à celle suivie par Jean-Luc Mélenchon :

« *Ce grand changement est arrivé après 2012. Et puis la rhétorique, le discours, ont commencé à changer. Comme ce qui s'est passé il y a quelques semaines avec le discours de Mélenchon : il a arrêté d'employer des symboles communistes et a commencé à parler de nation, et tout ça. L'emploi de la nation, ça a commencé dans*

[531] To Potami (La Rivière) est un parti grec centriste fondé en février 2014.

[532] Athènes – Entretien n°6

les discours de Tsipras vers 2012. […] J'emmerde cette affiche. C'est vraiment, complètement apolitique. Il y a le dirigeant, et pas la communauté du parti. »[533]

Giorgos Kiritsis, parlementaire de Syriza, admet se contenter de changements graduels et modérés, témoignant de l'acceptation d'une telle réorientation :

« *Le socialisme, comme but, on en est un peu loin. Mais on peut toujours améliorer les prisons, on peut voter pour le mariage gay, on peut faire des trucs que les autres partis en Grèce ne feraient jamais. C'est déjà quelque chose.* »[534]

Si la réorientation du discours de Syriza permet de rassembler une fragile majorité sociale autour de la défense de la souveraineté nationale, ce choix stratégique a des conséquences dévastatrices sur le parti, démonétisant très fortement la marque Syriza à partir de la fin 2015 : les fractions de l'électorat grec attirées par un discours insistant sur l'urgence de l'union nationale face aux créanciers se démobilisent suite au référendum, alors que les militants et les sympathisants d'extrême gauche se sentent trahis par l'abandon de pans entiers du programme social. Cette réorientation discursive tend cependant à masquer un processus plus profond dont elle constitue un symptôme. Il s'agit de l'abandon des velléités de transformation sociale initialement portées par Syriza (Mudde, 2017). Cet abandon n'est pas contraint, mais plutôt favorisé par la recomposition du champ politique grec autour de la thématique de la souveraineté et de la place du pays dans l'UE. Le principal clivage autour duquel se structurent les oppositions devient alors celui des politiques d'austérité imposées par

[533] Athènes – Entretien n°15. A l'inverse, Antonis, un permanent de Syriza resté fidèle au parti défend ces choix graphiques sensés convenir au « peuple grec », témoignant des divergences d'appréciation ayant conduit à des ruptures politiques : « *C'est une des meilleures… Je l'apprécie, parce que je sais comment elle a été créée et pourquoi on a le visage du leader. […] Le problème avec le peuple grec, c'est qu'ils veulent un leader. Ils veulent leur dirigeant, qu'il soit fort, et qu'il gagne. Donc à ce moment pour les élections, on a dû utiliser le visage du dirigeant. On n'aime pas utiliser des portraits, on préfère avoir le parti du peuple. Mais c'est quelque chose qu'on devait faire.* » - Athènes – Entretien n°7

[534] Athènes – Entretien n°4

les créanciers de la Grèce. Il permet à la direction de Syriza de faire émerger une majorité électorale (Pentaraki, Speake, 2015). L'arrivée massive de cadres issus du Pasok confirme cette dynamique tout en donnant la possibilité à la direction de se passer des militants opposés aux nouvelles orientations du parti, qui tendent alors à quitter l'appareil (Rori, 2016) – certains rejoignant de nouvelles formations, d'autres retournant vers les structures d'extrême gauche, la plupart se désengageant progressivement[535].

Podemos ne rencontre pas les mêmes difficultés au cours de la période étudiée. Le parti se présente d'emblée comme porteur d'une démocratisation des institutions, d'une moralisation de la vie publique, d'un renouveau de la citoyenneté – thèmes faisant écho aux aspirations des militants souhaitant transformer la société, sans être aussi ambitieux que le programme socialiste initialement porté par Syriza. Podemos défend un projet volontairement conçu pour être attractif pour des segments très différents de la population[536]. Son discours vise à imposer un cadrage sur des clivages susceptibles d'agir en sa faveur, et remplaçant ceux structurant jusqu'alors le champ politique espagnol (Barret, 2015). L'origine des politiques d'austérité et du déficit démocratique dont souffrirait la société espagnole se trouveraient dans le rôle des organisations supranationales et des traités liant les pays à celles-ci (que Podemos se propose de renégocier), ainsi que dans la transition démocratique, considérée comme inaboutie. Les personnes adhérentes à ce projet politique acceptent donc cette grille de lecture – du moins superficiellement, certains militants, notamment issus de l'extrême gauche marxiste, la rejoignant pour y réaliser un travail de propagande visant à populariser dans un parti de masse leur propre grille de lecture.

---

[535] Cette observation provient tant des témoignages recueillis que de l'observation participante dans les réunions et cercles « d'ex » militants. Le statut d'ancien membre de Syriza est une catégorie à part entière dans la gauche grecque. L'absence de statistiques quant au départ et aux réorientations des militants suite au référendum de 2015 ne nous permet pas cependant de proposer un chiffrage précis.

[536] Les manières d'arriver à ce résultat diffèrent selon les acteurs proéminents du parti : là où Pablo Iglesias privilégie le renouvellement de la lecture de classe opposant le « peuple » à la « caste », Iñigo Errejon insiste quant à lui sur le « changement » opposé à la « vieille politique ». Les deux tendances qu'ils incarnent sont donc en concurrence autour de questions stratégiques telles que les alliances électorales possibles.

Le discours du parti évolue pourtant subtilement. Javier Franzé considère qu'il s'agit d'une transition depuis l'antagonisme vers l'agonisme (Franzé, 2019). Selon cette analyse originale, la démarche antagonisitique issue de la pensée d'Ernesto Laclau impliquerait une contestation de l'ordre politique considéré comme un ennemi. Cette démarche laisserait place à une démarche agoniste théorisée par Chantal Mouffe. Celle-ci considèrerait l'ordre politique comme un adversaire, qu'il s'agirait de régénérer. Différencier les pensées des deux théoriciens de la stratégie "populiste de gauche" ne nous semble que peu pertinent au regard de leur grande proximité. L'analyse de Javier Franzé est cependant pertinente pour comprendre l'évolution du discours de Podemos à partir de janvier 2015 - non pas dans le sens d'une modération, mais comme un processus de négociation.

Les entretiens réalisés ne constituent pas un matériau permettant d'apprécier l'évolution du discours du parti sur le « temps long ». Ils éclairent cependant sur les phénomènes d'intériorisation des normes et d'interprétation du discours partisan à travers des propos témoignant d'une situation saisie à un moment de l'histoire de Podemos. Nous avons relevé la diversité des motivations présidant à l'engagement, tout comme leur concordance avec les vastes thématiques défendues par le parti. Le matériau iconographique permet là encore de préciser les positions des militants en relevant les manières dont ceux-ci s'approprient les éléments discursifs de leurs dirigeants. La communication très soignée de Podemos est appréciée par les militants qui l'identifient comme une raison de leurs succès électoraux. Le respect, voire l'admiration pour les dirigeants n'empêche cependant pas les militants de critiquer la personnalisation à outrance de la direction qui trahirait selon eux l'identité singulière du parti. Franz, ancien militant anarchiste et retraité, insiste sur le besoin de changement :

« *Je n'aime pas. J'aime les affiches qui te donnent un message, pas qui le mettent à côté de l'image d'une personne, d'accord? C'est différent parce que ce sont des dessins, mais le message politique associé à un visage, je le vois comme étant de droite. C'est très typique des partis centrés sur une personne. Cela ne veut pas dire que Pablo*

Iglesias est un leader né, mais il faut que ce soit un parti beaucoup plus ouvert, qu'il y ait beaucoup plus de voix. […] Je pense qu'il faut sortir de la routine des autres partis. Et il est clair qu'il y faut faire des réunions, que les « stars » doivent venir, pour ainsi dire, parce que ce sont elles qui attirent les masses. »[537]

Marino, ex-communiste, journaliste indépendant se définissant toujours comme révolutionnaire, actif dans le cercle du Clot, témoigne de l'ambiguïté existant entre l'héritage symbolique des mouvements passés et le besoin vital de légitimité conduisant à proposer une transformation sociale convenant au plus grand nombre :

« *Regarde, cet après-midi je parlais avec un voisin, qui vote socialiste, et il serait prêt à voter Podemos mais il nous dit que nous sommes très radicaux. Radicaux, je veux dire, sommes-nous vraiment radicaux? Ce que nous essayons de faire c'est de récupérer ce que nous avions. Nous ne voulons pas aller plus loin, nous ne voulons pas changer le système, nous ne le voulons pas. Tout ce que nous voulons, c'est récupérer ce qu'ils nous ont pris. Mais notre image, à travers les médias, la télévision et la presse, c'est que nous sommes radicaux.* »[538]

Alejandro, qui se définit lui-même comme communiste, va plus loin :

« *Il y a une tension dans le fait de parler plus pour les classes populaires, avec par exemple une attitude ou une façon de parler différente, avec plus de passion, avec plus d'agressivité, et un Podemos qui est plus pour les classes moyennes, dans le sens de plus de gouvernabilité, de créer un sens commun, plus modéré. […] Il y a beaucoup de gens, surtout dans les quartiers populaires, qui peuvent dire que Podemos est devenu un parti comme les autres. Ça commence à s'entendre dans les rues. Ça c'est négatif. Parce que ça, ça veut dire que toi, t'es rentré dans la crise de représentation. Il y a une crise de représentation en Espagne, et toi t'es rentré dans*

[537] Barcelone – Entretien n°29

[538] Barcelone – Entretien n°12

cela. Toi t'étais en dehors de ça, t'étais la force qui venait représenter pour de vrai la population. »[539]

D'où le dilemme auquel sont confrontés les théoriciens de Podemos, ici résumé en quelques phrases : comment concilier les aspirations d'une jeunesse indignée en rupture avec l'ordre établi tout en rassurant l'électorat modéré traditionnellement attaché au PSOE ? Elargir et conserver une base électorale constitue un défi auquel répond partiellement une stratégie « attrape-tout ». L'omniprésence de la notion de changement, le besoin de renouvellement de la vie politique espagnole, s'accordent à des solutions jugées modérées par des militants souvent plus radicaux que l'électorat qu'ils ciblent. D'où la déception de nombre d'entre eux vis-à-vis de la politique municipale comme des luttes d'influence internes au parti : loin de se modérer, l'imaginaire des militants souvent socialisés dans des structures d'extrême gauche remplace l'horizon révolutionnaire par la notion plus vague de changement. Mais les attentes élevées continuent à se heurter à la lenteur des processus de transformation politique, lenteur aggravée par les reculs électoraux du parti et les concessions imposées par des alliances circonstancielles.

L'occupation des institutions, inscrite dans la continuité de l'occupation des places publiques, a généré d'immenses espoirs parmi les soutiens de Podemos, espoirs attisés par les discours triomphalistes de la direction. Les militants des cercles barcelonais n'ayant pas eu directement accès aux postes institutionnels se placent donc dans une situation pénible. Ils doivent à la fois réaliser un travail pédagogique vis-à-vis des citoyens extérieurs au parti s'interrogeant sur le travail de l'équipe municipale, tout en tentant d'influer sur les décisions prises par leurs élus. Ceux-ci tirent leur légitimité de leur ancrage dans la société civile et court-circuitent donc les militants en s'adressant directement aux citoyens. Pour éviter toute rupture violente avec leur base militante, les élus locaux insistent sur l'imbrication de leur action dans un ensemble de rapports de force les dépassant largement. La confrontation aux mécanismes de l'action

[539] Barcelone – Entretien n°1

publique et de la gouvernance nécessite un changement de discours pour retranscrire les nouvelles réalités de l'action politique. La « municipalisation » de cette action permet d'évacuer les demandes les plus radicales via une focalisation sur les réalisations concrètes légitimée par le besoin d'élargir l'assise politique du parti :

« *Vous savez que nous avons une limitation des salaires, donc ce qui est excédentaire on le reverse dans des projets sociaux, par exemple là en ce moment dans une campagne appelée Hacemos. […] Il y a beaucoup de gens qui ne sont pas attirés ou séduits par Podemos, mais nettoyer un tronçon du fleuve pollué devant chez eux ça les réunit, on doit être unis autour de projets concrets. C'est une des principales réflexions que nous devons faire après [le congrès de] Vistalegre. Dire qu'on est de gauche ne sert à rien, c'est plus utile de dire qu'on va augmenter le salaire de base ou qu'on va dépolluer les fleuves.* »[540]

Le discours de la conseillère Eva Campos témoigne d'une relative impuissance, en rupture avec les promesses de changement antérieures :

« *On est dans la mondialisation, et chaque mouvement est comme le vol d'un papillon, l'effet papillon, ce qui bouge à un endroit influe sur le reste, sur la partie inférieure… […] Les décisions au niveau de l'Etat… Par exemple il y a des lois et des ordonnances, à la Mairie, ce qu'on fait c'est des ordonnances, et la Generalitat se charge des lois, ou alors l'Etat. Et ça a des répercussions sur nous, ou alors s'il faut lutter contre et chercher des alternatives.* »[541]

Faute de se professionnaliser ou de peser collectivement sur les décisions prises, les militants des cercles assurent un rôle de conseillers (voire d'experts) faisant profiter leurs camarades élus et cadres de leur expérience individuelle. La suite de son récit donne à voir cet aspect du travail militant que nous avons observé durant les réunions

[540] Barcelone – Entretien n°17

[541] Barcelone – Entretien n°10

du cercle :

« *Dans le cercle de Podemos oui, tout fonctionne sur le modèle assemblée, donc quand il y a une préoccupation pour un thème concret, on constitue des tables de travail. […] Il y a des personnes dans différents cercles, qui travaillent sur ces thèmes, qui sont spécialistes en pauvreté énergétique, en logement, en environnement, etc. Et ils se contactent entre eux, tous les spécialistes des cercles en somme, et ils partagent une table de travail pour apporter des solutions alternatives à ce qui nous préoccupe. Le thème des souverainetés est très important aussi dans un cercle, parce qu'à Podemos l'indépendantisme n'est pas à l'ordre du jour. […] Les associations se bougent énormément, parfois c'est vrai qu'il manque des jeunes pour apporter une vision plus enrichissante, parce qu'il y a des associations où on a des activistes qui l'étaient déjà sous Franco, qui ont un bagage énorme, qui ont lutté pour avoir un logement digne, pour que le quartier ait des équipements, pour que chaque quartier reçoive la dignité méritée. Ces gens il faut profiter de leur expérience, parce que si on ne se rappelle pas de notre mémoire historique on est perdus… Il faut donc profiter de leur sagesse, mais aussi intégrer des gens plus jeunes, pour qu'ils enrichissent la perspective de ces militants de toute une vie, tu vois ?* »

La députée catalane Jessica Albiach confirme ce rapport aux cercles :

« *Nous on a un compromis très ferme avec les charges institutionnelles. On rend des comptes. Et à part ça, on a les cercles sectoriels, d'un côté je suis la porte-parole de l'éducation, et donc j'ai une relation intime avec le cercle de l'éducation. Alors je les consulte et je vois aussi avec le responsable du domaine de l'éducation, en mode «Regarde ce à quoi j'ai pensé», comme vous le voyez, et en même temps, ils me nourrissent, aussi, des questions qu'ils considèrent comme fondamentales à notre époque. […] Nous rencontrons régulièrement des cercles territoriaux qui nous appellent à expliquer quelle est notre tâche et font un peu d'enseignement pour ce que*

nous appelons « la ligne inférieure ». Ce qui se passe au Parlement les gens doivent le savoir. »[542]

Si les militants se trouvent valorisés par cette considération de leur expertise, leurs propositions politiques plus radicales (telles que l'occupation de bâtiments vides face aux expulsions locatives) ne sont pas pour autant reprises par leurs élus qui opèrent un tri conforme à leur propre agenda parmi les sollicitations leur parvenant depuis la base. Cette transformation des cercles en *think tanks* complète une stratégie de concession procédurale. La concession procédurale n'est pas une méthode propre aux partis contestataires. Il s'agit d'une réponse politique d'acteurs occupant des positions de pouvoir, consistant à répondre non pas sur le fond des demandes des citoyens, mais en leur donnant la possibilité de s'exprimer[543] – par le biais de concertations, de cahiers de doléance, de débats publics ou de boîtes à idées, par exemple. Il s'agit ainsi de désarmer les critiques tout en mettant en scène la proximité du pouvoir institutionnel avec les citoyens. C'est cette réponse que semblent adopter les élus des « mairies du changement »[544] non seulement face à leurs administrés, mais également face aux militants.

Quant à la communication politique, la rupture consommée avec la terminologie marxiste au profit de thèmes transversaux tels que la démocratie, la souveraineté et la citoyenneté est tout à fait conforme avec la stratégie « populiste de gauche » envisageant la transformation sociale comme consécutive d'une entreprise communicationnelle. Une stratégie que la FI pousse à son paroxysme en assumant un

---

[542] Barcelone – Entretien n°17

[543] La satisfaction d'être pris en compte se retrouve régulièrement dans les témoignages des militants comme celui d'Aline : « *Et c'est intéressant, parce que justement la réunion qu'on a eu cette semaine, le vote qu'on a eu sur le fait de « est ce qu'on soutient que Clot – Camp de l'Arpa soit en zone 2 ou 3 et machin ? », c'était marrant parce que c'était vraiment un moment où on demande ton avis à toi qui n'es rien, enfin je veux dire qui es là juste pour voir, et on demande vraiment ton avis. […] Tu te sens impliqué du coup, tu te sens obligé de t'intéresser. Parce que tu te dis « bon, là j'ai voté pour un truc, mais peut-être je me suis planté », tu vois.* » - Barcelone – Entretien n°21

[544] C'est ainsi que sont qualifiées les mairies conquises en 2015 par Podemos et ses alliés. Comme nous le voyons, le terme de « changement » est adopté à toutes les sauces.

renouvellement non seulement des éléments discursifs, mais également de la symbolique d'ensemble du parti visant à gommer les aspects clivants dans la présentation publique des idées défendues[545] :

« *Effectivement, on a un peu mauvaise presse quand on ressasse les vieux pères fondateurs de la gauche, et en même temps je pense qu'on a raison d'avoir mauvaise presse, et on peine à se trouver une nouvelle image. En tout cas il faut faire de la com' quoi, Macron l'a bien compris.* »[546]

Ce constat réaliste de Marie fait écho à la description de la communication insoumise que propose Tristan, inspirée selon lui de leur homologue espagnol :

« *Les seuls drapeaux qu'on fournit c'est les drapeaux français. Bleu blanc rouge. C'est les seuls drapeaux qu'on donne en meeting. Y a absolument aucun taff sur ce point de vue-là, y a que des affiches, y a pas de drapeaux. Parce que nous en fait ce qu'on veut c'est exactement ce que Podemos nous a enseigné, il vaut mieux avoir une masse informe de gens où il y a aucun signe distinctif politique d'appartenance quelconque, pour créer la masse, pour créer le rapport de force. Ça c'est Podemos qui nous l'a enseigné, parce qu'au Front de gauche y avait tellement de drapeaux, on voyait même plus celui qui avait la parole, on voyait même plus le candidat, c'était la folie. Donc voilà. Pas de drapeaux, des couleurs neutres, un signifiant vide, ils ont tout compris. Ils ont poussé quand même la communication jusqu'à faire un kit Ikea, tu l'as vu ? Ça c'est fou !* »[547]

[545] Plusieurs enquêtés se plaignent cependant de la personnalité clivante de Jean-Luc Mélenchon, considérant que si sa stature a été nécessaire à la maturation de la FI, le progrès du parti dans la durée repose sur un renouvellement de la direction via la mise en avant de figures jeunes et moins marquées par leur expérience dans la gauche de gouvernement.

[546] Montpellier – Entretien n°2

[547] Montpellier – Entretien n°14

L'observation participante durant divers évènements publics conduit à relativiser la transnationalisation de la « méthode Podemos ». Si les militants insoumis tentent bien de rompre avec l'héritage symbolique du Front de gauche durant la campagne de 2017, leurs cortèges sont pourtant par la suite marqués par un usage massif des symboles insoumis (Phi, couleurs et slogans du parti, bonnet phrygien…), là où Podemos reste bien plus sobre lors de ses apparitions publiques, avec des marquages visuels bien plus discrets visant à gommer l'identité partisane au profit d'un regroupement aussi large que possible.

Syriza choisit une voie différente à partir du mouvement d'occupation de la place Syntagma, avec une présence discrète dans les mouvements sociaux évitant toute symbolique susceptible d'être assimilée à une récupération. Lors des meetings, de nombreux drapeaux sont toujours présents, mais ils se diversifient (le logo étant représenté sur fond violet ou blanc, et plus seulement rouge) tout en se mêlant au drapeau grec assumé comme un symbole de souveraineté et de résistance.

- Journal de terrain, 28 novembre 2017

La comparaison des trois partis étudiés permet de saisir l'évolution de la dynamique contestataire dont ils se font les représentants. L'exercice du pouvoir transforme profondément Syriza. Les nouveaux éléments discursifs remplaçant la rhétorique marxiste prévalant jusqu'alors constituent un signe extérieur témoignant du changement de nature du parti. L'accession au pouvoir partielle et localisée de Podemos et les thématiques plus transversales promues dès sa création rendent les évolutions de ce parti moins frappantes. Les critiques et observations formulées par les militants indiquent pourtant un décalage entre le maintien d'un discours contestataire au niveau national dans le cadre d'une concurrence avec le PSOE, et l'adoption d'un discours gestionnaire au niveau local, là où Podemos parvient à occuper les institutions. Le cas de la FI correspond enfin à un perfectionnement du cadre discursif popularisé par Podemos et à son adoption aux conditions françaises (notamment avec la centralité de la référence à la République, référence consensuelle

en France, clivante en Espagne).

Accéder au pouvoir constitue donc un défi pour les partis contestataires, dont la raison d'être se trouve confrontée à des nécessités institutionnelles souvent contraires aux aspirations et aux espoirs des militants. Nous retrouvons ici le vieux débat ayant agité le mouvement ouvrier à l'aube du vingtième siècle : réforme ou révolution ? Transformation radicale de la société par la mise à bas de ses institutions, ou prise en main de celles-ci pour mener un changement par petites touches dans l'intérêt du plus grand nombre…? Loin d'avoir dépassé ces questionnements, les partis ayant opté pour une stratégie « populiste de gauche » en Europe du Sud voient ressurgir cette fracture historique un temps masquée par la revendication ambigüe mais consensuelle du « changement »[548]. Ces dispositifs discursifs et symboliques se fracturent face aux contraintes de l'accession puis de l'exercice du pouvoir. D'où la question centrale des effets de ces transformations liées à l'institutionnalisation des partis contestataires sur les carrières militantes.

B) L'institutionnalisation comme tamis

Les carrières militantes ne constituent qu'un moment du processus de socialisation, d'apprentissage du politique, d'adhésion ou de rejet des cadres collectifs – en bref, de trajectoires d'engagement, se déroulant sur le « temps long » d'une vie. Ce sont ces moments sur lesquels se trouve centré notre travail d'observation. Nous identifions sommairement trois types de carrières selon leur trajectoire : ascendante (progression du militant dans son parti), stagnante, et descendante (processus de désengagement, parfois conclu par une rupture définitive). A partir de l'étude de ces trajectoires il est possible d'identifier les effets de l'institutionnalisation sur les partis

[548] Notons que la FI préfère utiliser d'autres expressions, telle celle de « révolution citoyenne ». Cette dernière permet de tracer un trait d'union historique avec les épisodes révolutionnaires ayant marqué l'histoire française – en particulier la Révolution de 1789 – tout en esquivant le terme de « changement », rappelant le slogan de campagne du candidat socialiste François Hollande en 2012 : « le changement, c'est maintenant ».

contestataires, effets dont témoignent les évolutions des carrières militantes.

1 - Progrès, stagnation et rupture dans les carrières militantes

Catégoriser les carrières partisanes implique, d'une part, de reconstruire des récits de vie à partir des fragments présents dans le matériau issu des entretiens et, d'autre part, de prendre en compte les dimensions objective comme subjective de telles catégories. Le militant portera un autre regard que le chercheur sur une même trajectoire politique. L'accession aux plus hautes fonctions pourra être considérée comme un triste reniement des valeurs du parti, là où l'isolement minoritaire puis le départ sera pris comme la preuve d'une cohérence d'ensemble.

Par carrières « réussies », nous entendons donc concilier le regard que les militants portent sur leur propre parcours (et non sur celui de leurs camarades), et une progression objective en termes de capital social, politique et économique accessible - mais également de professionnalisation de l'engagement, tant ce dernier critère est valorisé dans les partis visant à exercer le pouvoir.

Par carrières rompues, nous entendons l'ensemble des processus de désengagement (temporaire ou définitif), les bifurcations, et les départs brutaux témoignant, avec divers degrés d'intensité, d'une crise existant entre l'individu et la structure partisane étudiée, sans préjuger des évolutions ultérieures de l'engagement. Les carrières « stagnantes » constituent alors un entre-deux également complexe à appréhender en termes de rétributions et de variations sur la durée. Elles sont marquées par une stabilité de la position d'un individu dans la structure et par l'existence d'incitatifs modestes mais suffisants pour permettre l'existence d'un engagement à long terme.

a) Les carrières « réussies » : l'investissement dans un parti et la professionnalisation progressive

Parmi les enquêtés déjà cités ici, plusieurs parcours biographiques témoignent de

trajectoires ascendantes ayant permis à des militants de base d'accéder à des postes de responsabilité présentant d'importantes rétributions symboliques et matérielles[549]. Les contextes nationaux doivent là encore être pris en compte pour saisir les dynamiques concordantes : si l'accès à un poste salarié dans un parti ne constitue pas une progression sociale fulgurante dans le cadre de la société française contemporaine, un tel poste est une place privilégiée et enviée dans le cadre grec où l'effondrement de l'économie a massivement paupérisé les classes moyennes et populaires.

Le besoin de cadres formés, capables d'encadrer les militants et de représenter le parti, constitue une préoccupation récurrente des dirigeants. Y répondre nécessite de déterminer une priorité stratégique : débaucher des cadres déjà professionnalisés issus d'autres structures partisanes, ou bien former dans le parti une génération de cadres à partir du « matériau brut » que constituent les militants ? Si la seconde option est privilégiée (notamment dans la représentation extérieure), les partis étudiés tentent toutefois d'additionner les deux options. La formation « maison » ne doit pas être considérée comme une instruction complète et homogène. Les militants viennent avec leur propre bagage issu de leur socialisation dans des structures partisanes, associatives ou syndicales, ainsi que de leur expérience éventuelle dans les mouvements sociaux, et tentent de se fondre dans le moule du parti en intégrant ses codes et ses normes. Yiannos résume ainsi les choix stratégiques opérés par Syriza une fois arrivé au pouvoir :

« *Tsipras voulait que certains d'entre eux [les membres proéminents du Pasok] le rejoignent : c'est un autre gros problème d'ailleurs, la coalition construite pour arriver au pouvoir. Je veux dire, en période de crise, est-ce que tu as vraiment besoin de militants et de parlementaires venus des partis bourgeois ? Ou est-ce que tu as besoin de personnes actives dans la rue, ou peut-être de syndicalistes, d'acteurs de*

[549] La composition de notre échantillon ne nous a pas permis de rencontrer des cadres et élus issus d'autres formations partisanes, déjà professionnalisés, et ayant marchandé le transfert de leur capital politique personnel vers les partis étudiés. Le cas s'en rapprochant le plus est celui de Kostis Papaioannou qui bénéficiait d'un capital social et politique antérieur dû à sa position proéminente dans la défense des droits de l'homme et à ses écrits, avant de rejoindre le gouvernement d'Alexis Tsipras.

théâtres de quartiers, de gens venant de la société civile, qui ne sont peut-être pas exactement de gauche, mais qui se battent pour un monde meilleur à leur façon ? »[550]

L'évolution de Syriza en tant que parti majoritaire, à partir de l'année 2015, ne doit pas pousser à sous-estimer les mécanismes de sélection et de formation du personnel dirigeant (cadres et élus) mis en place par le passé. Le parcours de Giorgos Kiritsis, journaliste influent de l'hebdomadaire Avghi, militant depuis ses seize ans, membre fondateur du parti devenu parlementaire, est exemplaire d'une carrière militante ayant validé chaque étape, de l'adhésion juvénile à l'extrême gauche en passant par le journalisme militant, l'implication dans un syndicat et dans les mouvements sociaux athéniens, jusqu'à l'élection au parlement grec puis à la responsabilité de porte-parole du gouvernement dans le cadre d'une crise majeure :

« *Mon père était engagé en politique. C'était une famille de gauche. […] J'ai été à Syriza depuis le premier jour. J'ai rejoint la jeunesse du KKE Esoterikou quand j'avais 16 ans, en 1981. Et je n'ai jamais arrêté. […] Je suis un membre du Parlement pour la région d'Athènes, la plus grande circonscription en Grèce avec le plus de députés. […] J'ai étudié la science politique et l'histoire. C'est le nom de ma licence. J'étais actif dans mon quartier. […] Et j'ai été journaliste pendant 25 ans. J'étais membre du syndicat des journalistes d'Athènes. […] J'ai été le porte-parole du gouvernement pour la crise des réfugiés pendant un an. Donc maintenant je travaille sur ça. Je suis aussi membre d'une commission parlementaire.* »[551]

Sa fidélité à un courant politique longtemps minoritaire et parcouru d'innombrables divisions est extrêmement marquante et s'explique en partie par une tradition familiale bien ancrée. Cette fidélité finit par être récompensée par un accès tardif à des fonctions de premier plan après avoir longtemps stagné - tout en étant rétribué grâce au journalisme politique. Giorgos Kiritsis évoque cependant ouvertement

[550] Athènes – Entretien n°16

[551] Athènes – Entretien n°4

l'impréparation de sa génération militante face aux défis de l'institutionnalisation :

« *Le Syriza des années 2000 n'a rien à voir avec le Syriza d'aujourd'hui ou avec le parti des années 80 et 90. Syriza dans les années 2000 est un parti de gauche radicale. […] L'ADN de Syriza, c'était la gauche grecque qui n'avait jamais été en position de pouvoir, qui n'avait jamais participé à un gouvernement. Donc ce qu'on savait faire, c'était de voir la politique depuis la rue. […] Nous n'étions pas prêts, et nous ne sommes toujours pas prêts à transformer l'état, à transformer le gouvernement et le style de gouvernance. Nous n'avons pas pénétré du tout, ou très superficiellement, le cœur de l'Etat. La justice, l'armée, la police. Ces trois-là, et l'Eglise.* »

Antonis Georgantas représente une autre génération de militants plus jeunes dont seulement une minorité est restée fidèle à Syriza après le choc de 2015. Ce jeune homme aujourd'hui permanent du parti le rejoint alors que la gauche radicale commence à marquer des points dans la jeunesse grecque urbaine et éduquée, durant la période d'intenses mobilisations sociales ouverte en 2008 :

« *La première fois que je me suis intéressé à Syriza, c'était en 2006, je n'avais pas le droit de voter, j'étais trop jeune, mais j'appréciais beaucoup Syriza, parce qu'ils étaient contre le racisme, et j'ai commencé à aimer Syriza à ce moment. En 2008 je suis devenu membre de Syriza, et le premier jour où je suis entré à l'université, j'ai commencé avec le syndicat étudiant, pour être membre. […] Je suis membre du conseil central de la jeunesse de Syriza, et j'ai pour rôle d'organiser la jeunesse de Syriza, donc je suis payé pour ça. […] Ça fait un an. Avant je travaillais, comme la plupart des jeunes en Grèce. J'ai travaillé dans un centre d'appel, je distribuais des flyers, ce genre de choses. […] Quand on était dans l'opposition, on ne faisait que manifester. C'est bien plus facile, beaucoup plus facile. Quand tu manifestes, tu n'as pas à dire des choses exactement vraies. Maintenant c'est bien plus difficile.* »[552]

[552] Athènes – Entretien n°7

Ce parcours typique n'évacue pas la question des années de précarité économique s'intercalant entre la fin des études et la professionnalisation de l'activité politique, preuve de la difficulté à vivre de leur engagement qu'expérimentent les jeunes militants arrivés lors des grandes vagues d'adhésion de la fin des années 2000. Le remodelage profond de l'activité partisane et l'accession parfois inattendue à des postes de responsabilité conduit à l'apparition de « politiciens accidentels » (Douzinas, 2017) dont la position est due à une conjoncture politique favorable bien plus qu'à des ambitions personnelles.

Podemos constitue un cadre plus propice aux carrières connaissant une progression rapide et vertigineuse. Le parcours de ses fondateurs, passés en un laps de temps très court de la contestation marginale au premier plan du champ politique national, est bien documenté (Petithomme, 2018). Mais leur propre réussite n'est que le symbole visible d'une génération de cadres propulsés sur le devant de la scène. L'inscription dans la durée de ces succès électoraux et la fidélisation, tant de ces cadres que de la clientèle électorale du parti, constituent encore d'autres défis. Néanmoins, le « plafond de verre » électoral de Podemos l'empêchant de réaliser le *sorpasso* tant attendu a aussi eu un aspect bénéfique inattendu pour le parti en lui épargnant les choix cornéliens ayant agité son homologue grec. Podemos cultive en 2017 sa double nature de parti contestataire et de force de gouvernance locale capable de changer la vie en mobilisant l'espoir face aux politiques d'austérité.

Les cadres et élus podémistes barcelonais sont vantés pour leur qualité « citoyenne », censée représenter le peuple et régénérer un personnel politique défaillant dont la professionnalisation est, quant à elle, associée à une dérive élitaire négative, subsumée sous la dénonciation de la « caste ». Il est vrai que les responsables rencontrés ont fait leurs armes dans les mouvements sociaux contestataires. Nous pouvons cependant nuancer cette prétention à représenter les classes populaires : un engagement antérieur dans les structures d'extrême gauche et une origine située dans les classes moyennes éduquées constituent d'autres traits caractéristiques. Si Podemos met en avant sa diversité en termes d'âge et de genre, les entretiens esquissent quelques traits

communs aux figures locales du parti, issues d'une tradition de gauche bien antérieure au 15M. Les cadres intermédiaires rencontrés (responsable régional, élue au conseil de district…) viennent ainsi directement de la gauche communiste espagnole :

« *J'étais membre d'un syndicat d'étudiant qui était lié aux jeunesses communistes, et j'ai fait partie du mouvement social, la PAH, mouvement contre les délogements, et dans un petit centre social autonome, un peu anarchiste. Ca fait six ans que je m'investis dans une activité politique. […] J'étais un des initiateurs de la PAH, le mouvement contre les hypothèques, de mon quartier. Et là je coordonnais l'assemblée du mouvement.* »[553]

Quoi que plus âgée qu'Alejandro, Eva est également marquée par sa socialisation dans une famille républicaine puis dans des organisations communistes :

« *J'ai toujours été politisée, depuis toute petite, mes parents m'emmenaient aux manifestations avec Suarez et pour le statut d'autonomie, j'étais sur les épaules de mon père. Je suis politisée depuis petite, en plus, mon grand-père a été persécuté et ma famille a toujours été de gauche. […] J'ai été dans des partis communistes qui m'ont beaucoup déçue, beaucoup parce que j'ai découvert que c'étaient surtout des moutons qui répétaient le discours sans même bouger une virgule, et n'importe quelle discussion faisait que tu étais réactionnaire, et cette idée d'appartenir plus à une secte qu'un parti ça m'a carrément repoussée. Du coup j'étais assez désemparée, jusqu'à ce que Podemos naisse. Quand Podemos est né ça m'a intéressée mais j'avais des réticences, je me disais bon, en voilà d'autres en plus… Et alors j'ai bien tardé une année avant de commencer à être liée à eux, mais par contre, tout de suite, je me suis mise sur une plateforme de soutien sur Barcelone.* »[554]

Les parlementaires locaux représentent quant à eux l'archétype de la citoyenneté

[553] Barcelone – Entretien n°1

[554] Barcelone – Entretien n°10

militante promue par Podemos. Plus exposés médiatiquement que les cadres intermédiaires, et également plus réticents à présenter leur parcours politique, leur témoignage semble indiquer une conversion d'un capital social personnel (construit dans le champ du journalisme dans les deux cas rencontrés) en capital politique :

« *Je ne sais pas si vous vous souvenez quand Podemos a surgi, les cercles ont commencé à apparaître partout. Cercle de ceci, cercle de cela... Et j'ai vu qu'il y avait un cercle de la santé. Et j'ai dit « bien, ce sujet m'intéresse » et quand j'ai vu qu'il y avait un cercle de la santé, j'ai pris contact et j'ai dit « voyons, qui êtes-vous? Que pouvons-nous faire? » Et à ce moment-là, il y a eu un débat très intéressant sur le modèle de santé. Parce que l'ANC*[555] *faisait des propositions qui n'avaient aucun sens et il fallait y répondre. Et évidemment, au magazine, nous avons contesté, mais il y a une organisation politique qui a une section de personnes qui travaillent sur la question de la santé, je suis allé voir quelle était l'approche, et là, j'ai trouvé des gens qui voulaient travailler sur le sujet et en plus, qui étaient très ouverts à dire « hé, si tu sais quelque chose, aide-nous ». C'était comme « attendez, il y a un outil politique sous forme de parti, voyons si cela peut nous aider » et ils disent: « bon sang, nous venons de commencer, voyons si nous pouvons obtenir de l'aide des gens qui, dans cette affaire, gèrent le sujet ». […] Quand les élections ont été mises en place, les gens avec qui je travaillais dans le cercle de la santé depuis des mois m'ont dit « hé, tu n'aimerais pas que… ? » Et c'est là que...* »[556]

Comme son collègue député Albano Dante, Jessica Albiach décrit un parcours marqué par la mise en valeur d'une expertise personnelle. Le manque de cadres compétents, conjugué au profil jeune, professionnel et peu marqué à l'extrême gauche de ces deux personnes constitueraient alors les principaux éléments explicatifs de leur succès. L'arrivée à des positions parlementaires modestement décrite comme subie plus que

[555] Assemblée Nationale Catalane, puissante association indépendantiste et centriste, revendiquant en 2015 plus de 80 000 membres.

[556] Barcelone – Entretien n°8

choisie laisse cependant songeur :

« *J'avais travaillé dans des bureaux de presse, j'avais collaboré, aussi, dans des campagnes électorales mais je n'avais jamais milité dans aucun parti. Quand Podemos est apparu j'ai commencé à collaborer dans la commission de communication mais je continuais à maintenir mon travail dans un bureau de presse d'une mairie et, après, Podemos m'a engagée pour gérer la communication du parti en Catalogne. […] J'étais dans la partie communication comme je t'ai dit. Mais j'étais dans l'organe exécutif du parti, et il y a une caractéristique particulière à Podemos Catalogne, qui fait que, comme par exemple à Madrid les gens de Podemos viennent quasiment tous du monde universitaire. Et il y a des cadres bien formés, en Catalogne ce profil sociologique relevait plus de Iniciativa*[557] *ou de la CUP. Alors, vraiment à Podemos Catalogne il y avait un manque de cadres, j'étais dans l'organe de l'exécutif, j'étais une personne de confiance du secrétariat général*. »[558]

Ce rôle laissé aux experts constitue une réponse à un double enjeu. Il permet d'une part de donner un rôle aux militants issus de mouvements sociaux ou de mobilisations syndicales et para-syndicales telles que les *mareas,* en en faisant des conseillers de référence dans leurs domaines d'expertise respectifs. D'autre part, cette recherche de l'expertise venue de la base permet d'opposer le « bon sens » de ceux qui agissent, aux abstractions du personnel politique traditionnel, parlant de sujets qu'il ne maîtrise pas. Cette valorisation de l'expertise en politique rappelle un répertoire d'action hérité de l'altermondialisme (Ollitrault, 2001). Imad, assistant parlementaire insoumis, exprime cette vision du travail politique :

« *La politique ce n'est pas être expert dans tout. Moi, je pense que c'est une grosse erreur aujourd'hui, tous nos hommes politiques veulent… Ils savent tout sur tout, ils ont des solutions pour tout, ils savent tout. Je pense que c'est pas le rôle d'un*

[557] Iniciativa per Catalunya - Verds, petit parti catalan écologiste et post-communiste fondé en 1987.

[558] Barcelone – Entretien n°17

politique. Un politique c'est quelqu'un qui va évaluer les moyens, pour dire « okay, ça c'est nécessaire pour l'intérêt général, ça c'est nécessaire pour ça et pour ça ». Mais c'est pas lui qui va aller dire pour les hôpitaux « non, il faudrait faire ça, ça et ça ». Donc je pense qu'il balance une politique générale, une idée, et c'est aux acteurs qui sont dans chaque secteur de travailler là-dessus. Et le politique il est là pour écouter ces gens-là, et pour mettre en place, aller chercher les moyens pour pouvoir que ce soit possible. »[559]

Son propre parcours n'est pas lié à une politisation familiale mais à une rencontre tardive avec le militantisme s'étant produite en 2015, suite à des rencontres durant des manifestations montpelliéraines. Son passage par le PG est par contre typique des cadres insoumis de l'agglomération montpelliéraine. La description de ce parcours politique mêlant méritocratie militante et hasard du moment évoque les témoignages de responsables grecs et espagnols tout en y ajoutant le sentiment subjectif de devenir acteur d'une transformation sociale. Ce sentiment de rupture avec la position d'impuissance est, en soi, une rétribution considérable qu'il précise plus loin :

« *Je suis arrivé dans le Parti de gauche en 2015. Juste après, il y a eu le lancement de la France insoumise. Et puis je me suis mis dedans, ça a été immédiatement quoi. Et puis j'ai milité quand même énormément pour la présidentielle, les législatives. […] Quand Muriel m'a contacté pour travailler avec elle, j'ai pris un peu de temps pour réfléchir. Parce que d'un côté je me suis dit que c'est vraiment une expérience qui ne se pose pas deux fois, et qu'il fallait y aller. Et ouais, pour changer les choses, parce que c'est surtout ça. On se rend utile. Souvent, quand on est minoritaire, on l'a vu avec la loi travail, on a passé quand même des mois et des mois dans la rue. C'est horrible pour un militant. De perdre des journées de travail, de militer sous la pluie, dans des conditions difficiles, où on était de moins en moins, petit à petit. C'est très difficile, et y a rien de concret face à un pouvoir qu'on sent puissant, surpuissant,*

[559] Montpellier – Entretien n°8

enfin un truc tellement au-dessus de nos forces qu'on ne peut rien faire. Et le fait d'être là, ben au moins on va parler de gens à l'Assemblée, qu'on peut médiatiser, et je pense que c'est ce qui me pousse à être en politique, c'est ça en fait. »

Ces éléments, concourant à dresser le portrait de responsables politiques ayant connu des carrières souvent fulgurantes, permet de discerner les logiques d'apprentissage de la politique et de professionnalisation à l'œuvre dans ces partis. Les personnes récemment arrivées à des postes de responsabilité à divers degrés expriment des difficultés à décrire l'enchaînement d'évènements les ayant conduits là, mobilisant excessivement des facteurs conjoncturels indépendants de leur volonté[560].

b) Les carrières « rompues » : désengagement temporaire, définitif, bifurcation…

L'évocation par les personnes concernées de carrières « rompues » est bien plus douloureuse et plus laborieux. Ces ruptures relèvent parfois même de l'indicible. Interrogé sur cette éventualité, le même enquêté fait part des difficultés de ce cheminement :

« *Quitter un parti c'est compliqué, je pense. Parce que, quand on s'investit énormément dans un parti, quand il y a de l'attachement, etc, c'est très difficile de quitter un parti. […] Je pense que c'est difficile, parce qu'il s'agit de personnes. Un parti, par exemple dans l'Hérault, ça va peut être très mal se passer, alors que dans un autre département du coin ça se passe très bien. Tout dépend de qui est là, et des*

[560] Ces carrières exemplaires en termes de trajectoires ascendantes indiquent pourtant une conjonction de la mobilisation de ressources personnelles (telles qu'un capital social et symbolique) et de l'exploitation d'une fenêtre d'opportunité favorable (souvent électorale) permettant ces progrès. L'insistance sur l'aspect sacrificiel de la prise de responsabilité, sur l'effet du hasard ou sur des demandes extérieures (« on m'a proposé, on m'a appelé… ») constitue alors une stratégie de distinction permettant aux acteurs interviewés de se démarquer du personnel politique traditionnel caractérisé négativement par des ambitions dénotant une quête du pouvoir individuel.

personnes qui sont là. Donc finalement tu vas quitter le truc, mais le parti ? C'est très compliqué. Enfin moi je ne me suis pas posé la question, mais si un jour je devais me la poser, ce serait vraiment une décision qu'on prend avec des pincettes et c'est très difficile. »

Sans surprise, les ruptures les plus brutales et les bifurcations les plus spectaculaires se retrouvent parmi les militants de Syriza. Toutes ont eu lieu dans la période suivant directement le référendum de 2015 et relèvent d'une violente déception qui, comme nous l'avons noté, suit directement l'immense espoir propagé par l'accession au pouvoir du parti. Ces trajectoires semblent correspondre à deux dynamiques. La première relève d'un désengagement, d'un désenchantement par rapport à l'engagement politique lui-même, de la perte de l'espoir. La seconde constitue une dynamique de réorientation : les militants s'y conformant choisissent de poursuivre leur carrière militante tout en modifiant leurs modalités de participation. La plus évidente de ces bifurcations consiste à adhérer à l'une des formations concurrençant Syriza par la gauche telle qu'Unité populaire dont l'objectif est de réunir les déçus du parti pour rompre avec les politiques d'austérité, parfois sur un mode critique, comme dans le cas d'Alex :

« *J'ai été membre de Synaspismos depuis 2003, j'avais 14 ou 15 ans à l'époque. Et j'étais membre de Syriza jusqu'en 2015. Donc c'est beaucoup d'années. Maintenant je ne suis pas membre d'un quelconque parti politique, mais je pense être actif politiquement. […] Si tu me demandes, ce que j'en pense, c'est que c'est un parti totalement différent. Le seul point commun c'est le nom. Rien de plus ! […] Unité populaire, j'en suis proche niveau opinions, parce que l'Unité populaire est composée de gens qui sont partis de Syriza. Je me suis éloigné d'eux parce que je pense qu'ils refont les erreurs du passé. Ils essaient d'être un nouveau Syriza, avec les mécanismes de l'ancien Syriza. Tu ne peux pas faire ça. Le cycle de Syriza est terminé, maintenant*

il faut un nouveau parti, une nouvelle façon de construire un parti. »[561]

L'institutionnalisation en elle-même est perçue comme un phénomène condamnable dans lequel le parti se fond dans l'Etat. Le retour à la marginalité, à une position contestataire générant peu de rétributions, est un processus lui-même difficile, nécessitant une réévaluation des pratiques que décrit Yiannos :

« *Pour moi ce qui était plus douloureux c'est cette interview de Tsipras le 14 juillet 2015, quand, au lieu de dire « c'est un coup d'Etat », il a dit « c'était la décision responsable à prendre ». Et quand ils ont annoncé les élections, j'étais en vacances à la mi-août, sur une île, et on m'a dit « okay, ils annoncent des élections, sans congrès du parti », et j'ai commencé à dire « ok, on doit scissionner sans le congrès du parti, pour créer quelque chose d'autre et participer aux élections contre eux ». […] J'ai écrit un article avant les élections, fin 2014, mais ils ne l'ont pas sorti, parce que je voulais le publier mais les élections ont été annoncées et ils ont dit « okay, ne critiquons pas le parti ». C'était un gros article, qui expliquait comment le parti se bureaucratisait à ce moment selon moi. Mais j'ai compris après que je m'étais trompé, et que le parti devenait une partie de l'Etat. […] Quand j'ai quitté le parti, avec d'autres personnes on a fondé l'EARK, qui est une petite fraction de l'Unité populaire. Mais ce n'est pas vraiment une organisation, parce qu'on avait l'habitude de structures beaucoup plus grandes, et on ne pouvait pas former une petite organisation, surtout les vieux militants. C'était impossible de leur apprendre comment ça fonctionnait, sans siège central, ni centaines de permanents payés pour organiser les choses. C'est des choses basiques qu'il fallait apprendre, après parfois 30 ans de vie politique, pour certains d'entre eux. Pour moi c'était 10 ans. Pour eux, c'était impossible d'apprendre de telles choses.* »[562]

Pour d'autres personnes, le départ de Syriza et la rupture avec le projet porté à bout de

[561] Athènes – Entretien n°9

[562] Athènes – Entretien n°16

bras durant des années signifie un abandon plus net de l'engagement politique. Ces enquêtés n'imaginent pas se réinscrire dans une démarche partisane et verbalisent ouvertement leurs regrets. Notons que leur parcours ne diffère pas de celui des militants tentant de poursuivre ailleurs leur engagement. L'interprétation des raisons de l'échec de Syriza à transformer en profondeur la société grecque ne semble pas non plus déterminante. Expliquer les phénomènes de réengagement et de désengagement nécessite d'étudier les interactions sociales dans lesquelles s'insèrent les enquêtés. Dans les parcours observés, le maintien d'un réseau de sociabilité extérieur à la sphère partisane permet à certains enquêtés d'éviter l'isolement et d'adoucir leur sortie, quand d'autres renouent avec l'engagement pour maintenir un réseau de sociabilité fortement lié à leur propre militantisme (amis rencontrés dans le parti, lieux et moments de détente partagés).

Lors d'entretiens réalisés dans différents quartiers d'Athènes, une visite des lieux est spontanément proposée par plusieurs enquêtés. L'histoire politique locale s'inscrit en effet dans un cadre géographique bien particulier, particulièrement dans le quartier rebelle d'Exarcheia, lieu d'implantation privilégié de la gauche contestataire grecque ainsi que de la mouvance libertaire.

Présenter les bâtiments occupés, les fresques révolutionnaires sur le campus, traduire les slogans omniprésents sur les murs, se recueillir devant des stèles honorant la mémoire de martyrs anciens ou récents, passer devant des locaux politiques appréciés ou exécrés, décrire l'implantation des forces de police locales, ou encore visiter une librairie soutenant la cause… Nombreux sont les espaces permettant aux enquêtés de mettre en scène leur discours, crédibilisant le parcours de Syriza en le replaçant dans le contexte large de l'histoire militante grecque et de la résistance. Ces visites sociogéographiques remplissent une fonction tant pédagogique que légitimatrice, illustrant et resituant divers récits de moments et de pratiques.

- Journal de terrain, 24 juin 2017

L'observation participante met en lumière cette recherche de situations et de lieux permettant de recréer artificiellement la sociabilité de « l'âge d'or » associé à la période de progression du parti, désormais révolu. Les ex-militants apprécient les réunions politiques, les cercles de discussion, les conférences et les discussions plus informelles dans les cafés d'Athènes, permettant tant de dresser le bilan des victoires et échecs passés que de retrouver une chaleur humaine avec des personnes partageant leurs griefs. Mélanie raconte les origines de cette sociabilité particulière :

« *En 2013, le gouvernement de Samaras a décidé de fermer la télévision privée de Grèce. D'un jour à l'autre, on arrête. On n'y croyait pas. C'était quelque chose contre la démocratie. On était là, pendant deux mois on était là et on se battait, on allait au jardin de la télévision publique et on était là. On faisait des marches, on faisait des concerts… On passait bien. On flirtait tout en faisant ça. (rire) […] Quand tu es militante tu as une vie sociale énorme. Parce que tu as un rapport, tu as des contacts avec des gens, pas forcément tes amis. Tu connais des gens parce que c'est des camarades, ou parce que tu dois les connaitre parce que tu es dans une manif, t'es avec dans le syndicat, c'est des gens que tu veux convaincre, tout ça. Je connais énormément de gens comme ça.* »[563]

Cette vie sociale dense permet à cette même ex-militante de passer le cap de 2015 en envisageant plus sereinement son désengagement :

« *J'ai laissé en arrière plusieurs choses que j'aurais pu faire pour moi. Mais ça c'est un choix. […] On avait perdu le but, on ne regardait que le doigt. C'était en 2013. Ça me déprime vraiment, parce que moi je crois que c'était quelque chose qui a eu des conséquences très sérieuses. Et une conséquence, c'est qu'on n'a pas compris ce qui se passait en 2015. On est arrivé devant une négociation de Tsipras, en se disant « ouais qu'est-ce qu'il fait ? », mais nous on n'avait rien fait, on avait rien compris !*

[563] Athènes – Entretien n°3

Et là, c'est là où j'ai dit « basta ». C'est ça aussi qui m'a… Ouais. »

Sotiris explique la difficulté de rompre avec la sphère militante :

« *Tu sais, avant 2015 je ne pensais pas vraiment qu'il y aurait un moment où je quitterais un parti politique. Parce que c'était comme… Tu interprètes la vie, ta vie, la société, tout ça, par l'angle de cette participation. Donc je ne le pensais pas vraiment. Je l'ai décidé tout à coup en 2015, c'était l'été de 2015, bien évidemment je n'étais pas toujours content avec ma participation, avec mes camarades, avec mon parti. Et je me souviens qu'une fois, en 2010, j'ai pensé à quitter. Au fond je ne l'ai pas fait, j'ai annulé. Et puis après j'ai trouvé encore une raison pour m'engager.* »[564]

Ces témoignages décrivent des carrières non linéaires dans lesquelles la crise de 2015 ne constitue que le point culminant de tensions, de périodes de motivation et de démotivation, d'engagement plus ou moins distancié ou intense. Il n'est pas possible de savoir si ces ruptures représentent des pauses dans des carrières se développant au cours d'une vie, ou bien des ruptures définitives. Elles indiquent cependant l'incapacité de ces personnes à trouver leur place dans une structure ne répondant plus à leurs attentes et à leurs valeurs. La transformation de Syriza laisse de tels militants sur le bas-côté de la route vers l'institutionnalisation aboutie.

Podemos est également le théâtre de ruptures qui surviennent dès la première année du parti, tout en restant dans l'ombre, du fait des succès remportés par cette nouvelle structure. La période de l'enquête voit les premières tensions importantes se manifester dans la direction du parti. Ces tensions éclairent en retour le parcours de militants barcelonais s'éloignant de Podemos. Les entretiens avec ces personnes se sont déroulés plus régulièrement à mesure que progressait le terrain. Les militants les plus investis sont en effet les plus accessibles et les plus prompts à évoquer leur activité, source de fierté pour eux, quand ceux évoluant aux marges de la sphère

[564] Athènes – Entretien n°8

militante et tendant à s'en éloigner éprouvent parfois des réticences mêlées de pudeur lorsqu'il s'agit d'évoquer leur propre cheminement. Les perceptions les plus critiques sont exprimées par des militantes provenant de mouvements sociaux, ralliées à Podemos mais n'étant pas satisfaites par une forme partisane accusée de reproduire les mécanismes de la politique traditionnelle, comme Aline :

« *Au début ça m'a un peu choquée, parce que je trouvais qu'ils parlaient beaucoup de politique politicienne. Et je m'attendais pas à ça dans un truc comme Podemos. Ils parlaient beaucoup des alliances entre partis, etc. Enfin je me suis dit, si c'est pour ça qu'ils sont là, c'est dommage, parce que ça serait mieux qu'ils soient là pour faire changer les choses que pour décider s'ils sont d'accord avec un autre ou pas. C'est très passif, y a pas d'action, y a pas de… C'est dommage. […] C'est pas des jeunes quoi. Et tout est très stratégique, tout est très calculé et tout, alors que je pensais pas trouver ça chez Podemos. Franchement je pensais pas trouver ça chez Podemos.* »[565]

Conchi évoque une désillusion semblable :

« *Les assemblées et les réunions, c'est répétitif. Si c'était plus dynamique… Ce qui m'ennuie le plus c'est que cette dynamique d'aller de réunion en assemblée, ça détruit plus que ça ne renforce. […] Les élections internes, une destruction de l'espoir, chacun expose ses projets, c'est comme une guerre. Pas totale, mais c'est décevant. Les élections internes c'était le pire, ce qui s'est passé de pire dans le parti, car pendant qu'on était là-dedans on oubliait pourquoi on était dans ce parti, que les gens dehors vivaient dans la merde et on ne s'est pas mobilisés, c'était tout en interne et voilà. Ça pour moi ce n'était pas mon parti. J'ai eu une désillusion à cette époque…* »[566]

D'autres militants souhaiteraient accentuer le professionnalisme des cadres tout en

[565] Barcelone – Entretien n°21

[566] Barcelone – Entretien n°22

entrainant une ambiguïté autour des rémunérations. Selon Luis Romance, issu de l'extrême gauche, le personnel politique de Podemos est attiré par les rétributions matérielles sans pour autant les mériter réellement. Ses critiques l'ont poussé à se mettre en retrait du parti dont il ne fréquente plus qu'exceptionnellement les réunions :

« *Si tu es au conseil citoyen et que tu diriges Podemos, tu ne peux pas être payé par Podemos, il faut embaucher plus. C'est une critique que je leur fais, tous les amateurs, qui non aucune connaissances de la politique, de la méthodologie, de faire les choses, se sont mis à travailler à Podemos. Ce qu'ils devraient faire c'est embaucher des personnes expertes qui donneraient des conseils, une équipe d'experts. Le problème c'est que ceux qui dirigent sont ceux qui travaillent, donc il faut les surveiller car ils sont leur propre chef. Ce sont des amateurs, ils n'ont pas de connaissances, mais ils n'ont pas de gens experts qui puissent les conseiller. […] En Catalogne, les listes électorales étaient constituées par les mêmes personnes qui étaient au conseil citoyen. Et ceux qui ne sont pas rentrés dans les listes électorales et qui n'ont pas été embauchés par Podemos, ont été embauchés par le Parlement. C'est ce qu'ils font, et c'est pour ça que la gauche ne fonctionne pas, ce n"est pas correct.* »[567]

La pratique des cadres du parti consistant à s'appuyer sur l'expertise de spécialistes issus des mouvements sociaux, du monde associatif ou du syndicalisme serait ainsi elle-même inopérante. Il est intéressant de noter que cette vision, poussée à son paroxysme, conduirait à une approche technocratique de la gestion politique située aux antipodes de la démocratie directe et de l'égalité entre les citoyens. La répartition des rétributions matérielles offertes par l'engagement dans Podemos est elle aussi remise en cause par ses « perdants ». L'adhésion au parti étant généralement liée à un rejet des formes prises par la gauche et l'extrême gauche traditionnelles, le désengagement progressif de militants podémistes ne profite pas au moment de

[567] Terrain - Entretien n°18

l'enquête à une autre formation politique. Ce processus tend plutôt à accompagner et refléter la « décrue » des mouvements sociaux constatée précédemment.

> L'observation participante confirme les témoignages les plus critiques, tout en infirmant les déclarations optimistes de dirigeants gonflant les chiffres locaux : malgré le lancement d'initiatives telles que le programme Hacemos, le mouvement Vamos ou les nouveaux cercles thématiques, l'important *turn-over* dont souffre le parti en Catalogne se conjugue à un désinvestissement progressif des militants (et particulièrement des militantes) issus des mouvements sociaux et n'ayant pas été fidélisés par l'octroi de postes ou de gratifications symboliques. De tels profils étaient pourtant au cœur de la stratégie de développement du parti. L'observation participante permet ici de constater la faible présence effective de ces personnes lors des moments formels de la vie partisane, en particulier les réunions de cercle et les meetings, conformément à leur témoignage critique – et contrairement à celui des militants les plus investis qui minimisent ou nient ce phénomène.
>
> *- Journal de terrain, 3 décembre 2016*

L'apparition récente de la France insoumise dans le champ politique français ne laisse bien sûr que peu de place à l'observation de tels processus de désinvestissement ou de rupture soudaine. Des réorientations plus subtiles sont cependant identifiables, les militants montpelliérains les plus investis tendant à s'affilier au Parti de Gauche pour approfondir leur investissement dans un cadre strictement partisan. C'est du moins la manière dont les militants interrogés présentent ce choix. Nous pouvons ajouter qu'il s'agit d'une stratégie d'investissement d'un parti localement moteur dans le lancement de la FI (une structure comme Ensemble étant restée plus distante tout en soutenant la candidature de Jean-Luc Mélenchon). Le PG occupe également un rôle de structure de rémanence : en cas de période de creux ou de reflux électoral, ce petit parti permet aux militants insoumis de conserver une capacité d'action ainsi qu'un espace de socialisation politique agissant comme un centre inscrit dans la durée.

D'autres personnes ayant pourtant un profil sociologique similaire s'investissent de manière bien plus distanciée en profitant des possibilités offertes par un engagement « à la carte ». La dimension partisane du projet insoumis est alors considérée comme un frein potentiel. Dans l'économie personnelle de ces militants, la position d'expectative domine, la poursuite de l'engagement étant conditionnée par le succès (subjectif) de la future Convention devant parachever la genèse partisane. C'est le cas de ce couple de militants montpelliérains :

« *Tu sais, j'ai une conception du militantisme qui est hyper large. Je vois aucun problème à me barrer de la FI dans le sens où mon combat je peux le faire ailleurs, dans d'autres mouvements. C'est vraiment pas ma vie la FI. Et y a quelques fois d'ailleurs où je me suis posée la question, « est-ce que je me barre ou pas », parce que je m'en fous quoi, je peux aller à Greenpeace, je peux aller à Médecins du Monde, plutôt dans les assos… Mais voilà. […] Après là y a la Convention qui va arriver à la FI, 25-27 novembre je crois, donc là il va y avoir un grand débat sur comment on se structure.* »[568]

Comme Marie, Eric fait part d'un attachement limité à la structure insoumise :

« *Je suis un peu moins actif en ce moment, parce que j'attends de voir ce que va donner la Convention. Et voir quelle forme ils vont trouver en termes de mouvement, parce qu'on a rencontré beaucoup de gens qui étaient intéressés par le fait que ce soit justement plutôt un mouvement. Ils étaient en recherche de plus de démocratie au niveau des partis. Là, on ne sait pas trop ce que ça va donner, donc on va voir.* »[569]

L'observation participante permet de compléter le matériau issu des entretiens en assurant le suivi de personnes enquêtées sur une période plus étendue. Nous constatons ainsi que ces militants entrent effectivement dans un processus de

[568] Montpellier – Entretien n°2

[569] Montpellier – Entretien n°11

désengagement suite à la Convention, conformément à leur opinion exprimée en amont. La structuration du parti est jugée peu conforme aux attentes individuelles et leurs carrières militantes se réorientent vers d'autres formes d'engagement.

Un mot, enfin, sur les carrières que nous qualifions de stagnantes. Tout engagement étant dynamique et correspondant à des attentes faites de rétributions et de coûts, les carrières stagnantes sont celles où les oscillations de l'engagement sont les plus faibles. La fidélité envers un parti satisfaisant les attentes individuelles peut être décelée dans les déclarations faisant état d'une certaine stabilité dans les modes de participation. Les personnes bénéficiant d'une rétribution matérielle durable et celles appréhendant leur engagement comme relevant avant tout de la recherche d'un espace de sociabilité sont les deux catégories les plus à même de se contenter de leur position. Le militantisme agit ici comme facteur de construction de l'identité individuelle, au sens d'image valorisée de soi. Margarita évoque cette appartenance gratifiante au groupe :

« *Partager avec les collègues chaque moment, après avoir vécu la transition, regarde maintenant quand j'y suis allé pour le week-end, et puis plus tard dans la nuit, avec la musique, à la fin ce sont les mêmes chansons que nous avons entendues dans n'importe quel pays du monde et je disais mon Dieu, c'est comme si on revenait à la période de la transition. C'est ce que j'ai ressenti ainsi. Il n'y a pas de différence entre le moment où j'avais la vingtaine et la transition. Ou quand j'avais trente ans. Et nous étions là, réunis, à écouter encore les mêmes chansons, les mêmes moments, les mêmes joies, nous buvions tous la même chose, nous pensions tous la même chose. Cela n'a pas de prix, ces relations personnelles, pouvoir parler la même langue, je n'ai pas de différence avec les gens qui ont vingt ans, qui en ont trente, qui en ont soixante ans ou qui en ont plus! Je dis que nous sommes tous pareils, ça fait quoi ? Ici ça ne fait rien, nous sommes tous pareils. C'est très beau, c'est une satisfaction*

inestimable, inestimable. »[570]

Là encore, l'observation participante permet de mettre en perspective ce récit individuel, devenant représentatif d'une partie importante de la militance podémiste rencontrée, se satisfaisant de l'entretien d'une mémoire politique dans le cadre de la sociabilité du cercle.

A travers ces fragments épars apparaissent des logiques d'ensemble dessinant des tendances similaires d'un parti à l'autre, d'une situation locale et temporelle à une autre pourtant apparemment éloignée. Dans les trois partis étudiés, le processus d'institutionnalisation saisi à différents stades opère un tri parmi les militants dont les attentes sont satisfaites ou déçues selon l'évolution de la structure collective et des possibilités de professionnalisation (ou du moins de routinisation) de l'activité politique personnelle. Ces phénomènes singuliers ne constituent pas des cas épars : ils permettent de définir les modalités de l'institutionnalisation des partis contestataires, à travers les effets de l'institutionnalisation sur les carrières partisanes.

2 - Les carrières partisanes, témoins des effets de l'institutionnalisation

Si les raisons et les manières d'adhérer et de participer à un parti politique ont évolué au fil du temps et selon les contextes, la « fin des militants » (Ion, 1997) n'est pas pour autant survenue. Les logiques de désinvestissement et de réinvestissement militant recoupent une grande diversité de parcours possibles : désengagements, démissions, bifurcations et autres parcours non-linéaires sont riches en informations permettant de saisir les effets différenciés de l'institutionnalisation de partis *a priori* rétifs à l'intégration dans le champ partisan traditionnel. La présentation de parcours biographiques exemplaires permet de saisir ces logiques et de définir de manière plus théorique les effets de l'institutionnalisation sur l'engagement.

[570] Barcelone – Entretien n°26

a) Des carrières partisanes exemplaires

Le choix d'une méthode qualitative nous autorise à reconstituer des carrières partisanes qui, par leurs caractéristiques à la fois singulières et idéal-typiques – au sens weberien – constituent des références exemplaires mettant en lumière les phénomènes étudiés. La présentation des parcours biographiques et leur juxtaposition illustrent la manière dont l'institutionnalisation influe sur les carrières individuelles. Les profils correspondent à des trajectoires ascendante, stagnante et de désengagement, telles celles évoquées auparavant.

Imad – « *C'est un défi quoi, il faut aimer ça, il faut jamais baisser les bras, et n'importe qui peut le faire.* »[571]

Né en 1990 au Maroc, titulaire d'un DEUG, issu d'une famille ouvrière sans tradition politique marquée, Imad découvre les mobilisations collectives dès la fin du collège :

« *Je sais que mes parents sont, sans qu'ils le sachent, à gauche. Pour la justice, sans forcément le dire comme ça. Enfin, c'est très particulier, parce que mes parents sont analphabètes, donc pas du tout politisés. Donc ils n'ont pas accès à la lecture, c'est assez important. Mais dans la façon dont ils s'expriment, etc., sur des sujets, ils sont assez pour la justice, et pour qu'il n'y ait pas de réprimés. […] Très vite, dès le lycée, voire à la fin du collège, ça m'intéressait un petit peu quand même. Y avait des blocus, des machins, donc c'était toujours intéressant de voir un petit peu ce qui se passait, et on est à cet âge-là je pense très touché par les questions d'injustice. Et c'est ce qui m'a fait réfléchir un petit peu, et m'intéresser à la politique. J'étais toujours impliqué dans la vie du lycée par exemple, ce genre de choses. Toujours à discuter. Moi j'étais*

[571] Montpellier – Entretien n°8

interne pendant trois ans au lycée, on a toujours discuté de politique, de ce qui se passait, ce qui nous intéressait un petit peu. »

Son parcours ascendant marqué par un fort volontarisme le conduit à s'engager au Parti de gauche une fois arrivé dans l'enseignement supérieur à Montpellier :

« *J'ai cherché. Bon je savais que j'étais de gauche. Enfin de gauche, j'en sais rien, mais en tout cas humaniste, écologiste, républicain, et je pense que c'est la présidence Sarkozy justement qui m'a poussé. […] J'ai contacté aussi les uns et les autres et c'est finalement via le réseau jeune du Parti de gauche à Montpellier où dans une réunion, voilà, j'ai atterri là.* »

Le lancement de la France insoumise est perçu comme un développement nécessaire, conforme aux nécessités de la période marquée par les politiques d'austérité, et un pas en avant source d'opportunités pour Imad et ses camarades :

« *La loi travail, ça m'a… C'est des choses aussi qui nous touchent hein, c'est pas simplement lutter pour lutter, c'est quelque chose qui nous touche énormément. Enfin en tout cas moi ça m'a beaucoup touché quand j'ai vu qu'on touchait à la loi travail, alors il y a toujours des histoires, parce que tu as en tête le père, le grand-père qui a bossé, qui a lutté, etc. […] Et du coup quand on est touché dans quelque chose on y va à fond, en espérant qu'à un moment donné on arrive à faire basculer les choses. Si on enlève cet espoir-là… Je pense que c'est ce qui m'a permis d'être très… Et puis le mouvement de la France insoumise, quand ça a été lancé, on l'a construit tous ensemble petit à petit, et on a été assez fier je pense d'avoir participé à ça depuis le début. Et ça a été extraordinaire, une expérience vraiment extraordinaire. […] Je comptais pas mes heures, je bossais et à côté je militais, donc j'avais plus de vie. […] Dans la loi travail, j'étais avec mon drapeau du Parti de gauche. Avec peut être un autocollant de la France insoumise. Parce que le Parti de gauche au moins on sait ce que c'est, etc., alors que la France insoumise c'était en plein travail, en plein chantier,*

c'était très difficile à ce moment-là. »

Son expérience le pousse donc à appuyer la transformation de la FI en un parti structuré capable de progresser électoralement après le succès relatif de 2017 tout en professionnalisant son activité :

« *Je pense qu'on est dans une phase de transition entre ce qu'a toujours été un parti politique, ce qui a toujours été des accords entre partis politiques dans des élections, et souvent c'était d'ailleurs localité par localité, où ils faisaient leurs accords etc. Et je pense qu'à la France insoumise, c'est l'espace de transition vers quelque chose qui éviterait que en tout cas pour notre camp, qu'on se déchire toujours quand il faut y aller, et qu'on arrive toujours par perdre. […] Le soir des élections présidentielles on s'est retrouvé entre 200 et 300 militants de Montpellier dans un bar qu'on avait réservé, donc on était entre nous. On guettait… Enfin il y avait une ambiance assez extraordinaire. Avec 60% des gens qui n'avaient jamais milité, des gens qui venaient d'ailleurs. Enfin c'était… On s'est retrouvé ce soir-là, et on a tous versé une larme quand on a découvert à la fois qu'on n'était pas au second tour et que Marine le Pen était au second tour. Et on avait tous le sourire quand on a vu qu'à Montpellier on avait fait 31,6 et que Macron il était deuxième à 24. C'est énorme. […] Au niveau national, au QG, c'était un peu difficile. Même, malgré les centaines de bénévoles qui étaient là tous les jours à envoyer des paquets et des paquets, c'était très difficile. Donc on avait du mal à gérer ça. Et aussi je pense qu'à l'avenir il faudrait qu'on arrive à le gérer plus correctement. Et surtout aussi les histoires de financement, parce qu'on y a laissé tous de l'argent. Et ça faut qu'on trouve une solution, parce que les gens ont énormément donné.* »

Cette expérience positive nécessite cependant la formation de cadres. Remarqué pour son sérieux et ses compétences, il est choisi comme assistant parlementaire par la députée insoumise Muriel Ressiguier. Le militantisme constitue ainsi pour lui une école de formation et un débouché professionnel valorisé :

« *J'ai été assistant d'éducation, au lycée. J'ai aussi été professeur stagiaire. Bon après j'ai aussi travaillé dans une maison d'enfants à caractère social, voilà, toujours avec l'adolescence, l'enfance et l'enseignement. Et aussi plus jeune je travaillais l'été quoi. C'était du travail saisonnier quoi. […] Je suis attaché parlementaire. C'est très intéressant, vraiment, quand on a milité et qu'on est touché par ces questions-là et que ça nous intéresse, on peut pas avoir mieux comme approche. Et puis on est vraiment sur le terrain. Comment ça se passe, Muriel Ressiguier c'est un employeur. On est trois, donc elle souhaite aussi qu'on touche un peu à tout. Donc on fait du travail législatif, étude de textes, de rapports, mais aussi un travail plus local avec les administrations, les associations, la population. On est ouvert toute la semaine.* »

Imad illustre ainsi ce que peut être une carrière ascendante dans un parti contestataire, valorisant les savoir-faire techniques de jeunes militants plus que l'ancienneté ou que la maîtrise d'un bagage théorique formel.

Panagiotis – « *Moi, je n'irai jamais dire « Ah, allez vous faire foutre, vous êtes tous pareils » et ce genre de trucs. Je ne dirai jamais ça.* »[572]

Né en 1977 dans une famille eurocommuniste d'Athènes, ayant suivi des études de sciences humaines et travaillant dans une radio marquée à gauche, le profil sociologique de Panagiotis correspond à celui d'une génération intermédiaire de militants grecs socialisés dans un environnement politique d'extrême gauche, diplômés et bien informés :

« *Quand j'étais plus jeune, ma mère et ma tante m'emmenaient au festival du KKE Esoterikou, ça s'appelait comme ça à ce moment. […] Mon grand-père, à qui je dois*

[572] Athènes – Entretien n°5

beaucoup, comme ma mère, par rapport à ce que je pense, se sont beaucoup impliqués dans la structure politique. Parce qu'ils rassemblaient des gens, je me rappelle que depuis 84, 85, jusqu'en 89 quand il est mort, il revenait à la maison avec quelques vieux avec des blessures de guerre, un n'avait plus de jambes à cause des bombes. Certains avaient passé des années en prison, et après ils avaient dû signer pour prouver qu'ils n'étaient pas communistes. C'étaient des histoires supers, des gens supers. A ce moment, comme maintenant, j'ai beaucoup de respect pour ce genre de personnes qui ont payé de leur vie, de leur famille, qui n'ont pas pu travailler. Je me souviens de mon grand-père et de tous les gens autour, quand ils étaient avec le journal Avghi, et qu'ils se disputaient à propos de textes et d'autres choses. […] J'adore lire Avghi. C'est seulement le dimanche. Parce qu'ils ont des traductions du Monde Diplomatique, et ça me donne une autre perspective sur le monde, tu vois. Un autre type de journalisme, plus ouvert, plus général et précis, et j'aime ça. Il y a des sujets, certains sujets, je pourrais y participer. […] Je l'ai soutenu par mon vote, puis après je n'ai pas voté à trois occasions. Je me suis dit, grâce à nos votes cinq personnes ont été élues, et j'étais très déçu parce que trois d'entre eux rejoignirent le Pasok après. C'était très mauvais, le Pasok est très mauvais. Alors je me suis dit non. »

Les années à l'université constituent ensuite un sas de transition entre le soutien électoral et l'activité politique en tant que telle via les organisations estudiantines liées à Syriza :

« *J'ai rencontré beaucoup de jeunes qui étaient dans la jeunesse de Syriza, à l'université. Ce que j'appréciais, c'est que, même s'ils savaient que je ne votais pas, ils n'étaient pas comme des vendeurs tu vois, « vote pour moi », ou qui te parleraient en ayant en tête « ah, si je lui parle il votera pour moi ». Et j'ai aussi pensé qu'il y avait une opportunité pour la jeunesse. Et ils étaient ouverts, il y avait un local, un endroit où les gens pouvaient se rencontrer, boire, échanger des opinions et tout ça, dans l'université. C'était très bien à ce moment, parce qu'il y avait toutes ces choses,*

ces changements qu'ils appelaient réformes. […] C'était de 2005 à 2007. Cette période c'était deux ans. Tous les jeudis les étudiants manifestaient. Chaque jeudi. Et c'était sympa. Je pense que ça a créé quelque chose, les gens commençaient à penser à comment changer, comment créer une vraie vie. »

Panagiotis poursuit ensuite son engagement à travers les mouvements sociaux marquant la dernière décennie, comparant spontanément la situation grecque vécue à Athènes aux mouvements du 15M :

« *Les gens de la radio étaient très divisés. C'était une radio soutenue par des partis faisant moins de 3%, c'était Syriza à ce moment. […] C'était un très petit parti, mais pour moi, à ce point, c'était le plus proche de moi, et par exemple, c'était le seul qui était contre les Jeux Olympiques. C'était le seul parti en 2006 qui soutenait les manifestations des étudiants, chaque jeudi, ils étaient frappés par les flics et gazés et tout ça. […]- La place Syntagma… Ça me fait penser à Podemos, aux Indignados. Je pense que c'était un besoin du moment. Une manière d'exprimer quelque chose de profond. Je pense qu'en Espagne, comparé à la Grèce, ça s'est passé différemment. Dans des endroits, il y avait de tout, des nationalistes, des prêtres, des conservateurs, parce que c'était aussi un peu populiste. […] Au moins, c'était quelque chose. Peut-être que ça s'est passé de la mauvaise façon, parce que aussi à Syntagma il y avait de gros affrontements entre les participants, avec le parti communiste, dans le mouvement des places. Et c'était populiste, Syriza a lancé un appel pour isoler le Parlement et ne pas laisser voter les députés. C'était un peu populiste, parce qu'ils appelaient les gens à venir, et à ne pas laisser les députés voter, comme s'ils allaient gagner.* »

La constance de son parcours s'explique en partie par son important bagage politique familial l'ayant orienté et conforté dans ses choix. Sa position en retrait par rapport aux instances internes au parti lui permet également de garder le cap, malgré les désillusions, et de verbaliser ses critiques tout en maintenant un compagnonnage :

« *L'évolution de Syriza, pour moi, doit être évaluée et pensée en termes d'action. Pas de pensées, mais d'actions. Comme par l'exemple, les revendications pour les prisonniers politiques, ou pour les prisonniers en général. Ils ont fait une loi, qui fait que de 12 000 personnes en prison, ils ont réduit le nombre à 9000. Mais ça doit être amélioré. […] J'aimerais croire que j'appartiens à la gauche, j'aimerais croire que je défends les valeurs et droits humains basiques et… Peut-être il y a quelques années j'aurais dit anticapitaliste, j'aurais dit ce genre de chose. […] Ce que j'ai vu, c'est qu'il ne peut pas y avoir dans un petit endroit du monde… Ca ne peut pas changer.* »

Panagiotis représente un parcours militant marqué par une certaine distance vis-à-vis de l'organisation. Conjugué à une socialisation politique intense, notamment dans le cadre familial, mais également dans le travail, cet investissement mesuré dans Syriza épargne au militant la violence des prises de position internes. Son engagement reste constant, malgré les évolutions radicales du parti.

Albert – « *Tu le sais, en général dans une organisation ou un parti politique ou une association, les groupes politiques organisés gagnent, s'ils ne sont pas organisés, ils peuvent avoir les meilleures idées du monde mais ils sont condamnés à l'échec.* »[573]

Technicien retraité né en 1949 à Barcelone, vétéran du PSOE cultivé et diplômé de sociologie, Albert représente le profil type du militant barcelonais de Podemos arrivé au parti avec un bagage politique important :

« *En 1973 ou 1974 j'ai été membre fondateur ou collaborateur en Catalogne*[574]*. Et je*

[573] Barcelone- Entretien n°28

[574] Albert évoque ici la Confédération Générale du Travail – syndicat libertaire ayant scissionné de la CNT en 1977, elle-même redevenue légale en 1976, un an après la mort du général Franco. Les dates

suis allé au congrès qui a été fait en démocratie, j'étais l'un des membres là-bas et j'ai été relativement - jusqu'à un certain point - militant d'un syndicat. J'ai toujours cru, maintenant je ne crois plus autant. […] J'ai été membre du parti socialiste depuis 1965, jusqu'à il y a quatre ans. […] Maintenant ne viens pas me demander si je suis du centre, de gauche ou de droite parce que je ne le sais plus, où ça se situe. Si je réfléchis je dirais que je suis social-démocrate. »

Son réengagement ne se fait pas dans le cadre du 15M, dont il diminue l'importance, mais par un passage direct du PSOE à Podemos :

« *Dans les années 70 et 80, en Espagne, tout le monde a été en prison, au point que l'argot de la prison était politique. Tout le monde a été en prison, pas moi, et maintenant nous sommes dans une ère où tout le monde a été dans les 15M, je n'ai pas été membre du 15M et je n'y étais pas. […] Si une personne est dans un groupe et qu'elle n'est pas valorisée, qu'elle n'est pas écoutée, ou qu'on n'y prête pas attention, alors cette personne finit par partir. […] Je n'ai jamais eu de responsabilités dans la politique. Mais oui, j'ai conseillé. J'ai assisté à des réunions où, en théorie, personne ne m'a écouté, mais ils ont suivi ce que j'ai dit. J'ai influencé sur beaucoup de choses, bon, sur certaines choses. Conseiller dans l'ombre, si l'on peut dire, bien que si tu leur demandes, ils diront "non, il ne l'a pas fait". Par exemple, je te l'ai dit avant, j'étais dans une zone où, pendant que j'étais là, on a toujours gagné les élections, je suis parti et ils ont perdu. Il y a bien quelque chose là, non ?* »

Albert s'est pourtant présenté aux primaires internes pour le conseil de district de Podemos. Son échec à ce scrutin (qu'il attribue à son caractère indépendant, opposé à des candidatures bénéficiant de réseaux de soutien partisans) constitue une rupture dans son engagement :

---

données dans l'entretien sont donc probablement erronées.

« *Je me suis présenté, j'ai fait des choses pertinentes, une vidéo sur internet, je ne sais pas où elle doit être, si tu la cherches tu la trouveras. J'ai fait ma proposition mais ce fut totalement inutile. J'ai eu 12 voix, je crois que c'est moi qui en ai eu le moins. Peut-être que je suis un peu subjectif et je pense que c'est exagéré, mais les élections ont été un rouleau et ceux qui restent sont toujours les mêmes. Je pouvais parler plus mais ils n'ont pas respecté les minorités. Le parti socialiste a beaucoup de défauts, mais j'ai toujours vu que quand ils cherchaient un exécutif, ils respectaient toujours les minorités, de sorte qu'elles auraient eu leur rôle aussi. Mais ces minorités à San Marti elles ne sont pas respectées, pour moi c'est un grand problème*. »

De cette expérience négative découlent d'autres critiques de la structure de Podemos ainsi que de l'équipe de Barcelona en Comu. Ces critiques le poussent à adopter une position de distanciation vis-à-vis du parti jusqu'à envisager le départ pour un engagement associatif. Cette possibilité de bifurcation témoigne tant des limites de l'engagement podémiste que du caractère séquentiel de cet engagement qui doit être replacé dans une carrière politique de longue durée :

« *Je connais personnellement Ada Colau, je n'ai pas une grande amitié pour elle, mais je pense qu'elle a, dans le bon sens du terme, une certaine efficacité. Ce qui se passe, c'est qu'elle est à un certain niveau et moi je suis à un autre, et cette différence de niveau donne une déconnexion totale. […] A Podemos j'ai su qu'il y a des choses qui, je pense, sont très utopiques, comme par exemple le revenu de base, voyons, le revenu de base, comme il a été pensé à l'origine, après ils ont nuancé et ont été plus réels. […] Ce que j'ai le moins bien vécu et que j'ai vu, ce sont des gens avec de bonnes intentions, voulant faire des choses bien, qui ont été écartés. Et d'autres avec de mauvaises intentions, comme créer de fausses rumeurs, dire des choses qui sont des mensonges. C'est cet aspect le plus sordide de la politique que je n'aime pas. La pire partie de celle-ci qui n'hésite pas à poignarder le partenaire. […] Peut-être, je suis en train d'y réfléchir, chaque jour un peu plus, il y a une association de*

quartier… Mais je ne l'ai pas encore fait, je n'ai pas sauté le pas. C'est possible que je le fasse. »

La désillusion d'Albert est ainsi à la mesure des espoirs suscités par l'apparition de Podemos dans le champ partisan espagnol. Son parcours constitue un exemple d'une tendance à la démobilisation d'une base militante fragile, faiblement rétribuée, à la recherche d'un accès rapide au pouvoir.

b) Evoluer dans un parti s'institutionnalisant : une opportunité ou une sanction

Une dynamique de tamis et de tri des militants est bien en œuvre à la FI comme à Podemos et à Syriza. Or, cette dynamique est corrélée au processus d'institutionnalisation de ces partis. Elle apparaît dès son origine – dès la genèse de ces partis français et espagnol, et pour leur homologue grec, lorsque celui-ci enclenche une transformation correspondant à une fenêtre d'opportunité politique lui permettant d'accéder au pouvoir.

Cette dynamique n'est pas une simple conséquence de l'institutionnalisation. Elle procède d'une nécessité de sélection et de professionnalisation des cadres, correspondant aux impératifs de l'exercice du pouvoir dans un système parlementaire composé d'un millefeuille institutionnel. La formation s'opère principalement de manière empirique, faute d'école de formation interne au parti (Nez, 2015). Les espaces de sociabilité militante permettent un rapprochement de cadres déjà formés aux arcanes de la politique institutionnelle, et de professionnels plus nombreux, convertissant leur savoir et leur savoir-faire en capital politique utile au parti. Quant à la sélection, celle-ci est réalisée par des dispositifs variés. Certains sont tout à fait transparents et plutôt classiques tels les mécanismes de primaires ouvertes mis en place. Il s'agit de versions « citoyennes » des dispositifs présents dans les principaux partis de gouvernement, ayant eu tendance à se généraliser sur le modèle américain, pour renforcer la légitimité des candidats présentés lors des principaux scrutins.

D'autres sont bien plus opaques ou diffus et donc difficilement discernables – particulièrement ceux permettant la sélection des cadres et de l'équipe dirigeante. Les témoignages des acteurs en ayant bénéficié ne laissent voir que des informations parcellaires et parfois contradictoires sur les mécanismes ayant permis leur propre ascension, depuis le militantisme dans des mouvements et formations souvent marginaux jusqu'à la direction de partis portés au seuil du pouvoir.

La sélection « méritocratique » promue à demi-mot par le personnel de ces partis politiques entre effectivement en contradiction avec les principes de sélection élective qu'ils promeuvent. Cette mise en avant du mérite personnel ne va d'ailleurs pas sans rappeler des approches plus aristocratiques du militantisme (Dechezelles, 2006).

La première étape de la sélection des cadres résulte de déterminants sociologiques couramment observés. L'ancrage des partis contestataires dans une tradition historique radicale comme dans des mouvements sociaux contemporains et leur composition faisant la part belle aux profils académiques pourrait laisser penser que ces discriminations systémiques basées sur la classe sociale, le genre ou l'origine sont tout à fait intégrées et déconstruites par les militants. Leur prégnance est pourtant forte. La surreprésentation de personnes ayant suivi des études dans l'enseignement supérieur est particulièrement marquée parmi les jeunes militants interrogés. Ceux-ci étant plus sollicités que leurs aînés pour occuper des postes de responsabilité impliquant de représenter le parti[575], les jeunes cadres de ces partis contestataires concentrent un important capital culturel. La mise en avant de personnes issues des classes populaires, de l'immigration, et de femmes au premier plan correspond plus à un mécanisme de sélection visant à rajeunir l'image du parti qu'à la représentation proportionnée de la composition de son personnel militant.

[575] Nous observons une plus grande diversité des profils socio-économiques parmi les militants plus âgés – particulièrement dans le cas de Podemos où la moyenne d'âge de l'échantillon est la plus élevée. Nous pouvons expliquer cette diversité par l'étude des carrières : ces militants ont majoritairement fait leurs armes dans des organisations politiques et syndicales liées au mouvement ouvrier, recrutant et formant des responsables politiques issus des classes populaires et les dotant d'un important bagage culturel (Salles, 2005 ; Pudal, 2009).

Réunion hebdomadaire du cercle de Podemos du Clot. Onze personnes sont présentes en tout (la moitié arrivent en cours de route – tout le monde se connaissant déjà), dont seulement deux femmes. La réunion commence donc par une discussion spontanée sur la sous-représentation des femmes – qui effectivement dénote avec l'image publique du parti. S'ensuivent des discussions sur des thématiques variées (féminisme, place sociale des femmes, crise politique démotivant leur engagement, société forçant les femmes à en faire plus que les hommes pour être respectées…).

La réunion dérive ensuite sur les institutions municipales, les militants se contentant d'exprimer leur satisfaction quant à la bonne coordination entre celles-ci et les cercles dans l'organisation de la semaine d'action contre le traité transatlantique CETA.

Peu de décisions effectives sont prises malgré la durée de la réunion : certaines concernent la perspective d'ouvrir un local de quartier, d'autres les détails techniques de l'organisation d'une prochaine manifestation (où concevoir les banderoles, comment se retrouver sur place…). Les perspectives ouvertes par les campagnes en cours ou la question de la place des femmes ne donnent pas lieu à une prise de décision.

- Journal de terrain, 5 octobre 2016

Les trajectoires ascendantes de ces personnes correspondent donc plus à des exceptions qu'à des exemples représentatifs. Les femmes interrogées, tout comme les personnes issues des classes populaires, en particulier les travailleurs manuels, se trouvent majoritairement dans une trajectoire stagnante ou dans un processus de désengagement au moment des entretiens conduits[576]. La sous-représentation des femmes est d'ailleurs abordée spontanément par certaines militantes comme Amélie :

« *En tant que fille je trouve qu'il y a du sexisme, même si il n'est pas fait*

[576] Quant aux personnes issues de l'immigration extra-européenne de première ou de seconde génération, leur nombre (deux militants insoumis, deux militants podémistes) est trop faible pour être étudié, témoignant d'une présence très limitée tant dans les rangs de Podemos que dans ceux de Syriza.

volontairement, c'est fait dans l'humour, ou on sort le vrai du faux. Le sexisme, je vais dire que j'en ai trouvé même à la France insoumise, où pourtant il devrait pas y en avoir. On va dire, contrairement à d'autres, par exemple à la droite où au FN, j'aurais été encore plus victime de sexisme, encore pire, mais j'en ai quand même été victime. Donc personnellement c'est le point négatif que je dirais. D'en avoir encore. Je peux pas porter un seau, c'est un exemple en fait, un seau de colle c'est trop lourd. Ou je peux pas porter les affiches, c'est trop lourd. […] Mais c'est la société qui veut ça. Donc j'accuserais pas forcément le mouvement quoi. »[577]

L'occupation de postes de responsabilités à un niveau local relève donc de plusieurs prédispositions. Il s'agit d'être capable d'animer un groupe et d'opérer tant la formation des nouveaux que la liaison avec la direction, ce qui nécessite non seulement des ressources humaines (généralement antérieures, parfois acquises dans le cadre de l'engagement), mais aussi du temps libre – ce qui tend une fois encore à favoriser des profils pouvant dégager ce temps tels que les étudiants, les travailleurs indépendants et les retraités.

Le volontarisme étant fortement promu, les militants ayant occupé de tels postes expliquent leur prise de responsabilité par des raisons fatalistes : il fallait que quelqu'un se charge de ses tâches, souvent présentées comme des corvées. Il ne s'agit pas d'une fausse modestie. Ces postes de responsabilité sont en effet très exigeants dans une phase de développement du parti où l'adhésion de primo-militants implique un réapprentissage permanent de l'activité collective telle qu'elle a pu être observée. Ces premières responsabilités correspondent à un véritable test entrainant de fréquents *burnout* (Kirouac, 2007) dus à une surcharge de travail politique. Il s'agit pour la structure partisane d'établir empiriquement la capacité des aspirants cadres à occuper des postes de responsabilité, d'abord sans rétributions matérielles :

« *Déjà, diriger une campagne législative quand on a jamais fait ça, sans formation,*

[577] Montpellier – Entretien n°7

c'est pas évident quoi. En bossant à côté et en passant les concours en même temps, c'était galère. Mais oui j'ai pris ces responsabilités-là. Après, j'avais déjà des responsabilités à l'intérieur du Parti de gauche, j'en ai d'ailleurs toujours, puisque j'étais au congrès de 2015, j'avais été délégué de mon comité, et je suis membre du bureau départemental du Parti de gauche, dans l'Hérault. Voilà, personnellement j'avais commencé à me former un peu à ça, et c'est pour ça que j'ai réussi à pas trop exploser pendant la campagne. Tandis que d'autres qui se sont retrouvés à avoir plein de charges d'un coup, alors qu'ils avaient très peu de pratiques avant, certains ont explosé, et c'est normal. »[578]

Ce dispositif transparaissant dans le témoignage de Clément est corrélé à une faible rotation des tâches constatée par les militants des trois partis, à rebours de l'objectif d'horizontalité promu – objectif extrêmement exigeant puisqu'il nécessite une excellente formation des militants, capables de remplacer au pied levé les responsables et dirigeants n'ayant pas vocation à se professionnaliser. Cet échec est ainsi exprimé par des militants de Podemos du cercle du Clot illustrant une tendance que l'on retrouve tant dans d'autres cercles que dans les autres partis :

« *La théorie de Podemos c'est la rotation, le problème c'est qu'on est peu nombreux et la rotation s'arrête. Mais pas par manque de volonté mais par manque de gens. Et quand ils disent « Eh j'ai fini mes six mois » et que quelqu'un doit reprendre, c'est « Ah… » […] On le prend en compte, comme le thème de la parité, on essaie, c'est aussi un des points sur lesquels on a des problèmes parce que par malchance et de manière générale il y a plus d'hommes que de femmes, en politique c'est encore plus fort.* »[579]

Luis confirme ce constat de José Antonio en rappelant d'autres échecs :

[578] Montpellier – Entretien n°6

[579] Barcelone – Entretien n°13

« *Dans le cercle, beaucoup de gens sont passés, il y a eu des moments avec beaucoup de gens montrant beaucoup d'intérêt et après je crois que ce n'est pas devenu très intéressant, maintenant peu de gens viennent. On parle beaucoup de Podemos, mais au final peu de choses se font. Je pense que les gens s'ennuient. Il est vrai que le cercle est ouvert, il est facile de donner des responsabilités aux personnes même en peu de temps. C'est facile de partager le travail mais il est certain que les personnes qui supportent, durent et prennent beaucoup d'engagements sont très peu. Beaucoup de tâches finissent par reposer entre les mains des mêmes personnes.* »[580]

Ce rappel des mécanismes de sélection conduisant à une professionnalisation de l'activité (certes non souhaitée, mais décrite comme nécessaire) ainsi qu'à une concentration des responsabilités explique lui-même deux phénomènes concomitants. D'une part, l'émergence d'une classe intermédiaire de cadres n'étant pas nécessairement exposés publiquement lorsqu'ils se tiennent en retrait du jeu électoral. Ceux-ci forment l'ossature des partis étudiés et sont très majoritairement des hommes, diplômés, d'âges divers, bénéficiant des ressources pour s'investir intensément dans le parti. Leurs mandats se superposent et correspondent à des attributions difficilement discernables selon les nécessités du moment : coordination des sections locales, organisation de campagnes, prise de responsabilités nationales et gestion des ressources collectives constituent un répertoire d'attributions distribuées par des mécanismes de volontarisme ou de cooptation informels autant que par un processus électif formel. L'organigramme de ces partis est donc brouillé, ne laissant apparaitre qu'une base militante entourée d'un vaste nombre d'adhérents, base en lien direct avec leurs élus et leur direction. L'accès à des postes d'élus à tous les niveaux de la société favorise ce flou organisationnel en superposant les rétributions et positions d'autorité institutionnelles à celles de la structure du parti. En conséquence, la capacité des militants à modeler et contrôler les choix comme la carrière de leurs dirigeants devient dans une large mesure illusoire.

[580] Barcelone – Entretien n°18

D’autre part, l’institutionnalisation des partis contestataires sanctionnant certains types de profils marginaux dans les partis dominants mais historiquement valorisés par les formations issues d’une tradition marxiste. La fluidité de l’engagement ne semble pas favoriser l’intégration de personnes issues des classes populaires et particulièrement du prolétariat : les exigences du militantisme en termes de temps et de ressources favorisent au contraire des personnes mieux dotées socialement. Le cadre partisan opère une sélection plus nette que des mouvements sociaux tels que les mouvements d’occupation des places espagnol et grec (et, dans une moindre mesure, français). Peu d’espace est donc laissé aux personnes ne pouvant plus espérer être formées par le parti pour professionnaliser leur activité militante. Certains cas relevant de l’exception constituent autant de contre-exemples mis en avant dans les stratégies promotionnelles – tels que le parcours d’Ada Colau – sans pour autant invalider cette dynamique d’ensemble.

Comme nous l’avons relevé, la stratégie « populiste de gauche » des partis contestataires d’Europe du Sud nécessite la mise en avant de figures médiatiques capables d’incarner physiquement le message porté par leur structure partisane. Il s’agit ici d’un enjeu vital permettant de gommer la prégnance des cadres et militants aux parcours bien plus insérés dans le champ politique traditionnel ou issus de courants politiques démonétisés (marxistes, mais également sociaux-démocrates compromis dans la mise en place de politiques d’austérité). Une telle stratégie n’est pas l’apanage de ces partis : dans le champ politique des démocraties parlementaires occidentales, les *outsiders* (Elias, 1965) de tous bords tendent à valoriser des profils susceptibles d’incarner la jeunesse et la rupture avec l’*establishment*. La particularité des structures dont il est ici question repose alors dans le perfectionnement de telles méthodes communicationnelles. Celles-ci font ressortir en creux la dimension paradoxale de ces partis dont les dispositifs de sélection internes tendent dans un même temps à écarter de leurs cadres et de leur base-même les catégories socio-professionnelles censées les mener comme les représenter.

L’institutionnalisation peut, de ce point de vue, être décrite comme un moment de vérité. Le remplacement, la marginalisation et le départ de la vieille garde de Syriza

au profit de dirigeants dont la figure la plus notable est bien sûr Alexis Tsipras constitue un exemple frappant. L'intégration des normes dominantes dans le champ politique modifie le parti en profondeur en privant de leur pouvoir souverain ses instances internes – en premier lieu le conseil central, dont le rôle évolue pour devenir une chambre d'enregistrement des décisions prises par les membres du gouvernement d'Alexis Tsipras. Le mouvement de fond touche jusqu'à la base de Syriza dont les sections locales deviennent des comités de campagne bien éloignés du modèle de la cellule communiste d'antan. Les cadres et dirigeants proviennent non plus de cette base mais de l'environnement professionnel des dirigeants ou de transferts venus d'autres formations de gouvernement. Le discours même du parti se réoriente autour de thématiques souverainistes en se positionnant autour de clivages nouveaux. Cette évolution majeure de Syriza permet la percée triomphale de 2015 tout en vidant de sa substance l'organisation partisane qui se délite partiellement à partir de cette période. Le coût de la victoire est donc extrêmement fort, et les choix stratégiques opérés à partir de 2012 apparaissent rétrospectivement comme le début d'une fuite en avant sans perspectives durables (Rori, 2016).

Il est significatif de noter des dynamiques semblables à l'œuvre dans la gauche radicale espagnole. La désaffection de militants de base dont le profil constituerait selon toute logique le cœur de cible de Podemos constituait un angle mort de la recherche. Celui-ci est partiellement comblé par l'étude des phénomènes décrits ici : la perte d'influence progressive des cercles locaux et thématiques, couplée à l'approfondissement et à la généralisation de dispositifs de sélection, résulte de choix stratégiques eux-mêmes issus de projets concurrents portés par différents acteurs de la construction partisane.

L'option l'emportant est celle d'une professionnalisation de l'activité politique répondant à la nécessité de construire une machine de guerre électorale. Et ce, au détriment d'une partie des militants dont les profils et les attentes ne correspondent plus à la réalité de partis s'éloignant nettement de leurs origines mouvementistes, favorisant alors leur démobilisation.

Chapitre V – Vers un nouveau modèle partisan

La mise en relation des innombrables auto-labellisations relevées au fil des entretiens et des nombreuses typologies partisanes produites par la recherche en science politique donne une idée de la difficulté du travail de classification des partis contestataires étudiés. Qu'ils soient apparus au cours des années précédant notre enquête de terrain, tels Podemos puis la France insoumise, ou qu'ils aient subi de profondes transformations durant cette période comme dans le cas de Syriza, de telles structures partisanes semblent, à première vue, défier toute catégorisation se basant sur les typologies préexistantes. Or, les matériaux présentés ici permettent d'identifier un certain nombre de caractéristiques communes à ces trois partis anti-austérité durant la période choisie - la chronologique demeurant importante au regard des évolutions subies ou choisies de ces partis à l'organigramme et au programme sans cesse réajustés.

S'atteler à la classification des partis contestataires s'opposant aux politiques d'austérité en Europe du Sud impose de revenir sur les typologies partisanes présentées en introduction. Celles-ci résultent d'un imposant travail de recherche sur les partis politiques : elles sont actualisées et discutées au fil du temps et au gré de l'apparition de nouveaux modes d'organisation partisane rendant régulièrement caducs certains modèles dépassés (comme les « partis de cadre » et les « partis de masse »). D'où l'intérêt de discuter de ces catégories, qui restent au fondement de toute recherche sur les partis politiques, à partir du matériau original produit dans le cadre de cette enquête.

Un retour sur les éléments définissant les partis contestataires étudiés – dans leur singularité comme dans leur proximité – permet de mettre en valeur les modalités particulières de leur structuration, de leur composition comme de leur évolution. Au-delà de la diversité des trajectoires empruntées, dans quelle mesure Podemos, Syriza et la France insoumise correspondent-ils à un nouveau modèle d'organisation partisane ?

A) Retour critique sur la place des partis contestataires contemporains dans les diverses typologies partisanes

La richesse de la sociologie des organisations partisanes invite à ne point réduire la littérature à la seule dimension typologique portant sur les démocraties parlementaires. C'est pourtant sur cette dernière que se concentrent les travaux les plus marquants d'un pan de la recherche inauguré par Maurice Duverger. Comme le rappelle plus récemment Michel Offerlé, « *la démarche typologique n'a cessé de dominer l'étude des partis politiques, avec pour ambition de ranger les partis des différentes démocraties occidentales, et parfois l'ensemble des partis, dans des catégories « universelles* » » (Offerlé, 2012, p.448). La volonté de produire, à une échelle macrosociologique, des systèmes de classification capables d'englober l'intégralité des structures partisanes dans une grille de lecture unique s'explique peut-être, paradoxalement, par la grande diversité de ces structures. Leurs modalités de fonctionnement, leurs idéologies, leurs pratiques, leur composition comme les ressources qu'elles peuvent mobiliser varient notamment selon les moments et les systèmes politiques nationaux ou régionaux[581].

Or, les nouveaux partis contestataires constituent un objet politique original, ce qui rend particulièrement difficile leur classification dans les catégories existantes. Ainsi, résoudre cette énigme suppose, d'une part, d'apprécier la valeur explicative des typologies préexistantes au regard des matériaux produits pour aborder les partis anti-austérité et, d'autre part, de revenir sur les tentatives, déjà réalisées, de définition de partis tels que Podemos. Présenter ces différentes recherches permettra de discuter l'ensemble des outils théoriques mobilisables pour classifier ces partis, puis de les confronter au matériau d'enquête collecté à Barcelone, Athènes et Montpellier auprès de militants de Podemos, de Syriza et de la France insoumise.

[581] Les systèmes de classification existants font alors reposer leurs analyses sur les fonctions, ou bien sur les organisations, quand d'autres encore s'intéressent aux relations qu'entretiennent les partis avec la société.

1 - Intérêt et limites des typologies partisanes existantes

Comment catégoriser les partis politiques ? Sans même évoquer des contextes sociaux particulièrement lointains, un regard sur le champ politique des régimes parlementaires d'Europe du Sud durant les dernières décennies invite à prendre en compte des structures aussi différentes que peuvent l'être le KKE grec et le M5S italien. Dans un même cadre national, les organisations partisanes s'adaptent différemment aux modalités de la concurrence pour l'exercice du pouvoir (Calossi, 2016). Un parti peut lui-même changer de nature au cours du temps : la SFIO des années 1920 a bien peu à voir en termes de composition, de ressources et de programme, avec le Parti Socialiste français d'aujourd'hui. Pour aborder les partis contestataires anti-austérité, il a été choisi de mettre de côté leur fonction sociale et de porter la focale sur les interactions entre acteurs. L'analyse de ces interactions pose, en creux, différentes questions qui travaillent l'étude des organisations partisanes : qui compose un parti, qui le dirige, quelles sont les ressources du parti et comment sont-elles distribuées, comment le parti est-il organisé et avec quelle stratégie d'accession au pouvoir ?

Bien qu'extrêmement datée, la typologie chère à Maurice Duverger distinguant partis de cadres et partis de masse (Duverger, 1951) constitue un repère chronologique important dans l'histoire des typologies partisanes – ne serait-ce que par les discussions critiques qu'elle a suscité par la suite. Le modèle du parti de masse issu du mouvement ouvrier historique reste une référence idéalisée pour de nombreux militants de la gauche radicale souhaitant inscrire leur projet politique dans la continuité organisationnelle des partis communistes occidentaux ayant marqué la vie politique du vingtième siècle. Cette source d'inspiration constitue une référence paradoxale. Elle semble particulièrement mobilisée par les militants plus jeunes, ayant milité dans des organisations d'extrême gauche contemporaines à l'audience et aux ressources bien limitées.

Les militants plus âgés, dont le parcours est marqué par un engagement antérieur dans des « partis de masse » socialistes ou communistes, considèrent au contraire ces

formes d'organisation comme dépassées et n'expriment pas de nostalgie particulière pour elles – tout au plus, la période des années 70 est présentée comme propice aux mouvements contestataires et à la découverte du fait politique[582]. Ce désenchantement contraste avec les références des militants plus jeunes, et socialisés dans des organisations d'extrême gauche. Ainsi se découvre la force du récit collectif que charrient ces organisations dont l'activité, même groupusculaire, est tendue vers un objectif semi-mythique : la reconstruction de partis capables d'animer une contre-société, à l'image des principaux partis communistes européens de la seconde moitié du vingtième siècle. A partir de cette idée, les militants venus de ces structures considèrent que les nouveaux partis contestataires ont pour mission de reprendre ce flambeau en opérant un *rebranding* de façade, quand des militants aux parcours différents poussent au contraire à une organisation politique rompant avec les modèles traditionnels de la gauche. Ces débats apparaissent avec une vivacité particulière au sein de Podemos, dans la perspective stratégique d'un dépassement et d'un remplacement du PSOE qu'évoque ce militant du cercle de l'Eixample :

« *La base du PSOE est vraiment atomisée et divisée, ils ont vu un effondrement de leur militantisme. C'est un résultat de leur virage vers l'austérité, de la fin du gouvernement Zapatero… Et maintenant… Mais je pense qu'il y a une grosse proportion de la base qui est vraiment dégoutée par ce qui arrive au parti. Mais encore une fois, est ce qu'il y aura un changement ou est ce qu'ils iront à Podemos ? Ça dépend de beaucoup de facteurs. […] Il faut un parti pour donner une signification politique à la grève générale. Pour appeler à la démission de Rajoy et de son gouvernement, et à de nouvelles élections. Evidemment, si des marxistes dirigeaient ça, je pense que ça se passerait bien, mais même si Pablo Iglesias reste sur ce qu'il a dit maintenant, je crois que Podemos arrivera au pouvoir plus vite*

[582] La diminution du nombre de militants au sens strict du terme durant les dernières décennies rendrait également caduque la perspective de refonder un parti de masse sur un modèle semblable aux exemples historiques du mouvement ouvrier.

qu'on ne le pense. »[583]

Il convient cependant de ne point surestimer l'importance du nombre dans la classification des partis contestataires - dont nous avons relevé la capacité d'attraction en termes d'adhérents, si ce n'est de militants. Le grand nombre d'adhérents formels d'un parti ne saurait constituer un critère central. En effet, Maurice Duverger n'établit pas sa typologie au regard du nombre d'adhérents : « *La distinction des partis de cadres et des partis de masses ne repose pas sur leur dimension, sur le nombre de leur membres : il ne s'agit pas d'une différence de taille, mais de structure. […] Les adhérents sont la matière même du parti, la substance de son action […] La technique du parti de masses a pour effet de substituer au financement capitaliste des élections, un financement démocratique.* » (Duverger, 1951, pp.119-120). Au contraire, dans les partis de cadre, le pouvoir appartient à un groupe de notables dont les ressources symboliques, économiques ou techniques sont mises au service du parti. La place des adhérents y est alors secondaire puisque ces derniers n'y exercent pas le pouvoir réel : dans les partis de cadre, « *la vie réelle du parti se déroulait en dehors des adhérents* » (Duverger, 1951, p.123). Voilà qui complique singulièrement l'usage de ces catégories pour qualifier nos partis contemporains, tant les dispositifs de prise en compte de la volonté des adhérents ont évolué, simultanément à la professionnalisation de l'activité politique au sein des démocraties parlementaires occidentales (Petithomme, 2009 ; Offerlé, 2012). Si la typologie proposée par Maurice Duverger a été parfois caricaturée et réduite à un modèle simpliste, il est vrai que de nombreuses critiques pertinentes (Seiler, 2010) pointent ses limites devenues criantes avec la disparition des anciens « partis de cadres » et les transformations des anciens « partis de masses » qui ne sont plus des partis de militants.

Quinze ans après, une autre catégorie de partis politiques est produite par le juriste et politiste allemand Otto Kirchheimer (1966), celle de « parti attrape-tout ». Le parti attrape-tout va constituer un modèle particulièrement séduisant, pour les politistes

[583] Barcelone – Entretien n°14

comme pour les acteurs du champ médiatique, de par sa plasticité conceptuelle[584]. Il s'agit d'un type nouveau de parti, faiblement bureaucratique car faiblement organisé, et pouvant être aussi caractérisé dans certains cas par une centralisation du pouvoir dans les mains du dirigeant et de son entourage (Sawicki, 1996). Il faut rappeler que les travaux d'Otto Kirchheimer sont marqués par une certaine anxiété d'assister à la déliquescence de la démocratie parlementaire, considérée comme menacée par la disparition d'une opposition constructive et par la réduction de la politique à la simple gestion de l'appareil étatique. Le parti attrape-tout constitue alors l'idéal-type d'une force cynique prenant en compte ce phénomène pour agréger un maximum de soutiens en répondant aux attentes de vastes parties de l'électorat.

Les écrits du juriste allemand renvoient également au débat concernant la notion de populisme et poussent à questionner la portée heuristique d'une notion particulièrement englobante : le modèle du parti attrape-tout est en effet assez large pour englober la plupart des partis contemporains, malgré d'importantes différences idéologiques, structurelles ou sociologiques. Les modalités même de la compétition électorale poussent en effet tout parti souhaitant conquérir une majorité susceptible de lui permettre d'accéder au gouvernement à élargir sa clientèle en adoptant des thématiques mobilisatrices transversales – notamment lors des seconds tours de scrutins. Il en va ainsi du « parti attrape-tout » comme du « parti populiste » ici récusé : la faible valeur heuristique de ces notions tient au fait qu'elles ne permettent pas d'isoler les caractéristiques singulières des organisations partisanes. Le parti attrape-tout correspond alors plus à une stratégie qu'adoptent un grand nombre de structures partisanes pour maximiser leurs gains et rationaliser la répartition de leurs ressources – stratégie recoupant partiellement, mais sans s'y réduire, la « populiste de gauche ». Là où la typologie de Maurice Duverger accorde une grande importance aux groupes sociaux représentés par leurs partis dans le fonctionnement des démocraties parlementaires, le modèle développé par Otto Kirchheimer ne leur

[584] Dans le champ de la recherche en science politique, le texte d'Otto Kirchheimer a été cité plus de 245 fois dans divers articles depuis sa publication (Williams, 2009). Nous ne dérogeons pas à cette tendance historique.

accorde qu'une place contingente.

Par la suite, le modèle du parti-cartel a été élaboré pour tenter de dépasser cette dualité en mettant l'accent sur l'organisation en cartel permettant à des partis de bénéficier des ressources de l'Etat pour survivre (Katz, Mair, 1995). Ces réévaluations du rôle des organisations partisanes ont ouvert une controverse portant sur la disparition éventuelle des partis politiques ainsi que sur la nature plus idéale-typique que typologique des concepts proposés (Aucante, Dézé, 2008).

Nous avons cependant choisi de nous concentrer sur l'organisation, la sociologie et les ressources des organisations partisanes en délaissant les analyses fonctionnalistes faisant la part belle au rôle des partis dans les démocraties parlementaires – choix qui disqualifie l'analyse en termes de fonctions assumées dans un système politique. D'autres typologies apparaissent datées et peu utiles au regard des évolutions du champ partisan et sont également laissées de côté, telle la typologie tripartite de Jean Charlot, découpant ce champ entre partis de notables, de militants et d'électeurs (Charlot, 1970). La professionnalisation des partis politiques en particulier, qui transforme les organisations partisanes (via l'affaiblissement du rôle des militants), ne peut donc pas être comprise à travers les typologies ici évoquées. Et la dissonance relevée entre, d'une part, ce que les partis contestataires anti-austérité *disent être* à travers les récits des militants et des dirigeants et, d'autre part, ce qu'ils *sont*[585] à partir de ce qu'il a été possible d'observer, invite à mettre l'accent sur les effets du processus d'institutionnalisation sur l'organisation, au regard des carrières militantes analysées.

A ce titre, les travaux d'Angelo Panebianco (1988), qui actualise les catégories de Maurice Duverger en introduisant le modèle du parti professionnel-électoral (ou électoral-professionnel), et dont la définition revient aux fondamentaux wébériens pour se concentrer sur la professionnalisation de l'activité des membres, est mieux ajustée à l'étude des caractéristiques des partis anti-austérité en Europe du sud :

[585] La labellisation divergente selon les théories des acteurs et les théories du chercheur est un phénomène commun à bien d'autres partis politiques, mais constitue ici un enjeu de premier plan dans le cadre de l'institutionnalisation des partis contestataires.

importance du moment de la genèse partisane structurant les interactions entre acteurs, échanges entre leaders et militants démentant la toute-puissance de la direction (les premiers devant satisfaire les attentes des seconds), remplacement de la bureaucratie traditionnelle des partis de masse par des professionnels adaptés à leur tâche. Angelo Panebianco opère également une distinction entre *charisme pur* et *charisme de situation* permettant de comprendre dans le second cas comment l'appareil du parti conserve une existence autonome vis-à-vis de son dirigeant, quand elle lui est entièrement subordonnée dans le premier cas.

Le modèle du parti professionnel-électoral permet de prendre en compte les effets de la professionnalisation de l'activité politique sur les militants et, dans ces conditions, d'évaluer l'impact de l'institutionnalisation. C'est notamment le cas pour les militants socialistes français. Philippe Aldrin et Thierry Barboni notent, en partant de ce cas spécifique, que « *les ressorts qui structurent dorénavant l'engagement en politique et le désir d'y faire carrière ne sont plus ceux qui les structuraient hier. L'activité politique se banalise, en quelques sorte, en ce qu'elle est pensée comme une activité professionnelle relevant, elle aussi, de critères objectifs d'efficacité. En ce sens, travailler pour un parti politique n'apparaît plus comme une activité structurant toute l'identité sociale des individus concernés* » (Aldrin, Barboni, 2008, p.44). Ces analyses peuvent en grande partie s'appliquer aux formations de la gauche radicale d'Europe du Sud. Le modèle dominant y est un militantisme « à la carte », fluide et peu engageant. Dans un souci d'efficacité, la professionnalisation des tâches, notamment techniques, y est particulièrement avancée.

Enfin les relations entre partis et mouvements sociaux constituent une autre limite de ces typologies. Si l'origine des acteurs de la construction partisane est parfois évoquée, les stratégies des partis vis-à-vis des mouvements (notamment l'intégration, la cooptation ou l'instrumentalisation) ont été étudiées tant dans le cadre de travaux portant sur les mouvements sociaux eux-mêmes (Agrikoliansky, Fillieule, Sommier, 2010) qu'à la faveur de recherches sur des partis politiques (De Maupeou, 2011 ; Cormier, 2016). Ainsi, dans le cas du Parti de la révolution démocratique mexicain, Hélène Combes indique que « *comprendre ces relations et en fournir une analyse*

heuristique nécessite de dépasser une approche en termes d'interactions entre les partis, d'un côté, les mouvements sociaux, de l'autre, et, ce faisant, de mettre l'accent sur le continuum de l'action collective » (Combes, 2011, p.16). Ces analyses constituent une boîte à outil théorique abondamment discutée dans la littérature scientifique, et utile pour appréhender les éléments de définition d'une catégorie partisane.

Reste que les classifications des partis politiques peuvent être considérées comme des idéaux-types élaborés dans des contextes historiques et nationaux particuliers, et non comme des catégories porteuses d'un sens universel. C'est la raison pour laquelle il convient non seulement de confronter ces outils théoriques à l'étude empirique des partis contestataires étudiés, mais également de revenir sur les travaux dédiés à ces organisations partisanes.

2 - Situer les partis contestataires anti-austérité d'Europe du Sud

La plupart des travaux scientifiques portant sur ces partis évitent d'en proposer une typologie ou de les ranger dans les catégories préexistantes. Cette précaution s'explique par la nouveauté de tels « objets politiques non identifiés », aux caractéristiques difficiles à appréhender. Tout au plus, ces partis sont-ils considérés comme relevant effectivement de la gauche radicale (Rori, 2016 ; Delwit, 2016), et parfois qualifiés - de manière contestable - de partis populistes (Albertazzi, Mcdonnell, 2008 ; Katsambekis, Stavrakakis, 2014 ; Muñoz, 2016) : autant de vocables d'ailleurs souvent mobilisés par des acteurs du champ médiatique, à l'origine de comparaisons parfois peu étayées, mais qui tendent à les imposer comme termes de référence.

Or, si la gauche radicale constitue un repère cohérent pour situer ces partis dans le champ des idées politiques, la notion de parti populiste n'apparaît pas opératoire. En outre, se revendiquer d'idées politiques (ou être considéré comme se revendiquant de telles idées) constitue un critère bien faible pour classer de telles structures partisanes (Offerlé, 2012). Sur le plan même des idées, leur apparition récente, comme leurs

évolutions et l'existence de courants hétérogènes s'exprimant en leur sein, invite à relativiser toute prétention à l'uniformité. L'appartenance à la gauche radicale n'apprend rien sur l'organigramme, la composition sociologique, la stratégie ou les ressources. Il convient donc de se pencher à la fois sur les données empiriques issues de l'enquête, et sur la littérature scientifique, pour dépasser une catégorisation idéologique par trop réductrice.

Il a été possible d'observer que le brusque développement électoral de Syriza avait entrainé, à partir du début des années 2010 (et particulièrement à partir de l'année 2012), une situation fatale à sa structure antérieure, calquée sur le modèle d'un parti communiste traditionnel. « *Parti à vocation majoritaire depuis juin 2012, Syriza a été incontestablement le grand bénéficiaire de la crise financière. Le choc de la crise a agi comme un catalyseur pour la montée exponentielle de Syriza […]. La marche de Syriza vers le pouvoir a été ponctuée de mutations organisationnelles conformes aux exigences institutionnelles : lors du congrès de juillet 2013, Syriza devint un parti unifié avec Alexis Tsipras comme président* » (Rori, 2016, p.146). La vie interne du parti s'en est trouvée profondément affectée, cette organisation aux débats jusqu'alors extrêmement riches, dus à sa tradition eurocommuniste et à l'intégration de nombreuses petites structures activistes, étant intellectuellement asséchée au profit d'une rationalisation de l'activité. La soumission des instances internes au contrôle de l'équipe gouvernementale, couplée à l'important turn-over des militants, au départ de nombreux cadres suite au référendum de 2015, et à la professionnalisation de l'activité des membres permanents, constituent autant de phénomènes transformant en profondeur Syriza en l'écartant de ses racines marxistes. La coalition de la gauche radicale grecque n'a donc jamais abouti au développement d'un grand parti de masse, l'exercice du pouvoir lui ayant rapidement fait prendre un tournant inattendu.

Concernant Podemos, Héloïse Nez relève « *l'ambigüité d'un mouvement politique qui s'inscrit dans la lignée d'un mouvement social prétendant mettre la politique à la portée de tous les citoyens, mais qui tend à reproduire, dans son organisation interne comme dans certains de ses discours (surtout à l'échelle nationale), le schéma traditionnel selon lequel la politique serait avant tout une affaire d'experts* » (Nez,

2015, p.60). L'un des traits marquants du parti espagnol que nous avons observé est la surreprésentation des membres inscrits au détriment des membres militant dans les cercles. Ce mécanisme influe sur les décisions internes en légitimant la direction charismatique au détriment des assemblées et groupes locaux se retrouvant court-circuités par la masse d'inscrits : ces derniers ne fréquentant pas les espaces collectifs du parti, ils ne représentent pas une force collective capable de se structurer hors des échanges virtuels pour faire contrepoids efficacement aux décisions de la direction nationale. La stratégie d'alliance municipale et régionale dans le cadre de candidatures citoyennes a également prélevé son tribut en douchant les espoirs de certains militants. Ces alliances ont renforcé le poids des stratégies électorales et la professionnalisation des équipes dirigeantes locales, tout en marginalisant les partisans d'une construction partisane plus idéologisée, conforme au modèle d'un parti de masse « prolétarien ». Le recrutement de Podemos dans les mouvements sociaux s'essoufflant rapidement confirme cette tendance en ne permettant pas aux militants d'occuper les espaces d'expression extraparlementaires (« la rue »). Tout au plus, leurs apparitions constituent-elles un élément, parmi d'autres, de stratégies communicationnelles tournées vers les différentes échéances électorales – fort nombreuses dans une arène politique espagnole plus faiblement nationalisée que ses homologues française et grecque. La professionnalisation du parti tend, quant à elle, à s'accroître et à influencer le recrutement. Mathieu Petithomme écrit ainsi que « *ce que ne perçoivent pas les partis traditionnels, c'est qu'en choisissant de militer, par conviction ou par calcul, dans ces « partis émergents », ces nouveaux militants peuvent finir par s'identifier encore plus à l'organisation à travers le processus classique de « rétribution du militantisme ». Le nombre des nouveaux cadres de Podemos issus des facultés de sciences sociales de l'UCM*[586] *est impressionnant* ». Ainsi, « *les partis sociaux-démocrates n'ont donc plus un seul problème générationnel, mais deux : non seulement les jeunes électeurs se détournent d'eux,*

[586] Universidad Complutense de Madrid, prestigieuse université espagnole dont les filières de sciences sociales ont constitué le terreau initial du projet Podemos. Autour des professeurs et étudiants issus de cette université s'élabore la stratégie du parti.

mais les cadres politiques des générations futures se socialisent au sein d'appareils concurrents » (Petithomme, 2018, p.424).

Cette analyse pose en creux la question de la concurrence entre des partis sociaux-démocrates traditionnels et des partis contestataires contemporains visant à les remplacer. Implantation militante locale, prétention à représenter les mouvements sociaux et à porter la voix des exclus, stratégie de transformation sociale par des réformes : ces caractéristiques évoquent celles des structures de la seconde internationale transposées à l'ère des réseaux sociaux. Les penseurs et leaders de ces partis ne rejettent d'ailleurs pas cette expérience historique, tout en considérant pouvoir la dépasser (Iglesias, 2015). Mais une autre caractéristique marquante des partis sociaux-démocrates traditionnels est leur profonde institutionnalisation ayant abouti à leur intégration dans la classe politique dominante et à l'affaiblissement de leur dynamique contestataire aboutissant à leur essoufflement tant électoral que militant – particulièrement lorsqu'ils sont confrontés à l'exercice du pouvoir (Bernstein, 2010)[587].

Le cas français corrobore cette comparaison. La filiation de la France Insoumise avec Podemos apparaît nettement lorsque vient le moment de décrire synthétiquement ce nouveau-venu. Comme son alter ego espagnol, la FI se structure comme une machine de guerre électorale en rupture avec la « vieille gauche ». Les leçons tirées de l'échec du Front de gauche, comme des succès de la gauche radicale européenne, poussent la FI à se structurer autour d'une direction charismatique chapeautant une masse d'inscrits se réunissant en autant de groupes locaux. L'horizontalité et la démocratie directe promues initialement laissent cependant la place, après les premières échéances électorales, à un modèle partisan plus classique, proche de celui de Podemos : grand nombre de membres inscrits invités à participer aux consultations en

[587] Dans les cas français, espagnol et grec, les partis socialistes tendent à ré-idéologiser leur discours et à récupérer leur santé électorale une fois revenus dans l'opposition (Mabille, 2005 ; Lefebvre, 2006 ; Hudson, 2012). Les déroutes électorales du Pasok jusqu'en 2015 puis du PS en 2017 pourraient cependant leur porter un coup fatal en termes de capacité à gouverner. Le solide maillage militant du PSOE dans des régions telles que l'Andalousie constitue une spécificité qui permet à ce parti de mieux résister aux périodes de reflux en se réorientant sur des enjeux locaux.

ligne, base militante aux attributions incertaines, professionnalisation rapide des cadres et survivance d'une direction centrale composée d'un petit nombre de leaders charismatiques sont autant de caractéristiques communes à ces deux formations. Ces partis affirment être en mesure de détrôner puis de remplacer les partis socialistes historiques, en aboutissant à une synthèse modernisée, susceptible de représenter les exclus dans l'arène politique et de transformer la société à leur avantage. Sont-ils pour autant des avatars modernes du « parti de masse » au sens où l'entend Maurice Duverger ? La période qui voit apparaître les partis contestataires anti-austérité diffère profondément de celle où se développent les partis de masse issus du mouvement ouvrier.

La question des ressources illustre ces transformations. Les dons et cotisations militantes sont anecdotiques dans le financement des partis contestataires étudiés. Trois ans après sa fondation, Podemos revendique 433 132 membres inscrits dont 6877 cotisent mensuellement sur une base volontaire[588] : ces derniers constituent donc une partie infime de la masse des adhérents. Comme nous l'avons remarqué, l'adhésion n'est elle-même plus synonyme de militantisme, ni même de socialisation politique. Adhérer à Podemos ou à la FI se fait aussi simplement que signer une pétition humanitaire et n'engage pas à plus. Il s'agit d'un geste de soutien individuel s'inscrivant dans un registre plus éthique que politique. Seule une minorité des inscrits participe aux consultations en ligne. Fait notable : l'adhésion à Syriza est également simplifiée par rapport aux procédures en vigueur dans les partis l'ayant précédé, bien que l'inscription numérique n'ait pas été mise en place, une rencontre en présentiel étant encore préalable à toute nouvelle adhésion plénière[589].

Quant à leurs origines, ces partis contestataires revendiquent leur extériorité vis-à-vis du système politique en place, les cherchant dans les mouvements sociaux, la société civile ou les mobilisations syndicales. Les matériaux d'enquête collectés conduisent

[588] Chiffres donnés par Matthieu Petithomme pour janvier 2017 (Petithomme, 2018).

[589] Cette simplification des modalités d'adhésion se rapproche des autres anciens partis de gouvernements européens. Lors de la période d'exercice du pouvoir, ceux-ci tendent à favoriser des adhésions quasiment virtuelles, dont le nombre représenterait un soutien populaire et serait ainsi gage de légitimité.

pourtant à nuancer cette filiation, tant au regard des carrières militantes de leurs membres que de l'importance des positions électorales dans leur construction. Participer aux élections ne constitue pas ici, comme dans les formations trotskistes, une simple « tactique tribunitienne ». Il s'agit d'une nécessité vitale, inscrite au cœur de la stratégie de ces partis, orientée vers la conquête rapide du pouvoir institutionnel. Enfin, la formation de nouvelles élites à partir des masses populaires n'est pas non plus un phénomène systématique. Les dirigeants de ces partis convertissent plutôt dans le champ politique un capital social acquis ailleurs, les parcours voyant des exclus dépourvus de tout capital gravir les échelons grâce à l'appareil partisan relevant de phénomènes minoritaires (mais non marginaux, de tels parcours étant valorisés).

L'institutionnalisation des partis contestataires tend ainsi à démentir leurs prétentions à se conformer au modèle valorisé du parti de masse traditionnel. Comme l'indique très justement Daniel-Louis Seiler, « *les partis se muent en institutions qui ne conservent des adhérents et des militants que pour des motifs idéologiques. L'organisation de « primaires ouvertes » par la gauche italienne ainsi que les intentions du PS en la matière sont la négation même du concept de parti de masses, comme d'ailleurs le financement public, car ils court-circuitent le militant – adhérent engagé – considéré au même titre que le sympathisant lambda qui s'acquitterait d'une modique finance d'inscription aux « primaires ».* » (Seiler, 2010, p.62). Cette analyse, présentant des militants dont le rôle collectif dans l'organisation partisane est « court-circuité » par l'ouverture des adhésions (permettant d'influer sur la prise de décision), s'applique tout à fait à Podemos comme à la FI, même s'il faut rappeler que ces modes de consultation, qui constituent bien une nouveauté, ne sont pas l'apanage de partis prétendant renouveler la manière d'envisager la politique.

Rémi Lefebvre considère ainsi que « *la primaire contribue aussi à dévaluer le militantisme. À quoi bon militer dans un parti si les adhérents sont dépossédés de cette gratification symbolique qu'est le pouvoir d'investiture ? Le rôle des militants se réduit désormais à la (lourde) fonction d'organisation de la procédure des primaires. Le parti est donc un peu plus évidé de ses fonctions traditionnelles. […] [La*

République en Marche et la France insoumise] cherchent à concilier horizontalité participative et efficacité décisionnelle loin des formes traditionnelles de la démocratie partisane » (Lefebvre, 2018, p.26).

Quid, alors, du parti attrape-tout ? Même si la notion renvoie plus à une stratégie électorale qu'à un modèle d'organisation partisane, il pourrait être tentant de considérer que les partis contestataires adoptent une telle stratégie « attrape-tout ». En effet, ces partis ont développé un discours susceptible de toucher des segments sociologiquement très différents au sein de la population, dépassant largement l'audience de la gauche traditionnelle. Mais il s'agit là d'une stratégie « populiste de gauche » qui ne peut être réduite à une désidéologisation du discours. Dans la stratégie « populiste de gauche » déployée, les clivages ne disparaissent pas, ils sont réarrangés. La représentation d'une classe et l'opposition à une autre laissent place à la représentation d'une majorité citoyenne aux prises avec des institutions défaillantes, tenues par des élites au rôle social néfaste. Cette position vise à agréger une majorité sociale dépassant certes les clivages politiques traditionnels marquant la gauche. Les thématiques mobilisées sont transversales sans être nécessairement consensuelles[590]. Si l'idéologie sous-tendant cette stratégie apparaît de manière moins prégnante que, par exemple, dans les formations de tradition marxiste, elle reste belle et bien présente sous des formes nouvelles, diffusant ses repères théoriques et ses modes d'organisation propres minimisant le rôle des militants (Lisi, 2018).

Il est également vrai que la stratégie « populiste de gauche » englobe aussi une définition organisationnelle. Les partis ici étudiés sont bel et bien caractérisés par une direction charismatique proposant une lecture autre que celle de la « lutte des classes » pour élargir la base sociale susceptible de soutenir son projet politique. Sont-ils pour autant peu organisés ? Le flou entourant certaines attributions, la confusion des positions dans l'organigramme partisan ou les limites de la démocratie

[590] Pensons à la réhabilitation de figures républicaines dans les discours de Podemos, à la revendication d'une sixième République par la FI ou à la défense du mariage pour personnes du même sexe par Syriza dans une Grèce encore marquée par les valeurs orthodoxes traditionnelles. De tels marqueurs renforcent d'ailleurs le positionnement de ces partis dans le champ de la gauche radicale.

directe mise en place ne doivent pas conduire à minorer l'importance de leur structuration interne. Des outils de contrôle de la direction par les inscrits jusqu'aux diverses instances où se prennent théoriquement les décisions, ces modalités de structuration sont particulièrement développées. Et il convient même d'aller plus loin : la prétention des partis contestataires anti-austérité à incarner un modèle de démocratie directe, où règnent l'horizontalité et la transparence, constitue bel et bien une caractéristique de ces formations qui multiplient les mécanismes de votation et les espaces de discussion dans leur recherche continuelle d'exemplarité et d'innovation. La rationalisation de leur organisation est toute relative, bien qu'elle s'accentue au fil du temps. A ce titre, de tels partis se différencient du concept d'Otto Kirchheimer qui s'appliquerait plus justement au M5S italien (Santoro, 2012 ; Tronconi, 2015).

Ainsi, comme cela a pu être évoqué à titre d'hypothèse introductive, *la nature de l'organisation partisane se rapprocherait alors d'un hybride entre le modèle du parti attrape-tout et celui du parti professionnel-électoral.* En effet, un aspect des travaux d'Angelo Panebianco est ici particulièrement intéressant : dans certaines circonstances, un parti professionnel-électoral pourrait devenir un « parti charismatique », centré sur un leadership doté de compétences charismatiques particulières. Le parti charismatique est « *fondé par un leader qui s'impose comme le dirigeant incontesté, concepteur et interprète d'un ensemble de symboles politiques (les objectifs idéologiques initiaux du parti), qui devient inséparable de sa personne* » (Panebianco, 1988, p.52). Les résultats des entretiens – et tout particulièrement les réactions des enquêtés découvrant les documents iconographiques proposés – confirme l'importance du charisme d'un leader permettant de renforcer le sens donné à l'engagement collectif en regroupant le parti autour de sa direction, en personnalisant fortement celle-ci, et en constituant une signature symbolique particulièrement utile lors des compétitions électorales. Le cas de Syriza montre également la fragilité inhérente d'une telle construction partisane. Lorsque le leader perd son statut symbolique, sa dimension authentique, en s'opposant aux croyances et aux normes portées jusque-là part le parti, le contrecoup est terrible, tant il apparaît difficile de remplacer une telle figure d'autorité. Les dissensions au sein du leadership

de Podemos et les critiques considérant que Jean-Luc Mélenchon incarne un monde politique aujourd'hui dépassé vont dans le même sens. La préservation de « *l'authenticité* » (Zuquete, 2007, p.219)[591] du personnage et la capacité à assurer sa succession sont donc des défis importants que soulignent les polémiques médiatiques entourant la vie privée des leaders.

Ces trois partis sont cependant caractérisés par le rôle clé d'une *équipe dirigeante* qui ne peut être résumée à sa figure électorale la plus médiatisée. Les résultats des entretiens indiquent cette dimension collective, louanges et critiques portant également sur des dirigeants de premier plan au sein de l'appareil, moins exposés médiatiquement que le leader. La conception et l'interprétation d'un ensemble de symboles politiques sont également réalisées par cette équipe. L'évolution de la situation politique nationale nécessite des ajustements permanents effectués par ce groupe de techniciens-conseillers œuvrant en coulisse. Ainsi, la construction du discours des trois partis étudiés, et les modifications qui lui sont apportées dans le cadre de la course vers le pouvoir, résultent du travail collectif de cette équipe dirigeante et non pas d'un seul leader prométhéen, ou d'un ensemble aux contours flous, mêlant horizontalement figures médiatiques et adhérents anonymes participant aux votations. Cette équipe dirigeante bénéficierait alors d'un « *charisme de situation* » moins absolu et plus contingent que le « *charisme pur* » (Panebianco, 1988, p.113).

Le système électoral des différents pays évoqués semble affecter marginalement les caractéristiques des partis contestataires : si les coalitions gouvernementales se construisent différemment selon la part de représentation proportionnelle existant dans le mode de scrutin en vigueur, ce dernier agit plus sur les tactiques électorales des partis contestataires que sur leur stratégie d'ensemble. Podemos est ainsi plus semblable, dans sa structuration, à la France insoumise, opérant dans un pays où l'élection reine procède d'un scrutin majoritaire à deux tours, qu'à Syriza, la Grèce et l'Espagne partageant pourtant un mode de scrutin proportionnel favorisant les acteurs

[591] Les exemples de partis charismatiques mobilisés par José Pedro Zuquete se situent d'ailleurs à l'extrême droite du champ politique européen : Front National français et Lega Nord italienne.

électoraux minoritaires[592].

Etranges objets politiques que ces partis dominés par des équipes dirigeantes façonnant à flux tendu la ligne politique de l'organisation, des thèmes de campagne à la structuration de sa base. Leur réalité empirique semble échapper à toute classification, à l'image de l'ornithorynque dans le règne animal : tantôt partis de masse en gestation, tantôt promoteurs d'une stratégie « attrape-tout », leurs acteurs vont de l'amateurisme à un haut degré de professionnalisation en fonction des moments et des échelons. Leurs ressources ont également des provenances diverses et des attributions changeantes, qui résistent aux classifications préexistantes. Pour en proposer une définition, nous devons donc relever les éléments récurrents susceptibles de les définir, sans écarter les singularités tendant à les individualiser.

B) Un nouveau modèle partisan ? Eléments pour une définition des partis contestataires anti-austérité en Europe du Sud

Proposer un portrait de ces partis suppose de revenir à leur forme organisationnelle. Décrire cette structuration se fait ici en deux temps, tout d'abord en présentant leur organigramme public et les relations que ces organisations tissent avec d'autres acteurs de la vie politique, puis en s'intéressant à leurs rouages internes dont la réalité empirique complexe tantôt dément, et tantôt confirme, la présentation que ces partis font d'eux-mêmes. Mais l'analyse des partis comme organisations ne dispense pas de recourir aux individus réels que sont les militants et les dirigeants. D'où, également, la nécessaire approche de leur composition sociologique, de leur activité militante et des ressources dont ils disposent. Cette image figée des partis contestataires peut alors être mise en mouvement en observant leur évolution programmatique liée à leur conception de l'exercice du pouvoir.

[592] Face à la nécessité de s'allier pour gouverner, Podemos et Syriza adopteront d'ailleurs des réponses différentes, le parti espagnol hésitant entre rallier le PSOE au prix de ministères régaliens ou renforcer ses liens avec l'extrême gauche (choix finalement privilégié dans le cadre de la coalition Unidos Podemos à partir de mai 2016), quand son homologue grec avait réalisé une surprenante jonction anti-mémorandum avec la droite souverainiste de l'ANEL dès le 25 janvier 2015.

1 - Structuration externe et interne

La structure des partis politiques tend à évoluer au cours du temps, en fonction des impératifs du moment, parfois en subissant des transformations radicales. Leur forme initiale, repérée au moment de la genèse partisane, reste cependant un cadre de référence pour saisir le pari stratégique associé à la naissance du parti. Les organisations partisanes issues du mouvement ouvrier historique ont connu des origines diversifiées[593] avant de s'homogénéiser en suivant un modèle « universel » promu par le Komintern dans le cas des partis communistes.

Les partis contestataires anti-austérité contemporains ont également des origines diverses, mais leur apparition échelonnée dans le temps leur permet de bâtir sur des fondations posées par leurs prédécesseurs internationaux. Syriza provient en droite ligne de l'extrême gauche grecque la plus intellectuelle, à dominante eurocommuniste et trotskiste. Ses réseaux et ses organisations locales constituent l'épine dorsale de la coalition devenue parti. Podemos choisit une voie différente due à ses ressources alors plus limitées. Le parti s'appuie sur des réseaux beaucoup plus réduits en termes d'implantation locale et de nombre de personnes mobilisables, mais son noyau dur madrilène est doté d'un fort capital culturel et relationnel permettant à cette équipe originelle de bâtir une organisation nationale en offrant une grande liberté d'action et d'investissement à ses premiers adhérents. Plusieurs modes d'affiliation formelle sont alors offerts (Gomez, Ramiro, 2017). Quant à la France insoumise, son origine est décrite par ses militants comme très semblable à celle de Podemos. L'importance des réseaux du Parti de Gauche et d'autres forces d'extrême gauche dans sa mise en place dément cependant ce récit. Il s'agit plutôt d'une construction hybride entre la coalition de tendances réalisée par Syriza et le déploiement par le haut d'une nouvelle structure nationale opéré par Podemos.

[593] Pensons au travaillisme anglais, dont l'émergence est liée au mouvement syndical, là où le socialisme russe provient à la fois de l'anarchisme agrarien et de cercles intellectuels marxistes.

Ces trois partis se pensent également comme étant en rupture avec les modèles partisans traditionnels. Le cas de Syriza est, là encore, particulier, puisqu'il s'agit, parmi les partis anti-austérité, du parti revendiquant le plus ouvertement un modèle organisationnel marxiste. La structure résultant de la fusion au sein d'un même parti d'organisations diverses adopte donc les dénominateurs communs des partis communistes traditionnels, de la section locale au bureau politique. L'organisation de jeunesse, comme nous l'avons vu, s'organise sur un schéma similaire et participe à la direction du parti. Rien là de très novateur en somme : ce n'est pas par son modèle organisationnel formel que Syriza se démarque d'autres structures de gauche et d'extrême gauche. Depuis 2012 le parti a cependant évolué, les membres du gouvernement Tsipras prenant de l'importance au détriment du comité central élu par le congrès du parti, qui tient aujourd'hui lieu de chambre d'enregistrement des décisions de l'équipe gouvernementale, selon les analyses de militants et d'ex membres confirmant le traitement médiatique de cette évolution. La direction du parti décrit également ces évolutions tout en les replaçant dans une continuité historique cohérente permettant de légitimer rétrospectivement les choix pris durant la période 2012-2016. Ainsi, les thèses politiques publiées par le Comité central à l'été 2016[594] incluent une défense de la stratégie développée par Syriza depuis sa fondation. Le texte du Comité central rappelle que le choix, réalisé lors de la conférence de décembre 2012, de la transformation de la coalition en parti, inclut la formation d'un « parti de membres » et la défense de l'unité partisane au détriment de la lutte entre tendances rivales (pour protéger l'organisation des attaques de ses adversaires pouvant s'appuyer sur des dissensions internes rendues publiques). Derrière ces précisions se retrouve la défense d'un modèle partisan dont l'apparence formelle est certes directement inspirée du modèle communiste traditionnel, mais dont les spécificités ouvrent la voie à une direction charismatique appuyée sur une masse de membres court-circuitant les cadres intermédiaires ainsi que leurs tendances et courants internes.

[594] Comité central de Syriza, Thèses politiques pour le 2° congrès, juin 2016, document consulté le 14 mars 2018

C'est en cela que Syriza représente un tournant dans la séquence politique ouverte par la crise économique débutant en 2008 : à partir de 2012, la gauche radicale grecque constitue non seulement un modèle de réussite électorale pour ses soutiens, mais également une inspiration organisationnelle, un « paradigme » nouveau dont l'influence sur les formes postérieures d'organisation ne doit pas être négligée. En outre, les éléments discursifs employés sont issus du lexique développé par les théoriciens de la stratégie « populiste de gauche », en axant la lutte du parti autour de la transformation de la crise sociale en crise d'hégémonie.

La structure fédérative de Syriza se rapproche formellement de celle d'IU en Espagne[595]. La dynamique politique ainsi que les orientations stratégiques du parti grec le rapprochent pourtant bien plus de Podemos. Les dirigeants de cette formation assument ouvertement l'influence grecque au point de voir leur parti originellement qualifié de « Syriza espagnole » (Barret, 2015, p.85)[596]. En ce sens, Podemos propose une rationalisation non seulement de l'expérience politique de Syriza, mais également de son expérimentation organisationnelle. Intégration plus forte des différents courants originels du parti, permettant de dépasser l'immobilisme d'IU, organigramme simplifié, interactions directes entre direction et militants, et facilitation des adhésions constituent les bases de la structure lancée en 2014. Il convient cependant de préciser ces termes.

Podemos repose sur une masse de membres inscrits, devant être âgés de quatorze ans

[595] Il s'agit pour ces deux partis de réussir à maintenir une fragile unité entre des organisations de gauche et d'extrême gauche de taille et de tradition très diverses, tout en donnant à ces organisations fédérées des gages de démocratie interne les motivant à « jouer le jeu ». Dans le champ politique espagnol, plus faiblement nationalisé que son homologue grec et marqué par un maintien du PSOE à un niveau électoral important, IU ne parvient pas à réaliser une percée semblable à Syriza et se retrouve petit à petit satellisée par la dynamique de Podemos.

[596] Comme nous l'avons vu, cette admiration pour les succès électoraux sans précédent de la gauche radicale grecque n'est pas réciproque durant l'année 2014, une partie importante des membres de Syriza se méfiant du « populisme » assumé par l'équipe réunie autour de Pablo Iglesias. Cette dissonance entre tradition marxiste orthodoxe et stratégie « populiste de gauche » tend, à partir de 2015, à s'estomper au regard des succès durables de Podemos en faisant un partenaire de choix, permettant de conjurer les risques d'isolement politique sur la scène européenne, et surtout suite à l'évolution de Syriza impulsée par le gouvernement d'Alexis Tsipras.

au minimum et pouvant choisir d'être adhérents (il ne s'agit que d'une précision légale au regard de la loi espagnole, sans effet sur les attributions des membres). Certains de ces adhérents peuvent choisir de participer aux cercles locaux, formant ainsi la base militante sur laquelle s'est concentrée notre enquête. L'ensemble des inscrits constitue l'Assemblée citoyenne se réunissant en congrès pour élire la direction politique. Celle-ci est constituée d'un Comité des garanties démocratiques assurant la transparence des processus internes, d'un Conseil citoyen de 62 membres dont 17 secrétaires régionaux, et d'un Conseil de coordination de 10 membres présidé par le secrétaire général en la personne de Pablo Iglesias[597]. A ces mandats, se superposent la direction de secrétariats thématiques, permettant à certaines figures dirigeantes de cumuler diverses responsabilités[598]. Quant aux interactions entre les cercles d'une part, et l'Assemblée citoyenne ainsi que la direction politique d'autre part, leur nature exacte est, comme nous l'avons observé, difficilement résumable sous forme d'organigramme.

La composition de la direction politique rappelle cependant celle des partis centralisés issus du mouvement ouvrier avec leur congrès élisant un comité central, lui-même chapeauté par un bureau politique désignant un secrétaire général. La structure simplifiée de Podemos donne une importance de premier plan à l'Assemblée citoyenne, censée contrôler la direction politique pour garantir le parti de toute dérive bureaucratique et empêcher la création de baronnies locales. La fragmentation du champ politique espagnol, contrebalancée par la concentration des responsabilités dans les mains d'une poignée de dirigeants (la direction politique étant réduite à moins d'une centaine de personnes), tend également à réduire à sa plus simple expression l'échelon intermédiaire du parti, les secrétaires régionaux étant même

[597] Celui-ci vient d'ailleurs soutenir Alexis Tsipras lors des campagnes électorales de janvier puis de septembre 2015 en Grèce.

[598] L'exemple d'Irene Montero illustre ce phénomène. Diplômée de psychologie à l'Université autonome de Madrid, passée par la Jeunesse communiste, elle adhère à Podemos dès les élections européennes de 2014. Elle est responsable des mouvements sociaux pour Podemos à partir de novembre 2014, est élue députée en décembre 2015, puis devient membre du Conseil citoyen ainsi que du Conseil de coordination du parti durant le second congrès de Vistalegre. Elle est également secrétaire de l'action au Congrès et chef du cabinet de Pablo Iglesias (dont elle est la compagne).

intégrés à la direction, au travers du Conseil citoyen.

La vie politique du parti présente également plusieurs similarités avec les partis socialistes et communistes dont il cherche, pourtant, à se distancier symboliquement. Le faible investissement de la masse des inscrits dans les rouages internes, contrairement aux militants mieux informés, tend à concentrer les luttes de pouvoir durant la séquence bien particulière des congrès politiques (de leur préparation à leur déroulement). Ces luttes s'incarnent principalement au sein de la direction politique entre représentants de tendances opposées – en particulier « pablistes » et « errejonistes ». Hors des congrès et de la vie courante de la direction, ces luttes fortement personnifiées ont cependant un impact limité sur la majorité des inscrits ne militant pas dans les cercles, tant les interventions de l'Assemblée citoyenne dans la pratique des dirigeants tiennent plus du mécanisme symbolique que du levier d'intervention réellement employé. Les stratégies de négociation et d'alliance localisées avec diverses forces politiques dites citoyennes, issues de mouvements sociaux, stratégies élaborées en premier lieu en vue des élections municipales, constituent cependant un exemple de la souplesse organisationnelle du parti ; une souplesse paradoxalement permise par la centralisation importante des responsabilités et des ressources dans une direction politique réduite (Delwit, 2016), et capable de s'adapter rapidement aux défis locaux.

Ainsi selon Héloïse Nez, « *La principale rupture avec « l'esprit du 15-M » s'opère de manière encore plus visible au moment de l'institutionnalisation du parti*[599]*, lors du congrès fondateur de Vistalegre en octobre 2014. Alors que plusieurs propositions d'organisation s'affrontaient à l'issue d'une démarche participative, l'option retenue est celle d'une structure très verticale, avec l'élection d'un secrétaire général qui forme son équipe rapprochée. Le pouvoir des cercles est réduit au profit des conseils citoyens élus à toutes les échelles – nationale, régionale et municipale. Certes, Podemos intègre plus de participation et de transparence qu'un parti classique, en*

[599] Nous considérons pour notre part que l'institutionnalisation est un processus se déployant sur la durée. Si des séquences politiques paroxystiques telles que les congrès du parti constituent des marqueurs importants de ce processus, ils n'en sont que la partie la plus visible.

instaurant par exemple un mécanisme de révocation du secrétaire général, un système de primaires ouvertes pour toutes les élections ou des modes de financement participatif. Mais d'autres propositions, issues des intenses débats dans les cercles et sur le forum en ligne « Plaza Podemos », étaient plus en lien avec le mouvement des Indignés. […] Le principe d'efficacité a ainsi clairement été privilégié face à celui de la démocratie interne. En mettant en place cette « machine de guerre électorale », Podemos a délibérément tourné le dos à des principes centraux du 15-M tels que l'horizontalité et la délibération » (Nez, 2018, p.84).

Cette flexibilité, permise par un organigramme simplifié inspire d'autres acteurs participant au renouvellement de la gauche radicale européenne, notamment en France. L'expérience d'une coalition de partis dans le cadre du Front de gauche constitue à ce titre un contre-exemple alimentant la réflexion aboutissant au lancement de la France Insoumise. Cette coalition était paralysée par une intense lutte d'influence entre ses deux principaux acteurs, le Parti de Gauche et le Parti Communiste Français. La FI se construit donc comme une machine de guerre électorale rompant avec ce modèle partisan pour privilégier une forme mouvementiste fondée sur un ensemble de groupes d'appui organisés sur une base géographique, et interprétant localement la stratégie de campagne formulée par une direction très centralisée, elle-même présidée par Jean-Luc Mélenchon. L'inscription est également simplifiée au maximum et permet de crédibiliser l'offre politique par la mise en avant d'un nombre conséquent de soutiens, se comptant en centaines de milliers dès la semaine de lancement de la plate-forme internet.

Comme dans le cas espagnol, ce mode d'organisation minimaliste prouve son efficacité lors de la séquence électorale de 2017 grâce à une habile stratégie de communication ; celle-ci s'appuie cependant sur les réseaux de différentes structures politiques préexistantes, en premier lieu le Parti de Gauche qui fournit l'essentiel des cadres et des candidatures d'élus – non sans entrainer des dissensions locales entre ce groupe constitué et de nouvelles générations militantes attirées par la perspective de régénérer l'intégralité du personnel politique.

La tension entre le mode d'organisation vertical et simplifié à l'extrême de la

séquence 2017 et les volontés mouvementistes et horizontales d'une partie des nouveaux adhérents fait écho aux débats concernant la nécessité de construire une organisation partisane pérenne, capable de se situer à l'intersection entre parti et mouvement social (Chironi, Fittipaldi, 2017), et légitimant sa direction non par la cooptation mais par un processus de sélection démocratique et transparent[600]. Ces questions constituent des enjeux de premier plan, animant les débats entre insoumis durant l'automne 2017. Les Conventions se succédant alors opèrent comme autant de congrès permettant de normaliser et de rationaliser la structure partisane se mettant en place. Ce processus ouvre la porte, fin 2017, à l'adoption d'une structure se voulant toujours mouvementiste, mais consacrant le rôle central d'une direction chapeautant l'ensemble des membres inscrits. L'horizontalité promue initialement via la libre participation aux « boîtes à idées » alimentant les Conventions, à la liberté d'initiative locale favorisant l'autonomie, à l'investissement militant « à la carte » ou à l'ouverture des candidatures lors de primaires citoyennes se confronte à une absence de mécanismes partisans (délégués, représentants de sections locales capables de peser sur les décisions de la direction, organisation de courants constitués) et de cadres intermédiaires renforçant la direction insoumise. Tristan, insoumis montpelliérain, revient sur ces particularités avec un regard critique :

« *Des gens qui ont un bagage politique, nous ça nous intéresse beaucoup à la France insoumise. Parce que dans ce mouvement globalement il y a un manque d'expérience et de cadres. […] Le problème de la cohésion, de la cohérence, c'est qu'il te faut un échelon intermédiaire. Il te faut un putain d'échelon départemental sinon on s'en sortira pas. En tout cas c'est pour ça qu'aujourd'hui, actuellement, en dehors des campagnes électorales, notre nombre a beaucoup diminué. Chez les jeunes c'est*

[600] Dans un entretien publié dans l'hebdomadaire *Le 1* en octobre 2017, Jean-Luc Mélenchon tente d'opérer une synthèse pour adopter une position surplombante et rassembleuse, en, considérant que la FI « *est un mouvement. Nous ne voulons pas être un parti. Le parti, c'est l'outil de classe. Le mouvement est la forme organisée du peuple. […]. Le but du mouvement de la France insoumise n'est pas d'être démocratique mais collectif. […] Le mouvement n'est ni vertical ni horizontal, il est gazeux.* »

toujours resté assez constant, on a toujours été… Mais y a des groupes qui se sont complètement éteints. Tu m'étonnes, y avait des divergences monstrueuses, et le problème c'est qu'en l'absence d'ordre, de directives, d'un minimum d'organisation démocratique au sein de la France insoumise, c'est un foutoir total. »[601]

De plus, la fin de l'année 2017 correspond à la gestation d'une école de formation interne[602], nommée Ecole de formation insoumise. Son contenu mêle éducation populaire et formation militante et se place dans la filiation des universités ouvrières[603], en se donnant comme objectif de former des militants capables d'assurer des responsabilités et d'animer par la suite les groupes d'appui locaux. Ces derniers occupent le vide politique temporel (entre différentes séquences électorales) et géographique (dans les zones périurbaines et les banlieues populaires où l'abstention est élevée) en déployant un militantisme de terrain et de long cours[604]. Les descriptions de ces pratiques par les militants évoquent le travail de maillage social typique du Parti communiste, mêlant porte à porte, activités culturelles et sportives, et mécanisme de solidarité paraétatique (Pudal, 2009). Si la FI récuse toujours, à la fin de l'année 2017, l'appellation partisane, elle en possède ou en développe pourtant toutes les caractéristiques, jusqu'à s'inspirer des structures historiques du mouvement ouvrier.

Confronter au matériau issu de la recherche empirique le discours produit par les acteurs de la construction partisane sur leur propre parcours ainsi que sur la nature des organisations constitue, ainsi, un prérequis à toute analyse lucide de ces structures. Leur rapide institutionnalisation est marquée en premier lieu par le choix réaffirmé d'une verticalité organisationnelle. Celle-ci n'est pas conjoncturelle : il ne s'agit

[601] Montpellier – Entretien n°14

[602] Celle-ci est officialisée le 29 janvier 2018.

[603] Sous la direction du philosophe Georges Politzer, le parti communiste met en place une Université ouvrière de Paris, active au cours des années trente.

[604] Nous avons relevé les ressemblances frappantes entre les pratiques politiques du quotidien dans les trois partis étudiés, mêlant un répertoire d'action traditionnel des partis de gauche et d'extrême gauche à des méthodes de communication et de formation novatrices, adossées à l'usage des nouvelles technologies.

nullement d'un accident de parcours s'expliquant par les nécessités temporaires de compétition électorale, mais d'un choix stratégique assumé, défendu et même approfondi au cours des congrès et des conventions par des acteurs dotés de ressources les plaçant en position dominante. Le choix de cette option résulte en grande partie des ressources limitées dont bénéficient les acteurs politiques à l'origine de ces structures partisanes. Leur position d'*outsiders* dans leur champ politique respectif ne leur permet pas de déployer initialement une structure aussi dense et stratifiée que celle des partis traditionnels. Pour optimiser leur entreprise politique dans le cadre d'une fenêtre d'opportunité la favorisant (en l'espèce, la crise de légitimité frappant le champ partisan traditionnel), ces acteurs vont donc opter pour une structure simplifiée, capable d'intervenir avec une efficacité maximale dans le champ politique, tout en organisant le plus simplement possible ses soutiens. Clément, militant insoumis montpelliérain, fait ainsi le bilan de cette première étape :

« *Dans cet entre-deux où on sortait d'une campagne harassante et où on arrive dans un mouvement social, je pense que les dirigeants ont fait un très bon boulot. C'est-à-dire qu'avec très peu de moyens, ils ont su utiliser les moyens qu'ils avaient, donc les médias, pour que la France insoumise s'installe comme la première opposition à Macron. Et ça a marché. […] Après maintenant la deuxième phase ça va être comment pérenniser ça, comment réussir à garder une activité qui soit pas uniquement de la campagne permanente.* »[605]

Cette dynamique rappelle les évènements survenus plus tôt en Grèce. Le délitement de la direction collégiale de Syriza au profit d'une concentration du pouvoir dans les mains d'une équipe dirigeante réduite (puis d'une équipe gouvernementale, suite à la victoire de 2015) est un processus enclenché dès la transformation de la coalition en parti et renforcé par l'accession au pouvoir. Il en va de même pour Podemos puis pour la France insoumise, qui adoptent tous deux un modèle organisationnel vertical si ce

[605] Montpellier – Entretien n°6

n'est centralisé[606]. Dans le cas de cette dernière, l'échec partiel de l'expérience grecque, suivant la défaite du gouvernement d'Alexis Tsipras face aux créanciers, n'est pas analysé comme découlant d'une structure partisane défectueuse, mais comme conditionnée par une situation économique et géopolitique défavorable.

Un autre élément permet de définir collectivement la structuration interne des partis étudiés. Il s'agit de la distinction entre adhérents formellement inscrits et base militante. Certes, la démarche volontariste à l'origine du militantisme opère nécessairement un « écrémage » : l'intégralité des adhérents d'une structure (partisane, mais également syndicale ou associative) ne se mobilise pas aussi intensément ni selon les mêmes modalités. Une inscription résultant d'une démarche de soutien idéologique individuel ou de la recherche de bénéfices accordés aux personnes « encartées », plus que d'une entrée dans le sacerdoce du militantisme, est également possible dans bien d'autres structures – à commencer par les partis sociaux-démocrates. Mais la particularité des partis contestataires anti-austérité réside dans la place particulière donnée d'une part aux militants actifs, se réunissant physiquement pour agir politiquement, et d'autre part aux inscrits.

L'usage massif des réseaux sociaux permet de mettre en scène l'horizontalité. Des individus souhaitant soutenir un parti n'ont plus besoin de passer par un long parcours interne visant à accumuler des ressources individuelles avant de pouvoir se rapprocher de la direction : l'échange instantané de commentaires et de messages permet de présenter la direction comme accessible et proche de la base, tout en renforçant sa personnalisation (et donc en entretenant ses ressources charismatiques) par le biais de l'image, qu'elle soit sur support vidéo ou photographique.

[606] Dans les trois partis étudiés, la capitale nationale est le lieu d'élaboration par excellence de la stratégie partisane, où se concentrent les ressources économiques et sociales de l'équipe dirigeante et où se bâtit le mythe originel du parti autour de grands moments de mobilisation – occupation de la place Syntagma ou de la Puerta del Sol, marches pour la sixième République. Cette centralité géographique s'accompagne cependant d'une certaine liberté laissée aux groupes locaux chargés d'interpréter et d'appliquer la politique partisane. Cette relative autonomie, promue comme une rupture avec la discipline militante des formations traditionnelles, n'a, comme nous l'avons observé, qu'un faible coût pour des partis qui adoptent d'autres canaux pour se financer, s'organiser et recruter leurs cadres.

Aux militants revient alors une position ambigüe. Ils représentent la frange la plus active car la plus intensément socialisée et la mieux informée des inscrits du parti. Leur marge d'autonomie locale est grande, à l'inverse des partis communistes disciplinés prônant le centralisme démocratique. Mais cette autonomie s'accompagne de faibles avantages conférés par ce militantisme. Ce dernier passant grandement par les réseaux sociaux, il devient accessible à tout un chacun. L'accession à des postes de responsabilité n'est pas non plus assurée, les primaires ouvertes et le recrutement de professionnels de la politique ou de la communication remplaçant la méritocratie militante interne. Enfin, et surtout, l'avis des militants est plus consultatif que délibératif, tant cette frange très mobilisée est court-circuitée par la masse des inscrits appelés à s'exprimer lors de différentes consultations initiées par la direction (orientations votées en congrès, primaires, définition des lignes stratégiques).

L'autonomisation de cette dernière vis-à-vis de sa base parachève ce phénomène conduisant à une forte démonétisation de l'identité militante dont les rétributions diminuent au profit de formes d'engagement politique à la fois plus souples et plus professionnalisées. Cette évolution entraîne une crise de sens latente chez les militants les amenant à redéfinir leur place, quand elle n'entraîne pas une rupture. En effet, « *la définition sociale du militantisme n'est pas seulement un enjeu académique et scientifique mais un enjeu politique et organisationnel qui est trop insuffisamment pris en compte dans l'analyse. Les manières de désigner les réalités militantes et de codifier les pratiques constituent des enjeux symboliques essentiels dans un contexte d'affaiblissement du modèle traditionnel des partis politiques issu du mouvement ouvrier* » (Lefebvre, 2013, pp.32-33). L'influence limitée des contrepoids militants disposant de moyens de pression formels sur la direction tend à donner une plus grande marge de manœuvre à celle-ci pour définir les modalités de l'institutionnalisation du parti, institutionnalisation qui s'en trouve en retour facilitée.

2 - Composition sociologique, activité militante et ressources partisanes

De tels éléments structurels, communs aux trois partis, rendent compte du cadre dans lequel évoluent des acteurs de la construction partisane[607] aux carrières militantes différentes et diversement dotés en ressources. Ainsi, il convient de considérer, avec Bernard Pudal, que l'analyse sociologique d'un phénomène partisan doit nécessairement « *déconstruire l'acteur collectif afin de reconstituer les processus historiques et sociaux par lesquels les acteurs individuels, dans leur diversité, s'agrègent, s'excluent, s'institutionnalisent* » (Pudal, 1989, pp.13-14). Cette étude est volontairement limitée à l'ensemble des acteurs formant localement la base militante des partis contestataires anti-austérité, pour mieux saisir les carrières partisanes et les interactions au sein des structures partisanes – même si les données collectées localement gagneraient, dans le futur, à être comparées à la sociologie de l'ensemble des inscrits.

Au regard des matériaux collectés à Barcelone, Athènes et Montpellier, existe-t-il, en termes de carrières militantes et de processus en œuvre dans les partis anti-austérité, des éléments récurrents qui autorisent à les considérer comme un nouveau modèle d'organisation partisane ? En la matière, la réponse pourra être positive tant les similarités identifiées décrites entre ces trois organisations sont manifestes. Ceci se vérifie tout d'abord dans les trajectoires de leurs membres et en premier lieu dans l'origine de leur carrière partisane. Héloïse Nez identifie trois origines concurrentes aux militants de Podemos (Nez, 2018). Une première partie de ce groupe social bénéficie d'une expérience militante antérieure, via un engagement partisan, syndical ou associatif, et se réengage à la faveur de l'émergence d'un nouveau parti attractif dans lequel peut être réinvesti son capital politique ; une deuxième partie de ces militants rejoint le parti à sa naissance comme continuité de l'engagement dans un mouvement – en l'occurrence, le 15M en Espagne[608] ; enfin, une troisième partie

[607] Nous préférons là encore employer le terme d'acteurs plutôt que celui d'agents, les interactions des individus actifs dans le cadre de la genèse puis de l'institutionnalisation de ces partis ayant un effet (même réduit) sur ces phénomènes, qui influencent en retour leur propre trajectoire d'engagement suivant un mouvement dialectique que nous pensons avoir démontré ici.

[608] La séquence de mobilisations collectives contestataires s'ouvrant en 2008 et culminant avec l'occupation de la place Syntagma en 2011 en Grèce, ou bien la mobilisation contre la « loi Travail » au

découvre l'engagement en adhérant au parti par la suite, une fois celui-ci connu pour ses succès électoraux.

Le maintien de réseaux militants hérités d'organisations et de mouvements passés, puis la perpétuation de ces réseaux dans un réinvestissement rendu possible par la reconfiguration du contexte politique national (Cormier, 2016), apparaît ainsi comme un phénomène conséquent - bien que minimisé dans le discours produit par les acteurs partisans - permettant d'expliquer la création et le fonctionnement fluide de nombre de structures locales. L'analyse de notre propre matériau empirique et sa comparaison avec des travaux réalisés sur d'autres échantillons (Moschonas, 2013 ; Rori, 2015 ; Nez, 2015 ; Petithomme, 2018…) permet de proposer d'étendre le modèle explicatif d'Héloïse Nez à Syriza comme à la France insoumise. Jordi Gimeno, syndicaliste et conseiller élu du district de Sant Andreu, décrit ainsi la composition de Podemos à Barcelone et l'attrait d'un militantisme où chaque voix semble prise en compte :

« *Le début de Podemos je l'ai vu et vécu, je n'avais jamais participé à aucun mouvement politique, j'allais aux réunions, il y avait des groupes de travail. Je me suis mis dans l'un d'eux et j'ai eu la chance de travailler avec des personnes qui s'étaient déjà dédiées à la politique avant, des anarchistes, du PSUC, des socialistes, quelques syndicalistes… C'était comme un grand panorama et ce qui m'a surpris, c'est que j'ai pu participer et donner mon opinion comme les autres. Des choses qu'on avait commentées ailleurs, comme les équipements du district, les relations du travail des employés avec la mairie, et bien d'autres choses. Cette manière de travailler m'a fait rester. C'était le cercle de Barcelone et après on a créé les cercles de district et de quartier, le cercle de Barcelone a disparu quand il y a eu les élections du CCM et du CCA. […] Je crois que l'une des choses intéressantes de ce mouvement c'est qu'il n'y a pas de professionnalisation de la politique ; tout le monde, tout le*

cours de l'année 2016, suivie de la campagne présidentielle de 2017 en France, jouent le même rôle. Ces séquences particulièrement intenses sur le plan politique national sont interprétées et présentées par les partis étudiés comme des tournants contestataires nécessitant la proposition d'une offre électorale permettant de concrétiser les demandes formulées au cours de ces mouvements. Il s'agit de moments fondateurs prenant par la suite une dimension symbolique majeure.

monde peut participer dans tout. »[609]

Les mécanismes de participation permettent ainsi de nier la professionnalisation accélérée du parti dont ce cadre constitue un exemple vivant. Après avoir souligné l'importance comme la diversité des rétributions susceptibles de pousser des individus à entrer dans un parti puis à y rester fidèle au cours d'une période de leur vie, il s'agit de bien distinguer les situations. Dans les partis traditionnels, l'accession à un poste salarié constitue la principale rétribution que peut attendre un militant de son engagement loyal. Max Weber expliquait ainsi, il y a désormais un siècle, que « *les luttes partisanes ne sont pas uniquement des luttes pour des buts objectifs, mais sont aussi des rivalités pour contrôler la distribution des emplois* » (Weber, 1919, p.112), faisant de l'engagement une fin en soi potentielle.

La simplification organisationnelle des partis contestataires étudiés hypothèque cependant cet espoir d'ascension sociale interne à la structure partisane, alors que s'intensifie le recrutement de professionnels « débauchés » par le parti pour leurs qualités propres. L'accumulation lente de ressources au sein de la structure cède la place à la conversion rapide de ressources acquises antérieurement pour former un capital politique, capital alors susceptible d'être valorisé par le parti.

Pour illustrer cette tendance, un profil de journaliste, de militant associatif de premier plan, de syndicaliste charismatique ou de leader d'un mouvement social bénéficiera de facilités pour s'élever dans la structure de ces partis en y convertissant son capital social personnel, composé de son exposition médiatique, de son réseau de relations, voire de ses ressources symboliques. A l'inverse, les activités militantes traditionnelles telles que la participation régulière aux réunions, aux actions et aux manifestations sont moins valorisées. L'appartenance même à une organisation politique antérieure constitue une contrainte[610] là où la nouveauté du primo-militant

[609] Barcelone – Entretien n°20

[610] Cela se vérifie particulièrement durant la phase de la genèse partisane. Dans le cas de la FI, la crainte d'un noyautage par des militants provenant d'une structure en perte de vitesse (des trotskistes aux socialistes) est mobilisée pour délégitimer les candidatures de vétérans de la politique au profit de « nouvelles têtes ».

est fortement valorisée.

Quels profils remplissent alors les rangs de la base militante ? Sans surprise, militer requiert du temps libre. Les situations sociales favorisant l'engagement sont donc surreprésentées dans notre échantillon tripartite : étudiants, chômeurs et retraités bénéficient de plages horaires leur permettant un investissement plus important tout en favorisant une sociabilité politique. Les salariés à la situation stable et au capital culturel élevé, notamment les fonctionnaires et les personnes travaillant dans les médias, constituent une autre part importante des militants rencontrés et cumulent parfois engagement partisan et engagement syndical. Enfin, et sans surprise, nous retrouvons un certain nombre de personnes vivant de leur engagement comme permanents ou élus de leurs partis respectifs. Cette catégorie découle cependant d'un engagement antérieur sans permettre d'en expliquer rétroactivement les raisons. A l'inverse, il faut souligner la sous-représentation des travailleurs précaires[611] et plus généralement des prolétaires, sujet politique par excellence des formations issues du mouvement ouvrier que les partis contestataires étudiés ne parviennent pas à remobiliser. La « prolétarisation » de Podemos souhaitée par Pablo Iglesias reste par exemple un horizon lointain pour le parti espagnol, dont la percée électorale dans différentes classes sociales ne se traduit pas dans le recrutement des cercles.

De la sorte, la sociologie de la composition militante de ces partis permet d'affirmer qu'il ne s'agit ni d'une transposition mécanique des mouvements sociaux mobilisant le cœur de la jeunesse urbaine éduquée dans l'arène électorale[612], ni d'une nouvelle

[611] L'expérience de la précarité, vécue par de jeunes travailleurs surdiplômés lors de leur entrée dans le monde du travail, constitue bien un repère collectif ayant contribué aux mobilisations de cette frange post-étudiante de la population (Petithomme, 2018). Il ne s'agit pourtant ni d'une réalité partagée par l'ensemble de la militance (fait générationnel, la précarité ne fait pas partie de l'expérience des groupes sociaux plus âgés et socialement bien insérés), ni d'une situation comparable à celle de jeunes travailleurs peu diplômés enchainant les emplois éprouvants avec peu ou pas de perspectives de reclassement. Ironiquement, les travailleurs manuels militant dans ces partis sont pour la plupart des retraités, alors que les jeunes actifs éprouvent des contraintes limitant fortement leur engagement.

[612] Mathieu Petithomme relève que la moyenne d'âge des candidats de Podemos aux élections européennes de 2014 se situe à 37 ans, bien en dessous des autres partis espagnols (Petithomme, 2018, p.424). Des figures jeunes sont largement mises en avant pour incarner l'image publique du parti sans pourtant refléter sa composition militante.

mouture des partis communistes et socialistes traditionnels sous des apparences modernisées : il s'agit plutôt d'un agglomérat composite dont la base militante ne diffère pas fondamentalement dans ses caractéristiques de celle des organisations de la gauche sud-européenne.

Il faut également revenir sur la sociabilité militante permettant de souder localement un groupe dans un contexte de rareté des rétributions de l'engagement partisan. La démonétisation de l'engagement traditionnel a pour conséquence une revalorisation de cette sociabilité qui apparaît comme la principale récompense à l'engagement de nombre de militants. Elle s'organise autour de rencontres informelles mais surtout de pratiques politiques, dont le répertoire d'action est lui aussi composé pour partie de schémas traditionnels, communs aux formations électorales (réunions, collages, tractages, manifestations), et pour partie propre à ces nouveaux partis contestataires souhaitant innover dans leur rapport au politique. La mobilisation des outils numériques est alors au centre du renouvellement des méthodes de communication et d'organisation. La promotion de l'image du leader et l'usage de signifiants vides contribuent à la désidéologisation des modes d'organisation et de communication, participant à l'élaboration d'une stratégie transversale conforme aux canons du « populisme de gauche ». Celle-ci se propose de faire entendre dans l'arène électorale les préoccupations du « bas » de la société contre le « haut » comme le rappelle Yosef, militant du cercle Jeune de Podemos à Barcelone :

« *Je n'aime pas le terme gauche ou droite. Je suis plus haut et plus bas, après tout, rappelez-vous que 40 ans de ce qu'ils appellent la démocratie, le parti socialiste a été défini comme gauche, si c'est la gauche, je ne veux pas me sentir à gauche. Par contre, en bas, c'est un terme qui m'attire plus car, après tout, c'est une question de classes qui nous amène ici, il s'agit d'une petite partie riche, qui est contre 99%. […] De mon point de vue, après deux ans de construction, il est temps de construire pour l'extérieur. Il est temps de construire un mouvement populaire capable de changer les choses. Parce que dans les institutions on ne va pas tout changer, tu as besoin de soutien social et ça Pablo Iglesias l'a très bien vu. Et maintenant nous y sommes,*

nous travaillons, pour sortir et je trouve que la direction que nous prenons est correcte.»[613]

L'institutionnalisation rapide de ces partis opère alors une distinction entre les « sachants » déterminant l'orientation générale et les « faisant » appliquant celle-ci. La stratégie « populiste de gauche » ne doit pas être considérée comme un plan d'action minimaliste et facilement assimilable par tous. Dans ses applications nationales, il s'agit au contraire d'une feuille de route exigeante, renvoyant à leurs limites les militants issus de structures traditionnelles - non sans une certaine violence symbolique[614]. Sont favorisés, comme il a été possible de l'observer, les profils individuels bénéficiant de ressources professionnelles et relationnelles pouvant s'insérer dans cette stratégie. Ces ressources sont soit transférées depuis l'extérieur du parti (monde professionnel, société civile, expérience politique antérieure tels les syndicalistes et les cadres du Pasok ou du PS « débauchés »), soit produites au sein de la structure partisane selon des modalités encore artisanales dans les cas de Podemos et de la FI – Syriza constituant un exemple transitoire dans lequel les mécanismes de promotion interne existent, mais mutent avec la fusion des organisations coalisées au sein d'un parti et la prédominance de la loyauté au gouvernement comme critère décisif d'ascension. Alex, militant athénien de Syriza, rappelle le passage des membres du gouvernement d'Alexis Tsipras par des postes de premier plan dans la structure partisane :

« *Durant les 12 ans où j'ai été membre de Syriza, deux ou trois vagues de dirigeants*

[613] Barcelone – Entretien N°25

[614] Il est ainsi demandé informellement aux nouveaux venus de maîtriser rapidement un ensemble de codes, de termes techniques, de noms, de dates et de symboles. Si cet apprentissage est tout à fait commun dans tout processus d'engagement, sa particularité réside dans l'absence de structure dédiée capable d'encadrer la formation des nouveaux, le suivi étant assuré de manière artisanale comme en témoignent les militants ayant participé à la construction de groupes de base. Le réapprentissage par des militants issus de la gauche et de l'extrême gauche et souhaitant réorienter leur engagement à la faveur de l'émergence de ces partis est donc un processus difficile, impliquant de mettre de côté tout un ensemble de valeurs et de normes profondément intériorisées.

sont passées. Mais à chaque vague, il y avait plus ou moins les mêmes personnes, la même équipe de personne. Ce n'est pas une question d'individus, mais des opinions politiques défendues par ces personnes. Oui, par exemple, Dimitris Gianapopoulos, qui est maintenant le porte-parole du gouvernement, il n'était pas le président, mais le secrétaire de la jeunesse de Synaspismos et de Syriza durant quatre ou cinq ans. Et il y avait une équipe autour. La plupart de ces gens sont maintenant au gouvernement. »[615]

Nous retrouvons également les effets de l'institutionnalisation dans l'inflexion prise par les carrières partisanes. Plus celle-ci s'accentue avec la modification des normes dominantes, plus la nature contestataire du parti s'amenuise. Un tri s'opère alors au sein de ses membres selon des trajectoires ascendantes, stagnantes ou descendantes. Les militants possédant des ressources valorisables peuvent accéder par l'élection ou la cooptation aux sphères dirigeantes et aux postes rétribués du parti (deux catégories se confondant largement comme nous l'avons vu), aux côtés des professionnels directement recrutés. A l'inverse, les personnes les moins dotées en ressource ou ne parvenant pas à valoriser celles-ci dans le cadre de la compétition interne voient leur carrière militante stagner[616].

La faiblesse des rétributions à l'engagement militant, comparée au foisonnement de postes électifs à pourvoir lors de la percée électorale du parti, contribue à durcir cette concurrence. Or les acteurs de la genèse partisane travaillent à bâtir les mécanismes de sélection des candidats et des dirigeants, donnant un aspect brouillon à ces luttes. En conséquence, les militants les plus faiblement dotés en ressources, et ne se satisfaisant pas des faibles rétributions politiques comme matérielles de l'engagement finissent souvent par une trajectoire de désengagement. C'est le cas de personnes

[615] Athènes – Entretien n°9

[616] Le regard porté sur leur propre situation par ces personnes éclaire sur les ressources qu'elles détiennent ou non. Les militants bénéficiant d'un capital culturel et social important se projettent ainsi plus facilement à des postes de responsabilités et considèrent que la compétition interne au parti s'organise selon des modalités injuste. Les personnes moins dotées critiquent quant à elles l'existence même de cette compétition considérée comme matrice des divisions affaiblissant la structure.

ayant fait leurs armes durant des mouvements sociaux et subissant un désenchantement certain en constatant la dissonance entre la présentation du parti auxquelles elles adhèrent et les contraintes et luttes rythmant la vie de l'organisation. Leur grammaire militante s'articule ainsi autour de séquences de conflits ou de crise locale entre membres et factions, là où les militants bénéficiant d'une carrière ascendante considèrent leur structure comme plus homogène et méritocratique.

Ces considérations ramènent aux trois origines des carrières partisanes décrites plus haut. La confrontation entre ces origines d'une part, et les carrières partisanes poursuivies par la suite d'autre part, ne permet pas d'observer une corrélation entre les deux. Les primo-militants sont favorisés par rapport aux militants bénéficiant d'une expérience antérieure et ayant effectué une « reconversion militante » (Combes, 2011), mais leurs ressources politiques moindres tendent à compenser cette prime à la nouveauté. Nous trouvons parmi les députés podemistes ou insoumis des primo-militants révélés par le lancement de leurs partis respectifs. Le noyau de la direction politique est cependant systématiquement occupé par des personnes ayant eu une carrière durable dans des organisations de gauche ayant fondé leur légitimité à diriger, tout en les dotant de ressources militantes[617]. Cette première carrière leur ouvre les portes d'une ascension fulgurante dans le parti, dont le noyau initial est ainsi composé d'un groupe soudé par un ensemble complexe de loyautés interindividuelles et d'habitudes de travail complémentaires.

La forte professionnalisation demeure bien la principale caractéristique que partagent les cadres des partis contestataires étudiés. Par professionnalisation, nous entendons bien un processus d'acquisition et de rationalisation de compétences comparable à

[617] Si Pablo Iglesias comme Alexis Tsipras sont les exemples les plus connus de ce phénomène, étant tout deux passés par l'organisation de jeunesse communiste de leur pays respectif, nous avons noté une récurrence de ces parcours dans les biographies des cadres de Podemos tels qu'Irene Montero. Il en va de même pour les figures de premier plan de la FI tels la députée Muriel Ressiguier, le coordinateur de l'équipe opérationnelle du parti et député européen Manuel Bompard, passés par le PG, ou la députée Danièle Obono, issue de la LCR. Les principaux dirigeants de Syriza, eux aussi, proviennent logiquement des organisations d'extrême gauche ou eurocommunistes ayant participé au lancement de la coalition puis du parti grec – comme par exemple le vice-Premier ministre Ioannis Dragasakis, ancien député et ex membre du parti communiste puis de Synaspismos.

celles requises dans l'activité professionnelle, rompant ainsi progressivement avec la démarche artisanale dominant dans les structures antérieures de la gauche radicale comme dans les mouvements sociaux. Cette professionnalisation ne se réalise pas par la délégation, comme dans le cas des partis de gouvernement mandatant des entreprises privées pour élaborer leur stratégie de communication[618], mais par l'intégration de professionnels et l'élévation des normes internes permises par cette intégration. Les compétences multiples et élevées des membres dirigeants en font des « touche à tout » capables d'appréhender les évolutions du champ médiatique et politique, de bâtir une organisation et de construire une communication cohérente pour permettre son rayonnement.

Car c'est également par leur stratégie d'accession au pouvoir que se caractérisent les partis contestataires d'Europe du Sud. Celle-ci s'affine autour d'un programme qui évolue avec le temps en fonction des contraintes politiques. Cette évolution programmatique produit des effets notables sur la relation présentée comme directe entre la direction du parti élaborant la stratégie nationale et sa base militante appelée à participer à sa définition et surtout chargée de l'interpréter pour l'appliquer selon des modalités localisées. Définir les axes stratégiques promus par ces partis au cours du temps permet, en retour, de préciser la définition des partis contestataires d'Europe du Sud.

3 - Evolution programmatique et conception de l'exercice du pouvoir

Alejandro, jeune cadre dirigeant de Podemos issu des mouvements sociaux barcelonais, investissant notamment la question du logement et suivant une carrière ascendante le menant à intégrer l'équipe de Pablo Iglesias durant la période de notre enquête, donne une description parlante de la stratégie qu'élabore la direction de

[618] C'est le cas notamment du principal parti de la droite française durant les années 2000, l'Union pour une Majorité Présidentielle (rebaptisée, lors du congrès fondateur du Bourget, Union pour un Mouvement Populaire). Lors de sa fondation en 2002, ce parti délègue la confection de sa charte graphique à une entreprise privée.

Podemos pour transformer les institutions espagnoles de l'intérieur :

« *Il faut voir comment Podemos agit dans les institutions, comment on fait l'action politique depuis les institutions, pour ne pas être subsumé par notre propre fonctionnement institutionnel, pour ne pas perdre l'esprit de la rue, de la société, et ce qu'il y avait derrière Podemos au départ, qui a fait que Podemos a eu ces résultats. Dans le sens, il y avait un sentiment réel dans la population de faire une réelle transition politique. De pouvoir changer le paradigme politique espagnol. […] Les mouvements sociaux ont beaucoup trop tendance à rester dans l'extrême gauche classique, et il faut contrôler ça. Même si il y a un citoyennisme, une démocratie citoyenne qui est dans l'esprit de Podemos, y a un danger de retomber dans des vieux concepts de l'extrême gauche. Mais l'extrême gauche très assembléiste, tout ça. Celle qui retombe dans la postmodernité de gauche, mais qui ne rentre pas dans l'action politique institutionnelle.* »[619]

Cet extrait résume la tension existant entre deux impératifs auxquels se confronte le parti : conserver un lien organique avec les mobilisations collectives extra-parlementaires, tout en opérant un changement de politique au sein des institutions. Cet équilibre délicat se confronte aux schémas hérités de l'extrême gauche dont proviennent nombre de militants et de cadres – dont Alejandro, passé par la Jeunesse communiste. Il s'inscrit tout à fait dans les enjeux ayant façonné la gauche radicale européenne depuis la chute du mur de Berlin et l'émergence de l'altermondialisme.

Plus qu'un renouvellement du répertoire stratégique de la gauche radicale, nous assistons donc à une tentative de rationalisation de celui-ci par de nouveaux acteurs politiques souhaitant capitaliser sur une riche expérience passée tout en s'en démarquant formellement. Le terme de « tentative » est employé, tant transparaissent avec force, dans les entretiens réalisés, les luttes entre différentes acteurs s'opposant

[619] Barcelone – Entretien n°1

sur l'interprétation de cet héritage et de la stratégie « populiste de gauche ». Il importe de ne pas sous-estimer les regards très contrastés que des personnes actives au sein d'une même structure portent sur sa stratégie, son histoire, jusqu'à son fonctionnement même. Ces témoignages sont l'expression, d'une part, des luttes se poursuivant dans ces partis pour en définir la forme comme le contenu, et, d'autre part, de leur capacité à générer un ensemble de normes et de symboles dans lesquels se reconnaissent des individus aux parcours, aux croyances et aux valeurs parfois très différents. Sans que la cohabitation dans une même structure n'en soit pour autant rendue impossible à court terme. De telles caractéristiques ont été abondamment mises en avant pour justifier d'une porosité structurelle et idéologique (en effet existante) entre Syriza, Podemos, puis la FI.

Définir les fondements stratégiques de cette nouvelle mouture de la gauche radicale implique de rappeler comment ces partis contestataires se positionnent vis-à-vis du champ politique existant. Leur rejet des partis traditionnels, en particulier de la gauche de gouvernement considérée comme à bout de souffle et de l'extrême gauche décrite comme marginale et conservatrice, s'accompagne d'une acceptation du cadre de la compétition électorale. Celle-ci est certes conforme, là encore, à la définition de la gauche radicale proposée en introduction, mais elle implique également un exercice d'interprétation des mouvements sociaux sur lesquels ces partis appuient leur légitimité.

Travailler à transformer les institutions de l'intérieur n'a rien d'une évidence – particulièrement dans des systèmes politiques marqués par une forte perte de légitimité des institutions traditionnelles, tant étatiques qu'extra-étatiques, dans un contexte de crise profonde. L'acceptation du « régime de 78 » n'est pas consensuelle parmi les militants du 15M. Ainsi, « *Podemos s'appuie aussi sur une certaine lecture du 15M, en considérant que ce mouvement ne signifiait pas une contestation de la représentation en tant que telle, mais plutôt un rejet des représentant.e.s qui sont actuellement au pouvoir et de leurs pratiques* » (Nez, 2018, pp.78-79).

Nous retrouvons là l'opposition entre agonisme et antagonisme chère aux penseurs de

la stratégie « populiste de gauche » [620]. Si ce choix influence dès leur lancement tant Podemos que la FI, le parcours de Syriza est naturellement plus complexe. Syriza a opéré une mue déterminante, depuis une coalition de forces d'extrême gauche disparates jusqu'à un parti de gauche radical mis en ordre de bataille pour contester l'exercice du pouvoir à la Nouvelle Démocratie en 2012. Il adopte alors une position de refus radical des politiques d'austérité couplé à une perspective réformiste : « *le parti perçoit les classes sociales en terme de différences de revenus et de statut, et tente de réduire l'écart entre les classes via des mesures socio-économiques.* » De plus, « *Syriza promet de réorganiser fondamentalement le système politique du pays en éliminant la corruption […] et en restaurant la transparence des institutions* » (Siniloo, 2016, pp.24-28).

L'introduction du concept de nation comme référence représente une rupture symbolique significative avec les fondamentaux internationalistes de l'extrême gauche grecque, datée de la fondation du parti en 2012 par le militant athénien Prodromos. Stella, membre de Syriza durant cette période, illustre également cette rupture par ses préoccupations quant au changement apporté par Alexis Tsipras à son vocabulaire :

« *Tsipras était tellement ambigu, tout le temps tellement ambigu. Il n'était pas clair du tout. En fait c'était ridicule. La façon dont il parlait, tout ce qu'il disait, pouvait être interprété de deux façons, voire de quatre façons (rire). […] Je me demandais, est-ce que c'est normal ? Pourquoi est-ce qu'il commence à dire des choses conservatrices ? Pourquoi dans ses discours il parle tant de la nation ?* »[621]

Le processus d'adoption de cette stratégie « populiste de gauche » imposée par en haut est cependant un succès, aboutissant à une recomposition organisationnelle du

[620] Rappelons que l'antagonisme consiste à s'opposer frontalement aux représentants et aux institutions du système politique existant, quand l'agonisme propose d'établir une position de contestation constructive visant à transformer progressivement ce système politique.

[621] Athènes – Entretien n°6

parti autour d'une direction réduite, d'un affaiblissement des cadres intermédiaires et d'une évolution programmatique permettant à la communication extérieure du parti d'être en phase avec les préoccupations de pans importants de la société grecque favorables aux mobilisations sociales et/ou à un renouvellement du personnel gouvernant.

Podemos puis la France insoumise feront l'économie de ces déchirantes luttes internes en proposant dès la fondation de leurs partis respectifs une stratégie et un modèle organisationnel « clés en main », capables d'intégrer un maximum de soutiens tout en minimisant les ressources nécessaires au fonctionnement de l'appareil partisan. Les stratégies des partis connaissent cependant des déclinaisons nationales, voire régionales, à partir du même tronc originel, suivant les modalités d'organisation du champ politique. Ainsi, dans le cas français, c'est l'élection présidentielle qui constitue l'objectif principal du parti, là où le champ politique espagnol, moins fortement nationalisé, permet à Podemos une plus grande flexibilité tactique en renforçant son implantation régionale et municipale. Tristan, insoumis montpelliérain, exprime ainsi cette focalisation sur l'élection présidentielle ayant permis l'émergence du parti tout en en constituant également la perspective ultime :

« *Je pense que Mélenchon est une arme de guerre, dans le sens où c'est le pilier. Il est indéniable que c'est un leader politique. Il est indéniable que tu auras beau faire les efforts que tu veux sous la Cinquième république, tu n'obtiendras jamais le pouvoir dans ce pays si tu ne mets pas une tête d'affiche de cette trempe-là, qui est capable de rassembler la gauche, avec une certaine autorité, une certaine expérience, aux élections présidentielles. C'est mort. Les gens qui te disent qu'on peut prendre le pouvoir par les élections municipales et législatives, c'est des fumeurs de pipe, c'est insupportable. En France l'élection majoritaire, l'élection fondamentale, c'est l'élection présidentielle. S'il n'y a pas quelqu'un comme Mélenchon derrière, on peut s'accrocher. C'est pour ça qu'on est beaucoup à penser que ce sera 2022 ou rien, en*

tout cas pendant des années. »[622]

Au-delà de ces spécificités nationales, se déploie donc un programme de gouvernement semblable dans son contenu, si ce n'est dans sa forme définitive. En premier lieu, nous l'avons relevé, ces partis entendent bien gouverner, en se confrontant aux mécanismes économico-politiques contraignant l'action réformatrice de tout gouvernement européen. Contester les politiques d'austérité commencerait alors par en prendre acte pour sortir d'une posture stérile condamnant tant les mouvements sociaux sans expression électorale que l'extrême gauche à l'anomie.

La flexibilité tactique défendue avec enthousiasme par les acteurs de la construction de ces partis devait s'accompagner d'une perspective stratégique claire permettant d'articuler leur répertoire d'action particulièrement vaste autour d'un cap politique précis[623]. Il apparaît ainsi peu utile de lister les propositions des trois partis étudiés et d'en noter les récurrences comme les différences. Ce sont les principes guidant la stratégie d'ensemble qui prétendent définir les tactiques employées, et ce sont ces principes que nous retrouvons bien, depuis les témoignages des militants jusqu'aux discours des dirigeants. Ces principes récurrents sont les suivants : approfondissement et élargissement de la démocratie, renforcement de la transparence et de la lutte contre la corruption dans le champ politique, refus de la professionnalisation de ce dernier, justice sociale passant par la justice fiscale, souveraineté nationale face aux institutions supranationales, égalité des droits entre citoyens, relance économique – notamment par l'investissement massif dans les services publics comme dans la transition écologique.

Présentées ainsi, dépouillées tant de leurs qualifications marxistes que de leurs revendications citoyennes, nous retrouvons une série de mesures économiques keynésiennes appuyées dans le domaine social par des réformes progressistes.

[622] Montpellier – Entretien n°14

[623] Cette flexibilité tactique mise au service d'une stratégie ambitieuse de transformation sociale peut être rapprochée d'une certaine compréhension de la pensée politique de Lénine, comparaison d'ailleurs faite par plusieurs enquêtés, comme par Pablo Iglesias dans son ouvrage faisant l'éloge de la série télévisée *Game of Thrones* (Iglesias, 2015).

Celles-ci ne sont pas nouvelles en soi, puisqu'elles représentent la synthèse des réflexions de la gauche radicale post-Guerre froide. Elles s'éloignent notamment du marxisme orthodoxe pour intégrer à leur grille d'analyse les thèses d'économistes alternatifs tels les partisans de la théorie de la régulation (Boyer , 1986). Mais la rationalisation de ces mesures et leur intégration dans un programme cohérent constitue un enjeu stratégique majeur transformant des propositions éparses portées jusque-là par divers groupes de réflexion, mouvements sociaux, syndicats et associations en une offre politique cohérente, pouvant être accessible à divers segments de la société – offre que la stratégie « populiste de gauche » qualifie de transversale.

La mise en œuvre de cette stratégie ne dépend pas uniquement de la conjoncture politique et de son interprétation par l'équipe dirigeante. Elle résulte pour partie de luttes internes parfois ouvertes, souvent invisibles au premier abord, qui rythment l'existence de partis aux ressources particulièrement concentrées. La première année d'existence de Podemos constitue ainsi une période d'autodéfinition marquée par une vraie souplesse expérimentale. Cette période est ouverte en octobre 2014 par l'assemblée citoyenne de Vistalegre[624] et donne lieu à une intense lutte de lignes déjà évoquée à plusieurs reprises.

Dès la fin de l'année 2015 cependant, l'institutionnalisation des débats au sein de Podemos, autour de groupes d'acteurs de la genèse partisane (et en premier lieu de ses figures charismatiques, Pablo Iglesias et Iñigo Errejon), conduit à une certaine bureaucratisation du débat interne conforme à la vision plus traditionnelle de la structure partisane portée par Pablo Iglesias et ses soutiens. La conception générale du rôle de Podemos dans la transformation de la société espagnole est partagée par les différents acteurs de ces luttes, mais les conclusions concernant le modèle organisationnel à plébisciter diffèrent grandement. Cette période marque donc les limites de l'expérimentation podémiste sur le plan organisationnel et le parti opère

[624] Appelée rétrospectivement Vistalegre I, suite à l'organisation de la seconde assemblée en février 2017 couramment nommée Vistalegre II et sanctionnant la victoire de la conception pabliste du parti au détriment de la ligne errejoniste.

alors un retour à des formes d'action partisane plus traditionnelles. L'institutionnalisation permet la pérennisation de la structure partisane et l'inscription de ses positions dans le champ électoral, tout en asséchant sa dimension régénératrice pourtant présentée comme exemplaire. Celle-ci était issue de la confrontation de profils – et, partant, de visions politiques – différents mais complémentaires, qu'évoque la députée catalane Jessica Albiach :

« *Après deux ans d'existence, je peux te dire avec qui je m'entends, avec qui non, qui bosse, qui non, qui est toxique, qui apporte des solutions aux problèmes… Quand on est arrivé c'était pas le cas, on venait tous de cultures politiques distinctes. Il y avait des gens qui venaient de l'activisme, d'autres qui venaient du socialisme, certains venaient de Izquierda Unida, d'autres encore qui ne venaient de nulle part, des gens du 15M… Alors, vraiment, faire cadrer tout ça est assez compliqué. Et après il y a les facteurs personnels. […] Si tu es dans un parti complètement vertical et hiérarchisé, c'est assez facile, car celui qui est en haut ordonne et dirige, mais si tu veux faire des choses participatives et de manière horizontale avec des gens aux profils si variés et sans connaissances préalables, eh bien… Il y a eu des moments compliqués*. »[625]

A ce titre, la France insoumise se construit dès sa naissance sur un modèle similaire, à mi-chemin entre des formes d'organisation politique traditionnelle, susceptibles d'attirer et de fidéliser une clientèle militante expérimentée, et des modalités nouvelles, extrêmement technicisées et centralisées. Son orientation stratégique mouvante, perceptible à travers les fluctuations du discours de ses dirigeants selon les séquences politiques s'enchaînant (mouvement contre la « loi Travail », campagne présidentielle et législative, puis ébauche de structuration et tentative de positionnement en principale force d'opposition au début du quinquennat d'Emmanuel Macron), participe d'une phase de cristallisation et de solidification du projet partisan semblable à celle qu'a connue plus tôt Podemos.

[625] Barcelone – Entretien n°17

Syriza procède à un réajustement paraissant constituer à première vue un changement de cap inverse à celui des deux autres formations : parti d'une coalition d'extrême gauche ayant adopté une ligne et une structure de gauche radicale, cette formation évolue vers une stratégie « populiste de gauche » privilégiant l'adoption de thématiques transversales et une verticalisation des clivages politiques (Mudde, 2017), alors que Podemos comme la FI tendent à se ré-ancrer à gauche après une phase d'expérimentation plus hétérodoxe. Il s'agit pourtant de mouvements comparables car procédant de questionnements similaires (comment occuper dans la durée une position contestataire tout en se plaçant au centre du jeu politique) et de contraintes partagées (maximiser l'efficacité de faibles ressources partisanes).

De telles évolutions mises en perspective témoignent des expérimentations en cours de la gauche radicale européenne, chacune de ses composantes déployant des tactiques conformes aux contraintes du champ politique national tout en trouvant dans ses partenaires internationaux une source d'inspiration. C'est bien la conjoncture nationale qui pousse ces partis à se repositionner pour solidifier leurs acquis électoraux : la mobilisation de références tantôt nettement marquées à gauche, tantôt bien plus transversales, éclaire sur la perception des enjeux du moment et les réponses tactiques apportées par les acteurs impliqués dans la définition de ces partis[626].

Ces éléments permettent de constater l'existence, dans le champ politique des démocraties parlementaires d'Europe du Sud, d'une série d'organisations partisanes présentant des caractéristiques non seulement comparables, mais semblables. Or, la singularité de ces nouvelles organisations rend difficile d'en rendre compte à partir des seules typologies existantes : comme les partis modernes de gouvernements, Syriza, Podemos ou la France insoumise ne peuvent être qualifiés ni de partis de masse, ni de partis de cadres. Les définir comme des partis attrape-tout ou comme des partis professionnel-électoraux ne rendrait compte de leur réalité empirique que de

[626] Syriza opère ainsi, à la fin de notre période d'étude, un recentrage à gauche une fois validées les principales mesures d'austérité permettant au gouvernement Tsipras d'évoquer la fin du tunnel et la mise en place de mesures sociales progressistes, quand la FI bataille pour occuper le devant de la scène politique française en oscillant entre l'imaginaire du Front Populaire et les références « populistes ».

manière très partielle, comme en témoigne le matériau collecté. Dans ces conditions, un tel phénomène politique renouvelant l'offre militante et électorale contestataire suppose de tracer les contours d'un nouveau modèle partisan en cours d'institutionnalisation ; un nouveau modèle partisan qu'il convient de définir.

C) Le parti contestataire professionnalisé

Définir une nouvelle catégorie d'organisations partisanes susceptible d'englober tant Syriza que ses successeurs espagnol et français nécessite de présenter ses caractéristiques pour discuter de son caractère opératoire au regard des trois partis anti-austérité étudiés. Dans un second temps, des cas spécifiques susceptibles de questionner la validité de cette catégorie pourront être abordés.

1 - Caractéristiques générales

Comme le déclare Pablo Iglesias le 30 avril 2015, « *l'époque de la protestation et de l'indignation est terminée, c'est le moment de se retrousser les manches pour gouverner* » (Nez, 2015, p.71). La volonté d'accéder au pouvoir par des stratégies originales rompant tant avec l'expérience de la marginalité qu'avec l'échec des politiques réformistes passées constitue le point de départ effectif à partir duquel vont se construire ces partis. Ils peuvent être qualifiés de contestataires en cela qu'ils se proposent de remettre en cause l'ordre établi, et en premier lieu les politiques d'austérité associées au paradigme néolibéral. Cette contestation se veut constructive en se plaçant tant dans le cadre des mobilisations dites citoyennes que dans le cadre institutionnel.

La transformation des institutions « de l'intérieur » conduit cependant à une transformation des partis eux-mêmes par leur institutionnalisation, les amenant à s'éloigner de leurs positions contestataires initiales et à réévaluer leur stratégie de

transformation sociale. En cela, les partis étudiés ne parviennent pas à se démarquer du parcours suivi par les partis sociaux-démocrates historiques, nés comme des forces visant à imposer une transformation du modèle social et économique au profit du prolétariat, puis devenus des institutions d'encadrement de cette classe[627], au rôle considérable dans la pacification des conflits sociaux (Aldrin, Barboni, 2008).

S'agissant des prémices du phénomène partisan ici étudié, la question de la nouveauté est bien centrale dans la présentation et la représentation de ces partis qui se placent en acteurs d'un renouvellement général de l'offre partisane – prétention méritée, au vu de leur impact sur leur champ politique respectif. Cette quête du renouveau passe par l'imposition d'un nouveau modèle partisan, décrit comme émergeant des préoccupations portées par des mobilisations collectives ne trouvant pas de débouché dans l'offre électorale proposée jusque-là. Ainsi ces mobilisations demeurent centrales dès lors qu'elles agissent comme des mythes fondateurs pour ces partis : les mouvements sociaux concernés sont interprétés rétroactivement comme le signal d'une nécessaire régénération de l'offre politique, que des acteurs du champ politique se proposent d'incarner par le biais d'une nouvelle structure partisane[628]. Le mouvement social originel constitue de ce point de vue une fenêtre d'opportunité politique exceptionnelle pour des groupes d'acteurs aux ressources particulièrement limitées.

En effet, la construction de ces nouveaux partis contestataires est marquée par de

[627] La légalisation du PSOE comme du PCE au prix de leur acceptation du régime parlementaire issu du franquisme, l'accession au pouvoir du Pasok dans la Grèce démocratisée après la chute du régime des Colonels, ainsi que le « tournant de la rigueur » du gouvernement de coalition présidé par François Mitterrand constituent autant de « moments de vérité » lors desquels les partis socialistes sont amenés à choisir durablement une orientation social-démocrate de plus en plus marquée par le social-libéralisme.

[628] Nous avons indiqué plus haut que le mouvement contre la « loi Travail » joue ce rôle dans le cadre français. Celui-ci reste cependant le dernier avatar d'une série de mobilisations essentiellement syndicales, typiques de la gauche hexagonale, en déclin dans la décennie 2006-2016. La FI étant lancée durant cette séquence politique, elle préexistera aux mouvements sociaux nouveaux émergeant par la suite tels que les Gilets Jaunes, qu'elle se trouvera incapable de capter à son profit en s'en faisant le porte-parole légitime, apparaissant au contraire comme un parti politique traditionnel. L'enchainement rapide des séquences politiques réorganisant le champ partisan national et, partant, l'offre partisane disponible est donc déterminant dans la destinée de ces partis.

fortes contraintes. Leurs fondateurs ne peuvent s'appuyer ni sur de puissants réseaux syndicaux (les éloignant *de facto* de leurs prédécesseurs socialistes et communistes), ni sur des élus nombreux et bien implantés donnant accès à des ressources électives et financières. Ce constat reste à relativiser dans le cadre de Syriza tout en restant valide : la coalition d'organisations d'extrême gauche à l'origine de ce projet partisan ne bénéficie pas d'une importante assise électorale, ses réseaux militants sont fragmentés en une multitude de chapelles locales, alors que le soutien du mouvement syndical grec est majoritairement capté par le Pasok et par le KKE[629].

D'autres ressources sont cependant accessibles. Il s'agit d'un capital symbolique, technique et social non-négligeable que l'on peut présenter synthétiquement ainsi : des leaders charismatiques s'appuient sur des équipes de techniciens et de stratèges hautement qualifiés ainsi que sur des « médias amis » pour façonner et faire connaître un projet susceptible de profiter de la fenêtre d'opportunité politique identifiée. Enfin, des réseaux militants ou professionnels préexistants sont réactivés pour être mis au service de ce projet en constituant l'ossature de son organigramme local.

Partant, la construction de ces nouveaux partis est déterminée par ces contraintes comme par ces ressources : ceux-ci s'organisent autour d'une direction centralisée concentrant les ressources disponibles et particulièrement les compétences techniques. Son travail est en effet hautement technicisé puisqu'il accorde une importance de premier plan au rôle de la communication, et plus largement aux dispositifs numériques. Cette direction possède également la « marque » du parti, adoubant les groupes locaux comme les candidats pouvant se réclamer de son nom et de son logo. La construction de la structure partisane est donc marquée par une forte dynamique verticale, *top down*, nettement éloignée du discours produit en parallèle, revendiquant une construction « par le bas » et un mode de fonctionnement horizontal.

Cette verticalité s'accompagne de la mise au pas de l'échelon intermédiaire du parti, réduit à un rôle de coordination régionale et limité en termes d'autonomie politique comme de ressources disponibles. La gestion et la répartition des capitaux pouvant

[629] Via sa centrale syndicale propre, le PAME.

être espérés suite aux progrès électoraux du parti sont des compétences relevant de l'équipe dirigeante, une direction particulièrement soudée par sa proximité de vue comme par le parcours de ses membres. Son fonctionnement ne relève pas, en pratique, d'un modèle collégial élu mais plutôt d'une cooptation de responsables selon leurs compétences et leurs ressources propres. Des professionnels peuvent ainsi y être intégrés directement sans passer par tous les échelons du parti. Ces techniciens se politisent dans leur pratique tout en agissant dans l'ombre des figures charismatiques de premier plan. Les responsabilités partisanes de l'équipe dirigeante et notamment du leader et des principaux personnages médiatiques voient leurs frontières brouillées avec les responsabilités électives : les succès électoraux légitiment la composition de la direction, et ses mérites militants valident en retour sa position élective lors des scrutins.

La légitimation de la composition ainsi que de l'action de cette équipe provient principalement d'un rapport direct avec la base, composée d'un ensemble de personnes inscrites pouvant déterminer leur mode d'engagement, du simple soutien formel à l'investissement militant plus intensif. Le rapport de légitimation et de contrôle entre la base et la direction s'effectue au travers d'une série de dispositifs, certains novateurs comme les dispositifs de participation et de vote en ligne, d'autres plus traditionnels tels des primaires ouvertes et des rencontres plénières sur le modèle des congrès de parti. Ces derniers dispositifs sont remis au goût du jour à travers divers modalités plus expérimentales, telles que le tirage au sort des participants aux Conventions de la FI.

Les militants, quant à eux, occupent une position ambigüe caractérisée par de fortes contraintes. Leur rôle pratique correspond à celui promu par le militantisme traditionnel, tourné vers la promotion du message du parti à l'échelle locale, la formation et la participation aux séquences électorales. Ces dernières constituent autant de moments de puissant réenchantement remobilisant des troupes peinant, hors de ces périodes exceptionnelles, à donner un sens à leur engagement collectif. Partagé entre des conceptions traditionnelles de l'engagement et une volonté régénératrice mobilisant les outils conceptuels et techniques innovants, le militantisme ne parvient

pas non plus à se légitimer en bâtissant une méritocratie interne capable, récompensant la loyauté par des postes intermédiaires.

L'animation de la structure partisane, via l'investissement dans sa vie interne, ne se traduit pas non plus, mécaniquement, par un poids notable des décisions de la base active, qui en ferait un contre-pouvoir aux prérogatives de la direction. La militance est en effet hétérogène dans sa composition socio-politique et divisée par la grande autonomie conférée aux groupes locaux en autant de microsociétés aux conceptions politiques divergentes. De plus, la masse numérique des inscrits isole et court-circuite la minorité effectivement active dans les structures de base en la noyant dans un nombre bien plus important de soutiens à l'activité très faible. Les rétributions individuelles de l'engagement militant dans ce type de parti sont donc particulièrement faibles. Pour la grande majorité tenue éloignée de toute rétribution matérielle substantielle, la perspective d'une sociabilité forte dans le cadre de la contre-société partisane constitue le principal incitatif fidélisant les militants. Le bénéfice individuel de l'action collective n'est pas ici la différence entre le résultat qu'espère le militant et l'effort fourni, mais la somme de ces deux grandeurs (Hirschman, 1983).

En conséquence, la base militante se caractérise par un important *turn-over*. Ainsi, pour reprendre les catégories d'Albert O. Hirschman, il est possible d'observer que, déçus, à défaut de maintenir une allégeance à un parti n'offrant pas de débouchés professionnels (*loyalty*), et faute d'être écoutés (*voice*), nombre de personnes se désinvestissent (*exit*) en reprenant un rôle de soutien formel mais distant ou en quittant le parti (Hirschman, 1970). L'attractivité de la nouveauté s'estompe rapidement et si la structure parvient à renouveler ses adhérents lors des séquences électorales, fidéliser cette base reste difficile.

Les aléas électoraux produisent également un effet de *turn-over* parmi les responsables, dû à l'ouverture de nouvelles et nombreuses opportunités de carrière institutionnelle ou à leur soudaine raréfaction lors des périodes de reflux. Cette fragilité à plusieurs niveaux participe à la dépendance de la structure partisane elle-même vis-à-vis des succès récents. Les ressources plus faibles que celles dont

disposent d'autres partis de gouvernement traditionnels conditionnent la survie de l'appareil à sa capacité à remporter des scrutins : le parti peine à trouver des structures de résilience capables d'assurer la survie de l'organisation durant les « traversées du désert » électorales. Le déclin des ressources électives prévues tend donc à renforcer les forces centrifuges, la valeur de la nouvelle « marque » du parti fluctuant rapidement.

Cette fragilité structurelle se conjugue à une tension sur le plan stratégique entre deux modèles partisans contradictoires. Le premier, favorisé lors des séquences électorales majeures, consiste à maximiser les atouts techniques et symboliques du projet partisan, en adoptant un modèle avant-gardiste largement inspiré des mouvements sociaux – et s'en revendiquant. Celui-ci est marqué par un engagement « à la carte » et la domination sans partage d'une équipe réduite de professionnels et de leaders charismatiques. Libéré de tout cadre idéologique structuré, le M5S italien représente le modèle le plus abouti d'un tel parti antisystème expérimental (Tronconi, 2015). L'apparition d'un tel acteur sur la scène politique de l'Europe du Sud a inspiré sur le plan structurel les promoteurs de nouvelles formes d'organisations visant à sortir de l'ornière la gauche radicale (Conti, 2016).

A l'opposé de celui-ci, nous retrouvons sans surprise le modèle du parti social-démocrate ou communiste institutionnalisé. Les forces issues du mouvement socialiste et ayant finalement imposé un ensemble de politiques néolibérales sont perçues comme des traîtres, et non comme une forme dépassée de la contestation politique. Le nouveau parti contestataire devrait alors les remplacer en s'emparant de leurs attributs historiques plutôt qu'en les rejetant. Plutôt que comme un mouvement structuré à minima, devant porter au pouvoir des représentants susceptibles de régénérer la vie démocratique du pays, le parti est conçu comme une contre-société encadrant les masses et déployant ses structures *ad hoc* dans tous les champs de la société.

Les acteurs promouvant ce modèle traditionnel se trouvent en position de force hors des séquences électorales, lorsque le parti tente de s'ancrer dans la durée en soutenant et cooptant des mouvements contestataires capables d'assurer sa résilience.

Reviennent alors les débats historiques animant la gauche radicale, notamment sur la nature de la relation entre parti et mouvement, sur la formation des militants ou sur l'organisation de la vie interne.

L'incapacité à trancher en pratique entre ces deux conceptions fort éloignées offre, certes, une certaine souplesse stratégique, permettant de maximiser les gains électoraux lorsque le premier modèle domine (durant la genèse partisane de Podemos puis de la FI notamment) tout en conservant un modèle alternatif plus traditionnel en réserve, véhiculant son lot de solutions « clés en main » pour répondre aux problèmes politiques posés par les périodes de creux. Mais l'institutionnalisation rapide des partis contestataires professionnalisés les amène inévitablement à se confronter durement à l'ambivalence de leur construction. L'adoption d'un des deux modèles constitue alors le principal enjeu autour duquel se cristallisent des tendances internes[630].

Ainsi, le processus d'institutionnalisation découlant de la recherche puis de l'expérience du pouvoir constitue un moment de vérité pouvant mettre en péril l'existence même de partis contestataires professionnalisés. Les contraintes nouvelles de cette séquence cristallisent les oppositions entre acteurs de la construction partisane aux conceptions et intérêts divergents. Ce processus impose en somme de choisir entre deux options stratégiques conduisant chacune à la désaffection et à la rupture avec une fraction du parti. Il s'agit soit d'opérer un recentrage du discours permettant d'attirer puis d'intégrer des membres et électeurs des partis sociaux-démocrates, voire de proposer à ces partis des alliances gouvernementales, au risque de devenir un partenaire minoritaire tempérant son discours contestataire ; soit

[630] L'évolution de Podemos et les profondes différences de conception entre pablistes et errejonistes constituent sans doute l'exemple le plus marquant de ce phénomène. Nous en observons cependant les prémices dès l'incubation de Syriza, aboutissant en 2012 à la fondation du parti puis en 2015 au départ de nombreux dirigeants et militants cherchant pour partie un renouvellement de la gauche radicale au travers de structures novatrices inspirées de Podemos (telle que Zoé Konstantopolou avec Cap sur la Liberté), quand d'autres reviennent à des formes plus traditionnelles d'organisation, parfois ancrées à l'extrême gauche (comme la coalition Antarsya). Nous constatons plus tardivement l'éternel retour de cette problématique lors des débats post-2017 agitant la FI durant la première année du quinquennat d'Emmanuel Macron.

de maintenir le cap en nourrissant un antagonisme sans concession avec les acteurs politiques dominants, au risque de rester sur une posture d'opposition ne permettant pas de gouverner[631]. Le choix est en tout cas douloureux, en cela qu'il tend à hypothéquer l'avenir même du projet partisan.

L'étude du processus d'institutionnalisation que connaissent ces partis permet ainsi de discuter le modèle proposé par Angelo Panebianco, se proposant de mesurer le degré (faible ou fort) d'institutionnalisation d'un parti à partir de deux critères : autonomisation et systématisation (Panebianco, 1988). Une analyse rapide tendait à identifier tous les éléments d'une faible institutionnalisation : ces partis semblent peu bureaucratisés, leurs ressources limitées les rendant dépendants d'apports extérieurs (notamment en termes de personnel militant et dirigeant), avec une base gardant une forte autonomie, leur capacité à contrôler leurs échanges avec leur environnement en pâtissant. Mais une étude plus approfondie nuance ce modèle : la bureaucratisation limitée, ayant pour conséquence le peu de contrôle formel exercé par la direction du parti, n'empêche pas cette même direction de concentrer ressources et autorité. La systématisation observée est bien faible (peu d'interdépendance des structures subalternes, peu d'homogénéité de cette base) mais le degré d'institutionnalisation de ces partis est pourtant élevé – ainsi que leur degré de fragilité face à des « *défis environnementaux* » (Panebianco, 1988, p.57), comme le constate le politiste italien évoquant les partis fortement institutionnalisés. L'observation empirique de ces nouvelles organisations témoigne ainsi de mutations du phénomène partisan que les thèses d'Angelo Panebianco ne permettent pas de pleinement expliciter, même si elles gardent un intérêt certain pour décrire notamment l'institutionnalisation de partis plus traditionnels dont s'inspirent ces nouveaux acteurs du champ politique.

Ces considérations permettent de préciser le portrait de cette forme partisane

[631] La marginalité ne signifie certes pas la disparition pour un parti politique : à leur manière, des organisations françaises comme la Ligue Communiste Révolutionnaire (Haegel, 2017) ou le Front National (Lebourg, Beauregard, 2012) ont su composer avec les contraintes inhérentes à la posture minoritaire. Leur capacité de résilience, comme celle du KKE grec, tendent à montrer que l'exercice du pouvoir constitue paradoxalement un péril plus mortel pour des partis contestataires que le maintien dans l'opposition.

singulière qu'est le parti contestataire professionnalisé. Rappelons que l'envolée de nouvelles forces politiques constitue un « *phénomène exceptionnel dans l'histoire politique européenne, surtout dans un grand Etat* » tel que la France, l'Espagne ou la Grèce (Delwit, 2016, p.600). Leur apparition, ainsi que leur capacité à agréger au moins temporairement un grand nombre d'acteurs ne se reconnaissant pas jusque-là dans l'offre partisane leur étant proposée, constituent de puissants indicateurs des mutations que connaissent les systèmes partisans d'Europe du Sud. Si les partis étudiés constituent chacun à leur manière des acteurs du renouvellement de leur champ politique national, symptômes d'une crise socio-économique devenus ensuite acteurs d'une crise de la représentation politique, leur inscription dans une temporalité longue semble menacée par diverses fragilités tenant à la nature profonde de ces organisations.

Caractéristiques du parti contestataire professionnalisé comparé à ses prédécesseurs				
	Ressources disponibles	Degré de bureaucratisation	Degré de technicisation	Degré d'institutionnalisation
Parti ouvrier traditionnel	Nombreuses et concentrées	Elevé	Faible	Elevé
« Parti-mouvement » (M5S)	Moyennes et concentrées	Faible	Elevé	Moyen
Parti contestataire professionnalisé	Faibles et concentrées	Moyen	Elevé	Elevé

Le parti contestataire professionnalisé constitue donc un modèle partisan nouveau, porteur d'éléments de continuité comme de ruptures avec ses inspirateurs. Il se caractérise par la domination d'une direction technique concentrant les faibles ressources originellement disponibles – cette direction ne pouvant être résumée à la

domination charismatique du leader mis en avant – ainsi que par une institutionnalisation rapide, entraînant une bureaucratisation modérée de l'appareil, conjuguée à l'anomie croissante de la base militante. En cela, il possède à la fois des caractéristiques des partis de gouvernement ou des partis dits « professionnel-électoraux » (telles que la professionnalisation), et d'autres des partis dits « *outsiders* » (telles qu'un important *turn-over* militant).

2 - Cas spécifiques et exemples internationaux

Les similarités existant entre Syriza, Podemos et la France insoumise ont permis de rapprocher ces trois formations d'un même idéal-type. L'étude de ce nouveau modèle partisan en gestation, dont la naissance a lieu dans le contexte particulier de la crise protéiforme touchant l'Europe du Sud à la fin des années 2000, permet également d'évoquer d'autres objets politiques dont les caractéristiques se rapprochent de celles des partis étudiés, et ainsi d'élargir le spectre à l'ensemble de l'Europe. Nous laisserons volontairement de côté les partis et coalitions de partis eurocommunistes, post-communistes, écologistes et socialistes tels le Bloc de Gauche portugais ou le Front de gauche français, ces cas ayant déjà été évoqués et correspondant à des modalités plus classiques de structuration d'une offre électorale occupant ouvertement la gauche de l'échiquier politique.

Là où la gauche radicale bénéficie d'un espace notable dans le champ partisan national, sans pour autant parvenir à contester l'exercice du pouvoir, existent des conditions propices pour le développement de nouveaux partis contestataires professionnalisés. L'Allemagne constitue à ce titre un exemple particulier. Bien qu'étant un poids lourd de l'économie européenne, le pays est dominé à partir de 2005 par une coalition réunissant les conservateurs de la CDU et de la CSU et les sociaux-démocrates du SPD[632] dont l'emblématique chancelier Gerhard Schröder. Les politiques libérales mises en place durant cette période contribuent à entretenir un

[632] Hormis la période 2009-2013 où la coalition majoritaire regroupe CDU/CSU et libéraux du FDP.

sentiment d'injustice sociale au regard du poids de la coalition dominante et de la persistance de fortes inégalités entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne. Alors que l'extrême droite reste électoralement limitée sur le plan national durant les années 2000, apparaît un nouveau parti se proposant de représenter les classes populaires allemandes : Die Linke (la Gauche), lancé en 2007 par la fusion de forces sociale-démocrates et post-communistes. Die Linke devient bientôt le « navire amiral » de la gauche radicale européenne avec un soutien électoral oscillant autour de 10%, principalement dans les Länder appauvris de l'est (Damiani, 2016).

La stagnation électorale du parti et son incapacité à fédérer au-delà de sa base traditionnelle entraîne cependant une contestation interne sur laquelle capitalisent de nouveaux acteurs tels Sahra Wagenknecht. Cette fondatrice de Die Linke milite pour le lancement d'un mouvement rompant avec le cloisonnement partisan traditionnel et représentant le bas de la société allemande contre les élites, en mobilisant des thématiques transversales. Le mouvement Aufstehen (Soulèvement) est ainsi lancé en septembre 2018 et suscite immédiatement la polémique autour de ses positions[633], tout en agrégeant un important soutien de groupes locaux grâce à d'efficaces campagnes mobilisant les réseaux sociaux.

La forme mouvementiste de cette initiative politique, sa stratégie « populiste de gauche », sa mise en avant d'une direction réduite et charismatique déployant une stratégie de communication rompant volontairement avec les codes identitaires de la gauche historique, tout comme les faibles ressources dont disposent ce mouvement, en font un objet politique susceptible d'évoluer vers une structuration partisane semblable à celle des partis étudiés ici. Aufstehen tente de gagner du terrain dans des franges de la population précarisées et sensibles à la question de l'immigration, mais la concurrence du parti d'extrême droite AfD (Alternative pour l'Allemagne), lancé en février 2013 et connaissant une rapide progression électorale, oblige la gauche

[633] Divers acteurs du champ politique allemand, notamment au sein de Die Linke, qualifient Aufstehen de populiste. Si Sahra Wagenknecht se déclare inspirée par le marxisme, elle développe également une position favorable à une régulation des flux migratoires – position particulièrement clivante en Allemagne, dans le cadre de la crise des réfugiés de la fin des années 2010.

radicale allemande à innover pour survivre. L'avenir de ce mouvement reste cependant inconnu à l'heure où nous écrivons ces lignes.

Aufstehen puise ouvertement son inspiration dans divers exemples internationaux apparus durant la même période tels que la France insoumise ou le mouvement britannique Momentum. Fondé en octobre 2015 par différents représentants de l'aile gauche du parti travailliste, ce dernier vise à consolider les acquis militants de la campagne victorieuse de Jeremy Corbyn l'ayant propulsé à la tête du Labour. Momentum revendique 40 000 adhérents fin 2017 et correspond à un retour en force de la « tendance militante » des travaillistes. Ce mouvement de gauche radicale regroupe diverses sensibilités allant du marxisme à l'aile syndicale de la social-démocratie, réunis par une opposition farouche aux politiques libérales dominant jusqu'alors le parti depuis le mandat de Tony Blair.

Momentum représente l'émergence d'un mouvement de gauche radicale, adoptant des formes semblables aux partis contestataires professionnalisés sans pour autant s'émanciper de la social-démocratie, puisqu'il agit toujours au sein du parti travailliste comme un courant d'opinion dominant, assumant le rôle de contre-pouvoir interne, appuyant un leader charismatique et structurant les initiatives issues de la base. Le scrutin uninominal majoritaire à un tour en vigueur durant les élections générales britanniques exerce une forte contrainte sur le système partisan : les mécanismes de fonctionnement parlementaire, comme ce système électoral, favorisent et renforcent le bipartisme. Le lien organique historique entre le parti travailliste et les syndicats, et l'intégration des tendances d'extrême gauche (notamment trotskystes) au sein du parti, conduisent à une situation d'hégémonie du travaillisme sur l'ensemble de la gauche britannique. L'habitude de cohabitation de courants politiques pourtant très différents, due aux contraintes inhérentes à un mode de scrutin valorisant le fait majoritaire, ne laisse pas d'espace suffisant à la gauche radicale pour s'organiser électoralement de manière indépendante et conduit donc à cette situation de lutte interne finalement victorieuse pour la conquête du pouvoir au sein du parti.

Inversement, le champ partisan grec est bien plus éclaté, le système proportionnel donnant une représentativité à des formations à l'audience très limitée. Le processus

ayant abouti au regroupement d'un nombre important de structures majoritairement issues de l'extrême gauche au sein de la coalition Syriza ne doit pas être interprété rétroactivement comme un enchaînement logique d'évènements. Il s'agit, au contraire, d'une série de luttes de long cours parsemée de reculs électoraux, de défections et de remaniements divers. Sa concurrente Antarsya, autre coalition de partis d'extrême gauche, n'a pas réussi à dépasser la somme de leurs soutiens initiaux.

La crise provoquée au sein de Syriza par l'expérience du pouvoir conduit cependant certains de ses acteurs les plus influents à chercher une inspiration extérieure pour régénérer une gauche radicale grecque sérieusement affaiblie. Nous avons évoqué l'initiative de l'ex-dirigeante de Syriza et avocate Zoe Kostantopolou lançant, en avril 2016, le parti (se décrivant comme un mouvement) Cap sur la Liberté. Celui-ci tente de rompre avec l'héritage fortement délégitimé de Syriza en proposant une stratégie inspirée du « populisme de gauche » plus poussée que celle des tentatives antérieures telles qu'Unité Populaire. Son logo représente un navire formé de six triangles représentant six lettres grecques : ces deltas symbolisent la démocratie, la justice, la transparence, les droits civils, l'annulation de la dette et les réparations de guerre. Nous retrouvons ici les thématiques typiques – approfondissement démocratique, justice sociale, lutte contre l'austérité – témoignant d'un partage transfrontalier de « recettes » politiques considérées comme ouvrant la voie vers le succès. Cap sur la Liberté entre cependant en concurrence direct avec Syriza, espérant remobiliser une base militante ainsi qu'une partie de l'électorat déçu par l'exercice du pouvoir, tout en risquant d'être renvoyé à cette expérience inaboutie de transformation sociale.

Une autre source d'inspiration organisationnelle pour les partis contestataires professionnels est bien entendu le M5S italien, que nous avons choisi de ne pas inclure dans notre étude empirique de par sa trop grande distance idéologique vis-à-vis des autres partis sélectionnés. Cependant, « *du point de vue de l'affirmation des nouveaux partis, le M5S représente un cas de succès certain dans le panorama européen. Le parti émerge dans un contexte favorable au vote protestataire en présence d'un système partisan fragmenté, avec des partis principaux en crise de leadership et écrasés par la responsabilité des politiques d'austérité dictées par la*

crise économique. […] Le bilan des quelques années d'activité institutionnelle est plus maigre – entre le peu de poids dans le processus décisionnel et les nombreuses défections au sein du groupe parlementaire – mais il est encore trop tôt pour fournir une évaluation d'ensemble du degré de succès de la phase de consolidation » (Conti, Tronconi, 2016, p.39).

Le M5S représente un exemple quasiment idéal-typique de ce que pourrait être un parti contestataire rompant avec des idéologies et des formes traditionnelles de structuration partisane[634]. Il s'agit d'un phénomène politique radicalement novateur dont l'apparition est favorisée par un climat particulier mêlant crise économique, mesures d'austérité et scandales de corruption, et occupant des espaces de la sphère publique délaissés par les partis politiques traditionnels tels que les places et le numérique (Mosca, 2015). Le programme changeant et parfois contradictoire qu'il promeut apparaît typique d'une stratégie « attrape tout » : le libéralisme économique s'accompagne de revendications sociales radicales, le progressisme sociétal côtoie des positions favorables au contrôle des migrations et l'écologie est promue au même titre que le développement de la cyberdémocratie (Biorcio, Natale, 2013). Les thématiques défendues évoluent surtout en fonction des opportunités politiques et des débats agitant la société italienne, sans qu'il soit possible de rattacher formellement le M5S à un courant politique particulier. Une fois confronté à l'exercice du pouvoir, les *grillini*[635] adoptent *de facto* une position que l'on peut qualifier de centriste au regard de leur activité parlementaire et municipale tournée vers des réformes modérées de la société italienne.

---

[634] Rappelons que le Mouvement 5 Etoiles est lancé officiellement en octobre 2009 depuis le blog personnel de Beppe Grillo (l'un des sites les plus consultés en Italie). Il s'appuie sur les réseaux propres à ce personnage, déjà organisés autour des Amis de Beppe Grillo, mouvement initié en 2005 et connu pour ses initiatives antisystème, les V-Day (*Vaffanculo Day*). Après un premier succès électoral durant les élections municipales de 2012, le M5S opère une percée lors des élections générales italiennes de 2013 (avec des résultats compris entre 23,8% et 25,6% des voix) puis confirme ses gains au cours des élections municipales de 2016 en remportant Rome et Turin. Il arrive enfin en tête lors des élections générales de 2018 (32%) et forme alors une coalition avec la Ligue du Nord (droite radicale).

[635] Terme provenant du patronyme du fondateur du parti et désignant par extension les membres et soutiens du M5S.

La structuration du parti est, quant à elle, particulièrement innovante. Il s'agit d'une entreprise largement inspirée du secteur privé, dans laquelle un dirigeant charismatique tout-puissant[636], accompagné d'une petite équipe aux attributions opaques, dirige d'une main de fer le parti en recadrant et purgeant les élus aux positions divergentes. Cet autoritarisme est permis par la dispersion et la faible expérience politique rendant ces derniers dépendants de l'équipe dirigeante. La plupart des parlementaires élus en 2013 sur les listes du M5S connaissent alors leur première expérience dans une institution représentative. Le renouvellement du personnel politique y est plus poussé que dans les trois partis étudiés.

L'institutionnalisation du parti n'en est que plus saisissante, comme le confirment les travaux récents revenant sur la structuration interne du M5S confronté au pouvoir : « *Le M5S est une organisation à peine formalisée promouvant la prise de décision collective. Ces caractéristiques ont permis l'émergence de normes procédurales internes insistant sur l'importance du* parti de terrain *dans la formulation des décisions du* parti élu[637]. *Cependant, l'image émergeant de notre analyse est assez différente. D'un côté, nous avons découvert que l'organisation du groupe parlementaire est conçue pour limiter fortement l'autonomie des élus de Cinq Etoiles au profit de Grillo et de son équipe. D'un autre côté, les règles pour la sélection des candidats, bien que censées renforcer le parti de terrain, ont été mises en place de manière plutôt exclusive, permettant au bureau central du parti d'exercer un important niveau de contrôle.* » Ainsi, « *derrière la rhétorique de la démocratie*

[636] Il s'agit en l'occurrence de l'ex-humoriste Beppe Grillo, président de l'association déclarée sous le nom de M5S, appuyé par l'idéologue Gianroberto Casaleggio resté en retrait jusqu'à son décès en 2016. Beppe Grillo se met en retrait début 2016, suite à des purges internes de parlementaires dissidents, la direction formelle étant assurée par un directoire de cinq membres dont le nouveau dirigeant du parti, Luigi Di Maio, qui contribue à recentrer le parti en assumant une institutionnalisation poussée. Son intronisation comme successeur de Beppe Grillo le 23 septembre 2017, fait suite à un vote en ligne ouvert… Mais sans concurrent. Luigi di Maio obtient alors 80% des voix. Ce processus est exemplaire en cela qu'il met en lumière le décalage entre les outils formels de la démocratie directe promue par le M5S et l'expérience réelle de celle-ci, fortement limitée par des normes internes (en l'occurrence, l'interdiction des potentiels candidats concurrents à intervenir dans les émissions de télévision).

[637] L'auteur emploie les termes de *party on the ground* et *party in office* pour désigner et opposer ces deux réalités de l'appareil partisan. La traduction est de nous.

directe se cache en réalité une organisation hiérarchique dans laquelle le pouvoir décisionnel est concentré dans le rôle dirigeant de Grillo, au détriment des militants du parti et des membres de base » (Tronconi, 2015, p.122).

L'appareil partisan du M5S développe, dans cette optique, un ensemble de dispositifs de participation innovants censés favoriser l'expression autonome de la base et promouvoir la démocratie directe, tels que des mécanismes permettant de discuter des propositions parlementaires (via l'application Rousseau) et des primaires ouvertes. Les candidats ainsi sélectionnés doivent cependant passer par la validation de l'équipe dirigeante, formalisée par la signature d'un « code de conduite » censé moraliser la vie politique italienne en restreignant notamment le salaire des élus – tout en les plaçant, là encore, sous l'autorité directe de Beppe Grillo, garant du respect de ce code.

Il est frappant de constater que ces réflexions peuvent s'appliquer pratiquement mot pour mot à l'appareil de Podemos observé hors de toute considération idéologique (Mikola, 2018) – ainsi que, plus tardivement, à ceux de Syriza, transfiguré par l'exercice du pouvoir, et de la France insoumise. Le M5S occupe à bien des regards une position d'avant-garde sur la scène politique européenne : il anticipe une restructuration de l'offre partisane dans un pays particulièrement touché par la « crise de la représentation » faisant suite à de multiples scandales ayant contribué à durablement délégitimer certains partis italiens traditionnels. Son mode d'organisation tient compte des mutations des formes de l'engagement militant, mutations marquées par un engagement plus libre à l'image d'un mouvement social, « à la carte », et recentré sur la participation numérique[638]. Sa ligne idéologique extrêmement flexible est destinée à maximiser les bénéfices d'une stratégie « attrape-tout » en se libérant de toutes les contraintes de d'offre programmatique des partis politiques plus

[638] Le Partido X (Parti X) lancé fin 2012 en Espagne visait comme Podemos à transposer dans l'arène partisane les revendications du 15M, tout en adoptant des mécanismes de participation et de prise de décision inspirés de Cinq Etoiles ou, plus anciennement, du Parti Pirate. Son manque de ressources et sa focalisation sur la cyberdémocratie, au détriment d'autres terrains d'intervention, l'a conduit à occuper une position marginale, le capital symbolique des *Indignados* étant capté deux ans plus tard par son concurrent Podemos.

traditionnels. Enfin, et surtout, sa construction entière rationnalise les expériences des mouvements sociaux contestataires tout en employant au mieux les ressources limitées dont il dispose – ressources principalement détenues par son fondateur Beppe Grillo, qui en conserve d'ailleurs jalousement le contrôle.

Ce parti ultra-centralisé exerce dans le même temps un contrôle vertical extrêmement sévère sur ses militants, et surtout sur ses élus, au nom de la moralisation de la vie politique et de la transparence : mais une transparence ne s'appliquant cependant pas au fonctionnement très secret de son cercle dirigeant, auquel il est demandé d'offrir une confiance aveugle. Cette verticalité couplée à une flexibilité idéologique maximale permet une institutionnalisation rapide d'un parti pourtant fondé sur un rejet de l'intégralité de la classe politique italienne. Cinq Etoiles constitue selon nous un modèle partisan abouti, certes difficilement exportable du fait des conditions particulières du champ politique italien dans lequel il apparaît, mais représentant à bien des égards une source d'inspiration peu évoquée des formations apparues dans son sillage.

Si les « acteurs légitimes » de la construction partisane des partis étudiés minimisent l'importance de ce prédécesseur, dont les positions programmatiques comme l'orientation idéologique sont trop distantes des leurs pour être revendiquées, les témoignages de militants de base, curieux ou fascinés par l'exemple italien, ainsi que les similarités frappantes existant à plusieurs niveaux, rendent compte de l'exemplarité de cette expérience. Il s'agit, pour certains des militants des partis étudiés, d'un modèle politique presque idéal-typique, agissant comme une boîte à outil dans laquelle piochent les acteurs de la construction partisane cherchant à innover en rompant avec le modèle des partis issus du mouvement ouvrier.

Au regard des exemples évoqués, l'apparition de partis contestataires professionnalisés constitue un phénomène qui ne semble pas restreint aux seuls pays d'Europe du Sud. Ceux-ci constituent un cadre certes particulièrement propice à leur émergence. Mais la crise économique, sociale puis politique les ayant touchés de plein fouet affecte également d'autres cadres nationaux dans lesquels émergent des organisations partisanes aux caractéristiques comparables, si ce n'est similaires.

L'étude de l'institutionnalisation par le biais des carrières militantes nous conduit à affirmer le double caractère contestataire et professionnel de ces partis. Contestataire, car la stratégie portant leur dynamique politique (mesurable tant par leur attractivité militante que par leurs résultats électoraux) est conditionnée par leur capacité à incarner une perspective de transformation sociale, dans et hors des institutions. Professionnel, car l'institutionnalisation rapide de ces partis confrontés à l'exercice du pouvoir pousse à une rupture avec les pratiques militantes antérieures, perceptible sur le plan technique comme dans le recrutement, et correspondant à une professionnalisation de l'activité des acteurs partisans.

Les succès remportés par Syriza, puis par Podemos et dans une moindre mesure par la France insoumise, ne doivent pas conduire à surinterpréter la nouveauté de ces formes originales d'organisation politique, dont l'apparition est conditionnée tant par le contexte international que par les ressources dont disposent les acteurs de leur construction - et par l'ouverture de fenêtres d'opportunité favorables à leur essor. Leur pérennité et leur capacité à proposer et à incarner un modèle radicalement nouveau ne pourront être évaluées que sur le « temps long » du renouvellement des systèmes partisans.

Conclusion générale

« Selon moi il y a deux catégories de personnes qui sont toujours à Syriza : il y a ceux qui désirent être proches de ce qu'on appelle les avantages matériels, qui veulent avoir du pouvoir, des places, du travail dans les institutions, qui veulent être proches du pouvoir. Et trouver du travail. Ça, c'est la première catégorie. L'autre catégorie, il y a deux sous-divisions : la première ce sont les anciens membres de Synaspismos, des types qui ont plus de cinquante ans, qui sont plutôt conservateurs sur les questions sociales, culturelles et politiques, et qui ont été dans le parti toute leur vie. Et ils ne peuvent pas imaginer une situation où ils seraient hors du parti, de l'organisation. […] Mais si tu parles avec de jeunes membres qui sont toujours à Syriza, ils te diront que les idéologies sont mortes. Maintenant, il n'y a plus que la realpolitik. »[639]

Partant de quelques angles morts de la sociologie des organisations partisanes, il s'agissait, en se concentrant sur l'étude ethnographique des carrières individuelles dans les nouveaux partis anti-austérité en Europe du Sud, de décrire et d'analyser les conséquences de l'institutionnalisation de ces partis sur les dynamiques d'engagement et de désengagement militant. Ce qui supposait, d'un point de vue historiographique, de réinscrire l'émergence des partis contestataires rattachés à la gauche radicale - tout en récusant l'existence d'un modèle de « parti populiste » - dans l'histoire longue de la gauche européenne. Au-delà, les résultats de cette enquête, réalisée sur des organisations partisanes localisées au Sud de l'Europe, doivent permettre de réinterroger d'autres cas, dans d'autres temporalités. Ce propos conclusif vise, ainsi, à synthétiser les résultats d'une enquête et à envisager la portée explicative des cas étudiés : dans quelle mesure est-il possible de prolonger cette réflexion sur l'engagement et le désengagement militant sur d'autres « *case studies* ».

Pour analyser les effets, sur l'engagement politique, du processus

[639] Athènes – Entretien n°15

d'institutionnalisation de trois partis contestataires s'opposant aux politiques d'austérité en Europe du Sud - Syriza, Podemos et la France Insoumise -, il s'agissait de proposer une analyse comparative des carrières militantes, saisies au sein de leurs sections locales. Ce questionnement invitait à l'enquête de terrain en Espagne (Barcelone), en Grèce (Athènes) et en France (Montpellier), pour reconstruire les carrières militantes et apprécier les effets des processus d'institutionnalisation sur les dynamiques d'engagement et de désengagement, en associant les différentes ressources de l'enquête ethnographique : observation et entretiens semi directifs avec les acteurs de la construction partisane, analyse discursive de la communication produite au sein de ces structures. Cette perspective a permis de mettre en lumière des similitudes tantôt revendiquées, tantôt cachées, complétant le travail produit par d'autres chercheurs : « *L'analyse comparée des discours et stratégies de communication de Podemos et de la France insoumise montre que le populisme de gauche est réapproprié selon des modalités différentes en fonction des contextes nationaux, notamment l'histoire politique du pays, le passé des leadeurs et les autres forces politiques en présence* » (Castaño, 2018, p.179)[640]. Mêler espace et temps dans l'analyse empirique du matériau recueilli a permis de saisir les transformations de ces organisations partisanes au fil des séquences de lutte politique, ainsi que l'adaptation des acteurs aux caractéristiques et contraintes locales.

Partant de « l'intuition » selon laquelle les parcours des acteurs et leurs interactions permettraient d'observer les effets du processus d'institutionnalisation sur les militants, il s'agissait de reconstruire des « carrières militantes » au sein de nouveaux partis dont le projet explicite est la transformation des sociétés dans lesquels ils agissent. Dès lors que de tels projets de transformation sociale ne sont pas nouveaux,

[640] Si nous partageons une partie des conclusions de Pablo Castaño quant aux caractéristiques communes à Podemos et à la FI (notamment sur le plan stratégique, adapté de manière tactique au contexte national, Podemos valorisant par exemple la télévision là où la FI concentre ses ressources sur les réseaux sociaux), nous sommes en désaccord quant à l'usage du terme de « parti populiste ». Nous considérons cette catégorie comme inopérante, comme nous l'avons argumenté dans l'introduction de ce travail.

le détour sociohistorique a permis de saisir l'émergence de ces nouvelles structures partisanes et de spécifier les caractéristiques propres à ces nouveaux acteurs de la vie politique en France, en Grèce et en Espagne – tout en appuyant l'intérêt scientifique d'une telle comparaison transnationale.

En effet, replacer l'émergence des partis contestataires contemporains dans le « temps long » a notamment permis de constater les liens complexes de filiation et de dépassement qu'entretiennent ces nouveaux acteurs avec l'héritage du mouvement ouvrier historique, ainsi qu'avec des mouvements sociaux plus récents. Cette approche a amené à questionner le discours faisant des partis étudiés des formes totalement nouvelles d'organisation partisane. L'étude de leurs modalités d'organisation – leur sociologie, leur répertoire d'action, et plus particulièrement leurs modes de collecte et d'attribution des ressources – a mis en lumière l'ancrage de ces partis dans une tradition politique de gauche radicale certes innovante, mais également nourrie des expériences passées.

Reconstruire les carrières militantes des acteurs de trois partis situés dans des cadres nationaux distincts, supposant des « cultures » politiques, des cadres linguistiques et des contextes historiques possédant de fortes spécificités, impliquait également d'élaborer une méthodologie propre à saisir l'objet étudié. Ainsi l'analyse comparative s'inscrit dans une démarche microsociologique centrée sur l'expérience des militants plutôt que sur la parole des dirigeants. Nous avons donc fait le choix d'une enquête qualitative réalisée à partir d'entretiens semi-directifs conduits à Barcelone, Athènes puis Montpellier – le « guide d'entretien » - incluant des éléments iconographiques susceptibles de renseigner sur la manière dont les enquêtés appréhendent l'histoire et la symbolique des courants politiques au sein desquels ils évoluent. Ces entretiens ont été complétés par une analyse discursive de la communication de ces partis ainsi que par une observation participante menée au sein des structures et des mouvements sociaux où agissaient nos enquêtés. Celle-ci nous a permis tant d'objectiver les propos recueillis auprès des enquêtés que d'observer les interactions entre acteurs de la construction et de la vie partisane, riches en informations quant aux directions prises par les carrières individuelles dans le cadre

de l'institutionnalisation.

La démarche méthodologique choisie est destinée à la constitution d'un matériau transnational original, et susceptible d'apporter des données d'enquête échappant tant au focus macrosociologique privilégié dans les études portant sur la sociologie électorale du vote contestataire, qu'aux monographies se concentrant sur un pays particulier. A partir des témoignages et des informations annexes, il a été possible de reconstruire des parcours biographiques possédant une valeur exemplaire quant aux processus politiques étudiés. Leur apparente diversité laisse peu à peu entrevoir des phénomènes récurrents, et la description des carrières militantes rend compte de l'évolution des partis contestataires confrontés aux enjeux de la conquête puis de l'exercice du pouvoir.

La reconstruction des carrières individuelles des militants de partis contestataires s'institutionnalisant permet tout d'abord de constater leur diversité au regard des trois terrains choisis. Depuis les prémices de leur découverte du militantisme à leur professionnalisation dans le cas des carrières de long cours, en passant par les évolutions parfois contraintes des pratiques partisanes, apparaissent des rapports différenciés à l'engagement partisan marqués par la socialisation primaire et secondaire des acteurs. Ces carrières partisanes apparaissant au fil des témoignages invitent également à repenser l'attribution des rétributions de l'engagement, confrontant les théories de Daniel Gaxie et de ses successeurs à la réalité empirique de ces partis d'un type nouveau, marqués par la faiblesse des ressources originellement disponibles. L'étude des origines de l'engagement pose nécessairement la question des incitations à rester dans un parti, après avoir fait la démarche de le rejoindre. Se pencher sur les rétributions matérielles de l'engagement a permis de relever leur grande diversité (des plus formelles telles que les salaires et les postes de permanent, aux coups de pouce professionnels sanctionnant la loyauté vis-à-vis de l'organisation et à l'usage personnel de biens matériels propriétés du parti). Toutefois, compte tenu de leur faiblesse comme de leur concentration, ces rétributions ne sauraient expliquer de manière satisfaisante l'investissement des militants rencontrés. Ce sont en effet des rétributions immatérielles, telles que l'existence d'un espace de sociabilité militante et

la possibilité de développer des compétences techniques, qui récompensent la participation souvent ingrate aux activités quotidiennes du parti. Coût et bénéfices du militantisme se confondent, ici, particulièrement.

L'analyse des évolutions des partis en cours d'institutionnalisation demande en outre de prendre en compte la dialectique entre enjeux locaux et nationaux, entre accession individuelle et collective au pouvoir, pour saisir tant la spécificité des situations locales que leur exemplarité. Ce qui autorise à comprendre plus finement les déterminants favorisant des carrières partisanes ascendantes, stagnantes ou descendantes. Contrairement aux partis de masse historiques, des personnes issues du prolétariat et peu dotées en ressources opèrent un désengagement progressif, témoignant d'un échec à intégrer sur la durée les segments les plus précaires de la population. Les rapports différenciés à l'engagement témoignent donc du rôle de l'institutionnalisation, agissant comme un « tamis » triant les nouveaux venus selon leurs compétences et ressources exploitables par la structure.

Dès lors, plusieurs phénomènes marquants peuvent être relevés. Le premier tient aux voies d'entrée dans le militantisme au sein des partis étudiés. De ce point de vue, une typologie à trois entrées peut être considérée comme opératoire tant pour Syriza que pour Podemos et la France insoumise. Leurs militants proviennent d'une part de structures et de mouvements antérieurs, ces vétérans généralement marqués par une formation dans les rangs de l'extrême gauche amenant avec eux un bagage important en termes de répertoire d'action comme de références culturelles et idéologiques[641]. Aux côtés de ces personnes se réinvestissant dans les nouveaux partis, militent des individus ayant saisi l'opportunité de la fondation d'une nouvelle structure pour s'engager dans la lutte politique, bénéficiant fortement de leur présence dès la genèse partisane pour occuper des postes de responsabilité. Cette seconde catégorie témoigne du succès initial du pari risqué qu'est la fondation d'un parti. Enfin, de nouveaux

[641] Au sujet de la première origine, il nous semble possible d'amener l'idée d'un maintien de réseaux militants antérieurs, à défaut des structures organisationnelles elles-mêmes, et de la perpétuation de ces réseaux dans un réinvestissement dans un contexte politique largement reconfiguré par la crise touchant les pays d'Europe du Sud.

venus s'agrègent par la suite, une fois la structure partisane consolidée et sa position mieux ancrée dans le champ politique national.

Le second phénomène mis en lumière est la forte professionnalisation de la direction des partis contestataires étudiés, liée à la division particulière du travail politique mettant en avant l'importance croissante de dispositifs techniques innovants. Ceux-ci sont censés permettre la libre expression du plus grand nombre d'inscrits lors de votations internes, comme un usage optimal des moyens de communication moderne (en premier lieu, les réseaux sociaux), tout en garantissant la transparence de l'organisation. Cette professionnalisation implique non pas une formation accélérée et pointue de cadres choisis parmi les militants, mais le recrutement de techniciens se politisant au cours de leur activité dirigeante, et dont les attributions politiques comme organisationnelles restent floues et fluides. Une telle organisation, faisant la part belle à une direction technique court-circuitant ses militants via le recours permanent à une base massive d'inscrits peu investis, gage de légitimité démocratique, pourrait paraître profondément contraire aux idéaux de la gauche radicale. Elle découle pourtant logiquement des impératifs de la stratégie « populiste de gauche » adoptée, liquidant le modèle du parti de masse traditionnel marqué par une importante bureaucratisation au profit d'un organigramme plus minimaliste éliminant les cadres intermédiaires comme les factions internes formelles.

Dans ces conditions, l'institutionnalisation rapide et profonde de ces partis conduit d'une part au désengagement de militants faiblement dotés en capital, faiblement rétribués, et en désaccord avec l'inflexion du projet partisan, et d'autre part à la professionnalisation accélérée de militants mieux dotés en capital et mieux rétribués, liant leur carrière personnelle à l'évolution de leur structure.

L'inadéquation partielle des catégories existantes pour saisir les organisations partisanes conduit également à proposer le modèle du *parti contestataire professionnalisé* pour définir Syriza, Podemos et la France insoumise. Le parti contestataire professionnalisé intègre des éléments de définition du parti

professionnel-électoral comme des aspects de la « stratégie attrape-tout »[642], mais il constitue bien une catégorie neuve que ne peut subsumer le modèle dépassé du parti de masse. Ce dernier reste une source d'inspiration pour une partie des acteurs de la construction partisane, sans pour autant constituer un cadre dépassant le stade de la référence mythologisée nourrissant l'imaginaire militant. L'ancrage à la gauche du champ partisan reste indépassable malgré des tentatives répétées visant à lui substituer un nouveau clivage vertical entre bas et haut de la société. L'observation de ces phénomènes contribue à dessiner les contours d'une sociogenèse des nouveaux avatars de la gauche radicale sud-européenne. La résistance au processus d'institutionnalisation du parti, portée par des militants opérant un processus de réengagement nourri d'expériences antérieures dans des formations de la gauche socialiste et communiste, ne menace pas la continuité du processus d'institutionnalisation, ces acteurs manquant de ressources comme de relais dans la direction du parti capables d'y exprimer leur désaccord.

Ne reste alors plus qu'une direction réduite représentée publiquement par un leader charismatique entouré d'une garde rapprochée, établissant théoriquement un lien direct avec la masse des inscrits soutenant le projet partisan – dont seule une minorité choisit de développer une activité militante proposant de faibles rétributions et des opportunités de carrière particulièrement limitées hors des échéances électorales. Avec le renforcement de l'institutionnalisation, les profils bénéficiant d'un capital politique, social ou charismatique convertible dans le cadre du projet partisan peuvent espérer occuper des postes de responsabilité et voir leur engagement récompensé, quand les profils moins bien dotés stagnent ou opèrent un désengagement progressif faute de rétributions suffisantes et de canaux permettant aux critiques d'être entendues. La revendication d'une forme d'organisation mouvementiste plus que partisane se traduit

[642] Stratégie cependant affinée, développée et adaptée aux normes antérieures portées par les structures de la gauche radicale sous la forme d'une stratégie « populiste de gauche ». Le « populisme de gauche » constitue une boîte à outils théorique dans laquelle piochent les acteurs de la construction partisane confrontés aux défis de l'accession puis de l'exercice du pouvoir en fonction des configurations politiques locales. Le principal interprète de cette stratégie sur le plan national reste cependant le leader charismatique et son équipe dirigeante restreinte, ultimes dépositaires du capital symbolique du parti.

dans les faits par un pouvoir absolu du leadership sur la base, dont l'illustration la plus parlante est sans doute la sélection originelle par cooptation plutôt que par élection des dirigeants réels.

Ainsi, dans le contexte particulier de la crise frappant – quoi que diversement - les pays d'Europe du Sud, apparaissent un panel de partis relevant d'un même type, que nous proposons d'appeler ***le parti contestataire professionnalisé***. Celui-ci ne se conforme pas aux typologies partisanes antérieures dont il interroge la portée explicative au regard des mutations profondes que connaît le champ partisan des pays d'Europe du Sud à partir de la fin des années 2000.

Contestataire, car son offre programmatique s'axe autour d'une transformation sociale contestant l'organisation traditionnelle du système en place comme du champ partisan, oscillant entre une démarche agonistique et une perspective antagoniste selon l'évolution de la conjoncture politique. Sa vocation contestataire prend la forme d'une stratégie « populiste de gauche » flexible, s'adaptant aux enjeux locaux, nationaux et internationaux pour accéder rapidement au pouvoir et déployant une stratégie mêlant le travail dans les institutions aux mobilisations sociales.

Professionnel, car la fondation même du parti suppose une rupture avec des formes antérieures de participation politique contestataire considérées comme limitées dans leur portée et trop artisanales dans leur réalisation. La professionnalisation de l'appareil partisan – et en premier lieu, de son noyau dirigeant – répond à un double défi : rationaliser l'emploi des faibles ressources originellement disponibles pour en maximiser l'efficacité en les concentrant dans les mains de la direction[643], et contrôler au mieux le processus d'institutionnalisation conçu comme une étape incontournable vers la conquête du pouvoir.

Tout en représentant une rupture avec ces modèles, le parti contestataire professionnel constitue ainsi une nouvelle forme hybride entre les anciens partis ouvriers, dont il

[643] Ces ressources incluent le capital symbolique dont dispose le parti, notamment l'image publique du leader charismatique ainsi que le ou les signifiant(s) vide(s) mobilisés dans le cadre de cette stratégie pour promouvoir le message du parti en redessinant les références visuelles de la gauche radicale : drapeau français et Phi (φ) pour la France insoumise, cercle et couleur violette pour Podemos, drapeau grec massivement employé par Syriza à partir du mouvement d'occupation des places.

conserve le projet de transformation sociale, mais sans développer un parti de militants, et le parti professionnel-électoral, dont il adopte la professionnalisation des cadres sans en avoir la base sociale ou électorale.

Ainsi, Podemos, Syriza et la France insoumise participent-ils de l'élaboration d'un nouveau modèle partisan résolvant temporairement le défi de la régénération doctrinale comme électorale d'une gauche radicale européenne jusque-là confinée à une position marginale, via l'implémentation d'une stratégie « populiste de gauche » leur permettant de concurrencer efficacement les représentants d'une social-démocratie déclinante. En concentrant des ressources limitées dans une direction politique professionnalisée et technicisée déployant un appareil partisan tourné vers la conquête rapide du pouvoir, ces partis font le choix d'une institutionnalisation accélérée au détriment de la construction d'une structure militante autonome, hypothéquant ainsi leur survie en cas d'incapacité à accéder et à se maintenir au pouvoir sur le long terme. Cette institutionnalisation rapide conduit au désengagement des militants faiblement dotés en ressources et peu rétribués par le parti, alors que dans un mouvement parallèle, les profils initialement mieux dotés et directement rétribués suivent une carrière ascendante marquée par une professionnalisation de l'activité politique et une forte loyauté envers la structure prodiguant ces ressources.

L'institutionnalisation des partis ayant fait le choix d'une stratégie « populiste de gauche » produit donc des effets semblables sur les trois structures partisanes sélectionnées. Ces cas exemplaires permettent de saisir le processus d'institutionnalisation à trois moments successifs ; processus qui constitue un test décisif quant à la capacité d'un parti contestataire professionnalisé à s'inscrire dans la durée. Les conditions de sa survie sont drastiques et transforment de fond en comble son projet comme sa structure initiale, questionnant sa viabilité une fois ce parti confronté aux défis du pouvoir.

Si ce modèle partisan nouveau a fait les preuves de sa capacité à fonctionner comme

une machine de guerre électorale pouvant mobiliser largement en sortant partiellement de la clientèle électorale et militante de la gauche traditionnelle, il peine pour autant à proposer une alternative crédible aux partis sociaux-démocrates traditionnels dont les capacités de résilience sont régulièrement sous-estimées. Son socle idéologique plus éclectique et plus réduit que celui de ses concurrents d'extrême gauche constitue également une faiblesse. Celle-ci s'accompagne d'une centralité de la lutte institutionnelle au détriment de l'investissement dans les mouvements sociaux hors des séquences électorales, fragilisant une structure souffrant d'un important renouvellement militant, d'une carence de cadres intermédiaires, et d'une construction programmatique minimaliste[644].

Ainsi, ce qui apparaît initialement comme des atouts dans la compétition électorale se révèle comme des faiblesses avec l'institutionnalisation de ces structures partisanes. Transformer des sociétés occidentales fortement tertiarisées en opérant un travail de long cours dans et hors des institutions apparaît comme un objectif particulièrement ambitieux, mais après quelques succès électoraux initiaux permis par une optimisation stratégique des fenêtres d'opportunité électorales, ces partis peinent à « transformer l'essai ».

La mise en lumière de ce phénomène nouveau, qui échappe partiellement aux catégories traditionnelles de la sociologie des organisations partisanes, éclaire plus largement sur l'évolution récente des systèmes partisans dans les démocraties parlementaires occidentales. L'affaiblissement (au moins temporaire) des partis libéraux, sociaux-démocrates ou conservateurs jusqu'alors dominants par alternance,

[644] Nous considérons que cette tendance est particulièrement bien illustrée par le cas de Podemos qui atteint en 2016 un plafond électoral (ses résultats cessant de progresser par rapport aux élections générales de 2015). Cette stabilisation, prélude à une « décrue », s'explique d'une part par la renationalisation des clivages politiques espagnols autour de la question catalane sur laquelle Podemos peine à se positionner de manière audible, alors que les mouvements sociaux l'ayant porté tels les *mareas* éprouvent des difficultés à se maintenir dans la durée. Elle est due, d'autre part, à une démobilisation de ses soutiens ne voyant pas advenir les résultats (nationaux mais aussi municipaux) du changement promis. L'incapacité de Podemos à chasser le PP du pouvoir limite son attractivité chez les électeurs et militants socialistes déçus du PSOE, alors que les abstentionnistes remobilisés dans la foulée du 15M constituent un électorat volatile. La promesse d'une accession rapide au pouvoir ne peut être tenue et la fenêtre d'opportunité ayant permis le lancement du parti se referme.

et l'incapacité des forces d'extrême gauche à progresser hors de leurs sphères d'influence, conduisent à la formation progressive d'un vide politique, particulièrement apparent sur le plan électoral. Celui-ci est souvent comblé par des forces qualifiées de souverainistes ou d'extrême droite et faisant usage d'une stratégie « populiste de droite » pour incarner le mécontentement de parties croissantes de la population ne se sentant plus représentées par leurs anciens gouvernants. Les exemples européens ne manquent pas. Songeons au cas français où le Rassemblement National[645] incarne de manière presque idéale-typique cette dynamique, ou encore à l'Italie de la Lega[646].

L'apparition et l'inscription temporaire dans le paysage politique de partis de la gauche radicale constitue-t-elle, alors, un antidote à cette dynamique, ou n'en est-elle que le corolaire ? Pour répondre à cette question souvent fortement médiatisée nous soutiendrons qu'il convient de rejeter à la fois la catégorie du « parti populiste », et les biais culturalistes faisant de l'Espagne et de la Grèce des exemples à part, vaccinés par les dictatures nationalistes de la seconde moitié du vingtième siècle. La comparaison avec le cas français est ici particulièrement importante, puisqu'elle prouve la possibilité de l'émergence électorale d'un parti suivant une stratégie « populiste de gauche » dans un cadre où une force d'extrême droite occupe une position centrale sur l'échiquier politique national.

Cette comparaison transnationale ouvre également la porte à d'autres pistes de réflexion. Le cadre spatio-temporel de notre enquête contient en lui-même plusieurs limitations. La rédaction de cette thèse a été l'occasion de confronter nos résultats à la réalité sociale toujours mouvante : durant l'année 2019, les difficultés que rencontre Podemos allant s'amplifiant[647], l'isolement du gouvernement Syriza comme l'échec

[645] Le Front National se renomme officiellement le 1er juin 2018 en Rassemblement National.

[646] Fondée en 1991 comme un parti conservateur padan initialement régionaliste, la Lega Nord adopte le nom de Lega pour signifier son développement national à partir de 2018.

[647] Les mauvais résultars lors des élections du 28 avril 2019 (puis la constitution de listes concurrentes lors des municipales du 26 mai, avec la constitution d'une liste citoyenne menée par Iñigo Errejon à Madrid) sanctionnent l'échec de Pablo Iglesias et de ses soutiens à maintenir un dialogue avec l'aile «

relatif de la France insoumise aux dernières élections européennes[648] confirment certaines de nos observations tout en nous invitant à étudier leurs dernières évolutions.

De plus, nos résultats font apparaître d'autres angles morts et suggèrent de nouveaux questionnements. Dans quelle mesure peuvent-ils éclairer l'institutionnalisation d'autres acteurs politiques européens ? De tels partis émergent-ils également dans d'autres démocraties parlementaires ? L'extrême droite connaît-elle un renouvellement des formes partisanes présentant des similarités avec notre objet, par exemple en mobilisant un répertoire d'action extra-parlementaire ou des stratégies d'agrégation de ressources innovantes ?

Ainsi se dessinent diverses pistes de recherche pour de futurs travaux, autour de quatre axes principaux : l'approfondissement de l'analyse des conséquences biographiques de l'institutionnalisation sur l'engagement, notamment en termes d'acquisition de savoirs exportables hors du champ partisan et de recomposition d'une sphère sociale ; la comparaison de la sociologie électorale à la sociologie de l'engagement dans ces partis, dans le but d'évaluer leur degré de complémentarité ; la spatialisation de la vie sociale, et principalement de l'activité politique, en appliquant dans des espaces différents des contextes urbains étudiés les questionnements en œuvre dans cette recherche pour questionner d'autres rapports possibles des acteurs à l'espace et au temps ; et enfin, l'étude « balistique » de la trajectoire de ces partis une fois institutionnalisés, interprétant leur devenir futur incertain.

Une piste qui n'a été ici qu'abordée touche aux modèles internationaux des partis contestataires professionnels étudiés. La gauche latino-américaine en particulier constitue une influence majeure pour les acteurs de la genèse de ces partis européens. Au-delà des concepts partagés, les forces politiques progressistes ayant accédé au

---

errejoniste » et citoyenniste du parti, conduisant à une rupture et à un net recul électoral avec 14,32% des suffrages exprimés (-6,8%).

[648] Avec 6,31% des voix, la France insoumise passe largement à côté de son objectif de rassembler plus de 10% des suffrages. Ce déclin par rapport aux élections présidentielles puis législatives conduit à une opposition ouverte entre une stratégie « populiste de gauche » principalement incarnée par Alexis Corbière et une ligne de rassemblement de la gauche représentée par Clémentine Autain.

pouvoir au cours des années 2000 au Venezuela, au Brésil ou bien en Bolivie possèdent-elles des similitudes structurelles avec leurs homologues d'Europe du Sud ? Cette question supposerait de tester la notion de parti contestataire professionnel, dans la perspective de recherches s'appliquant à des systèmes politiques profondément différents du cadre sud-européen.

Bibliographie

Articles et ouvrages :

- ABENDROTH, Wolfgang, *Histoire du mouvement ouvrier en Europe*, Paris, François Maspero, 1967
- ABELES, Marc, *La vie quotidienne au Parlement européen*, Paris, Hachette, 1992
- ADELL ARDILLES, Ramón, « La movilización de los indignados del 15-M. Aportaciones desde la sociología de la protesta », *Sociedad y Utopía*, n°38, 2011, pp.125-140
- AGRIKOLIANSKY, Éric, « Les « carrières militantes ». Portée et limites d'un concept narratif », in *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Paris, Presses de Sciences po, 2017, pp.167-192
- *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, Eric Agrikoliansky, Olivier Fillieule, Isabelle Sommier dir., Paris/Aix-en-Provence, Karthala/IEP, 2008
- AGRIKOLIANSKY, Éric, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 2001, n°1, Vol. 51, pp.27-46
- *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Eric Agrikoliansky, Olivier Fillieule, Isabelle Sommier dir., Paris, La Découverte, 2010
- AÏT-AOUDIA, Myriam, BARGEL, Lucie, ETHUIN, Nathalie, MASSICARD, Elise et PETITFILS, Anne-Sophie, « Franchir les seuils des partis. Accès au terrain et dynamiques d'enquête », *Revue internationale de politique comparée*, vol.17, n°4, 2010, pp.15-30
- AÏT-AOUDIA, Myriam et DEZE, Alexandre, « Contribution à une approche sociologique de la genèse partisane. Une analyse du Front National, du Movimento Sociale Italiano et du Front Islamique de Salut », *Revue française de science politique*, vol. 61, n°4, 2011, pp.631-657
- ALAMI, Sophie et DESJEUX, Dominique, *Que sais-je : Les méthodes qualitatives*, Paris, Presses universitaires de France, 2013
- ALBERTAZZI, Daniele et MCDONNELL, Duncan, *Twenty-First Century Populism : The Spectre of Western European Democracy*, New York, Palgrave MacMillan, 2008
- ALDRIN, Philippe et BARBONI, Thierry, « Ce que la professionnalisation de la politique fait aux militants. Les permanents socialistes : militants professionnels ou salariés encartés ? », *Identifier, s'identifier – Faire avec, faire contre*, 2006, pp.28-56
- AMOSSY, Ruth, KOREN, Roselyne et SALTYKOV, Maria, « Une approche argumentative de la réparation d'image : Jean-Luc Mélenchon aux présidentielles de 2017 », *Langage et société*, vol.2, n°164, 2018, pp.117-135

- *Street Politics in the Age of Austerity. From the Indignados to Occupy*, Marcos Ancelovici, Pascale Dufour et Héloïse Nez dir., Amsterdam, Amsterdam University Press, 2016
- ARBORIO, Anne-Marie, « L'observation directe en sociologie : quelques réflexions méthodologiques à propos de travaux de recherches sur le terrain hospitalier », *Recherche en soins infirmiers*, vol. 90, n°3, 2007, pp.26-34
- *L'observation directe*, Anne-Marie Arborio, Pierre Fournier, François De Singly dir., Paris, Armand Colin, 2015
- ARON, Raymond, *Démocratie et totalitarisme*, Paris, Gallimard, 1964
- *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Yohann Aucante, Alexandre Dézé dir., Paris, Presses de Sciences Po, 2008
- AVRIL, Emmanuelle, *Du Labour au New Labour de Tony Blair : Le changement vu de l'intérieur*, Paris, Editions du Septentrion, 2007
- BACKES, Uwe et MOREAU, Patrick, *Communist and Post-Communist Parties in Europe*, Göttingen, Vandehoeck & Ruprecht, 2008
- BARTHELEMY, Martine, *Associations : un nouvel âge de la participation ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000
- BARTOLINI, Stefano, *La mobilisation de la gauche européenne (1860-1980)*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2012
- BARRET, Christophe, *Podemos. Pour une autre Europe*, Paris, Les éditions du Cerf, 2015
- BAYART, Jean-François, *L'Illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996
- BAYART, Jean-François, « Comparer en France. Petit essai d'autobiographie disciplinaire », *Politix*, vol. 83, n°3, 2008, pp.205-232.
- BEAUD, Stéphane, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'« entretien ethnographique » », *Politix*, vol. 9, n°35, 1996. pp.226-257
- BEAUD, Stéphane et WEBER, Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La découverte, 2010
- BEAUD, Stéphane et PIALOUX, Michel, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, La Découverte, 2012
- BECKER, Howard S., « Notes on the Concept of Commitment », *The American Journal of Sociology*, vol. 66, n°1, 1960, pp.32-40
- BECKER, Howard S., *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2002
- BEEVOR, Antony, *La guerre d'Espagne*, Paris, Calmann-Lévy, 2006
- BENNASSAR, Bartolomé, *La guerre d'Espagne et ses lendemains*, Paris, Librairie Académique Perrin, 2004
- *Les territoires du communisme: Elus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Emmanuel Bellanger, Julien Mischi dir., Paris, Armand Colin, 2013
- BERNOUX, Philippe, *La sociologie des organisations*, Paris, Editions du Seuil, 1985

- BERNSTEIN, Eduard, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, Paris, Les nuits rouges, 2010
- BIHR Alain, *Du grand soir à l'alternative*, Paris, Les éditions ouvrières, 1991
- BIORCIO, Roberto et NATALE, Paulo, *Politica a 5 stelle. Idee, storia e strategie del movimento di Grillo*, Milan, Feltrinelli, 2013
- BIRNBAUM, Pierre, « La parabole de M. Mélenchon », *Critique*, n°776-777, 2012, pp.110-118
- BIRNBAUM, Pierre, *Genèse du populisme. Le peuple et les gros*, Paris, Pluriel, 2012
- BLONDEL, Jean, « L'analyse politique comparée et l'institutionnalisation des partis », *Revue internationale de politique comparée*, vol.10, n°2, 2003, pp.247-264
- BOIS, Paul, *Paysans de l'Ouest. Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe*, Paris, Editions de l'EHESS, 1960
- BOLTANSKI, Luc, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit, 1982
- *La misère du monde*, Pierre Bourdieu dir., Paris, Seuil, 1993
- BOURDIEU, Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 62-63, 1986, pp.69-72
- BOURDIEU, Pierre, « La représentation politique – Eléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 36-37, 1981, pp.3-24
- *The crisis of communism and party change. The evolution of West European communist and post-communist parties*, Joan Botella, Luis Ramiro dir., Barcelone, Institut de Ciences Politiques i Socials, 2003
- BOYER, Robert, *La théorie de la regulation : une analyse critique*, Paris, La Découverte, 1986
- *Dictionnaire des politiques* publiques, Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot, Pauline Ravinet, Louise Hervier dir., Paris, Les presses de Sciences Po, 2014
- *West European communist parties after the revolutions of 1989*, Martin J. Bull, Paul Heywood dir., Londres, Palgrave Macmillan, 1994
- BRACK, Nathalie et STARTIN, Nicholas, « Euroscepticism : From the Margins to the Mainstream », *International Political Science Review*, vol. 36, n°3, 2015, pp.239-249
- BRANCO, Juan, « Podemos : l'indignation au pouvoir ? », *Esprit*, n°12, 2014, pp.120-122
- CALOSSI, Enrico, *Anti-Austerity Left Parties in the European Union. Competition, Coordination, Integration*, Pise, Pisa University Press, 2016
- CASERO-RIPOLLES, Andreu, SINTES-OLIVELLA, Marçal et FRANCH, Pere, « The Populist Political Communication Style in Action: Podemos's Issues and Functions on Twitter During the 2016 Spanish General Election », *American Behavioral Scientist*, vol.61, n°9, 2017, pp.986–1001
- CASTAÑO, Daniel, « Populismes de gauche en Europe : une comparaison

entre Podemos et la France insoumise », *Mouvements*, vol. 4, n°96, 2018, pp.169-180
- *L'enquête de terrain*, Daniel Cefaï dir., Paris, La Découverte, 2003
- CEFAÏ, Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 2007
- CHAMBOREDON, Hélène, PAVIS, Fabienne, SURDEZ, Muriel et WILLEMEZ, Laurent, « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, n°16, 1994, pp.114-132
- CHARLOT, Jean, *Le phénomène gaulliste*, Paris, Fayard, 1970
- CHIRONI, Daniela et FITTIPALDI, Raffaella, « Social movements and new forms of political organization : Podemos as a hybrid party », *Partecipazione e Conflitto*, n°10, 2017, pp.275-305
- CLAUDIN, Fernando, *L'eurocommunisme*, Paris, François Maspero, 1977
- COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe, *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009
- COQUEREL, Eric, *Au cœur du Front de gauche*, Paris, Les éditions Arcane 17, 2012
- COLLOVALD, Annie, *Le populisme du FN, un dangereux contresens*, Paris, Editions du Croquant, 2004
- COMBES, Hélène, *Faire parti : trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala Editions, 2011
- *Maintenant*, Comité invisible, Paris, La fabrique, 2017
- CONTI, Nicolò et TRONCONI, Filippo, « Le Mouvement Cinq Étoiles. Organisation, idéologie et performances électorales d'un nouveau protagoniste de la politique italienne », trad. Christophe Roux, *Pôle Sud*, n°45, 2016, pp.21-41
- CORMIER, Paul, *Les conséquences biographiques de l'engagement en contexte répressif. Militer au sein de la gauche radicale en Turquie : 1974-2014*, Université de Bordeaux, Institut d'Etudes Politiques et Université de Lausanne, Faculté des Sciences Sociales et Politiques, thèse en science politique sous la direction d'Antoine Roger et d'Olivier Fillieule, soutenue en 2016
- COTTERET, Jean-Marie et EMERI, Claude, *Le marché électoral*, Paris, Michalon, 2004
- COURGEAU, Daniel et LELIEVRE, Eva Lelièvre, *Analyse démographique des biographies*, Paris, Éditions de l'Institut national d'études démographiques, 1972
- CUCCHETTI, Humberto, « De la nouvelle action française à la nouvelle action royaliste. Analyse du processus de mutation militante à partir d'une trajectoire organisationnelle nationaliste », *Pôle Sud*, n°42, 2015, pp. 87-104
- Birgit Daiber, Cornelia Hildebrandt et Anna Striethorst dir., *From Revolution to Coalition. Radical Left Parties in Europe*, Berlin, Rosa-Luxemburg-Foundation, 2011

- DAMIANI, Marco, *La sinistra radicale in Europa. Italia, Spagna, Germania, Francia*, Rome, Donzelli, 2016
- DE CASTRO ROCHA, Daniella, « Jeunes du Parti des travailleurs et crise du militantisme », *Agora débats/jeunesses*, vol. 52, no°2, 2009, pp. 89-104
- DECHEZELLES, *Stéphanie, Comment peut-on être militant? Sociologie des cultures partisanes et des (dés)engagements. Les jeunes militants d'Alleanza Nazionale, Lega Nord et Forza Italia face au pouvoir*, Université Montesquieu Bordeaux IV et Institut d'études politiques de Bordeaux, thèse en science politique sous la direction de Daniel-Louis Seiler, soutenue en 2006
- DE MAUPEOU, Stéphane, *Du mouvement au parti politique : le processus d'institutionnalisation et la place du « villepinisme » dans le système de partis*, Université Panthéon-Assas, mémoire dans le cadre du Master études politiques sous la direction de Hugues Portelli, présenté en 2011
- DELOYE, Yves, *École et citoyenneté. L'individualisme républicain de Jules Ferry à Vichy : controverses*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994
- DELWIT, Pascal, *Les gauches radicales en Europe. XIXème-XXIème siècles*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2016
- DELLA PORTA, Donatella et DIANI, Mario, *Social movements : an introduction*, Oxford, Blackwell Publishing, 1997
- DELLA PORTA, Donatella, FERNANDEZ, Joseba, KOUKI, Hara et MOSCA, Lorenzo, *Movement Parties Against Austerity*, Cambridge, Polity Press, 2017
- DE ROSNAY, Joël, *Le Macroscope : vers une vision globale*, Paris, Seuil, 1975
- DETIENNE, Marcel, *Comparer l'incomparable*, Paris, Seuil, 2018.
- *Les démocraties européennes. Approche comparée des systèmes nationaux*, Jean-Michel De Waele et Paul Magnette dir., Paris, Armand Colin, 2008
- *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Jean-Michel De Waele et Daniel-Louis Seiler dir., Paris, Economica, 2012
- *Politique comparée*, Jean-Michel De Waele et Yves Deloye dir., Bruxelles, Bruylant, 2018
- DEZE, Alexandre, « Le populisme ou l'introuvable Cendrillon. Autour de quelques ouvrages récents », *Revue française de science politique*, vol.1, 2004, pp.179-190
- DEZE, Alexandre, « La science politique est-elle une science comme les autres ? », in *Science politique*, Paris, Foucher, 2010, pp.64-68
- DIMITRAKOPOULOS, Michail, « Syriza et « Le destin de la Grèce moderne » », *Esprit*, vol.3, 2015, pp.198-201
- DIXON, Keith, *Les Evangélistes du marché : Les Intellectuels britanniques et le néo-libéralisme*, Paris, Raisons d'Agir, 2008
- DOMINGEZ, Ana et GIMENEZ, Luis, *Podemos, sûr que nous pouvons !*, Paris, Indigène éditions, 2015
- DORMAGEN, Jean-Yves et MOUCHARD, Daniel, *Introduction à la sociologie politique*, Paris, Editions De Boeck, 2010

- DOUZINAS, Kostas, *Syriza in Power : Reflections of an Accidental Politician*, Londres, Polity Press, 2017
- DUCHESNES, Sophie et SCHERRER, Vanessa, « L'identité politique comme force de conflictualisation et de hiérarchisation des appartenances sociales : justification théorique d'une définition empirique », *Identité(s)*, Actes du colloque de la MSHS de Poitiers, 2003, pp.325-336
- DUCOULOMBIER, Romain, *Camarades ! La naissance du Parti communiste français*, Paris, Perrin, 2010
- DUVERGER, Maurice, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1951
- DUVERGER, Maurice, *Introduction à la politique*, Paris, Armand Colin, 1964
- ELIAS, Norbert, *The Established and the Outsiders*, Londres, Frank Cass & Co., 1965
- ELIAS, Norbert, *Du temps*, Paris, 1984
- ESCALONA, Fabien et VIEIRA, Mathieu, *La gauche radicale en Europe ou l'émergence d'une famille de partis*, Paris, Fondation Jean Jaurès, 2013
- FEDERINI, Fabienne, *Ecrire ou combattre. Des intellectuels prennent les armes (1942-1944)*, Paris, La Découverte, 2006
- FERNANDEZ-ALBERTOS, José, *Los votantes de Podemos. Del partido de los indignados al partido de los excluidos*, Madrid, Los Libros de la Catarata, 2015
- *Contester en Espagne. Crise démocratique et mouvements sociaux*, Alicia Fernandez Garcia et Mathieu Petithomme dir., Paris, Demopolis, 2016
- FERRAROTTI, Franco, *Histoire et histoires de vie. La méthode biographique dans les sciences sociales*, Paris, Librairie des Méridiens, 1983
- FERRETTE, François, *La véritable histoire du Parti communiste français*, Paris, Demopolis, 2011
- FILLIEULE, Olivier et PECHU, Cécile, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, l'Harmattan, 1993
- FILLIEULE, Olivier, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997
- FILLIEULE, Olivier et BROQUA, Christophe, *Trajectoires d'engagement. AIDES et Act Up*, Paris, Textuel, 2001
- FILLIEULE, Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post scriptum », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, 2001, pp.199-215
- FILLIEULE, Olivier, « Devenirs militants », *Sciences humaines*, vol.51, n°144, décembre 2003, pp.19-25
- FILLIEULE, Olivier, BLANCHARD, Philippe, AGRIKOLIANSKY, Eric, BANDLER, Marko, PASSY, Florence et SOMMIER, Isabelle, « L'altermondialisation en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement: les participants du contre-sommet du G8 d'Evian », *Politix*, vol. 17, n°68, 2004, pp.13-48
- FILLIEULE, Olivier, *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005
- FILLIEULE, Olivier et BLANCHARD, Philippe, « Du récit biographique aux

parcours de vie. Proposition pour une articulation du singulier à la biographie collective », 9e congrès de l'Association française de science politique, table ronde Les méthodes en science politique des deux côtés de l'Atlantique, Toulouse, 2007
- FILLIEULE, Olivier, TARTAKOWSKY, Danielle, *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013
- FILLIEULE, Olivier, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009
- FOTOPOULOS, Takis, « Left mythology and neoliberal globalization: Syriza and Podemos », *The International Journal of Inclusive Democracy*, 2015, vol.11, n°1/2, pp.14-21
- FOURQUET, Jérôme, « Sur la gauche radicale : le vote Mélenchon », *Commentaire*, vol.3, n°159, 2017, pp.535-542
- FRANCK, Pierre, *Histoire de l'Internationale communiste*, Paris, La Brêche, 1979
- FRANZE, Javier, « La trayectoria del discurso de Podemos: del antagonismo al agonismo », *Revista Española de Ciencia Política*, n°44, 2017, pp.219-246
- FRETEL, Julien, « Le leadership partisan », in *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009
- *Résister au quotidien ?*, Bruno Frere, Marc Jacquemain dir., Paris, Presses de Sciences Po, 2013
- GAXIE, Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol.1, n°27, 1977, pp.123-154
- GAXIE, Daniel, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, vol.1, n°11, 2005, pp.157-188
- GAZIBO, Mamoudou et JENSON, Jane, *La politique comparée. Fondements, enjeux et approches théoriques*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2004
- GORZ, André, *Adieux au prolétariat. Au-delà du socialisme*, Paris, Galilée, 1983
- GRAMSCI, Antonio, *Textes choisis*, Paris, Le temps des cerises, 2014
- GRUNBERG, Gérard et HAEGEL, Florence, « Le bipartisme imparfait en France et en Europe », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 14, n°2, 2007, pp.325-339
- GURR, Ted, *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press, 1970
- HAEGEL, Florence, « Faire l'union. La refondation des partis de droite après les élections de 2002 », *Revue française de science politique*, n°5-6, 2002, pp.561-576
- HAEGEL, Florence, *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007
- HALBWACHS, Maurice, Les cadres sociaux de la mémoire, Paris, Presses universitaires de France, 1925
- HALL, Peter A. et TAYLOR, Rosemary C. R., « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue française de science politique*, n°3-4,

1997, pp.469-496
- HAMON, Hervé et ROTMAN, Patrick, *Génération*, tomes 1 et 2, Paris, Seuil, 1987-1988
- HAYES, Graeme et OLLITRAULT, Sylvie, *La désobéissance civile*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012
- HERMET, Guy, *Les communistes en Espagne*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1971
- HERMET, Guy, *L'Espagne au XXème siècle*, Paris, Presses universitaires de France, Paris, 1992
- HIRSCHMAN, Albert O., *Exit, Voice, and Loyalty : Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Harvard, Harvard University Press, 1970
- HIRSCHMAN, Albert O., *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983
- HUARD, Raymond, « La naissance du parti politique en France », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, vol.44, n°1, 1997, pp.174-176
- HUDSON, Kate, *The new European left. A socialism for the twenty-first century?*, Londres, Palgrave Macmillan, 2012
- IGLESIAS, Pablo, *La démocratie face à Wall Street*, Paris, Editions des Arènes, 2015
- IGLESIAS Pablo, *Podemos. Les leçons politiques de Game of Throne*, Paris, Post-Edition, 2015
- IGLESIAS, Pablo, « Understanding Podemos », *New Left Review*, n°93, 2015, pp.7–22.
- ION, Jacques, *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997
- ION, Jacques, FRANGUIADAKIS, Spyros et VIOT, Pascal, *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2005
- JEANNEAU, Laurent et LERNOULD, Sébastien, *Les nouveaux militants*, Paris, Les Petits matins, 2008
- JUHEM, Philippe, « Investissements et désinvestissements partisans », in *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009
- KATSAMBEKIS, Giorgos et STAVRAKAKIS, Yannis, « Left-wing populism in the European periphery: the case of Syriza », *Journal of Political Ideologies*, vol. 19, n°2, 2014, pp.119-142
- KATSIAFICAS, George N, *The subversion of politics: European autonomous social movements and the decolonization of everyday life*, Oakland, AK Press, 2006
- *Party organizations : A data handbook*, Richard S. Katz, Peter Mair dir., Thousand Oaks, Sage, 1992
- KATZ, Richard S., MAIR, Peter, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party », *Party politics*, n°1, 1995, pp.5–28
- KERGOAT, Jacques, *Histoire du Parti socialiste*, Paris, La découverte, 1997
- KINGDON, John W., *Agendas, Alternatives and Public Policies*, Boston, Little Brown and Company, 1984
- KIRCHHEIMER, Otto, *The transformation of the Western party systems*,

Princeton, Princeton University Press, 1966
- KIROUAC, *Laurie, Les enjeux sociopolitiques de l'émergence du burnout : réflexion sur les effets des nouvelles formes de domination et de normativité en milieu de travail*, Université du Québec à Montréal, Mémoire de sociologie présenté en 2007
- KOTRONAKI, Loukia, « Les mobilisations des Indignés : Politique du conflit et Politique Conventionnelle aux années du Mémorandum en Grèce », *Pôle Sud*, n°38, vol.1, 2013, pp.53-70
- KOUVELAKIS, Stathis et CUKIER, Alexis, *La Grèce, Syriza et l'Europe néolibérale*, Paris, La dispute, 2015
- KRIESI, Hans-Peter, « New social movements and the new class in the Netherlands », *The American Journal of Sociology*, vol. 94, n°5, 1989, pp.1078-1116
- LACLAU, Ernesto et MOUFFE, Chantal, *Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics*, Londres, Verso, 1985
- LACLAU, Ernesto, *La raison populiste*, Paris, Verso, 2005
- *La Politisation*, Jacques Lagroye dir., Paris, Belin, 2003
- LANG, Marion, « Existe-t-il encore des contre-pouvoirs citoyens à Barcelone ? Conflictualité et contradictions d'une association de quartier », *Mouvements*, vol. 2, n°94, 2018, pp.24-35
- LAUGIER, Sandra et OGIEN, Albert, « Le populisme et le populaire », *Multitudes*, vol.4, n°61, 2015, pp.31-52
- LAVAU, Georges, « Partis et systèmes politiques : interactions et fonctions », *Revue canadienne de science politique*, vol. 2, n°1, 1969, pp.18-44
- LAVAU, Georges, *A quoi sert le Parti communiste français ?*, Paris, Fayard, 1981
- LA PALOMBARA, Joseph et WEINER, Myron, *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966
- LAZAR, Marc, *Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992
- LAZAR, Marc, *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996
- LE BART Christian, « Ruth Amossy éd., La réparation d'image dans le discours de campagne : perspectives discursives et argumentatives », *Mots. Les langages du politique*, 2019, vol.1, n°119, pp.169-172
- LEBOURG, Nicolas et BEAUREGARD, Joseph, *François Duprat, l'homme qui inventa le Front National*, Paris, Denoël, 2012
- LEFEBVRE, Rémi et SAWICKI, Frédéric, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Paris, Editions du Croquant, 2006
- LEFEBVRE, Rémi, « Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été. Modèle de « l'engagement distancié » et transformations du militantisme au Parti socialiste », *Politix*, vol. 102, n°2, 2013, pp.7-33
- LEFEBVRE, Rémi, « Vers un nouveau modèle partisan ? Entre déclassement des partis de gouvernement et avènement des partis-mouvements », *Cahiers*

de la Recherche sur les Droits Fondamentaux, n°16, 2018, pp.21-30
- LE GOFF, Jean-Pierre, *La gauche à l'épreuve : 1968-2011*, Paris, Perrin, 2011
- LEHINGUE, Patrick, *Le vote. Approche sociologique de l'institution et des comportements électoraux*, Paris, La Découverte, 2011
- LENINE, Vladimir Ilitch, *Le gauchisme. La Maladie infantile du communisme*, Pékin, Editions en langue étrangère, 1966
- LICHBACH, Mark Irving et ZUCKERMAN, Alan S., *Comparative Politics. Rationality, Culture and Structure*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997
- LIJPHART, Arend, « Comparative Politics and the Comparative Method », *American Political Science Review*, n°65, 1971, pp.682-693
- LINZ, Juan J, DARVICHE, Mohammad-Saïd et GENIEYS, William, « Construction étatique et construction nationale », *Pôle Sud*, n°7, 1997, pp.5-26
- LIPSET, Seymour M. et ROKKAN, Stein, *Party systems and voter alignments. Cross national perspective*, New York, Free Press, 1967
- LISI, Marco, « Party innovation, hybridization and the crisis : the case of Podemos », *Rivista Italiana de Scienza Politica*, 2018, pp.1-18
- *Nouvelles luttes de classes*, Jean Lojkine, Michel Vakaloulis, Pierre Cours-Salies dir., Paris, Presses Universitaires de France, 2006
- MABILLE, Xavier. « Le Parti socialiste. Évolution 1978-2005 », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 1867-1868, no°2, 2005, pp.5-65
- MATHIEU, Lilian, *La démocratie protestataire : Mouvements sociaux et politique en France aujourd'hui*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2011
- MARCH, Luke, *Contemporary far left parties in Europe. From Marxism to mainstream*, Berlin, International Policy Analysis, 2008
- MARCH, Luke, *Radical left parties in Europe. Extremism and Democracy*, Abingdon, Routledge, 2011
- MARREL, Guillaume et PAYRE, Renaud, « Temporalités électorales et temporalités décisionnelles. Du rapport au temps des élus à une sociologie des leaderships spatio-temporels », *Pôle Sud*, vol.2, n°25, 2006, pp.71-88
- MARTELLI, Roger, *1956 communiste. Le glas d'une espérance*, Paris, La Dispute, 2006
- MARTELLI, Roger, *Prendre sa carte 1920-2009. Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Paris, Fondation Gabriel Péri, 2010
- MARTIN, Irene, « Podemos y otros modelos de partido-movimiento », *Revista Española de Sociologia*, n°24, 2015, pp.107-114
- MARX, Karl, *Misère de la philosophie*, Paris, A. Frank, 1847
- MARZOLF, Hedwig et GANUZA, Ernesto, « ¿Enemigos o colegas? El 15M y la hipótesis Podemos », *Empiria - Revista de metodología de ciencias sociales*, n°33, 2016, pp.89-110
- MAYER, Nonna, *Sociologie des comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 2010
- MICHELS, Roberto, *Les partis politiques. Essai sur les tendances*

oligarchiques des démocraties, Paris, Flammarion, 1914
- MIKOLA, Bálint, *New Party Organizations and Intra-party Democracy: A Comparative Analysis of the Five Star Movement and Podemos,* Centra European University, thèse en science politique sous la direction de Zsolt Enyedi, soutenue en 2018
- MOSCA, Lorenzo, « The Five Star Movement: Exception or Vanguard in Europe? », *The International Spectator*, vol.49, n°1, 2014, pp.36-52
- MOSCHONAS, Gerassimos, « A new left in Greece: PASOK's fall and SYRIZA's rise », *Dissent*, n°60, 2013, pp.33-37
- MOUFFE, Chantal et ERREJON, Iñigo, *Construir pueblo : Hegemonia y radicalizacion de la democracia*, Madrid, Icaria editorial, 2015
- MOUFFE, Chantal, *Pour un populisme de gauche*, Paris, Albin Michel, 2018
- MUDDE, Cas, « The Populist Zeitgeist », *Government and Opposition*, vol. 39, n°4, 2004, pp.541-563
- MUDDE, Cas, *Populism in Europe and the Americas: Threat or corrective for democracy ?*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012
- MUDDE, Cas et ROVIRA KALTWASSER, Cristobal, « Exclusionary vs. Inclusionary Populism: Comparing Contemporary Europe and Latin America », *Government and Opposition*, vol. 48, n°2, 2013, pp.147-174
- MUDDE, Cas, *Syriza. The failure of the Populist Promise*, Londres, Palgrave Macmillan, 2017
- MUDDE, Cas, CAMUS, Jean-Yves et DAUVERGNE, Benoîte, *Brève introduction au populisme*, Paris, Éditions de l'Aube et Fondation Jean Jaurès, 2018
- MULLER, Pierre, *Les politiques publiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2018
- MUÑOZ, Jordi, « De l'hypothèse populiste à la nouvelle gauche. Origine et bases électorales de Podemos », *Pôle Sud*, vol. 45, n°2, 2016, pp.43-64
- *Lexique de Science politique : Vie et institutions politiques*, Olivier Nay, Guy Carcassonne, Françoise Dreyfus et Olivier Duhamel dir., Paris, Dalloz, 2008
- MUXEL, Anne, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001
- MUZERGUES, Thomas, *La Quadrature des classes. Comment de nouvelles classes sociales bouleversent les systèmes de partis en Occident*, Paris, Le Bord de l'Eau, 2018
- NEZ, Héloïse, *Podemos. De l'indignation aux élections*, Paris, Les petits matins, 2015
- NEZ, Héloïse, « Podemos, un parti de « non professionnels » ? », *Savoir/Agir*, vol.2, n°32, 2015, pp.53-60
- NEZ, Héloïse, « Podemos : l'irruption d'un nouveau parti politique en Espagne », *Mouvements*, n°89, 2017, pp.112-121
- NEZ, Héloïse, « Des Indignés à Podemos : continuités et ruptures », *Mouvements*, n°94, 2018, pp.75-86
- NOIRIEL, Gérard, « Journal de terrain, journal de recherche et auto-analyse.

Entretien avec Florence Weber », Genèses. Sciences sociales et histoire, n°2, 1990, pp.138-147
- NOIRIEL, Gérard, *Population, immigration et identité nationale en France. XIXe-XXe siècle*, Paris, Hachette, 1993
- NOLTE, Ernst, *Faschismus in seiner Epoche*, Berlin, Piper, 1963
- OFFERLE, Michel, *Sociologie de la vie politique française*, Paris, La Découverte, 2003
- OFFERLE, Michel, « Retour critique sur les répertoires d'action collective (XVIIIe-Vve siècles) », *Politix*, vol. 21, n°81, 2008, pp.181-202
- OFFERLE, Michel, *Les partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 2012
- OLLITRAULT, Sylvie, « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique*, 2001, vol. 51, n°1, pp.105-130
- OLSON, Mancur, *The Logic of Collective Action. Public Goods and The Theory of Goods*, Harvard, Harvard University Press, 1966
- OSTROGORSKI, Moisei, *Democracy and the Organization of Political Parties*, Basingstoke, Macmillan, 1902
- OVENDEN, Chris, *Syriza : Inside the labyrinth*, Londres, Pluto Press, 2015
- *La méthode qualitative. Postures de recherche et travail de terrain*, Pierre Paille dir., Paris, Armand Colin, 2010
- PANEBIANCO, Angelo, *Political parties: organization and power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988
- PASSARELLI, Gianluca et TUORTO, Diario, « Not with my vote: turnout and the economic crisis in Italy », *Contemporary Italian politics*, vol.6, n°2, 2014, pp.147-158
- PASSERON, Jean-Claude, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, vol.31, n°1, 1990, pp.3-22.
- PASSERON, Jean-Claude, *Le Raisonnement sociologique. L'Espace non-popperien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan, 1991
- *Penser par cas*, Jean-Claude Passeron, Jacques Revel dir., Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2005
- PELLETIER, Stéphane, *L'Espagne d'aujourd'hui*, Paris, Armand Colin, 2014
- PENTARAKI, Maria, SPEAKE, Janet, *Reclaiming hope within the geopolitics of economic bullying : The case of Syriza and post referendum Greece*, Belfast, Antipodean Foundation, 2015
- PETITHOMME, Mathieu, « Emergence et consolidation des partis écologistes au sein de systèmes partisans établis. Une analyse comparée de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne », *Ecologie & Politique*, vol.1, n°38, 2009, pp.157-169
- PETITHOMME, Mathieu, *Génération Podemos : Sociologie politique d'un parti indigné*, mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches, présenté en 2018
- PEREIRA, Irène, *Un nouvel esprit contestataire. La grammaire pragmatiste du syndicalisme d'action directe libertaire*, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, thèse en sociologie sous la direction de Luc Boltanski,

soutenue en 2009
- PEREIRA, Irène, *Les grammaires de la contestation. Un guide de la gauche radicale*, Paris, La découverte, 2010
- *La Démocratie espagnole. Institutions et vie politique*, Hubert Peres et Christophe Roux dir., Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016
- PERES, Hubert, « Les élections législatives espagnoles du 20 décembre 2015 et du 26 juin 2016 », *Pôle Sud*, vol.2, n°45, 2016, pp.137-154
- PINA, Christine, *L'extrême gauche en Europe*, Paris, La documentation française, 2005
- *Le politique par l'image. Iconographie politique et sciences sociales*, Christine Pina, Eric Savarese dir., Paris, l'Harmattan, 2017
- PORTELLI, Hugues, « L'intégration du Parti socialiste à la Cinquième République », *Revue française de science politique*, vol.34, n°4-5, 1984, pp.816-827
- PRZEWORSKI, Adam Przeworski et TEUNE, Henry, *The Logic of Comparative Social Inquiry*, New York, Wiley, 1970
- PUDAL, Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989
- PUDAL, Bernard, « La beauté de la mort communiste », *Revue française de science politique*, vol.52, n°2, 2002, pp.545-559
- PUDAL, Bernard, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Paris, Editions du Croquant, 2009
- RAGIN, Charles C. et BECKER, Howard S., *What is a case ? Exploring the foundations of social inquiry*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992
- *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Jacques Revel dir., Paris, Gallimard – Le Seuil, 1996
- RORI, Lamprini, et DINAS, Elias, « Les élections législatives grecques de 2012 : des élections à haut risque », *Pôle Sud*, vol.37, n°2, 2012, pp.173-183
- RORI, Lamprini, « De la contestation au pouvoir. Les ressorts de l'ascension électorale de Syriza », *Savoir/Agir*, vol.2, n°32, 2015, pp.61-71
- RORI Lamprini, « *L'ambition sans remords : SYRIZA et l'exercice du pouvoir* », Pôle Sud, vol.2, n°45, 2016, pp.85-118
- *Science politique*, Christophe Roux, Eric Savarese dir., Bruxelles, Bruylant, 2018
- SALLES, Jean-Paul, *La Ligue communiste révolutionnaire, 1968-1981. Instrument du grand soir ou lieu d'apprentissage ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005
- SANTORO, Giuliano, *Un grillo qualunque, Il Movimento 5 Stelle e il populismo digitale nella crisi dei partiti italiani*, Rome, Castelvecchi, 2012
- SARTORI, Giovanni, *Parties and party system. A framework for analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.
- SAVARESE, Eric, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Ellipses, 2006
- SARTORI, Giovanni, « Bien comparer, mal comparer », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 1, n°1, 1994, pp.19-35

- SAWICKI, Frédéric, « La science politique et l'étude des partis politiques », *Cahiers Français*, n°276, 1996, pp.51-59
- SAWICKI, Frédéric, « Les politistes et le microscope », in *Les méthodes au concret*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000, pp.143-164
- SAWICKI, Frédéric et SIMEANT, Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol.51, n°1, 2009, pp.97-125
- SAWICKI, Frédéric, « Les partis politiques sont-ils voués à disparaitre ? », in *Les partis sont-ils voués à disparaitre ?*, Paris, Editions du Croquant, 2018, pp.289-308
- SCHUMPETER, Joseph, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1998
- SCHMITT, Carl, *La Notion de politique. Théorie du partisan*, Paris, Calmann-Lévy, 1972
- *Institutional Environements and Organizations. Structural Complexity and Individualism*, W. Richard Scott, John W. Meyer dir., Thousand Oaks, Sage, 1994
- SEILER, Daniel-Louis, *De la comparaison des partis politiques*, Paris, Economica, 1986
- SEILER, Daniel-Louis, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1993
- SEILER, Daniel-Louis, *La méthode comparative en science politique*, Paris, Armand Colin, 2004
- SEILER, Daniel-Louis, « Maurice Duverger et les partis politiques », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 17, no°1, 2010, pp.55-65
- SHEPARD Todd, *The Invention of Decolonization: The Algerian War and the Remaking of Franc*e, Cornell University Press, New York, 2008
- SINILOO, Gert, *A Radical Left Party? The Ideology of SYRIZA*, Bachelor's thesis, Université de Tartu, Tartu, 2016
- SOMMIER, Isabelle, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la Mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003
- SOUILLAC, Romain, *Le mouvement Poujade. De la défense professionnelle au populisme nationaliste (1953-1962*), Paris, Presse de Sciences Po, 2007
- STIGLITZ, Joseph E., *Globalization and its Discontents*, New York, W. W. Norton, 2002
- TILLY, Charles, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986
- TILLY, Charles et TARROW, Sydney, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008
- *Émotions... mobilisation !,* Christophe Traïni dir., Paris, Presses de Sciences Po, 2009
- TOURNIER, Vincent, « Le rôle de la famille dans la transmission politique entre les générations. Histoire et bilan des études de socialisation politique », *Politiques sociales et familiales*, n°99, 2010. pp.59-72
- TREANTON, Jean-René, « Le concept de « carrière » », *Revue française de sociologie*, vol.1, n°1, 1960, pp.73-80

- *Beppe Grillo's Five Star Movement: Organisation, Communication and Ideology*, Filippo Tronconi dir., Farnham, Ashgate Publishing Limited, 2015
- *Political parties in new democracies : Party organization in Southern and East-Central Europe*, Ingrid Van Biezen dir., Palgrave, 2003
- *Party members and activists*, Emilie Van Haute et Anika Gauja dir., Abingdon, Routledge, 2015
- *Green Parties in Europe*, Emilie Van Haute dir., Bruxelles, Routledge/Université Libre de Bruxelles, 2016
- VEREMIS, Thanos M. et DRAGOUMIS, Mark, *Historical Dictionary of Greece*, Lanham, Scarecrow Press, 1995
- VEYNE, Paul, *Le pain et le cirque: sociologie historique d'un pluralisme politique*, Paris, Editions du Seuil, 1976
- VEYNE, Paul, *L'inventaire des différences*, Paris, Editions du Seuil, 1976
- VIGOUR, Cécile, *La comparaison dans les sciences sociales : pratiques et méthodes*, Paris, La Découverte, 2005
- VIRNO, Paolo, *Opportunisme, Cynisme et Peur. Ambivalence du désenchantement*, suivi de *Les Labyrinthes de la Langue*, trad. Michel Valensi, Paris-Combas, Editions de l'Eclat, 1991
- WAGNER, Richard E., « Review : Pressure Groups and Political Entrepreneurs: A Review Article », *Papers on Non-Market Decision Making*, vol. 1, 1966, pp.161-170
- WEBER, Florence, « L'enquête, la recherche et l'intime ou : pourquoi censurer son journal de terrain ? », *Espaces Temps*, n°47-48, 1991, pp.71-81
- WEBER, Louis, « Chronique de la gauche de gauche. Deux gauches ? Ou trois ? », *Savoir/Agir*, vol.1, n°39, 2017, pp.94-100
- WEBER, Max, *Le Savant et le Politique (1917 et 1919)*, Paris, Plon, 1959
- WEBER, Max, *Economie et Société*, Paris, Plon, 1971
- WILLIAMS, Michelle Hale, « Catch-all in the Twenty-first Century? Revisiting Kirchheimer's Thesis 40 years Later: An Introduction », *Party Politics*, vol.15, n°5, 2009, pp.539-541
- WOLINETZ, Steven B., « Beyond the Catch-All Party : Approaches to the study of Parties and Party Organization in Contemporary Democracies », in *Political Parties. Old Concepts and New Challenges*, Oxford, Oxford University Press, 2002, pp.136-165
- ZUQUETE, José Pedro, *Missionary Politics in Contemporary Europe*, Syracuse, Syracuse University Press, 2007

Numéros thématiques de revues :

- *Contretemps* n°25, « Syriza, Podemos, Bloco, Rifondazione comunista – Les gauches radicales en Europe du Sud », 2015, 224 pages.
- *Mouvements* n°18, « La démocratie, une idée à réinventer », 2001/5, 176 pages.
- *Mouvements* n°94, Une alternative ? Podemos, mouvements sociaux et

renouveau politique en Espagne, 2018/2, 180 pages
- *Pôle Sud* n°45, Partis émergents en Europe du Sud, 2016/2, 172 pages
- *Revue internationale de politique comparée*, vol. 17, Enquêter dans les partis politiques, 2010/4, 176 pages

Ressources numériques :

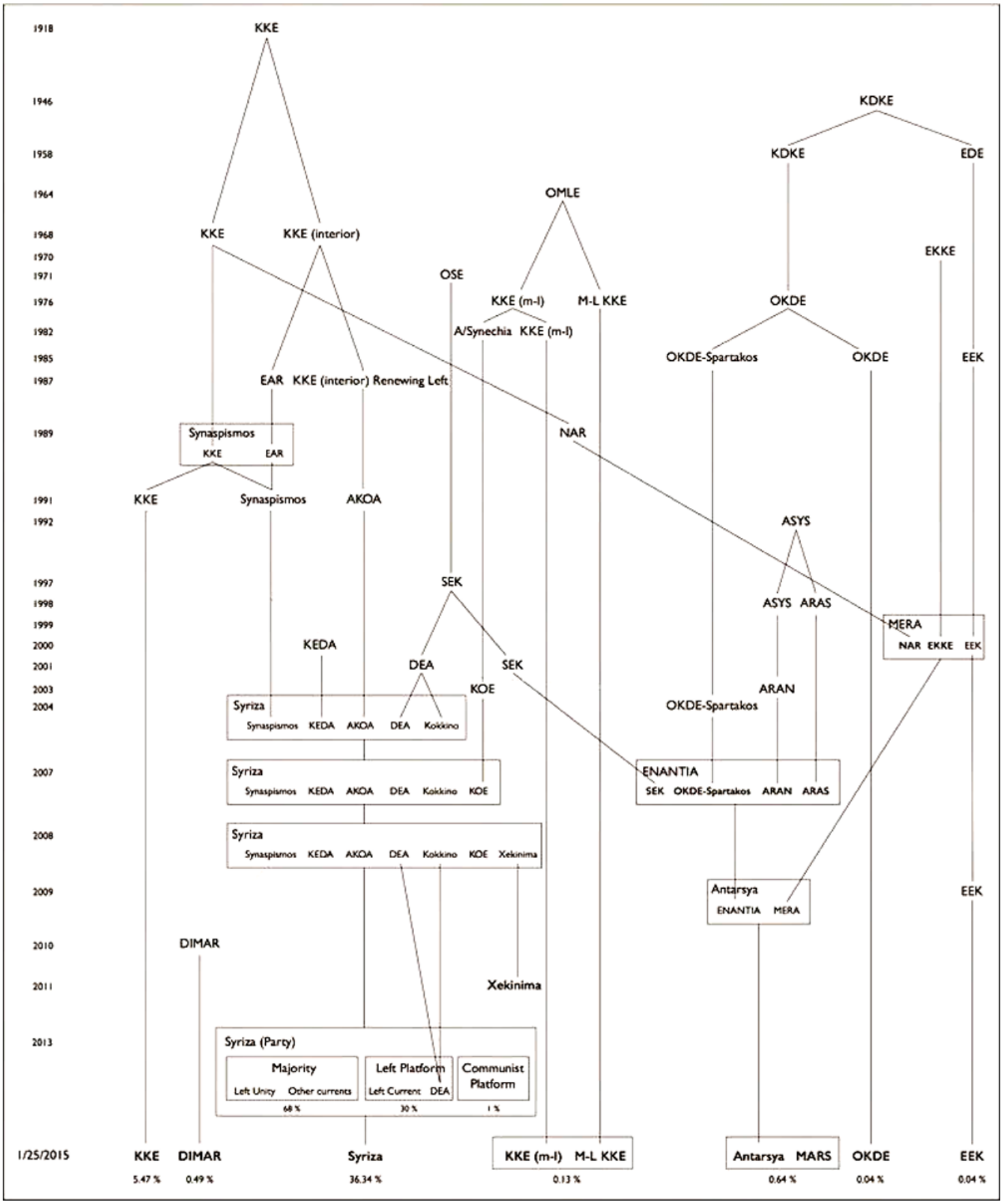
- CHAZEL, Laura, LAGO, Jorge, « L'hypothèse populiste. Du Front de gauche à la France insoumise : quelles influences de Podemos ? », *Presse-toi à gauche !*, 26 juin 2017, consulté le 12 novembre 2018
- DUVERGER, Timothée, « Qu'est-ce que la deuxième gauche radicale ? », *Hypothèses*, 10 septembre 2016, consulté le 15 octobre 2017
- FERNANDEZ, Guillermo, « La crise catalane a déclenché l'émergence de Vox », Entretien réalisé par Lenny Benbara pour *Le Vent Se Lève*, 5 février 2019, consulté le 20 mars 2019
- GALES, Alexis, « Mélenchon, de la gauche au peuple », *Revue Ballast*, 10 mars 2015, consulté le 16 novembre 2017
- GALINDO, Jorge, « Podemos y la centralidad en la izquierda », *Politikon*, 5 novembre 2014, consulté le 4 avril 2017
- GOMEZ, Raul et RAMIRO, Luis, « The limits of organizational innovation and multi-speed membership: Podemos and its new forms of party membership », *Party Politics*, 10 novembre 2017, consulté le 25 décembre 2017
- LLANERAS, Kiko, « Quién apoya a Podemos? Una radiografia de sus votantes », *Politikon*, 10 décembre 2014, consulté le 9 décembre 2018
- MOUFFE, Chantal, « Si il y a du politique, c'est qu'il y a du conflit », Entretien réalisé par Lenny Benbara pour *Le Vent Se Lève*, 5 mars 2019, consulté le 21 mars 2019
- SCHWARTZ Olivier, « Peut-on parler des classes populaires ? », *La vie des idées*, 13 septembre 2011, consulté le 17 mars 2017

Annexes

Annexe 1 – Documents iconographiques

Annexe 2 – Evolution historique de la gauche grecque

(document fourni par un militant athénien de Syriza)



Annexe 3 – Ordre du jour d'une réunion ordinaire du cercle de l'Eixample

(document fourni par un militant barcelonais de Podemos)

Annexe 4 – Affiches de Vamos ! dans le quartier de Sant Marti

Résumé

Suite à la crise financière de 2007-2008, de nouvelles organisations partisanes émergent, notamment dans les pays d'Europe du Sud les plus touchés, telles que Podemos, Syriza et la France Insoumise. Revendiquant un véritable programme de transformation sociale, comme les partis contestataires traditionnels, ces organisations anti-austérité vont rapidement être confrontées à l'exercice du pouvoir (en Grèce et en Espagne), et à un processus d'institutionnalisation concomitant avec leur inscription dans le paysage politique national, phénomène déjà connu des partis de gouvernement.

Or, si le profil des électeurs de ces nouveaux partis contestataires a pu être étudié, leur dynamique d'institutionnalisation n'a pas véritablement fait l'objet d'une investigation sociologique comparative.

Ainsi, à partir de trois enquêtes de terrain mobilisant des entretiens et des séquences d'observation directe, réalisées auprès des militants de ces nouveaux partis contestataires à Barcelone (Podemos), Athènes (Syriza) et Montpellier (La France Insoumise), il devient possible d'analyser et de comparer le processus d'institutionnalisation de ces trois partis au prisme des carrières militantes.

S'appuyer à la fois sur les outils de la sociologie de l'engagement et sur ceux de la sociologie des organisations partisanes permet de montrer que l'institutionnalisation opère un tri entre les militants : tandis que les uns, fortement dotés en capital social et culturel, se professionnalisent et gravissent très rapidement les échelons de la hiérarchie partisane, les autres, dont les ressources sont plus limitées, peinent à trouver un rôle dans ces partis, et, en l'absence de rétribution de leur engagement, peuvent être progressivement amenés à les quitter.

Dans ces conditions, ces nouvelles organisations partisanes questionnent les typologies des partis politiques existantes, puisqu'elles combinent le *turn-over* des militants propre aux partis contestataires, et la professionnalisation des cadres des partis de gouvernement. Ainsi se dessine potentiellement un nouveau modèle partisan, le « parti contestataire professionnalisé ».

Abstract

As a result of the financial crisis of 2007-2008, new partisan organizations are emerging, particularly in the most affected countries of Southern Europe, such as Podemos, Syriza and the France Insoumise. Claiming a genuine program of social reforms, like the traditional dissenting parties did, these organizations will soon be confronted with the exercise of power (in Greece and Spain), and with a process of institutionalization concomitant with their inclusion in the national political landscape, a phenomenon already known to the governing parties.

Although the profile of the electorate of such new dissenting parties has been studied, their institutionalization dynamics have not really been the subject of a comparative sociological investigation yet.

Thus, on the basis of three field surveys mobilizing interviews as well as direct observation sequences, carried out among the activists of these new parties in Barcelona (Podemos), Athens (Syriza) and Montpellier (La France Insoumise), it becomes possible to analyze and compare the process of institutionalization of these three parties through the prism of activist careers.

Relying on sociological tools related to both involvement in politics and political parties sociology allows us to show that the institutionalization process sorts activists out : while some of them, who are highly endowed in social and cultural capital, become professional and climb the ranks of the party hierarchy very quickly, others, whose resources are more limited, find it difficult to find a role in these parties and, in the absence of remuneration for their commitment, may gradually be led to leave them.

Under such conditions, these new partisan organizations question the existing typologies of political parties, since they combine the turn-over of activists specific to protest parties with the professionalization of cadres of governing parties. Thus a new partisan model, the 'professionalized protest party', is potentially emerging.

Mots clés : partis politiques – carrières militantes – Europe du Sud – institutionnalisation – méthode comparative – gauche radicale

Key words : political parties - activist careers – Southern Europe – institutionalization – comparative method – radical left